Rapport n° 216.11.04.23
Novembre 2019

Rapport final de recherche

LA BAREMISATION DE LA JUSTICE

ss. direct. scientifique de S. Gerry-Vernières, Professeur de droit privé et de sciences criminelles, Université Grenoble Alpes

RAPPORT DE DROIT PÉNAL

Sous la direction de : Yannick Joseph-Ratineau, Maître des conférences en droit privé et sciences criminelles - Université Grenoble Alpes

<u>Remerciements</u> :

L'équipe tient à remercier **les membres de la Mission de recherche Droit et Justice pour leur suivi et leur soutien.**

Des remerciements sont adressés **aux premiers présidents des trois cours d'appel**, **aux présidents des sept tribunaux de grande instance, ainsi qu'à l'ensemble des magistrats du siège et des personnels de greffe composant ses différentes juridictions** pour l'excellent accueil qu'ils ont réservé à cette étude, leur disponibilité, leur confiance, ainsi que leur aide précieuse, et à titre plus personnel, M. Yannick Joseph-Ratineau tient à remercier chaleureusement les magistrats du siège pour les échanges particulièrement enrichissants qui ont eu lieu, et qui donne à cette recherche une coloration particulière.

Des remerciements sont adressés **aux procureurs généraux près les trois cours d'appel**, **aux procureurs de la République près les sept tribunaux de grande instance, et à l'ensemble des magistrats du parquet** pour l'excellent accueil qu'ils ont réservé à cette étude, leur confiance, l'aide précieuse apportée, et à titre plus personnel, M. Yannick Joseph-Ratineau tient à remercier chaleureusement les magistrats du parquet pour leur investissement dans la présente recherche ainsi que la richesse des échanges qui ont eu lieu, et qui apportent à celle-ci une plus-value indéniable.

L'équipe tient aussi à remercier les **étudiants du Master 2 droit pénal de la Faculté de droit** ayant participé à ce projet.

L'équipe tient enfin à remercier l'équipe administrative ayant participé à l'organisation des séminaires et réunions de travail et au suivi de cette recherche : **Stéphanie Mandjee, Elsa Dybkov et Mélanie Pagny.**

Le présent document constitue le rapport scientifique d'une recherche réalisée avec le soutien du GIP Mission de recherche Droit et Justice intitulée « **La barémisation de la justice** » (convention n° 216.11.04.23).

Son contenu n'engage que la responsabilité de ses auteurs. Toute reproduction, même partielle, est subordonnée à l'accord de la Mission

La barémisation de la justice Rapport de l'équipe de droit pénal

Recherche réalisée sous la direction scientifique de Stéphane GERRY-VERNIÈRES, Professeur en droit privé et sciences criminelles EA 1960 Faculté de droit Université Grenoble Alpes

Recherche réalisée sous la direction de Yannick JOSEPH-RATINEAU, Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles EA 1960 Faculté de droit Université Grenoble Alpes

Rédaction :

Yannick JOSEPH-RATINEAU, Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles EA 1960 Faculté de droit Université Grenoble Alpes

Anne-Gaëlle ROBERT, Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles EA 1960 Faculté de droit - Université Grenoble Alpes pour la partie relative à l'application des peines

Contributeurs et participants à la recherche :

David DECHENAUD, Professeur de droit privé et sciences criminelles EA 1960 Faculté de droit - Université Grenoble Alpes Doyen de la faculté de droit de Grenoble

Dominique LUCIANI-MIEN, Maître de conférences HDR en droit privé et sciences criminelles EA 3707 Université Jean Moulin Lyon3

Benjamin MONNERY, Maître de conférences, UMR CNRS 7235 EconomiX Université Paris-Nanterre

Marie NICOLAS, Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles EA 4232 Université Clermont-Auvergne

SOMMAIRE

INTRODUCTON ..... p. 1

CHAPITRE 1. LE CADRE DE LA RECHERCHE ..... p. 21

Section 1. Le champ de la recherche ..... p. 22

1.1 Présentation des axes de la recherche ..... p. 22
1.2 Présentation des contentieux retenus ..... p. 27

Section 2. La méthodologie de la recherche..... p. 34

2.1 Collecte des barèmes et décisions de justice ..... p. 34
2.2 Exploitation des barèmes et décisions de justice ..... p. 42
2.3 Recueil des témoignages des professionnels et des justiciables ..... p. 51

CHAPITRE 2. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS ..... p. 55

Section 1. Le contentieux des délits routiers ..... p. 55

1.1 Le traitement judiciaire des infractions "papiers" ..... p. 56
2.1 Le traitement judiciaire des infractions de comportement ..... p. 187
3.1 Le traitement judiciaire des délits à la circulation routière par les cours d'appel ..... p. 328

Section 2. Le contentieux des violences intrafamiliales ..... p. 337

2.1 Le traitement judiciaire des violences intrafamiliales dans les TGI ..... p. 338
2.2 Traitement judiciaire des violences intrafamiliales par les juges d'appel ... p. 358

Section 3. Les contentieux de l'application des peines ..... p. 360

3.1 Le contentieux du retrait des crédits de réduction de peine (CRP)..... p. 361
3.2 Le contentieux du retrait des conversions de peine ..... p. 380

CHAPITRE 3. LES ENSEIGNEMENTS DE LA RECHERCHE ..... p. 391

Section 1. Typologie des barèmes rencontrés en matière pénale ..... p. 391

1.1 Les barèmes construits ..... p. 392
1.2 Les barèmes constatés ..... p. 408

Section 2. Enjeux des barèmes rencontrés en matière pénale ..... p. 423

2.1 Enjeux des barèmes construits ..... p. 424
2.2 Enjeux des barèmes constatés ..... p. 436

CONCLUSION GÉNÉRALE ..... p. 447

Annexes ..... P. 452

INTRODUCTION

1. La présente recherche a entendu répondre à certaines attentes de l'appel à projet lancé sur le thème « *la barémisation de la justice* » en 2016 par la Mission de recherche Droit et Justice qui soulignait le développement, dans plusieurs contentieux (droit de la famille, droit social, droit de la responsabilité civile et droit pénal), d'outils d'aide à la décision qu'elle désignait sous le terme général de « barèmes ». Dans un contexte de développement des outils numériques[1] et de l'avènement possible d'une justice prédictive[2] rendue possible par l'*open data*[3], et l'élaboration d'algorithmes toujours plus sophistiqués par des entreprises privées attirées par les nouvelles perspectives économiques que le développement du marché du droit ouvre, la question de la barémisation de la justice pénale, peu étudiée jusqu'à présent par la doctrine, apparaît d'emblée comme un thème particulièrement sensible, car poser la question de la barémisation de la justice pénale revient nécessairement à poser en creux celle de sa prévisibilité.

2. Dans notre système juridique, la décision de justice est traditionnellement conçue comme une « *décision individualisée, unique et non répétible* ».[4] Ce constat est d'autant plus vrai en matière pénale que l'individualisation de la décision de justice résulte de l'individualisation de la peine prononcée par le juge, ce que rappelle l'article 132-1 du Code pénal qui dispose que « *toute peine prononcée par la juridiction doit être individualisée* ». L'individualisation de la peine impose au juge, dans un premier temps, de prononcer une peine proportionnée à la gravité de l'infraction, et qui soit adaptée à la situation matérielle, sociale et familiale de l'auteur, à sa personnalité ainsi qu'aux circonstances dans lesquelles il a été amené à commettre l'infraction pour laquelle il est

---

[1] Y. Joseph-Ratineau, « L'acte de juger, les motivations du juge et l'imprévisibilité des décisions de justice », in « *Justice et numérique* », 3e module de formation du Cycle Approfondi d'Etudes Judiciaires organisé par l'École nationale de la magistrature, sous la direction de MM. J.-F. Beynel, Premier Président de la Cour d'appel de Grenoble et F. Benet-Chambellan, Procureur Général près la Cour d'appel de Rouen, le 25 février 2020.

[2] Sur cette notion, V. B. Dondero, « Justice prédictive : la fin de l'aléa judiciaire ? », *D.* 2017, p. 532. R. Sève, « La justice prédictive », Archives philosophie du droit, t. 60, Dalloz 2018. A. Garapon , « Les enjeux de la justice prédictive », JCP G. 2017, 31. Y. Meneceur, « Numérique et prédiction de la décision. Vers une indispensable charte éthique européenne de l'intelligence artificielle », in *Vers une procédure civile 2.0*. C. Bléry, I. Raschel (dir.), coll. Thèmes et commentaires, Dalloz, 2018, p. 59 et s.

[3] *L'open Data des décisions de justice*, Mission d'étude et de préfiguration sur l'ouverture au public des décisions de justice, 2017.

[4] I. Sayn, « Les barèmes dans le fonctionnement du droit et de la justice », in *Le droit mis en barèmes ?*, coll. Actes thèmes & commentaires, I. Sayn (dir.), Dalloz, 2014, p. 13.

reconnu coupable, tout en conciliant, dès ce stade, des objectifs considérés parfois comme antagonistes[5] : punir et amender, insérer ou réinsérer. Ce principe impose au juge, dans un second temps, d'adapter la peine prononcée tout au long de son exécution en fonction de l'évolution de la personnalité du condamné, de sa situation familiale, sociale ou professionnelle. L'usage même du vocable « barème » est indéniablement chargé d'ambiguïté en ce qu'il est le plus souvent perçu comme **un outil rigide qui, par définition, limite l'analyse individualisée des situations,** de sorte que son utilisation ne permettrait pas une individualisation satisfaisante de la peine prononcée ou aménagée, d'une part, et aurait pour effet de restreindre le principe de liberté du juge dans le choix de la peine, d'autre part. **Les réticences que la notion de barème suscitent**, et qui ne se limitent pas au seul domaine du droit pénal, **expliquent que d'autres notions lui soient préférées, notamment celles de « référentiel » ou de « table de référence »**[6], ou encore que l'on a introduit, par exemple, au sein du référentiel indicatif régional de l'indemnisation du préjudice corporel l'avertissement suivant : « Ce référentiel n'est pas un barème ».[7] Ces quelques exemples montrent que le vocable « barème » doit être manié avec beaucoup de prudence tant il suscite une certaine réserve, voire hostilité, chez les professionnels du droit, comme au sein de la doctrine, ce que nous avons pu observer au cours de cette recherche.

3. **Cette hostilité à l'égard du « barème » s'explique en partie par les attributs qui lui sont traditionnellement attachés** (obligation pour l'auteur de la décision d'utiliser le barème et d'appliquer le résultat qu'il propose). Le recours au barème au stade du prononcé de la peine – voire de son aménagement au stade de son exécution – a pour effet de détruire l'image mythique[8] d'une décision individualisée, unique et non répétible. Nous avons ainsi pu observer que le thème de cette recherche a souvent suscité, dans un premier temps au moins, beaucoup de réticences, voire une certaine

---

[5] Renvoi de l'alinéa 3 de l'article 132-1 du Code pénal à l'article 130-1 du même Code en vertu duquel « *Afin d'assurer la protection de la société, de prévenir la commission de nouvelles infractions et de restaurer l'équilibre social, dans le respect des intérêts de la victime, la peine a pour fonctions : 1° De sanctionner l'auteur de l'infraction ; 2° De favoriser son amendement, son insertion ou sa réinsertion*. »

[6] P. Ancel et B. Munoz- Peres, « Enquête sur les pratiques et opinions des juges aux affaires familiales en matière de fixation de la contribution à l'entretien de l'enfant », in I. Sayn (dir.), *Un barème pour les pensions alimentaires ?*, La Documentation française, coll. « Perspectives sur la justice » , 2002.

[7] B. Mornet, « Le référentiel indicatif régional d'indemnisation du préjudice corporel, in *Le droit mis en barèmes ?*, *op. cit.*, p. 213.

[8] Certains auteurs parlent même du "*mythe de l'individualisation des peines*". V. en ce sens : C. Saas, S. Lorvellec, V. Gautron, « Les sanctions pénales, une nouvelle distribution », in *La réponse pénale. Dix ans de traitements des délits*, J. Danet (coord.), coll. l'Univers des normes, PUR, 2013, p. 159 et s.

crispation, chez les professionnels sollicités pour participer à cette étude. Ces réticences peuvent aisément se comprendre dès lors que l'existence d'une possible barémisation de la justice pénale est susceptible de fournir des arguments aux promoteurs du *Big Data* et de la justice prédictive. Elles se comprennent en revanche moins chez les universitaires dont les arguments témoignent plutôt d'une conception idéalisée du principe d'individualisation des peines relativement éloignée de la réalité des pratiques judiciaires, ce que notre recherche, dans la droite ligne d'études empiriques antérieures[9], démontre.

4. Au-delà de l'obstacle résultant de la conception idéalisée de l'individualisation des peines, c'est également celui résultant de la mésestimation de la doctrine pour le principe d'égalité qui explique les réticences que le recours aux barèmes suscite. **L'étude menée met en évidence une conception divergente de l'individualisation de la peine entre la doctrine et les professionnels**, à commencer par les magistrats. Pour la doctrine majoritaire, l'idée d'individualisation se conçoit de la façon suivante : à chaque situation doit correspondre une peine ajustée, et donc, plus largement, une décision pénale ajustée. De ce point de vue, le recours aux barèmes dans la détermination de la nature et du *quantum* de la peine prononcée réalise un déplacement significatif inacceptable en ce qu'il induit qu'à chaque catégorie de situations doit correspondre une décision pertinente, en d'autres termes, une décision qui fait correspondre à une situation donnée un résultat prédéterminé. Si l'on peut aisément admettre que **le développement des barèmes, en ce qu'il conduit à une normalisation des décisions judiciaires, soulève des interrogations au regard du respect des principes fondamentaux qui innervent la matière**, et en cela le droit pénal n'est pas un cas isolé[10], **encore faut-il intégrer dans le raisonnement l'ensemble de ces principes fondamentaux**, et dans le champ du droit pénal, le principe d'égalité fait assurément partie de ceux-là. Il suffit d'ailleurs de se plonger dans la littérature juridique des pays qui recourent, de longue date, aux barèmes en droit pénal ou *sentencing guide lines* , que ce soit aux États-Unis, au Canada, aux Pays-Bas ou encore en Grande-Bretagne par exemple, pour se rendre compte que leur utilisation est systématiquement justifiée par le souci d'encadrer la liberté du juge dans le choix et la détermination du *quantum* de la

[9] *La réponse pénale. Dix ans de traitements des délits*, *op. cit.*
[10] S. Porchy-Simon, « L'utilisation des barèmes en droit du dommage corporel au regard des principes fondamentaux de la responsabilité civile », in *Le droit mis en barèmes ?*, *op. cit.*, p. 201 et s.

peine qu'il prononce, afin d'assurer aux justiciables une meilleure égalité de traitement en atténuant les risques de disparités entre les décisions pénales. En d'autres termes, **le recours aux barèmes permettrait de garantir une articulation satisfaisante de deux principes à valeur constitutionnelle que sont l'individualisation de la peine, d'une part, et l'égalité des justiciables devant l'application de la loi, d'autre part, tant au stade du prononcé de la peine qu'au stade de son aménagement au cours de son exécution**. En France toutefois, la doctrine majoritaire, fermement attachée aux principes de liberté du juge et d'individualisation des peines[11], est longtemps demeurée hermétique à cet argument, alors même que de grandes disparités dans les réponses pénales ont été démontrées.[12] La raison de cet hermétisme est peut-être à rechercher dans la prééminence que le principe d'individualisation des peines a acquis dans la pensée doctrinale majoritaire, au détriment du principe d'égalité.

5. Au regard de ce qui précède, et avant d'aborder la présentation du champ de la recherche et la méthodologie qui a été retenue, nous souhaitons, à titre liminaire, aborder plusieurs points essentiels. En premier lieu, il nous paraît indispensable d'appréhender la problématique de la définition de la notion de barème (I). En deuxième lieu, il nous semble important de nuancer le postulat couramment admis selon lequel l'utilisation des barèmes en droit pénal porterait nécessairement atteinte au principe d'individualisation des peines (II). En troisième lieu, il conviendra de s'interroger sur le fait de savoir si, à l'instar des arguments avancés dans la littérature anglo-saxonne, les barèmes peuvent constituer, en France, un outil d'aide à la décision permettant au juge d'articuler dans sa décision, de manière pertinente et équilibrée, les deux principes à valeur constitutionnelle que sont le principe d'individualisation des peines et le principe d'égalité (III).

---

[11] M. C. Desdevises, « Les risques des standards pénologiques », in R. Ottenhof (dir.), *L'individualisation des peines*, Toulouse, Erès, 2001, p. 227 et s.

[12] E. Cahu, *Géographie de la justice pénale en France : L'équité à l'épreuve des territoires*, Thèse, S. de Ruffay (dir.), Normandie Université, 2017, 477 p. C. Perez Diaz, *Jeux avec les règles pénales. Le cas des contraventions routières*, l'Harmattan, 1988.

I. La notion de barème

6. Absence de définition de la notion de barème. La présente recherche s'est heurtée à une première difficulté importante : l'absence de définition de la notion de barème, ce qui explique que ces derniers soient parfois qualifiés « *d'objets juridiques non identifiés* »[13], alors même que leur usage est ancien[14] et que depuis quelques années leur développement dans des domaines nouveaux que ce soit dans le champ du droit de la famille[15], du droit du dommage corporel[16], ou encore du droit répressif[17], lequel ne se limite plus au seul droit pénal[18] peut être observé. L'absence de définition de la notion de « barème » tient au fait que la doctrine ne s'est que très peu intéressée à cet objet d'étude en raison de la place nécessairement réduite de ce type d'outil dans le champ disciplinaire du droit, tant en raison de sa nature certains auteurs qualifient les barèmes d'« *outils de type soft law issus des pratiques professionnelles* »[19] que de sa valeur les barèmes sont dépourvus de force obligatoire juridiquement contraignante ou encore de son caractère officieux. Cette absence de définition est pourtant préjudiciable, et nous avons pu le constater lors de cette étude puisque l'intitulé même de cette recherche la barémisation de la justice a conduit certains magistrats sollicités pour y participer à ne pas répondre à nos demandes, voire à refuser dans un premier temps de participer à la recherche au motif qu'ils n'utilisaient aucun barème dans leur pratique juridictionnelle.

---

[13] R. Melot, J. Pelisse, « Prendre la mesure du droit : enjeux de l'observation statistique pour la sociologie juridique », *Droit et Société*, 2008/2-3, n°69-70.

[14] A. Bouilloux, « Histoire de la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles. Le passage au forfait », in *Le droit mis en barèmes ?, ibid.*, p. 149 et s. P. Soustelle, « Le barème permettant de déterminer la fraction cessible ou saisissable des rémunérations du travail », in *Le droit mis en barèmes ?, ibid.*, p. 49 et s.

[15] C. Bourreau-Dubois, B. Jeandidier, « Equité et barème de pension alimentaire pour enfants : une approche économique », in *Le droit mis en barèmes ?, ibid.*, p. 25 et s. A. Gouttefengeas, « Des barèmes de calcul de la participation des familles au financement de l'hébergement des personnes âgées en institution », *ibid.*, p. 37 et s.

[16] B. Mornet, « Le référentiel indicatif régional d'indemnisation du préjudice corporel », in *Le droit mis en barèmes ?, op. cit.*, p. 213 et s. O. Gout, « L'émergence de nomenclatures relatives au dommage corporel », *ibid.*, p. 227 et s.

[17] V. Perrocheau, « Une illustration du développement des barèmes dans la justice pénale : le cas de la composition pénale », in *Le droit mis en barèmes ?, ibid.*, p. 71 et s. V. Gautron, « La « barémisation » et la standardisation des réponses pénales saisies au travers d'une étude empirique de l'administration de la justice pénale », in *Le droit mis en barèmes ?, ibid.*, p. 85.

[18] H. Bothinon-Dumas, « Les barèmes des sanctions pécuniaires prononcées par l'Autorité des marchés financiers et l'Autorité de la concurrence », in *Le droit mis en barèmes ? ibid.*, p. 131 et s.

[19] I. Sayn, « Les barèmes dans le fonctionnement du droit et de la justice », in *Le droit mis en barèmes ?, ibid.*, p. 2.

7. Conception restrictive de la notion de barème par les magistrats. La notion de « barème » est associée pour les magistrats aux « comptes tout faits »[20] issus des tables de calculs de M. Barrême qui permettent de trouver toujours le même résultat à la même opération arithmétique, sans avoir à procéder soi-même à l'opération, ce qui explique qu'il soit traditionnellement au barème un caractère automatique. C'est ainsi que, dans leur grande majorité, les magistrats du siège, et dans une moindre mesure ceux du parquet, rejettent la notion de barème pour lui préférer les notions de référentiel ou de grille d'aide à la décision, ce qui s'explique aisément puisqu'à la différence du barème, le référentiel ou la grille d'aide à la décision n'a que la valeur d'un modèle, et il est donc toujours possible de déroger à la solution proposée.

8. Diversité des notions utilisées pour désigner un même objet. Le foisonnement des notions utilisées par les magistrats – et plus largement par les professionnels – pour désigner les outils d'aide à la décision qui peuvent être rencontrés aujourd'hui au sein des juridictions pénales n'est clairement pas satisfaisant. En effet, nous avons pu constater que **l'ensemble des documents qui nous ont été remis par les magistrats du parquet et qui formalisent des procédés ayant pour objectif de faciliter l'activité décisionnelle en proposant un résultat précis en référence à des critères de décisions prédéterminés – principalement sous forme de tableaux – reçoivent, selon les parquets, des appellations différentes alors même qu'il s'agit fondamentalement du même outil**. Qualifiés de barèmes au sein de certaines juridictions, ils reçoivent l'appellation de référentiels dans une juridiction voisine, laquelle se situe parfois sur le même ressort de cour d'appel, ou encore de grilles d'aide à la décision. Cette diversité des notions utilisées pour qualifier un même outil résulte, à notre sens, d'une conception restrictive de la notion de barème, et **c'est uniquement pour échapper à l'automaticité des décisions que son utilisation implique que d'autres notions lui sont aujourd'hui préférées**. Or, nous avons pu constater que la marge d'appréciation reconnue aux magistrats du parquet leur permettant de se départir de la solution proposée par l'outil d'aide à la décision n'est nullement conditionnée par la qualification retenue. C'est parfois au sein des parquets où l'usage du terme « référentiel » est préféré à celui de « barèmes » que les magistrats

[20] J.-C. Bardou, « Le juge et les comptes tout faits de M. Barrême. Autorité, limites et conditions d'emploi des barèmes dans le procès civil », *JCP E*. 2011, p. 2365.

du parquet disposent, paradoxalement, de la marge d'appréciation la plus réduite, rendant ainsi la possibilité de s'écarter de la solution proposée par l'outil d'aide à la décision relativement faible. De fait, l'on peut légitimement s'interroger sur la pertinence de cette démarche qui consiste à recourir à une diversité de notions pour désigner un même objet. La question mérite d'autant mieux d'être posée qu'à la diversité des notions utilisées pour désigner les outils d'aide à la décision répond une identité des fonctions qui leur sont assignées.

9. Identité des fonctions assignées aux outils d'aide à la décision. Trois fonctions classiquement assignées aux barèmes ont déjà été identifiées : politique, lorsqu'il s'agit de poursuivre un objectif défini a priori ; instrumentale, lorsqu'il s'agit d'assurer une meilleure égalité des citoyens devant la justice ou une plus grande prévisibilité des décisions ; managériale, lorsque ces barèmes entendent améliorer les rendements et les performances des services.[21] Ces trois fonctions se retrouvent bien évidemment dans tous les outils d'aide à la décision développés au sein des parquets dans notre étude à des degrés divers selon les priorités fixées par le procureur de la République, les besoins et difficultés de la juridiction, etc., que ces derniers soient qualifiés de barème, de référentiel, ou de grille d'aide à la décision. La **fonction politique** des outils d'aide à la décision développés au sein des parquets est évidente. Au travers des choix opérés au stade de la construction du barème, du référentiel ou de la grille, le parquet produit un outil d'aide à la décision qui lui permet d'assurer la mise en œuvre effective de sa politique pénale. La **fonction instrumentale** est également très présente en ce que les outils d'aide à la décision intègrent à la fois les antiennes que sont l'égalité des justiciables et le sens de la peine, mais également des critères issus d'une rationalité nouvelle tels que le coût de la sanction, sa progressivité, sa faisabilité ou encore sa lisibilité.[22] La **fonction managériale** des outils d'aide à la décision s'impose là aussi comme une évidence dès lors que notre étude montre que c'est bien pour le traitement des contentieux de masse que les parquets élaborent en priorité des outils d'aide à la décision en vue d'accroître les rendements (productivité) et les performances (qualité) de la réponse pénale par la mise en place de mesures

[21] B. Frydman, « Le management comme alternative à la procédure », in *Le nouveau management et l'indépendance des juges*, B. Frydman et E. Jeuland (dir.), Dalloz 2011, p. 101 et s.
[22] C. Saas, S. Lorvellec, V. Gautron, « Les sanctions pénales, une nouvelle distribution », in *La réponse pénale. Dix ans de traitements des délits*, *op. cit*.

adéquates. Pour autant, le constat opéré ne vaut qu'à l'égard des outils d'aide à la décision élaborés par les parquets.

10. Barèmes construits VS barèmes constatés. Notre étude, dans la droite ligne de travaux précédents sur cette question[23], confirme, en la démontrant, l'existence de deux formes de barémisation en matière pénale. La première, qualifiée de construite, est uniquement **observée au sein des parquets, et se manifeste par l'élaboration d'outils d'aide à la décision formalisés en amont du processus décisionnel et diffusés à l'ensemble des parquetiers ayant vocation à traiter les contentieux pour lesquels ces outils sont élaborés**. La seconde, qualifiée de barémisation constatée, est principalement observée au sein des juridictions. **Elle résulte de l'observation de régularités dans les pratiques juridictionnelles et tend à mettre en évidence l'existence de barèmes implicites suivis par les magistrats du siège dans des contentieux où l'exclusion de toute forme de barémisation est pourtant affirmé**. Partant, deux interrogations constituant les deux faces d'une même pièce se posent : la première est celle du degré d'influence des outils d'aide à la décision élaborés par les parquets (barémisation construite) sur les pratiques juridictionnelles des juges (barémisation constatée) ; la seconde est celle du degré d'influence des pratiques juridictionnelles (barémisation constatée) sur l'élaboration des outils d'aides à la décision au sein des parquets (barémisation construite) ?

11. Liens étroits entre barémisation construite et barémisation constatée. Ces deux notions entretiennent assurément des liens étroits qu'il est extrêmement difficile d'analyser sur un plan scientifique. Notre étude soulige toutefois que, si les décisions correctionnelles sont bien formellement prises par un magistrat du siège, leur contenu est davantage le fruit d'une coproduction entre le parquet et le siège — plus ou moins formalisée, plus ou moins institutionnalisée selon les juridictions — tant en ce qui concerne le choix du circuit procédural des affaires pénales au sein de la juridiction concernée, que de la peine prononcée. **C'est de ce dialogue entre le parquet et le siège sur l'orientation des affaires pénales et la prédétermination des peines prononçables que naissent, notamment, les outils d'aide à la décision utilisés pour le traitement des contentieux de masse** (délits routiers, usage et détention de

[23] *Le droit mis en barèmes ?*, I Sayn (dir), *op. cit.*

stupéfiants, transport routier, etc.) et qui permettent à la juridiction d'accroître les délais de traitement de ce type de contentieux par référence à une réponse pénale prédéterminée, tout en intégrant néanmoins, nous le verrons, les critères classiques d'individualisation de la peine que sont la gravité de la ou des infractions, le passé pénal de l'auteur, son âge, sa situation professionnelle, économique ou familiale, la présence ou non d'une victime, etc. **Cette situation, qui peut heurter de prime abord et susciter de vives réticences, est en réalité la conséquence directe de l'application des outils du management au service public de la justice**. Elle est la conséquence logique d'une politique de gestion de la dépense publique qui soumet plus ou moins ouvertement les magistrats à une exigence accrue de productivité. Dans ce contexte, qui peut se résumer pour les juridictions à faire toujours plus vite, toujours mieux, sans réels moyens supplémentaires ou adéquats, et qui érige les chefs de juridiction, les présidents de chambre et les greffiers en chef en gestionnaires devant rendre compte de la qualité de leur gestion, **il ne faut point s'étonner qu'un dialogue, plus ou moins formalisé, plus ou moins institutionnalisé, se soit instauré entre les magistrats du siège et ceux du parquet afin de fixer, en quelque sorte, les règles du jeu concernant le traitement des contentieux de masse en matière pénale**.

12. La notion de barème : l'impossible définition ? Il résulte des développements qui précèdent que définir la notion de barème semble être une opération vouée à l'échec au regard de la diversité et de la complexité des situations rencontrées. Entendu strictement, un barème se définit comme une table de calcul qui évite à l'utilisateur d'effectuer l'opération mathématique lui-même en proposant un résultat chiffré à une opération donnée. Pourtant, certaines études ont démontré qu'il était possible, en retenant une conception extensive de la notion de barème, d'englober sous ce terme l'ensemble des outils d'aide à la décision rencontrés au sein des juridictions, bien qu'ils ne proposent pas de résultat chiffré. Dans ces études, est un barème tout outil d'aide à la décision qui propose « *une grille de lecture qui facilite la qualification des situations de faits, et affecte, à chaque catégorie ainsi précisée, une solution prédéterminée ou un éventail de solutions*. »[24] Cette démarche n'est toutefois pas pleinement satisfaisante dans le cas de notre étude puisque cela revient à exclure du

[24] I. Sayn, « Les barèmes dans le fonctionnement du droit et de la justice », in *Le droit mis en barèmes ?*, *op. cit.*, p. 13.

champ de la définition retenue les barèmes constatés, pour n'y retenir que les barèmes construits. Alors que **les barèmes construits résultent d'une manifestation de volonté de l'auteur du barème de rationnaliser le processus décisionnel en proposant, le plus souvent dans un document formalisé, un ensemble de résultats précis en référence à des critères de décision**, ce qui témoigne donc d'une maîtrise du raisonnement à l'origine de la construction du barème, **les barèmes constatés ne sont le plus souvent que le fruit de processus intellectuels se manifestant, *a priori*, de manière inconsciente et intuitive**. Alors que les barèmes construits mettent en évidence l'existence d'une barémisation volontaire et formalisée de la justice pénale, la révélation de l'existence de barèmes constatés montre plutôt l'existence d'une barémisation implicite et intuitive de cette dernière. De fait, ces deux catégories de barèmes s'opposent l'une à l'autre, ce qui interdit, *a priori*, de les réunir dans une définition commune du vocable « barème ».

13. **Proposition d'une définition a minima de la notion de barème.** S'il ne semble pas possible de réunir sous une définition unique la diversité des manifestations d'une barémisation de la justice pénale, c'est peut-être parce que les critères retenus sont trop précis et conduisent à retenir une conception trop étroite de la notion. Qu'est-ce qu'un barème ? Dans son acception la plus simple, ce terme désigne un ensemble de données chiffrées répertoriées au sein d'un recueil permettant d'indiquer le résultat d'une opération arithmétique sans avoir à la réaliser soi-même par référence à un produit, une quantité achetée, un objet, une donnée. Si le barème est un outil, ce dernier n'a nul besoin d'être formalisé pour exister, ce que démontre les hypothèses de barémisation constatée. En revanche, le barème, en ce qu'il propose une solution à partir d'un raisonnement fondé sur des critères préconstruits, ne semble pas pouvoir exister en dehors de toute démarche intellectuelle. Celle-ci doit-elle être nécessairement consciente chez l'auteur ? En d'autres termes, le barème peut-il être le fruit d'une démarche intellectuelle inconsciente et s'appliquer finalement de manière intuitive ? Là encore, les hypothèses de barèmes constatés permettent de répondre par l'affirmative. Les entretiens et échanges avec les magistrats ont mis en évidence qu'un processus intellectuel identique est à l'œuvre dans les barèmes construits et dans les barèmes constatés. La seule différence est que, dans le cas des premiers, la démarche est consciente et volontaire, alors que, dans le cas des seconds, elle est plus inconsciente

et intuitive. Une même phrase a été régulièrement prononcée par les magistrats lors de nos entretiens, dès lors que la question du choix de la peine était abordée : « *Telle infraction, ça vaut tant*. » Sans revenir ici sur la complexité du processus d'attribution des sanctions largement étudié par la psychologie sociale[25], il est toutefois possible d'observer qu'en rattachant à une infraction donnée une peine prononçable — voire une fourchette de peines prononçables — lesdits magistrats s'inscrivent dans une démarche intellectuelle qui les conduit à élaborer un barème. Ainsi, **la notion de barème pourrait être définie, *a minima*, comme « *toute démarche intellectuelle consistant, pour l'auteur ou les auteurs d'une décision, de manière consciente ou inconsciente, individuellement ou collectivement, à proposer ou appliquer un résultat prédéterminé en référence à des critères préconstruits* »**. Cette définition, qui n'est pas exempte de critiques, **présente l'avantage d'englober toutes les formes de barèmes rencontrées à ce jour au sein des juridictions pénales** ; elle a le mérite de mettre en exergue que le recours à un barème peut se réaliser indépendamment de la volonté du magistrat qui, de bonne foi, affirme ne pas utiliser de barèmes dans sa pratique juridictionnelle, alors même que l'analyse de ces décisions peut faire apparaître l'existence d'un barème ; elle permet surtout, nous semble-t-il, de réduire la notion de barème à sa quintessence même, en excluant tous les critères secondaires qui empêchaient de réunir au sein d'une définition unique les barèmes construits et les barèmes constatés.

14. La force obligatoire du barème. Lorsque le barème est construit, la question de sa force obligatoire à l'égard de l'auteur de la décision se pose, qu'il soit magistrat du parquet ou du siège. C'est parce qu'il est traditionnellement attribué une force obligatoire au barème que ce dernier suscite de vives réticences, et que d'autres notions — référentiel ou grille d'aide à la décision par exemple — lui sont préférées pour qualifier ce qui n'est pourtant qu'un barème au sens de la définition retenue. **Est classiquement attachée à la notion de barème l'idée que l'auteur de la décision aurait l'obligation de l'utiliser et de retenir le résultat proposée**. Pourtant, il a déjà été démontré que la force obligatoire du barème peut seulement résider dans

[25] M. Tostain, « L'influence des motivations à punir sur les jugements de responsabilité et l'attribution de sanctions aux auteurs d'infractions pénales », *Cah. psych. soc.*, 2007/3, n°75-76, p. 35. 2007/3 (Numéro 75-76), p. 35 et s. Z. Atanasova-Denié, M. Tostain, « Les processus d'attribution de punitions. Étude des relations entre gravité de l'infraction pénale, caractéristiques de l'auteur, émotions et motivations à punir », *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 2008/2 (Numéro 78), p. 21 et s.

l'obligation, pour l'auteur de la décision, de recourir à l'instrument afin de connaître le résultat qu'il propose, sans pour autant que celle-ci ne soit étendue à l'obligation d'appliquer la solution préconisée.[26] Le barème constitue ainsi une « petite » source du droit[27] en ce qu'il oriente les actions des acteurs judiciaires en prolongeant ou en suppléant les dispositifs légaux ou réglementaires, sans pour autant revêtir les atours traditionnels de la règle de droit entendue comme une règle assortie d'une contrainte. En ce sens, si notre étude montre que la force obligatoire du barème construit est extrêmement variable d'une juridiction à une autre ; elle met également en évidence le fait qu'à aucun moment nous n'avons été confrontés à des barèmes imposant à l'auteur de la décision l'obligation de les utiliser et de retenir le résultat qu'ils proposent. Nous verrons toutefois que la liberté pour l'auteur de la décision de s'écarter de la solution proposée par le barème est plus ou moins encadrée selon les juridictions.

II. Les barèmes et l'individualisation des peines

15. Valeur du principe d'individualisation des peines. Principe fondamental du droit pénal qui a les faveurs de la doctrine, le principe d'individualisation des peines ne s'est pourtant imposé que de manière progressive, et finalement assez tardivement, au sein du droit pénal.[28] Consacré à l'article 132-24 du nouveau Code pénal en 1994[29], sa valeur constitutionnelle n'a été reconnue qu'en 2005 par le Conseil constitutionnel[30] qui considérait jusqu'alors que, « *si la législation française a fait une place importante à l'individualisation des peines, elle ne lui a jamais conféré le caractère d'un principe unique et absolu prévalant de façon nécessaire et dans tous les cas sur les autres fondements de la répression pénale ; qu'ainsi, à supposer même que le principe de l'individualisation des peines puisse, dans ces limites, être regardé comme l'un des principes fondamentaux reconnus par* les *lois de la République, il ne saurait mettre obstacle à ce que le législateur, tout en laissant au juge ou aux autorités chargées de déterminer les modalités d'exécution des peines un large*

[26] I. Sayn, « Les barèmes dans le fonctionnement du droit et de la justice », in *Le droit mis en barèmes ?*, *op. cit.*, p. 11.
[27] S. Gerry-Vernières, *Les petites sources du droit*, Economica, coll. « Recherche juridique », 2012.
[28] R. Saleilles, *L'individualisation de la peine. Étude de criminalité sociale*, F. Alcan, 1re éd., 1898.
[29] Art. 132-24 C. pén. : « *Dans les limites fixées par la loi, la juridiction prononce les peines et fixe leur régime en fonction des circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur. Lorsque la juridiction prononce une peine d'amende, elle détermine son montant en tenant compte également des ressources et des charges de l'auteur de l'infraction* ».
[30] Cons. const., nº 2005-520 DC, 22 juill. 2005 : *RFDC* 2006, p. 165, obs. Nicot ; *Gaz. Pal.* 2005, nº 215, p. 6, obs. Schoettl.

pouvoir d'appréciation, fixe des règles assurant une répression effective des infractions ».[31] **La valeur constitutionnelle du principe d'individualisation des peines ne semble pas avoir remis en cause la solution selon laquelle ce principe n'aurait pas valeur de principe unique et absolu prévalant sur les autres fondements de la répression**, ce que confirme l'analyse de la jurisprudence du Conseil constitutionnel.

16. Tempéraments apportés par le Conseil constitutionnel. L'une des conséquences qu'emporte le principe d'individualisation des peines réside dans l'interdiction des peines automatiques.[32] **Cette interdiction des peines automatiques n'a pas été étendue aux peines obligatoires qui restreignent pourtant la marge d'individualisation du juge, puisque ce dernier est obligé de les prononcer.**[33] Le Conseil constitutionnel a, par deux fois, également **admis le principe des peines minimales**, autrement qualifiées de « peines planchers », lesquelles ont également pour effet de restreindre le pouvoir d'individualisation du juge, que ce soit en matière criminelle ou délictuelle en présence de certains crimes et délits commis en état de récidive légale ou une nouvelle fois en état de récidive légale[34] ; mais également en matière contraventionnelle, dans le champ de la procédure de l'amende forfaitaire, l'article 530-1 du Code de procédure pénale prévoyant que le montant de l'amende prononcée après un recours contre une amende forfaitaire ou une amende forfaitaire majorée, ne peut être inférieur au montant de l'amende forfaitaire ou de l'amende forfaitaire majorée tel que prévu dans la loi.[35] Le Conseil constitutionnel a par ailleurs

---

[31] Cons. const., n° 80-127 DC, 20 janv. 1981 : JORF du 22 janv. 1981, p. 308.

[32] Cons. const., n° 93-325 DC, 13 août 1993 : *RFDA* 1993, p. 871, obs. Genevois ; *JCP G.*, 1994, I, p. 3728, obs. Guimezanes. Cons. const., n° 97-395 DC, 30 déc. 1997 : *RFDC* 1998, p. 160, obs. Phillip ; *AJDA* 1998, p. 110, obs. Schoettl. Cons. const., n° 2000-433 DC, 27 juill. 2000 : *JCP G.*, 2000, Actu., p. 1739, obs. Barbry et Olivier ; *LPA* n° 151, 2000. p. 12, obs. Schoettl. - Cons. const., n° 2010-6/7 QPC, 11 juin 2010 : *JCP G.*, 2010, p. 697, obs. Del Prete ; *D.*, 2010, p. 1560, obs. Lavric ; *Constitutions*, 2011, p. 531, obs. Darsonville.

[33] Cons. const., n° 2010-41 QPC, 29 sept. 2010 : *JCP G.* 2010, p. 1149, obs. Lepage et Matsopoulou ; *D.* 2011, p. 54, note Bouloc ; Gaz. Pal. 2010, n° 336, p. 19, obs. Sordino. Cons. const., n° 2010-72/75/82 QPC, 10 déc. 2010 : *D.* 2011, p. 929, note Bouloc ; *AJ pénal* 2011, p. 76, obs. Perrier ; *Dr. pén.* 2011, Comm. 25, n° 2, obs. Robert. Il convient toutefois de rappeler que l'admission des peines obligatoires est conditionnée au fait que le caractère obligatoire de la peine doit être justifié par le but poursuivi par le législateur, d'une part, et que le juge ne doit pas être « *privé du pouvoir d'individualiser* » la peine.

[34] Cons. const., n° 2007-554 DC, 9 août 2007 : *D.* 2007, Chron, p. 2247, obs. Pradel ; *RSC* 2008, p. 133, obs. de Lamy.

[35] Cons. const., n° 2011-162 QPC, 16 sept. 2011 : *Procédures* 2011. Comm. 348, n° 11, obs. Buisson ; *AJ pénal* 2011, p. 526, obs. Céré ; *Dr. pén.* 2011, Comm. 24, n° 11, obs. Robert. Ici aussi, le Conseil constitutionnel a admis le principe des peines minimales à la condition que la peine soit justifiée par le but poursuivi par le législateur, que le législateur laisse la possibilité pour le juge d'individualiser la peine, nonobstant l'existence d'un seuil minimal, et enfin, que celle-ci soit proportionnée à la gravité de l'infraction concernée.

admis **les peines pourcentage**[36], alors même que, dans ce cas précis, l'individualisation de la peine se retrouve placée entre les mains du législateur, et non du juge.

17. Tempéraments apportés par le législateur. En matière contraventionnelle, un certain nombre de contraventions sont sanctionnées par l'application d'une **amende forfaitaire dont le *quantum* est fixé par décret au seul regard du critère de gravité de l'infraction et applicable à tous les contrevenants, sans aucune prise en compte de leur situation concrète, matérielle et intellectuelle**. [37] Cantonnée originellement au champ contraventionnel, l'amende forfaitaire a pénétré également la matière délictuelle, et son champ ne cesse de s'étendre. Celle-ci était déjà encourue pour les délits de conduite sans permis[38] et de défaut d'assurance[39], lesquels sont respectivement sanctionnés d'une amende forfaitaire de 800 euros et 500 euros[40], et la récente loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice[41] est venue en étendre le champ au délit d'usage illicite de stupéfiants[42] , de vente et d'offre d'alcool à un mineur, au transport routier en violation des limites horaires, à l'achat de tabac vendu à la sauvette, au délit d'occupation de halls d'immeubles, ainsi qu'en présence de mauvais traitements envers les animaux. Ces quelques exemples, loin d'être exhaustifs, invitent à relativiser la primauté dont jouit actuellement le principe d'individualisation des peines au sein de la doctrine.

18. Conception idéalisée du principe d'individualisation des peines. Pour la doctrine, le **principe d'individualisation de la peine repose sur le postulat suivant :**

---

[36] Cons. const., n° 2011-220 QPC, 10 févr. 2012 : *LPA* 2012, n° 36, p. 3, obs. Perrotin. Cons. const., n° 2011-162 QPC, 16 sept. 2011 : *op. cit*. Cons. const., n° 2010-103 QPC, 17 mars 2011 : *op. cit*.

[37] Il résulte ainsi des dispositions de l'article R. 49 du Code de procédure pénale que les contraventions aux dispositions du Code de la route commises par les piétons sont réprimées d'une amende de 4 euro et 11 euros pour les autres contraventions de la 1re classe ; 35 euros pour les contraventions de la 2e classe ; 68 euros pour les contraventions de la 3e classe ; et 135 euros pour les contraventions de la 4e classe. Ces montants peuvent être augmentés en cas de majoration jusqu'à 38 euros pour les contraventions de la 1re classe ; 150 euros pour les contraventions de la 2e classe ; 450 euros pour les contraventions de la 3e classe ; 750 euros pour les contraventions de la 4e classe.

[38] Art. L. 221-2 C. route.

[39] Art. L. 324-2 C. route

[40] En cas de paiement direct à l'agent ou dans les 15 jours du constat de l'infraction ou de l'envoi de l'avis, ce montant est minoré à 640 € pour le défaut de permis et à 400 € pour le défaut d'assurance. Si l'auteur ne règle dans les temps, le montant est majoré à 1 600 € pour la conduite sans permis et à 1 000 € pour la conduite sans assurance.

[41] JORF du 24 mars 2019.

[42] L'article 37 complète l'article L. 3421-1 du Code de la santé publique par un alinéa ainsi rédigé : « *Pour le délit prévu au premier alinéa du présent article, y compris en cas de récidive, l'action publique peut être éteinte, dans les conditions prévues aux articles 495-17 à 495-25 du code de procédure pénale, par le versement d'une amende forfaitaire d'un montant de 200 €. Le montant de l'amende forfaitaire minorée est de 150 € et le montant de l'amende forfaitaire majorée est de 400 €.* »

la peine prononcée par le juge doit être ajustée à une situation conçue comme unique et non répétible. Cette conception explique que la majorité des auteurs s'opposent fermement à toute idée de normalisation ou de standardisation des décisions de justice rendue en matière pénale dès lors que celle-ci implique, non plus qu'à chaque situation corresponde une décision ajustée, mais qu'à chaque catégorie de situations corresponde une décision pertinente. Pourtant, dans la droite ligne de travaux fondés sur des résultats issus de recherches empiriques[43], notre étude démontre, elle aussi, que si notre droit offre un éventail de sanctions pénales très riches, ce dernier est en réalité peu mobilisé en pratique et qu'une normalisation du choix de la peine peut être aisément observée dans toutes les juridictions.[44] Cette normalisation du choix de la peine s'explique, en grande partie, mais pas seulement, par le fait que **les situations dont les juges ont à connaître sont en partie récurrentes, répétitives, notamment dans les contentieux de masse.**[45] **Confrontés, au fil des audiences, à une répétition des situations, les magistrats sont naturellement conduit à élaborer, de manière intuitive et inconsciente, des barèmes qu'ils appliquent de manière tout aussi intuitive et inconsciente, et qui sont plus ou moins influencés par la politique pénale du parquet**. Il existe donc une divergence entre la conception théorique du principe d'individualisation des peines et sa mise en œuvre concrète et effective en pratique. En outre, une autre critique peut être formulée à l'endroit de la doctrine. Focalisée sur l'enjeu de l'individualisation de la peine, elle néglige celui de la nécessaire garantie du principe d'égalité des justiciables devant l'application de la loi auquel les magistrats sont attachés.

19. Conception divergente de la place du principe d'individualisation des peines dans le processus d'attribution de la sanction. Parce que les barèmes consistent à faire entrer des personnes et des situations visées par la décision dans une classe à laquelle une solution est associée, ils conduisent *de facto* à une standardisation de la décision qui, si elle permet d'éviter une trop grande disparité entre les décisions rendues au sein d'une même juridiction ou d'une juridiction à une autre, ne peut que

---

[43] Not. : *La réponse pénale. Dix ans de traitements des délits*, *op. cit.*

[44] Ce qui explique que certains auteurs parlent même du "*mythe de l'individualisation des peines*". V. : C. Saas, S. Lorvellec, V. Gautron, « Les sanctions pénales, une nouvelle distribution », in *La réponse pénale. Dix ans de traitements des délits*, *ibid*., p. 159 et s.

[45] En outre, le juge ne dispose pas d'une latitude totale dans l'individualisation de la peine qu'il prononce. En effet, les principes de nécessité et de proportionnalité de la peine restreignent nécessairement, en fonction des données du dossier (gravité de l'infraction, passé pénal de l'auteur, *etc.*), l'éventail des peines prononçables.

heurter le principe d'individualisation des peines. Cette tension entre standardisation et individualisation n'est toutefois pas perçue de la même manière par la doctrine et par les magistrats. L'étude menée témoigne sur ce point d'une divergence de conception entre doctrine et magistrats quant à la place du principe d'individualisation de la peine dans le processus de détermination du choix de la peine : alors qu'au stade du prononcé de la peine, mais également au stade de l'aménagement de celle-ci au cours de son exécution, la doctrine concentre l'essentiel du raisonnement autour de la question de l'individualisation, les magistrats conçoivent quant à eux la place du principe d'individualisation des peines dans l'équation pénale qu'ils ont à résoudre de façon plus nuancée. **Que ce soit au parquet ou au siège, la question de la réduction des inégalités et des disparités entre les décisions pénales constitue une préoccupation majeure des magistrats, et celle-ci s'intègre comme une donnée importante dans le processus décisionnel**. Il résulte en effet de l'article 66 de la Constitution que l'autorité judicaire est gardienne des libertés individuelles, et à ce titre, le juge pénal doit garantir l'effectivité de l'ensemble des principes à valeur constitutionnelle au travers de sa décision, ce qui inclut aussi le principe d'égalité. Ce dernier n'a pas encore réellement les faveurs de la doctrine, du moins en droit de la peine[46], peut-être parce que, contrairement au principe d'individualisation des peines, aucun texte ne vient en consacrer spécifiquement la portée.[47] Pourtant, le droit pénal, comme la procédure pénale, sont des domaines dans lesquels le principe d'égalité est largement mobilisé par le Conseil constitutionnel.[48] Ainsi, la recherche menée montre que, si la doctrine majoritaire tend à appréhender la question du prononcé de la peine à travers le seul prisme de l'individualisation, les magistrats l'appréhendent dans le cadre d'un spectre normatif plus large, incluant non seulement le principe d'individualisation des peines, mais également le principe d'égalité devant la justice ; principes qu'ils tentent de concilier notamment par le recours à des barèmes.

---

[46] E. Bonis-Garçon, V. Peltier, *Droit de la peine*, Coll. Manuel, LexisNexis, 2011. Ce manuel, qui est une référence en la matière, ne comporte pas exemple aucune entrée à "Egalité" ou "Principe d'égalité". Aucun développement n'est consacré à l'appréhension de ce principe par le droit de la peine. Plus largement sur la question, V. : D., *L'égalité en matière pénale*, préf. P. Maistre du Chambon, Nouv. bibl. des thèses, T. 45, LGDJ, 2008.

[47] Art. prél. C. proc. pén. : « *Les personnes se trouvant dans des conditions semblables et poursuivies pour les mêmes infractions doivent être jugées selon les mêmes règles*. »

[48] F. Melin-Soucramanien, *Le principe d'égalité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, coll. Droit public positif, Économica, PU Aix-Marseille, 1997, p. 165 et s. - Du même auteur, « Le principe d'égalité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel. Quelles perspectives pour la question prioritaire de constitutionnalité ? » *Cah. Cons. Const*., 2010, n°29, p. 25.

III. Les barèmes et le principe d'égalité devant la loi

20. Contenu du principe d'égalité. Principe constitutionnel figurant dans la devise de notre République et consacré à l'article 6 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789, le principe d'égalité dispose d'une triple dimension : égalité devant la loi ; égalité dans la loi ; égalité par la loi.[49] Dans le cadre de cette étude, seul le principe d'égalité devant la loi présente un intérêt. En matière pénale, l'application du principe d'égalité commande d'appliquer un régime juridique identique aux situations identiques, mais également d'appliquer des règles différentes aux personnes se trouvant dans des situations différentes, de sorte que l'égalité ne saurait ici se confondre avec l'identité mathématique.[50] Cette conception a par exemple conduit le Conseil constitutionnel a considéré comme contraire au principe d'égalité devant la loi pénale le fait pour le législateur d'avoir prévu, pour une même infraction, une différence de traitement à travers deux articles prévoyant un régime distinct.[51] Plus spécifiquement, dans le domaine du droit de la peine, le Conseil constitutionnel a été notamment amené à vérifier que la mise en œuvre du principe d'individualisation des peines, au stade de l'exécution des peines, ne heurtait pas le principe d'égalité devant la loi.[52]

21. L'appréhension du principe d'égalité par le juge. Dans le cadre de l'étude menée, nous avons pu constater que les magistrats, qu'ils soient au parquet ou au siège, étaient très attachés au principe d'égalité devant la loi. Si le législateur est bien évidemment soumis à ce principe, les magistrats le sont aussi. Ils estiment ainsi en se fondant sur l'article 66 de la Constitution, que si la décision de justice doit être individualisée, autrement dit ajustée à la situation particulière sur laquelle elle intervient, cette individualisation de la décision judiciaire ne doit pas pour autant conduire à instaurer une différence de traitement entre des justiciables placés dans des situations identiques. Ainsi, du principe d'égalité devant la loi qui s'impose au législateur découlerait un principe d'égalité de traitement des justiciables devant l'application de la loi par le juge, lequel aurait notamment vocation à s'appliquer dans

---

[49] Franck Claude. « Le principe d'égalité », in *Les techniques juridictionnelles du contrôle de constitutionnalité des lois - Dix ans de saisines parlementaires*, Annuaire international de justice constitutionnelle, 1987, pp. 191-197.
[50] D. Dechenaud, *L'égalité en matière pénale*, *op. cit*.
[51] Cons. const., n° 2011-161 QPC, 9 sept. 2011 : JORF du 10 sept. 2011.
[52] Cons. const., n° 78-96 DC, 27 juill. 1978 : *RSC* 1979, p.121, obs. Decocq.

le champ du droit de la peine, tant au stade de son prononcé qu'au stade de son aménagement. **Parce qu'ils considèrent être les garants d'un principe d'égalité de traitement des justiciables devant l'application de la loi, les magistrats tentent de rationnaliser l'activité juridictionnelle en vue de réduire les disparités entre décisions pénales.** C'est ainsi qu'à l'enjeu de l'individualisation est opposé celui de la réduction des disparités.

22. Disparités entre les décisions pénales et arbitraire judiciaire. Les écarts qui existent aujourd'hui entre les décisions pénales d'une juridiction à une autre, parfois au sein d'une même juridiction selon la composition des chambres, voire d'un juge unique à un autre juge unique, ne sont plus tolérés par les justiciables, ni même par l'opinion publique. Certains verront très probablement dans cette situation une démonstration supplémentaire de cette « *passion pour l'égalité* »[53] qui caractérise, paraît-il, la société française ; nous préférons y voir la sauvegarde de principes fondamentaux, à commencer par le principe de légalité. Les écarts de peine existant entre les condamnations pénales prononcées par les juridictions pénales aujourd'hui sont perçues par l'opinion publique, mais également les avocats ou les magistratsdu parquet, comme la manifestation d'un arbitraire judiciaire que rend possible le principe d'individualisation des peines car, comme l'écrivait Gabriel Tarde, « *le malheur est qu'individualiser la peine, c'est l'inégaliser pour des fautes égales.* »[54] Certains magistrats témoignent des effets particulièrement destructeurs que les écarts de peine génèrent, notamment parce qu'ils brouillent l'intelligibilité de la peine prononcée ou aménagée, et sapent ainsi les fondements d'une réinsertion sociale qui exige, *a minima*, que la peine prononcée soit comprise et, autant que faire se peut, admise. Or, **la peine prononcée ne peut être ni comprise, ni admise, si celui qu'elle frappe constate que les peines prononcées par la juridiction diffèrent, dans leur nature ou leur *quantum*, alors qu'elles répriment des situations identiques ou équivalentes**.

23. Égalité des justiciables devant l'application de la loi et opacité de l'individualisation de la peine par le juge. Le processus d'individualisation de la peine par le juge est demeuré pendant longtemps une opération relativement opaque

---

[53] M. Forsé, O. Galland, C. Guibet-Lafaye, M. Parodi, *L'égalité. Une passion française ?*, préf. R. Boudon, Armand Colin, 2013.
[54] G. Tarde, « Préface », in *L'individualisation de peine. Étude de criminalité sociale*, *op. cit.*, II.

et mystérieuse puisque la Cour de cassation considérait, selon une jurisprudence constante, que le juge dispose d'un pouvoir discrétionnaire « *dont il ne doit aucun compte lors de la fixation judiciaire de la peine* ».[55] Ce principe, défendu « *bec et ongles* »[56] par la haute juridiction, a été progressivement dépassé, d'une part, par l'instauration d'hypothèses dans lesquelles une obligation de motivation spéciale de certaines peines, par référence à des critères précis définis par le législateur, a été assignée au juge[57] et, d'autre part, parce que la Cour de cassation a imposé, au-delà des hypothèses de motivation spéciale prévues par la loi, une obligation générale de motivation des peines, d'abord en matière correctionnelle[58], pour l'étendre aux matières criminelle[59] et contraventionnelle[60]. **Le principe est donc désormais que le choix de la peine par le juge est libre, mais qu'il doit être motivé, à la fois quant à la nécessité de la peine prononcée et quant à sa proportionnalité**.[61] Toutefois, si la motivation de la peine peut permettre au justiciable de comprendre la peine qui le frappe, elle ne lui permet pas de comprendre les écarts de peine qui peuvent exister entre la peine prononcée à son encontre et celles prononcées à l'encontre d'autres auteurs d'infraction pénale qu'il considère, à tort ou à raison, comme placés dans une situation identique à la sienne. Durant cette étude, nous avons pu assister à de très nombreuses audiences correctionnelles dans différentes juridictions, ce qui nous a permis de constater effectivement que des situations apparemment identiques donnent parfois lieu à des condamnations différentes. Nous avons pu observer que les écarts de peine choquent profondément les prévenus, mais peut-être davantage encore le public présent dans la salle. Nous n'affirmons pas ici que ces écarts de peine ne sont pas justifiés, et très certainement le sont-ils, mais l'absence de motivation orale des condamnations

---

[55] V. not. : Cass. crim., 19 déc. 1996 : n° 96-81.647, Bull. crim. n°482.

[56] J. Leblois-Happe, « Le libre choix de la peine par le juge : un principe défendu bec et ongles par la Cour de cassation », *Dr. pén.*, 2003, chron. 11.

[57] Peine d'emprisonnement ferme, interdiction du territoire et renouvellement du suivi socio-judiciaire. Il convient d'ajouter qu'entre 2007 et 2014, les juges avaient l'obligation de motiver spécialement la non-application des peines planchers réintroduites dans notre arsenal répressif par loi n°2007-1198 du 10 août 2007 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (JORF du 11 août 2007), puis supprimées par la loi n°2014-896 du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales (JORF du 17 août 2014).

[58] Cass. crim.1er févr. 2017 (deux arrêts) : *D.* 2017, p. 961, note C. Saas ; *ibid.*, p. 1557, chron. G. Guého, E. Pichon, B. Laurent, L. Ascensi et G. Barbier ; *ibid.* p. 2501, obs. G. Roujou de Boubée, T. Garé, C. Ginestet, M.-H. Gozzi, S. Mirabail et E. Tricoire. Cass. crim., 30 janv. 2018 : nos 17-80.878 et 16-87.072.

[59] Cons. Const., n° 2017-694 QPC du 2 mars 2018 : JORF du 3 mars 2018 ; Dalloz actualité, 6 mars 2018, obs. D. Goetzle ; D. 2018, p. 461 , AJ pénal 2018, p. 194, note A.-G. Robert.

[60] Cass. crim., 30 mai 2018 : AJ Pénal 2018, 407, note J.-B. Perrier. Sur cette question, V., : J. Leblois-Happe, « La nécessaire motivation du choix de la peine en matière de délits (et de contraventions), *JPC G.* 2017, 277.

[61] Cass. crim., 1er févr. 2017 : n° 15-83.984 ; n° 15-85.199 ; n° 15-84.511 31 mai 2017 : n° 15-82.051.

prononcées ne permet, ni aux prévenus ni au public présent, de comprendre les raisons pouvant expliquer que des situations identiques ou similaires soient sanctionnées de façon différentes. De ce point de vue, **le remède résultant de l'obligation pour le juge de motiver dans la décision qu'il rend les peines qu'il prononce ne lève pas totalement l'opacité qui entoure le processus d'individualisation de la peine et ne permet pas au justiciable de comprendre les raisons légitimes et objectives qui peuvent expliquer les écarts de peine qu'il constate dans le traitement de situations pénales identiques ou équivalentes**.

24. Un outil au service d'une application effective du principe d'égalité des justiciables devant l'application de la loi par le juge. Si le recours aux barèmes en matière pénale a été appréhendé principalement sous l'angle de leur fonction managériale62, il serait réducteur de ne voir dans ces derniers que des outils de gestion de la justice pénale. S'il s'agit assurément d'une des finalités qu'ils poursuivent, la présente étude montre qu'ils constituent également un outil tendant à réduire les écarts de peine prononcées à l'échelon local, qu'il s'agisse du seul ressort du tribunal de grande instance ou, plus largement du ressort d'une cour d'appel. En insérant des propositions entre la peine prévue par le texte d'incrimination et la décision individualisée prise par le juge, les barèmes tendent à garantir une égalité réelle et concrète du traitement des justiciables devant l'application de la loi par le juge, au-delà de la seule égalité formelle devant la loi à laquelle est contraint le législateur.

25. Les barèmes ou la recherche d'un équilibre entre individualisation de la peine et égalité de traitement des justiciables. C'est l'une des explications qui est revenue de manière récurrente chez les magistrats utilisant, pour le traitement des contentieux de masse, des barèmes, au sens que nous donnons à ce vocable.[63] Ainsi, pour les magistrats, les barèmes poursuivraient tout autant une fonction managériale qu'une fonction instrumentale consistant à harmoniser les pratiques afin d'éviter une trop grande disparité dans les peines prononcées. Il doit être observé que le ministère de la Justice incite d'ailleurs d'ores et déjà les parquets à œuvrer en ce sens dans le domaine des alternatives aux poursuites.[64] Les barèmes permettraient de trouver un

---

[62] V. : « Deuxième partie Questions de gestion : des barèmes comme instrument de gestion de la justice pénale », in *Le droit mis en barèmes ?*, *op. cit.*, p. 62.
[63] V. *supra*, n°13-14, pp. 15-17.
[64] Circulaire sur les mesures alternatives aux poursuites et référentiel, NOR : JUSD1714357C.

équilibre entre normalisation et individualisation de la peine. Cette affirmation, comme l'ensemble des pistes de réflexion mises au jour au sein de cette introduction, demandait naturellement d'être vérifiée par une étude empirique s'appuyant sur une analyse rigoureuse des pratiques parquetières comme des décisions de justice rendues par les juridictions pénales.

Chapitre 1. Le cadre de la recherche

26. Recherche empirique relative aux enjeux résultant du développement des barèmes en matière pénale. Dans le cadre de l'appel à projet de la Mission de recherche Droit et Justice relatif à la barémisation de la justice, la Mission indiquait son souhait que soit menée une recherche transversale sur les enjeux du développement des barèmes, notamment en droit pénal. Le projet, porté par Madame le professeur Stéphane Gerry-Vernières, retenait une démarche de recherche collective et empirique dans laquelle l'équipe de droit pénal s'est naturellement inscrite, sous la coordination de M. Yannick Joseph-Ratineau qui a été recruté dans le cadre d'un contrat post-doctoral, d'une durée de deux ans, financé par l'Université Grenoble Alpes, pour assurer cette tâche.

Après avoir constaté le développement des barèmes en matière pénale, l'appel à projet relevait que l'intérêt de la recherche était de réfléchir, en s'appuyant sur les pratiques locales et de manière globale, aux conséquences de la généralisation du recours au barème en ce domaine. C'est à ces deux axes de recherche que la présente recherche a entendu répondre en proposant, à partir d'une étude des pratiques parquetières et juridictionnelles d'un certain nombre de juridictions, des analyses relatives au développement des barèmes en matière pénale. Tel est l'objet de la présente recherche (section 1) qui a nécessité la mise en place d'une méthodologie rigoureuse (section 2).

Section 1. L'objet de la recherche

27. Seront présentés successivement les axes de la recherche (1.1) et des contentieux sélectionnés (1.2).

1.1 Présentation des axes de la recherche

28. Objet de la recherche. Il a déjà été démontré que l'utilisation de barèmes construits par les magistrats du parquet en matière pénale est une pratique courante. Mais, dans le cadre de cette étude, l'équipe de droit pénal a souhaité s'inscrire dans une démarche plus large invitant à dépasser l'étude des seuls barèmes construits, autrement qualifiés d'outils d'aide à la décision, pour s'intéresser également aux barèmes constatés. L'intérêt de cette démarche réside dans la réalisation d'une cartographie de l'ensemble des barèmes rencontrés en matière pénale (1.1.1) qui permet d'appréhender les différents enjeux dont les barèmes sont porteurs (1.1.2) et d'en dresser, in fine, une typologie en se fondant sur un certain nombre de critères pertinents (1.1.3).

1.1.1 – Cartographie des barèmes en matière pénale

29. Cartographie partielle des barèmes en matière pénale. Si des études ont déjà mis en évidence l'existence de barèmes construits en matière pénale, ces études n'ont pas permis d'établir une cartographie de l'ensemble des barèmes existant en matière pénale dès lors qu'elles limitaient leur champ d'étude aux seuls barèmes construits.[65] Contrairement à d'autres domaines où le recours à des outils d'aide à la décision, plus ou moins formalisés, par les magistrats du siège est acté de longue date, l'utilisation des barèmes construits n'a été observé en matière pénale qu'au sein des parquets. Ainsi, la question du développement des barèmes n'a été appréhendée pour l'heure qu'à travers le prisme des outils d'aide à la décision élaborés au sein des parquets en vue de rationnaliser et quantifier le traitement des affaires pénales. Si cette approche a le mérite de mettre en évidence l'existence de barèmes en matière

[65] V. Gautron, « La "barémisation" et la standardisation des réponses pénales saisies au travers d'une étude empirique de l'administration de la justice pénale », in *Le droit mis en barèmes ? ibid*., p. 85 et s. - V. Perrocheau, « Une illustration du développement des barèmes dans la justice pénale : le cas de la composition pénale », in *Le droit mis en barèmes ?, ibid*., p. 71 et s.

pénale, d'en dégager les principales fonctions, elle laisse toutefois de côté la question, pourtant centrale, des barèmes constatés, laissant ainsi penser que la barémisation de la justice ne serait, a priori, que l'affaire du parquet.

30. Cartographie étendue des barèmes en matière pénale. La présente étude a pour ambition de proposer une approche plus globale de la question de la barémisation de la justice pénale que celle retenue précédemment, en intégrant, au-delà des seuls barèmes construits susceptibles d'être observés au sein des parquets, la question de l'existence de barèmes constatés susceptibles d'être mis au jour par une analyse statistique et économétrique d'échantillons significatifs de décisions de justice émanant de diverses juridictions. Cette approche a ainsi pour objectif de réaliser une cartographie plus étendue des barèmes utilisés ou appliqués en matière pénale que celle proposée jusqu'à présent. Cette cartographie présente l'intérêt de mettre en évidence le double visage de la barémisation de la justice puisqu'elle peut résulter, selon la qualité de l'auteur de la décision, tantôt d'une démarche explicite, volontaire traduisant une maîtrise du raisonnement à l'œuvre dans la construction du barème, tantôt d'une démarche implicite, intuitive et involontaire. De ce point de vue, **le phénomène de barémisation de la justice revêt un caractère bicéphale qui invite à se questionner tant sur les convergences que les divergences susceptibles d'exister entre les barèmes construits et les barèmes constatés.** Cette cartographie invite également à s'interroger sur l'influence, nécessairement variable d'une juridiction à une autre, qu'exercent les barèmes construits sur l'évolution du contenu des barèmes constatés, et inversement.

31. Objectifs de la cartographie. En réalisant une cartographie des barèmes en matière pénale à partir des données empiriques recueillies auprès des parquets comme des juridictions, l'équipe de droit pénal a ainsi souhaité, au travers d'un certain nombre de données, mieux saisir les enjeux dont sont porteurs les barèmes, et dégager les critères efficients à l'élaboration d'une typologie pertinente en la matière. La réalisation de la cartographie des barèmes recueillis, ou mis au jour par l'équipe de droit pénal dans la présente recherche témoigne de la **diversité des barèmes rencontrés** ; leur impact réel sur la productivité de l'institution judiciaire, sur la standardisation des réponses pénales et, par voie de conséquence, sur la place réelle du principe d'individualisation des peines au stade du prononcé de la peine comme

de son aménagement ; la valeur variable de leur force normative ; l'existence d'une variété de méthodes d'élaboration qui n'est pas sans poser de questions ; la diversité des fonctions qui leur sont assignées en fonction des configurations et spécificités locales ; etc. Cette cartographie a été également l'occasion de répondre à certaines interrogations. Quelle est l'influence des barèmes construits par le parquet sur les pratiques juridictionnelles des magistrats du siège ? Existe-t-il des barèmes régionaux résultant de l'harmonisation des pratiques entre plusieurs juridictions implantées sur un même territoire régional ? Existe-t-il des barèmes élaborés par les parquets généraux et les cours d'appel applicables à l'ensemble des tribunaux de grande instance implantés sur leur ressort ? Les barèmes sont-ils des outils mobiles susceptibles de se propager d'un ressort à un autre ?

1.1.2 – Enjeux des barèmes en matière pénale

32. Accroissement de la productivité judiciaire. C'est l'objectif premier classiquement assigné aux barèmes, voire leur raison d'être, ce qui explique que l'élaboration et l'application de barèmes en matière pénale se rencontre en premier lieu dans les contentieux de masse, puisque c'est au sein de ces contentieux que le besoin de rationnaliser et quantifier l'activité juridictionnelle se fait le plus ressentir. Le recours à un barème permet un gain de temps et d'efficacité dans la prise de décision qui est non négligeable puisqu'il permet de réduire le temps consacré à la réflexion par l'adoption quasi-automatique d'une solution prédéterminée en référence à des critères préconstruits. Si l'accroissement de la productivité dans l'activité juridictionnelle est recherchée par le parquet au regard des injonctions sociales et légales qui lui sont faites, en terme de systématisation et de célérité de la réponse pénale, et dont les différents dispositifs de traitement en temps réel des affaires pénales présents dans les juridictions témoignent, elle l'est également par les magistrats du siège sur lesquels pèse désormais une exigence de productivité qui les conduit à participer, de manière plus ou moins formalisée, plus ou moins institutionnalisée, à l'élaboration des barèmes construits utilisés dans les parquets. Cet enjeu soulève toutefois plusieurs interrogations auxquelles la recherche a tenté de répondre, notamment celle de l'influence de l'exigence de productivité sur les barèmes constatés ou encore celle de la prééminence de cette finalité assignée aux barèmes sur les autres fonctions/finalités susceptibles de leur être assignées.

33. Réduction des disparités entre les décisions pénales. En matière pénale, l'on a assisté ces dernières décennies à une **diversification des modes de réponse pénale en raison de l'élargissement de l'éventail des procédures pénales disponibles qui a eu pour effet de modifier les équilibres fonctionnels classiquement présents en procédure pénale**. Cela a entraîné une **reconfiguration des rôles traditionnellement dévolus au procureur de la République et au juge dans l'attribution des sanctions pénales dont le catalogue n'a lui-même eu de cesse de s'épaissir**. Désormais, au large éventail des procédures pénales disponibles répond un large éventail de sanctions pénales disponibles, sur fond de multiplication des incriminations. Plus récemment, la loi pénitentiaire[66] a poursuivi cette modification des équilibres fonctionnels en imposant à la juridiction de jugement d'aménager de manière *ab initio* la peine qu'elle prononce, au lieu et place du juge d'application des peines dont c'est traditionnellement la mission, sur fond de complexification du droit de la peine. Dans un contexte général d'inflation législative dénoncée depuis de nombreuses années et de montée en puissance du principe d'individualisation des peines, il peut être observé que **le risque d'une dispersion des réponses pénales n'a jamais été aussi grand, d'une part, parce que les procédures pénales introduites au fil des réformes législatives ont des champs sécants, d'autre part, parce que le législateur, s'il définit de manière générale les fonctions de la peine, ne s'est jamais résolu à définir plus spécifiquement les fonctions et finalités qu'il assigne à chaque peine**. Partant, la recherche menée invite à s'interroger sur le fait de savoir si le barème peut constituer un outil efficace pour atténuer l'iniquité et la disparité entre les décisions pénales, ainsi que sur les limites d'une telle démarche que ce soit au regard du principe d'individualisation des peines ou au regard du principe d'égalité devant la loi, notamment en ce qui concerne les barèmes constatés.

34. Les barèmes, une « petite source » du droit pénal ?[67] C'est l'une des pistes de réflexion qu'ouvre la présente recherche et sur laquelle les membres de l'équipe ont été amenés à s'interroger. La question peut surprendre, voire heurter, dans une matière gouvernée par le principe de légalité qui induit donc que, seule la loi et le règlement constituent une source légitime du droit pénal. Pourtant, n'est-il pas

[66] L. n°2009-1436 du 24 nov. 2009 pénitentiaire : JORF du 25 nov. 2009.
[67] S. Gerry-Vernières, *Les « petites » sources du droit*, *op. cit*.

illusoire de penser que le droit pénal serait l'une des rares branches du droit à demeurer totalement étrangère au développement des outils de type soft law ? **Les barèmes ne sont-ils pas une source du droit pénal contemporain ?** L'existence des barèmes construits, notamment, invite à se poser la question au regard de leur nécessité dans le fonctionnement contemporain de la justice pénale, des fonctions qu'ils leur sont assignées, des finalités qu'ils poursuivent ou encore de leurs attributs. La recherche menée montre que la plupart des barèmes rencontrés sont extrêmement précis et vont bien souvent au-delà des distinctions opérées par la loi. L'analyse des pratiques met en évidence le fait que, dans les juridictions, les barèmes sont utilisés pour affiner les critères d'individualisation de la peine en procédant à des distinctions ignorées des textes d'incrimination. Cela signifie-t-il que le barème est susceptible de constituer un outil de précision de la loi pénale ? La réponse à cette question ouvre indéniablement des perspectives intéressantes auxquelles la présente recherche a entendu répondre.

1.1.3 – Typologie des barèmes en matière pénale

35. Diversité et complexité des barèmes. La nécessité d'établir une typologie des barèmes en matière pénale s'impose au regard de la diversité des barèmes rencontrés. À l'instar de la notion qui, comme nous avons pu le constater, est difficile à manier, **la recherche montre qu'il existe, non pas une catégorie unique de barèmes en matière pénale, mais bien des catégories de barèmes révélant une diversité d'objectifs, de fonctions, de finalités et d'attributs, ce qui ne doit pas conduire, pour autant, à abandonner toute tentative de classification**. Dresser une typologie des barèmes en matière pénale s'avère d'autant plus nécessaire que les barèmes, et là est le paradoxe, soulèvent de vives réticences alors même qu'ils sont omniprésents dans toutes les juridictions, aussi bien au parquet qu'au siège. Mais ces barèmes ne présentent pas tous la même morphologie, le même degré de précision ou de sophistication, de force normative, et les critères sur lesquels ils reposent reçoivent une appréciation variable d'un parquet à l'autre, d'une juridiction à l'autre. La typologie dressée dans le cadre de cette recherche permettra donc d'exposer la diversité des barèmes rencontrés et, à travers elle, les lignes de force et les écueils de ces barèmes.

1.2 Présentation des contentieux retenus

36. Entre barèmes construits et barèmes constatés. L'équipe de droit pénal a fait le choix d'envisager la question de la barémisation de la justice pénale dans le cadre d'une progressivité des réponses pénales, progressivité qui résulte de la diversification des voies procédurales et qui conduit à un système de distribution rationnel des peines organisé par les magistrats du parquet, avec la participation plus ou moins formalisée, plus ou institutionnalisée, de ceux du siège. De ce fait le contentieux criminel a été naturellement exclu du champ de la recherche, de même que le champ contraventionnel, une bonne partie des contraventions étant sanctionnées par une amende forfaitaire et l'intérêt de la recherche résidant dans l'analyse des pratiques judiciaires. Le champ de la recherche a ainsi été circonscrit aux infractions délictuelles commises par des auteurs majeurs. Le thème de la recherche imposait de sélectionner un contentieux de masse dès lors que c'est principalement dans ce type de contentieux que le recours aux barèmes s'impose (1.2.1).

Dans le même temps, l'équipe de droit pénal souhaitait également apporter une vision nuancée de la réalité du recours aux barèmes en droit pénal tout en recherchant l'existence éventuelle de barèmes constatés. Ceci explique qu'elle se soit tournée vers des contentieux qui ne constituent pas, à proprement parler, des contentieux de masse et qui appellent en principe une réponse particulièrement individualisée, ce qui est le cas des violences intra-familiales (1.2.2).

Enfin, l'équipe de droit pénal a également fait le choix d'intégrer à l'objet de la recherche la phase d'exécution des peines car, en ce domaine aussi, la multiplication des mesures et sanctions disponibles a, dans certains cas, conduit les juges d'application des peines à élaborer, parfois en étroite collaboration avec les magistrats du parquet et les représentants de l'administration pénitentiaire, des barèmes, plus ou moins formalisés et visant à favoriser une harmonisation des décisions rendues en ce domaine (1.2.3).

1.2.1 – Le contentieux des délits à la circulation routière

37. Un contentieux de masse aux sanctions diversifiées. Le choix du contentieux des délits à la circulation routière s'est imposé tout d'abord parce qu'il constitue un contentieux de masse suffisamment dense pour offrir aux membres de

l'équipe de droit pénal toutes les données nécessaires à l'élaboration d'une cartographie particulièrement fine des différentes réponses pénales apportées en ce domaine et, de fait, des politiques pénales mises en œuvre au sein des différents ressorts étudiés. Il s'est imposé ensuite parce qu'il s'inscrit depuis de nombreuses années comme un axe majeur des orientations de politique pénale émises par voie de circulaire par le garde des Sceaux ; or ces circulaires font l'objet, dans chaque juridiction, d'un affinage particulièrement intéressant par les magistrats du parquet dans l'élaboration de leur propre politique pénale. Il s'est imposé enfin parce qu'il constitue un contentieux qui comporte des infractions dont le degré de gravité est extrêmement variable et que, ce faisant, les réponses pénales dont il fait l'objet sont très diversifiées. L'ensemble de ces éléments font du contentieux des délits à la circulation routière un contentieux propice à la présence de barèmes.

38. **Le choix des délits retenus pour l'étude.** La recherche menée étant limitée dans le temps, l'équipe de droit pénal a été contrainte d'opérer une sélection entre les délits à la circulation routière, étant entendu qu'il était impossible de les traiter tous. Plusieurs membres de l'équipe de droit pénal étant proches des juridictions ou ayant exercés des fonctions au sein des juridictions pénales, le choix a été fait de retenir en priorité les délits dont la récurrence devant les juridictions pénales est attestée. Cette logique a conduit l'équipe de droit pénal à retenir les délits de conduite sous l'empire d'un état alcoolique, de conduite en état d'ivresse manifeste, de conduite sous l'emprise de stupéfiants, de défaut de permis, de défaut d'assurance et de délit de fuite. Deux de ces délits sont désormais sanctionnés par l'application d'une amende forfaitaire depuis l'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 18 novembre 2016 : le délit de conduite sans permis et le défaut d'assurance.[68] De ce point de vue, il pourrait sembler peu pertinent d'avoir retenu ces délits. Mais, dans le cadre d'une étude sur la barémisation de la justice pénale, il est apparu à l'équipe de droit pénal qu'il pouvait être intéressant, à partir de l'analyse des décisions de justice portant condamnation de ces délits, d'opérer une comparaison entre les solutions majoritairement retenues en terme de nature et de quantum de peine par les parquets au sein des barèmes construits qu'ils utilisent, par les juges dans leurs décisions

[68] L. n° 2018-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle : JORF du 19 nov. 2016. D. n° 2017-429 du 28 mars 2017 pris pour l'application des articles 495-25 et 706-111-1 du code de procédure pénale : JORF du 30 mars 2017.

(barèmes constatés ou pratiques juridictionnelles régulières), et le barème légal auquel conduit l'application de l'amende forfaitaire désormais encourue pour ces délits.

1.2.2 – Le contentieux des violences intrafamiliales

39. Définition des violences intrafamiliales. Les violences intrafamiliales peuvent se définir comme toute forme de violence physique, sexuelle, psychique ou économique commises entre les époux, les partenaires liés par un pacte civil de solidarité, les concubins ainsi que ceux qui avaient anciennement cette qualité, mais également les membres d'une même famille au sens large, quel que soit leur âge. La notion de violences intrafamiliales englobe ainsi à la fois les violences commises au sein du couple[69], dont les enfants qui en sont les témoins en ont longtemps été les victimes oubliées[70], et les violences commises sur mineurs par des membres de leur famille ou des personnes considérées comme tel. Les violences intrafamiliales constituent un problème socio-pénal récurrent d'autant plus grave qu'elles s'inscrivent, le plus souvent, dans un processus évolutif en ce qu'elles apparaissent graduellement et s'entre-mêlent souvent en même temps qu'elles s'intensifient dans le temps.[71]

40. Les conséquences des violences intrafamiliales. Les conséquences des violences intrafamiliales, et notamment des violences conjugales, dépassent largement le seul cas de la victime directe pour s'étendre à ceux qui en sont les témoins, à commencer par les enfants du couple dans le cas des violences commise au sein du couple, voire à la société et à l'économie. Les conséquences immédiates des violences intrafamiliales sur la personne qui en est victime sont aujourd'hui bien connues. Au-delà des blessures corporelles ecchymoses, coupures, brûlures, commotions, fractures, fausses couches, etc. d'autres problèmes de santé chroniques, tels que les troubles du sommeil, les problèmes gastro-intestinaux, la perte d'appétit, les maux de tête, les maux de dos, apparaissent comme la conséquence immédiate des violences physiques, et tous ces maux sont susceptibles de conduire au décès de la victime. Les

---

[69] M. Jaspard, « Les violences conjugales en France », in *Les violences contre les femmes.* La Découverte, 2011, p. 30.
[70] C. Vasselier-Novelliet, C. Heim. « Les enfants victimes de violences conjugales », *Cahiers critiques de thérapie familiale et de pratiques de réseaux*, vol. 36, n° 1, 2006, p. 185.
[71] M. Delage et *al.* « Les violences conjugales, phénomène social, problème systémique », *Thérapie Familiale*, vol. 33, n° 2, 2012, p. 105. L. Daligand, « Chapitre III. Le cycle de la violence », in *Les violences conjugales*, PUF, 2016, p. 62.

violences intrafamiliales génèrent aussi des troubles psychologiques perte de l'estime de soi, dépression, stress, anxiété, attaques de panique, désespoir, tentatives de suicide et les victimes présentent bien souvent les symptômes du syndrome de stress post-traumatique : sentiment de peur ou d'impuissance, cauchemars, évitement des gens et endroits associés au traumatisme, irritabilité, hyper-vigilance. Celles-ci ont également tendance à adopter des comportements auto-destructeurs (fuite dans l'alcool, les drogues ou les médicaments), et se replient sur elles-même, ce qui provoque un isolement social. De la même manière, les enfants qui sont témoins de ce type de violences s'exposent à des risque de blessures et d'agressions sexuelles, présentent des problèmes affectifs et comportementaux analogues à ceux des enfants victimes de mauvais traitements physiques, mais également les symptômes du syndrome de stress post-traumatique : crainte, irritabilité, cauchemars, explosions de colère, évitement des situations rappelant les actes de violences vécus. Ils sont souvent agressifs, hyperactifs et ont des difficultés à se concentrer, ce qui entraîne des troubles d'apprentissage qui peut conduire à un décrochage scolaire, des fugues, des actes de délinquance. Comme la victime directe, ces enfants s'isolent socialement, ce qui entraîne des dépressions pouvant conduire au suicide. Il existe par ailleurs pour ces enfants le risque de reproduire, à l'âge adulte, des comportements des victimes ou des agresseurs, selon le cas.[72] Enfin, il a été démontré que les violences intrafamiliales génèrent également un coût social et économique (absentéisme au travail, baisse de la productivité, sollicitation régulière des services de santé, de consultation, intervention policière, etc.).[73]

41. **Diversité des réponses pénales et sociales susceptibles d'être apportées.** – Eu égard aux spécificités que présentent les violences intrafamiliales, le législateur n'a eu de cesse ces dernières années d'élargir l'éventail des réponses pénales et sociales disponibles, tout en complétant le dispositif des procédures urgentes susceptibles d'être mises en œuvre devant le juge des affaires familiales.[74] Priorité affichée de la

[72] M.-J. Guedj, « Violences à l'adolescence : impulsivité et reviviscence de traumatismes infantiles », *Perspectives Psy*, vol. 44, n° 3, 2005, p. 188. M. Jaspard et *al.* « Reproduction ou résilience : les situations vécues dans l'enfance ont-elles une incidence sur les violences subies par les femmes à l'âge adulte ? », *Revue française des affaires sociales*, n° 3, 2003, p. 157.

[73] M. Nectoux et *al.* « Évaluation économique des violences conjugales en France », *Santé Publique*, vol. 22, n° 4, 2010, p. 405.

[74] M.-B. Maizy, M. Chopin, « La loi du 9 juillet 2010 et l'ordonnance de protection : une protection adaptée aux violences intrafamiliales », *AJ fam.* 2010, 514. – B. Ancel, « L'ordonnance de protection : amélioration ou illusion ? » LPA, 7 juin 2013, p. 4.

politique pénale[75] initiée par le Garde des Sceaux depuis plusieurs années, la lutte contre les violences conjugales s'est notamment traduite, dans les parquets, par le développement de politiques pénales locales dynamiques s'appuyant sur une politique partenariale riche de renseignements et d'enseignements. C'est ainsi que de nombreux parquets, engagés depuis plusieurs années dans des partenariats locaux fructueux, ont conçu et mis en œuvre des dispositifs innovants pour lutter contre les violences au sein du couple[76], et dont certains ont été consacrés et généralisés par la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les hommes et les femmes.[77] Le choix du contentieux des violences intrafamiliales présente donc un intérêt particulier dans la mesure où la diversité des réponses pénales et sociales dont il est susceptible de faire l'objet, ainsi que la diversité des profils sociologiques des auteurs comme des victimes, en font un contentieux qui, parce qu'il appelle une décision pénale particulièrement ajustée – particulièrement individualisée – apparaît, de prime abord, comme peu propice au développement des barèmes. Pourtant, nous avons pu déjà démontré que l'opposition classique entre les notions d'individualisation et de normalisation des réponses pénales pouvait être discutée, et que le recours à des barèmes, construits ou constatés, pouvait justement soutenir une individualisation de la peine dépouillée de ses effets négatifs potentiels résidant dans la disparité, plus ou moins grande, qui existe entre les décisions pénales rendues au sein d'une même juridiction ou dans entre juridictions situées sur des ressorts voisins. L'étude du contentieux des violences intrafamiliales présentait donc un intérêt certain de ce point de vue.

1.2.3 – Les contentieux de l'application des peines

42. Diversité des contentieux. La phase d'exécution de la peine comporte une multitude de contentieux dont le volume et la nature varient considérablement selon la mesure d'aménagement de peine envisagée. Cette situation résulte des mutations profondes qui ont affecté cette étape du processus pénal au cours des deux dernières décennies : l'on a en effet simultanément assisté à la révélation d'un juge d'application

[75] E. Allain, « Une nouvelle circulaire de politique pénale pour les parquets », *AJ pén.* 2016, p. 289.
[76] A. Douvreleur, « La mise en place d'une politique pénale régionale de lutte contre les violences familiales : l'exemple de la région parisienne », *AJ pén.*, 2014, p. 212.
[77] L. n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes : *JORF* du 5 août 2014. – A. Bourrat-Gueguen, « Le renforcement de la protection des personnes victimes de violences au sein du couple dans le cadre de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes », *LPA*, 12 févr. 2015, p. 7.

des peines enfin doté d'un réel pouvoir juridictionnel[78] et à un élargissement des prérogatives reconnu à ce juge, élargissement nécessaire au regard de la multiplication des mesures d'aménagement de peine disponibles[79] en vue de permettre la réalisation effective des nouvelles orientations de la phase exécutoire du processus pénal.[80] La diversité des mesures d'aménagement de peine et leur articulation ont rendu l'appréhension de cette phase spécifique du processus pénal particulièrement difficile au regard de sa complexité et de sa technicité. Néanmoins, toutes les mesures d'aménagement de peine ne présentent pas le même degré de technicité, et toutes ne sont pas sollicitées avec la même régularité. À l'instar du contentieux correctionnel, la phase exécutoire du processus répressif contient des contentieux de masse et d'autres qui ne le sont pas. La question pouvait donc légitimement se poser de savoir si, à l'instar de leurs homologues siégeant en correctionnelle, les juges d'application des peines étaient susceptibles de recourir à des barèmes, construits ou constatés.

43. **Le barème : un outil antinomique au regard des orientations de la phase exécutoire du processus pénal.** Ici aussi, le principe d'individualisation des peines, consacré à l'article 707 du Code de procédure pénale, impose aux juges d'application des peines de prendre en considération les particularités de chaque condamné et de chaque dossier avant de décider d'octroyer, de refuser ou de révoquer un aménagement de peine de sorte que toute barémisation peut sembler antinomique avec l'esprit et la finalité de l'exécution des peines. La tension entre individualisation

---

[78] P. Poncela, « Le chantier de l'exécution des peines est ouvert. Quelques remarques sur la loi du 15 juin 2000 », *RSC* 2000, p. 887. J.-P. Céré, « L'avancée de la juridictionnalisation de l'application des peines avec la loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 », *RPDP* 2000, p. 555. C. Lazerges, « De la judiciarisation à la juridictionnalisation de l'exécution des peines par la loi du 15 juin 2000 renforçant la présomption d'innocence et les droits des victimes », in *La sanction du Droit, Mélanges offerts à Pierre Couvrat*, publication de la Faculté de droit de Poitiers, t. 39, 2001, p. 489. P. Faucher, « La juridictionnalisation de l'exécution des peines : une révolution tranquille », *RPDP* 2001, p. 215. J.-P. Céré, « La consécration de la juridictionnalisation du droit de l'application des peines par la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 », *RPDP* 2004, p. 433. P. Couvrat, « Dispositions générales et nouvelle organisation judiciaire de l'application des peines », *RSC* 2004, p. 682. M. Giacopelli, « Réforme du droit de l'application des peines », *D.* 2004, p. 2589. F. Le Gunehec, « Loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité. Troisième partie : achèvement de la réforme de l'application des peines », *JCP G.* 2004, act. 200. M. Janas, « Un juge d'application des peines aux pouvoirs juridictionnels renforcés », in *Le nouveau procès pénal après la loi Perben II*, Dossier des Journées d'études Dalloz, Dalloz, 2004, p. 493. Du même auteur, « Le nouveau rôle du Jap », *AJ pén.* 2004, p. 394. V. égal. : G. J. Guglielmi, « Le juge de l'application des peines est-il un chiroptère ? », *RSC* 1991, p. 622.

[79] M. Janas, « Les dispositions relatives au prononcé et à l'application des peines de la loi n° 2009- 1436 du 24 novembre 2009 dite loi pénitentiaire. - Entre aménagements de peine et libérations anticipées, de l'individualisation à l'industrialisation des aménagements de peines », *Dr. pén.* 2010, étude 1.

[80] P. Courat, « Dispositions générales et nouvelle organisation judiciaire de l'application des peines », *RSC* 2004, p. 682. M. Danti-Juan, « Les nouvelles orientations de la phase exécutoire du procès pénal : entre faux-semblants et vraies révolutions », *RPDP* 2006, p. 713.

et standardisation des décisions de justice se retrouve ainsi dans la phase exécutoire du processus pénal et soulève nécessairement les mêmes interrogations que celles précédément rencontrées, à ceci près que les décisions d'aménagement de peine prises par les juges d'application des peines sont susceptibles d'être révoquées, retirées ou ajournées. En d'autres termes, contrairement à la matière correctionnelle où, une fois qu'elle a statué sur une affaire, la juridiction de jugement n'aura plus, en principe, à en connaître, ni même à modifier le contenu de sa décision, le juge d'application des peines est amené à prendre un certain nombre de décisions à l'égard d'un même condamné dans un même dossier. Cette particularité du contentieux de l'application des peines semble renforcer l'opposition existant entre l'application d'un barème et l'idée d'une succession de décisions au sein d'un même dossier témoignant d'une individualisation constante des mesures d'aménagement de peine fonction de l'évolution de la situation et de la personnalité du condamné. Pourtant, l'équipe de droit pénal a souhaité investir le contentieux de l'application des peines, notamment parce que certains de ces membres, spécialistes de ce domaine, avançaient que certains contentieux de masse pouvaient potentiellement être moins hostiles à l'idée de barémisation que l'on pouvait le supposer de prime abord.

44. Choix des contentieux retenus pour l'étude. À l'instar de la logique retenue en matière correctionnelle, l'équipe de droit pénal a fait le choix de mener des investigations dans des contentieux de masse propice à une éventuelle barémisation, mais également de s'intéresser à des contentieux qui, parce qu'ils appellent plus classiquement une décision particulièrement individualisée, seraient, a priori, hostiles à toute forme de barémisation. Concernant la première catégorie, l'équipe de droit pénal a fait le choix de retenir le contentieux du retrait des crédits de réduction de peine, que ces derniers interviennent consécutivement au prononcé d'une sanction disciplinaire ou indépendamment de toute poursuite, ce qui est typiquement le cas des retraits de crédits de réduction de peine prononcés à l'encontre de condamnés bénéficiant d'un placement sous surveillance électronique, d'un placement en semi-liberté ou d'un placement à l'extérieur, en raison de la violation des obligations qui leur incombent dans ce cadre. Le choix a également été fait de retenir le contentieux des conversions de peine, qu'il s'agisse de la conversion d'une peine d'emprisonnement ferme de six mois au plus en peine de jours-amende ou en une peine d'emprisonnement avec sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail

d'intérêt général, de la conversion d'une peine d'emprisonnement assortie d'un sursis avec l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (sursis TIG) en peine de jours-amende, ou encore de la conversion d'une peine de travail d'intérêt général (TIG) en peine de jours-amende. Concernant la deuxième catégorie, certains contentieux au sein desquels s'exprime le pouvoir de sanction du juge d'application des peines ont été retenus par l'équipe de droit pénal, ce qui est le cas, par exemple, du retrait de la libération conditionnelle, que ce soit dans le cadre d'une libération classique ou dans celui d'une libération sous contrainte.

Section 2. La méthodologie de la recherche

45. La présente recherche ayant vocation à proposer, à partir d'une étude des pratiques parquetières et juridictionnelles d'un certain nombre de juridictions des analyses relatives au développement des barèmes en ce domaine, elle suppose nécessairement de collecter, en vue de leur analyse (2.1), les barèmes utilisés dans les contentieux de masse retenus par les parquets, ainsi que les décisions de justice rendues en première instance et en appel (2.1). Enfin, la présente recherche commandait en parallèle, de mener des entretiens avec les magistrats, les avocats et les justiciables (2.3).

2.1 Collecte des barèmes et décisions de justice

46. Présentation du champ de la collecte. La pertinence de la recherche menée dépendait étroitement des conditions d'accès aux données détenues par les parquets et les juridictions. Sur ce point, la délimination spatiale des données a été conditionnée par le choix des juridictions, dont l'anonymat sera respectée, avec lesquelles nous souhaitions travailler dans le cadre de cette recherche au regard de critères jugés pertinents par l'épuipe de recherche : volume de décisions rendues en matière correctionnelle, ancrage géographique, bassin de population, étendue géographique du ressort de la juridiction, nombre de tribunaux de grande instance présents sur le ressort pour les cours d'appel, proximité de la juridiction avec le ressort des autres juridictions retenues pour l'étude, *etc*. Initialement, trois cours d'appel et douze tribunaux de grande instance ont été sélectionnés pour le volet correctionnel de la recherche ; six tribunaux de grande instance situés également sur chacun des

ressorts de ces trois cours d'appel pour le volet application des peines. Pour les raisons qui seront invoquées infra, si les trois cours d'appel ont répondu favorablement à nos sollicitations, nous n'avons pu concrètement mener notre recherche à terme qu'au sein de sept tribunaux de grande instance sur les douze retenus initialement, ce qui a permis de recueillir, saisir, et analyser, plus de 5000 décisions pénales rendues en première instance (2.1.2) et en appel (2.1.3), ainsi que de nombreux barèmes et notes de politique pénale au sein des parquets (2.1.1).

2.1.1 – Collecte des barèmes au sein des parquets

47. Le parquet : une institution propice au développement des barèmes. Compte-tenu du thème même de la recherche, les parquets se sont immédiatement imposés comme des interlocuteurs privilégiés en ce qu'ils ont été les premiers touchés par cette transformation managériale qui affecte aussi à présent les magistrats du siège. Si l'introduction d'instruments de comptabilité chiffrés permettant de mesurer l'activité parquetière et d'opérer des comparaisons entre parquets ont indéniablement joué un rôle dans l'installation de barèmes, notamment au regard du gain de temps non négligeable que ces derniers permettent, l'équipe de droit pénal a pu observer que l'utilisation des barèmes dans les parquets est antérieure au développement de la logique managériale qui innerve aujourd'hui l'institution judiciaire. L'adhésion des parquets à la barémisation trouve sa source avant tout dans le souci d'assurer, au sein de chaque parquet, une mise en œuvre cohérente de la politique pénale décidée par le procureur de la République, laquelle se traduit par l'encadrement souhaité de l'utilisation de l'éventail des réponses pénales disponibles afin de garantir une égalité de traitement aux justiciables. Cet argument explique, du moins pour les contentieux de masse, la présence ancienne de barèmes ou schémas d'orientation des procédures formalisés au sein des parquets les plus importants.

48. Délimitation spatiale de la collecte des barèmes. L'équipe de droit pénal a, dans un premier temps, sollicité les procureurs généraux près les cours d'appel retenues dans le champ de la recherche. Deux raisons expliquaient ce choix. La première est d'ordre formel. Le parquet étant une institution hiérarchisée, il était exclu de solliciter les procureurs de la République sans avoir obtenu préalablement l'accord du procureur général près la cour d'appel quant à la participation du parquet général

à la recherche. Le deuxième est d'ordre intellectuel. En effet, il était intéressant de s'interroger, dans la perspective d'une harmonisation des réponses pénales apportées sur un territoire donné, en l'occurrence le ressort d'une cour d'appel, sur l'existence de barèmes indicatifs que les procureurs de la République auraient pu être amenés à appliquer, en les affinant à certains endroits au regard des particularismes propres au ressort de leur tribunal de grande instance. Dans un deuxième temps, l'équipe de droit pénal a été conduite à solliciter les procureurs de la République près les tribunaux de grande instance retenus pour l'étude. Sur les douze parquets sollicités en matière correctionnelle, la grande majorité a accepté très rapidement de participer à la recherche, à l'exception de deux d'entres-eux qui ont refusé, malgré leur intérêt pour la recherche menée, en raison de contingences matérielles propres à la juridiction.

49. Délimitation temporelle de la collecte des barèmes. La recherche ayant débuté au 1er janvier 2017, du moins pour ce qui concerne son volet pénal, l'équipe a fait le choix de collecter les barèmes alors utilisés par les parquets dans les contentieux de masse, et les procureurs de la République, avec lesquels une collaboration étroite, enrichissante et particulièrement stimulante, a pu s'instaurer, ont eu l'extrême gentillesse de nous tenir informés des modifications apportées aux barèmes durant le déroulement de la recherche. Cela nous a permis de constater que la prise en compte de certains critères a évolué entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2018 au sein de certains barèmes ; que d'autres se sont affinés en fonction d'un certain nombre d'éléments sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir. M. Yannick Joseph-Ratineau a ainsi pu se rendre au sein de tous les parquets retenus pour l'étude à plusieurs reprises afin d'y mener des entretiens qui ont permis à l'équipe de droit pénal de bénéficier d'une multitude d'informations particulièrement précieuses, et notamment de disposer, non seulement, de l'ensemble des barèmes formalisés qui sont utilisés au sein des dix parquets qui ont accepté de participer à notre recherche, mais encore de bénéficier d'une mise à jour, quasiment en temps réel, de leur contenu. Nous tenons d'ailleurs à remercier l'ensemble des procureurs généraux et des procureurs de la République pour leur implication effective dans cette recherche.

2.1.2 – Collecte des décisions de justice rendue en première instance

50. L'activité juridictionnelle ou l'existence de barèmes constatés. Contrairement au parquet où l'existence de barèmes construits est attestée de longue date et pleinement assumée - en tout cas dès lors que la notion de barème est entendue comme celui d'un modèle dépourvu de caractère obligatoire pour l'auteur de la décision -, la recherche menée met en exergue que les magistrats du siège se montrent nettement plus hostiles à l'idée de barémisation. Cette hostilité induit-elle que l'activité juridictionnelle serait, par définition, étrangère à toute forme de barémisation ? Une réponse négative serait pour le moins surprenante dans un contexte de soumission de l'institution judiciaire à une logique de productivité qui commande nécessairement de réfléchir, en amont de la prise de décision, à des référentiels ou des « guide-lines » permettant un gain de temps suffisamment significatif pour accroître les rendements et les performances des différentes formations amenées à statuer en matière correctionnelle. Hors le champ du droit pénal, de tels barèmes ou référentiels, peu importe finalement le nom qu'on leur donne, existe déjà. L'équipe de droit pénal souhaitait donc, au travers de cette recherche, observer si des barèmes implicites pouvaient être mis en évidence par l'analyse des régularités dans les pratiques juridictionnelles à l'œuvre dans les contentieux retenus afin de les constater, de les expliciter et de les discuter. Ce travail n'était possible qu'à la condition qu'un accès aux décisions de justice soit pleinement garanti.

51. Délimitation spatiale de la collecte des décisions de justice. À l'instar de la procédure retenue pour les parquets, l'équipe de droit pénal a, dans un premier temps, sollicité MM. et Mmes les premiers(ières) présidents(es) des cours d'appel retenues dans le champ de la recherche afin de les informer de notre démarche et de recevoir leur aval. Une fois ce dernier obtenu, MM. et Mmes les présidents(es) des tribunaux de grande instance retenus pour l'étude ont été sollicités, et une fois leur aval obtenu, il nous ont dirigé vers les présidents des chambres statuant dans les contentieux retenus pour l'étude lorsque la juridiction comportait des chambres spécialisés en matière correctionnelle ou vers le président de la chambre correctionnelle afin de recevoir son aval. Sur les douze tribunaux de grande instance invités à participer à la recherche, trois n'ont jamais répondu à nos demandes répétées et deux l'ont fait trop tardivement pour permettre à la recherche menée de se réaliser dans un délai raisonnable au sein de ces juridictions.

52. Délimitation temporelle de la collecte des décisions de justice. Concernant les décisions rendues en première instance en matière correctionnelle, et compte-tenu, notamment du volume très important de décisions rendues, notamment dans certaines juridictions, et des modalités d'accès aux décisions très différentes selon les juridictions, le choix a été fait de retenir l'ensemble des décisions rendues par les tribunaux de grande instance entre le 1er janvier 2017 et le 30 juin 2017[81], ce qui inclut bien évidemment les ordonnances de validation de composition pénale, les décisions rendues dans le cadre de la procédure d'ordonnance pénale délictuelle, les ordonnances d'homologation de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC), les jugements rendus par les différentes chambres composant la juridiction, que celles-ci statuent à juge unique ou en formation collégiale, qu'elles soient saisies, sans prétendre à l'exhaustivité, selon les procédures de convocation par procès-verbal (CPPV), de convocation par officier de police judiciaire (COPJ), par ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel (ORT) ou dans le cadre de la procédure de comparution immédiate (CI), par exemple, dans les deux contentieux correctionnels retenus. Concernant le contentieux de l'application des peines, six tribunaux de grande instance ont été sollicités. Dans leur grande majorité, les juges d'application des peines n'ont répondu que très tardivement à nos demandes (dans les huit derniers mois de la recherche dans la grande majorité des cas) et trois tribunaux de grande instance ont pu finalement être retenus, la recherche n'ayant pu aboutir dans des délais raisonnables dans les trois autres juridictions sollicitées, soit en raison de la réponse trop tardive des juges d'application des peines, soit en raison des nombreuses grèves qui ont émaillé le printemps et l'été 2018, lesquelles n'ont pas permis de se rendre, à temps, dans certaines juridictions. En effet, l'une des particularités de la recherche réside dans la manière dont la collecte des décisions de justice a dû s'opérer.

53. Les méthodes de collecte des décisions de justice. Particularité du droit pénal, les décisions n'étant pas disponibles via la base de données Jurica, l'accès s'est fait au cas par cas selon des modalités très différentes d'une juridiction à une autre : envoi par mail d'un fichier numérique contenant les décisions (cas unique),

[81] À l'exception notable d'une juridiction pour laquelle l'échantillon de décisions utilisé dans l'étude relève de la période allant du 1er janvier 2018 au 30 juin 2018 pour des raisons de contingences matérielles.

communication des décisions en format papier via le service de reprographie (cas unique), mise à disposition dans la juridiction d'un photocopieur pour copie de la décision au format papier (plusieurs cas) ou possibilité de numérisation de celle-ci avec récupération du fichier sur un poste informatique au sein de la juridiction en fin de journée (plusieurs cas). Compte-tenu de la charge de travail très importante des greffes, il était exclu de les solliciter sur ce point. C'est donc M. Yannick Joseph-Ratineau qui s'est rendu dans l'ensemble des tribunaux de grande instance participant à l'étude afin d'y recueillir les échantillons de décisions rendues en matière correctionnelle dont l'équipe de droit pénal avait besoin. Il doit être souligné que, contrairement aux annonces du Ministère de la Justice au lendemain de l'adoption de la loi du 18 novembre 2016, la grande majorité des tribunaux de grande instance, et notamment ceux traitant des volumes de décisions les plus importants, n'ont pu mettre à notre disposition que des décisions de justice au format papier, faute de moyens matériels et humains permettant de rendre effective le passage de la décision papier à la décision numérique. Le format papier des décisions de justice a ainsi contraint M. Yannick Joseph-Ratineau à effectuer de très nombreux déplacements au sein de l'ensemble des juridictions retenus pour l'étude afin d'y récupérer, dans les différents greffes, les classeurs, boîtes de stockage ou autres chemises contenant l'ensemble des décisions de justice rendues en matière correctionnelle au sein de la juridiction ; ensemble de décisons qu'il a fallu trier sur place pour ne retenir que celles qui intéressaient les contentieux retenus pour l'étude, et parmi celles-ci, celles qui pouvaient être exploitées dans le cadre de la recherche. Tel était le cas, par exemple, des décisions statuant sur un cumul d'infractions dont toutes ne relèvaient pas du contentieux retenu pour l'étude par exemple, condamnation pour conduite sous l'emprise de stupéfiants et rébellion ou violences volontaires sur personne dépositaire de l'autorité publique puisqu'en pareille hypothèse, une seule peine de même nature vient sanctionner l'ensemble des délits. Il a fallu ensuite numériser, sur place, les décisions de justice susceptibles d'être exploitées pour les stocker au format pdf sur un disque dur externe utilisée aux seuls fins de la recherche. Il est à noter que certains tribunaux de grande instance, quand ils en avaient la possibilité, ont eu le souci de faciliter l'accès aux décisions en offrant la possibilité de récupérer l'ensemble des décisions de justice rendues sur clé USB à partir du commun.

54. Les décisions de justice non disponibles. C'est à chaque extrêmité de la chaîne pénale que l'équipe s'est heurtée à une difficulté particulière tenant à l'impossibilité matérielle d'accéder à certaines décisions de justice. Il en a été ainsi, tout d'abord, des ordonnances de validation de composition pénale qui, selon les juridictions, font l'objet d'un traitement très diversifié qui n'en permet pas toujours l'appréhension. En effet, nous avons pu constater que celles-ci sont parfois conservées, au sein des dossiers, par les services du parquet. Dans ce cas, nous avons pu accéder aux décisions, même si le travail de collecte s'en est trouvé considérablement alourdi puisqu'il fallait vérifier, dans chaque dossier, que la ou les infractions sanctionnées étaient bien celles retenues dans le champ de la recherche, avant d'en extraire, pour copie papier ou numérique, l'ordonnance de validation. Mais, dans d'autres hypothèses, les ordonnances de validation de composition pénale sont envoyées, pour exécution, au Maison de Justice et du Droit (MJD), lesquelles ne les retournent pas forcément dans des délais raisonnables aux parquets ou aux greffes de la juridiction. Dans ce cas, il nous a été impossible d'accéder aux ordonnances de validation des compositions pénales. À l'autre extrêmité de la chaîne pénale, ce sont les ordonnances de retrait des crédits de réduction de peine qui ont posé la même difficulté. Dans certaines juridictions, ces décisions sont conservées par les greffes pénitentiaires, et, dans ce cas, nous n'avons pas eu l'autorisation de l'Administration pénitentiaire d'y accéder ou letraitement de nos demandes ne permettaient pas d'y accéder dans un délai raisonnable au regard du calendrier de la recherche.

2.1.3 – Collecte des décisions de justice rendues en appel

55. L'intérêt du barème dans les cours d'appel. À l'instar de ce qui a été dit relativement aux juridictions de première instance, si certains parquets généraux recourent à des barèmes construits entendus comme des outils ayant valeur de modèle sans caractère obligatoire pour l'auteur de la décision, la recherche menée montre que les magistrats du siège statuant en appel sont tout autant hostiles à l'idée de barémisation que leurs homologues de première instance. La même question se pose donc à leur égard : cette hostilité induit-elle que l'activité juridictionnelle au sein des cours d'appel ne fait jamais l'objet d'une barémisation ? Ici aussi, une réponse totalement négative pourrait apparaître pour le moins surprenante puisque les cours d'appel sont également soumises à cette logique de productivité qui innerve

l'ensemble des juridictions et commande aux magistrats de réfléchir, en amont de la prise de décision, à des référentiels ou des « *guide-lines* » permettant un gain de temps suffisamment significatif pour accroître les rendements et les performances des différentes chambres composant la cour d'appel, ce qui inclut la chambre des appels correctionnels. Le propos doit toutefois être nuancé concernant les cours d'appel dès lors que le volume d'affaires à traiter, et donc de décisions de justice à produire, est inférieur, voire très nettement inférieur, à celui des tribunaux de grande instance. La question de la barémisation, appréhendée sous le seul angle managérial, semble donc perdre de sa pertinence. Toutefois, les cours d'appel ont une fonction de cour régulatrice au plan régional que n'ont pas les tribunaux de grande instance. La question de la barémisation de la justice pénale, appréhendée sous l'angle de la diminution des disparités entre décisions pénales, revêt donc un intérêt tout particulier devant les cours d'appel.

56. Délimitation spatiale et temporelle de la collecte des décisions de justice. L'équipe de droit pénal a, dans un premier temps, sollicité MM. et Mmes les premiers(ières) présidents(es) des cours d'appel retenues dans le champ de la recherche, au regard des critères pertinents qui ont été exposés *supra*, afin de les informer de notre démarche, et de recevoir leur aval. Une fois ce dernier obtenu, MM. et Mmes les premiers(ères) présidents(es) nous ont invité à prendre attache avec les présidents des chambres statuant dans les contentieux retenus pour l'étude, lorsque la cour d'appel comportait des chambres spécialisés, ou le président de la chambre des appels correctionnels afin de recevoir son aval. Concernant les décisions rendues en appel en matière correctionnelle, et compte-tenu notamment du volume, parfois très faible de décisions rendues dans les contentieux retenus pour l'étude, le choix a été fait de ne retenir que l'ensemble des décisions rendues par les chambres des appels correctionnels statuant entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017. Concernant le contentieux de l'application des peines, et compte-tenu du démarrage tardif de la recherche en ce domaine, le choix de ne pas solliciter les chambres d'application des peines a été fait au regard du calendrier de la recherche.

57. Modalité d'accès aux décisons de justice. À l'instar des juridictions de première instance, les décisions rendues en matière pénale n'étant pas disponibles *via* la base de données jurica, l'accès s'est fait au cas par cas selon des modalités très

différentes d'une cour d'appel à une autre : envoi par mail d'un fichier numérique contenant les décisions, communication des décisions en format papier *via* le service de reprographie, mise à disposition d'un poste informatique permettant de saisir directement les décisions sur le logiciel Sphinx pour leur analyse ultérieure. Ici aussi, c'est M. Yannick Joseph-Ratineau qui s'est rendu dans l'ensemble des cours d'appel participant à l'étude afin d'y prélever les échantillons de décisions rendues en matière correctionnelle dont l'équipe de droit pénal avait besoin.

2.2 Exploitation des barèmes et décisions de justice

58. Exploitation spécifique à la nature du barème. Contrairement aux barèmes construits, et matérialisés sous forme de tableaux, qui sont utilisés par les parquets, la recherche de barèmes constatés et des critères efficients susceptibles de les expliciter imposait l'établissement de grilles d'analyse des décisions de justice. En effet la démonstration de l'existence d'un barème constaté ne peut résulter que de la mise en concordance, par l'analyse statistique et économétrique d'un échantillon significatif de décisions de justice, des résultats chiffrés recherchés et des critères apparaissant comme pertinents pour les expliquer. Les méthodes d'exploitation des données issues des barèmes construits ou constatés diffèrent donc profondément et commandent des approches distinctes. Il importe donc de distinguer les modalités d'exploitation des barèmes recueillis au sein des parquets (2.2.1), et celles des décisions de justice rendue dans les contentieux correctionnels (2.2.2), ainsi que dans les contentieux d'application des peines (2.2.3).

2.2.1 – Modalités d'exploitation des barèmes recueillis au sein des parquets

59. Exploitation directe des barèmes. L'exploitation des barèmes utilisés au sein des parquets s'est révélée relativement simple. En effet, ces derniers sont formalisés au sein de tableaux qui se comportent finalement comme des grilles d'analyse en ce qu'ils exposent l'ensemble des critères efficients retenus pour orienter les procédures pénales et déterminer la nature et le quantum de la ou des peines prononçables. Il est donc rapidement apparu que la saisie des données issues de ces tableaux au sein de grilles d'analyse en vue de leur traitement statistique ultérieure était superfétatoire, une telle démarche n'apportant aucune plus-value par rapport à celle consistant à

traiter directement les données contenues dans les tableaux et à les comparer d'un parquet à un autre. Il est ainsi tout à fait possible, en disposant plusieurs barèmes les uns à côté des autres sur une table, de comparer, par exemple, l'orientation procédurale réservée aux infractions de conduite sans permis et l'échelle des sanctions pénales appliquées en fonction d'un certain nombre de critères retenus, lesquels sont récurrents et attendus, entre le parquet A, le parquet B et le parquet C. Nul besoin ici de recourir à une analyse statistique et économétrique qui, seule, est à même de mettre en relation, au sein d'un échantillon de décisions étudiées, les résultats chiffrés recherchés et les critères qui seront décelés comme pertinents pour les expliquer, puisque le raisonnement intellectuel de l'auteur et les critères qui fondent le barème, contrairement à l'hypothèse des barèmes constatés, apparaissent de manière explicite.

2.2.2 – Modalités d'exploitation des décisions de justice rendues dans les contentieux correctionnels

60. Etablissement de grilles d'analyse des décisions par contentieux. Comme précédemment expliqué, les barèmes construits se distinguent des barèmes constatés par la maîtrise du raisonnement et des critères qui les fondent, ce qui explique que ces derniers sont, en général, formalisés au sein de tableaux en vue de leur diffusion, ce qui en rend l'exploitation aisée. Les barèmes constatés supposent, par définition, une approche très différente qui passe par l'élaboration de grilles d'analyse des décisions de justice comportant une série d'items susceptibles de faire apparaître, au terme d'une analyse statistique et économétrique des données qu'elles contiennent, des résultats chiffrés tendant à démontrer l'existence d'un barème implicitement suivi par l'auteur des décisions et à dégager les critères pertinents susceptibles de l'expliciter. C'est cette démarche qui a été retenue par l'équipe de droit pénal, tant pour le contentieux des délits à la circulation routière que celui des violences intrafamiliales, pour les décisions rendues en première instance ou en appel.

61. Entrées et items communs aux deux contentieux. Les grilles d'analyse des décisions rendues dans le champ du contentieux correctionnel contiennent une série d'entrée comportant des items communs aux contentieux des délits routiers et des violences intrafamiliales.

Une première entrée tend à préciser la nature de la décision rendue : identité de la juridiction ; identité de la chambre ayant rendu la décision, composition de la

formation (juge unique ou audience collégiale, et dans ce dernier cas, initiales des magistrats formant la juridiction) ; procédures utilisées (alternatives, simplifiées ou classiques) ; mode de saisine de la juridiction (CPPV, COPJ, comparution immédiate, ORTC, citation directe par victime ou parquet, opposition à un jugement rendu par défaut ou une ordonnance pénale délictuelle, etc.) ; nature de la décision rendue (contradictoire, contradictoire à signifier, par défaut, sur itératif défaut, etc.) et du jugement contesté dans l'hypothèse d'un arrêt d'appel ; modalité de comparution du prévenu ; assistance ou représentation du prévenu à l'audience ; qualité de l'appelant ; *etc.*

Une deuxième entrée vise à dresser le profil socio-économique du prévenu (âge, sexe, profession, revenus, situation affective, nombre d'enfants, état de santé, addictions connues ou traitements médicaux, *etc.*).

Une troisème entrée vise à dresser le profil judiciaire du prévenu (état du casier judiciaire, nombre de condamnations inscrites au casier judiciaire pour des infractions identiques ou assimilées, nombre de condamnations inscrites au casier judiciair pour des infractions non identiques ou non assimilées, le prévenu est primo-délinquant, condamné en état de première réitération ou de première récidive, le prévenu est multiréitérant ou multirécidiviste).

Une quatrième entrée tend à observer si la voie procédurale utilisée pour apporter une réponse pénale aux faits dont le parquet a été saisi est en adéquation avec le barème établi par ce dernier. Dans l'hypothèse où ce n'est pas le cas, une série d'items permet d'indiquer le voie procédurale qu'il est recommandé d'utiliser en principe et d'indiquer les raisons susceptibles d'expliquer la décision de l'auteur de ne pas suivre le barème.

Une cinquième entrée tend, dans les cas où le parquet a eu recours à une procédure alternative aux poursuites, à dresser la liste des mesures appliquées dans ce cadre, en indiquant leur nature et leur quantum, qu'elles soient appliquées au titre des mesures prévues à l'article 41-1 du Code de procédure pénale ou de la procédure de composition pénale.

Une sixième entrée permet de présenter la peine principale prononcée en première instance à partir d'une série d'items définissant la nature de la ou des peines prononcées à titre principal (emprisonnement, amende, jour-amende, travail d'intérêt général, mesure de justice restaurative, *etc.*), leur *quantum*, ainsi que les modalités d'exécution dont elles font l'objet (sursis simple, sursis avec mise à l'épreuve, sursis

TIG, *etc.*), étant précisé dans ce cas, leur *quantum* et les obligations qui les accompagnent. Toute une série d'items permet également de définir avec précision la nature et le quantum des peines complémentaires prononcées, ainsi que de déterminer si la peine a été aménagée ab initio par la juridiction de jugement, les critères et motifs indiqués par le juge dans la décision pour justifier l'absence d'aménagement de peine *ab initio*, et dans l'hypothèse, rencontrée de manière exceptionnelle, dans laquelle la juridiction de jugement ordonne un aménagement de la peine *ab initio*, la nature de la mesure ordonnée (placement sous surveillance électronique mobile, semi-liberté, placement à l'extérieur), les modalités d'exécution de ladite mesure et les obligations qui en conditionnent l'octroi comme le maintien.
Une septième entrée reprend l'ensemble des items qui viennent d'être exposés pour les appliquer à la décision rendue par la cour d'appel.

62. Entrées et items spécifiques au contentieux des délits à la circulation routière. Les grilles d'analyse des décisions rendues dans le champ du contentieux des délits à la circulation routière contiennent des entrées spécifiques tendant à proposer une présentation descriptive des infractions en exposant les critères qui ont déterminé la physionomie et le contenu de la réponse pénale apportée.
Une première série d'items permet ainsi de renseigner la nature de l'infraction (conduite sous l'empire d'un état alcoolique, conduite sous l'influence de stupéfiants, conduite en état d'ivresse manifeste, défaut de permis, défaut d'assurance, délit de fuite). Plusieurs items peuvent être renseignés simultanément, ce qui permet d'envisager les situations de cumul d'infractions, dès lors que l'ensemble des infractions consommées se trouvent dans la liste des délits retenus dans le champ de l'étude.
Une deuxième série d'items permet la saisie des données qui jouent un rôle déterminant dans l'orientation procédurale de l'affaire comme dans la détermination de la peine prononçable et prononcée (taux d'alcoolémie retenu, type de stupéfiants et quantité absorbée, *etc.*).
Une troisième série d'items, spécifiques au délit de conduite sans permis de conduire, permet de déterminer les circonstances du défaut de permis, que cette infraction soit appréhendée en tant que délit principal ou délit connexe (par exemple, le prévenu n'a jamais été titulaire du permis de conduire, le prévenu conduit un véhicule d'une catégorie autre que celle visée par son permis de conduire, le permis de conduire du

prévenu a été annulé pour cause de solde nul, le permis de conduire du prévenu a fait l'objet d'une annulation judiciaire, d'une suspension administrative, *etc.*).

63. Entrées et items spécifiques au contentieux des violences intrafamiliales.

La grille d'analyse des décisions rendues dans le champ du contentieux des violences intrafamiliales contient également des entrées spécifiques liées à la particularité de ce contentieux.

Une première entrée tend à proposer une présentation descriptive des faits qui ont été dénoncés par la victime par le recours à une série d'items précis, qu'il s'agisse de violences physiques (coup(s) de poing, coup(s) de pied, agressions sexuelles, viol, gifles, fractures, *etc.*), de violences psychologiques (menaces de mort, menaces de viol, injures, injures à caractère à caractère raciale, homophobe, mysogine, harcèlement téléphonique, envoi de SMS intempestifs ou malveillants constituant un harcèlement, etc.) ou encore d'actes de violences commis sur des proches de la victime (enfants du couple, parents, frères et sœurs, *etc.*), sur les animaux qu'elle possède ou encore les actes de destruction de ses biens (téléphone, véhicule, ordinateur, *etc.*). La grille d'analyse permet également de renseigner si, d'après les déclarations de la victime, des violences se sont déjà produites dans le passé ou si elles ont été commises en vue d'extorquer de l'argent ou des biens ; si elles ont été commises par un auteur alcoolisé ou sous l'emprise de stupéfiants, *etc.* Cette première entrée permet également d'indiquer les mobiles qui auraient été exposés par la victime.

Une deuxième entrée permet, en reprenant la même trame que celle qui vient d'être exposée, de présenter les faits qui ont été pénalement qualifiés et qui ont fait l'objet d'une réponse pénale.

Une troisième entrée permet de suivre l'évolution éventuelle de la qualification pénale des faits depuis l'acte de poursuite jusqu'à la décision rendue par la cour d'appel.

Une quatrième entrée propose, aux côtés de la détermination du profil socio économique du prévenu, de dresser le profil socio-économique de la victime (âge, sexe, profession, revenus, situation affective, nombre d'enfants, nombre d'enfants communs à l'auteur, état de santé, addictions connues ou traitements médicaux, *etc.*), étant entendu que la situation affective de l'auteur comme celle de la victime sont particulièrement développées au regard de la nature du contentieux (marié, concubin, pacsé, séparé, en instance de divorce, divorcé, *etc.*) tout comme la nature éventuelle des liens familiaux existant entre l'auteur et la victime, qu'elle soit majeure ou mineure.

64. Contenu des décisions de justice et renseignement des grilles d'analyse. Si les grilles d'analyse élaborées, eu égard à la multiplicité des entrées et des items, devaient permettre une analyse extrêmement fine des pratiques parquetières et juridictionnelles au sein de chaque juridiction participant à la recherche, l'expérience montre que cette démarche a donné lieu à des résultats dont la finesse d'analyse est extrêmement variable d'une juridiction à une autre en raison de la régularité plus ou moins variable de la présence de certains éléments dans les décisions de justice. Si les arrêts rendus par les cours d'appel reprennent globalement la même trame, de sorte que l'on retrouve, d'une cour d'appel à l'autre, les mêmes éléments dans leur décision, la présente recherche montre que tel n'a pas été le cas dans les juridictions de première instance. Un certain nombre d'items n'ont ainsi pu être renseignés, tantôt partiellement, tantôt totalement, selon les juridictions. Par exemple, si les arrêts rendus par les cours d'appel exposent, bien souvent, les faits qui ont été dénoncés par la victime dès le dépôt de plainte, et dans leur grande majorité, ceux qui ont été retenus par le tribunal correctionnel et qui motivent la condamnation, les décisions de première instance n'exposent, dans la grande majorité des cas, que la qualification pénale donnée aux faits poursuivis, selon la formule consacrée : « *Il est prévenu d'avoir à […], le […], en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, volontairement commis des violences n'ayant pas entraîné une incapacité de travail supérieure à huit jours, en l'espèce [X] jours sur la personne de Madame […] épouse […], avec cette circonstance que les faits ont été commis par une personne étant ou ayant été conjoint, concubin ou partenaire lié à la victime par un pacte civil de solidarité, faits prévus par […] et réprimés par […].* » Nous avons pu observer également que certains items sont renseignés dans des proportions très variables d'un tribunal à l'autre. Ainsi, et en comparant des juridictions traitant de volumes de décisions comparables, alors, par exemple, que la situation professionnelle du prévenu n'est pas renseignée dans seulement 9 % des décisions rendues dans certains tribunaux, ce chiffre peut grimper jusqu'à 26 % dans le ressort voisin. Ces deux exemples, loin d'être exhaustifs, illustrent la difficulté à laquelle s'est heurtée l'équipe de droit pénal dans l'exploitation des décisions de justice, et qui sera abordée, plus en détail, dans les développements consacrés à la présentation des résultats par contentieux.

2.2.3 – Modalités d'exploitation des décisions de justice rendues dans les contentieux d'application des peines

65. Etablissement de grilles d'analyse des décisions par contentieux. À l'instar de la méthodologie retenue concernant l'exploitation des décisions de justice rendues dans le champ des contentieux correctionnels retenus pour l'étude, des grilles d'analyse ont été spécifiquement élaborées pour le traitement des décisions de justice rendues dans le champ de l'application des peines. Ici aussi, un certain nombre d'entrées et d'items sont communs à l'ensemble des contentieux retenus pour la recherche, d'autres spécifiques à chaque contentieux.

66. Entrées et items communs aux contentieux retenus. Les grilles d'analyse des décisions rendues dans le champ de l'application des peines contiennent une série d'entrée comportant des items communs à l'ensemble des contentieux retenus pour la recherche.

Une première entrée tend à préciser la nature de la décision rendue : identité de la juridiction ; identité du juge d'application des peines auteur de la décision ; nature de la décision (ordonnance ou jugement) ; décision prise ou non après avis de la commssion d'application des peines ; décision prise ou non dans le cadre d'un débat contradictoire, et en cas de réponse négative, la raison de cette absence ; la situation du condamné au jour de la décision (incarcéré ou non, déjà bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de peine ou non, nature de la mesure d'aménagement de peine dont ce dernier bénéficie en cas de réponse positive, réincarcéré ou non, et dans l'hypothèse d'une réponse positive, date et motif de la réincarcération) ; comparution ou non du condamné devant le juge d'application des peines, assistance ou représentation du condamné par un avocat ou non, nature de la mesure prononcée par le juge d'application des peines, *etc.*

Une deuxième entrée propose d'exposer les données socio-économico-affectives du condamné, ainsi que son profil judiciaire : âge, sexe, situation professionnelle au jour de sa comparution devant le juge d'application des peines ; logement personnel ou non ; qualité de l'hébergeant en cas d'absence de logement personnel ; situation affective ; présence d'enfants (nombre, âge, vivant habituellement ou non avec le condamné) ; charges familiales (incluant les autres personnes dont le condamné pourrait avoir la charge en sus d'éventuels enfants) ; infraction(s) pour la ou lesquelles

le condamné a été reconnu coupable ; en état de récidive légale retenu ou non ; état du casier judiciaire (primo-délinquant ou réitérant) ; *etc.*

67. Entrées et items spécifiques à chaque contentieux. Les grilles d'analyse des décisions rendues dans le champ de l'application des peines contiennent également une série d'entrées comportant des items spécifiques à chacun des contentieux retenus pour la recherche.

Il en est ainsi du contentieux du retrait des crédits de réduction de peine. En ce domaine, un certain nombre d'entrées permettent de cerner le contexte carcéral dans lequel la décision du juge d'application des peines a été prise date de début d'incarcération et date de fin d'incarcération prévisible ; modalités d'exécution de l'incarcération (le condamné est-il écroué dans un centre de semi-liberté ?) ou encore le contexte judiciaire nature des faits pour lesquels le juge d'application des peines est saisi ; nature et quantum de la sanction disciplinaire déjà prononcée en répression de ces faits par la Commission de discipline, si tel est le cas ; nombre de crédits de réduction de peine susceptibles de pouvoir être retirés ; nombre de crédits de réduction de peine effectivement retirés par le juge d'application des peines ; absence de retrait de crédits de réduction de peine et motivation du juge dans ce cas.

Il en est ainsi également du contentieux des conversions de peine. En ce domaine, un certain nombre d'entrées ont été retenues afin de définir la nature et le contenu de la décision de condamnation (date de la condamnation, identité de la juridiction de jugement, nature de la décision de condamnation, nature de la ou des infraction(s) pour la ou lesquelles le condamné a été reconnu coupable, qualification(s) pénale(s) retenue(s), nature et quantum de la peine prononcée, révocation d'un sursis antérieurement prononcé ; etc.) ; le contenu de la demande du condamné (bénéfice d'une mesure d'aménagement de peine type PSE ou semi-liberté, conversion de la peine d'emprisonnement prononcée en peine de jour-amende ou en sursis TIG, conversion de la peine de TIG ou de sursis TIG ou de la partie non exécutée de TIG ou sursis TIG en peine de jour-amende) ; les avis du parquet et du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) ; la décision du juge d'application des peines (fait droit à la demande du condamné ou ordonne la conversion de la peine sans faire droit à la demande du condamné, voire rejette toute conversion de peine) ; et enfin, le contenu de la décision du juge d'application des peines (nature et quantum de la nouvelle peine prononcée, motifs invoqués par le juge pour justifier la conversion

de peine, motivation générale de la décision et obligations assortant la mesure de sursis TIG ordonnée par le juge).

Enfin, concernant le contentieux du retrait d'une mesure de libération conditionnelle, un certain nombre d'entrées ont été retenues afin de définir la nature et le contenu de la décision d'octroi de la mesure (date de la décision, identité de la juridiction, nature de la décision de condamnation), la nature de la mesure (libération conditionnelle, libération conditionnelle assortie d'une mesure probatoire), et dans l'hypothèse d'une libération conditionnelle sous contrainte, la nature des obligations particulières en conditionnant le maintien ; définir les manquements du condamné fondant la saisine du juge d'application des peines ; les avis du parquet et de l'administration pénitentiaire ; ainsi que le contenu de la décision du juge et la motivation retenue dans la décision.

68. Contenu des décisions de justice et renseignement des grilles d'analyse. À l'instar de ce qui a pu être observé dans le champ correctionnel, l'équipe droit pénal a été confronté dans le champ d'application des peines aux mêmes difficultés que celles rencontrées précédemment. Au-delà de l'impossibilité d'accéder aux ordonnances de retrait de crédits de réduction de peine dans certaines juridictions, en raison de leur conversation au sein des greffes pénitentiaires, l'équipe de droit pénal a pu observer que les trames des ordonnances de retrait de crédits de réduction de peine utilisées par les juges d'application des peines sont extrêmement diversifiées selon les juridictions et les éléments retenus dans les grilles d'analyse y sont renseignés de façon très aléatoires. Ainsi, la nature et le quantum de la sanction disciplinaire ne sont jamais renseignés dans certaines juridictions, alors que ces éléments sont systématiquement renseignés dans d'autres. Il en va de même pour le nombre de crédits de réduction de peine disponibles et susceptibles d'être retirés par le juge d'application des peines. Ce ne sont là que quelques exemples. Ce constat, opéré à propos des ordonnances de crédits de réduction de peine, peut être dressé pour l'ensemble des autres décisions rendues par les juges d'application des peines. De nombreux éléments n'ont pu ainsi, pour certaines juridictions, être renseignés dans nos grilles d'analyse, faute de les avoir trouvés au sein des décisions.

2.3 Recueil des témoignages des professionnels et des justiciables

69. Une approche non conventionnelle. En principe, la recherche empirique dans le champ des sciences humaines repose sur le croisement d'un certain nombre de données, dont celles résultant d'une méthode de recherche obéissant à des règles rigouses : l'entretien. L'entretien est une méthode de collecte qui vise à recueillir des données (informations, sentiments, récits, témoignages, etc.) dans le but de les analyser et repose sur un guide défini par l'enquêteur en fonction du résultat qu'il veut obtenir. Dans la recherche menée, l'équipe de droit pénal a fait le choix de se départir de cette approche classique pour lui préférer une approche moins formaliste. Ce choix s'explique notamment parce que l'entretien a seulement pour objet d'apporter un éclairage sur des résultats obtenus par ailleurs, en l'occurrence, par l'analyse des outils d'aide à la décision recueillis au sein des parquets ou des décisions de justice recueillies au sein d'un certain nombre de juridictions. Les entretiens qui ont été menés ont donc souvent pris la forme d'une discussion informelle, sans cadre préétabli, afin que les professionnels sollicités, à commencer par les magistrats, se sentent totalement libres de s'exprimer et que les enquêteurs se sentent libres d'orienter la discussion en fonction des informations, renseignements, ressentis, qui étaient alors exprimés. Le choix de cette méthode a permis à l'ensemble des personnes sollicitées pour s'exprimer de fournir un certain nombre de témoignages que des approches plus conventionnelles ne nous auraient pas permis d'obtenir en raison du cadre rigide qu'elles instaurent, de l'aveu même de ces dernières ; qu'il s'agisse des magistrats du parquet (2.3.1) comme du siège (2.3.2) ou encore des avocats et des justiciables (2.3.3). Nous précisons bien entendu que le cadre informel des échanges a été présenté comme une méthode de recherche, et que l'ensemble des personnes qui ont témoigné, parfois à plusieurs reprises, ont été informées que leur propos pouvaient être utilisés, sous respect de leur strict anonymat.

2.3.1 – Recueil des témoignages des magistrats du parquet

70. Cadre du recueil des témoignages. Les magistrats du parquet ont été les premiers à avoir été contactés pour participer à notre recherche. Dans l'ensemble, les procreurs généraux, mais plus encore les procureurs de la République, ont réservé un accueil favorable à notre recherche. Nous tenons à le dire, nous avons été

agréablement surpris par la simplicité des échanges que nous avons pu avoir avec l'ensemble des magistrats du parquet, au-delà de l'excellent accueil qui nous a été reservé dans tous les parquets,. La simplicité des échanges qui se sont instaurés avec les procureurs de la République et l'ensemble des magistrats qui oeuvrent chaque jour au sein de leurs parquets trouve assurément son explication dans les caractères propres à cette institution, et que l'on retrouve chez ceux qui la servent : dynamisme, sens aigu de la réflexion, adaptabilité, pragmatisme, recherche constante d'efficacité, sens de la communication, intérêt pour la recherche, *etc*. Le recueil des témoignages des magistrats du parquet s'est opéré dans des cadres et des moments de la recherche très diversifiés selon les juridictions et la disponibilité des magistrats : discussion individuelle avec chaque magistrat dans son bureau, discussion collective avec plusieurs magistrats, discussion en amont ou en aval des audiences correctionnelles auxquelles M. Yannick Joseph-Ratineau a pu assister dans certaines juridictions.

2.3.2 – Recueil des témoignages des magistrats du siège

71. Diversité des témoignages. Contrairement aux magistrats du parquet, les magistrats du siège se sont montrés plus réservés au début de notre recherche. Toutefois, des relations de grande qualité et de confiance ont été établies avec nombre d'entres eux dans les différentes juridictions avec lesquelles nous avons travaillés dans le cadre de cette recherche, et nous tenons à le souligner également, nous avons bénéficié d'un excellent accueil au sein de toutes les juridictions. Il en résulte qu'ici aussi, en fonction des disponibilités des magistrats, un certain nombre de discussions et d'échanges de grande qualité ont eu lieu, parfois à de nombreuses reprises avec les mêmes magistrats. Les témoignages qui ont été recueillis montrent, dans leur ensemble, que contrairement à leurs homologues du parquet, les magistrats du siège sont divisés sur la question de la barémisation de la justice pénale et sur la réalité du recours à des barèmes implicites dans leurs pratiques. Comme nous le verrons, si certains rejettent toute idée de barémisation, qu'elle soit explicite ou implicite, dans les pratiques juridictionnelles, d'autres se montrent plus mesurés et admettent qu'il serait peut-être possible, par une analyse statistique fine de leurs pratiques, de leur démontrer qu'ils appliquent, en tout cas inconsciemment, un barème. D'autres enfin, affirment que la barémisation implicite de la justice pénale est d'ores et déjà une réalité, et vont même jusqu'à souhaiter que des débats s'instaurent au sein des

juridictions afin que des lignes directrices soient clairement posées en vue de limiter les risques de disparités importantes entre les décisions pénales. Ces témoignages montrent que, partagés entre la préservation de leur indépendance et le souci d'assurer l'égalité de traitement des justiciables, les magistrats du siège conçoivent l'idée de barémisation de manière plus contrastée qu'au parquet où elle est, avant tout, perçue comme une nécessité au regard du respect du principe d'égalité devant la loi.

72. Cadre du recueil des témoignages. Originellement, une méthodologie identique à celle retenue pour le parquet devait être appliquée avec les magistrats du siège. L'expérience a montré que certains cadres n'ont pu être mis en place, notamment l'organisation de discussions collectives entre plusieurs magistrats du siège statuant dans les mêmes contentieux afin de les amener à échanger sur leurs pratiques, certains magistrats craignant que le format des échanges ne soit perçu par certains de leurs collègues comme une atteinte à leur indépendance, ou les debriefing en fin d'audience qui pouvaient constituer, selon une majorité de magistrats, une atteinte possible au secret du délibéré. Le recueil de leurs témoignages s'est donc opéré au sein d'un seul cadre : celui de la discussion individuelle avec le magistrat dans son bureau. Toutefois, nous insistons sur le fait que, dans certaines juridictions, des magistrats du siège ont organisé des déjeuners auxquels M. Yannick Joseph-Ratineau était convié afin de réunir autour d'une table des magistrats intéressés par la recherche et ne voyant aucune difficulté à discuter collectivement de leurs pratiques. Ces déjeuners ont été, comme nous le verrons, riches de renseignements et de réflexions.

2.3.3 – Recueil des témoignages des avocats et des justiciables

73. Absence de participation directe des barreaux à la recherche. Compte-tenu du cadre et des enjeux de la recherche, l'équipe de droit pénal a fait le choix de ne pas solliciter directement les barreaux, notamment parce que les premières démarches entreprises ont mis en évidence que l'accès aux barèmes en vigueur dans les juridictions était susceptible de générer des difficultés pour les magistrats, compte-tenu de la nature même des barèmes, et des finalités qu'ils poursuivent. Toutefois, il était intéressant pour l'équipe de droit pénal d'obtenir le point de vue des avocats, et

surtout leur éventuel ressenti quant à l'application d'un barème au sein des juridictions où ils sont amenés à plaider régulièrement.

74. Cadre du recueil des témoignages. Profitant de sa présence à de nombreuses audiences correctionnelles au sein de certaines juridictions participant à l'étude, M. Yannick Joseph-Ratineau a ainsi eu l'occasion de solliciter les avocats présents, ainsi que leurs clients, qu'ils soient prévenus ou partie civile, soit pendant les suspensions d'audience, soit à la fin des audiences correctionnelles. Les témoignages recueillis auprès des avocats montrent que ces derniers sont en capacité, non seulement, de dégager dans les grandes lignes les barèmes qui, selon eux, sont appliqués par les juges, mais encore d'en expliciter certains critères. Comme le verrons, et à l'instar des magistrats du siège, les avocats ont une perception contrastée de la barémisation de la justice pénale. Si certains y sont hostiles, d'autres la considèrent comme souhaitable, mais à la condition que les barèmes, qui constitueraient selon eux une sorte de « source » du droit pénal, soient, a minima, portés à leur connaissance, et dans certains cas, discutés avec eux. Du côté des justiciables, le barème est perçu comme un outil indispensable pour garantir une égalité de traitement qui demeure largement théorique selon ceux qui sont amenés à régulièrement fréquenter les audiences correctionnelles. Mais plus encore, la présente recherche souligne surtout qu'une grande majorité des justiciables ne comprent pas la peine prononcée, ce qui génère à la fois confusion et sentiment d'arbitraire, comme nous le verrons. L'équipe de droit pénal regrette qu'en raison du calendrier de la recherche, une telle démarche n'ait pu également être mise en place dans le champ de l'application des peines.

Chapitre 2. Présentation des résultats par contentieux

75. Annonce de plan. Trois pôles de contentieux ont été retenus dans le cadre de la présente recherche : le contentieux des délits à la circulation routière, le contentieux des violences intra-familiale, et le contentieux de l'application des peines. Le caractère empirique de la recherche réalisée à permis, dans chaque domaine retenu, de produire des résultats chiffrés obtenus à partir du traitement statistique des données issues de la saisie des décisions de justice recueillies dans les juridictions ayant participé à la recherche, ainsi que des barèmes élaborés au sein des parquets. Seront ainsi successivement présentés les résultats obtenus dans les contentieux relevant du champ des délits à la circulation routière (Section 1), des violences intra-familiales (Section 2) ou de l'application des peines (Section 3).

Section 1. Le contentieux des délits à la circulation routière

76. Traitement judiciaire des délits à la circulation routière. En 2017, l'Observatoire National Interministériel de la Sécurité Routière (ONISR) relevait que 40 millions d'infractions à la circulation routière avaient été constatées au cours de l'année, dont 594 384 délits.[82] Le rapport annuel de l'ONISR notait que cinq types de délits constituaient, à eux seuls, sur la période considérée, près de 91 % de l'ensemble des délits à la circulation routière constatés. Ce dernier mettait en évidence que les cinq types de délits routiers les plus régulièrement constatés en 2017 étaient les délits de fuite après un accident (172 217), les infractions relatives à l'alcoolémie au volant (123 926), les défauts de permis de conduire (112 888), les défauts d'assurance (80 395), et les délits liés à l'usage de stupéfiants (49 135), alors en hausse de + 10,7 %. Les chiffres de l'ONISR témoignent du caractère massif du contentieux des délits à la circulation routières, ce qui induit nécessairement un phénomène de répétition des situations.
L'analyse "*cross juridiction*" de l'ensemble des TGI ayant participé à la recherche montre que les infractions de conduite sous l'emprise d'un état alcoolique sont de loin les infractions les plus poursuivies (de l'ordre de 35% à 50% des affaires) ; les infractions de défaut de permis de conduire représentent la deuxième masse, entre 10% et 20% environ du contentieux ; les infractions de conduite sous l'emprise de

[82] *La sécurité routière en France. – Bilan de l'accidentalité en 2017*, ONISR, 2018, p. 109.

stupéfiants et les infractions de défaut d'assurance ont un poids inférieur (entre 5% et 15% chacun). L'essentiel des affaires restantes (environ 20% dans tous les TGI) concerne des infractions multiples, mêlant par exemple conduite sous l'empire d'un état alcoolique et défaut de permis de conduire. La recherche menée montre que les infractions de conduite sous l'emprise d'un état alcoolique cumulées à une conduite sous l'emprise de stupéfiants, de conduite en état d'ivresse manifeste et de délit de fuite sont très marginales, voire inexistantes. Cette dernière donnée est très intéressante en ce qu'elle met en évidence une particularité de l'ensemble des territoires géographiques sur lesquels la recherche a été menée : les délits de fuite, qui constituent au plan national la première masse de délits routiers les plus poursuivis selon le rapport annuel de l'ONISR, apparaissent dans les ressort des TGI présents sur les trois ressorts des cours d'appel retenus dans le champ de l'étude, comme une infraction marginale, voire inexistante, sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017. L'analyse statistique des données issues des 3 402 décisions de justice exploitées dans le cadre de la présente recherche montre que, si les TGI ont une activité variable d'une juridiction à l'autre, ils présentent toutefois une répartition relativement similaire des types d'infractions poursuivies et jugées, ce qui constitue un élément favorable à la mise en place d'un traitement judiciaire standardisé des délits à la circulation routière rencontré dans l'ensemble des juridictions. La standardisation des réponses pénales dans le champ des délits à la circulation routière a pu ainsi être observée dans l'ensemble des juridictions, que ce soit dans le champ des infractions "papiers" (1.1) ou des infractions liées à la consommation d'alcool ou de stupéfiants (1.2).

1.1 Le traitement judiciaire des délits "papiers"

77. Définition des délits "papiers". La notion de "délit papier" est utilisée par les magistrats pour définir un certain nombre de contraventions, mais également de délits, à la circulation routière ayant pour finalité de sanctionner les conducteurs de véhicule terrestre à moteur circulant malgré l'absence de documents obligatoires en règle. L'étude des décisions de justice montre que ces infractions se constatent fréquemment à l'occasion d'autres infractions et sont, de ce fait, souvent associées entre elles ou à d'autres infractions au sein d'une même condamnation. Tel est le cas des délits de défaut d'assurance (1.1.1) et de défaut de permis de conduire (1.1.2).

1.1.1 – Le traitement judiciaire du délit de défaut d'assurance

78. Un contentieux de masse en mutation. Le délit de défaut d'assurance, incriminé à l'article L. 324-2 du Code de la route comme « *le fait, y compris par négligence, de mettre ou de maintenir en circulation un véhicule terrestre à moteur ainsi que ses remorques ou semi-remorques sans être couvert par une assurance garantissant sa responsabilité civile conformément aux dispositions de l'article L. 211-1 du code des assurances est puni de 3 750 euros d'amende* », s'impose comme un contentieux de masse selon le rapport annuel de l'ONISR. Si les données de la recherche menée confirment ce constat pour la majorité des TGI étudiés, elles conduisent également à relativiser l'affirmation selon laquelle ce contentieux se répartit de manière relativement similaire entre tous les TGI étudiés (Figure 1).

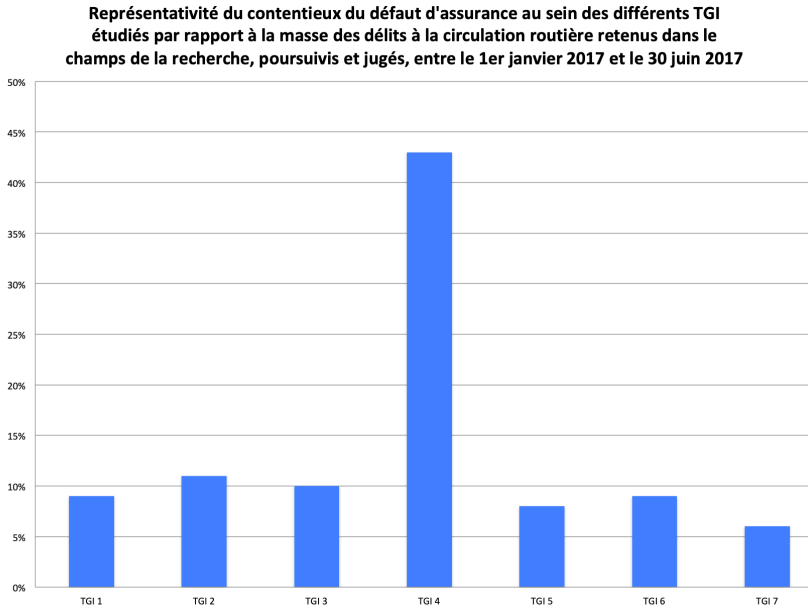


Figure 1

L'analyse montre en effet que le contentieux du défaut d'assurance représente, à lui seul, 43 % de la masse des délits à la circulation routière retenus dans le champ de l'étude, poursuivis et jugés au TGI 4 sur la période considérée. De fait, le graphique ci-dessus (Figure 1) met en évidence que la masse que représente le contentieux du défaut d'assurance est très différente au TGI 4. Cette donnée témoigne d'un véritable choix du parquet de ce TGI de recourir à l'utilisation des modes de poursuites conduisant à une décision juridictionnelle en présence de faits constitutifs d'un défaut d'assurance, au détriment d'autres infractions, nous le verrons. Toutefois, la loi n°

2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice au XXIe siècle soumet le traitement de ce délit au mécanisme de l'amende forfaitaire, de sorte que le traitement de ce contentieux va évoluer dans les années à venir. Pour l'heure, les résultats obtenus dans le cadre de la présente recherche permettent d'établir une cartographie relativement précise de la manière dont ce contentieux a été traité au sein des parquets (1.1.1.1), des sept TGI (1.1.1.2) et des trois cours d'appel (1.1.1.3) retenues.

1.1.1.1 – Le traitement des délits de défaut d'assurance par les parquets p. 80

79. Des schémas d'orientation relativement homogènes. L'ensemble des barèmes analysé montre que la ventilation du contentieux du défaut d'assurance est modérément diversifié (Figure 2, Figure 3 et Figure 4).

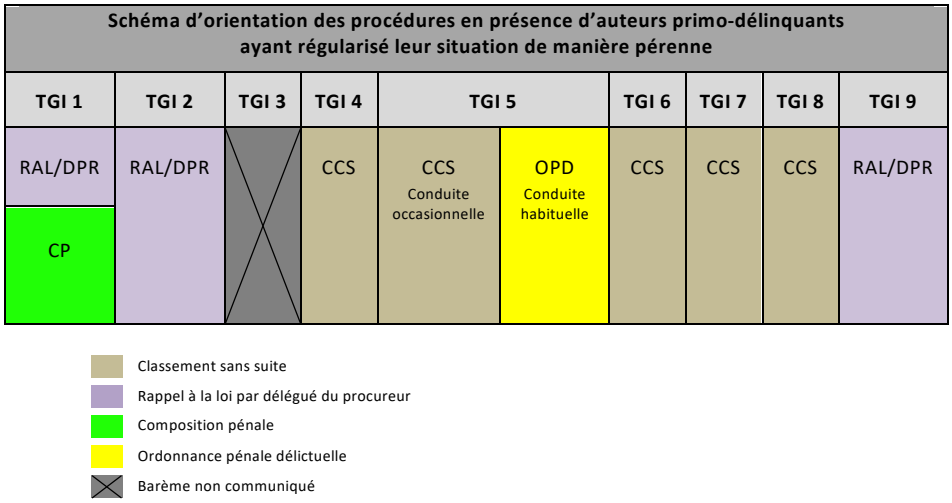


Figure 2

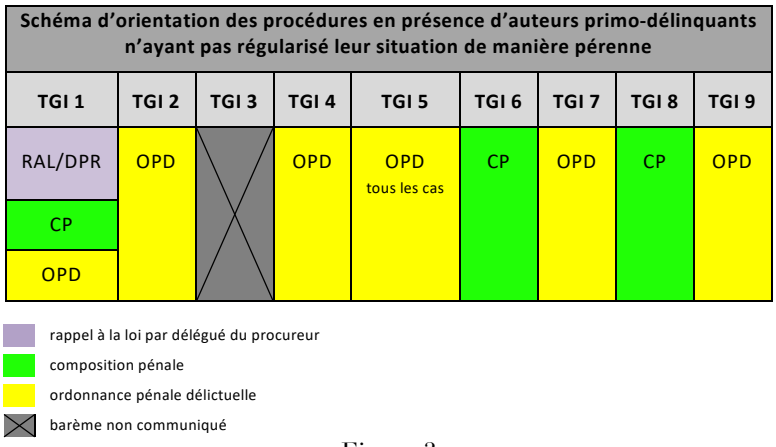


Figure 3

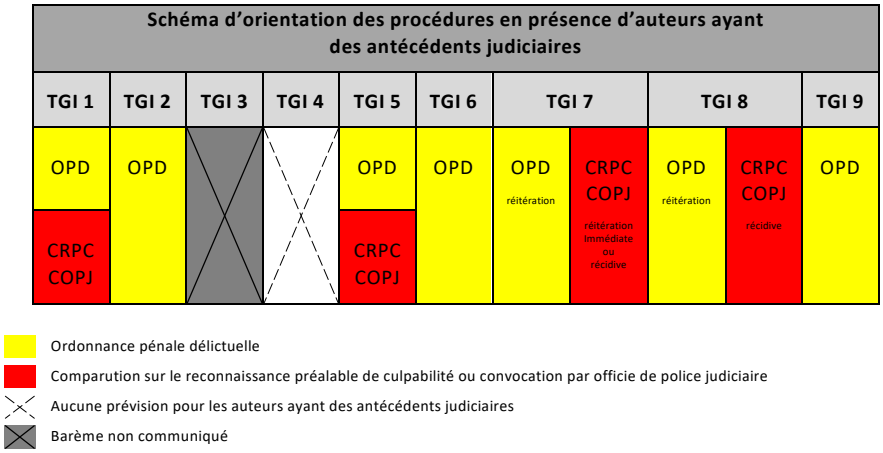


Figure 4

L'analyse montre ainsi que la logique majoritairement suivie consiste à privilégier le classement sans suite lorsque l'auteur est primo-délinquant et qu'une régularisation pérenne de sa situation peut être constatée ; le rappel à la loi par officier de police judiciaire ou délégué du procureur de la République lorsque l'auteur est primo-délinquant et qu'une régularisation pour 6 mois au moins peut être constatée (parfois 1 an, comme au TGI 7 par exemple) ; l'ordonnance pénale délictuelle dès lors que l'auteur est primo-délinquant et qu'il n'a pas régularisé sa situation dans des délais rapides ; la procédure de CRPC ou de COPJ lorsque l'auteur se trouve en état de réitération ou de récidive.

L'étude menée montre que les barèmes relatifs au traitement du défaut d'assurance préconisent majoritairement le recours à la procédure d'ordonnance pénale délictuelle dans l'ensemble des TGI étudiés, ce qui se vérifie dans les faits (75 % à 88 % des faits défauts d'assurance sont traités par voie d'ordonnance pénale dans les TGI étudiés ; ce chiffre atteignant même 98 % au TGI 4, ce qui s'explique par le choix du parquet de ce TGI de traiter principalement ce contentieux par la voie de l'ordonnance pénale délictuelle). **Dans la grande majorité des parquets** (TGI 2, TGI 4, TGI 5, TGI 7, TGI 9), **la composition pénale n'est pas une option procédurale privilégiée** pour traiter les cas de défaut d'assurance, et lorsqu'elle l'est (TGI 1 et TGI 6), les résultats montre qu'elle ne l'est qu'à la marge (3 % des cas au TGI 1 contre 7 % des cas au TGI 6), la procédure d'ordonnance pénale délictuelle étant largement privilégiée dans ces TGI également (88 % des cas au TGI 1 et 80 % des cas au TGI 6) ; étant entendu que l'intégralité des auteurs poursuivis et condamnés par voie d'ordonnance pénale délictuelle étaient primo-délinquants au TGI 1, et 82 % d'entre eux ne présentaient aucun antécédent judiciaire au TGI 6. Cela montre bien que la seule analyse d'un

barème ne permet pas de rendre compte de la réalité de la pratique d'un parquet dans l'orientation des procédures pénales. Seul, le croisement des données issues de l'analyse des décisions de justice avec les recommandations du barème permet de rendre compte de l'application effective de ce dernier dans la pratique parquetière d'une juridiction donnée. Par ailleurs, **bien que les schémas d'orientation résultant des barèmes analysés témoignent de pratiques relativement homogènes, certains barèmes génèrent toutefois des disparités entre les différents ressorts, et conduisent, de fait, à instaurer une inégalité de traitement entre les justiciables**. Selon le circuit procédural envisagé, non seulement la décision par laquelle l'institution judiciaire répond à l'acte délictueux n'emporte pas les mêmes conséquences pour l'avenir[83], mais encore l'étendue du spectre des sanctions pénales encourues [84] ou prononçables[85] diffère profondément d'un ressort à l'autre.

80. L'existence de critères d'orientation communs. La recherche menée montre qu'il existe une **palette relativement variée de barèmes** dans le traitement judiciaire du défaut d'assurance. **Certains** sont relativement simples, pour ne pas dire simplistes, et **commandent finalement d'orienter la procédure en fonction d'un nombre restreint de critères**, ce qui est le cas au parquet du TGI 1 où le barème retient comme unique critère d'orientation de la procédure, l'existence ou l'absence de régularisation rapide de sa situation par l'auteur. **D'autres barèmes**, au contraire, **sont plus élaborés, et les critères pris en compte pour orienter la procédure plus nombreux**. Tel est le cas du barème du parquet du TGI 7 qui retient, par exemple, en sus du critère issu de la rapidité avec laquelle l'auteur a régularisé sa situation, ceux de la durée de la régularisation opérée, de l'existence d'antécédents judiciaires, ainsi que, le cas échéant, de la rapidité de la réitération. Sur ce point, il est à remarquer que, si certains parquets opèrent au sein des barèmes qu'ils élaborent une distinction entre

---

[83] si l'article 41-2 du Code de procédure pénale dispose que « *les compositions pénales exécutées sont inscrites au bulletin n°1 du casier judiciaire* », la Cour de cassation est venue rappeler que ce type de mesure ne peut constituer le premier terme de la récidive (Cass., avis, 18 janv. 2010, n° 009-0005. Cass. crim. 30 nov. 2010, n°10-80.460).

[84] Sont visées ici, d'une part, les sanctions pénales prévues par les textes d'incrimination, mais également, d'autre part, celles prévues par les textes du Code de procédure pénale prévoyant, pour certaines procédures, des mesures spécifiquement applicables ayant vocation à se substituer aux peines prévues par le texte d'incrimination (ce qui est le cas des mesures visées à l'article 41-2 relatif à la composition pénale), ou venant limiter l'éventail des peines prévues par le texte d'incrimination dans leur nature ou leur *quantum* (limitation du *quantum* de la peine d'emprisonnement susceptibles d'être prononcée dans la procédure de CRPC ou de la peine d'amende susceptible d'être prononcée dans la procédure d'ordonnance pénale délictuelle, par exemple).

[85] Sont ici visées les sanctions pénales dont la nature et le *quantum* sont prévus par le barème établi par le parquet.

réitération et récidive, comme le parquet du TGI 8, la grande majorité des parquets se contentent simplement de retenir l'existence d'un état de réitération ou de récidive, sans distinguer, par exemple, selon que l'auteur commet une première réitération ou une première récidive ou qu'il est multiréitérant ou multirécidiviste. **Dans le traitement du défaut d'assurance, les critères efficients les plus communément admis sont au nombre de deux : le premier tient à l'existence ou non d'une régularisation rapide et pérenne de sa situation par l'auteur, avec quelques variables concernant l'appréciation de la pérennité de la régularisation d'un TGI à l'autre ; le deuxième tient à la situation pénale de l'auteur** (**primo-délinquant, réitérant ou récidiviste**). Il est à remarquer que les barèmes dont nous disposons ne distinguent pas, à quelques rares exceptions près[86], entre l'auteur réitérant ou récidiviste, ni même le plus souvent, entre l'auteur se trouvant en état de multiréitérations ou de multirécidives. Globalement, les barèmes communiqués montrent que le découpage des situations est relativement simple, ce qui peut laisser penser qu'ils font prévaloir plutôt la standardisation sur l'individualisation. Toutefois, comme le souligne P147[87], « *Pour être efficace, le barème doit prévoir un cadre relativement simple, le constat étant fait que lorsque le dispositif est trop complexe, voire trop détaillé, le magistrat de permanence s'en affranchit* », ce que confirme P55, « *le recours à un barème est une nécessité. Imaginez un peu si chaque substitut décide, sans que sa décision soit cadrée par un référentiel ! Ben, c'est 14 juillet tous les jours ! Le magistrat X. va poursuivre tel fait par voie de composition pénale avec une amende de 200 € à la clé parce que cela lui semble une réponse adaptée, alors que le magistrat Z., lui, il vous fera partir le dossier en CRPC ou à l'audience, et avec les réquisitions qui vont avec, parce qu'il va considérer également que sa réponse est adaptée ! Les magistrats sont des hommes et des femmes avant tout ! Il y a la loi – large et générale - et il y a le baromètre interne du magistrat, ses valeurs si vous préférez. Bon, donc, la nécessité du barème, elle ne se discute pas à mon sens, sauf à faire du "politiquement correct", ce qui revient à être très hypocrite. Après, pour que votre barème soit suivi, il faut qu'il soit simple d'utilisation. Ce ne sera jamais le cas s'il est trop détaillé. Plus vous multipliez les critères, moins votre barème est lisible – je dirai même intelligible – donc dans les faits, un tel barème finit dans le tiroir du bureau de vos collègues, et ils continuent de faire les choses à leur sauce ! C'est logique !*

[86] V. Figure 4, spéc. TGI 7 et TGI 8.
[87] La lettre P suivie d'un chiffre correspond au numéro d'anonymisation des magistrats du parquet.

Un barème ne doit pas complexifier l'activité du magistrat, auquel cas, tout le monde le fuit. Collectivement, on a tendance à établir, dans un premier temps, des barèmes très détaillés, puis à l'épreuve de la pratique, ils sont souvent rediscutés pour les alléger car on s'aperçoit que bon nombre de critères sont inutiles, ce qui nous conduit à supprimer certaines distinctions que l'on pouvait penser utiles. Par exemple, il a été observé lors des permanences que les informations relatives aux revenus de l'auteur font, la plupart du temps défaut lors des comptes-rendus effectués au parquet, et qu'il en allait souvent de même à l'audience, donc on a supprimé certaines distinctions sur ce point dans le barème. » Nous pourrions multiplier les témoignages en ce sens. Ce qu'il faut retenir de nos entretiens, c'est que **l'ensemble des procureurs de la République ayant participé à la recherche menée ont tous mis en évidence que l'efficacité d'un barème dépend d'abord de sa simplicité**.

81. Délimitation de l'éventail des peines encourues. L'article L. 324-2 du Code de la route prévoit que la personne coupable d'un défaut d'assurance encourt, à titre principale, une peine d'amende dont le quantum ne saurait excéder 3 750 €. L'éventail des peines complémentaires susceptibles d'être prononcées est relativement large : peine de travail d'intérêt général (TIG) ; peine de jours-amende ; peine de suspension du permis de conduire pour une durée maximale de trois ans ; peine d'annulation du permis de conduire avec interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau permis de conduire pour trois ans au plus ; peine d'interdiction de conduire tout véhicule terrestre à moteur y compris ceux pour la conduite desquels le permis de conduire n'est pas exigé, pour une durée de cinq ans au plus ; peine d'obligation d'accomplir un stage de sensibilisation à la sécurité routière ; ou encore peine de confiscation du véhicule dont le condamné s'est servi pour commettre l'infraction, s'il en est le propriétaire. Il doit être rappelé que, depuis l'entrée en vigueur des dispositions issues de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice au XXIe siècle, ce texte prévoit également que, « *Dans les conditions prévues aux articles 495-17 et suivants du code de procédure pénale, l'action publique peut être éteinte par le versement d'une amende forfaitaire d'un montant de 500 €. Le montant de l'amende forfaitaire minorée est de 400 € et le montant de l'amende forfaitaire majorée de 1 000 €.* »

82. Un éventail des peines peu mobilisé par les parquets. L'ensemble des barèmes dont l'équipe de droit pénal dispose à ce jour montre que **l'éventail des**

sanctions pénales disponibles est peu mobilisé par les parquets dans le traitement du défaut d'assurance puisque tous préconisent, pour les primo-délinquants, le prononcé d'une peine d'amende assortie d'une peine complémentaire de suspension du permis de conduire. Seul le barème du parquet du TGI 8 prévoit, mais uniquement à l'encontre des mis en cause se trouvant en état de récidive, le prononcé d'une peine de jours-amende, de TIG, d'annulation du permis de conduire pour une durée de trois ans au plus, ou de confiscation du véhicule. Le barème du parquet du parquet du TGI 5 envisage quant à lui, en sus du prononcé de la peine de suspension du permis de conduire, le prononcé d'un stage de sensibilisation à la sécurité routière, voir la confiscation du véhicule. Le barème du parquet du TGI 6 envisage aussi la confiscation du véhicule pour les auteurs réitérants ou récidivistes poursuivis par voie d'ordonnance pénale délictuelle ; pour les primo-délinquants sanctionnés par voie de composition pénale.

83. Détermination des *quanta* prononçables. Globalement, l'échelle des peines prononçables qui se dégage de l'analyse des barèmes communiqués par les parquets met en évidence un certain degré d'homogénéité des politiques pénales mises en œuvre sur les différents ressorts (Figure 5).

Si des convergences peuvent être observées entre les solutions retenues par les différents parquets, certaines divergences apparaissent toutefois. Ainsi, le barème établi par le procureur de la République du TGI 1 est le seul à prévoir une majoration du montant de l'amende de composition ou de la peine d'amende prononcée à hauteur de 50 % au profit du fond de garantie des assurances obligatoires (FGAO), ce qui augmente nécessairement, in fine, le quantum des peines d'amende prononçables prévues par le barème. Le tableau (Figure 5) montre également que certains barèmes sont plus élaborés, et intègrent des critères d'individualisation de la peine plus nombreux. Il en est ainsi, par exemple, du barème du parquet du TGI 5 qui affine le montant de la peine d'amende prononçable en fonction du type de véhicule (ce qui est pertinent dès lors que le coût d'une police d'assurance, s'il est calculé en fonction du niveau de garantie souscrit, l'est également en fonction du type de véhicule assuré), et du caractère occasionnelle ou habituelle de la conduite sans assurance. Ce barème permet également aux magistrats en charge de la poursuite d'adapter le quantum de la peine d'amende prononçable au montant des revenus mensuels (RM) de l'auteur

afin d'assurer une égalité de traitement entre les justiciables dans la mise en œuvre de la fonction rétributive de la peine.

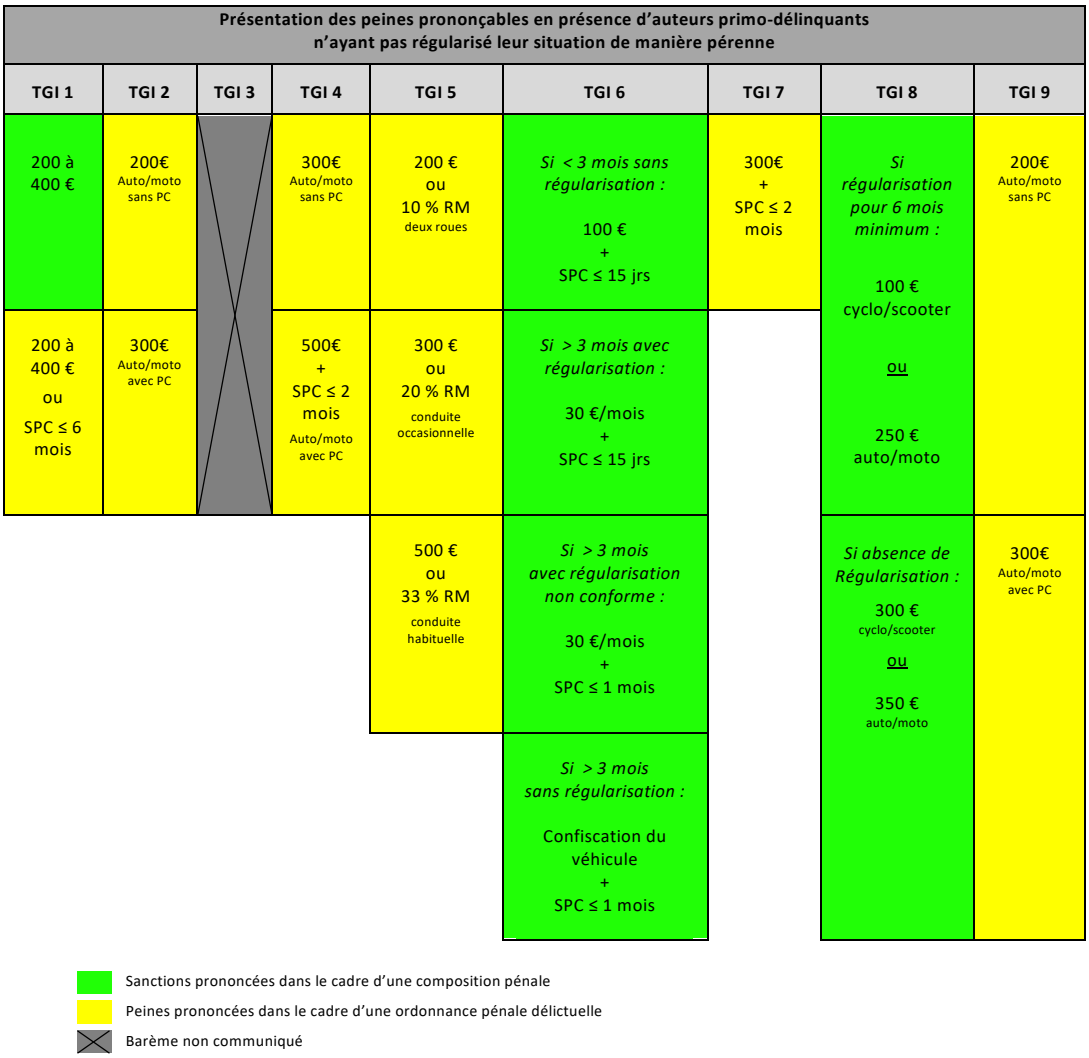


Figure 5

Le barème élaboré par le parquet du TGI 6 témoigne, lui aussi, d'une véritable volonté d'individualiser la peine prononçable au plus juste des faits puisqu'il prédétermine le *quantum* de l'amende prononçable, comme la durée de suspension du permis de conduire, en fonction de plusieurs critères pertinents, tels que la durée du défaut d'assurance, l'absence de régularisation ou de régularisation non conforme, voire de régularisation conforme, de sa situation par l'auteur. Il n'est pas certain que ces critères puissent être concrètement mis en œuvre dans les faits, compte-tenu de la difficulté à les établir avec certitude. Ce barème offre ainsi, à l'instar de celui retenu par le parquet du TGI 5, une véritable progressivité des réponses pénales fondées, tant sur une individualisation de la procédure utilisée, que sur une individualisation de la peine retenue, en fonction de la gravité de l'infraction commise.

En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, les solutions retenues dans les différents parquets étudiés tendent à se diversifier davantage (Figure 6). Si certains barèmes ne formulent aucune recommandation, ce qui est le cas au TGI 4 par exemple, d'autres proposent des solutions en se fondant sur un découpage des situations qui est relativement simpliste, et qui interroge d'autant plus en ce domaine dès lors que les auteurs ayant des antécédents judiciaires peuvent présenter des profils judiciaires extrêmement diversifiés appelant en principe une réponse pénale adaptée (TGI 2, TGI 5, TGI 7 et TGI 9). Le barème du TGI 1 appelle de ce point de vue des développements distincts. Bien qu'il n'opère pas davantage de distiction formelle entre auteurs réitérants et auteurs récidivistes, il est toutefois possible, en recourant à un raisonnement déductif, de démontrer que ce dernier procède pourtant à une telle distinction. Il convient pour cela de se rappeler que l'analyse du schéma d'orientation défini par le barème du parquet de ce TGI a mis en évidence qu'en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, trois voies procédurales pouvaient être utilisées : l'ordonnance pénale délictuelle, la CRPC ou la COPJ (Figure 4), sans qu'il n'expose toutefois les critères efficients devant guider les magistrats du parquet dans leur choix.

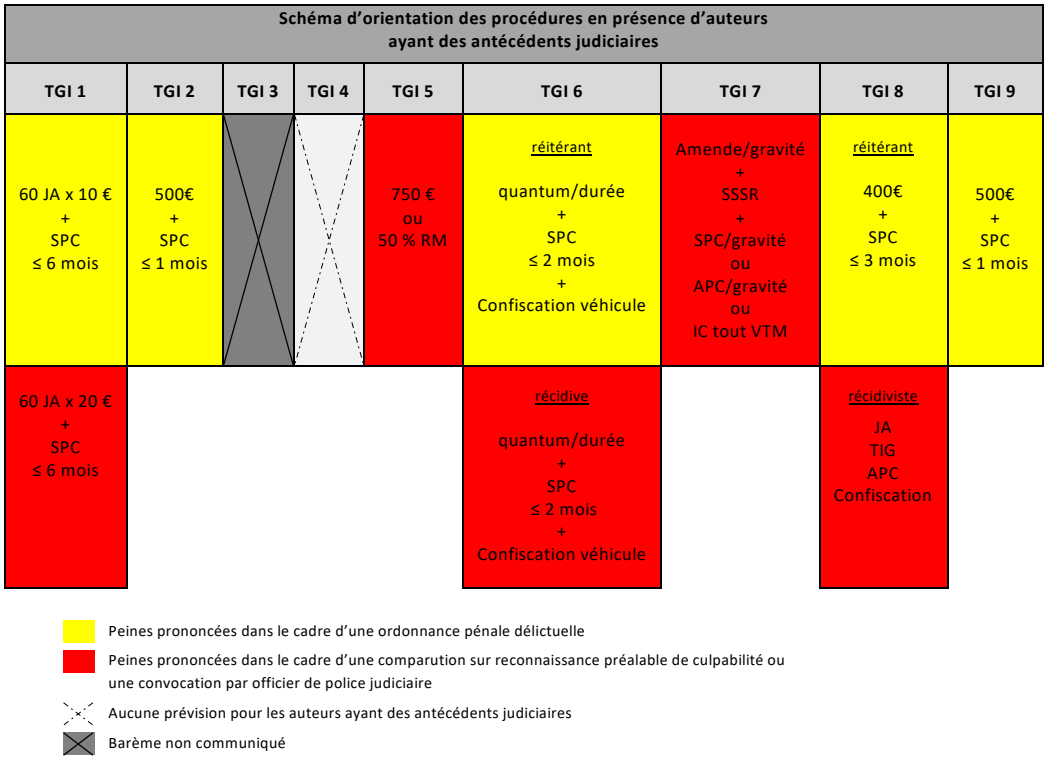


Figure 6

L'analyse de la grille des peines prononçables établie par ce barème met en évidence que les auteurs ayant des antécédents judiciaires poursuivis par voie d'ordonnance pénale s'exposent à une peine de 60 jours-amende d'un montant unitaire de 10 euros

(600 €), tandis que les auteurs ayant des antécédents judiciaires poursuivis par voie de CRPC ou de COPJ s'exposent à une peine de 60 jours-amende d'un montant unitaire de 20 euros (soit 1200 €), de sorte qu'il est raisonnablement possible de considérer que les auteurs poursuivis par voie d'ordonnance pénale sont plutôt en état de réitération, tandis que ceux poursuivis par voie de CRPC ou de COPJ sont plutôt multiréitérants, récidivistes, ou multirécidivistes, compte-tenu de ce que le quantum de la peine prononçable est doublé. L'analyse montre que certains barèmes font une large place à l'individualisation en laissant la détermination de la nature et/ou du quantum de la ou des peines susceptibles d'être requises ou proposées à la libre appréciation du magistrat en charge de la poursuite (TGI 7 et TGI 8). Le barème du TGI 6 quant à lui s'inscrit dans le prolongement du raisonnement utilisé à l'encontre des auteurs primo-délinquants en invitant les magistrats du parquet à calculer le quantum de la peine d'amende encourue en fonction de la durée de la conduite sans assurance. Ce critère, aussi pertinent soit-il, nous semble toutefois difficile à mettre en œuvre en pratique.

La diversité des solutions proposées par les barèmes analysés montrent que, si certains parquets font clairement prévaloir la standardisation sur l'individualisation des décisions d'orientation et de sélection des peines susceptibles d'être requises ou proposées, d'autres tentent d'atténuer la tension existant entre standardisation et individualisation des décisions qu'induit le recours à un barème en affinant le découpage des situations, ou en retenant des solutions qui rappellent simplement aux magistrats la nature et le quantum des peines encourues par les textes d'incrimination, ce qui est le cas, concernant les auteurs en état de récidive légale, du barème établi par le parquet du TGI 8. Reste que les solutions retenues par les différents barèmes montrent que des disparités plus ou moins importantes existent entre les différents ressorts étudiés.

Dans tous les cas, nous avons pu constater, dans l'ensemble des parquets qui ont accepté de participer à notre recherche, que la force obligatoire du barème est limitée à l'obligation de prendre connaissance de la solution proposée par ce dernier, non de l'appliquer. Cela permet aux magistrats du parquet d'individualiser les peines prononçables référencées par le barème. S'il arrive que la peine, telle que prévue stricto sensu par le barème soit retenue, dans la grande majorité des cas, le quantum de celle-ci est modulé en fonction d'un certain nombre de critères non référencés dans le barème (situation familiale du mis en cause, situation professionnelle, ressources et charges mensuelles, *etc.*), si tant est que ceux-ci aient été convenablement renseignés

dans l'enquête présentencielle. Nous avons pu constater, ensuite, que les magistrats du parquet peuvent, à chaque instant, s'écarter totalement de la solution proposée par le barème, pour peu que leur décision se fonde sur des éléments objectifs, et qu'ils puissent s'en expliquer.

L'analyse des barèmes communiqués par les différents parquets participant à l'étude montre que le traitement du contentieux du défaut d'assurance passe par l'élaboration et l'utilisation de barèmes dans chaque TGI, et qu'ils privilégient, dans leur globalité, le recours à la procédure d'ordonnance pénale. La forte mobilisation de l'ordonnance pénale délictuelle dans l'ensemble des ressorts n'est pas, en soi, une surprise dès lors que cette procédure a été étendue à la matière délictuelle, dans un premier temps du moins, uniquement pour les délits au Code de la route[88] ; une circulaire du 8 novembre 2002 précisant même que cette procédure était essentiellement destinée au traitement des délits routiers de masse, notamment les conduites sous l'empire d'un état alcoolique.[89] L'ordonnance pénale délictuelle s'est donc naturellement imposée au fil des années comme la filière procédurale par excellence dans le traitement judiciaire des délits routiers les plus couramment poursuivis, et ce, au détriment d'autres modes de poursuite, notamment la composition pénale dont l'analyse montre qu'elle n'est envisagée que de manière marginale. Comme l'explique P7, « *L'ordonnance pénale délictuelle, c'est simple, rapide, et surtout, c'est un véritable jugement, contrairement à la composition pénale qui, bien qu'inscrite au casier judiciaire, ne peut être retenue comme premier terme de la récidive*. », ce que confirme, dans un autre parquet, P6 : « *L'ordonnance pénale est particulièrement bien adaptée au contentieux des délits routiers, et la circulaire de 2004 invitait d'ailleurs les parquets à recourir plutôt à cette procédure en présence de contentieux de masse, type CEA, conduite sans permis ou sans assurance. Elle permet d'apporter une réponse pénale ferme – c'est un vrai jugement – sans pour autant engorger des audiences correctionnelles déjà saturées avec des affaires dans lesquelles, disons-le clairement, il n'y a pas mort d'homme non plus. Donc, cette procédure ne présente que des avantages, pour le parquet comme pour le siège d'ailleurs. Vous savez, pour nos collègues du siège, chaque dossier passé en ordonnance pénale, c'est un dossier de moins à l'audience, et l'audience, il faut la réserver pour les affaires ayant un certain degré de gravité, ou pour des prévenus dont le profil montre qu'ils n'ont tiré aucune*

[88] L. n° 2002-1138 du 9 sept. 2002 d'orientation et de programmation pour la justice : JORF du

[89] Circ. n° 2002-16 E8 du 8 nov. 2002, de présentation des dispositions de procédure pénale de la loi du 9 septembre 2002.

conséquence de leurs condamnations antérieures. Je ne vois pas l'intérêt de surcharger des audiences déjà saturées avec des affaires dans lesquelles le type va repartir avec une peine d'amende et une suspension de son permis de conduire. » Cela explique que les alternatives aux poursuites, y compris la composition pénale, ne soient même pas envisagées, dans la grande majorité des barèmes en notre possession (TGI 2, TGI 4, TGI 5, TGI 7, TGI 9), comme une filière procédurale disponible dans le traitement du défaut d'assurance. Quand elle l'est (barème des parquet des TGI 1 et TGI 6), l'analyse des décisions de justice a révélé qu'elle n'est utilisée qu'à la marge. Ce point a d'ailleurs permis à l'équipe de droit pénal de constater que la seule analyse d'un barème formel ne permet pas de rendre compte de la réalité des pratiques au sein d'un parquet, notamment dans l'orientation des procédures pénales. Elle n'apparaît qu'à compter de l'instant où les données issues de l'analyse des décisions de justice sont croisées avec les recommandations du barème et seul ce travail permet de rendre réellement compte de l'application effective d'un barème construit par les magistrats.

Sur ce point, le cas du TGI 1 est particulièrement intéressant. Le barème établi par le parquet de ce TGI se distingue en effet des autres barèmes communiqués en ce qu'il envisage le traitement des faits de défaut d'assurance, tant par voie de composition pénale que d'ordonnance pénale délictuelle, sans pour autant que celui-ci n'explicite la clé de répartition devant guider le choix du magistrat dans la mise en œuvre de l'une ou de l'autre de ces procédures. L'analyse des décisions de justice rendues par le TGI 1 conduit à relativiser cette lecture dès lors qu'elle montre que, dans les faits, la composition pénale n'est sollicitée qu'à la marge (3 % des cas), et que la filière procédurale privilégiée, comme dans l'ensemble des autres TGI étudiés, reste celle de la procédure d'ordonnance pénale délictuelle pour ce type de faits (88 % des cas).

84. L'application effective des solutions retenues par les barèmes dans les pratiques parquetières. La rechercher menée a conduit l'équipe de droit pénal à s'interroger sur l'application effective des solutions retenues par les barèmes dans les pratiques parquetières, ce qui revient à poser la question de leur normativité. Les solutions retenues par les barèmes se retrouvent-elles concrètement dans la manière dont tel ou tel parquet a ventilé le contentieux du défaut d'assurance sur la période considérée. L'analyse des résultats issus du traitement statistique du contenu des décisions de justice permet de dresser un cartographie relativement précise des pratiques des différents parquets ayant participé à la recherche.

Au TGI 1, l'analyse des décisions de justice montre que **le schéma d'orientation des procédures retenu par le barème est effectivement appliqué puisque les auteurs primo-délinquants ont été principalement jugés par voie d'ordonnance pénale et, à la marge, de composition pénale** (Figure 8), ce qui est logique dès lors la grande majorité des auteurs ayant été poursuivis n'avaient pas d'antécédent judiciaire (Figure 7), ni régularisés leur situation de manière pérenne au jour où le parquet a décidé des suites à donner dans tel ou tel dossier, tandis que les auteurs ayant des antécédents judiciaires ont tous été renvoyés devant le tribunal correctionnel.[90]

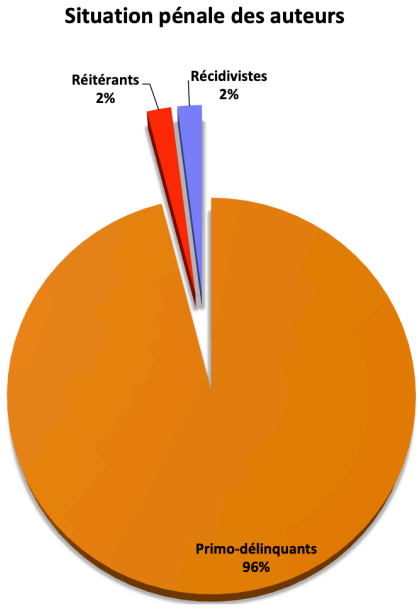


Figure 7

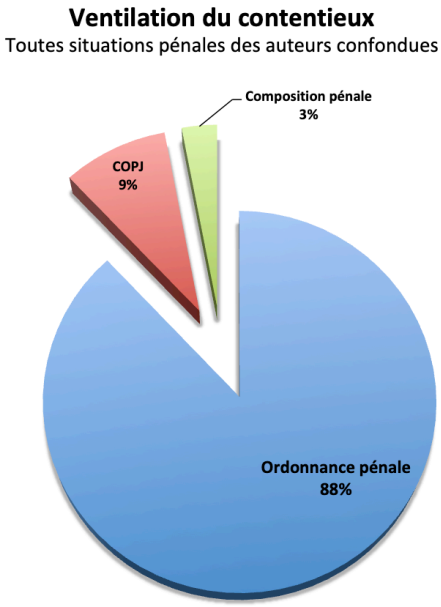


Figure 8

L'équipe de droit pénal n'ayant pu accéder aux réquisitions qui ont été prises dans le cadre des dossiers ayant donné lieu aux décisions de justice analysées, il n'a pas été possible d'observer si ces dernières comportaient des peines dont le quantum s'inscrivait effectivement dans les recommandations du barème communiqué par le parquet.

Au TGI 2, les résultats montrent que, sur la période considérée les faits de défaut d'assurance ont été majoritairement poursuivis par voie d'ordonnance pénale délictuelle.[91] Il doit être souligné que les ordonnances de validation des mesures de compositions pénales étant envoyées aux différentes Maison de Justice et du Droit (MJD) du ressort pour le suivi de leur exécution, il n'a pas été possible d'accéder à ces

[90] Annexe 1
[91] Annexe 2

dernières. Sur la période considérée, le TGI 2 a jugé toutefois plus d'auteurs ayant des antécédents judiciaires que d'auteurs primo-délinquants (Figure 9), contrairement à ce qui a pu être observé au TGI 1, et parce que le TGI 2 a jugé davantage d'auteurs ayant des antécédents judiciaires que d'auteurs primo-délinquants, le taux d'affaires renvoyées au tribunal correctionnel est donc supérieur à celui observé au TGI 1. L'analyse de la pratique parquetière permet d'établir que les recommandations du barème sont effectivement appliquées sur la période considérée, dès lors que le jugement des faits constitutifs d'un défaut d'assurance se réalise surtout par voie d'ordonnance pénale délictuelle, et dans une moindre mesure par voie de COPJ (Figure 10).

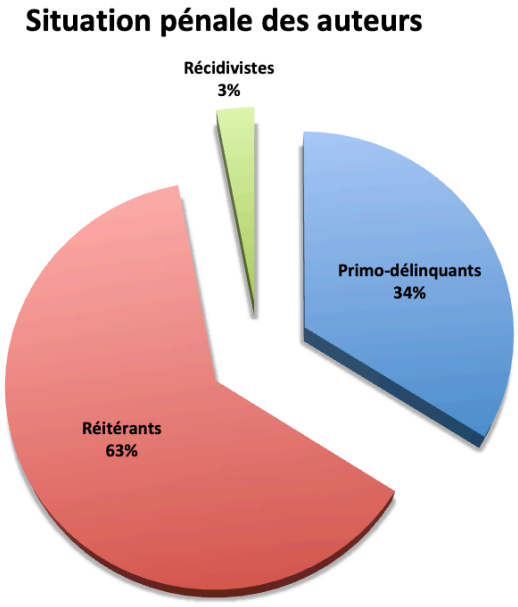


Figure 9

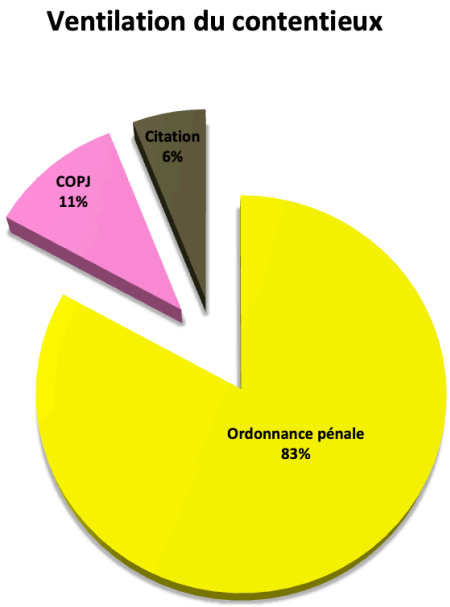


Figure 10

L'analyse montre que, si les auteurs primo-délinquants ont été majoritairement jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle, certains ont toutefois été jugés par voie de COPJ (7%), alors même qu'aucun élément issu des informations contenues dans les décisions de justice ne permet d'expliquer un tel choix, et que le barème ne prévoit pas le recours à une telle procédure en présene d'auteurs n'ayant aucun antécédent judiciaire. Les résultats font apparaître que les profils socio-professionnels des auteurs ne présentent aucune similitude ou caractère commun, et ne diffèrent en rien de ceux jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle, qu'il s'agisse de leur âge, de leur situation familiale, ou professionnelle. Leur renvoi devant le tribunal correctionnel relève donc d'une décision du magistrat en charge de la poursuite fondée sur des critères ou des éléments subjectifs ne pouvant être appréhendés par l'analyse du

contenu des décisions de justice. Concernant les auteurs ayant des antécédents judiciaires, l'analyse montre qu'ils sont principalement jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle, ce qui est conforme aux solutions retenues par le barème. L'équipe de droit pénal n'ayant pu accéder aux réquisitions qui ont été prises dans le cadre des dossiers ayant donné lieu aux décisions de justice analysées, il n'a pas été possible d'observer si le *quantum* des peines requises s'inscrivait dans l'échelle des peines prononçables prévue par le barème.

Au TGI 3, si les résultats statistiques permettent d'établir que, sur la période considérée, le **TGI 3 a jugé davantage d'auteurs se trouvant en état de récidive que dans tous les autres TGI retenus dans le cadre de l'étude** (Figure 11), dès lors que, si les prévenus ayant des antécédents judiciaires représentent 58 % des prévenus jugés, 16 % d'entres eux sont en état de récidive légale, contre 42 % en état de réitération.[92] Les résultats mettent également en évidence, à l'instar de ce qui a pu être observé dans les deux autres TGI étudiés précédemment, que **la majorité des faits de défaut d'assurance ont été jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle, même si la surreprésentation des auteurs ayant des antécédents judiciaires conduit naturellement à une augmentation du taux de poursuites ayant donné lieu à saisine du tribunal correctionnel** (**Figure 12**).

À défaut de disposer de documents attestant de l'utilisation d'un barème construit dans le traitement du défaut d'assurance par le parquet du TGI 3, il est *de facto* impossible d'apprécier si la pratique des magistrats de ce parquet s'inscrit dans les recommandations d'un tel outil.

[92] Annexe 3.

Situation pénale des auteurs

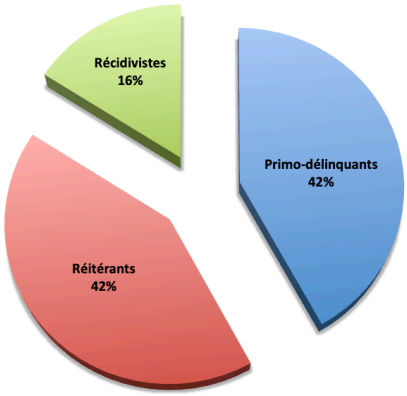


Figure 11

Ventilation du contentieux

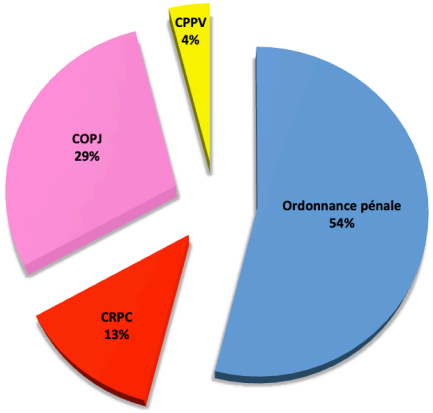


Figure 12

L'analyse qui a été réalisée à partir des résultats par l'équipe de droit pénal permet d'établir que **les magistrats de ce parquet poursuivent principalement les auteurs primo-délinquants ou ceux se trouvant en état de première réitération par voie d'ordonnance pénale délictuelle, tandis que les auteurs en état de première récidive le sont par voie de CRPC, et les auteurs multiréitérants, ou se trouvant en première réitération rapide, par voie de CPPV. Les auteurs multirécidivistes sont poursuivis par voie de COPJ** (Figure 13).

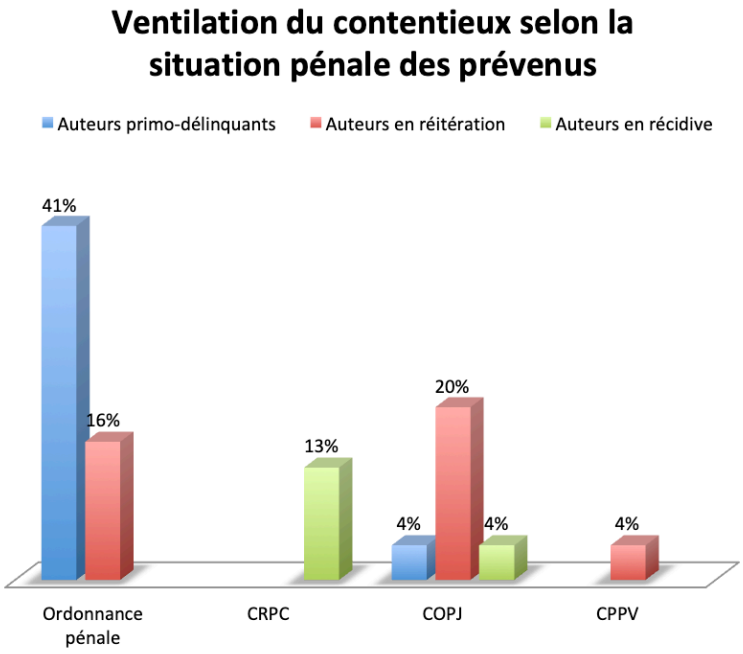


Figure 13

Au TGI 4, les résultats mettent en évidence que la quasi-intégralité des faits de défaut d'assurance ont été jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle sur la période considérée (Figure 14).[93]

Deux points doivent toutefois être signalés : d'une part, en raison de contingences matérielles résultant des modalités d'archivage des ordonnances de validation de composition pénale, **aucune décision de ce type n'a pu être recueillies** au TGI 4 ; d'autre part, **l'analyse du profil judiciaire des auteurs ayant été jugés pour un défaut d'assurance poursuivi comme unique délit réalisée par l'équipe de droit pénal n'est pas renseigné dans les ordonnances pénales rendues par le TGI 4** (689 décisions), de sorte qu'il est impossible de quantifier la part d'auteurs primo-délinquants et de réitérants dans l'échantillon de décisions qui a été analysé.

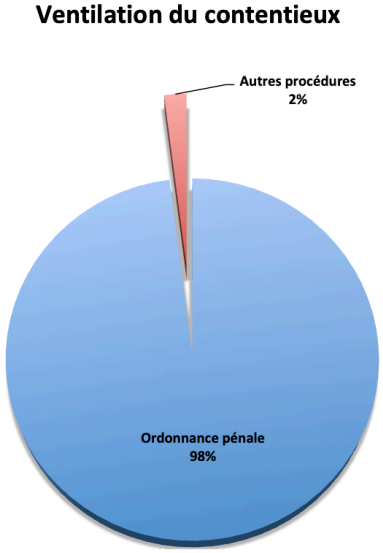


Figure 14

Pour le reste, l'échantillon de décisions dans lesquelles la situation pénale des auteurs est renseignée est bien trop faible pour être suffisamment représentatif. L'analyse de la pratique parquetière au TGI 4 montre que **les solutions du barème sont appliquées** par les magistrats en charge de l'orientation des procédures sur la période considérée, du moins en présene d'auteurs primo-délinquants, puisque celle-ci met en évidence que le recours à l'ordonnance pénale délictuelle est largement privilégié pour la poursuite des faits constitutifs d'un défaut d'assurance. L'équipe de droit pénal n'ayant pu accéder aux réquisitions qui ont été prises dans le cadre des dossiers ayant donné lieu aux décisions de justice analysées, il n'a pas été possible d'observer si ces

[93] Annexe 4.

dernières comportaient des peines dont le *quantum* s'inscrivait effectivement dans les recommandations du barème communiqué par le parquet.

Au TGI 5, Les résultats montrent que, dans ce TGI également, **la grande majorité des auteurs d'un défaut d'assurance sont jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle** sur la période considérée (Figure 16), et que **les prévenus jugés** pour ce type de fait **sont principalement des personnes ayant des antécédents judiciaires** (Figure 15). [94]

L'analyse de la pratique parquetière de ce TGI montre que **les solutions du barème sont effectivement appliquées**. Il convient toutefois d'observer que, dans l'échantillon disponible, il n'a pas été possible, lorsque la procédure d'ordonnance pénale délictuelle a été diligentée à l'encontre d'auteurs se trouvant en état de réitération, de déterminer si ces derniers étaient en première réitération, en réitération rapide ou en multiréitérations, faute de renseignements sur ce point dans les décisions analysées.

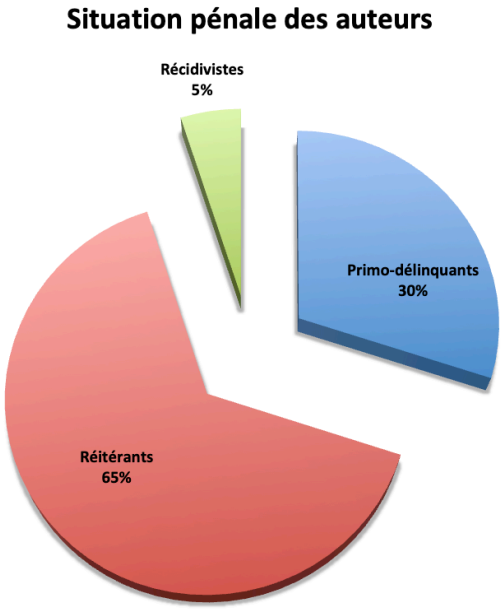


Figure 15

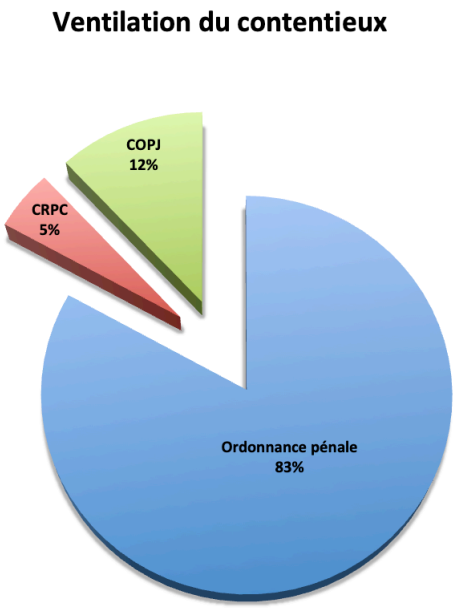


Figure 16

En revanche, les auteurs en état de multiréitérations ont été jugés par voie de CRPC ; procédure également utilisées pour poursuivre des auteurs en état de récidive légale. Concernant le montant des peines d'amende prononçables, l'équipe de droit pénal n'ayant pu accéder aux réquisitions qui ont été prises dans le cadre des dossiers ayant donné lieu aux décisions de justice analysées, il n'a pas été possible de vérifier si ces

[94] Annexe 5

dernières proposaient des peines dont le quantum s'inscrivait effectivement dans les recommandations du barème communiqué par le parquet.

Au TGI 6, les résultats montrent que **les défauts d'assurance ont été surtout jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle sur la période considérée**, mais **il n'a pas été possible, en revanche, de réaliser une analyse du profil judiciaire des prévenus jugés au TGI 6 puisque 30 % des ordonnances pénales rendues par ce TGI ne fournissent aucune indication sur la situation pénale des prévenus** (Figure 17).[95]

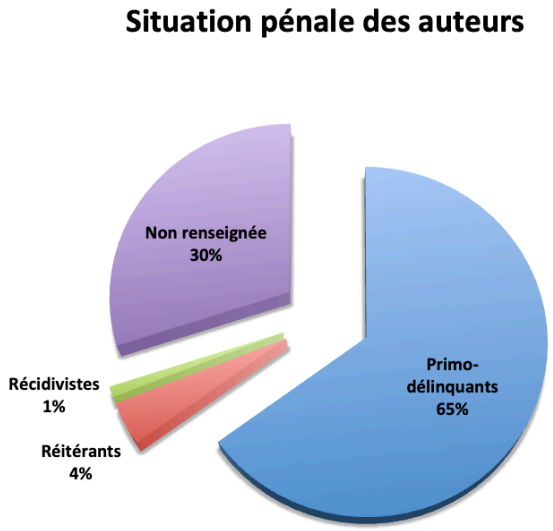


Figure 17

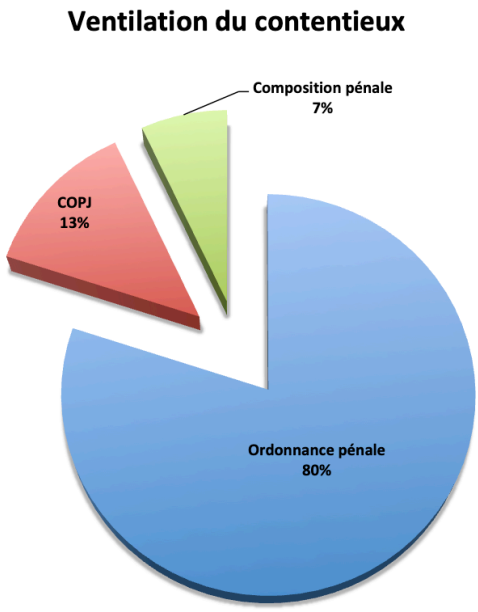


Figure 18

Toutefois, les résultats montrent que l'ordonnance pénale délictuelle est exclusivement diligentée à l'encontre d'auteurs primo-délinquants, de sorte qu'il ne serait pas déraisonnable de considérer que les 30 % de prévenus pour lesquels la situation pénale n'a pas été renseignée dans les décisions sont *a priori* primo-délinquants puisqu'ils ont été jugés par le biais de cette procédure, ce qui reviendrait à dire que le TGI 6 a jugé davantage de primo-délinquants que de prévenus ayant des antécédents judiciaires. L'analyse de la pratique parquetière met toutefois en évidence que **les solutions du barème ne sont pas systématiquement appliquées** dès lors que la procédure d'ordonnance pénale délictuelle est largement privilégiée à la composition pénale, notamment en présence d'auteurs primo-délinquants (Figure 18),

[95] Annexe 6

alors même que le barème privilégie pour ce type de faits commis par ce type d'auteurs un traitement par voie de composition pénale, l'ordonnance pénale délictuelle étant réservée à la poursuite d'auteurs ayant des antécédents judiciaires. Concernant ces derniers, les résultats font apparaître que, **contrairement à ce que le barème prévoit, la majorité d'entre eux ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel saisi par voie de COPJ, filière de poursuites non prévue par le barème. Cela montre bien que la seule connaissance d'un barème ne permet pas de rendre compte de la réalité de la pratique d'un parquet dans l'orientation des procédures pénales. Seul, le croisement des données issues de l'analyse des décisions de justice avec les recommandations du barème permet de rendre compte de l'application effective de ce dernier, ou non**. Dans la droite ligne de ce qui vient d'être dit, l'équipe de droit pénal regrette de n'avoir pas eu l'opportunité d'accéder aux réquisitions présentes dans les dossiers ayant donné lieu au prononcé des ordonnances pénales disponibles dans notre échantillon, afin d'observer si les réquisitions prises par les magistrats du parquet du TGI 6 s'inscrivent réellement dans les recommandations établies par le barème.

Au TGI 7, la faible taille de l'échantillon disponible (14 décisions), n'a pas permis de réaliser une exploitation scientifique satisfaisante des résultats tirés de l'analyse statistique des données issues des décisions de justice. Le lecteur trouvera toutefois une présentation desdits résultats au sein de l'annexe n°7.

La présentation des résultats issus de l'analyse statistique des données recueillies à partir des décisions de justice permet de mettre en évidence que, **si les solutions retenues par les barèmes construits recueillis au sein de chaque parquet ayant participé à l'étude sont globalement suivies, et effectivement mises en œuvre par les magistrats en charge de la poursuite dans la ventilation du contentieux du défaut d'assurance, elle montre également que ces solutions ne sont pas systématiquement appliquées, et ce, dans des proportions plus ou moins importantes selon les ressorts**. Ce constat permet d'ores et déjà de confirmer ce qui nous a été dit en juridiction, à savoir que, **si les barèmes élaborés ont une force normative en ce sens que chaque magistrat doit se référer aux solutions retenues par ce dernier, ils n'ont pas de force contraignante, en ce sens que le magistrat peut toujours déroger à la solution**

proposée en fonction d'un certain nombre de paramètres subjectifs qu'il est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, de saisir de manière scientifique. Ce constat permet aussi de mettre en évidence que les solutions retenues par les barèmes sont évolutives, et sont adaptées en temps réel à l'évolution des capacités de traitement des différentes chambres composant la juridiction. Lorsque, par exemple, les audiences à juge unique tendent à devenir moins productives en raison d'un trop grand nombre d'affaires, des instructions orales sont alors données aux différents magistrats du parquet intervenant dans les contentieux visés afin que les infractions habituellement traitées par cette filière de poursuites soient, dans l'immédiat, davantage orientées vers telle ou telle autre voie de poursuites. Ces instructions orales ne conduisent pas toujours à une modification du contenu du barème, notamment, parce que certaines modifications sont temporaires.

85. **L'existence de barèmes dans les parquets généraux près les cours d'appel.** Tous les parquets généraux ayant participé à la présente recherche nous ont indiqué leur souci de mettre en place **des outils tendant à harmoniser la politique pénale dans le domaine de la sécurité routière au sein de la cour afin de répondre au souci d'assurer une égalité de traitement des justiciables par la mise en place de pratiques proches, tout en préservant le pouvoir d'appréciation de chaque procureur de la République**. Dans tous les parquets généraux, des rencontres annuelles ou pluriannuelles sont organisées au parquet général afin de permettre aux différents procureurs de la République au sein de la cour de prendre connaissance des réponses pénales mises en œuvre dans les autres juridictions, chaque parquet ayant une politique pénale propre afin de répondre à des particularismes locaux. Ces réunions ont pour mérite de faire apparaître que, si certaines constantes se retrouvent, des disparités entre les réponses procédurales, voire des écarts notables quant aux sanctions requises, existent parfois entre les juridictions, y compris au sein d'un même département, ce qui est difficilement compréhensible et acceptable même si la taille et les moyens des juridictions sont différents. **Dans deux des parquets généraux retenus dans le cadre de la recherche menée, l'harmonisation des politiques pénales passe par des échanges entre les différents procureurs de la République au sein de la cour lors de réunions organisées par le parquet général.** De l'aveu même des magistrats du parquet général, cette harmonisation trouve ses limites dans la nécessité, à laquelle

sont confronter tous les parquets, de lutter contre des particularismes locaux, ce qui suppose la mise en œuvre de réponses pénales spécifiques sur certains territoires. **Le parquet général de la CA 1 se distingue cependant des deux autres parquets généraux en ce qu'il a élaboré un barème en vue d'instaurer des pratiques proches entre les différents parquets présents dans le ressort de la cour.** Ce barème (Figure 19) témoigne de la volonté du procureur général près la CA 1 de retenir un cadre relativement simple, tant en ce qui concerne le schéma d'orientation des procédures que la détermination de l'échelle des sanctions pénales prononçables.

auto/moto	à défaut de régularisation dans les 15 jours du contrôle, pour une durée de 6 mois au moins : OPD : 500 € + SPC 2 mois
cyclo	à défaut de régularisation dans les 15 jours du contrôle pour une durée de 6 mois au moins OPD : 300 €
récidive*	CRPC/COPJ
*Selon les indications fournies par le parquet général près la CA 1, la notion de récidive recouvre toutes les situations dans lesquelles un individu a réitéré un comportement délictueux, que ce dernier se trouvant en état de réitération ou de récidive légale.	

Figure 19

L'analyse des barèmes établis par les parquets des TGI 4 et 8 qui se trouvent dans le ressort de la CA 1 montre que, pour les auteurs primo-délinquants en tout cas, si les solutions proposées par le barème du parquet général sont effectivement retenues par le barème du TGI 4, tant en ce qui concerne le choix de la filière procédurale que la détermination de la nature et des quanta des peines prononçables, elles ne le sont pas, en revanche, par le barème du TGI 8 qui prévoit de traiter les faits de défaut d'assurance par voie de composition pénale, et retient, au titre des sanctions applicables, une amende de composition d'un montant de 100 € (cyclo/scooter) ou 250 € (auto/moto) dès lors que l'auteur a régularisé sa situation pour un durée de 6 mois au moins ; de 300 € (cyclo/scooter) ou 350 € (auto/moto) en l'absence de régularisation de sa situation par l'auteur. Dans le champ de la répression des auteurs ayant des antécédents judiciaires, il doit être observé que le barème du parquet général se limite à recommander les filières procédurales à privilégier dans la poursuite de ce type d'auteurs. **Le choix d'écarter l'ordonnance pénale de l'éventail des filières procédurales susceptibles d'être mobilisées témoigne de la volonté du parquet**

général de durcir la réponse pénale à l'encontre de ce type de public. Il doit être remarqué que, dans ce précis, **le durcissement de la réponse pénale ne passe pas par un élargissement de l'éventail des sanctions pénales encourues** aucune peine d'emprisonnement n'est par exemple encourue dans le texte d'incrimination , **mais plutôt par l'impact financier et/ou psychologique que les voies de poursuites mobilisées peuvent avoir sur le prévenu**. Le choix de la CRPC, par exemple, impose l'obligation d'être assisté d'un avocat à toutes les étapes de la procédure, ce qui peut représenter pour le prévenu un coût financier important. Le choix de la COPJ implique, au-delà de la nécessité appréciée différemment selon les individus d'être assisté d'un avocat, avec les conséquences financières que cela emporte, l'obligation de comparaître physiquement devant un juge dans le cadre d'une audience publique, et de s'exposer ainsi, outre au jugement juridique de sa situation, à une forme de jugement moral inhérente au procès pénal ; jugement moral qui transparaît tant au travers des échanges entre le prévenu et les magistrats que des réactions du public dans la salle. Toutefois, l'analyse montre ici que les solutions préconisées par le barème du parquet général ne semblent pas retenues par le TGI 4 dont le barème ne comporte aucune indication relative aux filières procédurales à privilégier dans une telle situation, et ne donne aucune information quant à la nature ou au quantum de la ou des peines prononçables, ni totalement par le TGI 8, dont le barème retient des filières procédurales différentes selon que l'auteur est en état de réitération (OPD) ou de récidive légale (CRPC/COPJ).

L'analyse montre que, si la volonté des parquets généraux d'harmoniser la politique pénale dans le domaine de la sécurité routière au sein de la cour par la mise en place de pratiques proches entre les différents parquets est réelle, elle se heurte toutefois à deux obstacles pour produire pleinement ses effets. Le premier tient à **l'existence de particularismes locaux qui ne permettent pas d'appliquer une politique pénale unique sur l'ensemble du ressort de la cour d'appel.** Cet argument n'est toutefois pas recevable dans tous les domaines. L'importance de cet obstacle doit donc être relativisée dès lors que l'équipe de droit pénal a pu observer, par exemple, qu'il n'existe pas de particularismes locaux dans le champ du défaut d'assurance susceptibles d'expliquer les disparités qui ont pu être constatées dans les pratiques entre les différents TGI présents dans un même ressort de cour d'appel. La volonté manifeste des procureurs généraux de préserver le pouvoir d'appréciation de chaque

procureur de la République constitue également un frein à l'harmonisation effective de la politique pénale sur l'ensemble du ressort de la cour d'appel. Comme l'indique P4, « *Les disparités entre les ressorts s'expliquent surtout en raison des différences d'appréciation des procureurs de la République présents sur le ressort de telle ou telle cour d'appel. Je vais dire une lapalissade, mais derrière chaque magistrat, il y a un être humain, avec son propre système de valeur, son "baromètre intérieur" en quelque sorte. En sociologie, ils étudient cela depuis longtemps ! On a parfois l'impression que les juristes font comme si les magistrats étaient des machines, cette idée que nous serions tous seulement la bouche de la loi. Mais, la loi est générale. Prenez ce qui nous occupe aujourd'hui, le défaut d'assurance. Si vous prenez les critères légaux, on vous dit que le défaut d'assurance est un délit puni de 3 750 €, à titre de peine principale. Très bien. Si vous prenez dix personnes et que vous leur dites, voilà entre 1 € et 3 750 €, pour vous qu'elle serait la peine qui vous semble juste pour ce type de faits ? Ben, vous allez avoir ceux qui vont vous dire, ", bah, moi je paye 500 € par an pour être assuré, alors faut au moins que le type prenne entre 600 et 700 € pour qu'il soit puni, sinon c'est plus rentable de rouler sans assurance. " Un autre va vous dire, " moi je pense qu'une amende de 300 €, c'est suffisant parce qu'il ne faut pas être trop sévère, ce n'est pas très grave, il n'a blessé personne, puis, pour l'encourager à se mettre en règle, il ne faut pas le punir trop sévèrement, surtout qu'il n'y a pas de victimes. " Puis, vous en aurez un troisième qui va vous dire, " Houla, mais vous imaginez si le type avait renversé quelqu'un ? C'est grave ce qu'il a fait. " Et là, pan, il va vous dire : "800 € d'amende, et puis, s'il est en récidive, faut lui prendre sa voiture !" Et bien quand on fait des réunions, entres-nous, on retrouve les mêmes différences d'appréciation, chacun ayant son baromètre intérieur. C'est toute l'utilité du barème ! Garantir au justiciable qu'il ne sera pas traité différemment parce qu'il n'est pas tombé sur le même magistrat que son voisin.* »

1.1.1.2 – Le traitement judiciaire du défaut d'assurance par le juge de première instance

86. Les résultats au TGI 1. À titre indicatif, et afin de situer cette juridiction dans son contexte judiciaire, économique et social, il doit être indiqué que celle-ci partage le territoire départemental sur lequel elle est implanté avec trois autres TGI, et les statistiques de l'Insee permettent d'établir que le revenu médian annuel par unité de

consommation s'élève, pour ce département, à 25 001 € par an[96], avec un taux de population vivant sous le seuil de pauvreté fixé à 9,2 %.[97] Le territoire départemental est marqué par des disparités de revenus importantes dès lors que l'écart inter-décile est de 4,2 sur l'ensemble du département, ce qui signifie que les 10 % de la population les plus riches ont un niveau de vie au moins 4,2 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. Ce département présente un taux de chômage de 8,1 %, ce qui représente un taux de chômage inférieur à celui retenu au plan national (10,2 %) sur la même période[98], lequel est toutefois très contrasté sur l'ensemble des bassins de vie du département, d'une part, et davantage marqué dans les agglomérations, d'autre part. Les données issues de l'observatoire départemental permettent d'établir que le revenu médian mensuel par unité de consommation du bassin de population résidant dans le ressort de ce TGI se situe entre 2000 € et 2500 €, mais là aussi, de fortes disparités de revenus sont à remarquer.[99] Concernant le taux de chômage celui-ci est plus faible sur le territoire géographique du ressort du TGI (6,3 %) par rapport au reste du département.

Le contentieux du défaut d'assurance représente, pour la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, près de 8 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude traités par le TGI 1, soit 38 décisions prises par quatre magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale.

Sur la période considérée, l'analyse du profil socio-professionnel des auteurs de défaut d'assurance poursuivi comme infraction unique au TGI 1 montre que ces derniers sont, dans 85 % des cas de sexe masculin, et ont, dans 48 % des cas, entre 25 ans et moins de 40 ans. Sur l'échantillon analysé, 64% des auteurs déclarent occuper un emploi contre 27 % qui se déclarent sans emploi, tandis que 3 % se déclarent étudiant(e)s ou retraité(e)s.[100] La situation affective ou familiale des auteurs n'est pas renseigné dans une majorité de décisions, de sorte que cette donnée n'a pas été

---

[96] Revenu médian annuel par unité de consommation calculé à partie des revenus disponibles de 2015.

[97] Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). Ce seuil correspond à 60 % du niveau de vie médian national, soit 1.026 € par mois par unité de consommation.

[98] L'année de référence est 2015.

[99] La comparaison des revenus médians mensuels par unité de consommation et par commune fait ainsi apparaître des écarts importants entre les différents territoires communaux présents sur le territoire géographique du ressort du TGI 1, le revenu médian mensuel le plus faible étant établi à 1725 € là où le revenu médian mensuel le plus élevé est établi à 3148 €. Les revenus médians sont moins élevés en agglomération, conséquence de la présence sur place de populations en situation de forte précarité. Dans ces territoires, les écarts entre les hauts et les bas revenus sont très élevés (rapport de 1 à 6 notamment sur le territoire de la commune sur lequel le TGI 1 est implanté).

[100] Annexe 1.

retenue, l'échantillon disponible n'étant pas suffisamment représentatif. Les résultats montrent également que, sur la période considérée, la majorité des auteurs jugés pour des faits de défaut d'assurance sont primo-délinquants (Figure 21), de sorte que l'on peut résumer la situation au TGI 1 de la manière suivante : ce TGI a principalement jugé, par voie d'ordonnance pénale délictuelle, des hommes ayant entre 25 et 40 ans, bénéficiant d'un emploi, et n'ayant aucun antécédent judiciaire, (Figure 20).

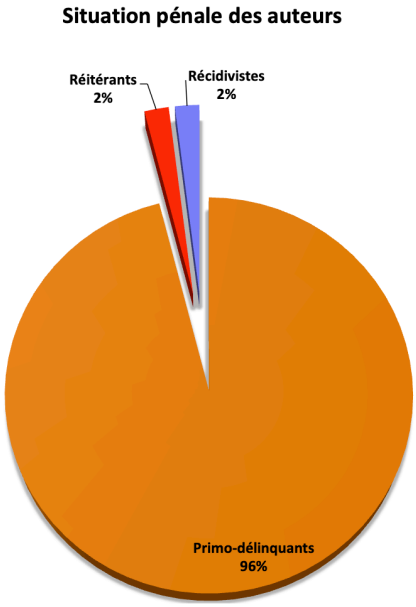


Figure 20

L'analyse des décisions de justice rendues par le TGI 1 montre que le schéma d'orientation des procédures retenu par le barème communiqué par le parquet est effectivement appliqué, de sorte que les magistrat du siège ont été appelé à statuer principalement sur le sort d'auteurs primo-délinquants principalement jugés par voie d'ordonnance pénale (97 %), et à la marge par voie de composition pénale (3 %), tandis que les auteurs ayant des antécédents judiciaires ont tous été renvoyés devant le tribunal correctionnel, ce qui explique que la majorité des faits poursuivis ont été réprimés par le prononcé d'une peine d'amende[101], assortie dans une minorité de cas d'une peine de suspension du permis de conduire ou d'une interdiction de conduire (Figure 22). Les résultats montrent que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées par le TGI 1 s'élève à 367 € avec un écart-type de 136 €[102], ce qui met en évidence une **dispersion autour de la moyenne relativement modérée, et peut**

[101] Annexe 1.
[102] Annexe 14.

suggérer, en première analyse du moins, que les décisions rendues par les magistrats du TGI 1 sur la période considérée sont relativement cohérentes, ce qui tend à montrer une **certaine régularité dans la pratique des juges susceptible d'induire l'existence d'un barème.**

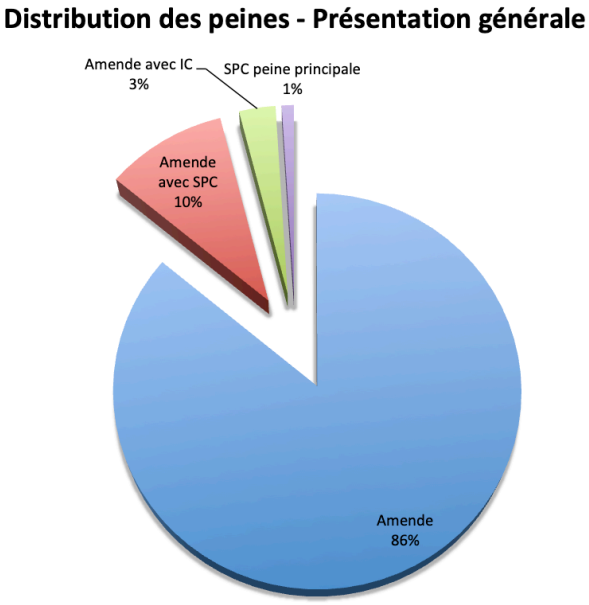


Figure 22

Cette première analyse n'est toutefois pas confirmée par l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal qui met en évidence une dispersion significative des *quanta* des peines d'amende prononcées (Figure 23).

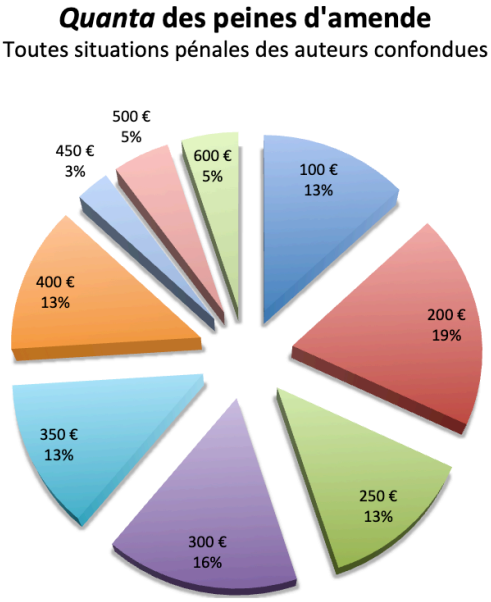


Figure 23

Cette dispersion est confirmée, y compris dans l'hypothèse où l'analyse porte un échantillon de décisions prises par un même magistrat ayant statué dans 78 % des ordonnances pénales délictuelles rendues sur la période considérée (Figure 24). De fait, il convient d'attirer l'attention du lecteur sur le fait que **les résultats obtenus mettent principalement en évidence les pratiques juridictionnelles d'un seul et même magistrat.**

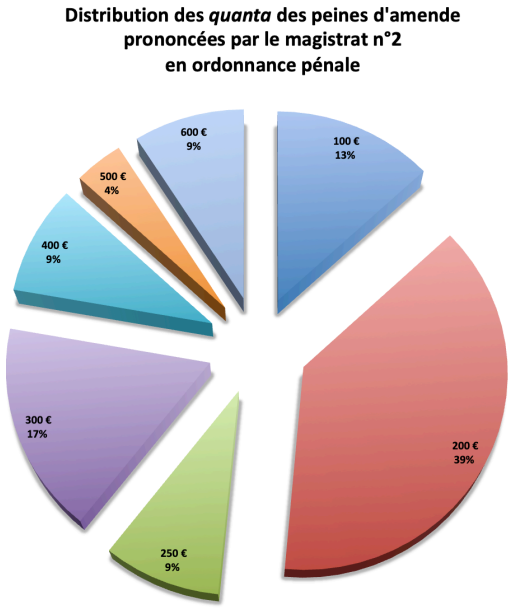


Figure 24

La dispersion des *quanta* des peines d'amende au TGI 1 met en évidence une mobilisation particulièrement significative du principe d'individualisation des peines, que l'auteur soit primo-délinquant ou qu'il soit réitérant ou récidiviste. Les décisions ayant été rendues en formation collégiale sont en revanche trop peu nombreuses pour donner lieu à une analyse statistique pertinente.

La dispersion des *quanta* des peines d'amende prononcées en répression d'un défaut d'assurance poursuivi comme infraction unique n'est pas sans soulever quelques interrogations au regard du principe d'égalité de traitement des justiciables, notamment lorsque, comme dans l'échantillon de décisions analysé, une dispersion importante des quanta peut être observée en présence de profils juridico-socio-professionnels similaires, voire identiques. Il a été impossible à l'équipe de droit pénal de pousser plus loin l'analyse dès lors que certains critères d'individualisation des peines ne sont pas renseignés dans les décisions de justice, notamment celui tiré des charges et ressources des prévenus. Ce critère est pourtant important dès lors que, si

le bassin de population présent sur le territoire géographique sur lequel est implanté le TGI 1 a un niveau de vie élevé, puisqu'il dispose d'un revenu médian annuel par unité de consommation de l'ordre de 25 001 € par an, avec un seuil de pauvreté fixé à 9,2 %, soit un taux inférieur au taux national sur la période considérée, les données de l'Insee révèlent dans le même temps que ce territoire est marqué par des disparités de revenus importantes.[103] Il est tout à fait possible de penser que les écarts de peine constatés ont pour origine la diversité des profils socio-économiques des auteurs ayant été jugés pour un défaut d'assurance sur la période considérée. Toutefois, l'expérience montre que les ressources et charges des prévenus ne sont que rarement connus des magistrats du siège dans les procédures de poursuites alternatives, telles que l'ordonnance pénale délictuelle qui représente, sur la période considérée, 88 % des décisions rendues dans le contentieux du défaut d'assurance. Comme en témoigne J4[104] : « *Globalement les infractions routières se constatent à l'occasion de contrôle routiers. Donc, il n'y a pas d'enquête à proprement parler, et notre procédure pénale étant devenue trop formaliste, ben les policiers… Ils concentrent leur travail surtout sur la caractérisation des infractions qu'ils constatent… Le reste passe à la trappe, il faut bien le dire. Voilà pourquoi, dans la grande majorité des dossiers, il nous manque beaucoup de renseignements, comme la profession du prévenu, ses ressources, les charges auxquelles il doit faire face, etc. Mais, vous savez, cela est guère différent aux audiences. Dans la très grande majorité des cas, on s'appuie sur les déclarations des prévenus qui viennent sans justificatifs, soit parce qu'ils n'ont pas pensé à les prendre, ce qui peut arriver, soit parce qu'ils savent que nous n'aurons pas le temps de vérifier ce qu'ils vont nous dire, et que le montant de l'amende va dépendre de leur niveau de ressources… Ils sont parfois conseillés en ce sens par leurs avocats aussi… On n'est pas dupe, on sait très bien qu'un certain nombre de prévenus déclarent des ressources qui sont inférieures, voire très inférieures à ce qu'elles sont en réalité ! Mais, concrètement, on a pas les moyens de vérifier réellement, pour chaque prévenu, si ce qu'il a dit à l'audience correspond à sa situation réelle. Pour ma part, cela reste un vrai problème ! D'autres collègues vous tiendront un autre discours.* »

[103] La comparaison des revenus médians mensuels par unité de consommation et par commune fait ainsi apparaître des écarts importants entre les différents territoires communaux présents sur le territoire géographique du ressort du TGI 1, le revenu médian mensuel le plus faible étant établi à 1725 € là où le revenu médian mensuel le plus élevé est établi à 3148 €. Les revenus médians sont moins élevés en agglomération, conséquence de la présence sur place de populations en situation de forte précarité. Dans ces territoires, les écarts entre les hauts et les bas revenus sont très élevés (rapport de 1 à 6 notamment sur le territoire de la commune sur lequel le TGI 1 est implanté).
[104] La lettre J suivie d'un chiffre correspond au numéro d'anonymisation des magistrats du siège.

Plusieurs prévenus, jugés en état de récidive légale ou de réitération, confirment venir volontairement aux audiences sans justificatifs, tel A1[105] « *Ouais, j'ai déjà été condamné plusieurs fois parce que j'ai pas d'assurance. Mais, bon, j'ai pas les moyens, c'est cher une assurance, et puis… De toute façon, ce qu'ils veulent pas comprendre, c'est que je conduis bien… En 15 ans, je n'ai pas eu le moindre accident ! Pourquoi j'irai payer une assurance pour rien ! Vous imaginez ce que j'ai économisé ! Alors, oui, parfois, je me fais piquer à l'occasion d'un contrôle routier… Bah, je m'en tire avec une amende de 200/300 € en moyenne, donc ça va, je m'en sors bien. Mais, j'ai compris en fait, il ne faut pas dire combien on gagne en vérité, sinon, on prend plus. C'est mon avocat qui me l'avait dit la première fois que j'ai été convoqué en correctionnelle.* » A2 tient un discours similaire : « *Moi je ne donne jamais mes vrais revenus, sinon je vous dis pas l'amende ! De toute façon, ils ont pas le temps de vérifier. Vous avez vu aujourd'hui le nombre de personnes qui sont passées, et la journée est pas finie !* » ; A3, courtier en assurance, sept condamnations au casier judiciaire pour des délits routiers, nous confie : « *La première fois que j'ai été convoqué en correctionnelle, comme tout le monde, je ne connaissais rien à la justice et ses rouages, donc j'ai répondu honnêtement à toutes les questions que l'on m'a posé. Depuis j'ai appris… J'ai compris que le montant de l'amende dépend en fait des revenus et charges que vous déclarez à l'audience. Si vous avez des revenus confortables, ce qui est mon cas, et bien vous aurez une amende "confortable"… Donc, en fait, comme nous sommes dans une société qui nivelle en permanence par le bas, quand vous avez des bons revenus, il ne faut pas le dire parce que vous allez prendre deux ou trois fois plus que le type qui se déclare au RSA alors qu'il touche déjà plein d'aides sociales. Moi, j'estime qu'on devrait tous être condamnés à la même chose pour un même fait. Une infraction est grave ou elle ne l'est pas.* » Certains avocats nous expliquent conseiller à leur client de ne pas déclarer leurs revenus réels lors de l'audience. Par exemple, At1[106] nous dit : « *Bon, faut pas le dire, mais… Oui, je conseille à mes clients de ne pas déclarer le montant réel de leurs revenus quand ils gagnent bien leur vie. Il faut bien comprendre qu'après l'audience, c'est nous qui essuyons les plâtres, hein. Quand votre client vient vous voir en vous disant, "Dites donc Maître, comment ça se fait que j'ai pris 600 € d'amende alors que le type avant moi, qui avait un casier long comme le bras, il n'a pris que 200 € ou 300 € ?" Ben quand vous lui dites que c'est en raison de ses revenus, c'est l'incompréhension.* » ; At8 nous tient le même discours :

[105] La lettre A suivie d'un chiffre correspond au numéro d'anonymisation des auteurs rencontrés lors des audiences correctionnelles.
[106] Les lettres At suivie d'un chiffre correspondent au numéro d'anonymisation des avocats rencontrés lors des audiences correctionnelles.

« *Houla, moi c'est vite vu, je dis à mes clients de ne pas dire combien ils gagnent réellement parce que sinon, ils vont se faire saigner. Déjà que, ici, niveau cohérence dans les condamnations, c'est limite… Alors, je vais pas envoyer mon client dans le mur*. »

La dispersion des *quanta* des peines d'amende prononcées en répression d'un défaut d'assurance n'a pas échappé aux avocats qui plaident régulièrement devant le tribunal correctionnel : « *Vous avez bien vu aujourd'hui… Vous avez compris quelque chose vous aux condamnations qui ont été prononcées ? Moi non. Honnêtement, ici, ça part dans tous les sens ! C'est tout simplement incompréhensible, déjà pour moi qui suit avocat, mais imaginez mes clients… Ben vous avez bien vu, mon client qui a comparu pour le défaut d'assurance, il était révolté. Il repart avec une image de la justice française catastrophique… Comme il l'a dit, "en fait, c'est la roulette russe". C'est bien simple, y a aucune cohérence dans les montants qui sont prononcés au cours d'une même audience… Ce n'est pas la première fois que je le constate…* » (A17) ; « *Je plaide souvent devant le tribunal correctionnel, et je dois dire que je suis souvent surpris par la volatilité des peines qui sont prononcées ici. J'ai souvent essayé de comprendre les ressorts et mécanismes intellectuels qui pouvaient expliquer les écarts de peine que l'on constate tous, mais j'avoue que, à ce jour, je n'ai toujours pas trouvé. Alors oui, le principe d'individualisation des peines… Mais, depuis quand le principe d'individualisation des peines conduit à une telle volatilité des peines ? Puis, soyons sérieux tout de même, si l'individualisation des peines conduit à rendre la justice pénale illisible, incompréhensible, voire donne le sentiment d'un certain arbitraire, cela devient inquiétant, très inquiétant*. » (A16).

Concernant les peines complémentaires qui ont été prononcées en répression d'un défaut d'assurance poursuivi comme infraction unique sur la période considérée, il peut être observé que, si les *quanta* retenus, notamment en ce qui concerne la peine de suspension du permis de conduire (2 mois dans toutes les décisions), suggèrent, par leur régularité, le recours possible à un barème en la matière, la faible taille de l'échantillon analysé (6 décisions) interdit de tirer quelques conclusions que ce soit dès lors que ces résultats mériteraient d'être vérifiés par l'étude d'un échantillon plus large de décisions.

87. Les résultats au TGI 2. À titre indicatif, et afin de situer cette juridiction dans son contexte judiciaire, économique et social, il doit être indiqué que ce TGI partage le territoire départemental sur lequel il est implanté avec un autre TGI, et les sources de l'Insee permettent d'établir que le revenu médian annuel par unité de

consommation s'élève, pour ce département, à 21 802 € par an[107], avec un taux de population vivant sous le seuil de pauvreté fixé à 10,4 %. Le territoire départemental est marqué par des disparités de revenus significatives dès lors que l'écart inter-décile est de 3,1, ce qui signifie que les 10 % de la population les plus riches ont un niveau de vie au moins 3,1 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. Ce département présente un taux de chômage de 9,5 %, soit un taux légèrement inférieur à celui retenu au plan national (10,2 %) sur la même période.[108] Ce taux de chômage est toutefois très contrasté sur l'ensemble des bassins de vie du département en raison des spécificités géographiques de ce territoire.

Les faits de défaut d'assurance représentent, pour la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, 10 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude, et traités par le TGI 2, soit 34 décisions prises par cinq magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale. Il doit toutefois être souligné que 69 % des décisions présentes dans l'échantillon ont été rendues par un même magistrat.

Les résultats font apparaître que, 94 % d'entre eux sont de sexe masculin, et ont entre 25 ans et moins de 40 ans dans 67 % des cas, 67 % déclarent être en couple et, 65 % occuper un emploi, contre 35 % qui se déclarent sans emploi. Les résultats montrent aussi que, sur la période considérée, les faits de défaut d'assurance ont été majoritairement jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle.[109]

Il doit être souligné que les **ordonnances de validation des mesures de compositions pénales étant envoyées aux différentes Maison de Justice et du Droit** (**MJD**) **du ressort pour le suivi de leur exécution, il n'a pas été possible d'accéder à ces dernières sur la période considérée**. Elle montre également que le TGI 2 a jugé plus d'auteurs ayant des antécédents judiciaires que d'auteurs primo-délinquants (Figure 25), contrairement à ce qui a pu être observé au TGI 1.

Parce que le TGI 2 a jugé davantage d'auteurs ayant des antécédents judiciaires que d'auteurs primo-délinquants, le taux d'affaires renvoyées au tribunal correctionnel est donc supérieur par rapport à celui observé au TGI 1. Il convient de souligner, par ailleurs, que le taux de prévenus en situation de non-emploi est supérieur au TGI 2 par rapport à celui observé au TGI 1. Le TGI 2 a également jugé majoritairement des hommes ayant entre 25 et moins de 40 ans, bénéficiant d'un emploi, par voie

[107] Revenu médian annuel par unité de consommation calculé à partie des revenus disponibles de 2015.
[108] L'année de référence est 2015.
[109] Annexe 2.

d'ordonnance pénale délictuelle.

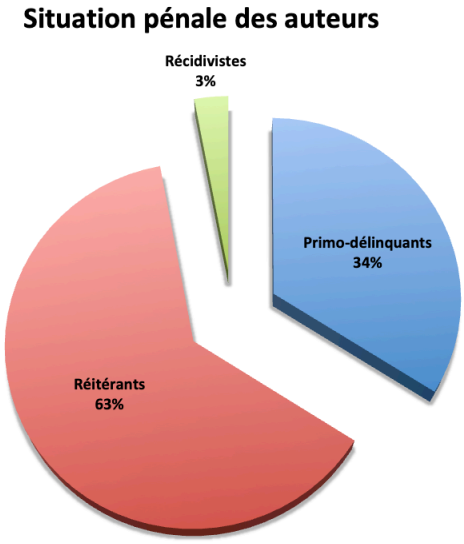


Figure 25

Les résultats mettent également en évidence que, si les auteurs primo-délinquants ont été principalement jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle, une minorité a toutefois été renvoyée devant le tribunal correctionnel saisi par voie de COPJ, alors même qu'aucun élément issu des informations contenues dans les décisions de justice ne permet d'expliquer un tel choix. Ils montrent également que le défaut d'assurance est principalement sanctionné par le prononcé d'une peine d'amende accompagnée dans une minorité de cas d'une peine de suspension du permis de conduire (Figure 27).

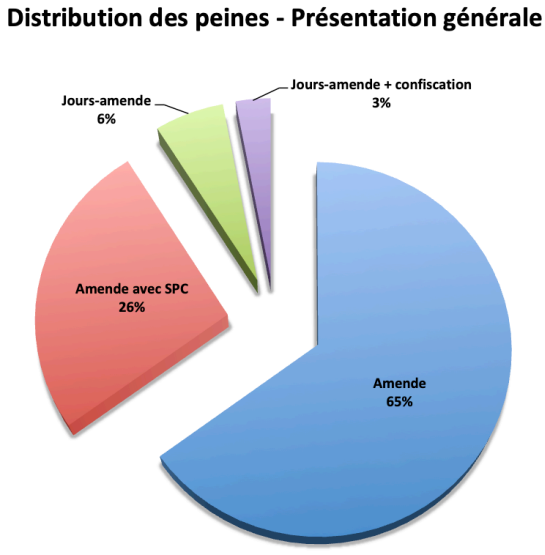


Figure 27

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence que les auteurs primo-délinquants et ceux ayant des antécédents judiciaires sont sanctionnés de manière similaire au TGI 2 (Figure 28). Ainsi, il peut être observé que la peine d'amende est privilégiée dans la majorité des cas, que l'auteur soit primo-délinquant ou non, et qu'elle est accompagnée d'une peine complémentaire de suspension du permis de conduire dans 26 % des cas. Elle montre également que la peine de jours-amende est peu mobilisée (1 décision), de sorte que l'équipe de droit pénal a concentré son analyse sur la seule peine d'amende.

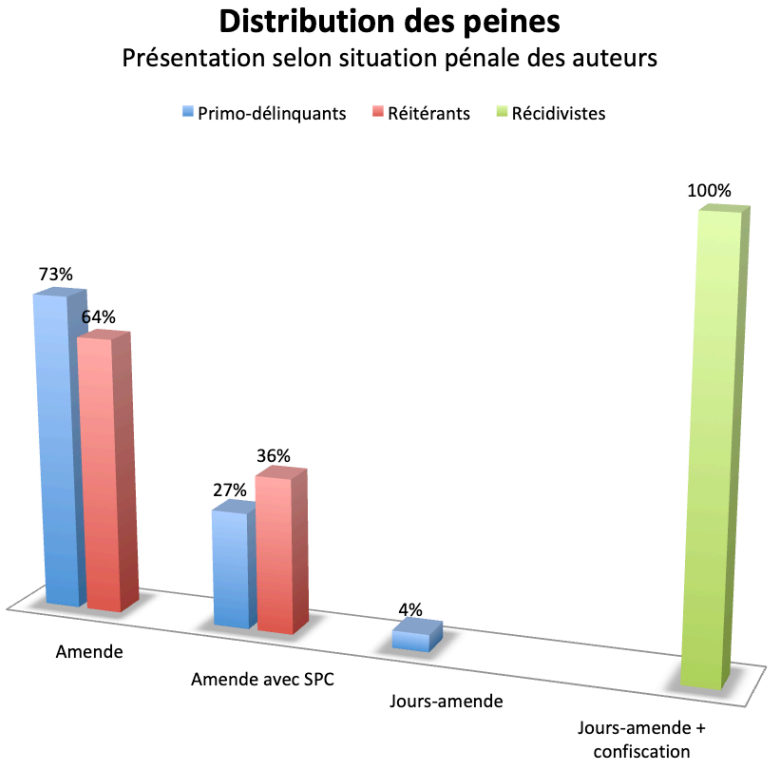


Figure 28

Les résultats mettent en évidence que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées par le TGI 2 s'élève à 442 € avec un écart-type de 176 €[110], ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne relativement modérée,** et peut suggérer, **en première analyse du moins,** que les peines d'amende prononcées dans le contentieux du défaut d'assurance sur la période considérée sont relativement cohérentes, ce qui peut induire **l'existence d'une certaine régularité dans la pratique des juges, et pose bien la question de l'existence d'un barème structurant les pratiques juridictionnelles dans le processus de distribution des peines.** L'analyse réalisée par

[110] Annexe 14.

l'équipe de droit pénal permet de **confirmer cette première analyse** en ce qui concerne les condamnations prononcées à l'encontre d'auteurs primo-délinquants (Figure 29), mais plus encore en ce qui concerne les condamnations prononcées à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires (Figure 30).

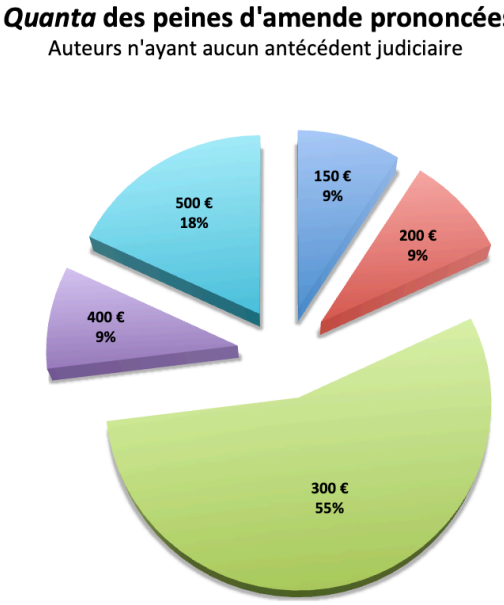


Figure 29

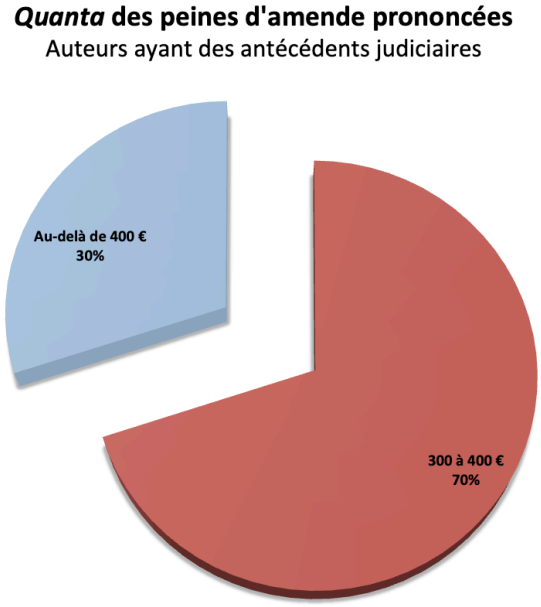


Figure 30

Ces graphiques montrent une régularité des pratiques juridictionnelles qui interroge dès lors que l'échantillon analysé comporte une diversité de profils socio-professionnels, de situations familiales, et par voie de conséquence, de situations économiques, qui auraient dû donner lieu à une dispersion des *quanta* plus significative que celle qui apparaît à l'analyse. Ces résultats mettent ainsi en évidence que **le magistrat qui a rendu la grande majorité des décisions disponibles dans l'échantillon analysé** (69%), et que nous n'avons pu rencontrer, **semble se référer implicitement à un barème**, plus encore peut-être en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires qu'en présence d'auteurs primo-délinquants. L'analyse de l'échantillon des décisions rendues par le tribunal correctionnel siégeant en formation collégiale comme en formation à juge unique met en évidence une dispersion plus importante des *quanta* des peines d'amende prononcées. Toutefois, la faible taille de l'échantillon ne permet pas de retenir ces résultats qui mériteraient d'être confirmés par l'analyse d'un échantillon plus large de décisions. Si la manifestation d'une barémisation du traitement juridictionnel du contentieux du défaut d'assurance est tangible dans le champ des peines principales, *quid* dans celui des peines complémentaires ? Les résultats montrent que les peines complémentaires sont peu

mobilisées au TGI 2 (Figure 31), dès lors ce type de peine n'a été rencontrée que dans 13 décisions sur les 34 rendues dans le contentieux du défaut d'assurance sur la période considérée. Ils font apparaître que, lorsqu'une peine complémentaire a été prononcée, c'est la peine de suspension du permis de conduire qui a été systématiquement mobilisée, quelle que soit la situation pénale de l'auteur, **et que sa durée a été fixée dans 70 % des cas à 1 mois** (Figure 32).

Distribution des peines complémentaires

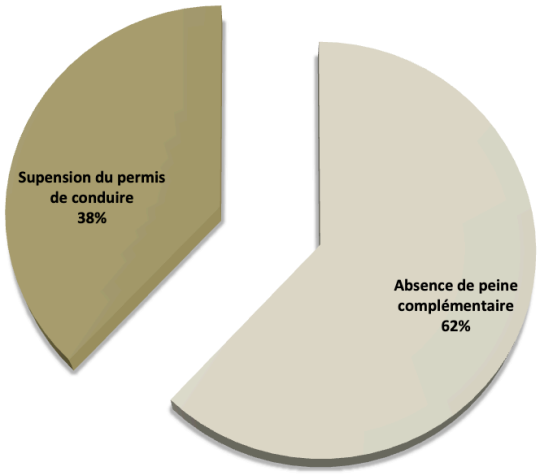


Figure 31

***Quanta* des peines de suspension du permis de conduire**

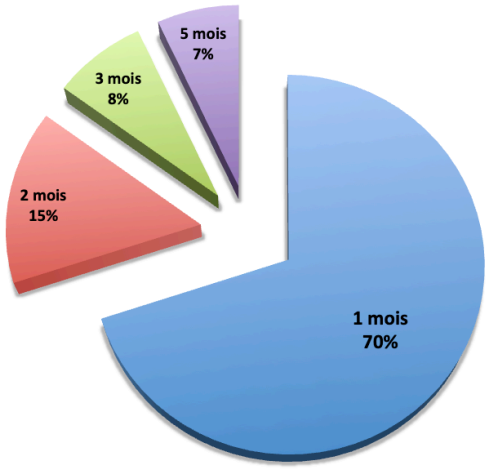


Figure 32

Si ces résultats tendent à mettre en évidence que le recours à un barème dans le traitement juridictionnel du contentieux du défaut d'assurance au TGI 2 peut également être observé dans le champ des peines complémentaires, la taille de l'échantillon analysé nous semble toutefois insuffisamment représentatif pour donner lieu à des conclusions définitives sur ce point (13 décisions). La possibilité que le contentieux du défaut d'assurane fasse l'objet d'un traitement barémisé au TGI 2 doit être relativisée dès lors que les résultats ne reflètent pas les pratiques juridictionnelles de l'ensemble des magistrats, 69 % des décisions composant l'échantillon analysé ayant été rendues par un même magistrat. Reste que le recours à un barème par ce magistrat, que nous n'avons pu rencontrer, ne semble pas perçue par les avocats, ce qui peut s'expliquer par le fait que l'application d'un barème apparaît surtout à l'analyse des ordonnances pénales, procédure ne nécessitant pas d'avocats. Pour ce qui concerne les décisions rendues par la juridicition siegeant en formation collégiale comme à juge unique, les avocats rencontrés à l'issue des audiences correctionnelles confirment

l'impression qui s'est dégagée de l'analyse de l'échantillon des décisions disponibles. « *Selon le juge sur lequel on tombe, y a des régularités dans les pratiques qui apparaissent plus ou moins franchement au fil du temps.* » (At17) ; « *Globalement, je trouve que les décisions qui sont rendues sont cohérentes dans leur ensemble, même si certains juges sont plus cohérents que d'autres. Mais, oui, globalement, il y a une cohérence dans les condamnations qui sont prononcées, ce qui n'empêche pas parfois que l'on puisse avoir des surprises ou des incompréhensions.* » (At11) ; « *On ne peut pas dire que les juges ici fassent n'importe quoi, ce qui est le cas dans certaines juridictions où, si vous assistez à une audience, vous vous apercevrez que ça part dans tous les sens, et là, c'est compliqué quand vous êtes avocat parce que… Vos clients, ils pêtent un plomb à la sortie de l'audience. Mais, ici, je trouve que les juges sont plutôt cohérents, même si parfois, selon le juge, on se pose des questions.* » (At12)

Lorsque l'idée d'un barème est évoqué, la réaction des avocats est contrastée. « *Un barème ? En matière pénale ? Heuuu… Cela me semble assez difficile avec le principe d'individualisation des peines… Un référentiel, oui, cela pourrait être franchement une bonne chose que les juges se réunissent pour se mettre d'accord sur des pratiques communes… Oui, ça serait un vrai plus pour le justiciable. Vous savez, beaucoup de clients ont l'impression d'être jugé au faciès, que la justice, c'est un peu comme à la loterie, selon sur qui on tombe, le jour, s'il faisait beau ou s'il pleuvait... Mais, il faudrait à ce moment-là que le référentiel soit porté à notre connaissance.* » (At11) ; « *Je suis hostile à tout outil qui consiste à prédéfinir le contenu d'une décision de justice. Puis le principe d'individualisation des peines serait fortement atteint par ce type de pratiques. Puis, à quoi on servirait nous alors ? On viendrait plaider dans le vide en sachant que la décision est déjà prise en réalité ? Non, je ne pense pas que cela soit une bonne chose pour notre justice pénale* » (At17) ; « *Si le barème ne conduit pas à une décision automatique, je veux dire par là, tant que le juge peut s'écarter du barème en fonction de certains éléments, oui, bien sûr que j'y suis favorable ! Cela permettrait de réduire les disparités que l'on constate entre les différents juges d'une même juridiction, ici comme ailleurs, et qui sont incompréhensibles pour le justiciable.* » (At13) ; « *C'est l'idée la plus saugrenue que je n'ai jamais entendu ! Barémiser la justice pénale ! Si on parle de référentiel, là, je vous avoue que je suis plus ouvert car un référentiel n'est pas automatique, donc le juge garde sa liberté, et nous, avocats, on peut encore avoir l'illusion de servir à quelque chose… Déjà que, sans barème ou référentiel, j'ai souvent l'impression de plaider pour rien, que le juge a déjà pris sa décision…* » (At18).

88. Les résultats du TGI 3. À titre indicatif, et afin de situer cette juridiction dans son contexte judiciaire, économique et social, il doit être indiqué que ce TGI partage le territoire départemental sur lequel il est implanté avec deux autres TGI, et les sources de l'Insee permettent d'établir que le revenu médian annuel par unité de consommation s'élève, pour ce département, à 21 673 € par an[111], avec un taux de population vivant sous le seuil de pauvreté fixé à 11,6 %. Le territoire départemental est marqué par des disparités de revenus significatives dès lors que l'écart inter-décile est de 3,2 sur l'ensemble du département, ce qui signifie que les 10 % de la population les plus riches ont un niveau de vie au moins 3,2 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. Ce département présente un taux de chômage de 11,8 %, soit un taux de chômage supérieur à celui retenu au plan national (10,2 %) sur la même période. Toutefois, le territoire géographique sur lequel le ressort du TGI 3 est implanté présente des caractéristiques qu'il convient de signaler. Selon l'Insee, le bassin de population résidant sur cette partie du territoire présente un revenu médian annuel par unité de consommation de 20 066 € par an, avec un taux de population vivant sous le seuil de pauvreté fixé à 19 %, étant observé que l'écart inter-décile est de 3,9 sur cette partie du département, ce qui signifie que les 10 % de la population les plus riches ont un niveau de vie au moins 3,9 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. Cette partie du territoire présente un taux de chômage de 15,6 %, soit un taux de chômage nettement supérieur à celui retenu au plan national (10,2 %) sur la même période.[112]

Les faits de défaut d'assurance représentent, pour la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, 9 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude, et traités par le TGI 3, soit 26 décisions prises par trois magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale.

Les résultats montrent que 88 % des auteurs jugés pour un délit de défaut d'assurance au TGI 3 sont de sexe masculin. Ils ont, dans 46 % des cas, entre 25 ans et moins de 40 ans, et déclarent être en couple dans 23 % des cas, occuper un emploi dans 50 % des cas, contre 31 % qui se déclarent sans emploi, et 7 % qui se déclarent étudiant(e) ou retraité(e). Ils permettent aussi d'établir que, sur la période considérée, le TGI 3 a jugé davantage d'auteurs se trouvant en état de récidive légale que dans tous les autres TGI retenus dans le cadre de l'étude (Figure 33 %), dès lors que, si les prévenus ayant des

[111] Revenu médian annuel par unité de consommation calculé à partie des revenus disponibles de 2015.
[112] L'année de référence est 2015.

antécédents judiciaires représentent 58 % des prévenus jugés, 16 % d'entres eux sont en état de récidive légale, contre 42 % en état de réitération. À l'instar de ce qui a pu être observé dans les deux autres TGI étudiés précédemment, la majorité des faits de défaut d'assurance ont été jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle, même si la surreprésentation des auteurs ayant des antécédents judiciaires conduit naturellement à une augmentation du taux de poursuites ayant donné lieu à saisine du tribunal correctionnel (Figure 34). [113]

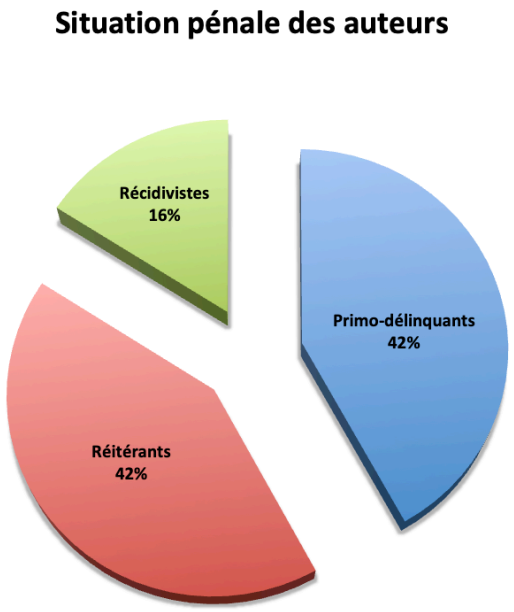


Figure 33

L'analyse de la pratique juridictionnelle de ce TGI montre que le défaut d'assurance y est majoritairement sanctionné par le prononcé d'une peine d'amende (Figure 35). L'analyse fait toutefois ressortir une progressivité des réponses pénales dès lors que seul la majorité des auteurs primo-délinquants ont été sanctionnés, sur la période considérée, par le prononcé d'une seule peine d'amende, là où les auteurs ayant des antécédents judiciaires ont été sanctionnés par le prononcé d'une peine d'amende accompagnée d'une peine complémentaire de suspension du permis de conduire, voire d'une peine de jours-amende accompagnée, dans 50 % des cas, d'une peine complémentaire de suspension du permis de conduire (Figure 36).

[113] Annexe 3.

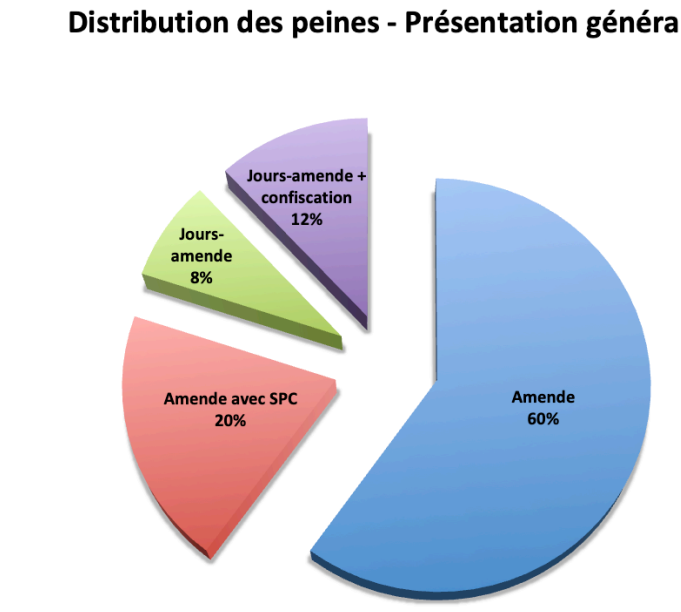


Figure 35

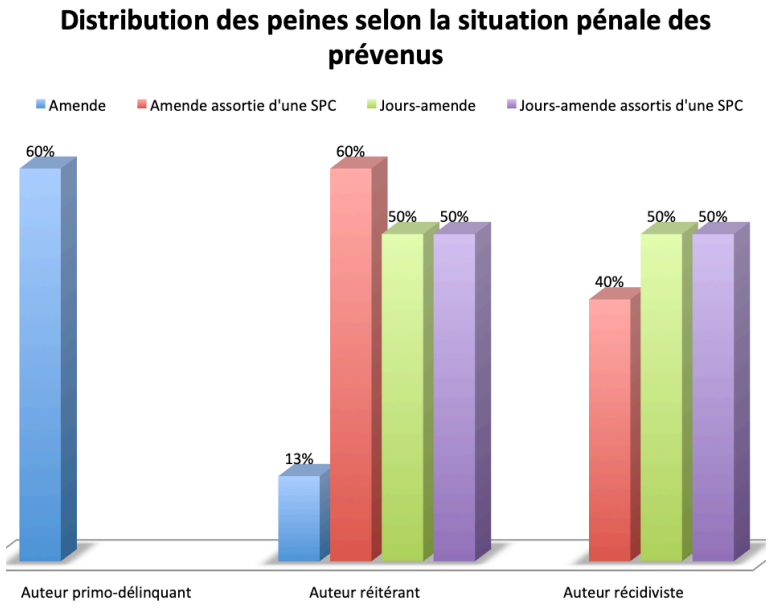


Figure 36

L'examen du contenu des décisions fait ainsi apparaître, pour ces derniers, que le nombre de condamnations inscrites au casier judiciaire détermine, non seulement le *quantum* de la peine principale, mais également le choix de prononcer une peine complémentaire, et dans une telle éventualité, son *quantum*.

Les résultats montrent que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées par le TGI 3 sur la période considérée s'élève à 330 €, avec un écart-type de 113 €, ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne relativement modérée, et peut suggérer, en première analyse du moins**, que les peines d'amende prononcées par les

magistrats du TGI 3 dans le contentieux du défaut d'assurance sur la période considérée sont relativement cohérentes. **Ces résultats peuvent mettre en évidence l'existence d'une certaine régularité dans la pratique des juges susceptible d'induire l'existence d'une barémisation implicite du traitement juridictionnelle du défaut d'assurance.**[114]

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal **confirme cette première analyse** en mettant effectivement en évidence une **faible dispersion des *quanta* des peines d'amende** prononcées par le TGI 3 sur la période considérée, **quelle que soit la nature de la procédure utilisée ou la situation pénale ou personnelle des prévenus**. Ces résultats montrent une certaine régularité dans les pratiques des magistrats qui invite à s'interroger sur l'existence d'un barème implicitement suivi par ces derniers au stade du prononcé des peines dans le traitement juridictionnel du contentieux du défaut d'assurance. Dans la grande majorité des situations, les prévenus ont été condamnés à une amende dont le montant est compris entre 300 € et 400 €, quelque soit leur situation pénale (Figures 37 & 38), et alors même que l'échantillon analysé montre que les prévenus ont des profils socio-professionnels diversifiés.

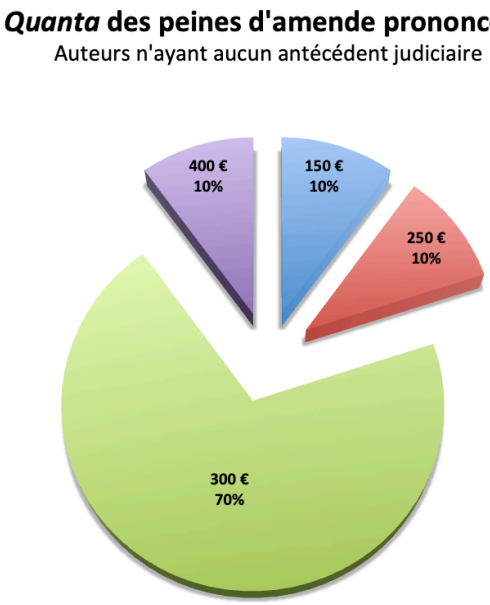


Figure 37

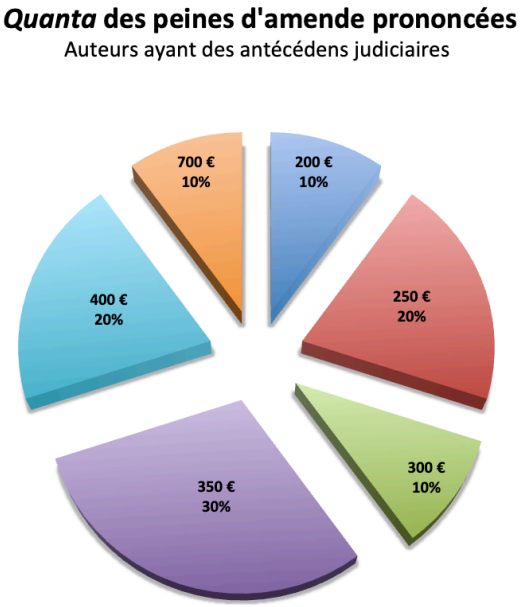


Figure 38

Les résultats montrent toutefois que les peines d'amende prononcées par le TGI 3 semblent être davantage individualisées lorsqu'elles sont prononcées à l'encontre

[114] Annexe 14.

d'auteurs ayant des antécédents judiciaires (Figure 38) que lorsqu'il s'agit d'auteurs primo-délinquants (Figure 37), contrairement à ce qui a pu être observé au TGI 2. Ces résultats montrent que les magistrats du TGI 3 semblent suivre un barème au stade du prononcé des peines d'amende ; hypothèse n'ayant pu être vérifiée dans le champ des peines de jours-amende en raison de la faible taille de l'échantillon disponible (5 décisions).

L'existence d'un traitement barémisé du contentieux du défaut d'assurance n'a pas échappé aux avocats plaidant régulièrement devant le tribunal correctionnel. « *Bien évidemment qu'il y a un barème ici ! Je me suis aperçu que, pour certaines infractions, ce sont toujours les mêmes peines qui reviennent, dans des quanta similaires, voire identiques, alors même que les situations des prévenus ne sont pas identiques*. » (A18) ; « *Un barème ? Je ne sais pas, mais en tout cas il y a une régularité dans les pratiques des magistrats ici dans certains contentieux, ou dans le traitement de certaines infractions, que pourrait effectivement faire penser à l'application d'un barème. Si vous le trouvez, je suis preneur !* » (A19) ; « *Dans certains contentieux de masse, comme les infractions routières, en matière de stup', ou les petits vols, par exemple, on voit revenir systématiquement les mêmes peines, les mêmes montants, les mêmes motivations, je pense donc qu'il y a un référentiel qui circule entre les magistrats. C'est acté au parquet en tout cas. Chez les magistrats du siège, je pense aussi, mais si cela est le cas, c'est plus officieux*. » (A110)

Concernant les peines complémentaires, elles ont été peu prononcées dans le contentieux du défaut d'assurance au TGI 3, mais davantage que dans les deux autres TGI étudiés précédemment, ce qui tient au taux élevé de prévenus ayant des antécédents judiciaires. Si l'analyse met en évidence que, lorsqu'une peine complémentaire a été prononcée, c'est la peine de suspension du permis de conduire qui a été exclusivement sollicitée sur la période considérée, elle montre également une hétérogénéité des *quanta* qui témoignent d'une dispersion significative des peines de suspension du permis de conduire au TGI 3, du moins sur la période considérée (Figure 39). Il se déduit donc des résultats obtenus une vision contrastée des pratiques juridictionnelles dans le prononcé des peines de suspension du permis de conduire.

D'un côté, l'équipe de droit pénal constate une dispersion des *quanta* qui met en évidence qu'une large place est faite au principe d'individualisation des peines, ce qui conduit à exclure l'existence d'un barème qui serait suivi par les trois magistrats ayant statués, tous types de procédure confondus, dans le contentieux du défaut d'assurance sur la période considérée au TGI 3.

D'un autre côté, l'analyse montre que cette peine n'est prononcée qu'à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires (Figure 40). Faut-il voir dans cette pratique l'influence d'un barème ou la simple manifestation du principe de progressivité des réponses pénales ? Les magistrats nous ont assurés qu'aucun barème n'était utilisé en l'espèce, et que la peine de suspension du permis de conduire pouvait également être prononcée à l'encontre d'auteurs primo-délinquants, en fonction des spécificités de l'espèce. Compte-tenu de la faible taille de l'échantillon (13 décisions), les résultats obtenus mériteraient d'être vérifiés par l'analyse d'un échantillon plus vaste de décisions de justice afin de confirmer cette pratique.

Distribution des peines complémentaires



Figure 39

***Quanta* de peine de suspension du permis de conduire**

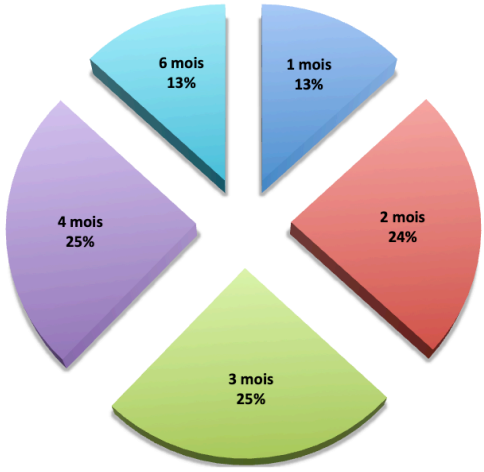


Figure 40

89. Les résultats du TGI 4. À titre indicatif, et afin de situer cette juridiction dans son contexte judiciaire, économique et social, il doit être indiqué que ce TGI partage le territoire départemental sur lequel il est implanté avec trois autres TGI, et les sources de l'Insee permettent d'établir que ce territoire présente de fortes disparités, en terme de conditions de vie et de niveau de vie, le département atteignant un taux de pauvreté de 18,1 %, et présente l'intensité de la pauvreté est la plus élevée de la région (23,3 %). Si le revenu médian annuel par unité de consommation s'élève, pour ce département, à 20 287 € par an.[115] Le territoire départemental est marqué par d'importantes disparités de revenus dès lors que l'écart inter-décile est de 3,9 sur

[115] Revenu médian annuel par unité de consommation calculé à partie des revenus disponibles de 2015.

l'ensemble du département, ce qui signifie que les 10 % de la population les plus riches ont un niveau de vie au moins 3,9 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. Les disparités de niveau et de condition de vie apparaissent de manière particulièrement nette si l'on compare ces statistiques à celles ayant trait au niveau et condition de vie du bassin de population vivant sur le territoire géographique de l'agglomération sur laquelle le TGI 4 est implanté. Ce bassin de population a un niveau de vie médian annuel nettement inférieur à celui retenu au plan départemental puisqu'il s'élève à 15 943 € contre 20 287 € pour l'ensemble du département.[116] En 2012, une étude de l'Insee a démontré que le niveau de vie des ménages vivant dans l'agglomération où est implanté le TGI 4 était particulièrement faible puisque, dans certains arrondissement, 51,3 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté tandis que les revenus des 20 % les plus aisés étaient 5,4 fois supérieurs à ceux des 20 % les plus pauvres.

Les faits de défaut d'assurance représentent, pour la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, 43 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude, et traités par le TGI 4, soit 702 décisions prises par cinq magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale.

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs de défaut d'assurance poursuivi comme infraction unique au TGI 4 montre que 93 % d'entre eux sont de sexe masculin. Ils ont, dans 51 % des cas, entre 25 ans et moins de 40 ans, et à l'instar du TGI 1, la tranche d'âge des 18-<25 ans représente 23 % des auteurs de défaut d'assurance sur la période considérée. Moins de 0,5 % des auteurs se déclarent en couple, 25 % affirment occuper un emploi contre 22 % qui se déclarent sans emploi, et 0,2 % se déclarent étudiant(e) ou retraité(e).[117]

Deux points doivent toutefois être signalés :

- d'une part, en raison de contingences matérielles résultant des modalités d'archivage des **ordonnances de validation de composition pénale**, **aucune décision de ce type n'a pu être recueillies** par l'équipe de droit pénal au TGI 4 ;

- d'autre part, **l'analyse du profil judiciaire des auteurs ayant été jugés pour un défaut d'assurance poursuivi comme unique délit n'a pu être réalisée** par l'équipe de droit

[116] Insee Analyses, n° 16, 2015.
[117] Annexe 4.

pénal n'est pas indiqué dans les ordonnances pénales délictuelles rendues par le TGI 4 (689 décisions), et pour le reste, l'échantillon de décisions dans lesquelles la situation pénale des auteurs est renseignée est bien trop faible pour être suffisamment représentatif.

Les résultats montrent que les magistrats du siège ont été amenés à statuer principalement par voie d'ordonnance pénale délictuelle dans ce contentieux, et l'analyse de la pratique juridictionnelle de ce TGI met en évidence que le délit de défaut d'assurance, poursuivi comme infraction unique, est majoritairement sanctionné par le prononcé d'une peine d'amende[118], assortie dans une minorité des cas d'une peine de suspension du permis de conduire, et ce, quelque soit le type de procédure utilisée (Figure 42).

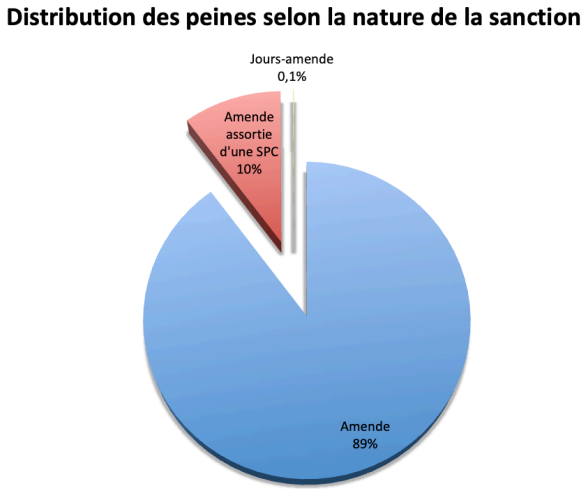


Figure 42

L'analyse montre qu'une seule peine de jours-amende a été prononcée dans le cadre d'une procédure de CRPC, laquelle ne peut, compte-tenu de son caractère unique, donné lieu à analyse. Cette situation, rencontrée dans tous les TGI étudiés, interroge dans la mesure où, comme nous le verrons *infra*, d'autres délits à la circulation routière, dont la gravité est pourtant supérieure à celle du défaut d'assurance, donnent lieu à une plus grande diversité de sanctions.

Concernant les peines prononcées, les résultats montrent que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées par le TGI 4 en répression des délits de défaut

[118] *Ibid.*

d'assurance s'élève à 415 €, avec un écart-type de 150 €[119], ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne très modérée, et peut suggérer, en première analyse du moins,** que les peines d'amende prononcées par les magistrats du TGI 4 dans le contentieux du défaut d'assurance sur la période considérée sont cohérentes, ce qui montre **une certaine régularité dans la pratique des juges susceptible d'induire l'existence d'une barémisation implicite du traitement juridictionnelle du défaut d'assurance.** L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal **confirme cette première analyse** en mettant en évidence que deux *quanta* reviennent particulièrement alors même que l'on se trouve en présence d'une grande diversité de profils socio-professionnels qui devraient appeler, en principe, une individualisation des peines d'amende prononcées plus significative (Figure 43).

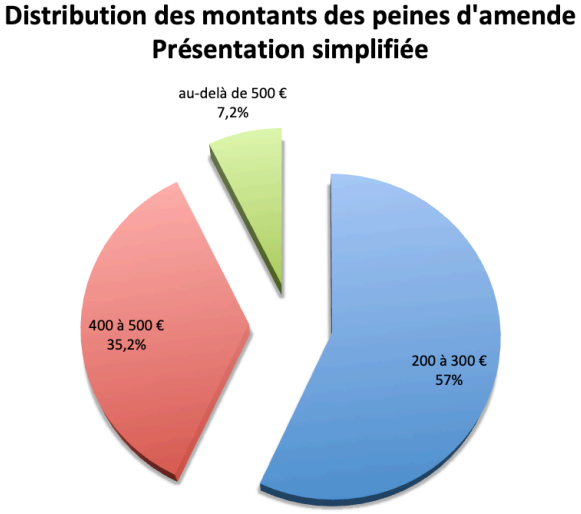


Figure 43

Est-il possible de déduire de ces résultats l'existence d'un barème suivi par les magistrats du TGI 4 ? **Si l'existence d'un tel barème peut être raisonnablement suspectée, des informations utiles manquent néanmoins pour asseoir avec certitude cette hypothèse**, notamment la situation pénale des prévenus qui n'est pas renseignée dans la grande majorité des décisions présentes dans l'échantillon analysé. La thèse d'une barémisation du traitement juridictionnel du contentieux de défaut d'assurance peut néanmoins être confortée, à défaut d'être confirmée, par l'analyse croisées du contenu des décisions comportant d'autres types de sanctions, et notamment des

[119] Annexe 14.

peines complémentaires ; les décisions comportant des peines de jours-amende étant bien trop peu nombreuses pour être représentatives. Les peines complémentaires sont peu prononcées dans le contentieux du défaut d'assurance au TGI 4, et lorsqu'elles l'ont été, c'est la peine de suspension du permis de conduire qui a été exclusivement sollicitée sur la période considérée, à l'instar de ce qui a pu être déjà observé dans les trois TGI étudiés précédemment (Figure 44).

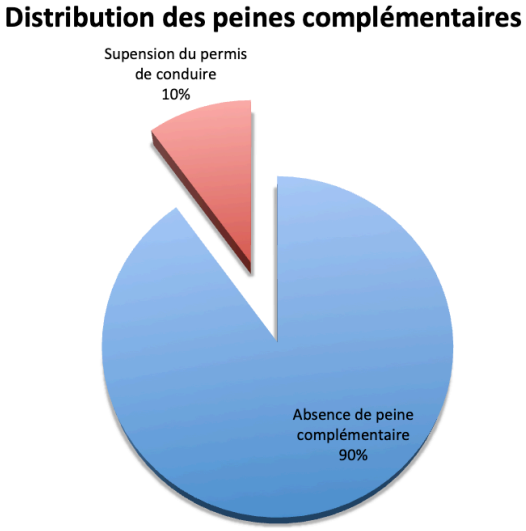


Figure 44

L'analyse montre en effet qu'une durée de deux mois de suspension du permis de conduire est prononcée dans 93 % des cas au TGI 4, ce qui conforte l'hypothèse selon laquelle les magistrats suivent un barème implicite dans le traitement du contentieux du défaut d'assurance, ce d'autant que l'échantillon est ici suffisamment représentatif (69 décisions) pour que les résultats soient retenus dans l'analyse (Figure 45).

Quanta des peines de suspension du permis de conduire

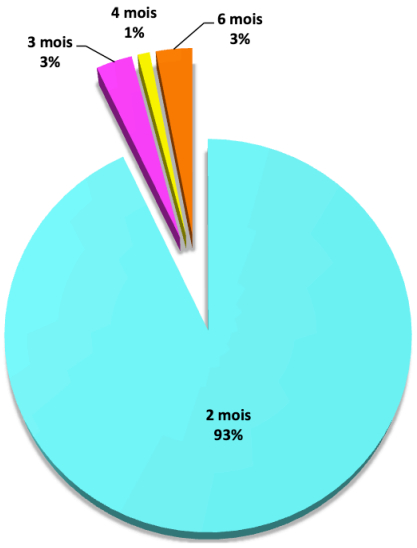


Figure 45

Si l'hypothèse d'un traitement barémisé du contentieux du défaut d'assurance apparaît comme hautement probable, les magistrats du siège que nous avons pu rencontrer nous ont pourtant dit ne pas recourir à un barème ou un référentiel : « *Un barème ?! Non, pas du tout, il n'y a pas de barèmes ou de référentiels qui circuleraient entre les juges ici. Après, nous sommes tous influencés par les pratiques des magistrats qui sont plus anciens. Dans de nombreuses juridictions, lorsque vous arrivez, on vous dit : "Bon, ici, la jurisprudence sur ce type de faits, c'est plutôt de prononcer telle peine, avec telle fourchette de quantum." Cela génère nécessairement des pratiques communes, et c'est très bien, car cela limite le risque d'arbitraire pour le justiciable. Puis nous discutons entre nous. La fonction de juge est peut-être plus solitaire que celle de nos collègues au parquet, mais ici, on discute régulièrement. Donc, on voit ce que font nos collègues, et cela nous inspire nécessairement. Mais, il n'y a pas de grille de peines ou de référentiel nous indiquant quoi prononcer, et dans quelle proportion. Un tel référentiel ne passerait pas, ce serait une atteinte à notre indépendance.* » (J4) ; « *Il y a nécessairement des pratiques communes, du moins je pense, mais pas de barème ou de référentiel circulant entre nous. Je veux dire par là que ce serait une violation du principe d'indépendance des magistrats du siège que de dire à un collègue, ben voilà, dorénavant, nous sommes tous d'accord, telle infraction, ce sera telle peine que tu devras prononcer. Après, nous échangeons les uns avec les autres, nous siégeons tous en formation collégiale à un moment ou un autre, et puis il y a une vraie culture judiciaire dans chaque palais, chaque ressort ; une culture qui s'est construite au fil du temps, en fonction de spécificités*

locales, et que chacun s'approprie plus ou moins en prenant son poste. Cela génère nécessairement des pratiques communes. » (J6).

Du côté des avocats, l'existence d'un barème n'est pas suspectée, du moins dans le contentieux qui nous occupe ici. Cela tient au fait que l'immense majorité des défauts d'assurance sont traités par voie d'ordonnance pénale, procédure ne nécessitant pas d'avocats. Ces derniers n'ont donc pas réellement de visibilité sur les pratiques juridictionnelles des magistrats du TGI 4 dans le traitement du contentieux du défaut d'assurance.

90. Les résultats du TGI 5. À titre indicatif, et afin de situer cette juridiction dans son contexte judiciaire, économique et social, il doit être indiqué que ce TGI partage le territoire départemental sur lequel il est implanté avec trois autres TGI, et les statistiques de l'Insee permettent d'établir que le revenu médian annuel par unité de consommation s'élève, pour ce département, à 25 001 € par an[120], avec un taux de population vivant sous le seuil de pauvreté fixé à 9,2 %.[121] Le territoire départemental est marqué par des disparités de revenus importantes dès lors que l'écart inter-décile est de 4,2 sur l'ensemble du département, ce qui signifie que les 10 % de la population les plus riches ont un niveau de vie au moins 4,2 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. Ce département présente un taux de chômage de 8,1 %, soit un taux de chômage inférieur à celui retenu au plan national (10,2 %) sur la même période.[122] Ce taux de chômage est toutefois très contrasté sur l'ensemble des bassins de vie du département dès lors que, si certaines communes affichent un taux de chômage relativement faible (2 %), d'autres affichent un taux très élevé (jusqu'à 23 % par exemple). Le territoire géographique du ressort de ce TGI présente toutefois des particularités qui doivent être signalées. Si le revenu médian moyen mensuel par unité de consommation est le plus élevé de tout le département (2 900 €), le ressort du TGI 5 est marqué par de fortes disparités puisque les écarts entre les hauts et les bas revenus sont très élevés (1 à 6 sur le territoire de l'agglomération sur lequel le TGI 5 est implanté ; 1 à 11 dans une commune voisine de taille importante, laquelle présente

[120] Revenu médian annuel par unité de consommation calculé à partie des revenus disponibles de 2015.
[121] Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). Ce seuil correspond à 60 % du niveau de vie médian national, soit 1.026 € par mois par unité de consommation.
[122] L'année de référence est 2015.

d'ailleurs un taux de chômage de 17,6 %, et figure parmi les territoires ayant le taux de pauvreté le plus élevé en France 21 % de la population).

Les faits de défaut d'assurance représentent, pour la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, 7 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude, et traités par le TGI 5, soit 43 décisions prises par quatre magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale. Il doit toutefois être souligné que 72 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé ont été rendues par un même magistrat.

Les résultats mettent en évidence que 98 % des auteurs d'un défaut d'assurance poursuivi comme délit unique sur la période considérée sont de sexe masculin, et dans 51 % des cas, ont entre 25 ans et moins de 40 ans ; ils déclarent être en couple dans 23 % des cas, et 53 % d'entre eux affirment occuper un emploi contre 21 % qui se déclarent sans emploi.[123] Ils montrent également que, dans ce TGI également, la grande majorité des faits de défaut d'assurance ont été jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle sur la période considérée (Figure 46), et que les prévenus jugés pour ce type de fait sont principalement des personnes ayant des antécédents judiciaires (Figure 47).

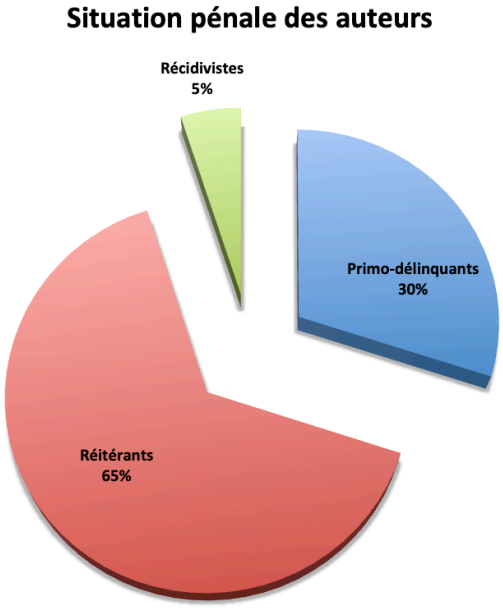


Figure 46

L'analyse de la pratique juridictionnelle de ce TGI montre que l'intégralité des faits de défaut d'assurance jugés ont été réprimés d'une peine d'amende dans la majorité des cas (Figure 48).[124]

[123] Annexe 5.
[124] Annexe 5.

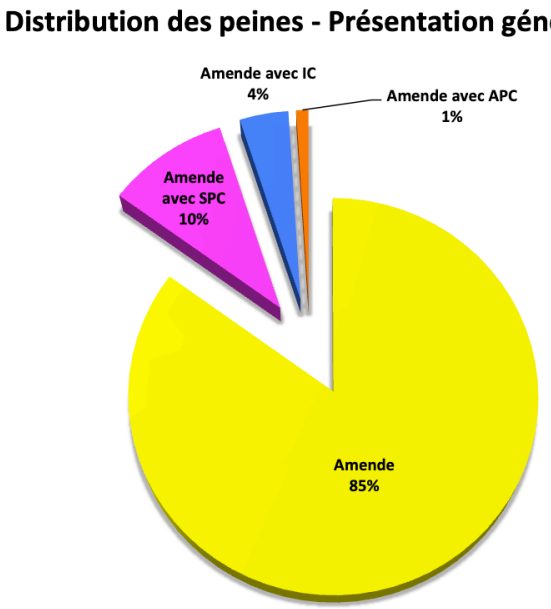


Figure 48

Les résultats en ce domaine font apparaître que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées au TGI 5 s'élève à 586 € avec un écart-type de 317 €[125], ce qui montre une **forte dispersion autour de la moyenne**, et peut suggérer, en première analyse du moins, que les peines d'amende prononcées par les magistrats du TGI 5 dans le contentieux du défaut d'assurance, sur la période considérée, sont hétérogènes et peu cohérentes entres-elles.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal **montre effectivement une dispersion des *quanta* susceptible d'induire une individualisation particulièrement significative des peines d'amende, en première analyse du moins**, excluant ainsi tout recours, implicite ou explicite, à un barème (Figure 49). Toutefois, elle met également en évidence qu'à l'instar des autres TGI, la majorité des peines d'amende ont un *quantum* s'inscrivant dans une fourchette comprise entre 300 € et 400 € (Figure 50).

[125] Annexe 14.

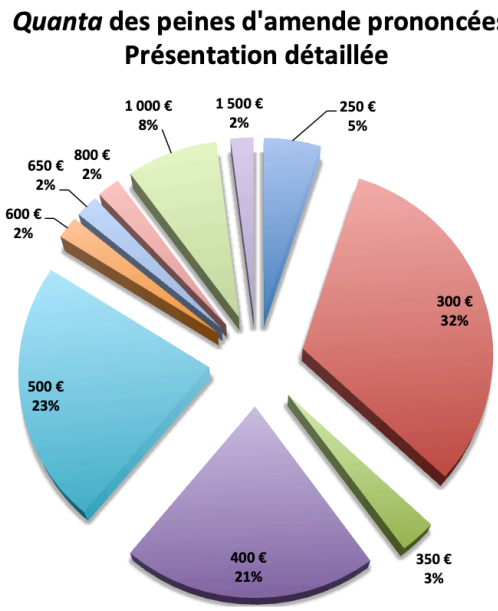


Figure 49

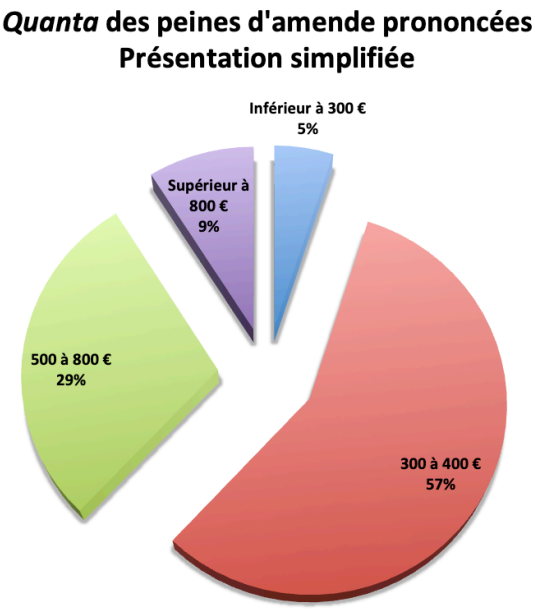


Figure 50

À l'instar de ce qui a pu être observé au TGI 4, l'on pourrait s'interroger sur l'existence d'un barème implicite appliqué aux seuls auteurs primo-déliquants qui sont condamnés dans l'échantillon disponible à une peine d'amende dont le montant est compris entre 300 et 400 € dans 57 % des cas. **L'analyse croisée des *quanta* prononcés avec la situation pénale des prévenus** conduit à rejeter cette hypothèse, et **montre plutôt une individualisation significative des peines d'amende prononcées**, ce qui peut s'expliquer au regard des spécificités économiques de ce territoire, et notamment les fortes disparités de revenus entre les différents bassins de vie situés sur le territoire géographique du ressort du TGI 5, parfois entre des personnes exerçant des professions identiques.

L'absence de barème est confirmée par l'un des magistrats de ce TGI : « *Il n'y aucun barème ou référentiel. Peut-être que votre étude fera apparaître une certaine régularité dans les pratiques, mais cela tient au caractère massif de certains contentieux qui entraîne une répétition des situations. Mais, aucun barème n'est utilisé, ou en tout cas, pas à ma connaissance.* » (J5). **L'absence de barème conduit toutefois à une dispersion des peines d'amende** prononcées qui n'a pas échappé aux avocats plaidant régulièrement devant le tribunal correctionnel. « *Alors ici, c'est compliqué ! Se rendre aux audiences correctionnelles, c'est un peu comme se rendre à la fête foraine, vous ne savez jamais ce qu'il va se passer, ni avec quoi vous allez repartir ! C'est bien simple, j'ai entendu dire qu'il est arrivé que le procureur de la République fasse appel sur toute l'audience en raison de l'importance des écarts de peines prononcées ! Je vous assure que c'est vrai.* » (A115) ; « *Cela fait des années*

que je viens plaider ici, et je vous avoue que j'ai assisté à des choses… Des écarts de peines pour des mêmes faits, commis par des prévenus se trouvant dans des situations pourtant similaires, voire identiques parfois… Incompréhensible ! Je ne suis pas le seul vous savez à faire ce constat. » (A119) ; « *Vous savez, les disparités entre les pratiques, soit au sein d'une même juridiction, soit entre ressorts de juridiction, c'est monnaie courante, c'est le quotidien de la justice pénale. Mais, c'est un problème lié à la culture des magistrats. Au parquet, ils sont cohérents, mais au siège ! Selon le juge sur lequel vous tombez, vous repartez avec une peine qui peut aller du simple ou double, sans que vous ne sachiez pourquoi. Je ne dis pas que tout le monde doit être condamné à la même chose, les disparités qui existent entre les condamnations peuvent être légitimes, mais encore faut-il que le juge explique pourquoi il condamne tel prévenu à 500 € d'amende, et l'autre, pour des mêmes faits, à 800 € ? Pourquoi l'un repart avec 3 mois de suspension du permis de conduire, et l'autre avec le double ? Quels éléments objectifs justifient ces écarts de peine ? Aujourd'hui, on ne le sait pas, ici comme ailleurs.* » (A122).

Dès lors que 72 % des décisions ont été rendues par un même magistrat dans l'échantillon analysé, il convient d'attirer l'attention du lecteur sur le fait que **les résultats obtenus mettent principalement en évidence les pratiques juridictionnelles d'un seul et même magistrat, et non de l'ensemble des magistrats du TGI 5.**

Concernant les peines complémentaires prononcées au TGI 5, la taille de l'échantillon étant trop faible pour donner lieu à une exploitation statistique satisfaisante des résultats (9 décisions), aucune analyse n'a pu être menée en ce domaine par l'équipe de droit pénal.

91. Les résultats du TGI 6. À titre indicatif, et afin de situer cette juridiction dans son contexte judiciaire, économique et social, il doit être indiqué que ce TGI partage le territoire départemental sur lequel il est implanté avec trois autres TGI, et les sources de l'Insee permettent d'établir que le revenu médian du bassin de population résidant sur le territoire départemental sur lequel est implanté le TGI 6 s'élève à 19 843 € par an, un résultat plus s'inscrivant dans la moyenne nationale (19 785 €) à partir des revenus disponibles de l'année 2015. Le département présente un taux de population vivant sous le seuil de pauvreté fixé à 15,5 %, et présente de fortes disparités de revenus dès lors que l'écart inter-décile est de 4,6 sur l'ensemble du département, ce qui signifie que les 10 % de la population les plus riches ont un niveau de vie au moins 4,6 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. Ce département présente un

taux de chômage de 14,5 %, soit un taux de chômage nettement supérieur à celui retenu au plan national (10,2 %) sur la même période.[126]

Les faits de défaut d'assurance représentent, pour la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, 8 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude, et traités par le TGI 6, soit 57 décisions prises par trois magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale. Il doit toutefois être souligné que 81 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé ont été rendues par un même magistrat.

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs de défaut d'assurance poursuivi comme infraction unique sur la période considérée montre que 94 % d'entre-eux sont de sexe masculin, et ont, dans 54 % des cas, entre 25 ans et moins de 40 ans. La situation affective et familiale des auteurs n'est pas renseignée dans 83 % des cas, mais 63 % d'entre-eux affirment occuper un emploi, contre 31 % qui se déclarent sans emploi.[127]

Les résultats montrent aussi que les magistrats ont principalement statué dans ce contentieux par voie d'ordonnance pénale délictuelle (Figure 51). Il sera rappelé que 30 % des ordonnances pénales délictuelles rendues par ce TGI ne renseignent pas la situation pénale des prévenus (Figure 52), toutefois, les résultats font apparaître que cette voie de poursuite est exclusivement diligentée à l'encontre d'auteurs primo-délinquants, de sorte qu'il n'est pas déraisonnable de considérer que ces derniers sont, *a priori*, primo-délinquants.

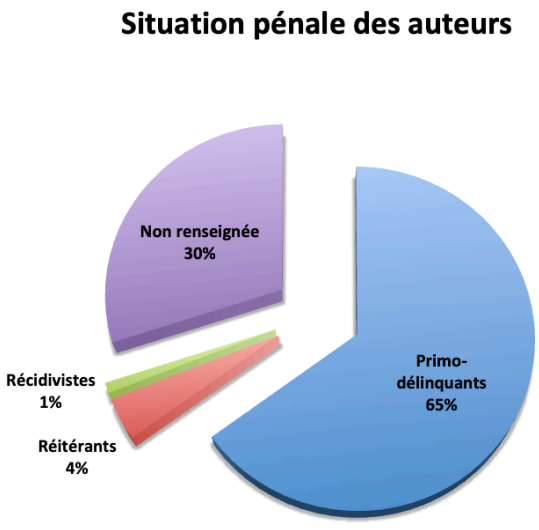


Figure 52

[126] L'année de référence est 2015.
[127] Annexe 6.

L'analyse de la pratique juridictionnelle de ce TGI montre que l'intégralité des peines prononcées en répression d'un défaut d'assurance sont des peines d'amende (Figure 53)[128], dont une minorité est assortie d'une peine complémentaire affectant le permis de conduire de l'auteur. L'échantillon de décisions comportant une peine d'amende assortie d'une peine complémentaire étant très faible, il n'a pu être considéré comme suffisamment représentatif pour donner lieu à analyse .

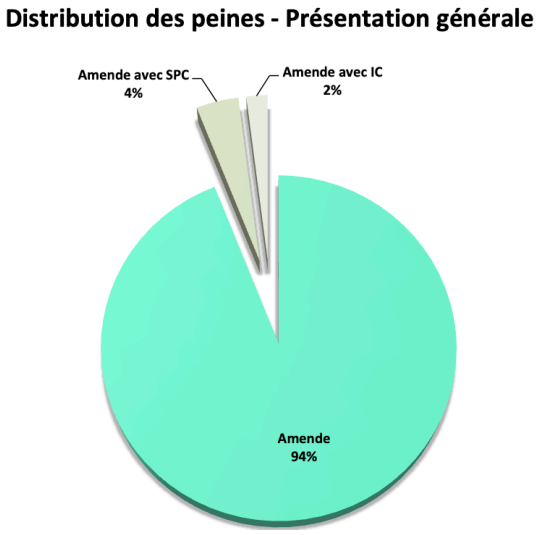


Figure 53

Les résultats montrent que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées par le TGI 6 en répression d'un défaut d'assurance poursuivi comme délit unique s'élève à 311 € avec un écart-type de 120 €[129], ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne relativement modérée, ce qui peut suggérer, en première analyse du moins**, que les peines d'amende prononcées par les magistrats du TGI 6 dans le contentieux du défaut d'assurance sur la période considérée sont cohérentes, ce qui montre **une certaine régularité susceptible d'induire l'existence d'une barémisation implicite du traitement juridictionnel du défaut d'assurance** au sein du TGI 6. L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal **confirme cette analyse** dès lors que 60 % des peines d'amende prononcées en répression d'un défaut d'assurance ont un montant compris entre 200 € et 300 € (Figure 54).

[128] Annexe 6.
[129] Annexe 14.

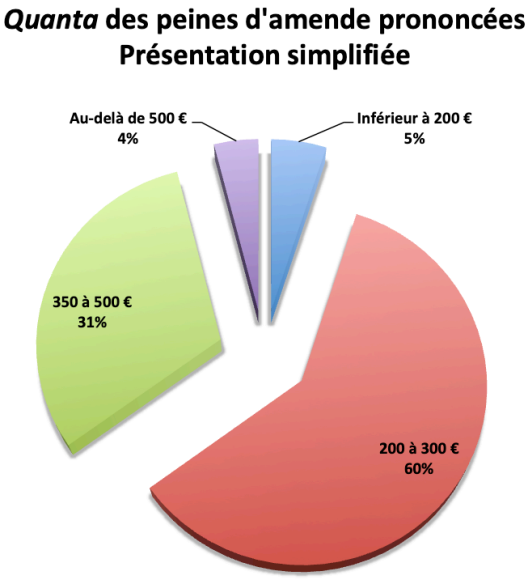


Figure 54

Ces résultats conduisent à relativiser la dispersion des peines d'amende prononcées au TGI 6 ; dispersion qu'une analyse détaillée des *quanta* pouvait faire apparaître, dans un premier temps au moins (Figure 55).

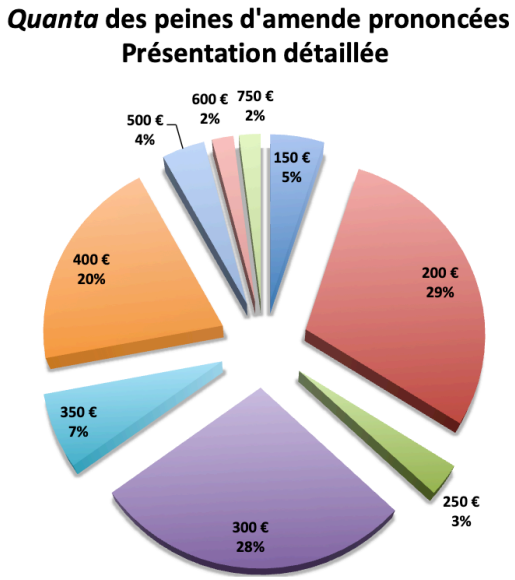


Figure 56

Si les résultats permettent de **suspecter l'existence possible d'un barème implicitement suivi par les magistrats du siège**, il convient toutefois de demeurer prudent dès lors que, par exemple, 30 % des situations pénales des prévenus demeurent inconnues, et qu'en outre, 81 % des décisions rendues ont été prises par un même magistrat dans l'échantillon analysé, il convient d'attirer l'attention du lecteur sur le fait que **les résultats obtenus mettent principalement en évidence les**

pratiques juridictionnelles d'un seul et même magistrat, et non de l'ensemble des magistrats du TGI 6. Si la thèse de l'existence d'un barème devait être confirmée, elle mettrait en évidence que le recours à un barème implicite au TGI 6 a le mérite d'assurer une certaine cohérence dans le traitement juridictionnel du contentieux du défaut d'assurance, sans pour autant exclure une dose significative d'individualisation. Il aurait pu être intéressant à cet égard de croiser les résultats obtenus avec la situation professionnelle des prévenus, par exemple, mais celle-ci n'étant pas renseignée dans un nombre significatif de décisions, une telle démarche n'est pas apparue pertinente. Si la barémisation du traitement du contentieux du défaut d'assurance au TGI 6 peut être fortement suspectée au regard des résultats statistiques issus de l'analyse du contenu des décisions de justice, il semble que celle-ci, comme dans l'ensemble des juridictions étudiées au sein desquelles l'utilisation d'un barème peut être suspectée, relève d'un processus intuitif des magistrats du siège. « *Très honnêtement, il n'y a pas de barème ou de référentiel qui serait utilisé par moi-même et mes collègues. En revanche, il est certain que nous avons tous un "barème interne" qui fait que, face à une même infraction, je vais vous dire que, pour moi, une peine inférieure ou supérieure à tel montant n'est pas adaptée, alors que l'un de mes collègues vous donnera une autre fourchette*. » (J28). Le fait que 82 % des décisions ont été rendues par un même magistrat dans l'échantillon analysé donne une vision quelque tronquée des pratiques juridictionnelles au TGI 6 puisque **les résultats mettent principalement en évidence les pratiques juridictionnelles d'un seul et même magistrat.** Il est donc impossible de dire si nous aurions obtenus les mêmes résultats avec un échantillon au sein duquel plusieurs magistrats auraient été amenés à statuer dans le contentieux qui nous intéresse, dans des proportions équivalentes.

Concernant les peines complémentaires qui ont été prononcées au TGI 6, la taille de l'échantillon étant trop faible (5 décisions) pour donner lieu à une exploitation statistique des résultats, aucune analyse n'a pu être menée en ce domaine par l'équipe de droit pénal.

92. Les résultats du TGI 7. À titre indicatif, et afin de situer cette juridiction dans son contexte judiciaire, économique et social, il doit être indiqué que ce TGI partage le territoire départemental sur lequel il est implanté avec deux autres TGI, et les sources de l'Insee permettent d'établir que le revenu médian annuel par unité de

consommation s'élève, pour ce département, à 21 673 € par an[130], avec un taux de population vivant sous le seuil de pauvreté fixé à 11,6 %. Le territoire départemental est marqué par des disparités de revenus significatives dès lors que l'écart inter-décile est de 3,2 sur l'ensemble du département, ce qui signifie que les 10 % de la population les plus riches ont un niveau de vie au moins 3,2 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. Ce département présente un taux de chômage de 11,8 %, soit un taux de chômage supérieur à celui retenu au plan national (10,2 %) sur la même période.[131] Toutefois, le territoire géographique sur lequel le ressort du TGI 7 est implanté présente des caractérisques locales qu'il convient de signaler. Selon l'Insee, le bassin de population résidant sur cette partie du territoire présente un revenu médian annuel par unité de consommation de 19 150 € par an, avec un taux de population vivant sous le seuil de pauvreté fixé à 20,5 %, étant observé que l'écart inter-décile est de 3,8 sur cette partie du département, ce qui signifie que les 10 % de la population les plus riches ont un niveau de vie au moins 3,8 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. Cette partie du territoire présente un taux de chômage de 15,5 %, soit un taux de chômage nettement supérieur à celui retenu au plan national (10,2 %) sur la même période. Les faits de défaut d'assurance représentent, pour la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, 6 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude, et traités par le TGI 7, soit 14 décisions prises par trois magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale. Il doit toutefois être souligné que 89 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé ont été rendues par un même magistrat. **Au regard de la faible taille de l'échantillon disponible, aucune exploitation scientifique des résultats tirés de l'analyse statistique des données issues des décisions de justice n'a été réalisée**.

1.1.2 Le traitement du défaut de permis de conduire

93. Un contentieux de masse. Si le contentieux du défaut de permis ne représente en moyenne qu'entre 10% et 20% du contentieux des délits routiers traité par les TGI étudiés, le volume de ce contentieux est toutefois supérieur à celui généré par le défaut d'assurance, étant observé que ces deux délits sont souvent consommés

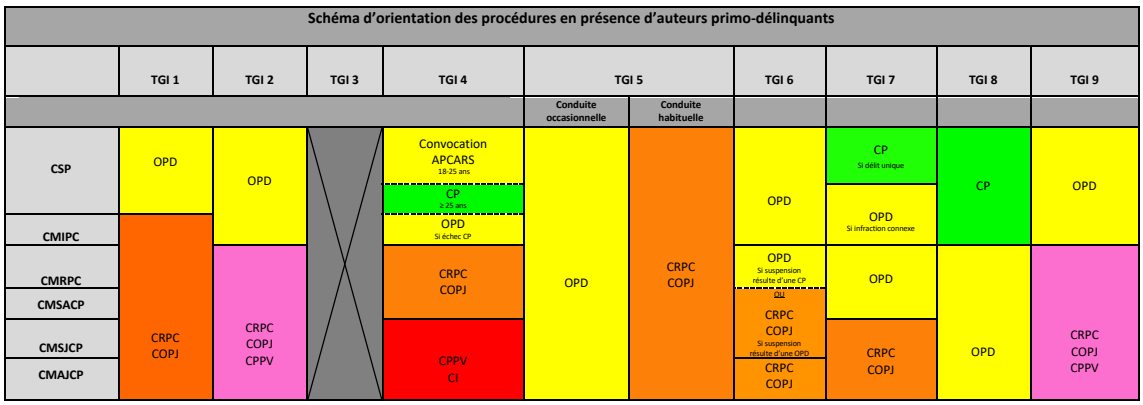
[130] Revenu médian annuel par unité de consommation calculé à partie des revenus disponibles de 2015.
[131] L'année de référence est 2015.

ensemble en pratique. Parce que le défaut de permis est un délit susceptible de révéler des degrés de gravité différents selon la situation de l'auteur, il appelle donc, *a priori*, des réponses pénales nécessairement variées que le défaut d'assurance, que ce soit dans les pratiques parquetières (1.1.2.1) ou juridictionnelles (1.1.2.2).

1.1.2.1 – Le traitement du contentieux du défaut de permis de conduire par les parquets

94. Observations liminaires. Le défaut de permis recouvre en réalité une pluralité de comportements dont le degré de gravité est apprécié différemment par le législateur. L'article L. 221-2 du Code de la route réprime « *le fait de conduire un véhicule sans être titulaire du permis de conduire correspondant à la catégorie du véhicule considéré d'une peine d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende* », et de plusieurs peines complémentaires énumérées au II de ce texte, tandis que l'article L. 224-16 du Code de la route réprime « *le fait pour toute personne, malgré la notification qui lui aura été faite d'une décision prononçant à son encontre la suspension, la rétention, l'annulation ou l'interdiction d'obtenir la délivrance du permis de conduire, de conduire un véhicule à moteur pour la conduite duquel une telle pièce est nécessaire est puni de deux ans d'emprisonnement et de 4 500 € d'amende* », et de plusieurs peines complémentaires énumérées au II et au III de ce texte. Allant de la situation dans laquelle le conducteur n'a jamais été titulaire du permis de conduire à celle dans laquelle il n'a pas restitué son permis de conduire malgré injonction de le faire, en passant par les hypothèses de conduite malgré une suspension du permis, de rétention du permis de conduire, d'invalidation du permis de conduire pour cause de solde de points nul, ou encore d'annulation judiciaire du permis de conduire, cette pluralité de comportements impose à l'auteur du barème un découpage des situations plus fins que dans l'hypothèse du défaut d'assurance. En outre, l'éventail de sanctions pénales disponibles s'élargit puisque le prononcé d'une peine d'emprisonnement devient possible, de sorte que le choix de la filière procédurale emporte également un choix sur la peine. En prévoyant, par exemple, que le défaut de permis résultant d'une invalidation du permis de conduire pour cause de solde de points nul peut être poursuivi par voie de CRPC ou de COPJ, l'auteur du barème ouvre à l'utilisateur la possibilité de proposer ou requérir une peine d'emprisonnement, alors que tel ne sera pas le cas si le barème préconise d'engager des poursuites par voie d'ordonnance pénale délictuelle.

95. Des schémas d'orientation diversifiés. Contrairement à ce qui a pu être observé dans le champ du contentieux du défaut d'assurance, l'analyse des documents recueillis au sein des parquets ayant participé à l'étude montre que **des disparités significatives existent entre les ressorts étudiés**, et qu'elles résultent des choix de politique pénale opérés par les procureurs de la République. Elle met en évidence toutefois que ces disparités apparaissent avec plus d'acuité en présence d'auteurs primo-délinquants (Figure 57) qu'en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires (Figure 58).



CSP : conduite sans permis – CMIPC : conduite malgré invalidation du permis de conduire pour cause de perte totale des points – CMRPC : conduite malgré rétention du permis de conduire – CMSACP : Conduite malgré suspension administrative du permis de conduire – CMSJPC : conduite malgré suspension judiciaire du permis de conduire – CMAJCP : conduite malgré annulation judiciaire du permis de conduire

Figure 57

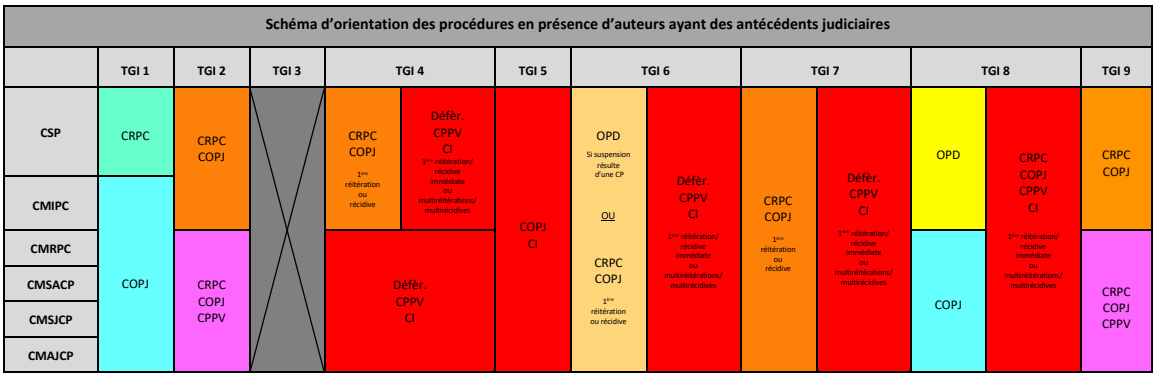
En premier lieu, le tableau ci-dessus (Figure 57) fait apparaître qu'à l'exception du procureur de la République du TGI 1, aucun autre procureur de la République ayant participé à la recherche **ne structure sa politique pénale conformément à la distinction opérée par les textes d'incrimination qui distinguent, d'une part, la conduite sans permis** résultant de ce qu'une personne conduit un véhicule terrestre à moteur sans être titulaire du permis de conduire, et pour laquelle une peine d'un an d'emprisonnement et 15 000 € d'amende sont encourues à titre de peines principales, **et d'autre part, les cas de conduite sans permis résultant de la méconnaissance, par le conducteur, d'une décision de rétention, suspension ou annulation de son permis de conduire par l'autorité administrative ou judiciaire, lui ayant été notifiée**, et pour lesquels une peine de deux ans d'emprisonnement et 4 500 € sont encourues à titre de peines principales.

En second lieu, elle met en évidence que des **disparités significatives existent entre les différents ressorts étudiés en raison de la diversification des schémas d'orientation des procédures**.

Il peut être observé, tout d'abord, que **certains barèmes neutralisent totalement la possibilité de proposer ou de prononcer une peine d'emprisonnement** en répression de l'un quelconque des cas de défaut de permis dès lors qu'il est commis par un auteur primo-délinquant. Tel est le cas des barèmes établis par les procureurs de la République des TGI 6 et TGI 8, ou encore du TGI 5, mais lorsque l'auteur ne conduit qu'occasionnellement pour ce dernier puisque le procureur de la République de ce TGI exclut, comme clé de répartition entre les différentes filières de poursuites, le critère légal tiré du type de défaut de permis consommé pour lui préférer celui tiré du caractère habituel ou occasionnel de la conduite malgré un défaut de permis. **Le procureur de la République de ce TGI détermine donc la sévérité des peines prononçables, non pas en fonction du type de défaut de permis consommé, mais selon le caractère habituel ou occasionnel de la conduite**. L'analyse montre que, seul les auteurs primo-délinquants conduisant de manière habituelle sans être titulaire du permis de conduire, ou malgré un permis de conduire retenu, suspendu ou annulé, s'exposent donc au risque de se voir appliquer les peines d'emprisonnement prévues par les textes d'incrimination. Ensuite, il sera remarqué que **tous les types de défaut de permis de conduire ne reçoivent pas un traitement procédural identique dans l'ensemble des juridictions étudiées**. Par exemple, à l'exception du barème élaboré par le parquet du TGI 1, tous les autres préconisent de traiter les faits de conduite sans permis et de conduite malgré invalidation du permis de conduire en raison de la perte totale des points, par voie de composition pénale ou d'ordonnance pénale délictuelle, de sorte que les peines d'emprisonement prévues aux articles L. 221-2 et L. 224-16 du Code de la route ne sont, en pratique, jamais encourues pour ce type de faits, du moins en présence d'auteurs primo-délinquants. Autre exemple, alors que les barèmes des parquets du TGI 1, TGI 2, TGI 4 et TGI 9 recommandent de traiter les faits de conduite malgré rétention ou suspension administrative du permis de conduire par voie de CRPC, de COPJ ou de CPPV, les barèmes des parquets des TGI 6, TGI 7 et TGI 8 préconisent de poursuivre ce type de faits par voie d'ordonnance pénale délictuelle. **De fait, alors que les auteurs jugés sur les ressorts des TGI 1, TGI 2, TGI 4 et TGI 9 sont susceptibles de se voir appliquer la peine d'emprisonnement prévue par le texte**

d'incrimination, ceux jugés sur les ressorts des TGI 6, TGI 7 et TGI 8 n'y sont pas exposés.

En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, l'hétérogénéité des solutions proposées par les différents barèmes analysés en présence d'auteurs primo-délinquants peut être, ici aussi, constatée, même si les conséquences sont moins sévères puisque toutes les voies de poursuite conduisent à un éventail de sanctions pénales disponibles identiques, en tout cas, en ce qui concerne la nature de la ou des peines susceptibles d'être prononcées (Figure 58).



CSP : conduite sans permis – CMIPC : conduite malgré invalidation du permis de conduire pour cause de perte totale des points – CMRPC : conduite malgré rétention du permis de conduire – CMSACP : Conduite malgré suspension administrative du permis de conduire – CMSJPC : conduite malgré suspension judiciaire du permis de conduire – CMAJCP : conduite malgré annulation judiciaire du permis de conduire

Figure 58

Le tableau ci-dessus montre bien que la majorité des parquets privilégient, pour la poursuite des faits de défaut de permis commis en état de réitération ou de récidive, le recours aux procédures de CRPC, COPJ ou CPPV, voire de comparution immédiate, selon le type de défaut de permis consommé, et/ou la situation pénale du prévenu. Tout comme l'analyse des solutions retenues en présence d'auteurs primo-délinquants a déjà permis de le mettre en évidence, **les différents types de défaut de permis de conduire ne reçoivent pas le même traitement sur l'ensemble des ressorts étudiés, et les barèmes analysés ne livrent pas toujours les critères ou éléments à partir desquels le magistrat est invité à privilégier, parmi les filières de poursuites proposées, telle ou telle procédure.** Dans la grande majorité des cas, **les barèmes ne livrent aucune indication relative aux critères efficients devant guider le choix du magistrat en présence de filières de poursuites ayant des champs sécants**. Par exempe, le barème du parquet du TGI 5 prévoit de poursuivre les auteurs ayant des antécédents judiciaires devant le tribunal correctionnel, soit dans le cadre de la procédure de COPJ, soit dans le cadre de la procédure de comparution immédiate, sans indiquer les

critères ou éléments guidant le choix du magistrat en charge de la poursuite dans l'orientation des affaires nouvelles entre ces deux procédures, et ce, quelque soit le type de défaut de permis consommé. **Plusieurs procureurs de la République nous ont interpelés sur la nécessité, face à des situations complexes, de laisser aux magistrats du parquet la plus grande latitude possible afin qu'une réponse pénale de qualité puisse être apportée** :

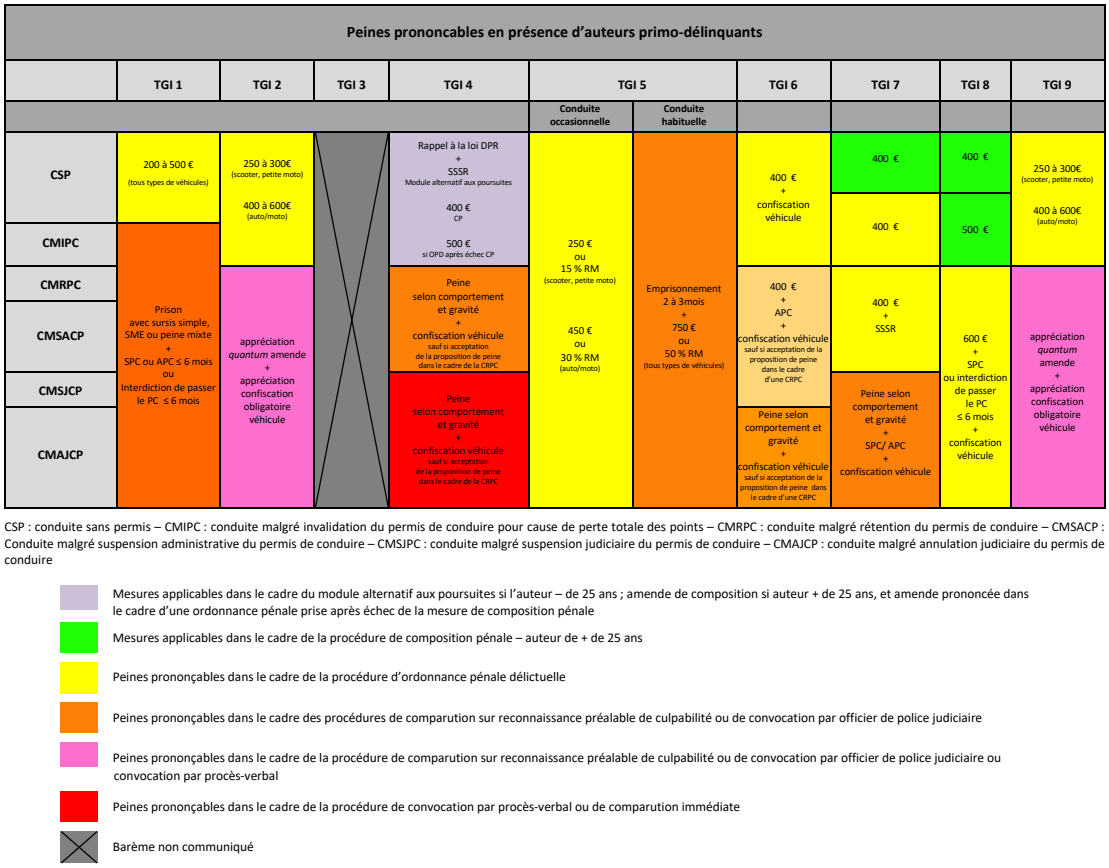
- « *Nous sommes dans une époque où l'on aborde toutes les questions à travers le seul prisme de l'économie. En clair, on ne se préoccupe que de rentabilité. On nous demande de plus en plus de faire du quantitatif, sans réellement se poser la question du qualitatif. Et ensuite, on dit, pour faire, bonne figure, "on lutte contre la récidive", on vote des lois, on fait de l'affichage politique. Si l'on veut lutter contre la récidive, il faut penser à l'aspect qualitatif de la réponse pénale apportée avant de penser à autre chose. Il y a des situations très simples que vous pouvez aisément découper dans des petites cases et proposer des solutions prédéfinies ensuite, sans difficulté aucune. Mais en présence de certaines situations, notamment quand il y a eu une première réponse pénale, et que la personne commet de nouveau un acte infractionnel, voire le même… Bon, je vais pas vous faire un dessin, il faut réfléchir, à partir des éléments dont on dispose, à la réponse pénale qu'il va falloir apporter cette fois-ci si l'on ne veut pas le voir de nouveau dans trois mois*. » (P5) ;

- « *En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, mais aussi en présence d'auteurs primo-délinquants, il y a bien évidemment des critères objectifs qui guident le choix des magistrats tels que la gravité de l'infraction, la situation pénale du prévenu, sa situation professionnelle, personnelle, etc., Mais il y a aussi des critères infiniment plus subjectifs, tels le comportement de la personne lors de son interpellation, voire de sa garde à vue, la manière dont elle réagit par rapport à son acte, etc. Les barèmes ne posent que des lignes directrices, ce sont de simples référentiels qui doivent aider le magistrat dans sa prise de décision, ils n'ont pas pour but d'instaurer des solutions qui auraient vocation à s'appliquer automatiquement, auquel cas, on a plus besoin de magistrats. Donc, l'idée est de rentrer le moins possible dans le détail dans les barèmes. D'abord, parce que votre outil perd en efficacité, et plus personne ne finit par l'utiliser. Plus vous multipliez les critères d'individualisation, plus vous aurez de solutions proposées, et moins le barème sera accessible. Ensuite, parce que les*

magistrats sont formés à la prise de décision. Vous ne pouvez pas dire à quelqu'un qui a fait des années d'étude, qui a passé un concours extrêmement difficile, que sa fonction se résume à appliquer une grille de solutions prédéfinies à des situations concrètes et complexes. Le cœur de métier des magistrats, qu'ils soient au parquet ou au siège, c'est bien évidemment d'individualiser les décisions qu'ils prennent à partir d'éléments objectifs et subjectifs portés à leur connaissance. Par exemple, si vous regardez le barème qui est appliqué ici, vous verrez qu'en présence d'une personne qui commet un défaut de permis en première réitération ou récidive, et bien les magistrats ont le choix entre la procédure de CRPC ou le renvoi à l'audience par voie de COPJ. Il leur revient de décider si tel dossier mérite d'être renvoyé à l'audience ou s'il est pertinent de renvoyer tel autre en CRPC selon les éléments objectifs et subjectifs dont ils disposent à ce moment-là, et de la réponse pénale qui leur paraît la plus adéquate. » (P7).

96. Un éventail des peines disponibles mobilisé, mais donnant lieu à des pratiques diversifiées. L'ensemble des barèmes recueillis mobilisent le large éventail de sanctions pénales prévues par les articles L. 221-2 et L. 224- 16 du Code de la route, aussi bien du point de vue des peines principales que des peines complémentaires encourues. Les recommandations exprimés par les barèmes qui ont été recueillis font apparaître que l'ensemble des sanctions pénales prévues par ces deux textes sont mobilisées, dans la grande majorité des cas, dans l'ensemble des parquets ayant participé à la recherche. Toutefois, l'analyse montre que la marge d'appréciation laissées aux magistrats dans la détermination de la ou des peine(s) prononçables diffère d'un ressort à l'autre (Figure 59).

Tout d'abord, il sera observé que, si l'ensemble des procureurs de la République structurent leur barème en opérant un découpage des situations à partir des différentes catégories de défaut de permis incriminées par le Code de la route, tel n'est pas le cas du barème élaboré par du procureurs de la République du TGI 5 qui structure son barème, et détermine en conséquence les peines prononçables, à partir du caractère occasionnelle ou habituelle de la conduite malgré une absence de permis de conduire ou une défaillance de ce dernier. De fait, au TGI 5, l'ensemble des hypothèses de défaut de permis sont en réalité sanctionné de manière identique puisque le critère déterminant le degré de sévérité de la peine prononçable résidant dans le caractère habituel ou occasionnel du comportement incriminé.



CSP : conduite sans permis – CMIPC : conduite malgré invalidation du permis de conduire pour cause de perte totale des points – CMRPC : conduite malgré rétention du permis de conduire – CMSACP : Conduite malgré suspension administrative du permis de conduire – CMSJPC : conduite malgré suspension judiciaire du permis de conduire – CMAJCP : conduite malgré annulation judiciaire du permis de conduire

Figure 59

La majorité des barèmes prévoient de sanctionner les cas de conduite sans permis et contuite malgré invalidation du permis en raison de la perte totale des points par le prononcé d'une peine d'amende dont le *quantum*, compris entre 400 € et 500 € pour un véhicule terrestre à moteur type automobile ou moto (barèmes des procureurs de la République des TGI 4, TGI 5, TGI 6, TGI 7, TGI 8). Reste que **certains barèmes se distinguent en prévoyant la possibilité de prononcer des montants inférieurs** (barèmes du parquet du TGI 1) **ou supérieurs** (barèmes des procureurs de la République des TGI 2 ou TGI 5, mais seulement en cas de conduite habituelle pour ce dernier). Il sera remarqué que **certains barèmes prévoient la possibilité de proposer ou requérir une peine d'emprisonnement dont la durée ou les modalités d'exécution susceptibles de l'assortir sont tantôt renseignées par le barème, tantôt laissées à la libre appréciation du magistrat** (barèmes des procureurs de la République des TGI 1 et TGI 5). *A contrario*, l'analyse met en évidence une certaine hétérogénéité des pratiques en ce qui concerne la répression des autres hypothèses de défaut de permis. **Si certains barèmes** expriment clairement les choix de politique pénale qui sont opérés en la matière **en indiquant la nature et/ou le**

***quantum* des peines prononçables** pour les cas de conduite malgré rétention, suspension, annulation administrative ou judiciaire du permis de conduire (barèmes des procureurs de la République des TGI 1, TGI 5 et TGI 8), ou pour certaines hypothèses de défaut de permis uniquement (barèmes des procureurs de la République des TGI 6 et TGI 7), **d'autres indiquent seulement la nature de la peine**, laissant l'appréciation du *quantum* de celle-ci à la libre appréciation du magistrat, **voire, ne déterminent ni la nature ni le *quantum* de la ou des peines prononçables, se contentant dans ces cas-là de simplement indiquer "*peine selon comportement et gravité*"**, soit pour l'intégralité des cas de défaut de permis, hors hypothèse de conduite sans permis ou de conduite malgré invalidation du permis de conduire en raison de la perte totale des points, (barèmes des procureurs de la République des TGI 2, TGI 4, TGI 9), soit pour certains types de défaut de permis en particulier (barèmes des procureurs de la République des TGI 6 et TGI 7). Il convient donc de considérer, dans ces hypothèses, que toutes les peines théoriquement encourues peuvent être mobilisées par le magistrat en charge de la poursuite, dans les limites toutefois de ce que permet la filière de poursuite recommandée par le barème. **C'est donc, dans ce cas, la procédure qui détermine l'éventail des sanctions disponibles pour le magistrat en charge de la poursuite**.

Ensuite, ce tableau (Figure 59) met en évidence le fait que **peu de barèmes envisagent la possibilité de proposer ou requérir des peines complémentaires** : peine de suspension du permis de conduite, d'annulation du permis de conduire, d'interdiction de conduire tout véhicule terrestre à moteur, ou encore peine de confiscation du véhicule, alors même que cette dernière est en principe encourue de plein droit.[132] Concernant cette dernière, le tableau montre que certains parquets partagent une pratique consistant à ne pas l'appliquer ou la requérir dès lors que l'auteur accepte la ou les peines qui lui ont été proposées dans le cadre d'une procédure de CRPC (barèmes des procureurs de la République des TGI 4 et TGI 6), tandis que d'autres se montrent plus évasifs en laissant aux magistrats le soin d'apprécier s'il y a lieu de requérir la confiscation du véhicule ou la dispense d'une telle peine (barèmes des

[132] Art. L. 224-16, II, 1°, C. route : " *La confiscation obligatoire du véhicule dont le condamné s'est servi pour commettre l'infraction, s'il en est le propriétaire. La juridiction peut toutefois ne pas prononcer cette peine, par une décision spécialement motivée. La confiscation n'est pas obligatoire lorsque le délit a été commis à la suite d'une des mesures administratives prévues aux articles L. 224-1, L. 224-2 et L. 224-7.*

procureurs de la République TGI 2 et TGI 9). Nul doute que l'acceptation ou le refus de la ou des peines proposées dans le cadre de la CRPC influe sur le sens des réquisitions à l'audience, ce qui nous a été confirmé : « *La CRPC, c'est une procédure qui a un coût pour le justiciable que son renvoi devant le tribunal correctionnel n'a pas puisque, dans la CRPC, la présence de l'avocat est obligatoire. Certains "habitués" l'ont tellement bien compris qu'ils refusent la CRPC pour tenter leur chance devant le tribunal correctionnel, sans avocat, et soi-dit en passant, ils ne s'en tirent pas plus mal pour certains. Donc, quand un prévenu accepte la CRPC, et que l'on veut faire passer certaines peines, on indiquer au prévenu que, s'il accepte la proposition de peine, de notre côté, on fait aussi un effort en renonçant à la confiscation de son véhicule, ça aide, et ça montre aussi que dans la CRPC, l'accusation fait aussi un effort, il n'y a pas que le prévenu qui, en quelque sorte, renonce à quelque chose.* » (P11)

En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires (Figure 60), l'hétérogénéité dans les pratiques est encore plus significative.

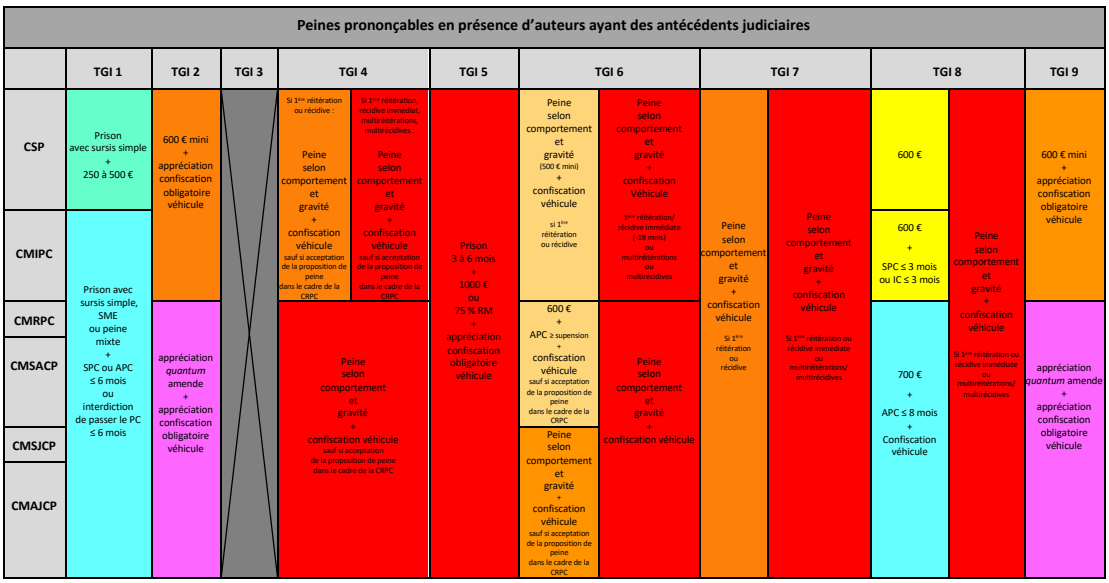


Figure 60

Tout d'abord, le tableau (Figure 60) fait apparaître que **certains barèmes ne proposent aucune solution en ne déterminant aucune peine prononçable** (barèmes des procureurs de la République des TGI 4, TGI 6 ou encore du TGI 9). Si le barème du TGI 4 comporte toutefois un "*minimum indicatif*" pour la répression des auteurs en première réitération ou première récidive, en prévoyant une peine d'emprisonnement de 15 jours avec sursis, une amende d'un montant de 600 €, et un stage de sensibilisation à la sécurité routière, les autres ne comporte aucune donnée susceptible de baliser, d'encadrer, la décision du magistrat en charge de la poursuite. Or, le silence d'un certain nombre de barèmes sur la détermination des peines prononçables peut paraître inquiétant en ce que les filières de poursuite recommandées ouvrent la possibilité de proposer ou requérir une peine d'emprisonnement, par exemple. Concernant cette peine d'ailleurs, l'analyse montre que son utilisation dans le contentieux du défaut de permis donne lieu à des pratiques très disparates sur les différents ressorts étudiés. Si elle est expressément prévue par les barèmes des procureurs de la République des TGI 1 et TGI 5, seul le premier indique le *quantum* susceptible d'être proposé ou requis, tandis que le second, s'il encadre la décision du magistrat en charge des poursuites relativement aux modalités d'exécution dont cette peine peut être assortie, ne fournit en revanche aucune indication en ce que la détermination du *quantum* susceptible d'être proposé ou requis est abandonné aux magistrats en charge de la poursuite.

L'analyse des décisions de justice, notamment les ordonnances d'homologation de CRPC, permettra de brosser un état des lieux des pratiques dans l'utilisation de la peine d'emprisonnement pour ce contentieux. À l'instar de ce qui vient d'être dit pour la peine d'emprisonnement, les mêmes interrogations se posent concernant la peine d'amende, mêmes si nous avons déjà pu observer que le barème du parquet du TGI 4, par exemple, fournit un minimum indicatif permettant, *a minima*, de baliser la décision du magistrat en charge de la poursuite. Reste que, toutes les fois où le barème ne détermine aucune peine(s) prononçable(s) et se contente d'énoncer, « *peine selon comportement et gravité* », cela signifie que, dans l'absolu, toutes les peines prévues par les textes d'incrimination peuvent être mobilisées dans la limite du *maximum* légal encouru, et dans les limites inhérentes à la voie procédurale empruntée, par le magistrat en charge de la poursuite : « *Lorsque le référentiel indique "peine selon comportement et gravité", cela signifie que je suis totalement libre, en ma qualité de magistrat, de proposer ou requérir la ou les peines qui me semblent pertinentes par rapport à la gravité*

des faits et à la situation pénale de l'auteur. Mais c'est une liberté relative… Car, si je suis libre, sur le papier, de mobiliser toutes les peines encourues par les textes, en réalité, mon panel de sanctions disponibles est largement dépendant de la voie de poursuites que le référentiel préconise d'utiliser. » (P3) ; « *Avec la multiplication des voies de poursuites, l'on pourrait penser que le pouvoir des magistrats s'est considérablement accru, et cela est vrai dans une certaine mesure, mais en même temps, il ne faut pas oublier que c'est la procédure qui définit d'abord la peine que vous pourrez utiliser en délimitant un éventail de sanctions au-delà desquelles vous ne pouvez pas aller. Si vous avez un référentiel, et que ce dernier vous dit, en présence de telle infraction, avec un auteur ayant tel ou tel profil, il faut recourir prioritairement à la procédure de composition pénale, ben vous ne pourrez construire le contenu de votre réponse pénale qu'à partir de l'éventail des mesures de l'article 41-2 du Code de procédure pénale…* » (P8).

Dans le champ des peines complémentaires, l'analyse met en évidence, d'une part, que celles-ci sont peu mobilisées, ce qui a déjà pu être observé lors de l'examen des solutions retenues par les barèmes en présence d'auteurs primo-délinquants, et d'autre part, que les mêmes disparités peuvent être constatées, notamment dans l'utilisation du stage de sensibilisation à la sécurité routière. Que l'on soit en présence d'auteurs primo-délinquants ou d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, l'analyse montre que, si certains parquets l'excluent explicitement de la liste des peines prononçables pour l'ensemble des cas de défaut de permis (barème du procureur de la République du TGI 1), d'autres ne le visent tout simplement pas (barèmes des procureurs de la République des TGI 2, TGI 8 et TGI 9), de sorte qu'il n'est pas possible d'établir avec certitude qu'il est exclu des peines complémentaires prononçables, ni de prendre connaissances des conditions de son éventuel utilisation. D'autres barèmes en revanche visent expressément le stage de sensibilisation à la sécurité routière comme peine complémentaire prononçable pour les tous les cas de défaut de permis, quelle que soit la situation pénale de l'auteur (barème du procureur de la République du TGI 7), là où d'autres laissent le soin au magistrat en charge de la poursuite de déterminer si le prononcé telle peine apparaît opportune au regard de la gravité des faits et du profil de l'auteur (barème du procureur de la République du TGI 5), voire se contentent le laisser entendre sans l'évoquer explicitement, notamment en visant, de manière large, la possibilité de proposer ou requérir une alternative à l'emprisonnement en sus d'une peine d'amende et d'une peine

d'annulation du permis de conduire avec interdiction de le repasser dans un délai supérieur à la suspension dont le permis était affecté au jour des faits (barème du procureur de la République du TGI 6). Les solutions parfois proposées interrogent. Tel est le cas dans le barème du procureur de la République du TGI 4 qui prévoit la possibilité de proposer un stage de sensibilisation à la sécurité routière à l'auteur primo-délinquant, ayant entre 18 et 25 ans, et qui a commis des faits constitutifs d'une conduite sans permis ou d'une conduite malgré invalidation du permis, dans le cadre d'un module alternatif aux poursuites, ou encore à l'auteur se trouvant, pour les mêmes faits, en état de première réitération et de première récidive, mais ne prévoit pas une telle possibilité pour l'auteur primo-délinquant de plus de 25 ans faisant l'objet d'une composition pénale, ou jugé par voie d'ordonnance pénale délictuelle après échec d'une telle mesure.

Les mêmes observations peuvent être faites à propos du **recours à la peine de confiscation du véhicule** dont l'auteur est propriétaire, et qui peut être en principe prononcée de plein droit dans les hypothèses de défaut de permis prévues à l'article 222-14 du Code de la route, nous avons déjà vu que la majorité des barèmes, tout en la prévoyant, laissent la possibilité au magistrat en charge de la poursuite le soin d'apprécier son opportunité, ce qui est le cas dans les barèmes des procureurs de la République des TGI 2, TGI 5, ou encore du TGI 6 qui invite à apprécier l'opportunité de requérir une telle sanction au regard des antécédents de l'auteur pour tous les cas de défaut de permis, à l'exception notable de la conduite sans permis, certains barèmes recommandent néanmoins la prise de réquisition tendant à la confiscation du véhicule à l'audience lorsque l'auteur se trouve en état de réitération ou de récidive. La recherche menée a montré toutefois que **certains barèmes comportent en ce domaine des indications surprenantes, notamment lorsqu'ils recommandent explicitement de dispenser l'auteur de la confiscation du véhicule dès lors que ce dernier a accepté la proposition de peine dans le cadre de la procédure de CRPC**, pratique déjà rencontrée en présence d'auteurs primo-délinquants et que l'on retrouve également dans les solutions préconisées par les différents barèmes en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, ces derniers indiquant : « *Si acceptation de la proposition : dispense de la confiscation obligatoire du véhicule dont l'auteur est propriétaire. À défaut d'acceptation, et lors des audiences de COPJ, réquisition, sauf motifs justifiant la dispense, dans le sens de la constatation du caractère obligatoire de la confiscation* ». En réalité,

l'analyse des décisions montre que, dans toutes les juridictions étudiées, la confiscation du véhicule est une peine qui n'est que rarement prononcée.

97. L'application effective des solutions retenues par les barèmes dans les pratiques parquetières. La rechercher a conduit l'équipe de droit pénal à s'interroger sur la normativité des barèmes rencontrés. L'analyse des résultats issus du traitement statistique du contenu des décisions de justice permet de dresser un cartographie relativement précise des pratiques des différents parquets ayant participé à la recherche.

Au TGI 1, l'analyse des décisions de justice montre que la masse la plus importante du contentieux est constituée par les délits de conduite sans permis et de conduite malgré invalidation du permis de conduire en raion de la perte totale des points (84 %), les autres cas de défaut de permis ne représentant que 16 % de la masse du contentieux ayant été traité par le parquet du TGI 1 sur la période considérée (Figure 61). Les résultats de l'analyse statistiques des données issues des décisions de justice montrent que la majorité des faits ont été commis par des auteurs ayant des antécédents judiciaires (64 %) sur la période considérée, la portion de délits commis par des auteurs primo-délinquants ne représentant que 36 % de cas (Figure 62).

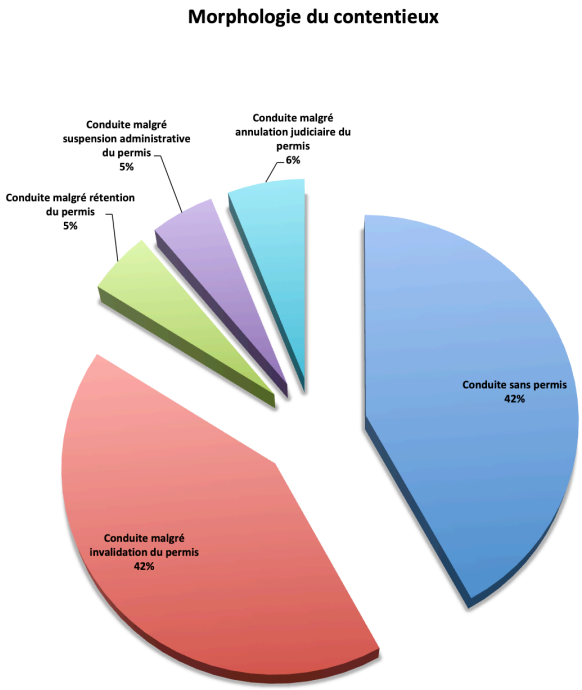


Figure 61

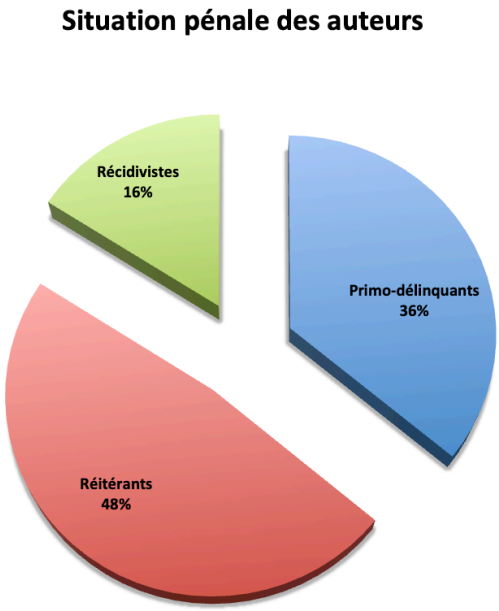


Figure 62

Les résultats montrent que **la poursuite des faits de défaut de permis se partage principalement entre la CRPC, l'ordonnance pénale délictuelle et la COPJ.**[133] Il pourrait se déduire de cette situation que, finalement, le type de défaut de permis poursuivi n'exerce guère d'influence sur le choix de la voie de poursuite. Le propos doit pourtant être nuancé dès lors que l'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal met plutôt en évidence que, au-delà de la situation pénale du prévenu, le type de défaut de permis consommé exerce une réelle influence sur le choix de la filière de poursuites (Figure 63).

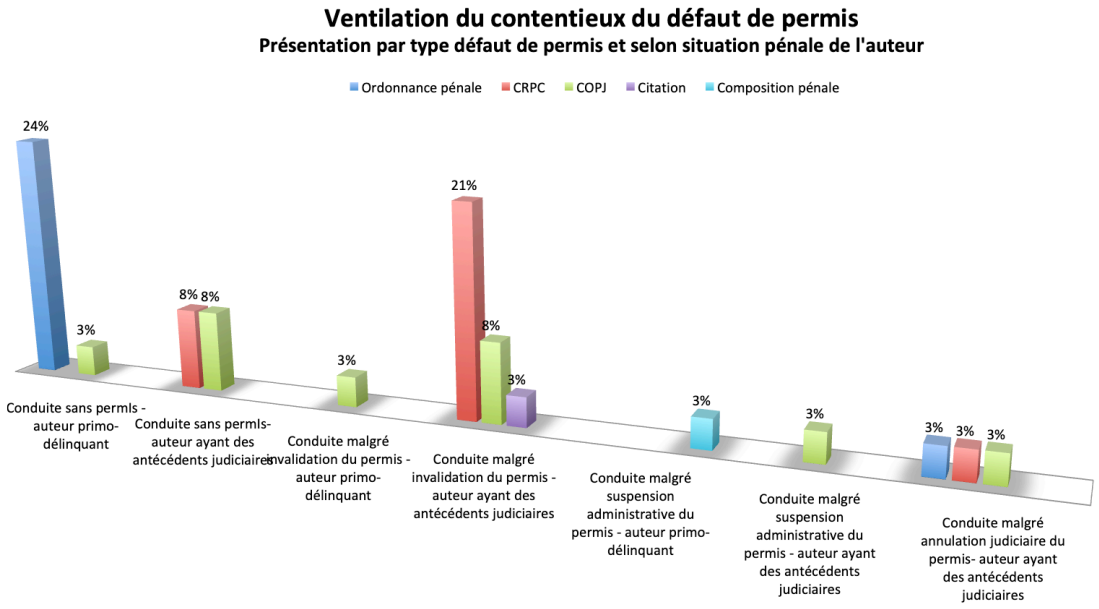


Figure 63

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met en effet en évidence, par exemple, que la poursuite du défaut de permis résultant d'une conduite malgré invalidation du permis en raison de la perte totale des points se partage principalement entre la CRPC et la COPJ, à l'exclusion de l'ordonnance pénale délictuelle, et que, alors même que le barème du procureur de la République du TGI 1 limite l'usage de l'ordonnance pénale délictuelle à la poursuite des cas de conduite sans permis commis par des auteurs primo-délinquants, certains cas de conduite malgré suspension administrative ou annulation judiciaire du permis de conduire ont été jugés selon cette procédure sur la période considérée. **Si les solutions retenues par le barème établi par le procureur de la République du TGI 1 sont appliquées dans la grande majorité des cas, comme**

[133] Annexe 1.

dans toutes les juridictions, certains choix minoritaires s'écartent de ce dernier pour des raisons qui ne sont pas toujours explicables par l'utilisation de l'outil scientifique. Erreur dans l'orientation du dossier ? Présence de données ou d'éléments non retranscrits dans les décisions de justice ? Volonté de soulager certaines voies de poursuite saturées à un instant "T" en orientant certains dossiers vers des voies de procédures non sollicitées en temps normal ? Évolution en cours des solutions du barème non encore formalisées, hypothèse hautement probable en raison du souhait exprimé par le nouveau procureur de la République du TGI 1 de modifier les solutions retenues par le barème élaboré par son prédécesseur ? Les hypothèses susceptibles d'expliquer ces décisions minoritaires sont nombreuses, et aucune n'a pu être vérifiée scientifiquement. L'équipe de droit pénal n'ayant pu accéder aux réquisitions qui ont été prises dans le cadre des dossiers ayant donné lieu aux décisions de justice analysées, il n'a pas été possible d'observer si ces dernières comportaient des peines dont le quantum s'inscrivait effectivement dans les recommandations du barème communiqué par le parquet.

Au TGI 2, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence que ce TGI a poursuivi et jugé majoritairement des faits de conduite sans permis et de conduite malgré invalidation du permis de conduire sur la période considérée (Figure 64), majoritairement commis par des auteurs ayant des antécédents judiciaires (Figure 65).

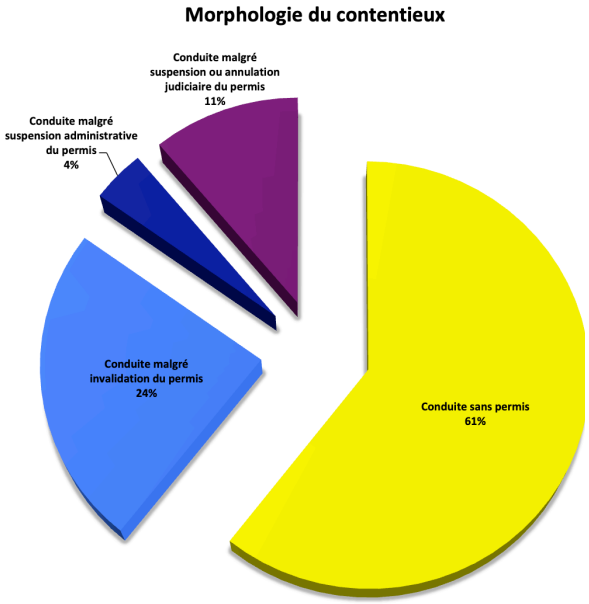


Figure 64

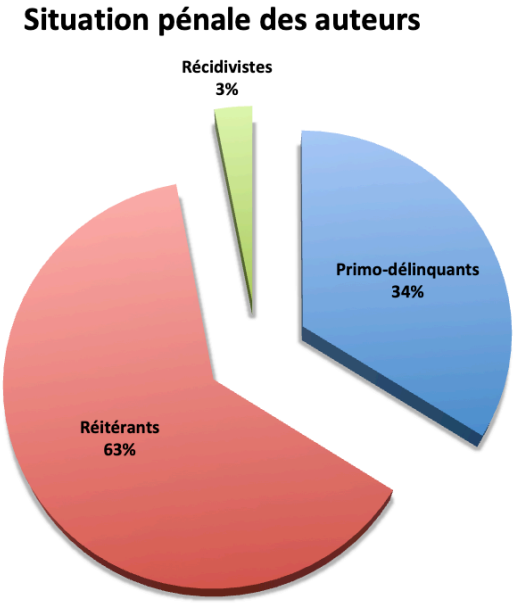


Figure 65

L'analyse de la pratique parquetière de ce TGI montre que, si les faits de conduite malgré rétention, suspension administrative, suspension ou annulation judiciaire du permis de conduire sont systématiquement jugés par voie de CRPC ou de COPJ, quelle que soit la situation pénale de l'auteur, celle des faits de conduite sans permis passe principalement par la voie de l'ordonnance pénale délictuelle en présence d'auteurs primo-délinquants (Figures 66 et 67).

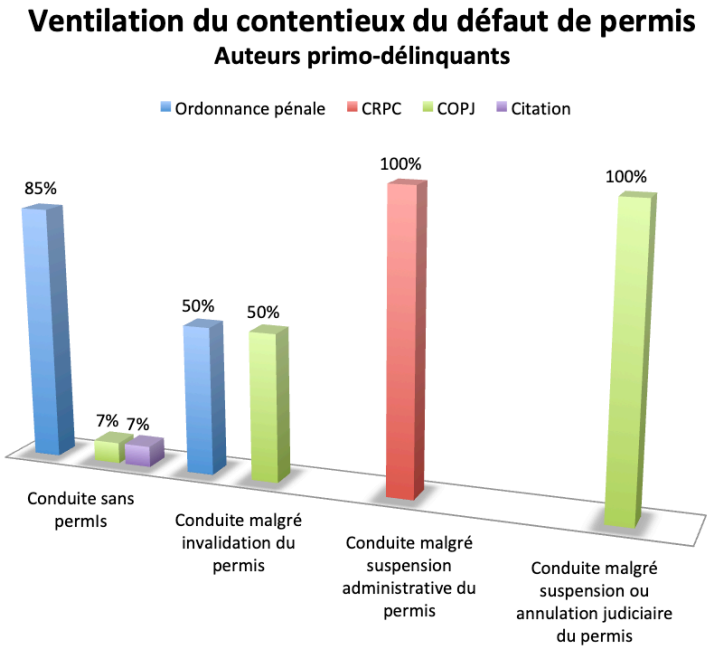


Figure 66

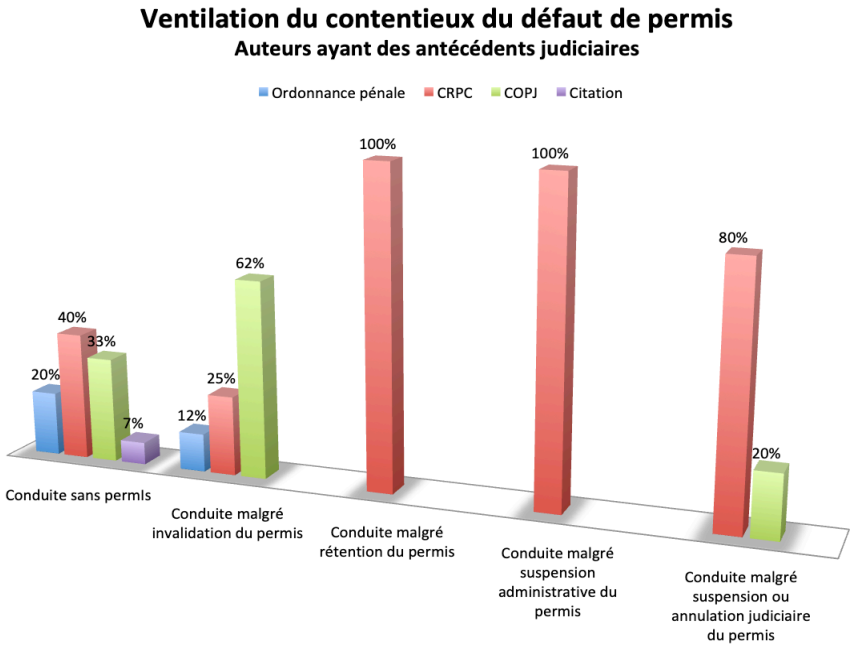


Figure 67

La clé de répartition des affaires entre ces différentes voies de poursuite se situe dans la situation pénale des prévenus (première réitération, multiréitérations, première récidive, multirécidives), la rapidité avec laquelle ces derniers ont commis les faits nouveaux dont le parquet a été saisi, le nombre de condamnations inscrites au casier judiciaire, *etc.* **L'équipe de droit pénal n'ayant pu recueillir les ordonnances de validation des mesures de compositions pénales rendues par le TGI 2**, ces dernières étant envoyées pour exécution aux différentes MJD présentes dans le ressort de cette juridiction, il n'a donc pas été possible d'observer si cette procédure a été utilisée dans la répression des faits de défaut de permis, et la manière dont elle l'a été sur la période considérée. Nonobstant ce dernier point, **les résultats montrent que les recommandations du barème sont appliquées** par les magistrats en charge de la poursuite au TGI 2, même si, comme dans toutes les juridictions, certains choix minoritaires montrent que les magistrats en charge de la poursuite se sont parfois écartés des solutions du barème pour des raisons qui n'ont pu être appréhendées par l'outil scientifique, ni même par nos échanges avec les magistrats en raison notamment des délais importants s'étant écoulés entre la prise de décision par le magistrat et l'analyse statistique de cette dernière par l'équipe de droit pénal. Par ailleurs, l'équipe de droit pénal n'ayant pu accéder aux réquisitions qui ont été prises dans le cadre des dossiers ayant donné lieu aux décisions de justice analysées, il n'a pas été possible d'observer si le *quantum* des peines requises s'inscrivait dans l'échelle des peines prononçables prévue par le barème.

Au TGI 3, L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence que ce TGI a jugé majoritairement des faits de conduite sans permis, et dans une moindre mesure des faits de conduite malgré rétention du permis ou de conduite malgré invalidation du permis de conduire, sur la période considérée (Figure 68). **Le TGI 3 se distingue** donc des autres TGI étudiés car **aucun ne présente un taux aussi élevé de décisions portant sur des faits de conduite malgré rétention du permis de conduire**. Les résultats montrent que 33 % des faits ont été jugés par voie de CRPC ; 33 % par voie de COPJ ; 16 % par voie d'ordonnance pénale délictuelle ; 8 % par voie de citation, et 8% ont fait l'objet d'une composition pénale.[134]

[134] Annexe 3.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que la **majorité des auteurs jugés ont des antécédents judiciaires** (Figure 69). Compte-tenu de la faible taille de l'échantillon de décisions concernant des auteurs primo-délinquants, l'analyse sur les voies de poursuite ne porte que sur des auteurs ayant des antécédents judiciaires (Figure 70).

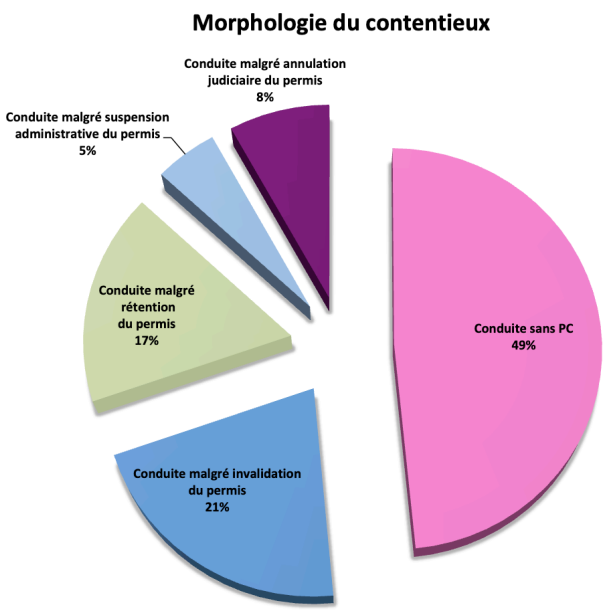


Figure 68

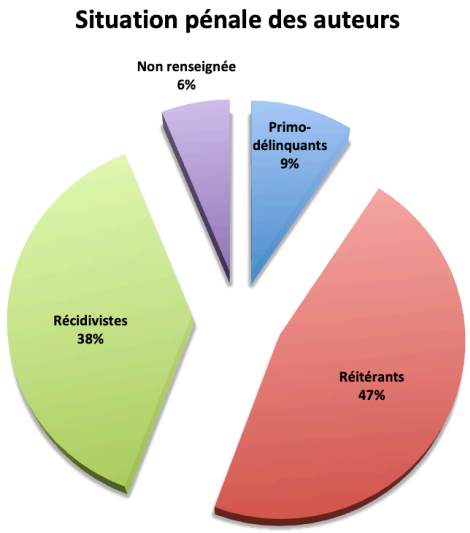


Figure 69

Les résultats font apparaître que, si la poursuite des faits de conduite sans permis se partage bien entre la COPJ et la CRPC, la **COPJ est toutefois privilégiée pour la poursuite des faits de conduite malgré invalidation du permis alors que la CRPC est privilégiée pour celle des faits de conduite malgré rétention du permis, de conduite malgré suspension administrative du permis, ou de conduite malgré suspension ou annulation judiciaire du permis**. Comme dans toutes les juridictions, l'analyse fait apparaître que, dans tous les cas de défaut de permis, un **nombre plus ou moins important de décisions dérogent au schéma d'orientation des procédures** que l'analyse des décisions a fait émerger, étant rappelé que l'équipe de droit pénal ne dispose pas du barème - si barème il y a - établi par le parquet du TGI 3 dans le traitement du contentieux du défaut de permis, ce dernier n'ayant pas participé à l'étude. Ces décisions dérogatoires interrogent bien évidemment dès lors qu'aucun élément objectif ne permet, *a priori*, d'expliquer le choix réalisé par les magistrats dans l'orientation procédurale du dossier. Erreur dans l'orientation du dossier ? Présence de données ou d'éléments non retranscrits dans les décisions de justice ayant influés

sur le choix du magistrat en charge de la poursuite, tels que, par exemple, le fait que l'auteur soit défavorablement connu des services de police ou de gendarmerie ? Volonté de soulager certaines voies procédurales saturées à un instant "T" en orientant certains dossiers vers des voies non sollicitées en temps normal, et faisant ainsi office de "circuit de dérivation temporaire" ? Les hypothèse susceptibles d'expliquer ces décisions minoritaires sont nombreuses, et aucune n'a pu être vérifiée par des procédés scientifiques.

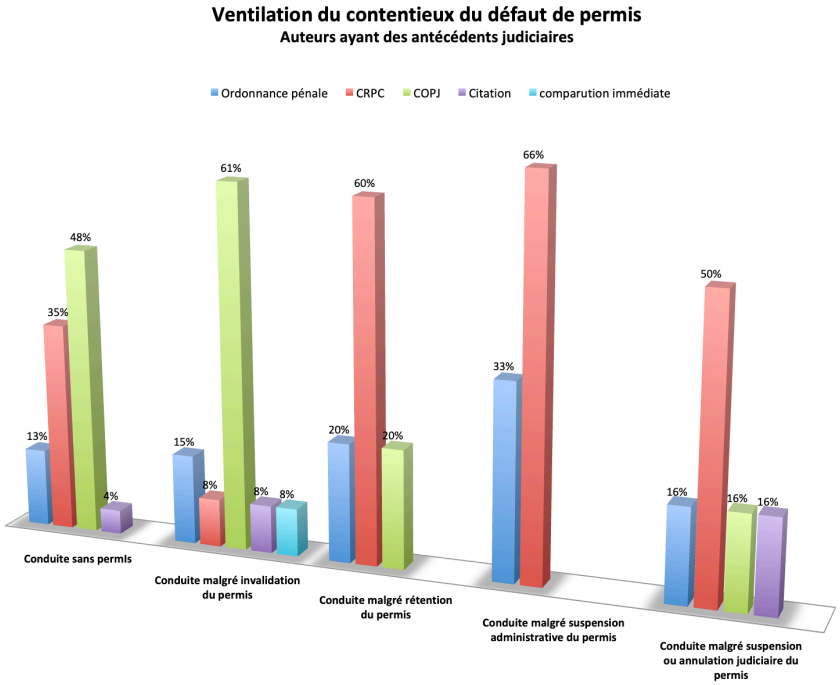


Figure 70

Par ailleurs, l'équipe de droit pénal n'ayant pu accéder aux réquisitions qui ont été prises dans le cadre des dossiers ayant donné lieu aux décisions de justice analysées, il n'a donc pas été possible de connaître le *quantum* des peines requises, ce qui aurait pu permettre, *a posteriori*, de dégager un *quantum* moyen des peines requises par le parquet en vue de le confronter au *quantum* moyen des peines prononcées.

Au TGI 4, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence que ce TGI a jugé **majoritairement des faits de conduite sans permis, et de conduite malgré invalidation du permis de conduire**, sur la période considérée (Figure 71), et que la **majorité des auteurs jugés étaient primo-délinquants** (Figure 72).

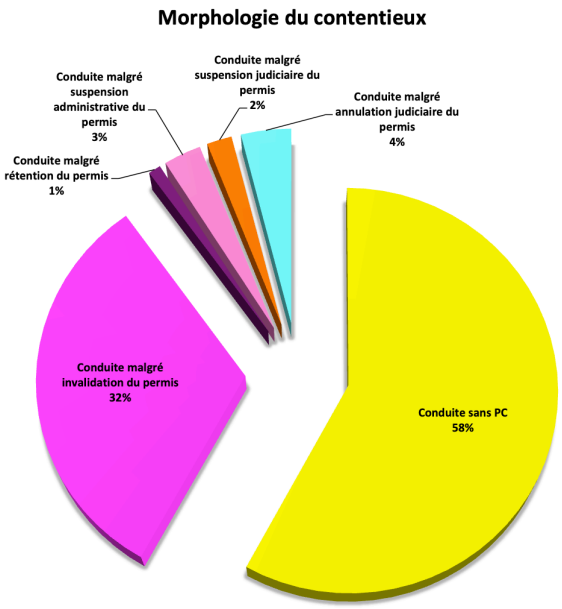


Figure 71

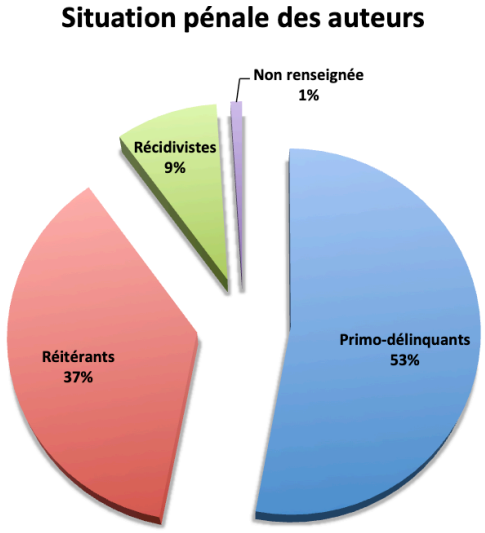


Figure 72

Les résultats montrent que, tous types de défaut de permis confondus et quelque soit la situation pénale des auteurs, 40 % des faits ont été jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle ; 29 % par voie de CRPC ; 19 % par voie de COPJ ; 5 % par voie de CPPV ; 5 % par voie de citation ; 2 % par voie de comparution immédiate.[135] En raison de contingences matérielles résultant des modalités d'archivage des **ordonnances de validation de composition pénale** au TGI 4, l'équipe de droit pénal n'a pu recueillir **aucune décision de ce type**.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que les **préconisations du barème sont effectivement appliquées** par les magistrats du parquet, que l'on soit en présence d'auteurs primo-délinquants (Figure 73) comme d'auteurs ayant des antécédents judiciaires (Figure 74), même si, comme dans toutes les juridictions, **quelques décisions isolées dérogent au schéma d'orientation des procédures** établi par le barème, sans qu'aucun élément objectif issu des décisions ne puisse, *a priori*, permettre d'expliquer le choix réalisé par le magistrat en charge de la poursuite dans l'orientation procédurale du dossier, mais il convient de souligner qu'il ne s'agit que de quelques décisions isolées. Cette précision est importante dès lors que le TGI 4 a rendu, sur la période considérée, 1625 décisions de justice pour le seul contentieux des délits routiers retenus dans l'étude, dont **342 décisions pour le seul contentieux du défaut de permis de conduire**.

[135] Annexe 4.

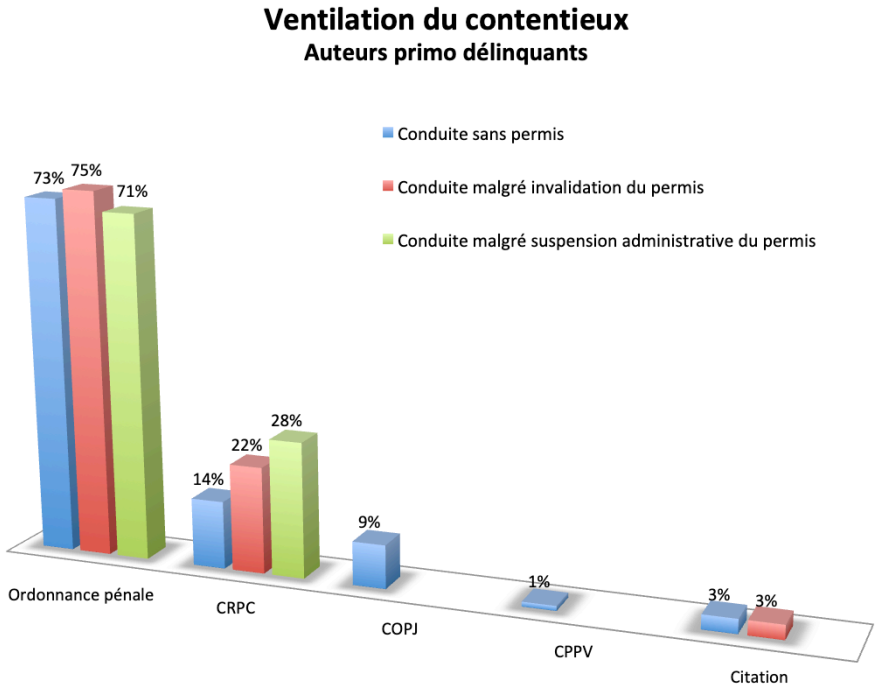


Figure 73

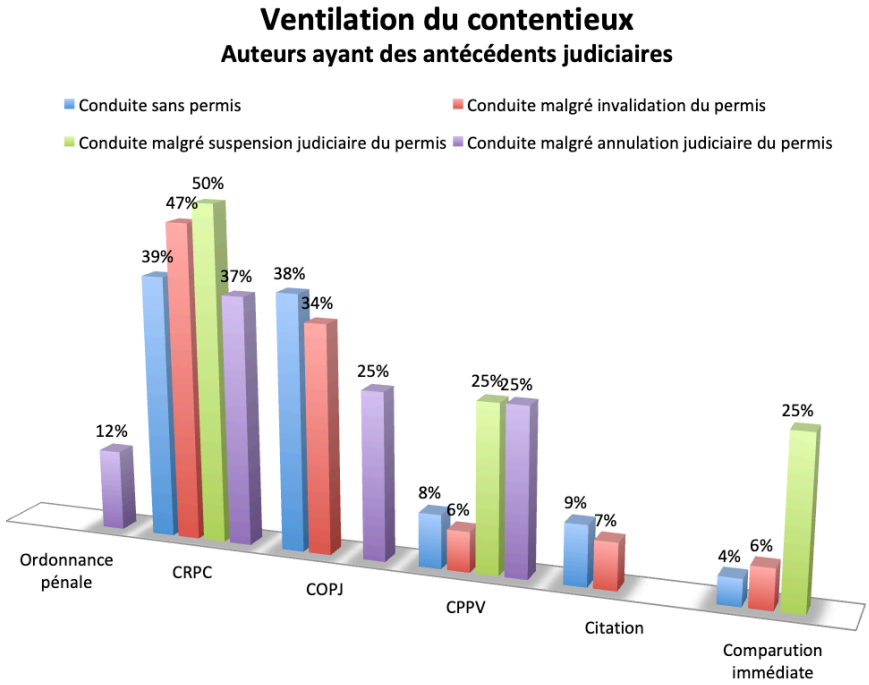


Figure 74

L'équipe de droit pénal n'ayant pu accéder aux réquisitions qui ont été prises dans le cadre des dossiers ayant donné lieu aux décisions de justice analysées, il n'a donc pas été possible de connaître le *quantum* des peines requises, ce qui aurait pu permettre,

a posteriori, de dégager un *quantum* moyen des peines requises par le parquet en vue de le confronter au *quantum* moyen des peines prononcées.

Au TGI 5, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence qu'à l'instar des autres TGI retenus dans le champ de l'étude, le parquet de ce TGI a **majoritairement poursuivi des faits de conduite sans permis, et de conduite malgré invalidation du permis de conduire** (Figure 75), commis par des **auteurs ayant des antécédents judiciaires** dans 71 % des cas (Figure 76).

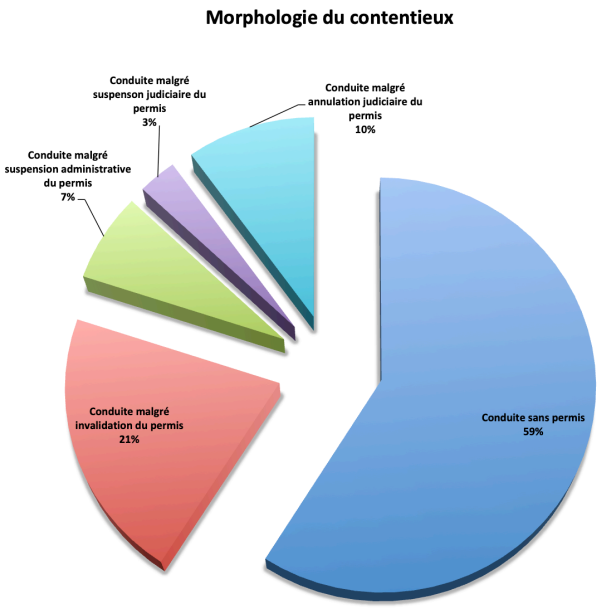


Figure 75

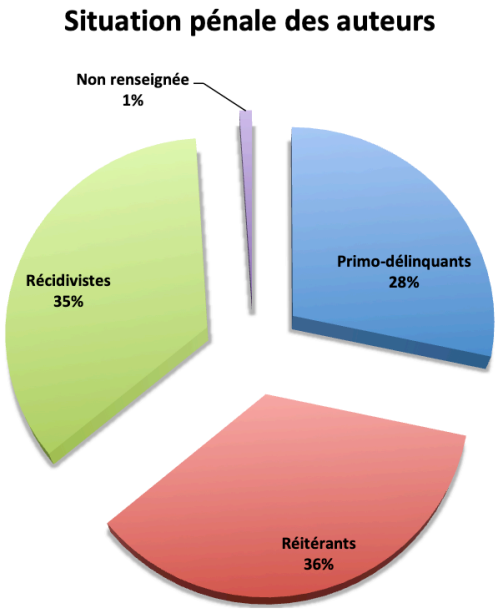


Figure 76

L'analyse montre que la grande majorité des faits constitutifs d'un **défaut de permis sont jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle**, qu'ils soient commis par des auteurs primo-délinquants ou réitérants. Les autres voies de poursuite (CRPC et COPJ) sont plutôt utilisées pour poursuivre et juger des auteurs en état de multiréitérations ou de récidive légale. L'application du **critère tiré du caractère occasionnel ou habituel de la conduite retenu par le barème** pour déterminer la filière de poursuites devant être utilisée **n'ayant pu être vérifié** dans les décisions de justice, il n'a donc **pas été possible de s'assurer que c'est bien ce dernier qui guide, au principal, la décision d'orientation** du magistrat en charge de la poursuite. L'analyse du contenu des décisions de justice tend à mettre en évidence que, à l'instar de ce qui a pu être observé dans l'ensemble des juridictions, c'est **davantage le type de défaut de permis consommé et la situation pénale de l'auteur au moment des faits**

qui s'imposent comme les critères efficients guidant le choix des magistrats au stade de l'orientation procédurale des dossiers. Concernant le montant des peines d'amende prononçables, l'équipe de droit pénal n'ayant pu accéder aux réquisitions qui ont été prises, il n'a donc pas été possible de vérifier si ces dernières proposaient des peines dont le quantum s'inscrivait dans les recommandations du barème.

Au TGI 6, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence qu'à l'instar des autres TGI retenus dans le champ de l'étude, ce sont les **faits de conduite sans permis** qui restent les plus jugés au TGI 6 sur la période considérée (Figure 77).

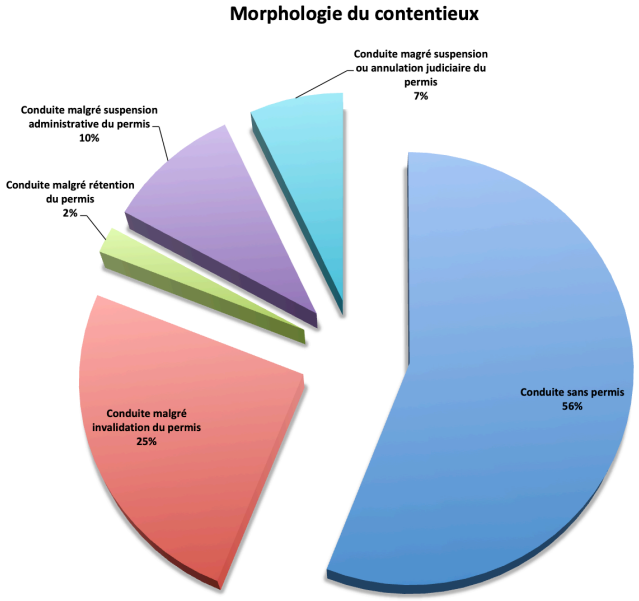


Figure 77

L'équipe de droit pénal n'a pu réaliser aucune analyse statistique pertinente du profil judiciaire des auteurs jugés au TGI 6 pour des faits de défaut de permis en raison de l'absence de renseignements sur ce point dans les ordonnances pénales délictuelles (62 % des décisions rendues par le TGI 6 sur la période considérée). En revanche, les résultats montrent que, **tous types de défaut de permis confondus et quelque soit la situation pénale des auteurs, 62 % des faits ont été traités par voie d'ordonnance pénale délictuelle** ; 17 % par voie de CRPC, 16 % par voie de COPJ ; et 3 % par voie de composition pénale[136], ce que confirme l'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal (Figure 78), **ce qui est conforme aux solutions retenues par le barème**.

[136] Annexe 6.

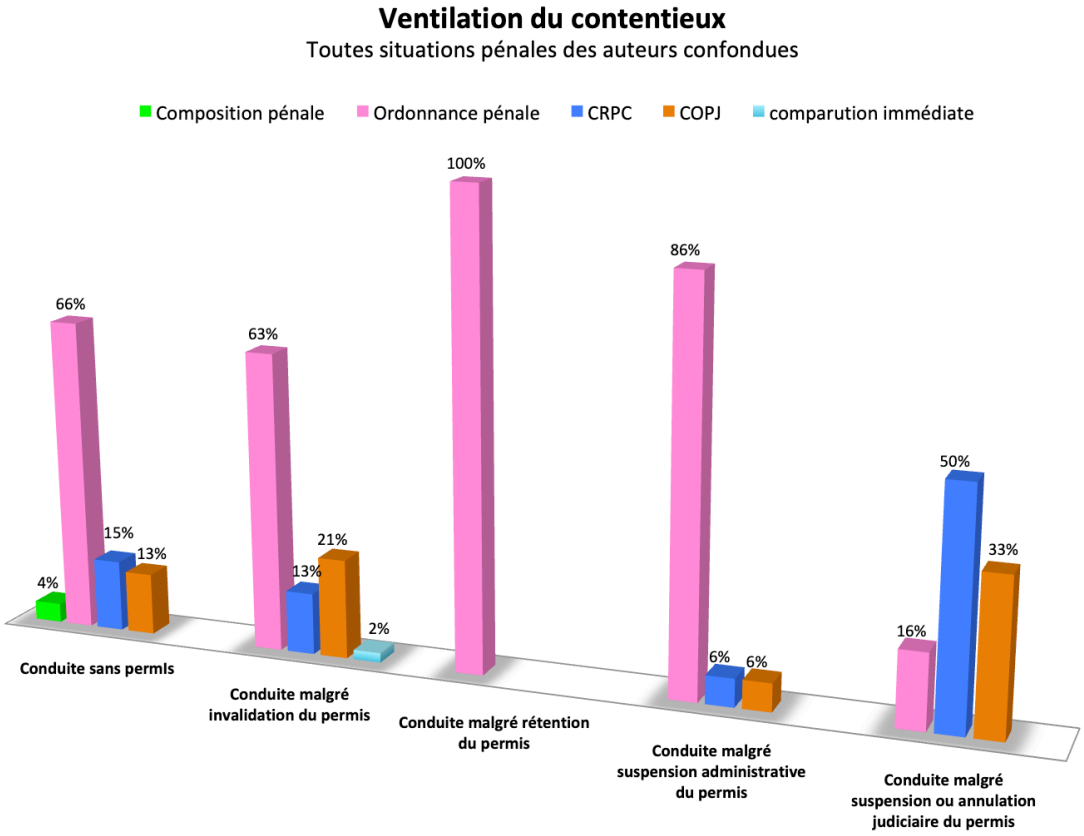


Figure 78

Au TGI 7, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence que le parquet a principalement poursuivi des **faits de conduite sans permis et de conduite malgré invalidation du permis de conduire en raison de la perte totale des points** (Figure 79), commis en majorité par des **auteurs ayant des antécédents judiciaires** (Figure 80).

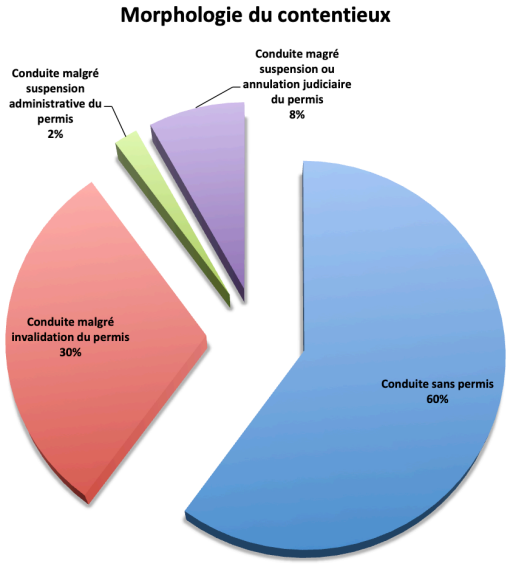


Figure 79

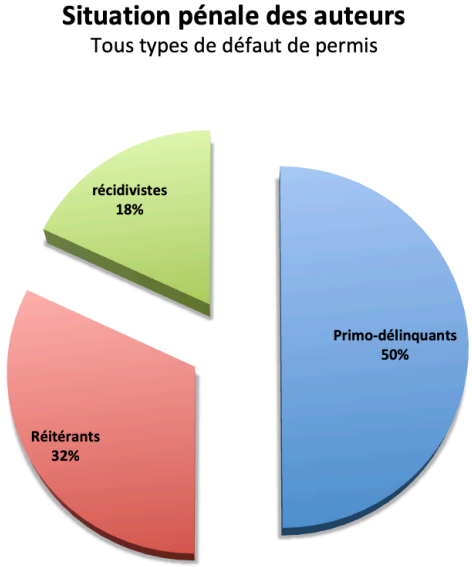


Figure 80

Les résultats font apparaître que, **tous types de défaut de permis confondus et quelque soit la situation pénale des auteurs, 42 % des faits ont été traités par voie d'ordonnance pénale délictuelle** ; 26 % par voie de CRPC ; 18 % par voie de COPJ ; 6 % par voie de composition pénale ; 6 % par voie de citation directe ; 2 % par voie de comparution immédiate.[137]

L'analyse montre également que **l'ordonnance pénale délictuelle a été principlement utilisée pour poursuivre et juger des faits de défaut de permis commis par des auteurs primo-délinquants, tandis que les auteurs se trouvant en état de première réitération ou récidive ont été principalement jugés par recours à la procédure de CRPC**, les autres filières de poursuites, comme la COPJ, la citation ou la comparution immédiate, étant plutôt sollicitées en présence d'auteurs multiréitérants ou multirécidivistes (Figure 81).

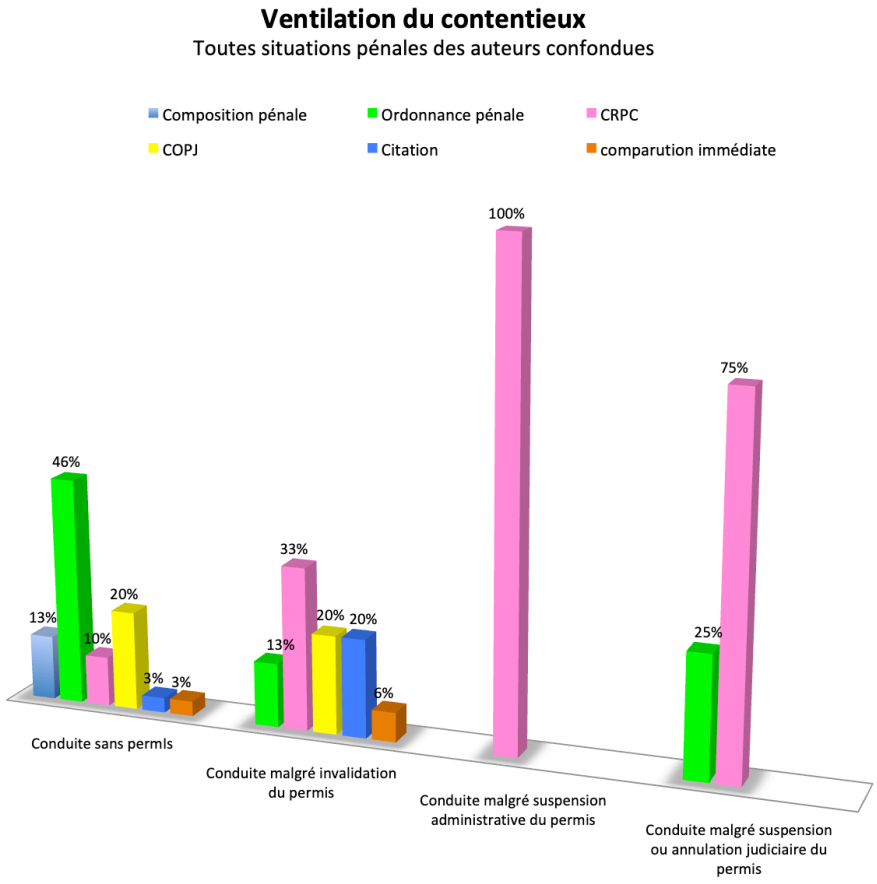


Figure 81

Les résultats montrent **qu'il est dérogé au barème élaboré par le procureur de la**

[137] Annexe 7.

République de manière significative. Par exemple, dans le champ de la conduite sans permis ou malgré invalidation du permis de conduire en raison de la perte totale des points, un grand nombre d'ordonnances pénales délictuelles ont été prises à l'encontre d'auteurs primo-délinquants ayant commis un défaut de permis poursuivi comme unique infraction alors que le barème prévoit qu'en présence d'un délit unique, c'est la procédure de composition pénale doit être utilisée, l'ordonnance pénale délictuelle devant être privilégiée en présence d'infractions multiples.

La présentation des résultats issus de l'analyse statistique des données recueillies à partir des décisions de justice met en évidence que, **si les solutions retenues par les barèmes construits présents au sein de chaque parquet ayant participé à l'étude sont globalement suivies dans le contentieux du défaut de permis, et effectivement mises en œuvre par les magistrats en charge de la poursuite dans la ventilation de ce contentieux au sein des différents ressorts, elle montre également que ces solutions ne sont pas systématiquement appliquées, et ce, dans des proportions plus ou moins importantes selon les ressorts.** Ce constat permet d'ores et déjà de confirmer ce qui nous a été dit en juridiction, à savoir que, **si les barèmes élaborés ont une force normative** en ce sens que chaque magistrat doit se référer aux solutions retenues au sein de ce dernier, **ils sont dépourvus de toute force contraignante**, en ce sens que le magistrat peut toujours déroger à la solution proposée par le barème en fonction d'un certain nombre de paramètres subjectifs qu'il est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, d'appréhender scientifiquement. Ce constat permet aussi de mettre en évidence que les solutions retenues par les barèmes sont évolutives, et peuvent être adaptée en temps réel en fonction de l'évolution des moyens humains de la juridiction.

98. L'existence de barèmes dans les parquets généraux. A l'instar de ce qui a pu être observé dans le champ du contentieux du défaut d'assurane, les parquets généraux ayant participé à la présente recherche nous ont témoigné **leur souci de mettre en place des outils tendant à harmoniser la politique pénale dans le domaine de la sécurité routière au sein de la cour** afin de répondre au souci d'assurer une égalité de traitement des justiciables par la mise en place de pratiques proches, tout en conservant à chaque procureur son pouvoir d'appréciation. **Des rencontres annuelles ou pluriannuelles sont organisées dans les parquets généraux afin de permettre aux différents procureurs de la République au sein de la cour de prendre**

connaissance des pratiques parquetières en cours dans les autres juridictions. Dans deux des parquets généraux retenus dans le cadre de la recherche menée, l'harmonisation des politiques pénales passe par des échanges entre les différents procureurs de la République au sein de la cour lors de réunions organisées par le parquet général. Mais comme cela a déjà indiqué, cette harmonisation trouve ses limites dans la nécessité, à laquelle sont confronter tous les parquets, de lutter contre des particularismes locaux, ce qui suppose la mise en œuvre de réponses pénales spécifiques sur certains territoires, mais pas seulement, le souci des parquets généraux de conserver à chaque procureur de la République son pouvoir d'appréciation limite également l'efficacité des initiatives menées par les parquets généraux, y compris lorsque celles-ci se traduisent, par exemple, par l'élaboration de barèmes construits ayant vocation à être appliqués sur l'ensemble du ressort de la cour d'appel, comme cela est le cas à la CA 1.

Le parquet général de la CA 1 a élaboré un barème en vue d'instaurer des pratiques proches entre les différents parquets présents dans le ressort de la cour qui concerne bien évidemment le contentieux du défaut de permis (Figures 82 & 83).

CONDUITE SANS PERMIS auto/moto	
Primo-délinquant	composition pénale 400€ si non comparution, refus ou échec ordonnance pénale même peine requise.
première réitération ou récidive	CRPC/COPJ amende 600€ éventuellement SSSR
réitération immédiate ou multi-réitérations	Défèrement CPPV/CRPC/CI

Figure 82

CONDUITE MALGRÉ INVALIDATION,ANNULATION	
conduite malgré invalidation du permis par perte totale de points primo-délinquant	ordonnance pénale 700€
conduite malgré invalidation du permis par perte totale de points en réitération ou en récidive	CRPC/COPJ 04mois sursis et 800€
conduite malgré suspension ou annulation du permis de conduire primo-délinquant	Défèrement
conduite malgré suspension ou annulation du permis en réitération ou en récidive	CRPC/COPJ 04 mois sursis et 800€

Figure 83

Or, l'analyse des barèmes établis par les parquets des TGI 4 et 8 qui se trouvent dans le ressort de la CA 1 montre que, tant pour les auteurs primo-délinquants que ceux ayant des antécédents judiciaires, les solutions du barème du parquet général ne sont

pas reprises. Cela ne signifie pas qu'elles ne sont pas appliquées, puisque si l'on prend l'exemple du barème du parquet du TGI 4, ce dernier prévoit, soit des peines ne correspondant pas aux préconisations du barème élaboré par le parquet général, soiT laisse les magistrats en charge de la poursuite libre de déterminer la peine leur paraissant adéquate, dans les limites bien évidemment de ce que la filière de poursuites autorise. A l'instar de ce qui a été déjà évoqué *supra*, l'analyse montre que, si la volonté des parquets généraux d'harmoniser la politique pénale dans le domaine de la sécurité routière au sein de la cour par la mise en place de pratiques proches entre les différents parquets est réelle, elle se heurte toutefois à deux obstacles pour produire pleinement ses effets : le premier tenant à **l'existence de particularismes locaux** qui ne permet pas d'appliquer une politique pénale unique sur l'ensemble du ressort de la cour d'appel, le second à la volonté des procureurs généraux de **conserver à chaque procureur de la République son pouvoir d'appréciation**.

1.1.2.2 – Le traitement du contentieux du défaut de permis de conduire par les juges de première instance

99. Les résultats au TGI 1. Pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*. Sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, les faits de défaut de permis représentent 8 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude traités par le TGI 1, soit 36 décisions prises par quatre magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale. L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que le TGI 1 a jugé principalement des **faits de conduite sans permis et de conduite malgré invalidation du permis de conduire en raison de la perte totale des points**, sur la période considérée (Figure 84) ; faits **commis majoritairement par des auteurs ayant des antécédents judiciaires** (Figure 85).

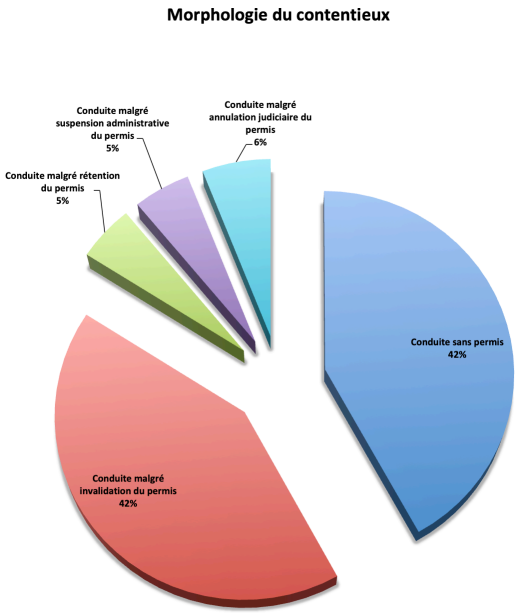


Figure 84

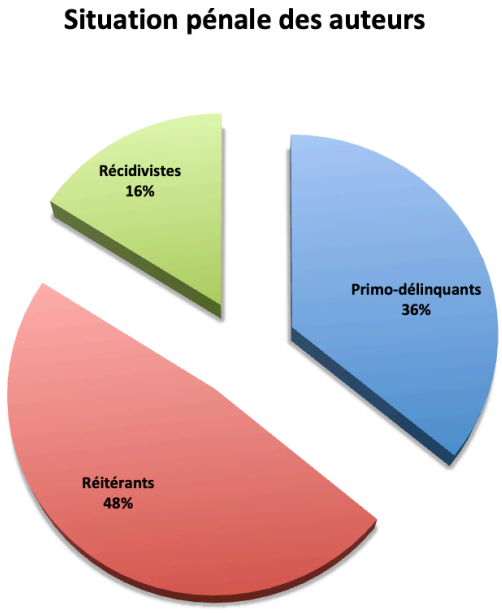


Figure 85

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs jugés pour un défaut de permis au TGI 1 montre que l'intégralité d'entre eux sont de sexe masculin, 41 % ont entre 25 ans et moins de 40 ans, 38 % se déclarent en couple et 73 % déclarent occuper un emploi contre 16 % qui se déclarent sans emploi, 5 % se déclarent étudiant(e)s ou retraité(e)s.[138] L'analyse de la pratique juridictionnelle de ce TGI montre que **le type de défaut de permis influe peu sur la nature de la peine prononcée**, même s'il a pu être observé que les hypothèses de conduite malgré suspension ou annulation judiciaire du permis de conduire sont plus sévèrement sanctionnées que les autres, nonobstant la situation pénale de leur auteur. Toutefois, ces cas de défaut de permis étant très minoritaires dans l'échantillon analysé, aucune conclusion définitive ne saurait être tirée de ces résultats. Les résultats montrent que la répression des délits de défaut de permis se partage entre les peines affectant le patrimoine des auteurs et celle affectant leur liberté (Figure 86).

[138] Annexe 1.

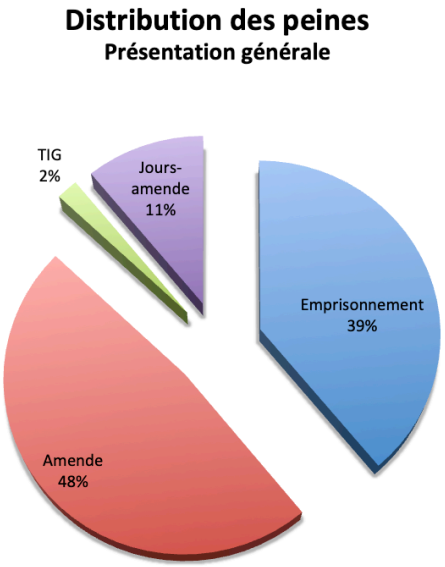


Figure 86

Toutefois, il est à souligner que **17% des peines d'emprisonnement prononcées par le TGI 1 sont assorties d'une peine d'amende, sauf lorsque la peine d'emprisonnement est assortie d'un sursis avec mise à l'épreuve** (SME), ce qui s'explique par le souci de ne pas obérer par trop le patrimoine du condamné dès lors que **la majorité des SME prononcés comportent l'obligation pour le condamné de se présenter aux épreuves du permis de conduire** (Figure 87).

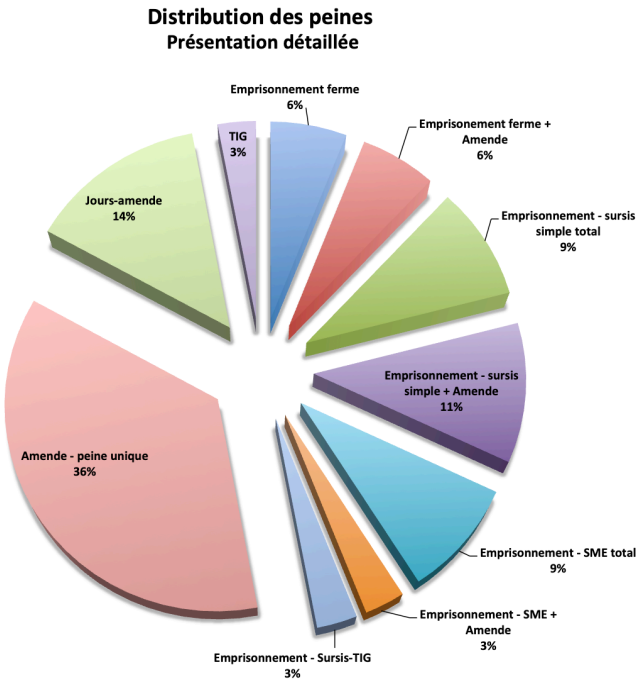


Figure 87

Les résultats montrent que la **peine d'emprisonnement est plutôt réservée aux auteurs ayant des antécédents judiciaires** (Figure 88), et peu prononcée à l'encontre de prévenus primo-délinquants.

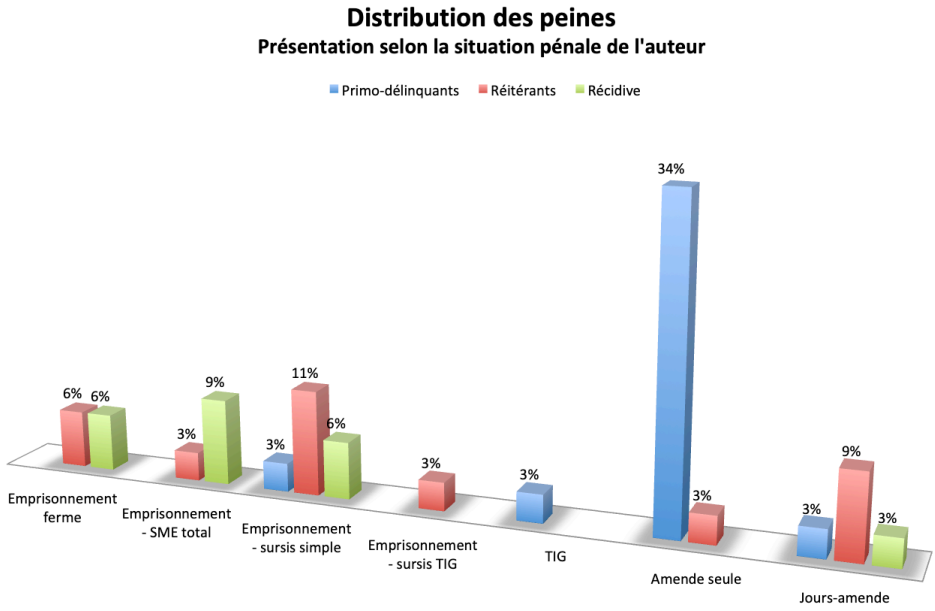


Figure 88

Concernant les auteurs primo-délinquants, les résultats mettent en évidence que :

- Ils ont été condamné dans l'intégralité des décisions disponibles par le **prononcé d'une peine d'amende lorsque les faits commis relèvent d'un cas de conduite sans permis** ;

- les **cas de conduite malgré invalidation du permis de conduire ont été condamnés quant à eux, dans la moitié des cas par une peine d'amende, et dans l'autre moitié, à une peine d'emprisonnement intégralement assortie d'un sursis simple**.

Il est à souligner que **la nature des peines prononcées à l'encontre d'auteurs primo-délinquants ayant commis des faits de conduite malgré invalidation du permis de conduire est déterminée par le choix de la procédure utilisée** dès lors que l'étude des décisions montre que **la moitié des prévenus ayant été condamnés à une peine d'amende pour des faits de conduite malgré invalidation du permis ont été jugés par voie de CRPC, tandis que l'autre moitié des prévenus, condamnés à une peine d'emprisonnement intégralement assortie du sursis, a été poursuivie par voie de**

COPJ, et jugée en audience de juge unique. Faut-il y voir l'existence possible d'un barème que suivrait implicitement les magistrats auteurs des décisions analysés ? L'échantillon est trop faible pour confirmer cette analyse, mais la question pourrait être légitimement posée si elle devait être confirmée par l'analyse d'un échantillon plus important de décisions.

Concernant les **auteurs ayant des antécédents judiciaires**, les résultats montrent qu'ils ont été sanctionnés par le prononcé d'une peine d'emprisonnement dans la majorité des cas, mais il faut toutefois des enseignements suivants :

- les peines d'emprisonnement **assorties d'un sursis simple ont davantage été prononcées à l'encontre des auteurs en état de réitération** ;

- **celles assorties d'un SME ont davantage été prononcées à l'encontre d'auteurs en état de récidive** ;

- Les peines d'emprisonnement **ferme concernent tout autant les multiréitérants que multirécidivistes, ou les auteurs en état de première récidive légale, mais ayant commis des faits nouveau rapidement après leur première condamnation** (**environ 6 mois**).

L'analyse montre toutefois **une plus grande mobilisation de l'éventail des peines disponibles en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires qu'en présence d'auteurs primo-délinquants** (Figure 89).

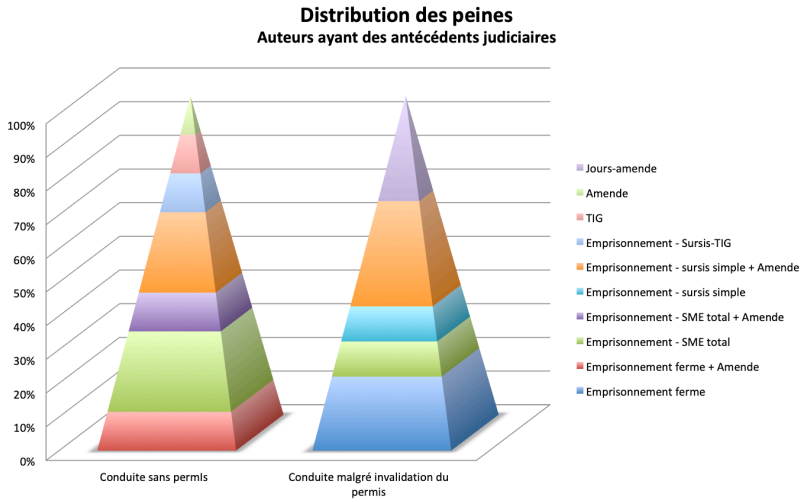


Figure 89

Si l'on excepte les hypothèses de conduite malgré suspension ou annulation judiciaire du permis de conduire en raison de la faible taille de l'échantillon analysé, l'étude des pratiques juridictionnelles dans la répression des autres cas de défaut de permis conduite sans permis et conduite malgré invalidation du permis de conduire fait clairement apparaître que **les magistrats individualisent les peines prononcées, du moins en ce qui concerne leur nature, ce qui conduit à exclure tout recours à un barème**, fût-il implicite, dans la détermination de la nature des peines prononcées, pour ces deux types de défaut de permis en tout cas. Concernant les autres hypothèses de défaut de permis, l'échantillon de décisions est bien trop faible pour être suffisamment représentatif.

En retenant uniquement les contentieux pour lesquels l'échantillon de décisions analysées est suffisamment représentatif, l'on peut constater que la part des peines d'emprisonnement fermes prononcées par le TGI 1 est quasi-identique dans les deux contentieux retenus. Elle est toutefois **systématiquement assortie d'une peine d'amende lorsqu'elle est prononcée en répression d'un défaut de permis résultant d'une conduite sans permis**, alors qu'elle n'est jamais assortie d'une telle peine lorsqu'elle est prononcée pour sanctionner un cas de conduite malgré invalidation du permis de conduire dans l'échantillon de décisions analysé (Figures 90 & 91).

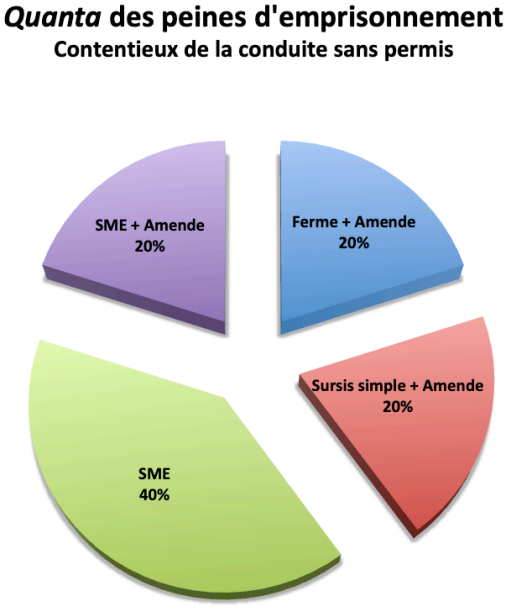


Figure 90

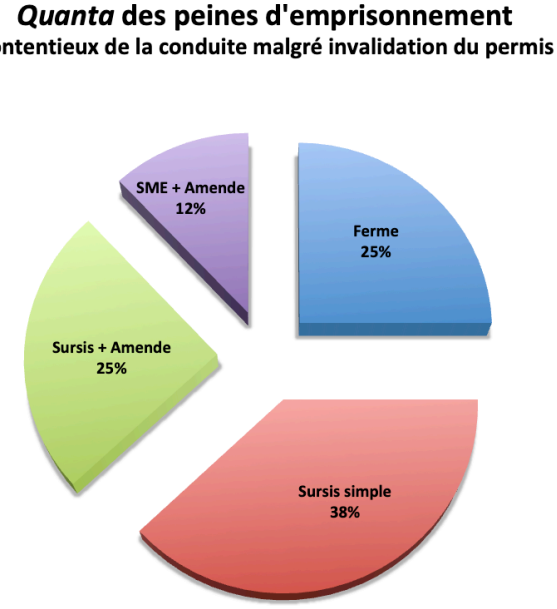


Figure 91

Les graphiques montrent par ailleurs que les **peines d'emprisonnement prononcées dans les deux contentieux sont majoritairement assortis d'un sursis intégral**

neutralisant, dans l'immédiat au moins, l'incarcération du condamné, le SME étant davantage prononcé dans le champ du contentieux de la conduite sans permis (60 % des cas) **que dans le contentieux de la conduite malgré invalidation du permis de conduire où le sursis simple est privilégié** (63% des cas). Cette situation s'explique par le fait que, dans toutes les hypothèses de conduite sans permis sanctionnées au TGI 1, les magistrats ont systématiquement prononcée une obligation de se présenter aux épreuves du permis de conduire, et ce, quelque soit la procédure utilisée. Il s'agit là d'un vériable choix de la part des magistrats. « *Lorsque les ressources du prévenu le permettent, je considère que la mesure la plus utile que l'on puisse prononcer à l'encontre de quelqu'un qui a déjà plusieurs condamnations au casier pour des faits de conduite sans permis. L'avantage avec le SME, c'est que le condamné sait que s'il ne respecte pas les obligations qui ont été prononcées, et bien il risque l'incarcération*. » (J.4) ; « *Dès lors que le prévenu dispose de revenus suffisants, et qu'il a déjà été condamné pour ce type de faits, je considère qu'un SME assorti de l'obligation de se présenter aux épreuves du permis de conduire est une mesure parfaitement adaptée, et donc je n'hésite pas à la prononcer, ce d'autant que le parquet prend souvent des réquisitions en ce sens* » (J5). **Les quelques mesures de SME prises dans le champ de la conduite malgré invalidation du permis de conduire** (**12 % des cas**) **sont justifiées par le fait que le prévenu s'étant déclaré sans emploi ou sans profession, les magistrats ont systématiquement prononcé une obligation de suivre une formation ou d'exercer une activité professionnelle, ce qui répond, dans les deux cas, à l'objectif de réinsertion sociale assigné à la sanction pénale**.

L'analyse des décisions rendues par le TGI 1 dans le contentieux de la conduite sans permis laisse apparaître **l'existence possible d'une barémisation de la détermination des *quanta* des peines d'emprisonnement prononcées en fonction des modalités d'exécution dont ces dernières sont assorties** ; les *quanta* les plus élevées étant systématiquement prononcés pour des peines d'emprisonnement intégralement assorties d'un SME. Si la taille restreint de l'échantillon analysé interdit d'asseoir cette hypothèse avec certitude, l'équipe de droit pénal observe que la même tendance peut être observée dans le champ du contentieux de la conduite malgré invalidation du permis de conduire, alors même que, dans ce dernier, seul 37 % des prévenus étaient en état de récidive légale, 50 % étant réitérants, et 12 % primo-délinquants. Malgré la présence d'un public plus diversifié en terme de situation pénale, l'analyse montre que les *quanta* les plus élevés — entre 4 et 6 mois — sont systématiquement prononcés en

présence de peines d'emprisonnement intégralement assorties d'un SME ou d'un sursis-TIG, dans ce contentieux également ; les *quanta* les moins élevés étant prononcés en présence de peines d'emprisonnement ferme ou intégralement assorties d'un sursis simple. L'analyse montre que le prononcé d'une peine d'amende aux côtés d'une peine d'emprisonnement n'emporte aucune conséquence sur la détermination de la durée de privation de liberté. Ces résultats sont intéressants dans la mesure où, malgré des différences notables, notamment le public visé par ces décisions de condamnations, l'on observe que les peines d'emprisonnement fermes ou assorties d'un sursis simple ont des *quanta* compris entre 1 et 3 mois de privation de liberté, tandis que celui des peines d'emprisonnement assorties d'un SME ou d'un sursis-TIG ont toutes un *quanta* compris entre 4 et 6 mois. Si la taille des échantillons analysés dans chaque contentieux ne permet pas d'affirmer l'existence d'un barème implicite suivi par les magistrats du siège du TGI 1, la réunion de ces deux échantillons montre, malgré des publics différents et des hypothèses de défaut de permis différentes, une régularité dans les pratiques qui permet de suspecter l'existence d'un barème implicitement suivi par les cinq magistrats du TGI 1.

Concernant les peines d'amende, la grande majorité d'entre-elles ont été prononcées en répression d'un défaut de permis résultant d'un délit de conduite sans permis (73%). Les résultats font apparaître que le *quantum* moyen des amendes prononcées s'élève à 340 €, avec un écart-type de 188 €[139], ce qui montre une dispersion significative autour de la moyenne, et peut suggérer, en première analyse du moins, que les peines d'amende rendues par les magistrats du TGI 1 sur la période considérée sont relativement hétérogènes, ce que semble confirmer une analyse brute des *quanta* des peines d'amende prononcées sur la période considérée (Figure 92).

[139] Annexe 14.

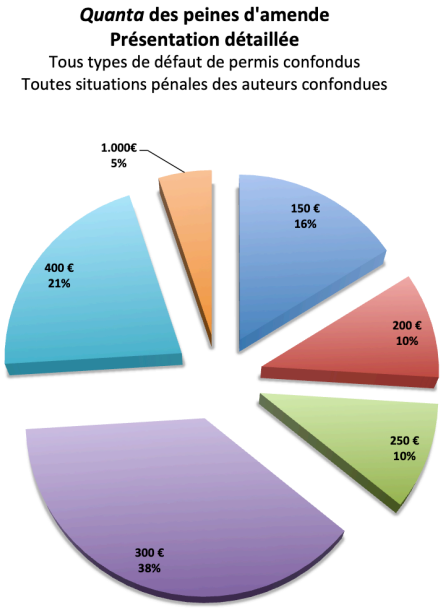


Figure 92

Toutefois, ce graphique fait déjà apparaître que 59 % des peines d'amende prononcées sur la période considérée ont un *quantum* compris entre 300 € et 400 €, quelque soit le type de défaut de permis jugés ou la situation pénale des prévenus, ce qui invite à relativiser l'hétérogénéité des pratiques juridictionnelles du TGI 1. Par ailleurs, l'analyse montre par ailleurs que l'échantillon présente 5 % de peines d'amende dont le *quantum* atteint 1000 €, ce qui pertube le calcul de l'écart-type, et donc l'appréciation du taux de dispersion autour de la moyenne. En isolant certains critères, l'équipe de droit pénal a pu dégager des constantes dans la pratique juridictionnelle des magistrats (Figure 93).

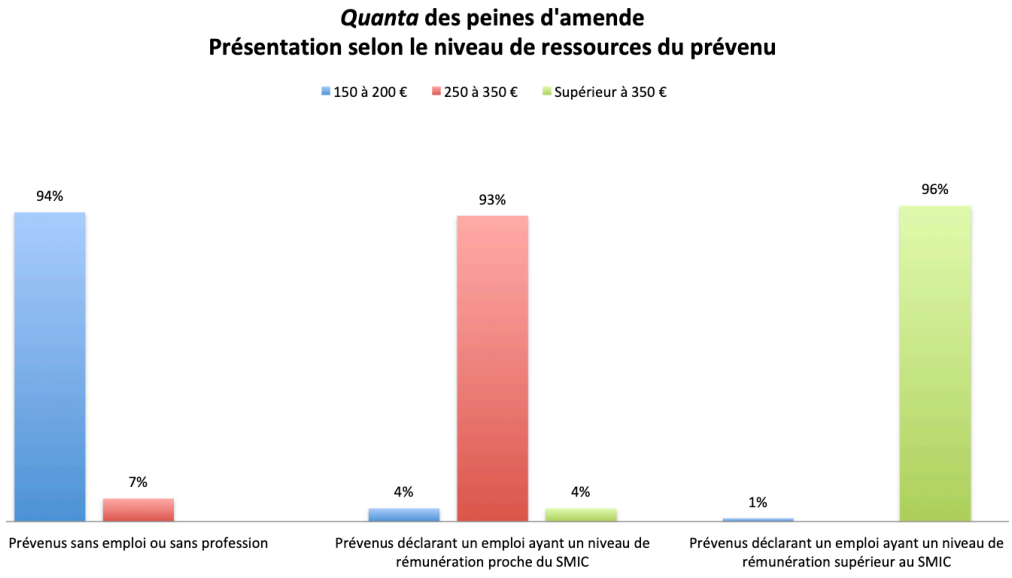


Figure 93

Faut-il voir dans cette situation la simple manifestation du principe de l'individualisation des peines ? Cela nous semble discutable dès lors que, si ce principe commande de tenir compte des charges et ressources de l'intéressé, d'une part, mais également de sa situation familiale, d'autre part, il convient de rappeler qu'au TGI 1, la grande majorité des auteurs primo-délinquants ont été jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle, et l'expérience montre que, dans ce type de procédure, ces informations ne sont que rarement renseignées dans les dossiers. Cette situation les contraint le plus souvent, afin de proportionner au mieux la peine d'amende qu'ils prononcent, à dégager un "revenu moyen-type" en fonction du niveau de rémunération tiré, en général, de l'activité professionnelle déclarée par le prévenu. Pour les procédures passant par le circuit classique de l'audience, nous avons pu constater que, dans la grande majorité des cas, et parfois sur les conseils de leurs avocats, les prévenus se présentent sans aucun justificatifs permettant d'établir avec certitude leur niveau de ressources comme celui de leurs charges, comme nous l'avons vu *supra*, et le juge, par la force des choses, doit se contenter des seules déclarations du prévenu dont on conviendra que la véracité est pour le moins discutable. En outre, dans l'échantillon analysé, les situations familiales des prévenus sont diversifiées, certains étant divorcés, d'autres mariés, ou célibataires. Le nombre d'enfant n'étant pas renseigné dans les décisions, aucune analyse n'a pu être menée sur ce point. Les résultats montre qu'à la marge, les magistrats s'écartent parfois, en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, de la peine d'emprisonnement pour lui préférer la peine de jours-amende, sans que les critères ayant guidé un tel choix n'apparaissent à l'analyse du contenu des décisions. Toutefois, l'échantillon disponible (5 décisions) n'est pas suffisamment représentatif pour faire l'objet d'une analyse statistique pertinente, tout comme cela est le cas pour les peines complémentaires.

100. Les résultats au TGI 2. À titre liminaire, pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*.

Les faits de défaut de permis de conduire représentent, pour la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, 15 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude, et traités par le TGI 2, soit 53 décisions prises par cinq magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale, étant observé que l'un d'entre eux est

l'auteur de 72 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé. L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence que ce TGI a jugé majoritairement des faits de conduite sans permis et de conduite malgré invalidation du permis de conduire sur la période considérée (Figure 94).

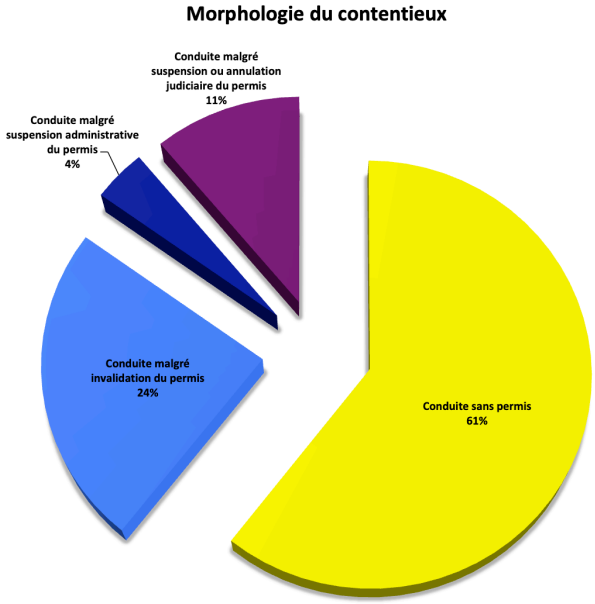


Figure 94

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs de défaut de permis jugés comme infraction unique au TGI 2 montre que 92 % sont de sexe masculin, et ont, dans 38 % des cas, entre 25 ans et moins de 40 ans. 38 % des auteurs déclarent être en couple, et 69 % occuper un emploi, contre 21 % qui se déclarent sans emploi.[140]

Les résultats montrent que, tous types de défaut de permis confondus et quelque soit la situation pénale des auteurs, **38 % des faits ont été jugés par voie de CRPC ; 32 % par voie d'ordonnance pénale délictuelle ; 25 % par voie de COPJ** ; 2 % par voie de CPPV et 2 % également par voie de citation. L'analyse du profil pénal des auteurs de défaut de permis montre, sur la période considérée, la **majorité des prévenus** jugés pour des faits de défaut de permis, toutes catégories de défaut de permis confondues, **ont des antécédents judiciaires** (Figure 95).

[140] Annexe 2.

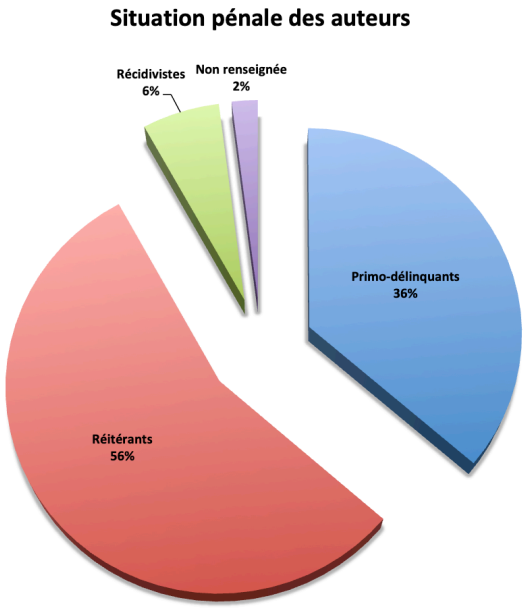


Figure 95

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal fait apparaître qu'en présence d'auteurs primo-délinquants, les magistrats du siège ont majoritairement jugés les faits de conduite malgré suspension administrative, suspension ou annulation judiciaire, du permis de conduire par voie de CRPC ou de COPJ, tandis que le jugement des faits de conduite sans permis est passé principalement par la voie de l'ordonnance pénale délictuelle. Les **auteurs ayant des antécédents judiciaires**, selon qu'ils sont en état de première réitération, de multiréitérations, de première récidive ou de multirécidives, ont été majoritairement jugé dans le cadre des procédures de CRPC ou de COPJ. Il sera rappelé en outre au lecteur que **l'équipe de droit pénal n'ayant pu recueillir les ordonnances de validation des mesures de compositions pénales rendues par le TGI 2, il n'a donc pas été possible d'observer si cette procédure a été utilisée dans la répression des faits de défaut de permis**.

L'analyse de la pratique juridictionnelle de ce TGI montre que, toutes catégories de défaut de permis confondues, et quelque soit la situation pénale des auteurs, les peines prononcées par le TGI 2 en répression d'un défaut de permis se partagent à quasi-égalité entre les peines affectant le patrimoine des condamnés et la peine d'emprisonnement. Cette situation tient vraisemblablement au fait que, sur la période considérée, 62 % des prévenus jugés pour des faits de défaut de permis ont des antécédents judiciaires. L'analyse met toutefois en évidence que, **dans 73 % des cas, les peines d'emprisonnement sont assorties de modalités d'exécution faisant obstacle à l'incarcération du condamné à l'issue de sa condamnation** (Figure 96).

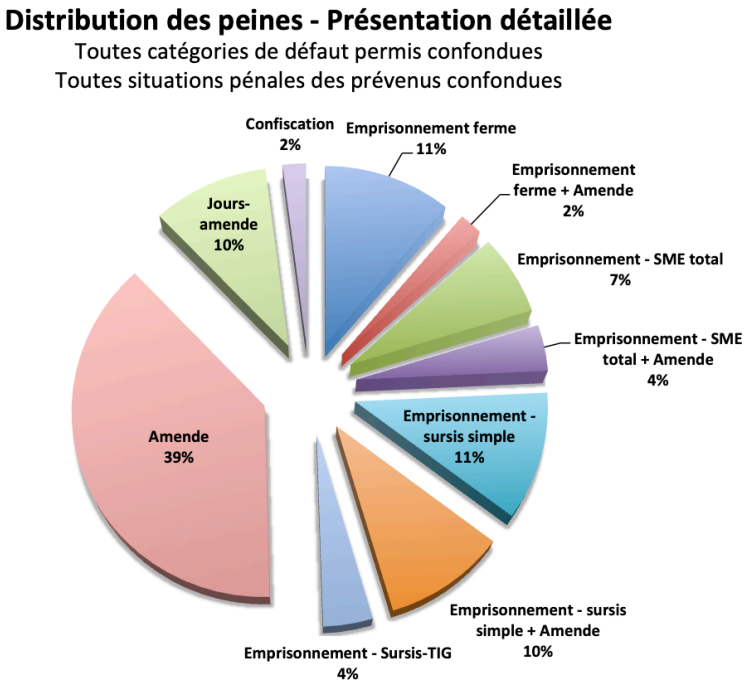


Figure 96

En isolant les deux types de défaut de permis pour lesquels le nombre de décisions est suffisamment représentatif pour que les résultats présentent un réel intérêt, à savoir le contentieux de la conduite sans permis et celui de la conduite malgré invalidation du permis, (85 % des décisions rendues par le TGI 2), l'analyse permet de mettre en évidence **certaines tendances dans les pratiques juridictionnelles**.

Elle fait par exemple apparaître que **les faits de conduite sans permis commis par des auteurs primo-délinquants sont systématiquement sanctionnés par le prononcé d'une peine d'amende, contrairement à la répression des faits de conduite malgré invalidation du permis qui passe par la mobilisation d'une plus grande diversité de sanctions.**

En présence **d'auteurs ayant des antécédents judiciaires**, la **peine d'emprisonnement est privilégiée pour les deux types de défaut de permis**. Il sera souligné toutefois qu'en présence de **faits de conduite sans permis, la peine d'emprisonnement ferme est davantage mobilisée** qu'en présence de faits de conduite malgré invalidation du permis de conduire pour lesquels la majorité des peines d'emprisonnement prononcées sont assorties d'un sursis simple ou d'un SME (Figure 97).

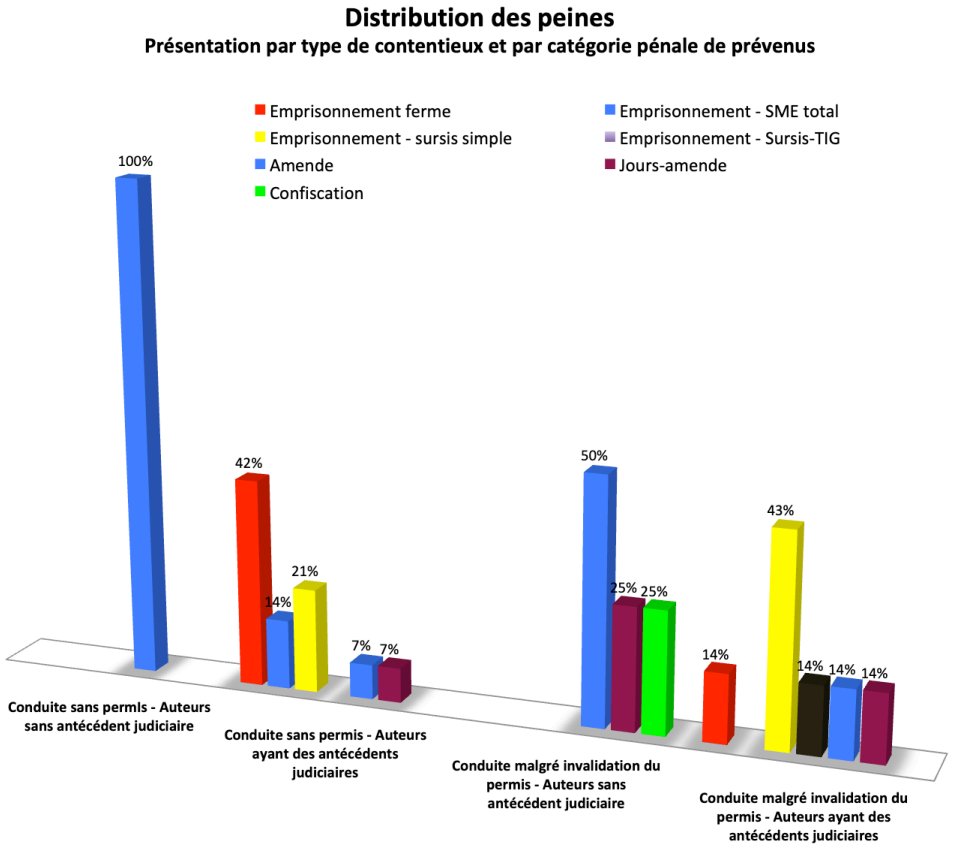


Figure 97

L'analyse des *quanta* des peines d'emprisonnement prononcées montre que **les pratiques juridictionnelles au TGI 2 tendent à maintenir la répression des faits de défaut de permis dans une fourchette de durée de privation de liberté n'excédant pas 3 mois dans l'immense majorité des cas**. Ainis, la majorité des peines d'emprisonnement fermes prononcées n'excèdent pas 2 mois (83 % pour des cas de conduite sans permis ; 100 % pour les faits de conduite malgré invalidation du permis) comme celles assorties intégralement d'un sursis simple (66% pour la conduite sans permis ; 100 % pour la conduite malgré invalidation du permis). Il n'y a guère qu'en quelques rares hypothèses (prévenus ayant de nombreuses condamnations au casier judiciaire notamment) que les *quanta* des peines d'emprisonnement fermes (17 %) ou assorties d'un sursis simple (33 %) atteignent une durée de 3 mois de privation de liberté dans le champ de la conduite sans permis. **Les *quanta* des peines d'emprisonnement assorties d'un sursis imposant une ou plusieurs obligations au condamné** (type SME ou sursis-TIG) s'inscrivent également dans ses seuils, à l'exception notable de l'unique peine de 8 mois d'emprisonnement, dont 4 mois sont assortis d'un SME. Cette condamnation s'explique, nous semble-t-il, par le nombre conséquent de condamnations au casier judiciaire du prévenu (11 condamnations pour

des délits routiers). **Est-il possible de déduire de ces résultats l'existence d'un barème suivi par les magistrats du siège au TGI 2 ?** Une réponse positive est délicate à apporter au regard de la taille de l'échantillon analysé, mais une réponse négative fondée sur ce même argument n'en serait pas moins critiquable d'un point de vue scientifique. Rappelons que ces décisions ont été recueillies sur un délai de six mois. Cela signifie qu'en dépit de leur faible nombre, elles témoignent d'une certaine régularité dans les pratiques qui, si elle mériterait d'être vérifiée par l'analyse d'un échantillon plus large, n'en reste pas moins riches d'enseignements. Par ailleurs, la réponse à la question posée peut aussi être rapportée par le croisement des résultats obtenus dans la détermination des *quanta* des autres sanctions pénales prononcées en répression d'un défaut de permis.

Sur ce point, les résultats révèlent que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées par le TGI 2 dans le champ de la répression du défaut de permis s'élève à 387 € avec un écart-type fixé à 127 €.[141] Ce chiffre montre une **dispersion autour de la moyenne relativement modérée, et peut suggérer, en première analyse du moins**, que les peines d'amende prononcées par les magistrats du TGI 2 dans le contentieux du défaut de permis sur la période considérée sont cohérentes, ce qui peut induire **l'existence d'une certaine régularité dans la pratique des juges susceptible d'induire l'existence d'une barémisation du traitement juridictionnel du contentieux du défaut de permis**. L'intérêt de ce chiffre est qu'il englobe tous les cas de défaut de permis, et qu'il est calculé sans tenir compte de la situation pénale des prévenus.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal, sur les deux types de défaut de permis sélectionnés *supra* en raison de leur représentativité, **confirme l'existence de pratiques régulières susceptibles d'induire l'existence d'un barème suivi par les magistrats du TGI 2**. Certains *quanta* reviennent trop régulièrement, et ce, malgré la diversité des profils socio-professionnels présents dans l'échantillon analysé pour que la question de l'existence d'un barème suivi par les magistrats du TGI 2 ne soit pas posée (Figure 98).

[141] Annexe 14.

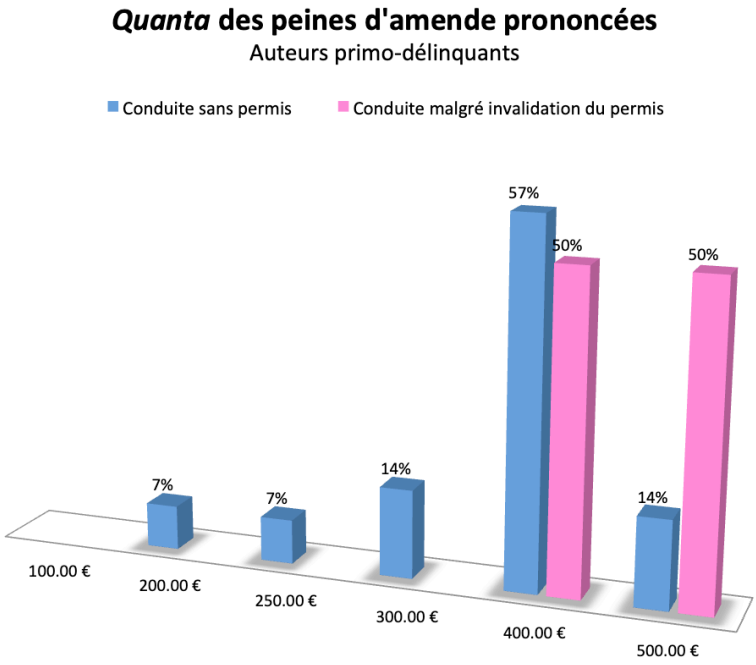


Figure 98

En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, les *quanta* prononcés tendent à devenir plus volatiles. Il convient d'ailleurs rappeler qu'un nombre de peines d'amende significatif ont été prononcées en sus d'une peine d'emprisonnement (Figure 99).

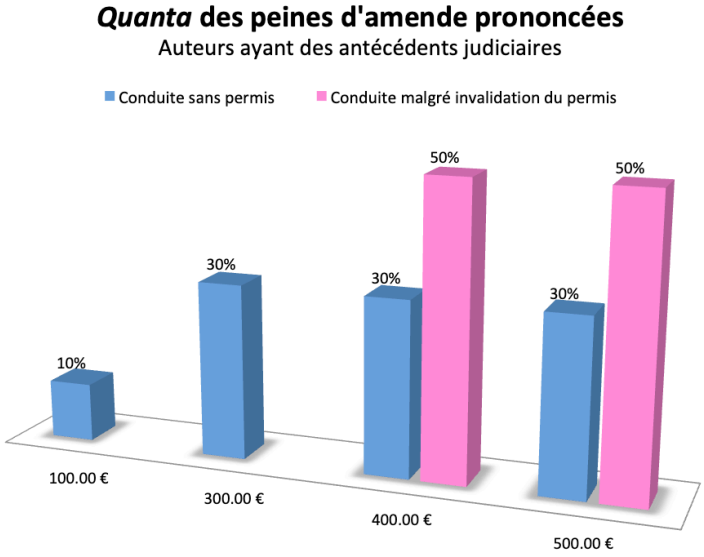


Figure 99

L'analyse montre que le *quantum* de l'amende accompagnant une peine d'emprisonnement est systématiquement inférieur à celui de l'amende prononcée comme unique peine, notamment lorsqu'elle est assortie d'un SME comportant l'obligation de se présenter aux épreuves du permis de conduire, par exemple. Ici

aussi, la taille de l'échantillon analysé pour chaque type de défaut de permis pourrait conduire à ne pas retenir les résultats exposés au motif que l'échantillon n'est pas suffisamment représentatif. Mais, ce qui est intéressant, c'est que le croisement des résultats relatifs à la régularité des pratiques juridictionnelles dans le prononcé des peines d'emprisonnement et des peines d'amende pour les deux types de défaut de permis retenus permet de présumer l'existence d'un barème implicitement suivi par les magistrats du TGI 2.

Cette présomption pourrait être renforcée par l'étude des pratiques dans le prononcé des peines de jours-amende. Sur ce point, les résultats montrent que le *quantum* moyen des peines de jours-amende prononcées en répression d'un défaut de permis, tous types confondus, s'élève à 524 € avec un écart-type de 149 €[142], ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne très modérée, et peut suggérer, en première analyse du moins**, que les décisions rendues par les magistrats du TGI 2 sur la période considérée sont relativement cohérentes. Si ces chiffres pourraient **induire l'existence d'un barème en la matière**, une telle hypothèse ne peut être vérifiée pour deux raisons au moins. Tout d'abord, la taille de l'échantillon analysé (5 décisions). Ensuite, la similarité des profils, tant judiciaires que socio-professionnels des cinq prévenus ayant été condamnés à une telle peine est susceptible d'expliquer, sans difficulté, cette dispersion très faible autour de la moyenne que l'analyse statistique réalisée par M. Monnery a permis d'établir.[143]

Concernant les peines complémentaires, le TGI 2 en a prononcé très peu sur la période considérée (4 décisions), de sorte que l'échantillon n'est pas suffsamment représentatif là encore pour faire l'objet d'une analyse statistique pertinente.

101. Les résultats du TGI 3. À titre liminaire, pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*.

---

[142] Annexe 14.

[143] Dans toutes les décisions, les prévenus étaient des hommes ayant entre 30 ans et 40 ans pour trois d'entre-elles, entre 40 ans et 50 ans pour l'une d'entre elles. Ils étaient mariés dans quatre d'entre elles, et un seul était célibataire. Ils exerçaient tous des professions artisanales (carreleur, maçon, boulanger, artisan). Ils étaient tous poursuivis en état de réitération pour des faits de conduite malgré invalidation du permis de conduire, sauf pour l'un d'entre eux qui l'était pour conduite sans permis. Le premier a été condamné à peine de 60 jours-amende d'un montant unitaire de 7 euros, soit 420.00 € ; le second et le quatrième à une peine de 60 jours-amende d'un montant unitaire de 8 euros, soit 480.00 € ; le troisième à une peine de 50 jours-amende d'un montant unitaire de 10 euros, soit 500.00 €.

Sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, les faits de défaut de permis représentent 22 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude, et traités par le TGI 3, soit 64 décisions prises par cinq magistrats ayant statué, soit à juge unique, soit en formation collégiale, l'un d'entre-eux étant toutefois l'auteur de près de 65 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence que ce TGI a jugé majoritairement des faits de conduite sans permis, et dans une moindre mesure des faits de conduite malgré rétention du permis ou de conduite malgré invalidation du permis de conduire, sur la période considérée (Figure 100). Le TGI 3 se distingue donc des autres TGI étudiés car aucun ne présente un taux aussi élevé de décisions portant sur des faits de conduite malgré rétention du permis de conduire.

Le profil socio-professionnel des auteurs de défaut de défaut de permis jugé comme infraction unique au TGI 3 montre que 95 % d'entre eux sont de sexe masculin, et ont, dans 44 % des cas, entre 25 ans et moins de 40 ans. 17 % des auteurs déclarent être en couple, et 55 % occuper un emploi, contre 22 % qui se déclarent sans emploi, et 0,4 % étudiant(e) ou retraité(e).[144]

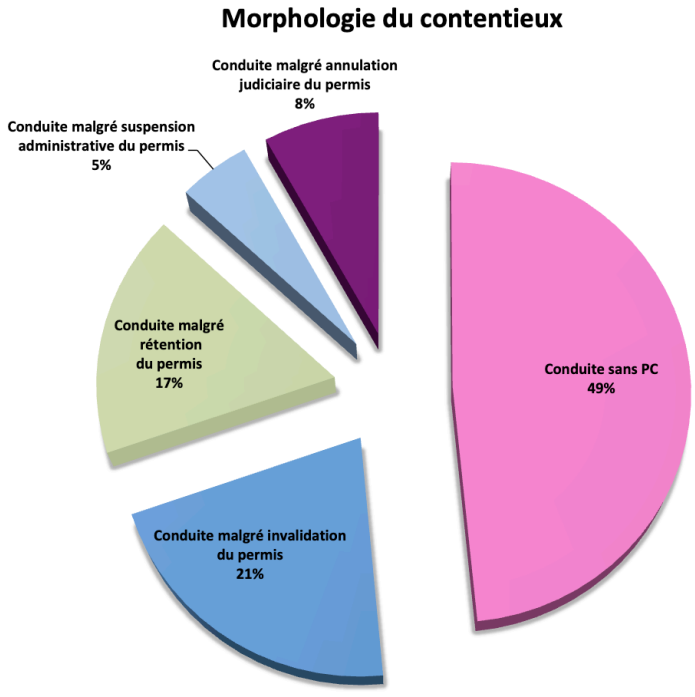


Figure 100

[144] Annexe 3.

Les résultats mettent en évidence que 33 % **des faits ont été jugés par voie de CRPC ; 33 % par voie de COPJ** ; 16 % par voie d'ordonnance pénale délictuelle ; 8 % par voie de citation, et 8% ont fait l'objet d'une composition pénale. L'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal montre que **la majorité des auteurs jugés ont des antécédents judiciaires** (Figure 101).

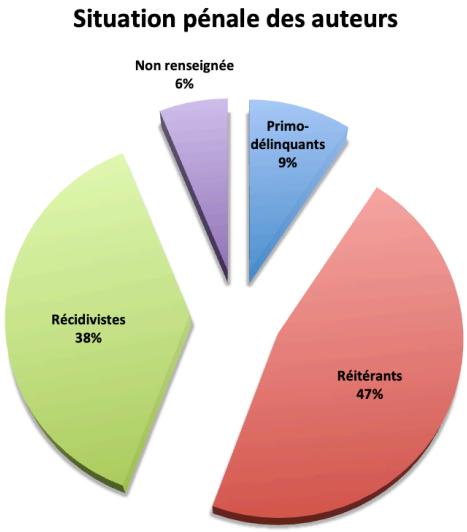


Figure 101

L'analyse de la pratique juridictionnelle du TGI 3 montre une **relative dispersion des peines**, et que les magistrats privilégient le prononcé de peines affectant le patrimoine des prévenus (Figure 102).

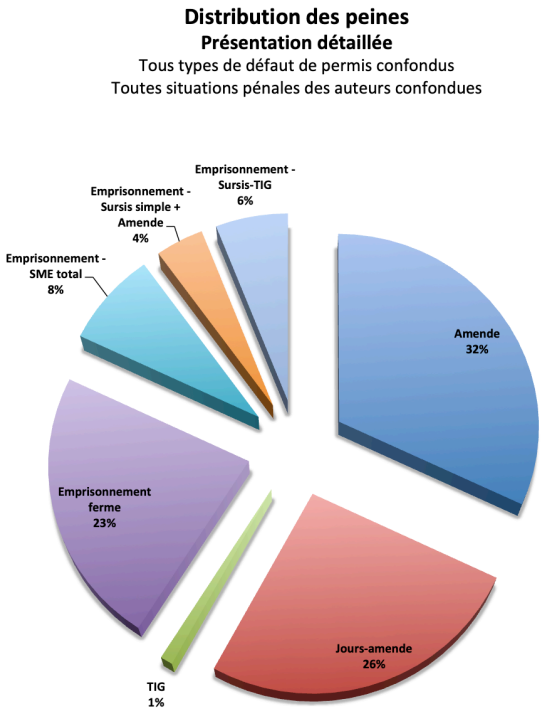


Figure 102

En raison probablement du profil des prévenus, il est à remarquer que **le TGI 3 mobilise davantage la peine de jours-amende que dans les autres TGI, mais prononce par ailleurs moins de peines mixtes que les autres TGI.**

L'anayse réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence l'existence d'un barème implicite suivi par les magistrats au stade du prononcé des peines d'emprisonnement dès lors que, tous types de défaut de permis, 57 % des peines d'emprisonnement prononcées partagent un *quantum* commun compris entre 2 et 3 mois (Figures 103 & 104).

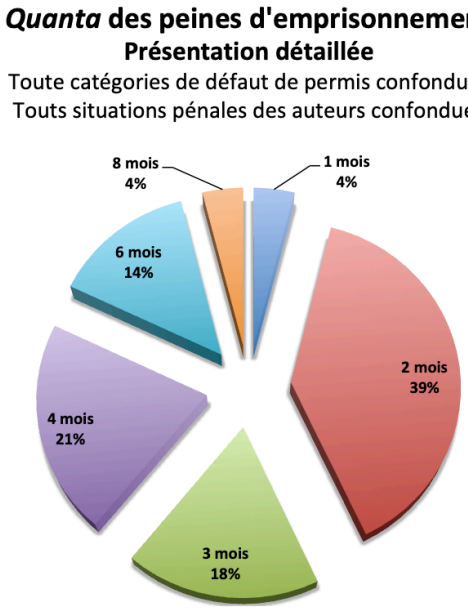


Figure 103

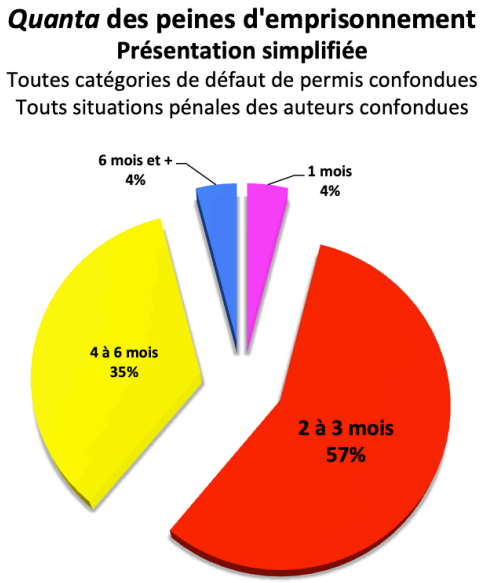


Figure 104

Il est à remarquer en outre que, **dans 46 % des décisions rendues par le tribunal correctionnel, les prévenus étaient non comparants et non représentés. Ces prévenus ont été condamnés, dans 85 % des cas, à une peine d'emprisonnement ferme dont le *quantum* est compris entre 2 mois et 4 mois dans 63 % des cas** ; et se trouvé fixé à 6 mois dans 37 % des cas.

En affinant les critères de l'analyse, **la thèse de l'existence d'un barème suivi par les magistrats du TGI 3 est confortée**. Par exemple, si l'on isole les critères tirés du type de défaut de permis réprimé et la situation pénale des auteurs, qui sont les deux critères déterminant tant dans la détermination de la nature de la peine prononcée que de son *quantum*, il peut être observé que ce sont systématiquement les mêmes *quanta* qui reviennent dans chaque contentieux, aussi bien quand l'auteur est réitérant

que récidiviste. Ainsi, l'équipe de droit pénal observe que, dans la répression de faits de conduite sans permis, 100 % des auteurs en état de réitération ont été condamnés à une peine d'emprisonnement 50 % l'ont été pour une durée de 2 mois ; 50 % pour une durée de 3 mois tandis que les auteurs ayant commis des faits de conduite malgré une invalidation du permis de conduire en état de récidive ont été condamnés à des *quanta* d'emprisonnement qu'il est possible de diviser en trois tiers parfaitement égaux (Figure 105).

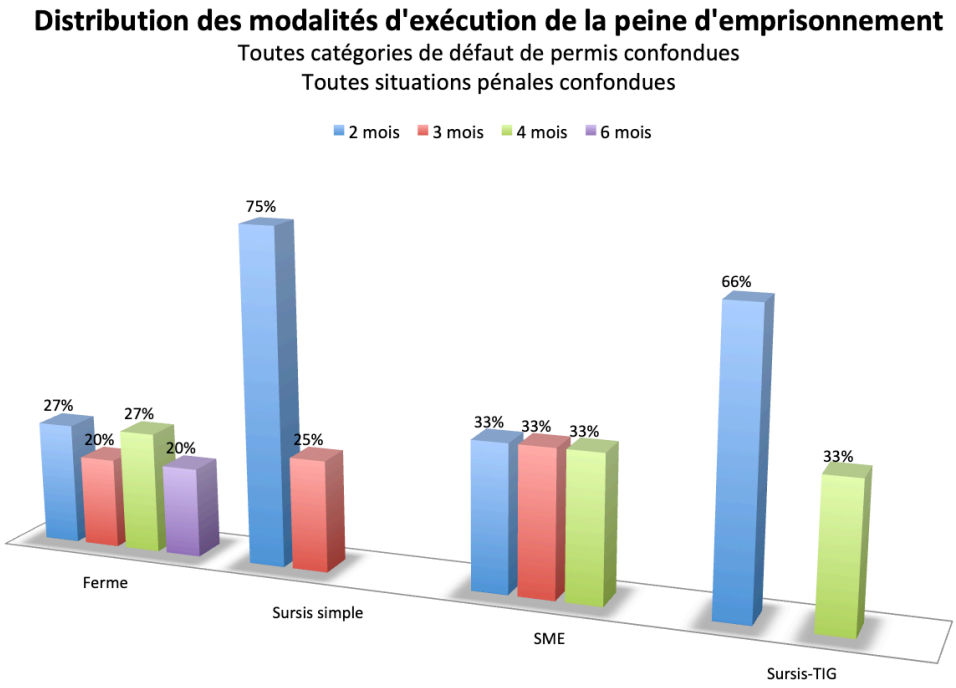


Figure 105

Ces résultats montrent que, **si l'hypothèse d'un barème implicitement suivi par les magistrats est tout à fait pertinente pour expliquer la régularité des pratiques juridictionnelles des magistrats au TGI 3 dès lors qu'elle passe sans difficulté l'épreuve du rasoir d'Occam, les peines d'emprisonnement qui ont été prononcées sur la période considérée, demeurent toutefois individualisées, que ce soit dans leur *quantum* ou dans le choix des modalités d'exécution dont ces dernières sont assorties.**

Concernant les peines d'amende prononcées par le TGI 3, les résultats mettent en évidence que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées au TGI 3 est de 450 € avec un écart-type s'élevant à 188 €[145], ce qui montre une **dispersion autour de la**

[145] Annexe 14.

moyenne relativement modérée, et peut suggérer, en première analyse du moins, que les peines d'amende prononcées par les magistrats du TGI 3 dans le contentieux du défaut d'assurance sur la période considérée sont relativement cohérentes, ce qui pourrait **induire l'existence d'une certaine régularité dans la pratique des juges susceptible d'exprimer l'existence d'une barémisation implicite du traitement juridictionnelle du défaut de permis**.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que **dans 62 % des cas, la peine d'amende qui est prononcée en répression d'un défaut de permis a un *quantum* compris entre 200 € et 300 €, ce qui semble confirmer, à l'instar de ce qui a pu être observé pour les peines d'emprisonnement, l'existence d'un barème suivi implicitement par les magistrats** au stade du prononcé des peines (Figures 106 et 107).

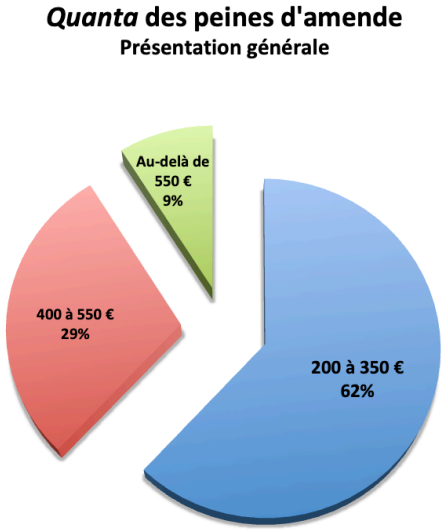


Figure 106

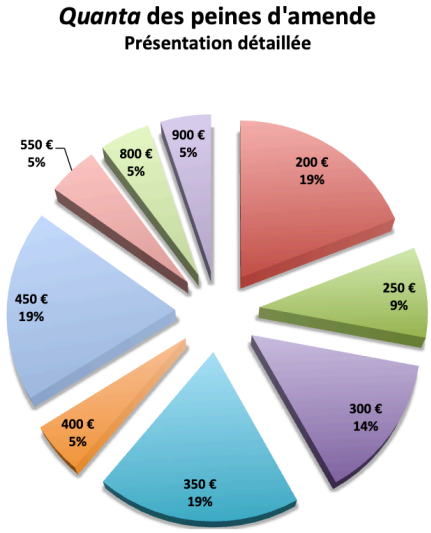


Figure 107

Reste que la réalité de l'existence de ce barème devait être recherchée par le biais d'analyses plus précises encore, notamment en isolant certains critères efficients au stade du prononcé de la peine, tels que le type de défaut de permis sanctionné ou le passé pénal des auteurs jugés pour ce type de faits.

L'analyse du contenu des décisions fait apparaître qu'il n'existe pas réellement de cohérence dans la distribution des *quanta* des peines d'amende si l'on prend comme clé de répartition le type de défaut de permis réprimé. En revanche, l'analyse montre que **le critère tiré de la situation pénale des prévenus joue un rôle déterminant** dans la distribution des *quanta* des peines d'amende qui ont été prononcées au TGI 3, notamment le nombre de condamnations inscrites au casier judiciaire, la rapidité avec

laquelle l'auteur a réitéré ou récidivé, la gravité du type de défaut de permis commis après une précédente condamnation, *etc.*

Si l'hypothèse d'un barème implicitement suivi par les magistrats semble tout à fait pertinente pour expliquer la régularité des pratiques juridictionnelles dans le prononcé des peines d'amende en répression de l'un quelconque des types de défaut de permis poursuivi, il doit être souligné que ces peines demeurent néanmoins individualisées, comme le graphique relatif à la présentation détaillée des *quanta* des peines d'amende prononcées par le TGI 3 le montre. En outre, il convient de rappeler que près de 26 % des faits de défaut de permis ont été sanctionnés par une peine de jours-amende dont le *quantum* moyen s'élève à 564 € avec un écart-type de 158.00 €, ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne très modérée**, **et suggère, en première analyse du moins**, que le *quantum* des peines de jours-amende prononcées par les magistrats du TGI 3 dans le contentieux du défaut de permis sont relativement cohérents, ce qui montre une certaine régularité dans la pratique des juges susceptible d'induire l'existence d'une barémisation implicite du traitement juridictionnelle du défaut de permis.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que le TGI 3 a prononcé plus de jours-amende que les autres TGI étudiés, à taille de juridiction et volume de contentieux traité, équivalent. Dans 26 % des cas, le TGI 3 a prononcé une peine de jours-amende dont le *quantum* est **compris entre 500 € et 600 € dans 69 % des cas**, quelque soit le profil socio-professionnel des prévenus (Figure 108). L'analyse montre également que cette peine est majoritairement prononcée en présence de faits de conduite sans permis commis en état de récidive (60 % des cas). Ces résultats tendent à mettre en évidence le fait qu'un **barème est utilisé, ce qui, comme cela a été déjà constaté dans les autres TGI étudiés, ne conduit pas à des "peines automatiques", l'individualisation des sanctions pénales est toujours présente, même si celle-ci se manifeste avec plus ou moins d'intensité selon les juridictions, le type de contentieux, ou la nature de la sanction concernée.** Concernant les peines complémentaires, le TGI 3 en a prononcé très peu sur la période considérée (4

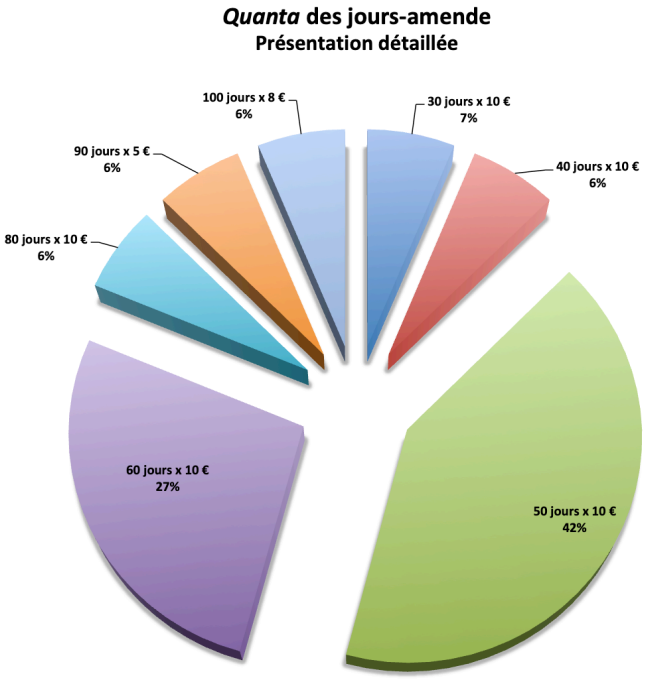


Figure 108

décisions), de sorte que l'échantillon n'est pas suffsamment représentatif pour faire l'objet d'une analyse statistique pertinente.

102. Les résultats du TGI 4. À titre liminaire, pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*. Les faits de défaut de permis représentent, pour la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, 21 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude, traités par le TGI 4, soit 342 décisions prises par huit magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale dans des proportions similaires.

Les résultats mettent en évidence que ce TGI a jugé majoritairement des faits de conduite sans permis, et de conduite malgré invalidation du permis de conduire, sur la période considérée (Figure 109). Le profil socio-professionnel des auteurs de défaut d'assurance poursuivi comme infraction unique au TGI 4 montre que 98 % d'entre-eux sont de sexe masculin, et ont, dans 48 % des cas, entre 25 ans et moins de 40 ans ; 9 % des auteurs déclarent être en couple, et 48 % occuper un emploi, 35 % se déclarent sans emploi, et 8 % étudiant(e) ou retraité(e).[146]

[146] Annexe 4.

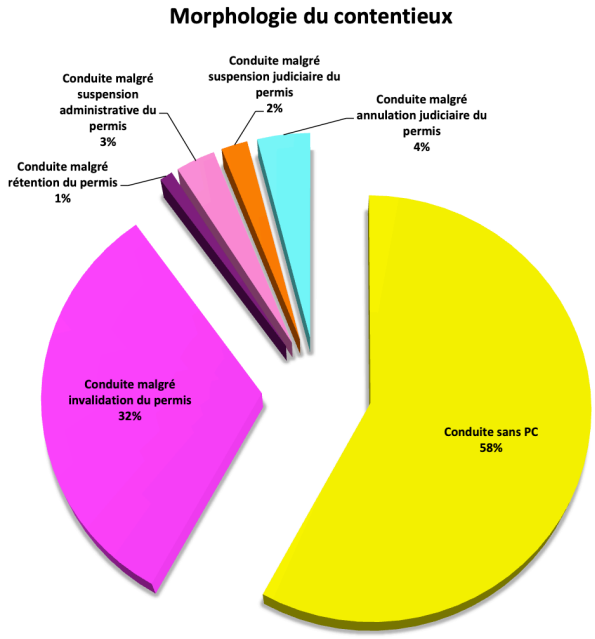


Figure 109

Les résultats montrent que, tous types de défaut de permis confondus et quelque soit la situation pénale des auteurs, 40 % des faits ont été jugés dans le cadre de la procédure d'ordonnance pénale délictuelle ; 29 % d'entre-eux dans le cadre de la procédure de CRPC ; 19 % dans le cadre de la procédure de COPJ ; 5 % dans celui de la procédure de CPPV ; 5 % dans celui de la procédure de citation ; 2 % dans celui de la procédure de comparution immédiate, et la majorité des auteurs jugés sont primo-délinquants sur la période considérée (Figure 110).[147]

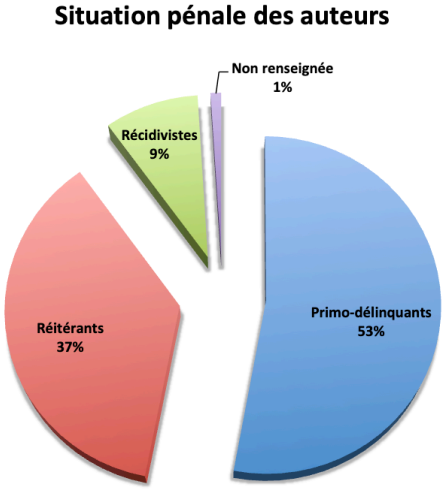


Figure 110

[147] Annexe 14.

L'analyse de la pratique juridictionnelle du TGI 4 montre que la répression des faits de défaut de permis s'organise principalement autour de la peine d'amende et de la peine d'emprisonnement, la peine de jours-amende étant sollicitée dans des proportions proches de ce qui a pu être constaté dans les autres juridictions étudiées dans le cadre de la recherche, à l'exception du TGI 3 (Figure III).

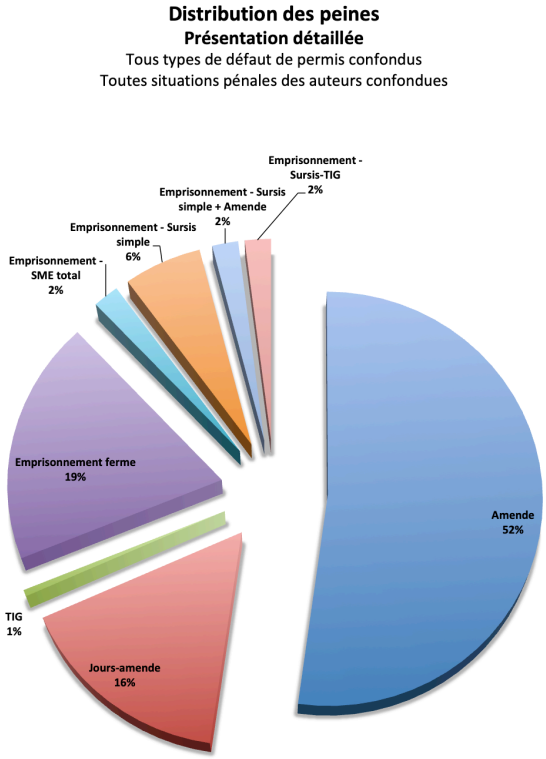


Figure III

Concernant le recours à la peine d'emprisonnement, l'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal montre que celle-ci est sollicitée pour tous les types de défaut de permis, dès lors que les faits ont été commis par un auteur ayant des antécédents judiciaires, aucun auteur primo-délinquant n'ayant été condamné, sur la période considérée, à une peine d'emprisonnement, quelque soit le type de défaut de permis réprimé.

L'analyse du contenu des décisions montre **que le type de défaut de permis ne constitue pas le critère déterminant guidant les juges** dans le choix des *quanta* des peines d'emprisonnement qu'ils prononcent, ce que l'on a déjà pu constater dans les autres TGI étudiés ; ils mettent également en évidence **l'existence d'un barème implicite suivi par les magistrats du TGI 4** dans la détermination des *quanta* des peines privative de liberté qu'ils prononcent, ce qui leur permet d'assurer la cohérence

de leurs décisions et ainsi, de garantir au mieux l'égalité de traitement des justiciables. **Les résultats montrent également que, si le recours à un barème conduit à une standardisation du processus de distribution des peines, il n'écarte pas pour autant toute idée d'individualisation**. Il existe une portion non négligeable de peines d'emprisonnement dont le *quantum* s'écarte de celui appliqué dans la majorité des situations, preuve qu'en présence de certains facteurs (comportement du prévenu à l'audience, évolution de sa situation personnelle et/ou professionnelle depuis la commission des faits, autres condamnations éventuellement intervenues, *etc.*), les magistrats s'écartent du "*quantum*-type" pour individualiser la peine au plus juste des faits et de la personnalité du prévenu (Figures 112).

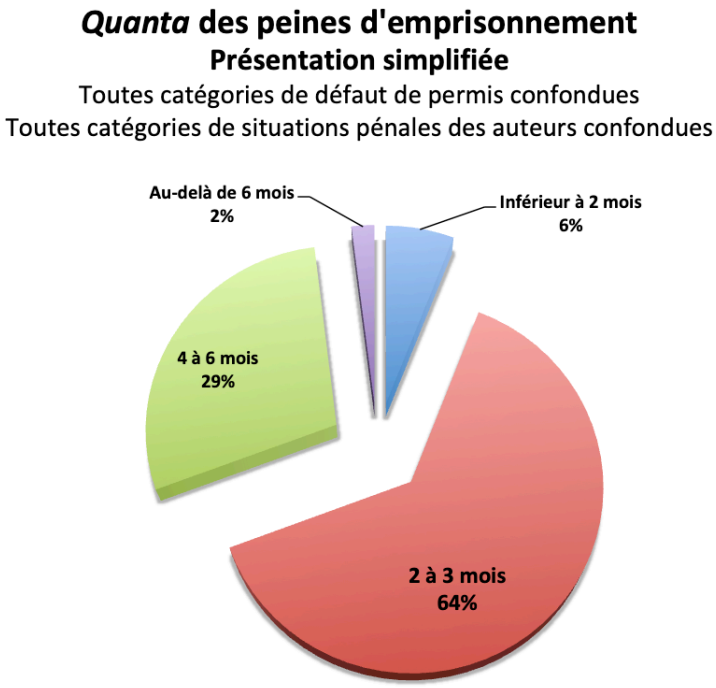


Figure 112

Concernant les peines d'amende, autre sanction pénale fortement mobilisée par le TGI 4 dans la répression des faits de défaut de permis (52 % des situations), toutes catégories de défaut de permis confondues, les résultats montrent que leur *quantum* moyen s'élève à 612 €, avec un écart-type fixé à 165 €[148], ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne très faible, et suggère fortement déjà, en première analyse du moins**, que les peines d'amende prononcées par les magistrats du TGI 4 dans le

[148] Annexe 14.

contentieux du défaut de permis sur la période considérée sont relativement cohérentes, ce qui montre une certaine régularité dans la pratique des juges.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met clairement en évidence **l'existence d'un barème implicite suivi par les magistrats statuant dans ce contentieux sur la période considérée**, dès lors que 63 % des peines d'amende prononcées en répression de ce type d'infraction ont un *quantum* de 700 €, quelque soit l'âge, la situation familiale ou professionnelle du prévenu. Ce chiffre augmente encore lorsque l'on isole les peines d'amende prononcées dans le cadre de certaines voies de poursuite. Par exemple, les faits de défaut de permis, tous types confondus, ayant été jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle, ont été réprimés d'une peine d'amende dont le *quantum* est fixé à 700 € dans 89 % des cas, quelque soit l'âge, la situation familiale ou professionnelle du prévenu (Figure 113).

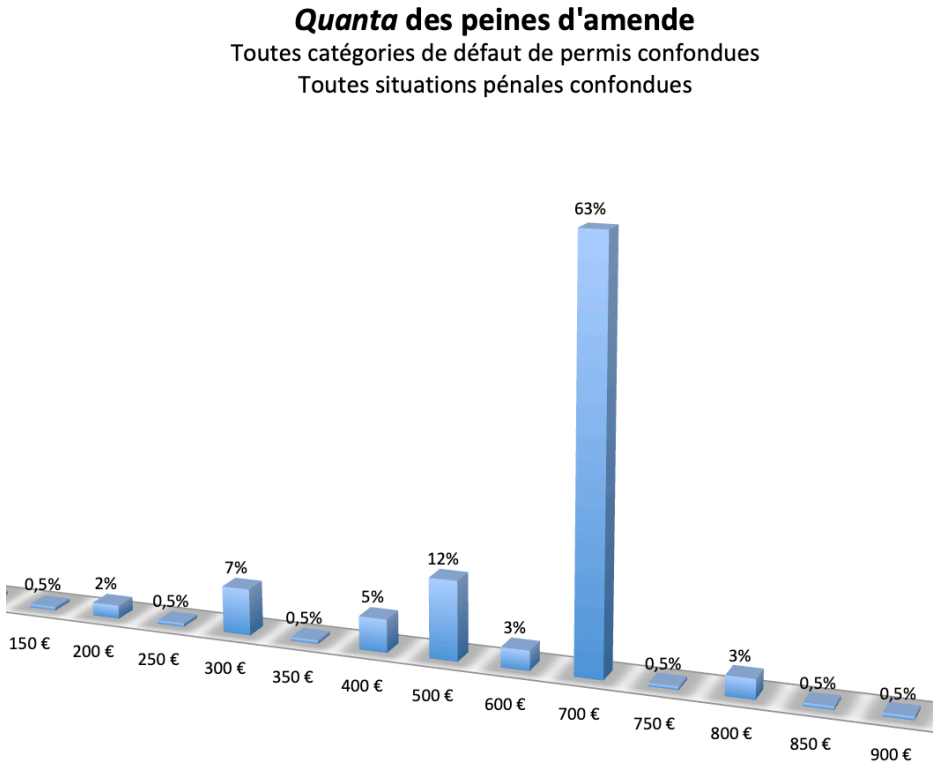


Figure 113

En poussant l'analyse, l'équipe de droit pénal a mis en évidence que **le montant des peines d'amende prononcés en répression des faits de défaut de permis connexes à un défaut d'assurance, par exemple, commis par des auteurs primo-délinquants jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle ont été condamnés, dans 88 % des cas, à une peine d'amende ayant un *quantum* de 800 €**, et ce, quel que soit l'âge, la

situation familiale ou professionnelle du prévenu. Contrairement à ce qui a pu être observé dans le champ de la peine d'emprisonnement, l'analyse montre ici que l'application d'un barème fait primer, dans le champ de la peine d'amende, la standardisation sur l'individualisation.

À l'instar de ce qui a pu être observé dans les autres TGI, les magistrats du TGI 4 sanctionnent également le défaut de permis par le prononcé d'une peine de jours-amende, même si ce type de condamnation intervient dans des proportions moindres que celles conduisant au prononcé de peines d'emprisonnement ou d'amende. Les peines de jours-amende représentent 16 % des peines prononcées en répression d'un défaut de permis au TGI 4, et les résultats montrent que ce type de sanction a davantage été prononcées pour des faits de conduite sans permis commis par un auteur se trouvant en état de réitération ou de récidive que pour tout autre type de défaut de permis. En revanche, l'analyse du contenu des décisions de justice n'a pas permis d'identifier le ou les critères efficients ayant guidé le choix du magistrat vers cette peine plutôt qu'une autre ; la diversité des profils socio-professionnels des prévenus rendant impossible toute tentative de classement catégoriel.

Les résultats mettent aussi en évidence que le *quantum*-moyen des peines de jours-amende prononcées par le TGI 4, toutes catégories de défaut de permis et toutes situations pénales des prévenus confondues, s'élève à 602 € avec un écart-type de 217 €[149], ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne relativement faible, et peut suggérer, en première analyse du moins,** que les peines d'amende prononcées par les magistrats du TGI 4 dans le contentieux du défaut de permis sur la période considérée sont relativement cohérentes, ce qui montre **une certaine régularité dans la pratique des juges**.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met toutefois en évidence **une dispersion des *quanta* des peines de jours-amende prononcées par le TGI 4**, lesquelles ont toutes été prononcées dans le cadre de procédures ayant conduit au renvoi des auteurs devant le tribunal correctionnel siégeant à juge unique (Figure 114). Cette dispersion des *quanta*, comme des profils des prévenus à l'encontre desquels ce type de peine a été prononcée, **témoigne d'une primauté de l'individualisation sur la standardisation**. Aucune information issue des décisions de justice en possession de l'équipe de droit pénal n'a permis d'identifier les critères d'individualisation ayant

[149] Annexe 14.

conduit les magistrats à se déterminer quant aux montants des peines de jours-amende qu'ils ont été amenés à prononcer.

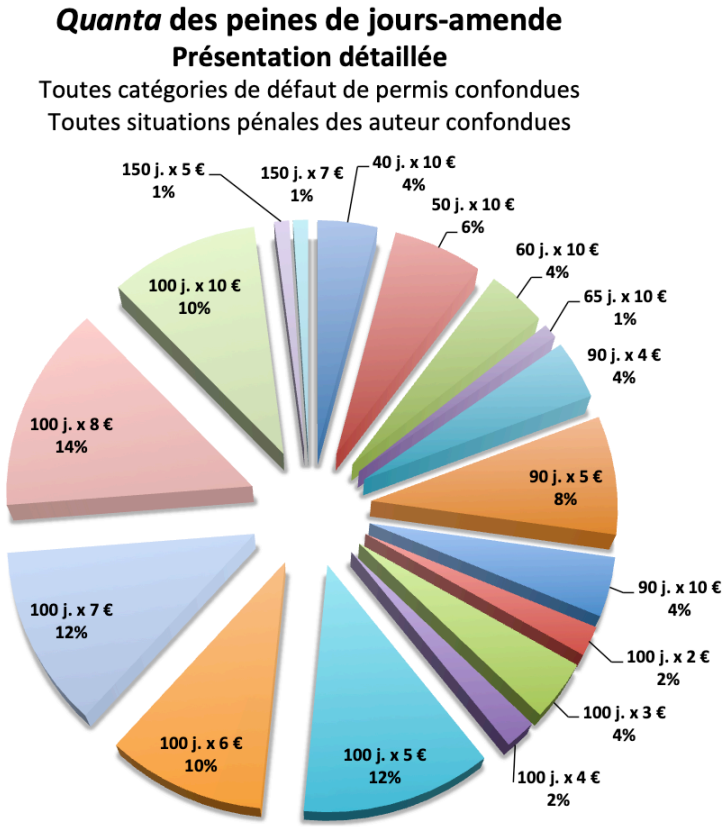


Figure 114

Concernant les peines complémentaires, le TGI 4 en a prononcé très peu sur la période considérée (4 décisions), de sorte que l'échantillon n'est pas suffsamment représentatif pour faire l'objet d'une analyse statistique pertinente.

103. Les résultats du TGI 5. À titre liminaire, pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*. Les faits de défaut de permis représentent, pour la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, 15 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude, et traités par le TGI 5, soit 91 décisions prises par huit magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale, deux d'entre eux étant auteurs de 88 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence qu'à l'instar des autres TGI retenus dans le champ de l'étude, ce TGI a jugé majoritairement des **faits de**

conduite sans permis, et de conduite malgré invalidation du permis de conduire, sur la période considérée (Figure 115).

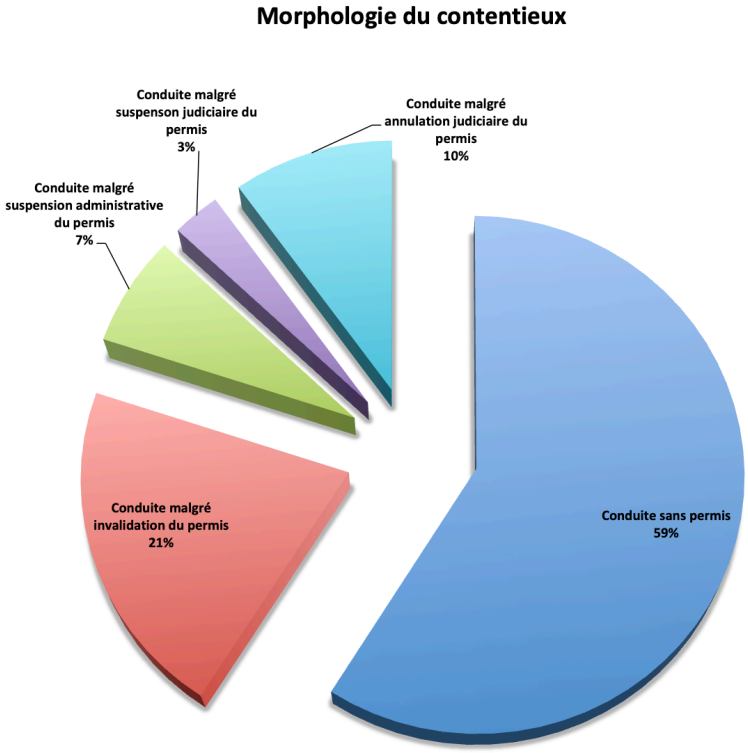


Figure 115

Le profil socio-professionnel des auteurs de défaut d'assurance poursuivi comme infraction unique au TGI 5 montre que 95 % d'entre eux sont de sexe masculin. Ils ont, dans 50 % des cas, entre 25 ans et moins de 40 ans ; 38 % des auteurs déclarent être en couple, 57 % occuper un emploi, contre 23 % qui se déclarent sans emploi, et 4 % étudiant(e) ou retraité(e).

Les résultats montrent que, tous types de défaut de permis confondus et quelque soit la situation pénale des auteurs, **42 % des faits ont été traités par voie d'ordonnance pénale délictuelle ; 29 % par voie de COPJ ; 21 % par voie de CRPC** ; et 4 % par voie de comparution immédiate. Le TGI 5 a jugé davantage **d'auteurs ayant des antécédents judiciaires (71 %) que de primo-délinquants (28 %) sur la période considérée** (Figure 116). [150]

L'analyse montre que la grande majorité des faits constitutifs d'un défaut de permis sont jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle, qu'ils soient commis par des primo-délinquants ou des réitérants. Les autres voies de poursuite (CRPC et COPJ)

[150] Annexe 5.

sont plutôt utilisées pour juger des auteurs en état de multiréitérations ou de récidive légale.

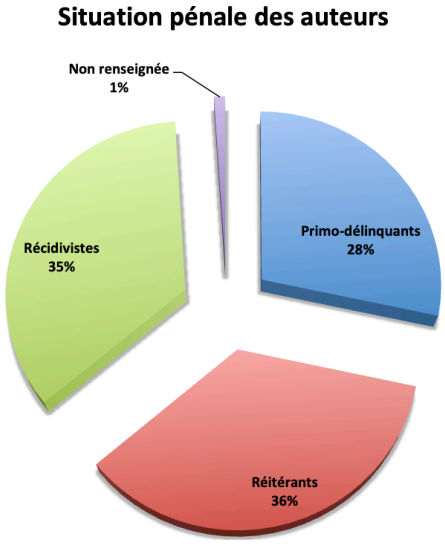


Figure 116

La pratique juridictionnelle de ce TGI montre que la répression des faits de défaut de permis se partage principalement entre la peine d'emprisonnement, prononcée à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, et la peine d'amende (Figure 117).

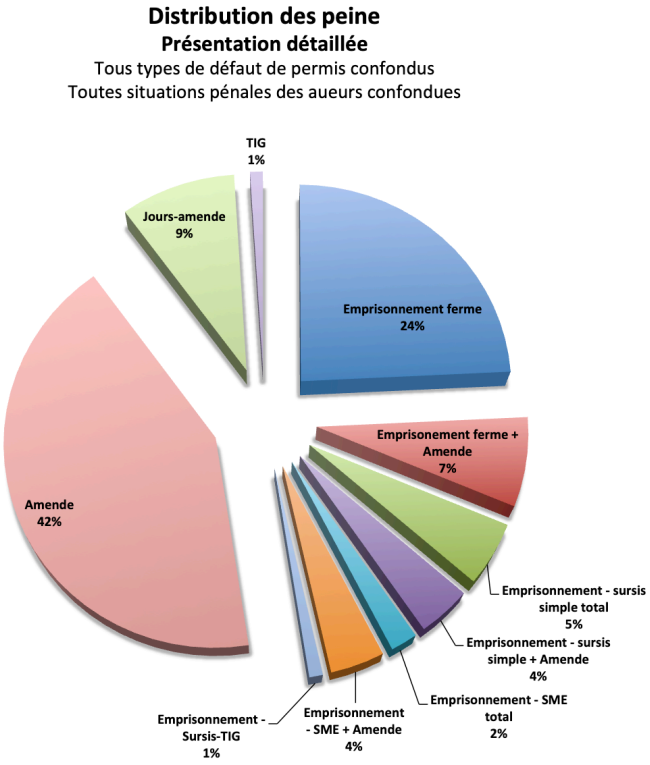


Figure 117

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence une **dispersion relativement modérée des *quanta* des peines d'emprisonnement prononcées**, sans toutefois qu'une tendance générale ne se dégage franchement des résultats obtenus (Figure 118).

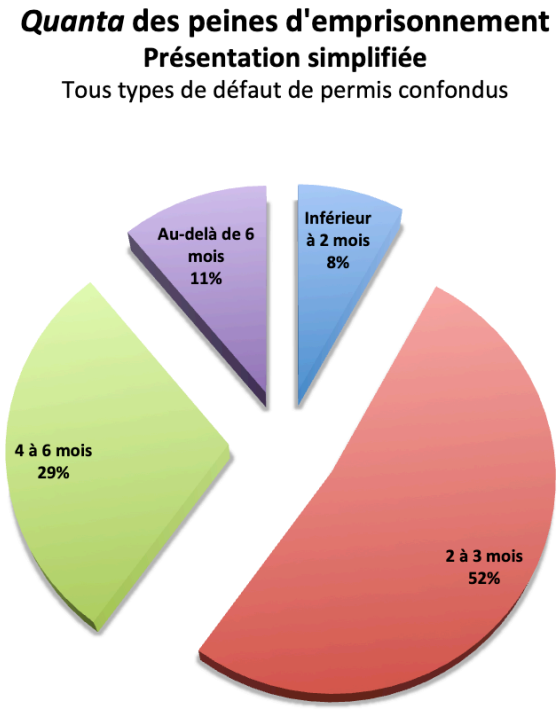


Figure 118

L'analyse montre que les magistrats ont prononcé une peine d'emprisonnement ferme dans 31 % des cas, tous types de défaut de permis confondus (Figure 123). Cette surreprésentation de la peine d'emprisonnement ferme peut s'expliquer par le fait que le TGI 5 a jugé principalement des auteurs ayant des antécédents judiciaires, et notamment un nombre plus élevé de prévenus se trouvant en état de récidive légale que dans les autres TGI étudiés, à l'exception du TGI 3 dont l'analyse a permis de mettre en évidence, là aussi, une surreprésentation de la peine d'emprisonnement ferme. Il n'est **pas possible de déduire de ces analyses**, tant pour le TGI 3 que pour le TGI 5, **l'application d'un quelconque barème en la matière**, celle-ci illustrant davantage, nous semble-t-il, la **manifestation du principe de progressivité des réponses pénales** qui implique que la sévérité des peines prononcées, dans leur nature comme dans leur *quantum*, s'accroît au fur et à mesure que le nombre de condamnations inscrites au casier judiciaire du prévenu augmente. À l'instar de ce qui a été observé dans tous les TGI étudiés, le pourcentage de peines d'emprisonnement

prononcées augmente proportionnellement au pourcentage de prévenus convoqués devant le tribunal correctionnel qui ne comparaissent pas et ne sont pas représentés. Sur ce point, l'analyse des décisions rendues par le TGI 5 le confirme, les prévenus ne comparaissant pas à l'audience et n'y étant pas représentés sont, dans la grande majorité des cas, condamnés à une peine d'emprisonnement ferme dont le *quantum* varie selon leur situation pénale. Ainsi, sur les 29 décisions rendues par le tribunal correctionnel pour des faits de défaut de permis, **14 concernent des prévenus non comparants et non représentés**, soit 48 % des situations. **Dans 12 de ces décisions, les prévenus ont été condamnés à une peine d'emprisonnement ferme dont le *quantum* est compris entre 2 mois et 6 mois de privation de liberté, soit près de 86 % des cas**. Cette pratique n'est pas spécifique au TGI 5, ni même au contentieux des délits routiers d'ailleurs, mais s'observe, dans des proportions relativement similaires, dans toutes les juridictions étudiées.

Concernant les peines d'amende, les résultats mettent en évidence que le *quantum* moyen prononcé sur la période considérée, tous types de défauts de permis et toutes situations pénales des prévenus confondues, s'élève à 586 €, avec un écart-type de 317 €[151], ce qui montre une **forte dispersion autour de la moyenne, et peut suggérer, en première analyse du moins**, que les peines d'amende prononcées par les magistrats du TGI 5 dans le contentieux du défaut de permis sont **hétérogènes et peu cohérentes** entres-elles.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal permet toutefois de mettre en évidence que **la majorité des peines d'amende prononcées en répression d'un défaut de permis ont un *quantum* compris entre 400 et 500 €** sur la période considérée (Figures 119 & 120).

[151] Annexe 14.

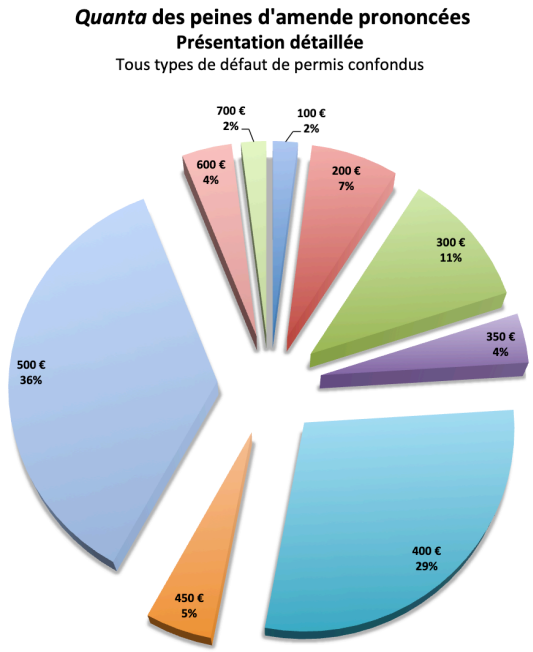


Figure 119

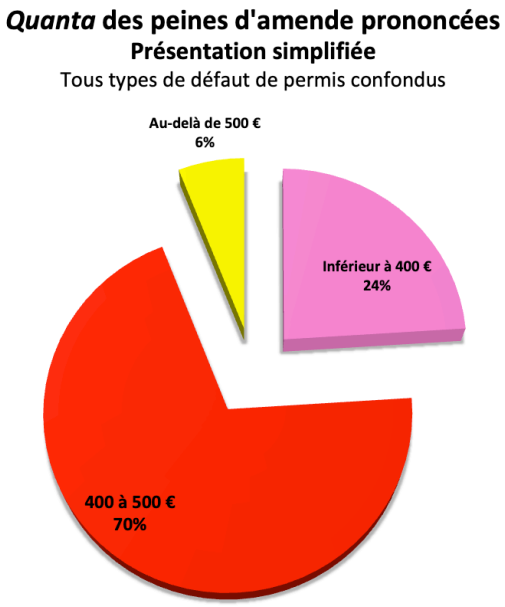


Figure 120

Cette analyse montre ainsi qu'il existe une certaine régularité dans les pratiques des magistrats du TGI 5, ce qui pose la question de l'existence d'un barème, notamment parce que ces *quanta* sont appliqués dans des proportions identiques aux prévenus primo-délinquants comme à ceux ayant des antécédents judiciaires, et ce, quelque soit leur profil socio-professionnel ou familial (Figures 121 & 122).

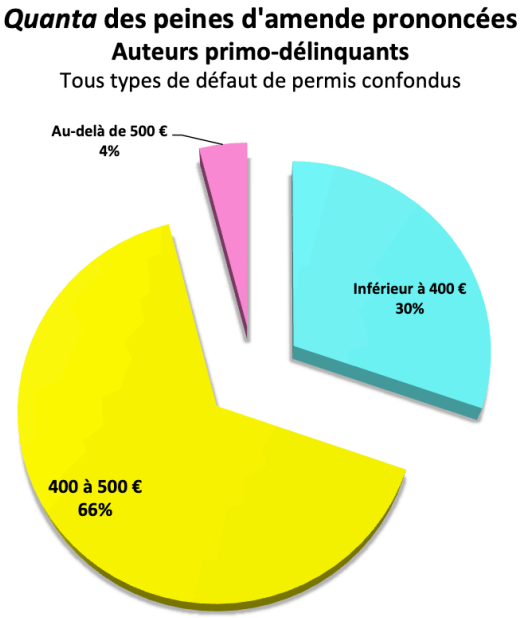


Figure 121

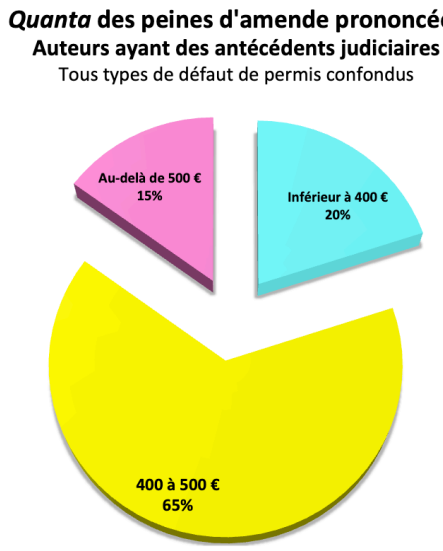


Figure 122

Eu égard aux spécificités de ce territoire, notamment les fortes disparités de revenus entre les différents bassins de vie situés sur le territoire géographique du ressort de ce TGI, il n'aurait pas été surprenant que l'analyse conduise, comme cela a été le cas dans le champ du contentieux du défaut d'assurance, à constater plutôt une dispersion des *quanta* des peines d'amende prononcées en raison de la manifestation du principe d'individualisation des peines. Or, dans le champ du contentieux du défaut de permis, c'est un constat opposé qui peut être tiré : celui d'une **régularité des pratiques qui conduit à sanctionner, dans 70 % des cas, les auteurs de faits constitutifs de l'un quelconque des types de défaut de permis d'une peine d'amende d'un montant compris entre 400 € et 500 €.** L'analyse montre d'ailleurs que cette fourchette de *quantum* est prononcée dans des proportions similaires en présence d'auteurs primo-délinquants (66 % des cas) ou d'auteurs ayant des antécédents judiciaires (65% des cas), et ce, quelque soit leur situation personnelle et/ou professionnelle. À la marge, l'analyse menée par l'équipe de droit pénal a mis en évidence que les magistrats du TGI 5 s'écartent parfois de la peine d'emprisonnement pour lui préférer la peine de jours-amende, sans que les critères ayant guidés un tel choix n'apparaissent réellement à l'analyse du contenu des décisions. Cependant, la taille de l'échantillon disponible (7 décisions) n'est pas apparu suffisamment représentatif pour faire l'objet d'une analyse statistique pertinente, tout comme cela est le cas pour les peines complémentaires (8 décisions).

104. Les résultats du TGI 6. À titre liminaire, pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*.

Les faits de défaut de permis représentent, pour la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, 24 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude, et traités par le TGI 6, soit 162 décisions prises par quatre magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale, l'un d'entre eux étant toutefois l'auteur de 74 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé.

L'analyse profil socio-professionnel des auteurs montre que 93 % d'entre-eux sont de sexe masculin, et ont, dans 54 % des cas, entre 25 ans et moins de 40 ans. [152] La situation

[152] Dans le détail, 31 % des auteurs de défaut d'assurance ont entre 18-<25 ans, 14 % ont entre 25-<30 ans, 23 % ont entre 30-<40 ans, 17 % ont entre 40-<50 ans, et 14 % ont >50 ans.

affective et familiale des auteurs n'est pas renseignée dans 67 % des cas. Concernant la situation professionnelle des prévenus, 63 % d'entre eux affirment occuper un emploi, contre 30 % qui se déclarent sans emploi, et 5 % être en retraite ou suivre des études.

Les résultats montrent que, tous types de défaut de permis confondus et quelque soit la situation pénale des auteurs, 62 % des faits ont été traités par voie d'ordonnance pénale délictuelle ; 17 % par voie de CRPC, 16 % par voie de COPJ ; et 3 % par voie de composition pénale.[153] Il convient de rappeler que **l'équipe de droit pénal n'a pu réaliser aucune analyse statistique pertinente du profil judiciaire des auteurs jugés au TGI 6 pour des faits de défaut de permis dès lors que la situation pénale de ces derniers n'est pas renseignée dans les ordonnances pénales délictuelles** (62 % des décisions rendues par le TGI 6 sur la période considérée). En revanche, l'analyse montre qu'à l'instar des autres juridictions, ce sont les **faits de conduite sans permis qui restent les plus jugées** au TGI 6 sur la période considérée (Figure 123).

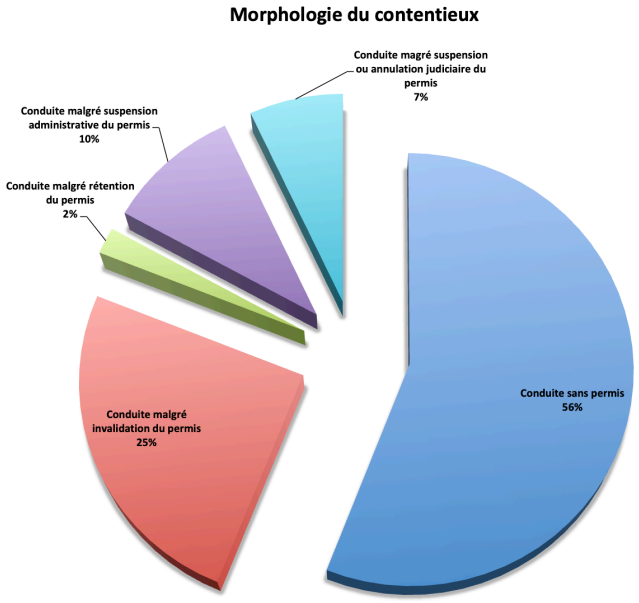


Figure 123

L'analyse de la pratique juridictionnelle de ce TGI montre que **l'amende a été la peine la plus prononcée en répression** de l'un quelconque des cas de défaut de permis ayant été poursuivi sur la période considérée au TGI 6, et ce, **quelque soit la situation pénale des prévenus** (Figure 124).

[153] Annexe 6.

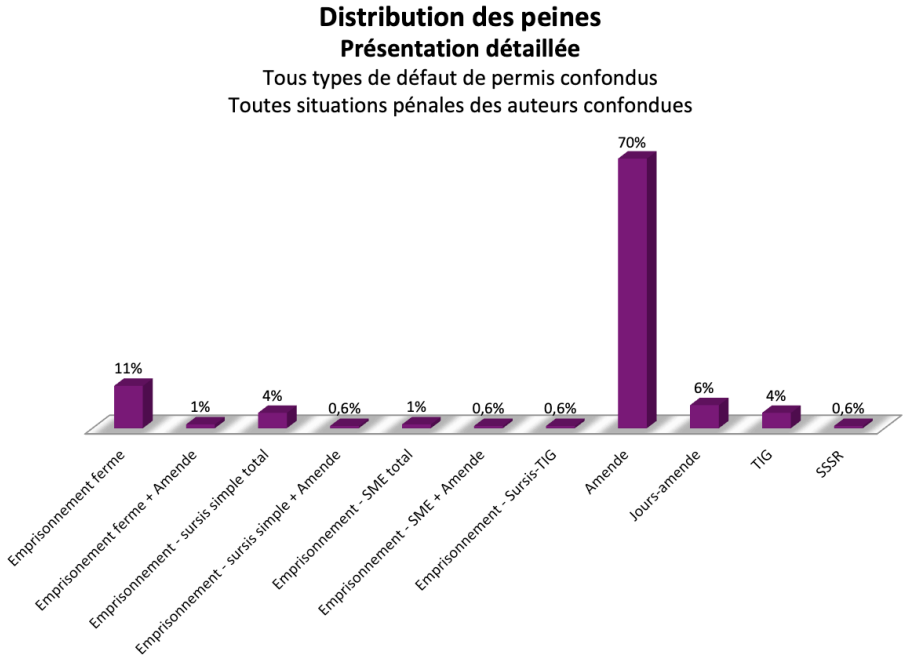


Figure 124

Les faits constitutifs de l'un quelconque des cas de défaut de permis ont été réprimés d'une peine d'emprisonnement dans plus de 17 % des cas, ces peines ayant frappé des auteurs se trouvant en état de récidive légale dans 9 % des cas, sans que les décisions ne précisent toujours si l'auteur se trouvait en état de récidive ou de multirécidives ; dans 6 % des cas, des auteurs se trouvant en état de réitération, sans que les décisions ne précisent toujours si l'auteur se trouvait en état de réitération ou de multiréitérations, et dans 2 % des cas, des auteurs primo-délinquants.

L'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence une **dispersion plutôt faible des *quanta* des peines d'emprisonnement prononcées** par le TGI 6 sur la période considérée puisque dans la très grande majorité des décisions (Figure 125), c'est une **privation de liberté d'une durée de 2 à 3 mois qui a été prononcée dans 65 % des cas**. L'analyse montre que ce sont bien évidemment les prévenus ayant des antécédents judiciaires à l'encontre desquels les *quanta* les plus élevés ont été prononcés. Si la motivation de certaines décisions permet de prendre connaissance du passé pénal du prévenu condamné, et notamment du nombre de condamnations inscrites au casier judiciaire, d'autres mentionnent uniquement le fait que l'auteur a commis les faits pour lesquels il est poursuivi en état de récidive légale ou de réitération, sans autre précision, de sorte qu'il n'a pas été possible de pousser l'analyse jusqu'à croiser les *quanta* des peines d'emprisonnement prononcées avec le nombre de condamnations inscrites au casier judiciaire du prévenu, par exemple.

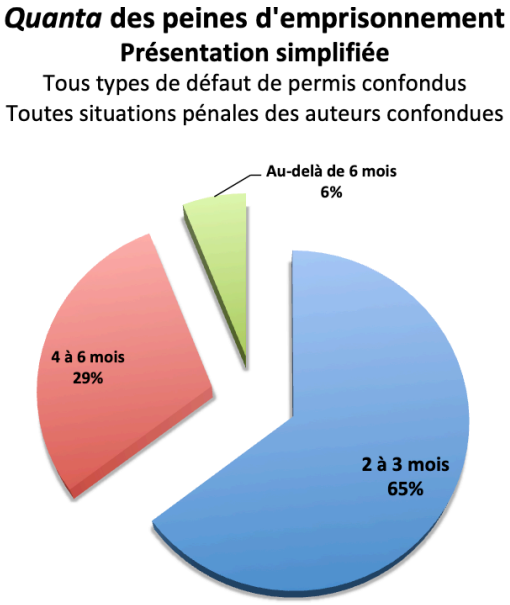


Figure 125

Il n'en demeure pas moins que les chiffres rapportés mettent en évidence **l'existence d'un barème implicitement suivi par les juges** dès lors que 65 % des condamnations comportant une peine d'emprisonnement ont un *quantum* commun.

L'hypothèse d'un barème suivi implicitement par les magistrats du siège **se confirme** avec l'analyse des *quanta* des peines d'amende ayant été prononcées sur la période considérée en répression d'un défaut de permis, quelque soit le type de défaut de permis réprimé ou la situation pénale de l'auteur. Les résultats font apparaître que le *quantum* moyen prononcé sur la période considérée, tous types de défauts de permis et toutes situations pénales des prévenus confondues, s'élève à 362 €, avec un écart-type de 94 €[154], ce qui montre une **faible dispersion autour de la moyenne, et peut suggérer, en première analyse du moins**, que les peines d'amende prononcées par les magistrats du TGI 5 dans le contentieux du défaut de permis sont **relativement homogènes et cohérentes entres-elles**.

L'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal permet de **confirmer cette première analyse** puisqu'elle montre que **dans 54 % des cas, une amende d'un montant de 400 €** a été prononcée en répression d'un défaut de permis (Figure 126), et que, **dans 87 % des cas**, l'analyse montre que le *quantum* de la peine prononcée en répression de l'un quelconque des cas de défaut de permis incriminés par les articles

[154] Annexe 14.

L. 221-2 et L. 224-16 du Code de la route est **compris entre 300 et 400 €** (Figure 127), quelque soit la situation pénale du prévenu, et malgré une diversité certaine de profils socio-professionnels et/ou familiaux.

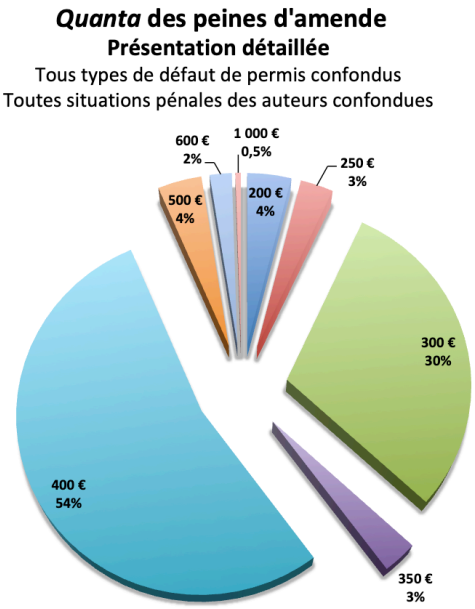


Figure 126

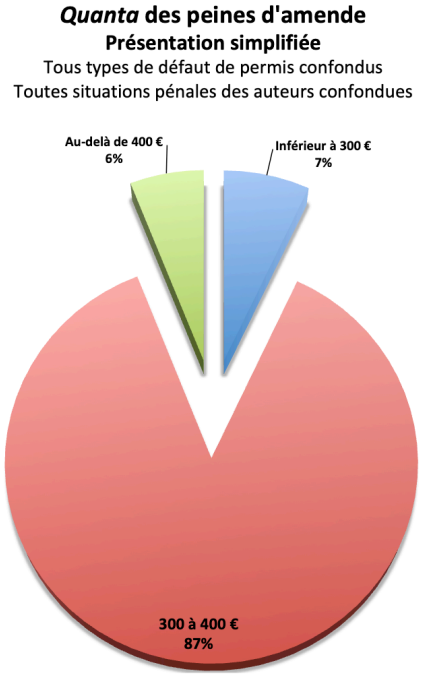


Figure 127

L'analyse montre également que les *quanta* les plus élevés (au-delà de 400 €) ont été prononcés principalement à l'encontre d'auteurs se trouvant en état de récidive légale ou de réitération, sans qu'il soit toujours possible de savoir, à partir de la décision, si le prévenu était en état de première récidive ou de multirécidives, ou en état de première réitération ou de multiréitérations.

L'hypothèse d'un traitement barémisé du contentieux du défaut de permis au TGI 6 pourrait être renforcée par l'étude des pratiques juridictionnelles dans le prononcé des peines de jours-amende, mais le faible nombre de décisions disponibles (3 décisions) interdit de considérer l'échantillon comme étant suffisamment représentatif pour donner lieu à une analyse statistique pertinente. Par ailleurs, le TGI 6 a prononcé très peu de peines complémentaires sur la période considérée (4 décisions), de sorte que l'échantillon analysé, là aussi, n'est pas suffsamment représentatif pour faire l'objet d'une analyse statistique pertinente.

105. Les résultats du TGI 7. À titre liminaire, pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*.

Les faits de défaut de permis représentent, pour la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, 21 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude, et traités par le TGI 6, soit 50 décisions prises par six magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale, l'un d'entre eux étant toutefois l'auteur de 72 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence que le TGI 7 a jugé principalement des **faits de conduite sans permis et de conduite malgré invalidation du permis de conduire en raison de la perte totale des points** sur la période considérée, à l'instar de ce qui a pu être observé dans l'ensemble des autres juridictions ayant participé à l'étude (Figure 128).

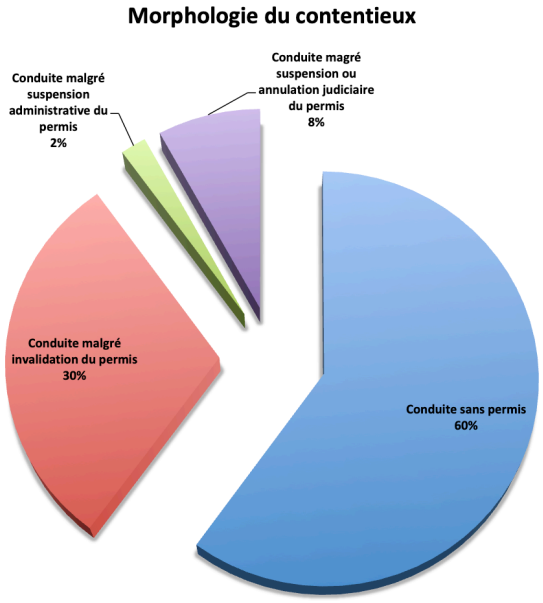


Figure 128

L'analyse met également en évidence que la grande majorité des auteurs ayant été jugés pour des faits constitutifs pour l'un quelconque des cas de défaut de permis sur la période considérée avaient des antécédents judiciaires (Figure 129).

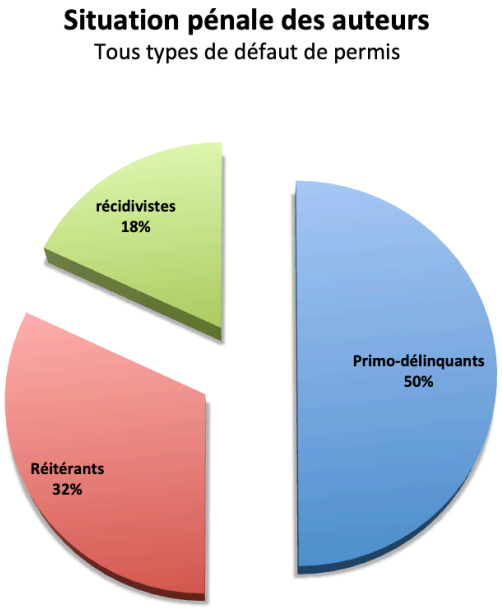


Figure 129

L'analyse profil socio-professionnel des auteurs montre que 86 % d'entre eux sont de sexe masculin, et ont, dans 44 % des cas, entre 25 ans et moins de 40 ans.[155] 30 % d'entre eux se déclarent en couple, et 58 % en emploi, contre 38 % sans emploi, 0,2 % se déclarant étudiant(e) ou retraité(e).

Les résultats montrent que, tous types de défaut de permis confondus et quelque soit la situation pénale des auteurs, 42 % des faits ont été traités par voie d'ordonnance pénale délictuelle ; 26 % par voie de CRPC ; 18 % par voie de COPJ ; 6 % par voie de composition pénale ; 6 % par voie de citation directe ; 2 % par voie de comparution immédiate.[156] Ils montrent également que l'ordonnance pénale délictuelle a été principlement utilisée pour poursuivre et juger des faits de défaut de permis commis par des auteurs primo-délinquants, tandis que les auteurs se trouvant en état de première réitération ou récidive ont été principalement jugés par recours à la procédure de CRPC, les autres filières de poursuites, comme la COPJ, la citation directe ou la comparution immédiate, étant plutôt sollicitées en présence d'auteurs multiréitérants ou multirécidivistes.

La pratique juridictionnelle de ce TGI montre que la répression des faits de défaut de permis se partage principalement entre la peine d'emprisonnement, principalement

[155] Dans le détail, 28 % des auteurs de défaut d'assurance ont entre 18-<25 ans, 24 % ont entre 25-<30 ans, 20 % ont entre 30-<40 ans, 16 % ont entre 40-<50 ans, et 12 % ont >50 ans.
[156] Annexe 7.

prononcée à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, et la peine d'amende (Figures 130 & 131).

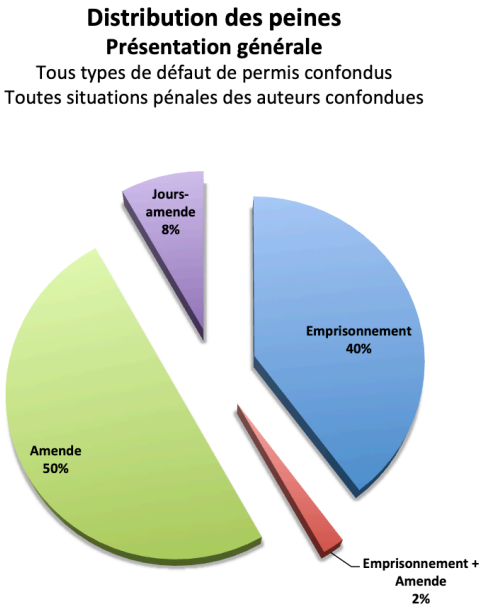


Figure 130

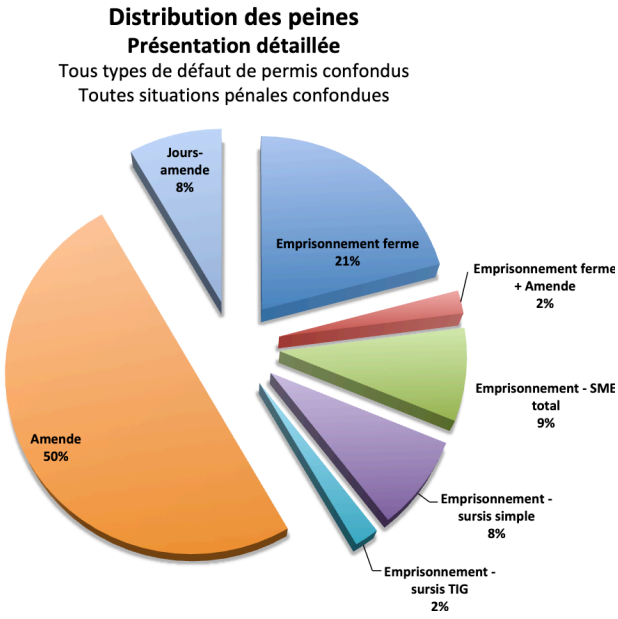


Figure 131

L'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence **une dispersion des *quanta* des peines d'emprisonnement prononcées relativement modérée**, dès lors que, **dans 60 % des cas,** les peines d'emprisonnement ayant été prononcées en répression d'un défaut de permis **ont un *quantum* compris entre 2 et 3 mois** (Figure 132), tous types de défaut de permis confondus, nonobstant la situation pénale de l'auteur, et malgré une grande diversité de profils socio-professionnels et familiaux présente dans l'échantillon.

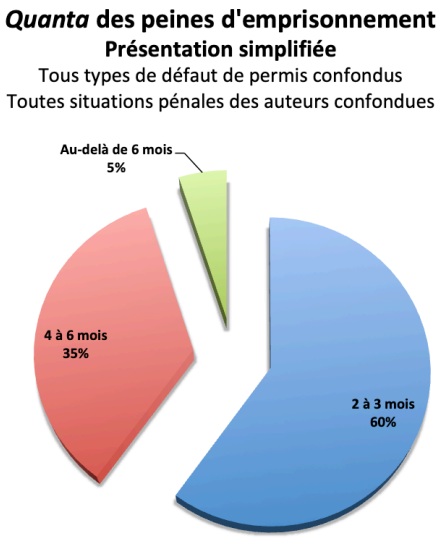


Figure 132

Les résultats mettent en évidence, à l'instar de ce qui a pu être observé au TGI 6, une surreprésentation de la peine d'emprisonnement ferme (23 % des condamnations comportant une peine d'emprisonnement analysées). L'analyse du contenu de ces décisions fait apparaître que les **peines d'emprisonnement fermes sont prononcées dans des proportions similaires en CRPC et dans le cadre des procédures renvoyant les prévenus devant le tribunal correctionnel. Ces éléments permettent de suspecter l'existence d'un barème que les magistrats du siège ayant été amenés à statuer dans le contentieux qui nous intéresse suivent, ou dont ils s'inspirent**.

L'hypothèse d'un barème suivi implicitement par les magistrats du siège semble se confirmer avec l'analyse des *quanta* des peines d'amende ayant été prononcées sur la période considérée en répression d'un défaut de permis, quelque soit le type de défaut de permis réprimé ou la situation pénale de l'auteur. Les résultats mettent en évidence en effet que le *quantum* moyen prononcé sur la période considérée, tous types de défauts de permis et toutes situations pénales des prévenus confondues, s'élève à 279 €, avec un écart-type de 102 €[157], ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne très modérée, et peut suggérer, en première analyse du moins**, que les peines d'amende prononcées par les magistrats du TGI 7 dans le contentieux du défaut de permis sont relativement cohérentes.

Toutefois, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal ne permet pas de confirmer cette première analyse puisqu'elle montre une **dispersion relativement significative des quanta des peines d'amende prononcées ne permettant pas de dégager une tendance générale susceptible d'induire l'existence d'un éventuel barème** (Figure 133).

[157] Annexe 14.

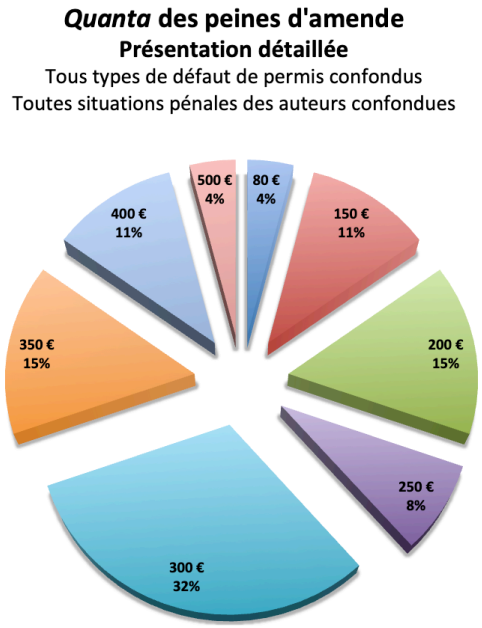


Figure 133

Comme le montre le graphique ci-dessous (Figure 134), **52 % des amendes prononcées en répression d'un défaut de permis ont un *quantum* compris entre 200 € à 300 €**, ce qui représente, à peu près, une peine d'amende sur deux prononcées au TGI 7. Si ce chiffre peut suggérer l'influence d'un barème, *a contrario*, cela signifie aussi qu'une peine d'amende sur deux prononcées au TGI 7 a un *quantum* inférieur ou excédent ces montants. La démonstration n'est donc pas pertinente selon nous, et ne permet pas d'affirmer avec certitude que les magistrats du siège du TGI 7 suivent un barème en la matière.

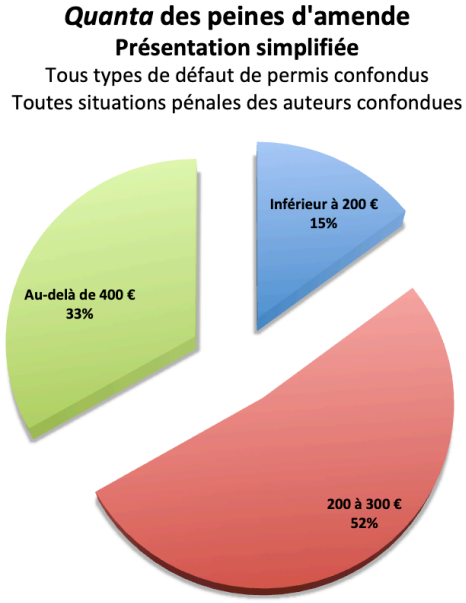


Figure 134

À la marge, l'analyse menée par l'équipe de droit pénal a mis en évidence que les magistrats du TGI 7 s'écartent parfois de la peine d'emprisonnement pour lui préférer la peine de jours-amende, sans que les critères ayant guidé un tel choix n'apparaissent réellement à l'analyse du contenu des décisions. Cependant, la taille de l'échantillon disponible (4 décisions) n'est pas apparu suffisamment représentatif pour faire l'objet d'une analyse statistique pertinente, tout comme cela est le cas pour les peines complémentaires (3 décisions).

2.1 Le traitement judiciaire des infractions de comportement

106. Définition des infractions de comportement. Les infractions de comportement se distinguent des infractions dites "papiers" par le fait, d'une part, qu'elles se **matérialisent par l'adoption par le conducteur d'un comportement dangereux, susceptible de causer un dommage à autrui ou à soi-même**. Entre dans cette catégorie les excès de vitesse, les dépassements dangereux, mais surtout, le fait de conduire sous l'emprise de l'alcool ou sous l'influence de produits classés comme stupéfiants. Le champ des infractions de comportement est très vaste, et donne lieu, en pratique, à un contentieux de masse, partiellement réglé par le recours à l'amende forfaitaire, la grande majorité de ces infractions étant en réalité des contraventions. Il n'en demeure pas moins que certaines, en raison de leur gravité ou de leur caractère particulièrement dommageable, ont été érigées en délit, ce qui est le cas de la conduite sous l'emprise de l'alcool, du moins lorsque le conducteur atteint un certain taux d'alcoolémie ou que son attitude peut suggérer une forte imprégnation alcoolique, mais encore de la conduite sous l'influence de stupéfiants. Tel est le cas également du délit de fuite, malheureusement en constante augmentation sur l'ensemble du territoire pour diverses raisons, et notamment celles tenant au fait que le conducteur n'est pas assuré ou ne dispose pas d'un permis de conduire valable.

107. Délits retenus dans le champ de l'étude. Si l'équipe de droit pénal a retenu dans le champ de la présente recherche les délits communément rencontrés en pratique (délit de fuite, conduite sous l'empire d'un état alcoolique, conduite en état d'ivresse manifeste, conduite sous l'influence de stupéfiants, grand excès de vitesse), l'analyse des décisions de justice montre que, sur les ressorts ayant participé à la recherche, **les délits de fuite comme les grands excès**

de vitesse ne constituent pas des contentieux de masse, du moins lorsqu'ils sont jugés comme unique infraction, et n'ont pu donc faire l'objet d'une analyse statistique pertinente, les échantillons disponibles n'étant pas suffisamment représentatifs. Il en va de même pour le **délit de conduite en état d'ivresse manifeste** (moins de 1 % des décisions rendues dans chaque TGI étudié). En revanche, nous avons pu constater le caractère massif des contentieux de conduite sous l'emprise d'un état alcoolique (1.2.1) et de la conduite sous l'influence de stupéfiants (1.2.2).

2.1.1 – Le traitement judiciaire des conduites sous l'empire d'un état alcoolique

108. Représentation du contentieux des CEA dans les TGI étudiés. Selon la Sécurité Routière, l'alcool est l'une des premières causes de mortalité routière, étant établi qu'une personne ayant consommé de l'alcool a 8,5 fois plus de risque d'être responsable d'un accident mortel. Cumulée à la prise de stupéfiants, l'alcool au volant multiplie par 14 le risque d'un accident mortel par rapport à un conducteur négatif à l'un ou l'autre de ces produits. Ces données justifient la mise en œuvre d'une répression pénale particulièrement rigoureuse pour lutter contre ce type de comportements particulièrement dangereux, et auquel l'ensemble des acteurs judiciaires sont sensibilisés depuis de nombreuses années maintenant. Pour relever du champ délictuel, et consomé le délit incriminé à l'article L. 234-1 du Code de la route, le conducteur d'un véhicule terrestre à moteur doit avoir un taux d'alcoolémie égal ou supérieur à 0,40 mg/L d'air expiré ou 0,80 g/L de sang. L'analyse des décisions de justice montre que les CEA constituent un véritable contentieux de masse dans la grande majorité des TGI étudiés, le TGI 4 se distinguant nettement des autres juridictions sur ce point (Figure 135). Les raisons de cette spécificité du TGI 4 tiennent dans les choix du parquet de cette juridiction de poursuivre prioritairement les infractions "papiers" au détriment d'autres infractions, notamment les CEA les plus faibles qui sont orientées vers d'autres filières procédurales comme la composition pénale, et la poursuite de ce type de faits réservée aux situations les plus graves, comme nous le verrons. Les résultats obtenus dans ce contentieux, en raison du nombre élevé de décisions analysées, ont permis d'établir une cartographie relativement précise des pratiques à l'œuvre dans le traitement judiciaire de ce contentieux au sein des parquets

(1.1.1.1), des sept TGI (1.1.1.2) et trois cours d'appel (1.1.1.3) retenus dans le cadre de l'étude sur la période considérée.

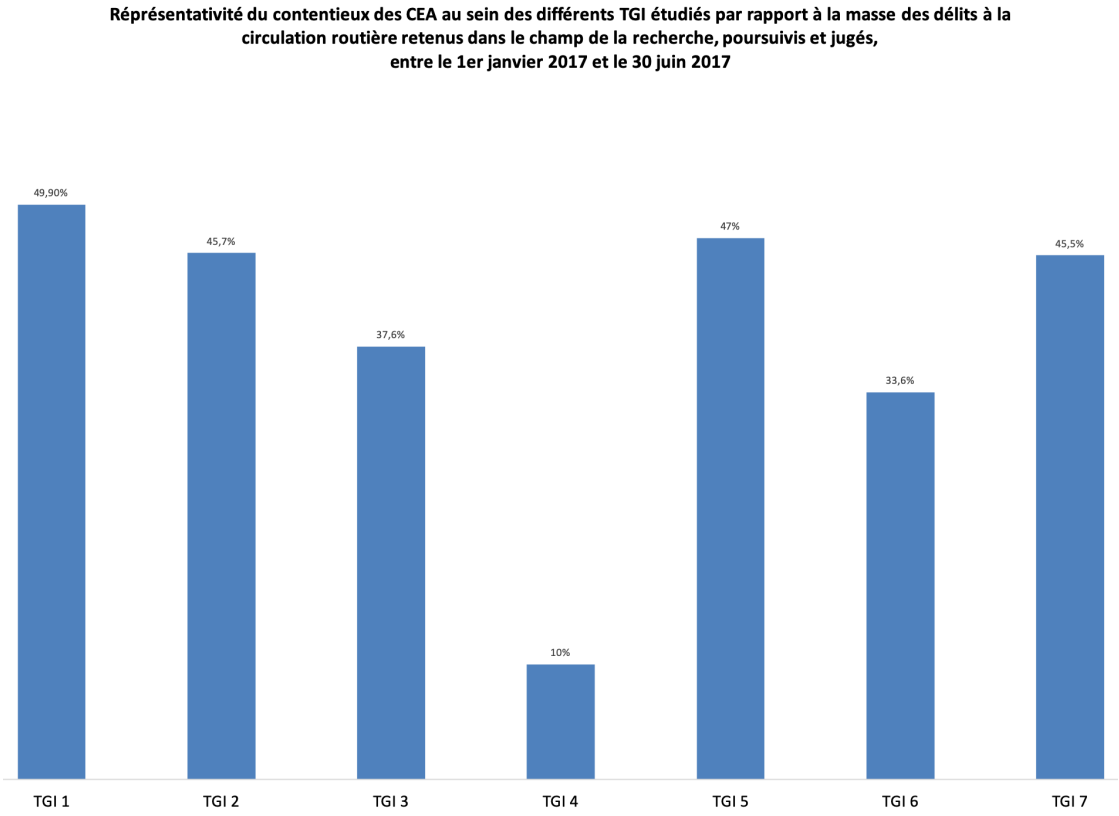


Figure 135

1.2.1.1 – Le traitement des CEA par les parquets

109. Des schémas d'orientation diversifiés. Parce que les CEA constituent un véritable contentieux de masse dans tous les TGI étudiés, l'organisation de sa ventilation au sein des différentes filières de poursuites fait l'objet de barèmes construits au sein de tous les parquets ayant participé à la recherche. Tout d'abord, l'équipe de droit pénal observe sur l'ensemble des ressorts étudiés une diversité de schémas d'orientation qui instaurent, de fait, des disparités plus ou moins importantes entre les différents ressorts étudiés (Figures 136, 137 et 138). L'analyse montre que certains parquets présentent des schémas d'orientation identiques, ce qui est le cas des barèmes élaborés par les parquets des TGI 2 et TGI 9 par exemple, ou des similitudes intéressantes peuvent être observées, que ce soit en présence d'auteurs primo-délinquants, ou d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, alors même que ces TGI ne sont pas toujours situés dans le ressort de la même cour d'appel.

Ensuite, l'équipe de droit pénal observe que **le taux d'alcoolémie à partir duquel l'ensemble des barèmes communiqués recommandent de basculer d'une procédure alternative aux poursuites à une procédure de poursuites alternative diffère, dans des proportions plus ou moins importantes, d'un ressort à l'autre, aussi bien en présence d'auteurs primo-délinquants** (Figure 136) **que d'auteurs ayant des antécédents judiciaires** (Figure 137 et Figure 138), même si, concernant ces derniers un certain degré d'homogénéité dans les pratiques peut être observé.

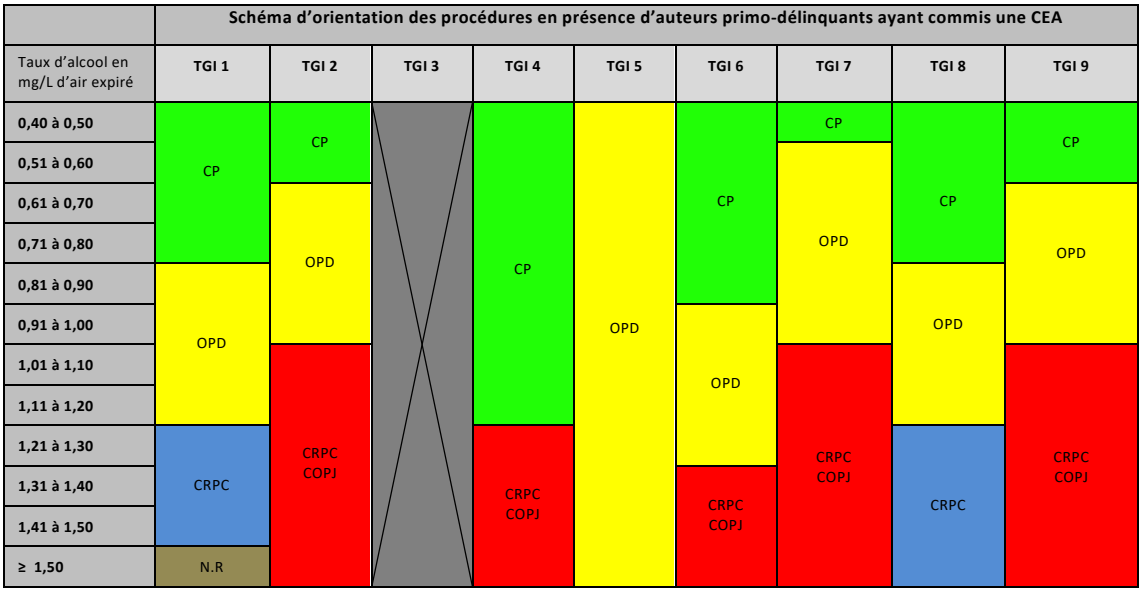


Figure 136

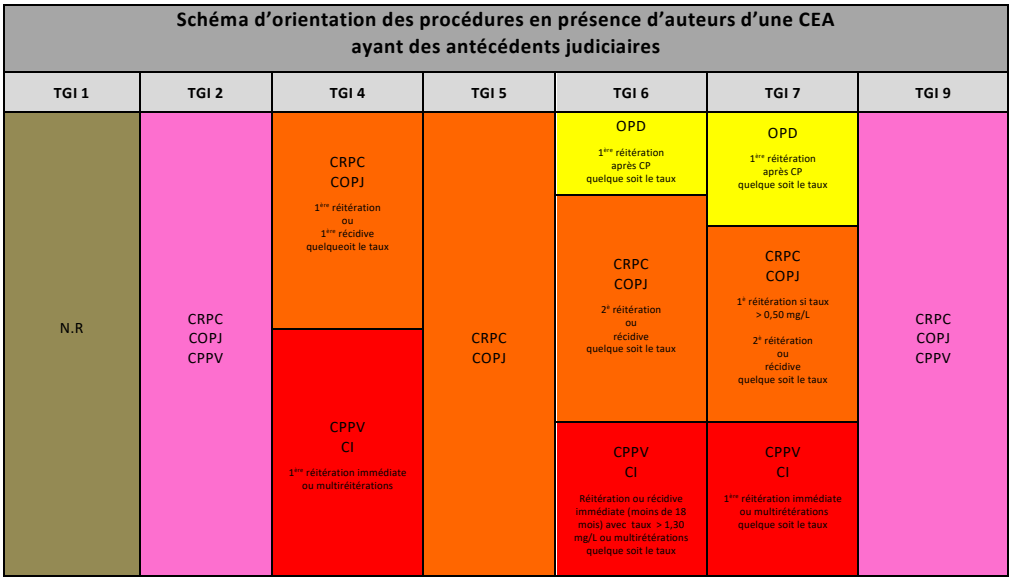


Figure 137

L'ensemble des tableaux exposés *supra* témoignent de la diversité des choix de politique pénale opérés par les différents parquets étudiés, et, par voie de conséquence, les disparités qui en résultent pour les justiciables entre les différents ressorts, notamment parce que la portée des choix d'orientation des magistrats du parquet dépasse la seule question de la délimitation du cadre procédural dans lequel l'auteur d'une infraction est appelé à être sanctionné laquelle pose classiquement en creux celle de l'étendue des garanties processuelles dont il va bénéficier pour se

Schéma d'orientation du parquet du TGI 8 pour les auteurs de CEA ayant des antécédents judiciaires

Taux d'alcool exprimé en mg/L d'air expiré	Réitérant	Récidiviste
0,40 à 0,50	OPD	CRPC COPJ CPPV CI
0,51 à 0,60		
0,61 à 0,70		
0,71 à 0,80		
0,81 à 0,90		
0,91 à 1,00	CRPC COPJ	
1,01 à 1,10		
1,11 à 1,20		
1,21 à 1,30		
1,31 à 1,40		
1,41 à 1,50		
≥ 1,50		

Figure 138

prolonger au choix de la peine, tant dans sa nature que son *quantum*, à son exécution, voire au-delà même de son exécution **orienter une affaire vers l'ordonnance pénale plutôt que la composition pénale**, par exemple, c'est décider, au-delà de la nature et du *quantum* des sanctions pénales prononçables, **d'inscrire l'individu dans un parcours pénal pour l'avenir dès lors que, si les deux décisions ont vocation à être inscrites au casier judiciaire, seule la première constituera le premier terme de la récidive**. L'importance des disparités issues de la diversité des choix d'orientation présents dans les barèmes des parquets étudiés peut aisément être illustrée au travers de quelques exemples simples. Imaginons que, suite à un contrôle routier, un individu n'ayant aucun antécédent judiciaire est contrôlé positif au test d'alcoolémie auquel il est soumis en présentant un taux d'alcool de 0,75 mg/L d'air expiré. Si celui-ci a commis ces faits sur les ressorts des TGI 1, TGI 4, TGI 6 ou TGI 8, il se verra proposer une composition pénale, alors que si ces faits sont commis sur les ressorts des TGI 2,

TGI 5, TGI 7 et TGI 9, il sera sanctionné par voie d'ordonnance pénale délictuelle. Outre le fait que, contrairement à la composition pénale, l'ordonnance pénale est un jugement, et pourra donc de ce fait constituer le premier terme de la récidive, l'auteur auquel sera proposé une composition pénale ne s'expose, pour ce type de faits, qu'à une amende de composition dont le *quantum* est, dans les faits, inférieur à celui de la peine d'amende prononcée dans le cadre d'une procédure de poursuite type ordonnance pénale et une mesure de "suspension du permis de conduire"[158] ne pouvant excéder six mois, mesures auxquelles l'auteur devra consentir qu'elles puissent lui être appliquées. Si ce dernier est poursuivi par voie d'ordonnance pénale, il s'expose alors à un éventail de sanctions pénales élargi, et dont la sévérité est accrue par rapport à celles susceptibles d'être retenues dans le cadre de la composition pénale : peine d'amende qui, si elle ne pourra excéder la somme de 2 250 €[159], aura le plus souvent, dans les faits, un *quantum* plus élevé que l'amende de composition à laquelle il peut consentir dans le cadre de la composition pénale, mais également aux peines visées à l'article L.234-2 du Code de la route : suspension du permis de conduire dont le *quantum* maximal est de trois ans ; d'annulation du permis de conduire avec interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau permis pendant trois ans au plus ; travail d'intérêt général ; jour-amende ; interdiction de conduire certains véhicules terrestres à moteur, y compris ceux pour la conduite desquels le permis de conduire n'est pas exigé, pour une durée de cinq ans au plus ; interdiction, pendant une durée de cinq ans au plus, de conduire un véhicule qui ne soit pas équipé par un professionnel agréé ou par construction d'un dispositif homologué d'anti-démarrage par éthylotest électronique ; ou encore obligation d'accomplir, aux frais du condamné, un stage de sensibilisation à la sécurité routière.

Les disparités entre les réponses pénales apportées à un même acte de délinquance commis par un individu primo-délinquant sur les différents ressorts s'accentuent encore dans l'hypothèse d'une CEA commise avec un taux d'alcoolémie supérieur à 1,00 mg/L d'air expiré, mais inférieur à 1,20 mg/L d'air expiré.

Si l'auteur commet ces faits dans le ressort du TGI 4, il se verra proposer une composition pénale, alors qu'il sera poursuivi par voie d'ordonnance pénale s'il les

---

[158] Art. 41-2, 4°, Cpp : « *Remettre au greffe du tribunal de grande instance son permis de conduire, pour une période maximale de six mois* ».

[159] Art. 495-1 Cpp : « *Le montant maximal de l'amende pouvant être prononcée est de la moitié de celui de l'amende encourue sans pouvoir excéder 5 000 €.* »

commet sur les ressorts des TGI 1, TGI 5, TGI 6 et TGI 8 ; par voie de CRPC ou de COPJ s'il les commet sur les ressorts des TGI 2, TGI 7 et TGI 9. Alors que l'auteur auquel sera proposé une composition pénale ne s'expose qu'aux mesures indiquées *supra*, et que cette décision ne pourra constituer le premier terme de la récidive, celui poursuivi par voie d'ordonnance pénale s'expose, comme cela a été démontré *supra*, à une éventail de sanctions pénales élargi dont la sévérité est accrue par rapport à celles susceptibles d'être retenues dans le cadre de la composition pénale, tandis que celui poursuivi par voie de CRPC ou de COPJ s'expose, outre la peine d'amende encourue par le texte d'incrimination, dont le *quantum* maximal est fixé à 4 500 €, ainsi qu'aux peines visées à l'article L. 234-2 du Code de la route listée *supra*, à une peine d'emprisonnement dont le *quantum* maximal est fixé à deux ans par l'article L.234-1 du Code de la route. Si l'auteur est poursuivi par voie de CRPC, le *quantum* de la peine d'emprisonnement susceptible de lui être proposé par le parquet, et homologué par le juge, ne pourra excéder un an, alors que, si ce dernier est poursuivi par voie de COPJ, le juge pourra prononcer à son encontre une peine d'emprisonnement dont le *quantum* pourra aller jusqu'à deux ans ; *quantum* maximal prévu par l'article L.234-1 du Code de la route.

Au-delà de la gravité des peines prononçables, les choix d'orientation opérés par les parquets emportent également des conséquences financières importantes pour les justiciables selon que la voie procédurale choisie impose l'assistance d'un avocat ou non. Orienter l'affaire vers une alternative aux poursuites ou une ordonnance pénale délictuelle, c'est opter pour des procédures dans lesquelles l'assistance d'un avocat n'est pas obligatoire, alors que faire le choix d'une procédure de CRPC, c'est imposer au prévenu une voie procédurale comportant l'obligation d'être assisté par un avocat si ce dernier souhaite profiter des avantages qu'offre cette procédure, notamment bénéficier d'une peine moins sévère que celle qui sera prononcée par le tribunal correctionnel en cas de renvoi de l'affaire devant ce dernier.

110. L'existence de marqueurs pénaux communs à l'ensemble des parquets.

L'analyse des barèmes recueillis au sein de l'ensemble des parquets met en évidence que deux marqueurs pénaux structure la construction de ces derniers : le taux d'alcoolémie et la situation pénale des auteurs. Concernant le taux d'alcoolémie, tous les barèmes présentent, sur ce point, le même découpage par tranche de 0,10 mg/L en partant du taux de 0,40 mg/L, taux à partir duquel la CEA bascule du champ

contraventionnel au champ délictuel, pour atteindre le seuil maximal de 1,50 mg/L, taux à partir duquel tous les parquets n'envisagent plus qu'une voie de poursuite possible : le renvoi de l'auteur en CRPC ou devant le tribunal correctionnel saisi par voie de COPJ ou de CPPV, selon les juridictions. Là aussi, **le choix d'orienter une CEA vers la procédure de CPPV n'est pas anodin dès lors que cette procédure, qui débute par le déferrement de la personne devant le procureur de la République, ouvre la possibilité de la soumettre à des mesures de contrainte dans l'attente de sa comparution devant le tribunal correctionnel, telles que le contrôle judiciaire ou l'assignation à résidence sous surveillance électronique, lesquelles doivent être prononcées par le juge des libertés et de la détention**. Concernant la situation pénale de l'auteur, à l'exception du barème communiqué par le parquet du TGI 6, **tous les parquets envisagent une orientation identique des affaires dès lors que l'auteur présente des antécédents judiciaires, et ce, quelque soit le taux d'alcoolémie de la nouvelle CEA : le renvoi de l'auteur en CRPC ou devant le tribunal correctionnel** saisi dans le cadre de la mise en œuvre d'une procédure de COPJ ou de CPPV, selon les juridictions.[160]

111. Délimitation de l'éventail des peines encourues. L'article L. 234-1 du Code de la route prévoit que « *le fait de conduire un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique caractérisé par une concentration d'alcool dans le sang égale ou supérieure à 0,80 gramme par litre ou par une concentration d'alcool dans l'air expiré égale ou supérieure à 0,40 milligramme par litre est puni de deux ans d'emprisonnement et de 4.500 euros d'amende […] IV.-Ces délits donnent lieu de plein droit à la réduction de la moitié du nombre maximal de points du permis de conduire*. » L'article L. 234-2 du Code de la route liste les peines complémentaires susceptibles de pouvoir être prononcées en répression d'un délit de CEA. Ce texte dispose que « *Toute personne coupable de l'un des délits prévus à l'article L. 234-1 encourt également les peines complémentaires suivantes : 1° La suspension, pour une durée de trois ans au plus, du permis de conduire, cette suspension ne pouvant pas être limitée à la conduite en dehors de l'activité professionnelle ; 2° L'annulation du permis de conduire avec interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau permis pendant trois ans au plus ; 3° La peine de travail d'intérêt général […] ; 4° La peine de jours-amende […] ; 5° L'interdiction*

[160] Exception faite du TGI 7 qui prévoit la possibilité de poursuivre un auteur se trouvant en état de première réitération, par voie d'ordonnance pénale, à la condition toutefois que celui-ci ne présente pas, dans le cadre de la nouvelle CEA, un taux d'alcoolémie supérieur à 0,50 mg/L.

de conduire certains véhicules terrestres à moteur, y compris ceux pour la conduite desquels le permis de conduire n'est pas exigé, pour une durée de cinq ans au plus ; 6° L'obligation d'accomplir, à ses frais, un stage de sensibilisation à la sécurité routière ; 7° L'interdiction, pendant une durée de cinq ans au plus, de conduire un véhicule qui ne soit pas équipé […] d'un dispositif homologué d'anti-démarrage par éthylotest électronique. […]. »

112. Un éventail des peines peu mobilisé. L'ensemble des barèmes dont l'équipe de droit pénal dispose à ce jour montre que la répression des CEA s'exprime principalement par la mobilisation de la peine d'amende, de la peine de stage de sensibilisation à la sécurité routière, à l'exception notable du barème élaboré par le procureur de la République du TGI 1, et les peines complémentaires de suspension ou d'annulation du permis de conduire (Figure 139). Au-delà d'un certain taux d'alcoolémie, variable d'un ressort à un autre, la peine d'emprisonnement est également sollicitée, ou rendue disponible. L'analyse montre également que certains procureurs de la République font le choix, en présence de certains taux d'alcoolémie, de laisser au magistrat en charge de la poursuite le soin de déterminer la nature et le *quantum* de la ou des peines prononçables en fonction des critères d'individualisation des peines que sont la gravité de l'infraction, le passé pénal de l'auteur, sa situation professionnelle, familiale, ou encore économique (barèmes des procureurs de la République des TGI 4, TGI 6 et TGI 7). En pareille hypothèse, c'est donc l'intégralité des peines théoriquement encourues qui sont disponibles, mais l'analyse montre que tel n'est pas le cas. Tout d'abord, il sera observé que certains barèmes indiquent un minimum indicatif dont l'utilité réside dans la volonté du procureur de la République d'éviter une dispersion des réquisitions qui aurait pour effet de brouiller la lisibilité, comme l'intelligibilité, de la politique pénale menée par le parquet (barème des procureurs de la République des TGI 4 et TGI 6). Ensuite, il convient de rappeler que selon la filière de poursuites empruntée, ou dont le barème recommande l'utilisation, le magistrat en charge de la poursuite ne dispose pas de l'intégralité des peines théoriquement encourues, mais seulement des peines susceptibles d'être proposées ou requises, dans leur nature comme leur *quantum*, dans le cadre de telle ou telle procédure.

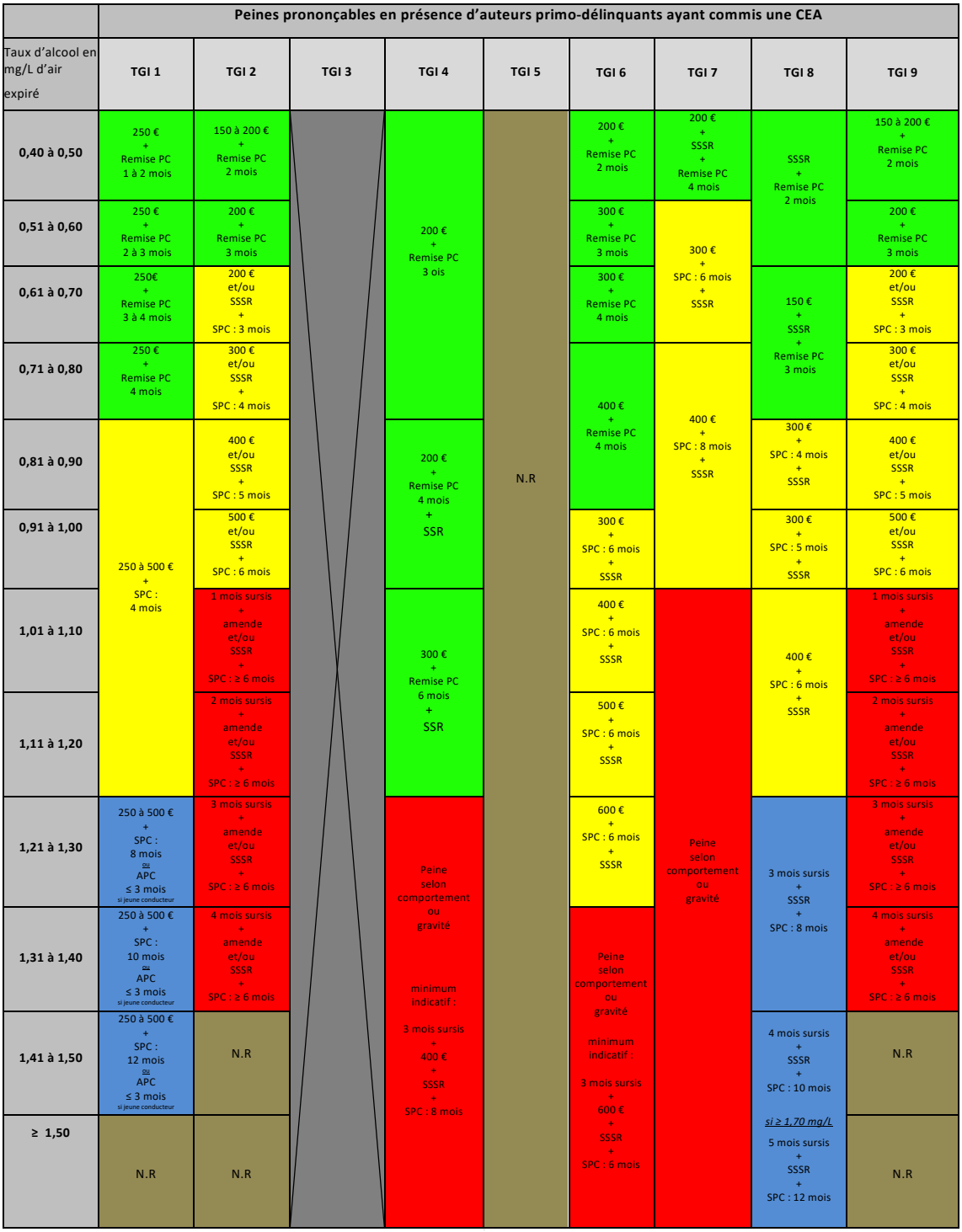


Figure 139

Enfin, certaines peines, pourtant prévues par les textes d'incrimination, sont totalement ignorées des barèmes, notamment l'interdiction de conduire un véhicule qui ne soit pas équipé d'un dispositif homologué d'anti-démarrage par éthylotest

électronique (art. 234-2, 7°, C. route). La recherche menée montre que cette peine suscite des réticences qui nous semblent parfaitement légitimes, comme en témoignent de nombreux magistrats du parquet : « *J'ai donné des instructions pour que cette peine ne soit pas requise, d'abord, parce qu'elle n'empêche absolument pas le condamné de continuer à conduire alcoolisé dès lors qu'il peut toujours faire souffler quelqu'un qui n'a pas bu à sa place et prendre le volant ensuite. Mais surtout, c'est une peine qui instaure une justice de classe. Celui a les moyens financiers d'équiper son véhicule pourra continuer de conduire, alors que celui qui ne les a pas, ben, il repartira avec une suspension ou une annulation de son permis de conduire. Ce n'est pas acceptable.* » (P9) ;

« *Je suis opposé à cette mesure parce que c'est une peine pour riches ! Le pauvre bougre qui n'a pas les moyens d'équiper son véhicule, il repart avec une suspension de son permis, et ne peut plus conduire, tandis que celui qui les a, il repart avec sa voiture ! En plus, cette peine ne garantit rien du tout, si vous avez un bon copain qui ne boit pas, il souffle pour vous, et hop, vous continuez de rouler bourré. Donc, pour ma part, c'est suspension ou annulation du permis de conduire pour tout le monde.* » (P2) ;

« *Comme la plupart de mes collègues, j'ai donné des instructions pour que cette peine ne soit pas requise, ou proposée en CRPC, parce qu'elle repose sur un système de justice de classe, d'une part, et qu'elle n'empêche pas que le prévenu puisse continuer de rouler en étant alcoolisé dès lors qu'il a la possibilité de faire souffler quelqu'un qui n'a pas bu, d'autre part.* » (P5).

En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, la grande majorité des barèmes, quelque soit le taux d'alcoolémie constaté, abandonnent au magistrat en charge de la poursuite le soin de déterminer la nature et le *quantum* de la ou des peines prononçables en fonction des critères d'individualisation des peines classiques que sont la gravité de l'infraction, le passé pénal de l'auteur, sa situation professionnelle, familiale, ou encore économique (Figure 140). En pareille hypothèse, c'est donc l'intégralité des peines théoriquement encourues qui sont disponibles, mais l'analyse montre que tel n'est pas le cas. Tout d'abord, il sera observé que **certains barèmes indiquent un minimum indicatif dont l'utilité réside dans la volonté du procureur de la République d'éviter une dispersion des réquisitions qui aurait pour effet de brouiller la lisibilité, comme l'intelligibilité, de la politique pénale menée par le parquet** (barème des procureurs de la République des TGI 4 et TGI 6). Ensuite, il convient de rappeler que selon la filière de poursuites empruntée, ou dont le barème

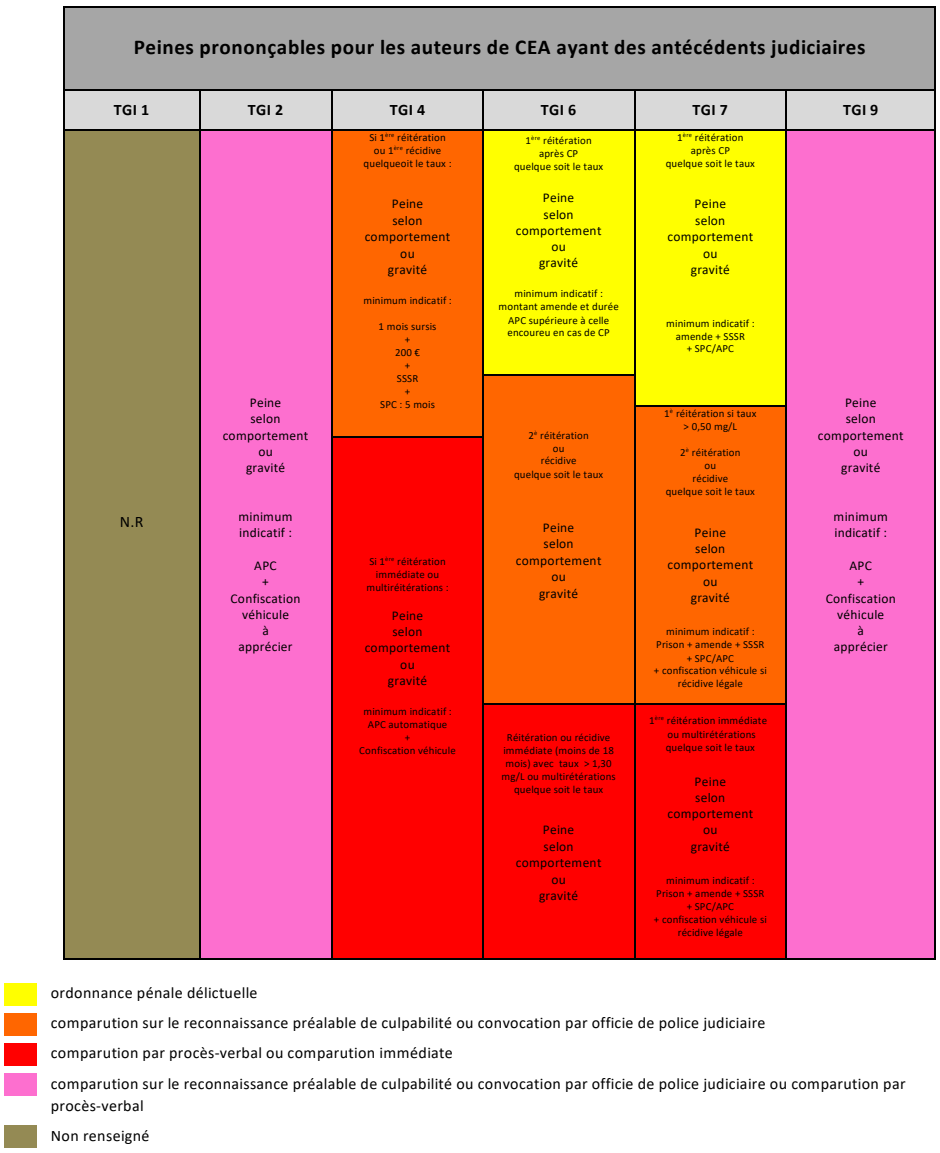


Figure 140

recommande l'utilisation, le magistrat en charge de la poursuite ne dispose pas de l'intégralité des peines théoriquement encourues, mais seulement des peines susceptibles d'être proposées ou requises, dans leur nature comme leur *quantum*, dans le cadre de telle ou telle procédure. Enfin, **certaines peines, pourtant prévues par les textes d'incrimination, sont totalement ignorées des barèmes, notamment l'interdiction de conduire un véhicule qui ne soit pas équipé d'un dispositif homologué d'anti-démarrage par éthylotest électronique** (art. 234-2, 7°, C. route). Toutefois, à l'instar de ce qui a pu être observé à propos des auteurs primo-délinquants, si l'intégralité des peines théoriquement encourues sont disponibles en pareille hypothèse, l'analyse montre que la décision du magistrat en charge de la poursuite reste encadrée *a minima*, tout d'abord, parce que certains barèmes prévoient un minimum indicatif, ensuite, parce que le choix de la voie

de poursuites empruntée, ou dont le barème recommande l'utilisation, définit un éventail plus ou moins large de sanctions et de *quanta* disponibles. Enfin, nous avons pu constater que des instructions sont données dans les parquets afin d'écarter certaines peines, en l'occurence l'interdiction de conduire un véhicule qui ne soit pas équipé d'un dispositif homologué d'anti-démarrage par éthylotest électronique, de l'éventail des sanctions disponibles. Reste que certains barèmes se montrent nettement plus précis, ce qui est le cas des barèmes élaborés par les procureurs de la République des TGI 5 et TGI 8, du moins en présence d'auteurs réitérants pour ce dernier (Figure 141).

<table>
<tr><th colspan="4">Peines prononçables en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires</th></tr>
<tr><th></th><th>TGI 5</th><th colspan="2">TGI 8</th></tr>
<tr><td>Taux d'alcool exprimé en mg/L d'air expiré</td><td></td><td>Réitérant</td><td>Récidiviste</td></tr>
<tr><td>0,40 à 0,50</td><td>300 € ou 20 % RM
+ APC ou ICTF : 2 mois</td><td rowspan="2">300 € + SSSR + SPC : 6 mois</td><td rowspan="14">Peine selon comportement ou gravité

minimum indicatif :

APC
+
Confiscation véhicule à apprécier</td></tr>
<tr><td>0,51 à 0,60</td><td>350 € ou 25 % RM
+ APC ou ICTF : 3 mois</td></tr>
<tr><td>0,61 à 0,70</td><td>450 € ou 30 % RM
+ SSSR + APC ou ICTF : 4 mois</td><td rowspan="2">300 € + SSSR + SPC : 8 mois</td></tr>
<tr><td>0,71 à 0,80</td><td>550 € ou 35 % RM
+ SSSR + APC ou ICTF :: 5 mois</td></tr>
<tr><td>0,81 à 0,90</td><td>2 mois + 650 € ou 40 % RM
+ SSSR + APC ou ICTF : 6 mois</td><td>2 mois avec sursis + SSSR + SPC : 6 mois</td></tr>
<tr><td>0,91 à 1,00</td><td>3 mois + 700 € ou 45 % RM
+ SSSR + APC ou ICTF : 7 mois</td><td>2 mois avec sursis + 300€
+ SSSR + SPC : 6 mois</td></tr>
<tr><td>1,01 à 1,10</td><td>4 mois + 750 € ou 50 % RM
+ SSSR + APC ou ICTF : 8 mois</td><td rowspan="2">2 mois avec sursis + 300€
+ SSSR + SPC : 8 mois</td></tr>
<tr><td>1,11 à 1,20</td><td>4 mois + 800 € ou 53 % RM
+ SSSR + APC ou ICTF : 9 mois</td></tr>
<tr><td>1,21 à 1,30</td><td>6 mois + 850 € ou 55 % RM
+ SSSR + APC ou ICTF : 10 mois</td><td rowspan="2">6 mois avec SME + 200 €
+ SSSR + SPC : 10 mois</td></tr>
<tr><td>1,31 à 1,40</td><td>6 mois + 900 € ou 60 % RM
+ SSSR + APC ou ICTF : 11 mois</td></tr>
<tr><td>1,41 à 1,50</td><td>6 mois + 950 € ou 65 % RM
+ SSSR + APC ou ICTF : 12 mois</td><td><u>Si taux ≥ 1,40 à 1,70 mg/L :</u>
6 mois avec SME + 200 €
+ SSSR + SPC : 10 mois</td></tr>
<tr><td>≥ 1,50</td><td>8 mois (+1 mois par 0,10 mg/L) + 1000 € ou 70 % RM (+50 € par 0,10 mg/L)
+ SSSR + APC ou ICTF : 12 mois (+ 1 mois par 0,10 mg/l)</td><td><u>Si taux ≥ 1,70 mg/L :</u>
8 mois avec SME + 200 €
+ SSSR + SPC : 12 mois</td></tr>
</table>

ordonnance pénale délictuelle

comparution sur le reconnaissance préalable de culpabilité ou convocation par officie de police judiciaire

comparution sur le reconnaissance préalable de culpabilité ou convocation par officie de police judiciaire ou comparution par procès-verbal ou comparution immédiate

Figure 141

113. Variations autour des *quanta*. L'analyse montre qu'**en présence d'auteurs primo-délinquants, l'ensemble des barèmes recueillis convergent vers des solutions**

communes relatives aux *quanta* prononçables. Cela est particulièrement prégnant dans le champ des peines d'amende ou des peines complémentaires de suspension du permis de conduire (Figure 139 *supra*), sans pour autant que l'on se trouve en présence de solutions identiques sur l'ensemble des ressorts étudiés. Par exemple, **en présence de CEA dont le taux d'alcoolémie est compris entre 0,40 et 0,80 mg/L d'air expiré, l'ensemble des barèmes proposent le prononcé d'une amende dont le *quantum* s'inscrit dans une fourchette allant de 200 € à 300 €.** Un écart existe, puisque tous les barèmes ne s'accordent pas sur un montant unique, mais celui-ci reste faible. **Il en va de même concernant les peines d'emprisonnement puisque l'analyse montre que les *quantas* retenus par les barèmes se concentrent autour de durées de privation de liberté relativement proches d'un ressort à l'autre, sans pour autant être, là aussi, totalement identiques**. Cela montre qu'il existe une **certaine cohérence entre les politiques pénales mises en œuvre sur l'ensemble des ressorts étudiés, du moins dans la répression des CEA commises par des auteurs primo-délinquants**. En effet, une telle analyse ne peut être menée en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires dès lors que la majorité des barèmes ne définissent aucune peine prononçable et laissent au magistrat en charge de la poursuite le soin de déterminer, dans sa nature comme son *quantum*, la peine qu'il convient de proposer ou requérir, selon la gravité de l'infraction, le passé pénal de l'auteur, *etc.* Si l'analyse tend à mettre en évidence l'existence d'une certaine cohérence entre les différentes politiques pénales menées sur l'ensemble des ressorts participant à l'étude, dès lors que l'on se trouve en présence d'auteurs primo-délinquants, il n'en demeure pas moins que certains choix instaurent des disparités, dont l'instensité est plus ou moins importante, entre les ressorts, et conduit à relativiser la cohérence qui apparaît, dans un premier temps du moins, à la lecture des barèmes.

114. L'application effective des solutions retenues par les barèmes dans les pratiques parquetières. La rechercher menée a conduit l'équipe de droit pénal à s'interroger sur l'application effective des solutions retenues par les barèmes dans les pratiques parquetières, ce qui revient à poser la question de leur normativité. L'analyse des résultats issus du traitement statistique du contenu des décisions de justice permet de dresser un cartographie relativement précise des pratiques des différents parquets ayant participé à la recherche.

Au TGI 1, les résultats montrent que 74 % des CEA poursuivis par le parquet du TGI 1 ont été commis par des auteurs primo-délinquants (Figure 142). Dans le même temps, elle met également en évidence que 37 % des CEA ayant été poursuivies sur la période considérée l'ont été par voie d'ordonnance pénale délictuelle ; 30 % par voie de composition pénale ; 22 % par voie de CRPC ; et 10 % par voie de COPJ.[161]

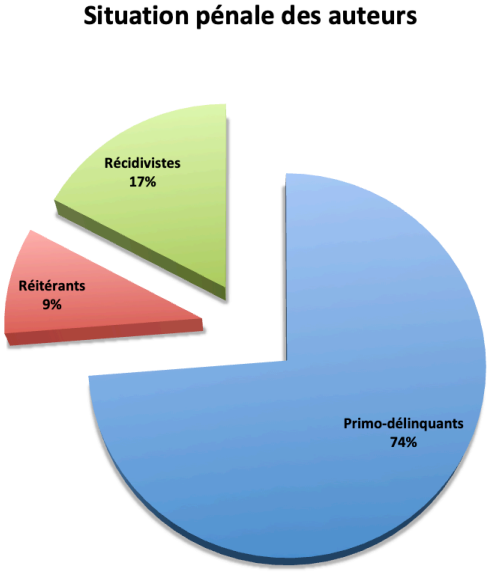


Figure 142

L'analyse de la pratique parquetière réalisée par l'équipe de droit pénal (Figure 143) montre que le schéma d'orientation des procédures retenu par le barème n'est pas réellement appliqué en pratique dès lors que, contrairement à ce que prévoit ce dernier, dès que le taux d'alcoolémie dépasse 0,50 mg/L d'air expiré, l'éventail des filières de poursuites s'élargit puisqu'il s'étend à la procédure de CRPC ou encore celles de COPJ ou de citation, pourtant inenvisagées par le barème, quelque soit le taux d'alcoolémie constaté. *A contrario*, elle montre que **les procédures de composition pénale ou d'ordonnance pénale délictuelle ont été utilisées pour sanctionner des CEA dont le taux d'alcoolémie excède largement les hypothèses pour lesquelles le barème recommande le recours à ces procédures, même si cela reste dans des proportions relativement faible**.

[161] Annexe 1

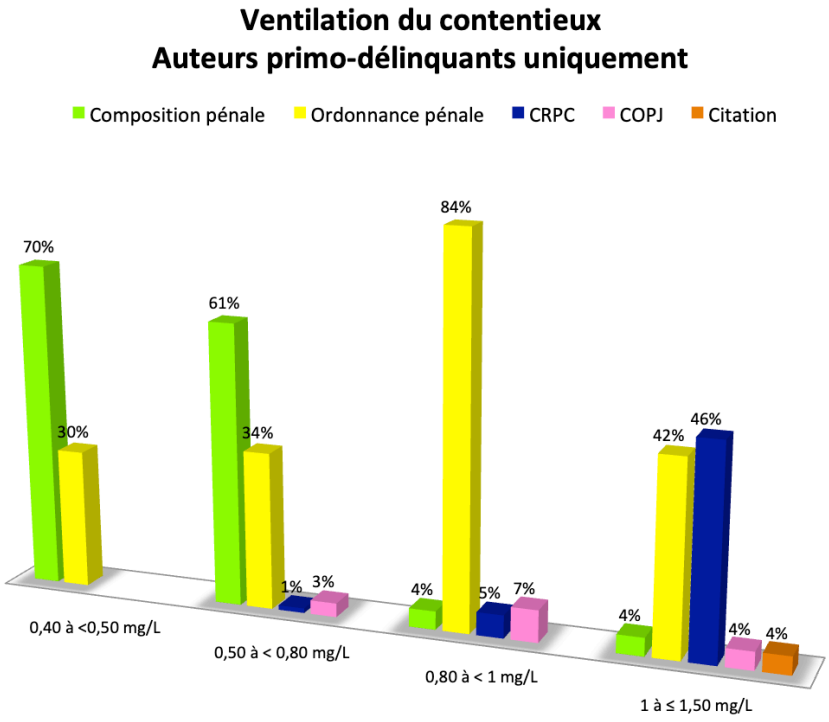


Figure 143

En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, l'analyse montre que, si la procédure de CRPC est fortement mobilisée, ce qui correspond aux recommandations du barème, d'autres procédures non prévues par ce dernier sont également sollicitées, et pour certaines, dans des proportions significatives (Figure 154).

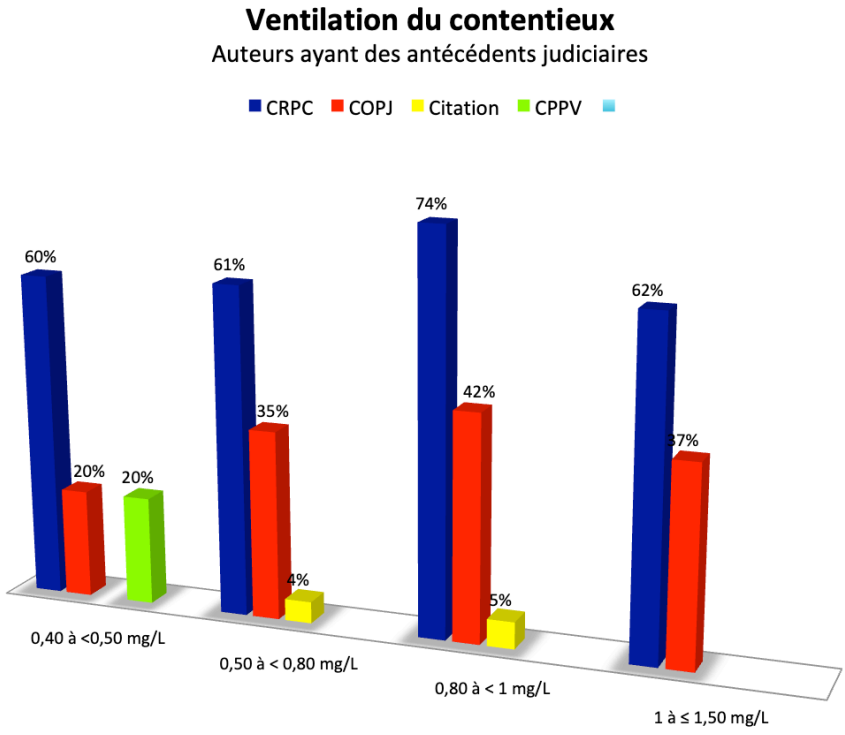


Figure 144

Les divergences constatées entre les solutions retenues par le barème et la ventilation effective du contentieux telle qu'elle apparaît à l'aune de l'analyse des décisions de justice rendues sur la période considérée peuvent s'expliquer par le fait que notre recherche s'est déroulée au moment même où un changement à la tête du parquet du TGI 1 est intervenu. Lors de nos rencontres, le nouveau procureur de la République a exprimé le souhait de revoir le barème appliqué jusqu'alors, et qui nous a été communiqué dans l'attente de l'élaboration du nouveau barème. Les résultats exposés ci-dessus nous semblent donc refléter les mutations en cours dans le schéma d'orientation des procédures, sans que ces derniers, à la date du 30 juin 2017, n'aient été encore formalisés au sein d'un document qui aurait pu nous être communiqué.

Au TGI 2, les résultats montrent que les CEA poursuivies par le parquet du TGI 2 ont été commises dans plus de la moitié des cas par des auteurs ayant des antécédents judiciaires, et dans 49 % des cas, par des auteurs primo-délinquants (Figure 145).[162]

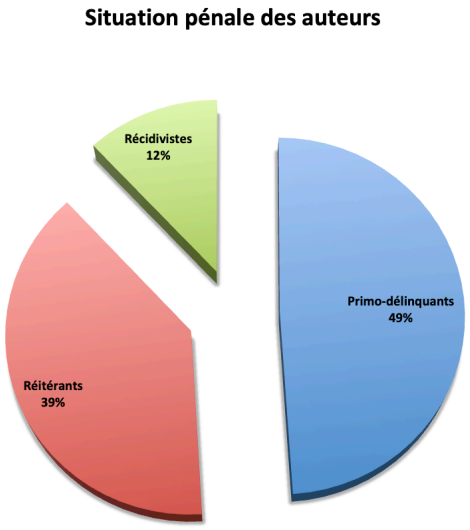


Figure 145

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal fait apparaître que, toutes situations pénales confondues, les CEA pour lesquelles l'auteur présente un taux d'alcoolémie compris entre 0,70 mg/L et 0,90 mg/L d'air expiré constituent l'infraction la plus poursuivie au TGI 2, celles dans lesquelles l'auteur présente un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 0,69 mg/L d'air expiré constituant la deuxième portions d'infractions la plus poursuivies par le parquet du TGI 2 (Figure 146).

[162] Annexe 2

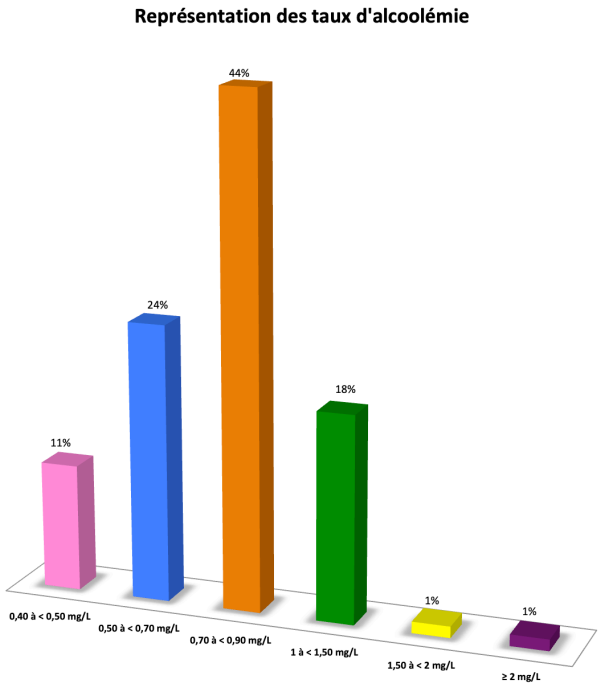


Figure 146

Les résultats montrent que, 45 % des CEA ont poursuivies par voie d'ordonnance pénale délictuelle ; 37 % par voie de CRPC ; et 15 % par voie de COPJ.[163] Mais une analyse plus fine permet d'aller plus loin en proposant une photographie des filières de poursuites utilisées selon le taux d'alcoolémie de l'auteur (Figure 147 & 148).

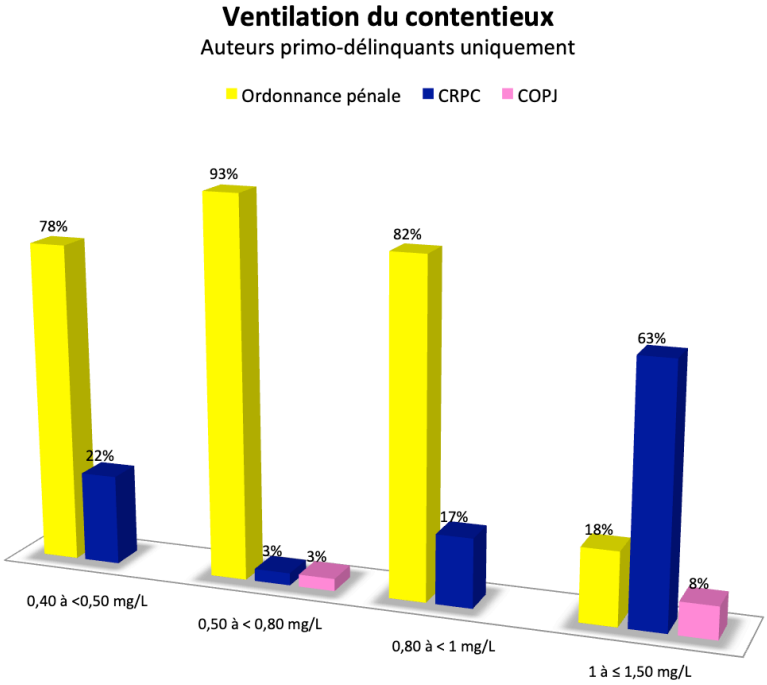


Figure 147

[163] Annexe 2

En **présence d'auteurs primo-délinquants** tout d'abord, l'analyse permet de constater que **les solutions retenues par le barème ne sont pas réellement suivies**. Il en est ainsi concernant les CEA dont l'auteur présente un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 0,50 mg/L d'air expiré qui doivent, selon les recommandations du barème, être traitées par voie de composition pénale.

Si l'équipe de droit pénal ne dispose pas des ordonnances de validation de composition pénale, l'analyse statistiques des décisions de justice rendues sur la période considérée permet d'observer qu'un certain nombre d'ordonnances pénales délictuelles et, dans une moindre mesure, d'ordonnances d'homologation de CRPC, porte sur des CEA dont l'auteur présente un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 0,50 mg/L d'air expiré poursuivies comme délit unique.

De la même manière, l'échantillon analysé montre que des **CEA dont l'auteur présente un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 0,80 mg/L d'air expiré ont été poursuivies par voie de CRPC ou renvoyées devant le tribunal correctionnel saisi par voie de COPJ, deux procédures inenvisagées par le barème qui recommandent plutôt le recours à la procédure de composition pénale** (CEA avec taux d'alcoolémie compris entre 0,51 mg/L et 0,60 mg/L d'air expiré) ou d'ordonnance pénale délictuelle (CEA avec taux d'alcoolémie compris entre 0,61 mg/L et 1,00 mg/L d'air expiré). Il peut être encore observé qu'en présence de **CEA dont l'auteur présente un taux d'alcoolémie compris entre 1,00 mg/L et 1,50 mg/L d'air expiré, 18 % d'entre-elles ont été traitées par voie d'ordonnance pénale, alors même que le barème exclut expressément le recours à cette procédure pour ce type de faits au profit de la procédure de CRPC ou de COPJ**.

En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires (**figure 148 ci-dessous**), le barème élaboré par le procureur de la République de ce TGI **exclut en principe le recours à la procédure d'ordonnance pénale délictuelle pour ce type d'auteurs, quelque soit le taux d'alcoolémie constaté. Or, l'analyse montre que cette procédure est utilisée dans l'échantillon analysé dans des proportions relativement similaires** (**autour de 25 %**) **dans le traitement des CEA** dont l'auteur présentait au moment du contrôle un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 1,00 mg/L d'air expiré.

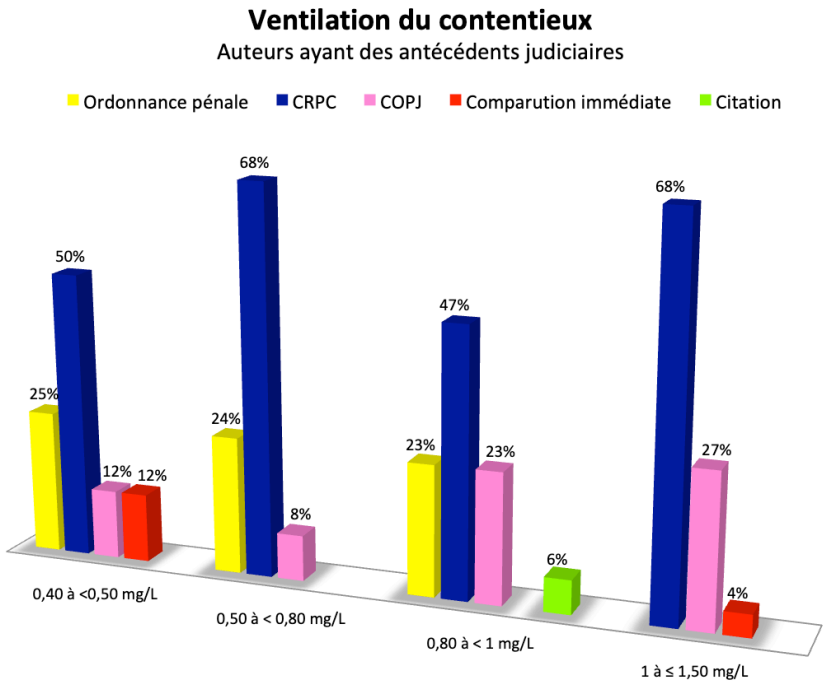


Figure 148

L'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal permet donc d'établir qu'il existe des différentes significatives entre les solutions retenues par le barème et la ventilation effective du contentieux telle qu'elle apparaît à l'aune de l'analyse des décisions de justice rendues sur la période considérée. Les éléments susceptibles d'expliquer les écarts constatés sont nombreuses et difficiles à saisir scientifiquement : erreur dans l'orientation du dossier ? Présence de données ou d'éléments non retranscrits dans les décisions de justice ? Volonté de soulager certaines voies de poursuite saturées à un instant "T" en orientant certains dossiers vers des voies de procédures non sollicitées en temps normal ? Évolution en cours des solutions du barème non encore formalisées ? Il est d'autant plus difficile de fournir des explications aux écarts constatés que l'équipe de droit pénal ne dispose pas des ordonnances de validation de composition pénale rendues au TGI 2, de sorte qu'il a été impossible de procéder à une analyse des critères efficients, si tant est que ces derniers soient saisissables par l'outil statistique, guidant le choix des magistrats en charge de la poursuite dans la ventilation des affaires nouvelles entre la procédure de composition pénale et d'ordonnance pénale, par exemple. L'équipe de droit pénal n'ayant pu accéder aux réquisitions qui ont été prises dans le cadre des dossiers ayant donné lieu aux décisions de justice analysées, il n'a pas été possible d'observer si ces dernières comportaient des peines dont le quantum s'inscrivait effectivement dans les recommandations du barème communiqué par le parquet.

Au TGI 3, les résultats montrent que les CEA poursuivies par le parquet du TGI 3 ont été commises, *a minima*, dans 67 % des cas, par des auteurs ayant des antécédents judiciaires (Figure 149), tandis que l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal fait apparaître que, toutes situations pénales confondues, les CEA les plus représentées sont celles pour lesquelles l'auteur présentait au moment du contrôle un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 0,90 mg/L (Figure 150).[164]

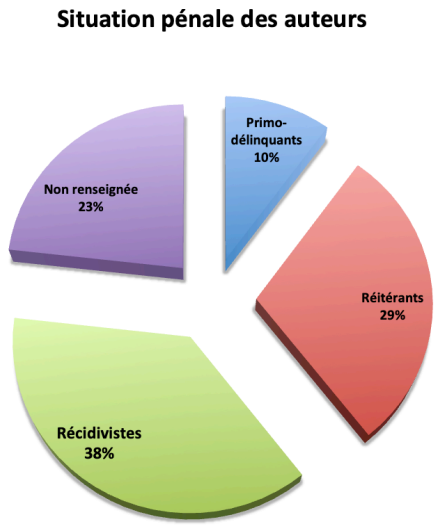


Figure 149

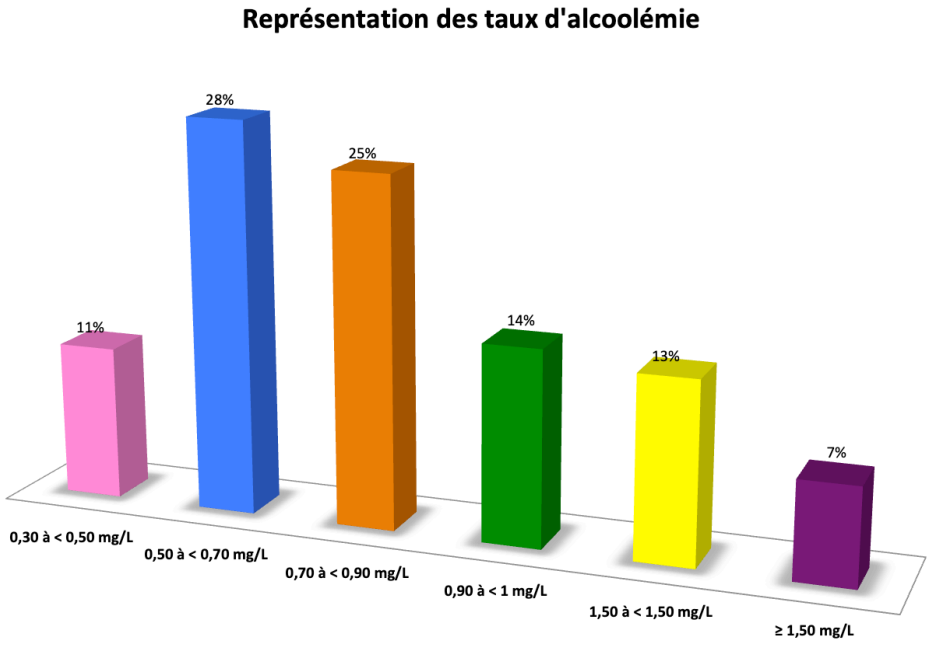


Figure 150

[164] Annexe 3

Si les résultats montrent que 34 % des CEA ont été jugées par voie de CRPC ; 26 % par voie d'ordonnance pénale délictuelle ; 18 % par voie de COPJ ; et que 15 % ont fait l'objet d'une composition pénale[165], l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal permet d'aller plus loin en proposant une photographie plus précise des filières de poursuites utilisées selon le taux d'alcoolémie de l'auteur (Figure 151 & 152).

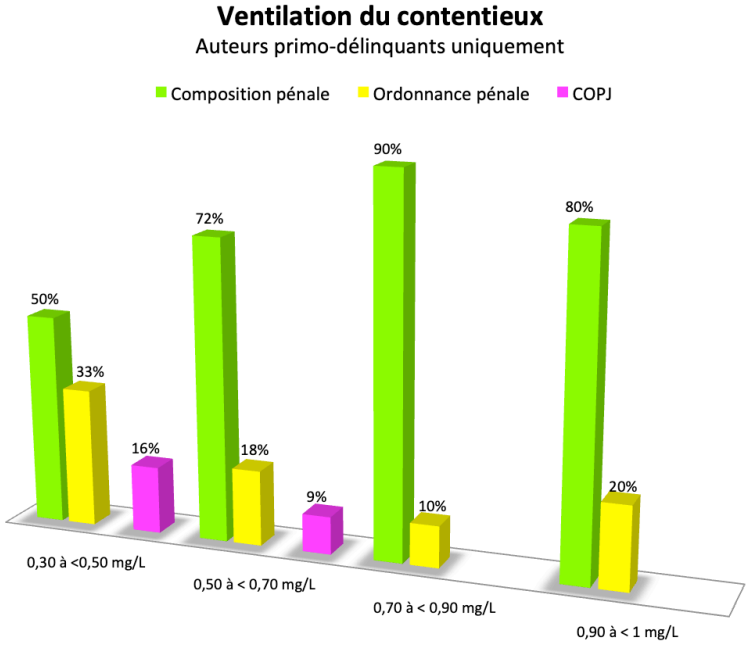


Figure 151

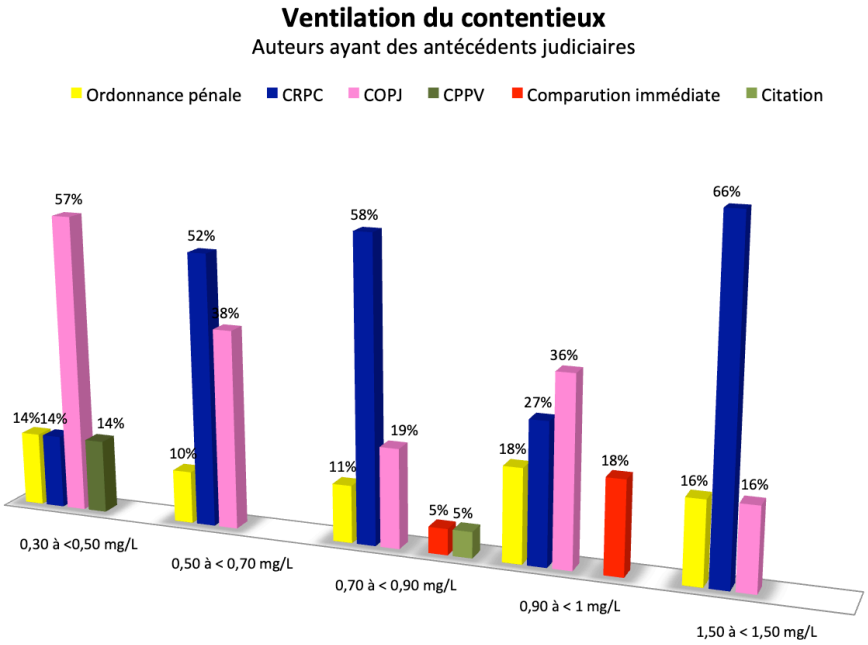


Figure 152

[165] Annexe 3

Si l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal permet d'offrir une vision relativement fine et complète des pratiques parquetières en cours dans la ventilation du contentieux des CEA au TGI 3 sur la période considérée, la non-participation du procureur de la République près ce TGI à la recherche menée n'a pas permis d'obtenir les barèmes formalisés élaborés par ce dernier en vue de rationnaliser et d'harmoniser les décisions prises par les magistrats de son parquet dans l'orientation des affaires de CEA nouvelles. De fait, il est impossible de savoir si les pratiques constatées s'inscrivent dans les solutions retenues par le barème, ou si des aménagement, plus ou moins importants sont pris par les magistrats du parquet, et selon quels critères ? Dans le même, l'équipe de droit pénal n'ayant pu accéder aux réquisitions qui ont été prises dans le cadre des dossiers ayant donné lieu aux décisions de justice analysées, il n'a pas été possible d'observer si ces dernières comportaient des peines dont le *quantum* s'inscrivait effectivement dans les recommandations du barème communiqué par le parquet.

Au TGI 4, les résultats montrent que les CEA poursuivies par le parquet du TGI 4 ont été commises dans 31 % des cas, par des auteurs ayant des antécédents judiciaires, et dans 29 % des cas, par des auteurs primo-délinquants, étant souligner que la situation pénale des auteurs n'est pas renseignée dans 40 % des décisions rendues dans le contentieux des CEA (Figure 153).[166]

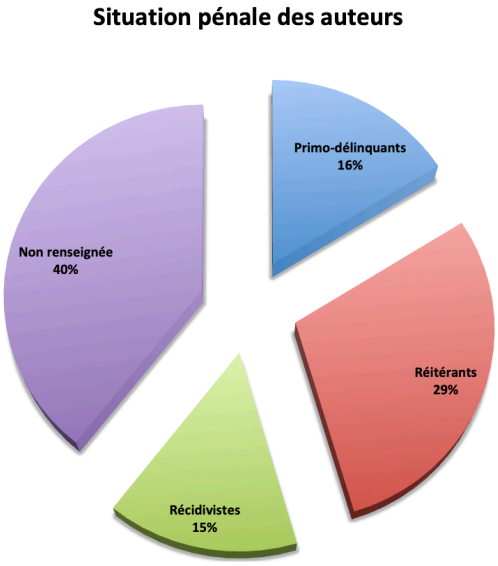


Figure 153

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal fait apparaître que, toutes situations

[166] Annexe 4

pénales confondues, les CEA pour lesquelles l'auteur présente un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 0,70 mg/L d'air expiré constituent la catégorie de CEA la plus poursuivie au TGI 4, devançant légèrement celles dans lesquelles l'auteur présente un taux d'alcoolémie compris entre 0,70 mg/L et 0,90 mg/L d'air expiré, et celles dans lesquelles il présente un taux d'alcoolémie supérieur à 1,50 mg/L d'air expiré (Figure 154).

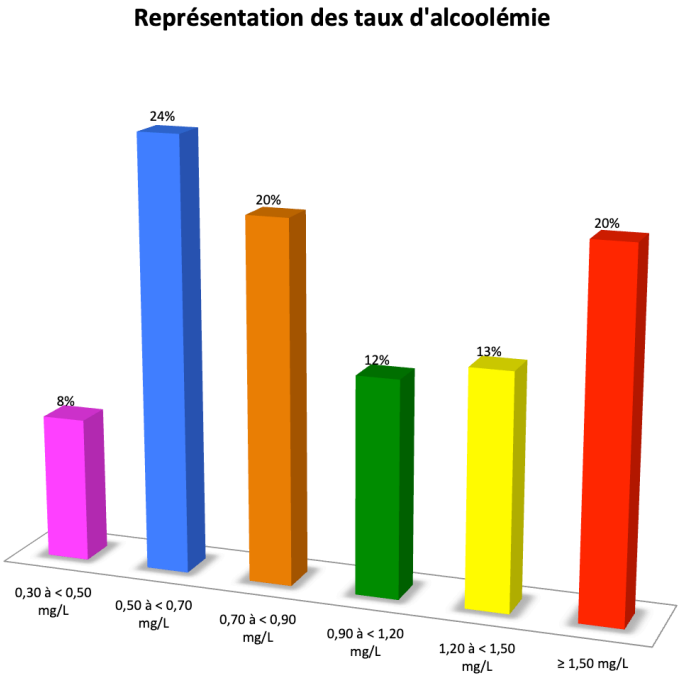


Figure 154

Les résultats montrent que, 37 % des CEA ayant été poursuivies sur la période considérée l'ont été par voie de CRPC ; 36 % par voie de voie d'ordonnance pénale délictuelle ; et 17 % par voie de COPJ, étant souligné qu'en raison de contingences matérielles, il n'a pas été possible d'accéder aux ordonnances de validation de composition pénale rendues sur la période considérée par le TGI 4.[167] Si ces chiffres montrent que la poursuite des CEA se partage principalement entre la procédure d'ordonnance pénale et la CRPC, à l'instar de ce qui a pu être observé dans les autres juridictions étudiées, l'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal permet d'aller plus loin en proposant une photographie relativement précise des filières de poursuites utilisées selon le taux d'alcoolémie de l'auteur, qu'il soit primo-délinquant (Figure 155) ou qu'il ait des antécédents judiciaires (Figure 156).

[167] Annexe 4

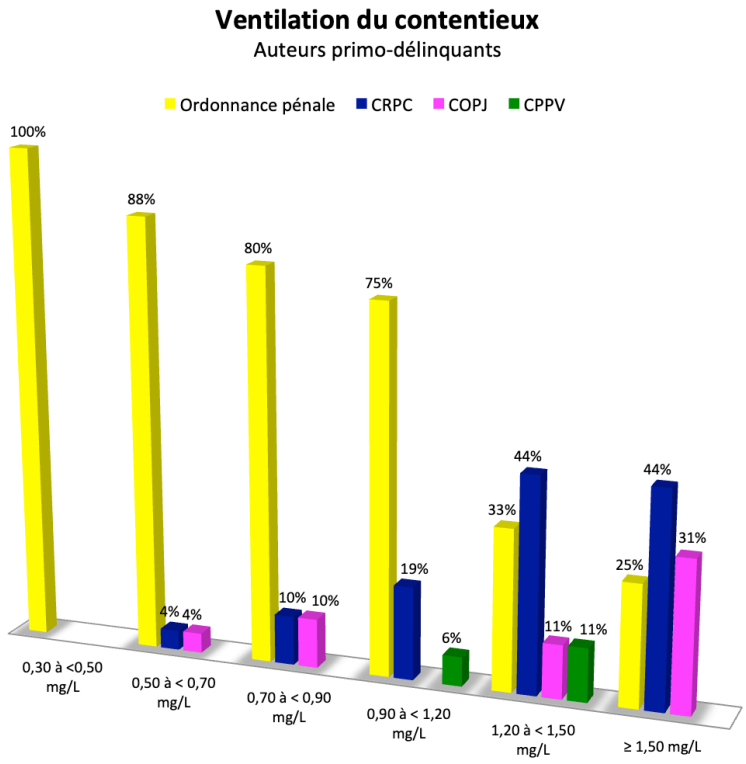


Figure 155

Cette analyse permet de constater qu'un **nombre important d'ordonnances pénales ayant été rendues sur la période considérée portent sur des CEA dont les auteurs primo-délinquants présentaient un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 1,20 mg/L d'air expiré, alors même que le barème communiqué par le parquet près cette juridiction indique que la filière procédurale privilégiée pour traiter ce type de faits est en principe la procédure de composition pénale.** L'équipe de droit pénal ne disposant pas des ordonnances de validation de composition pénale rendues par le TGI 4, il a été impossible de procéder à une analyse des critères efficients, si tant est que ces derniers soient saisissables par l'outil statistique, guidant le choix des magistrats en charge de la poursuite dans la ventilation des affaires nouvelles entre la composition pénale et l'ordonnance pénale délictuelle, par exemple, si tant est, là aussi, que les CEA mineures ne soient pas, dans leur grande majorité, orientées vers cette dernière. De la même manière, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que des procédures inenvisagées par le barème sont pourtant utilisées en pratique, telles que la procédure de CPPV.

En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, l'analyse montre que l'**ordonnance pénale a été utilisée en présence de ce type d'auteurs alors que le barème l'exclut expressément en recommandant uniquement la poursuite des CEA,**

quelque soit le taux, par recours aux procédures de CRPC ou de COPJ. De la même manière, les décisions de justice ne précisant aucunement, sauf quelques rares cas, si l'auteur se trouvait, au moment des faits, en état de première réitération ou récidive, si celle-ci est immédiate ou non, ou s'il est multiréitérants ou multirécidivistes, l'analyse statistique n'a pas permis d'établir avec certitude que les critères d'orientation des procédures prévus par le barème sont, dans les faits, effectivement appliqués par les magistrats en charge de la poursuite.

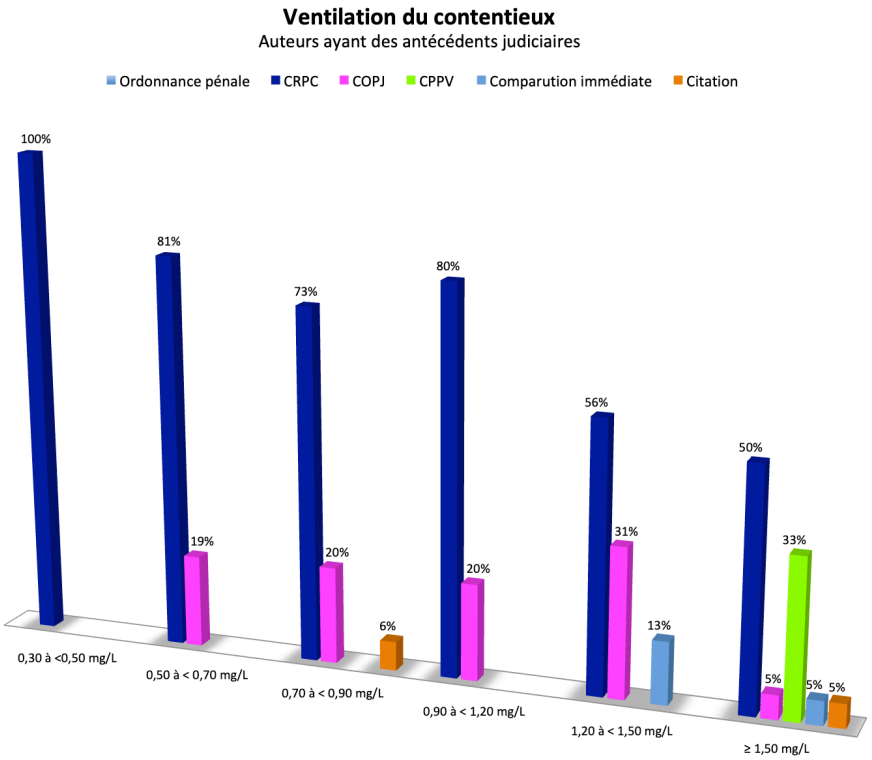


Figure 156

Au TGI 5, les résultats montrent que les CEA poursuivies par le parquet de ce TGI ont été majoritairement commises par des auteurs primo-délinquants (Figure 157).[168] L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal fait apparaître que, toutes situations pénales confondues, les CEA pour lesquelles l'auteur présente un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 0,70 mg/L d'air expiré constituent la catégorie de CEA la plus poursuivie au TGI 5, devançant légèrement celles dans lesquelles l'auteur présente un taux d'alcoolémie compris entre 0,70 mg/L et 0,90 mg/L d'air expiré (Figure 158).

[168] Annexe 5

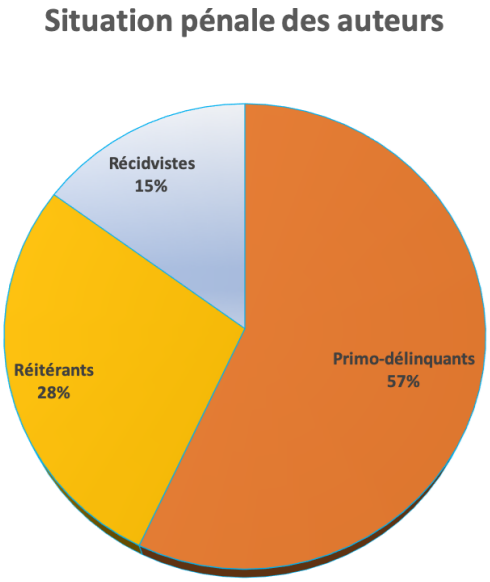


Figure 157

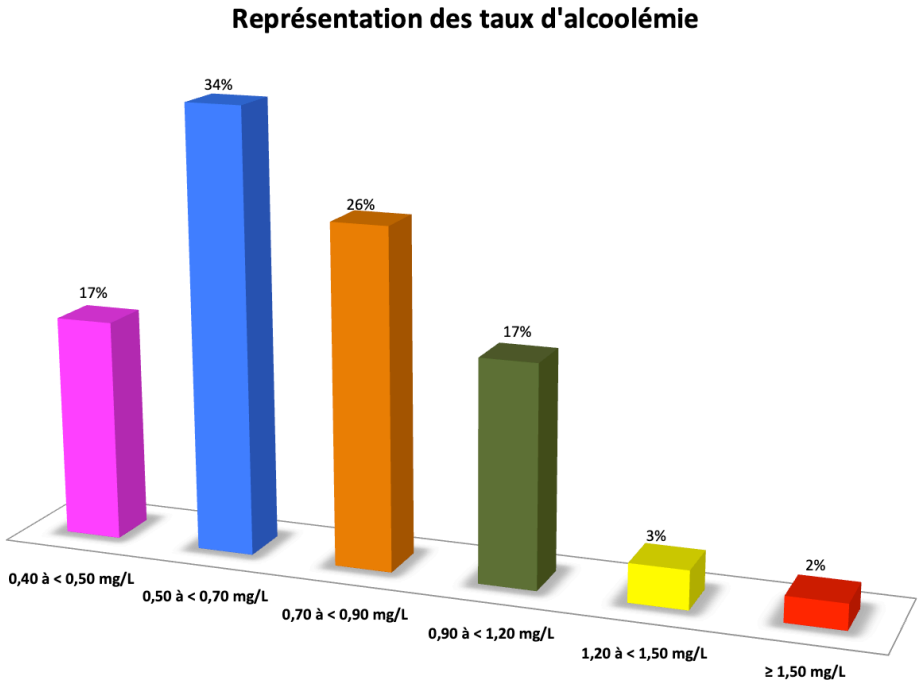


Figure 158

Les résultats mettent en évidence que, 68 % des CEA ayant été poursuivies sur la période considérée l'ont été par voie d'ordonnance pénale ; 17 % par voie de voie de CRPC ; 11 % par voie de COPJ, et dans 1 % des cas, par voie de comparution immédiate, ce qui correspond aux pratiques déjà rencontrés dans les autres TGI étudiés,

principalement entre la procédure d'ordonnance pénale et la CRPC[169], l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal permet d'aller plus loin en proposant une photographie relativement précise des filières de poursuites utilisées selon le taux d'alcoolémie des auteurs, qu'ils soient primo-délinquants (Figure 159) ou qu'ils aient des antécédents judiciaires (Figure 160).

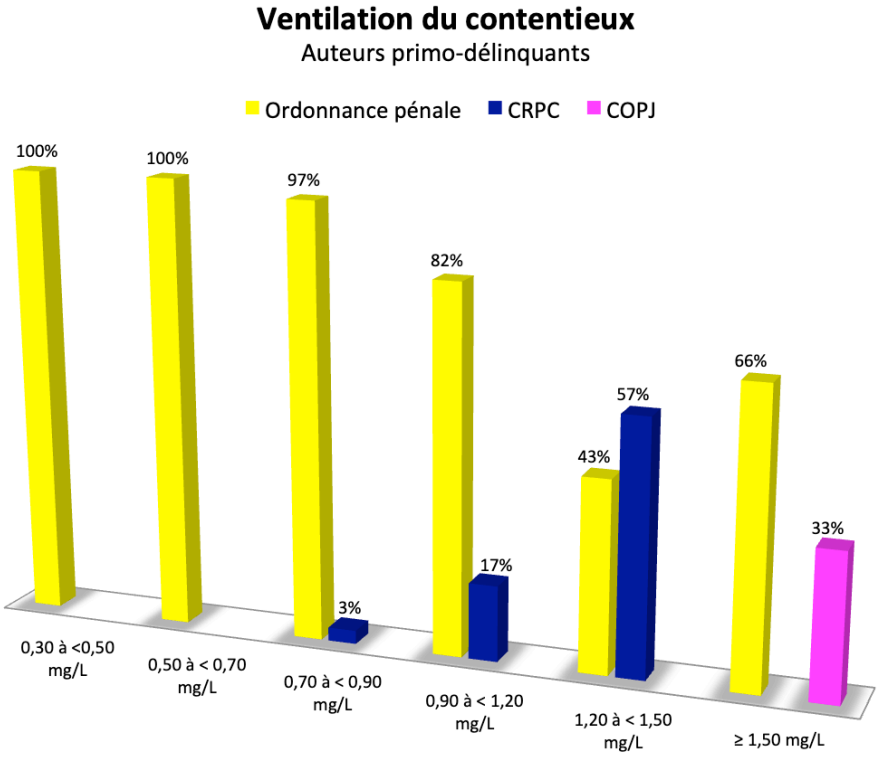


Figure 159

Concernant les auteurs primo-délinquants, cette analyse est d'autant plus intéressante que **le barème communiqué** par le procureur de la République près ce TGI **ne comporte aucune indication relative à la ventilation du contentieux des CEA commises par des auteurs primo-délinquants**. Toutefois, lors de nos échanges, ce dernier nous a indiqué que les CEA primaires sont majoritairement traitées par voie d'ordonnance pénale délictuelle avec convocation en audience de notification pour les résidents du département sur lequel se situe le TGI 5, et par voie d'ordonnancepénale délictuelle notifiées par voie de lettre recommandée avec accusé de réception pour les autres, quelque soit le taux d'alcoolémie que présentait l'auteur primo-délinquants au moment des faits, en raison de la saturation de l'audience correctionnelle juge unique qui est de moins en moins productive. Au regard des informations portées à notre

[169] Annexe 5

connaissance, il peut être observé que **ces instructions relatives à la ventilation du contentieux des CEA sont globalement appliquées** par les magistrats en charge de la poursuite au TGI 5, ce qui ne les empêche pas de s'en écarter, pour les taux d'alcoolémie les plus élevés, comme en témoigne le recours à la procédure de CRPC ou de COPJ, en fonction d'éléments subjectifs difficilement saisissables par l'outil statistique.

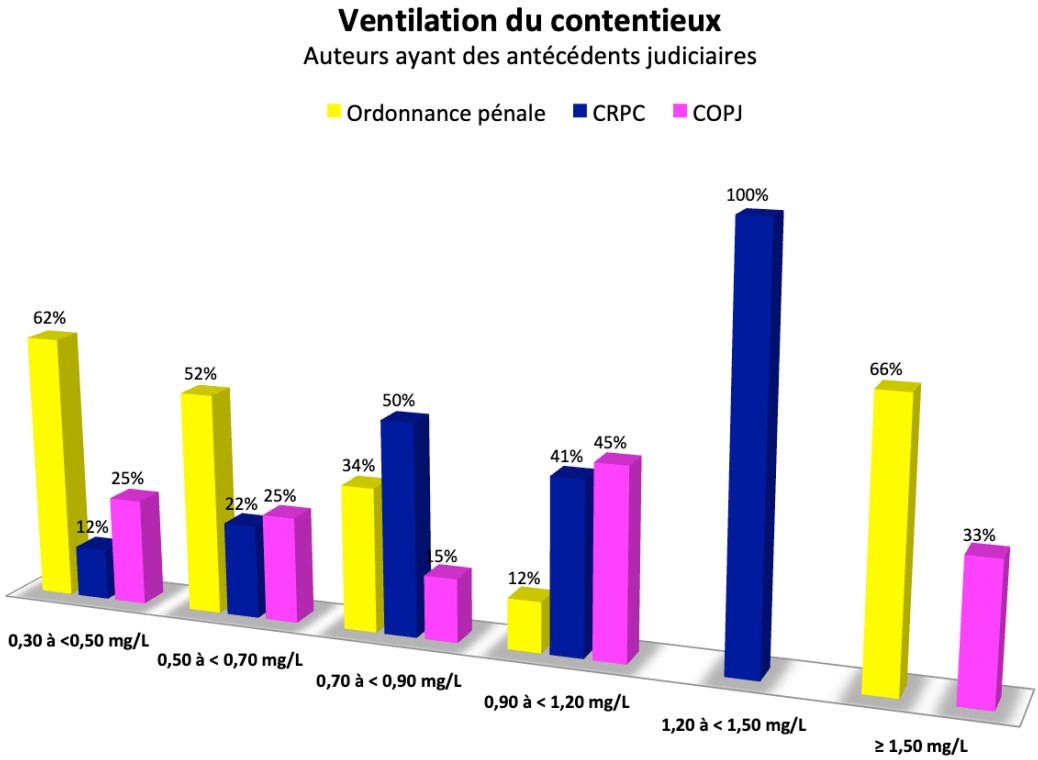


Figure 160

En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, le procureur de la République nous a indiqué que le barème qui nous a été communiqué a également été quelque peu modifié. Ainsi, **en cas de réitération ou de récidive légale, la voie privilégiée est la CRPC avec double convocation COPJ, alors qu'en cas de multi-récidives ou réitérations, ce sera la CRPC-déferrement une peine d'emprisonnement ferme sans incarcération immédiate est souhaitée, ou la procédure de comparution immédiate dans l'hypothèse où la délivrane d'un mandat de dépôt est envisagée.** Cette situation peut expliquer, en grande partie au moins, les divergences pouvant être observées entre les recommandations du barème qui nous avaient été communiqués, et le schéma d'orientation des procédures révélé par l'analyse statistique sur la période considérée qui doit donc être considérée comme une **période transitoire durant**

laquelle les pratiques effectives du parquet du TGI 5 sont en pleine évolution, du moins, dans le traitement du contentieux des CEA.

Au TGI 6, les résultats montrent que les CEA poursuivies par le parquet de ce TGI ont été majoritairement commises par des auteurs primo-délinquants (Figure 161), étant souligné que la situation pénale des auteurs n'est pas renseignée dans 14 % des décisions.[170]

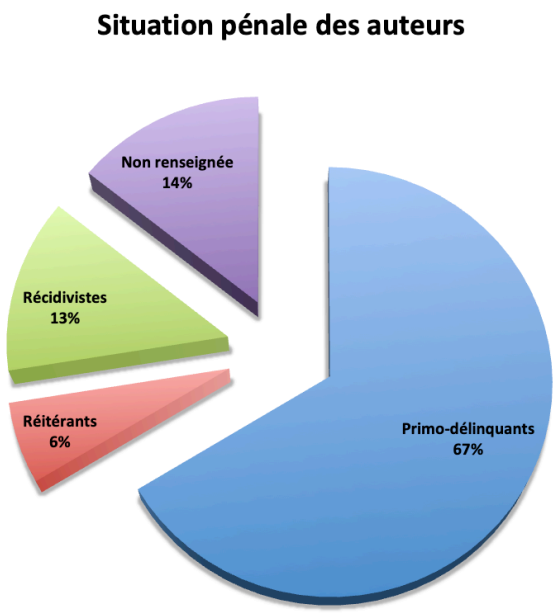


Figure 161

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal fait apparaître que, sur l'échantillon analysé, et toutes situations pénales confondues, les CEA pour lesquelles l'auteur présente un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 1,20 mg/L d'air expiré constituent la catégorie de CEA la plus poursuivie au TGI 6, ce qui distingue ce TGI des autres précédemment étudiés pour lesquels les CEA les plus représentées sont celles dont les auteurs qui présentaient un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 0,90 mg/L d'air expiré (Figure 162).

[170] Annexe 6

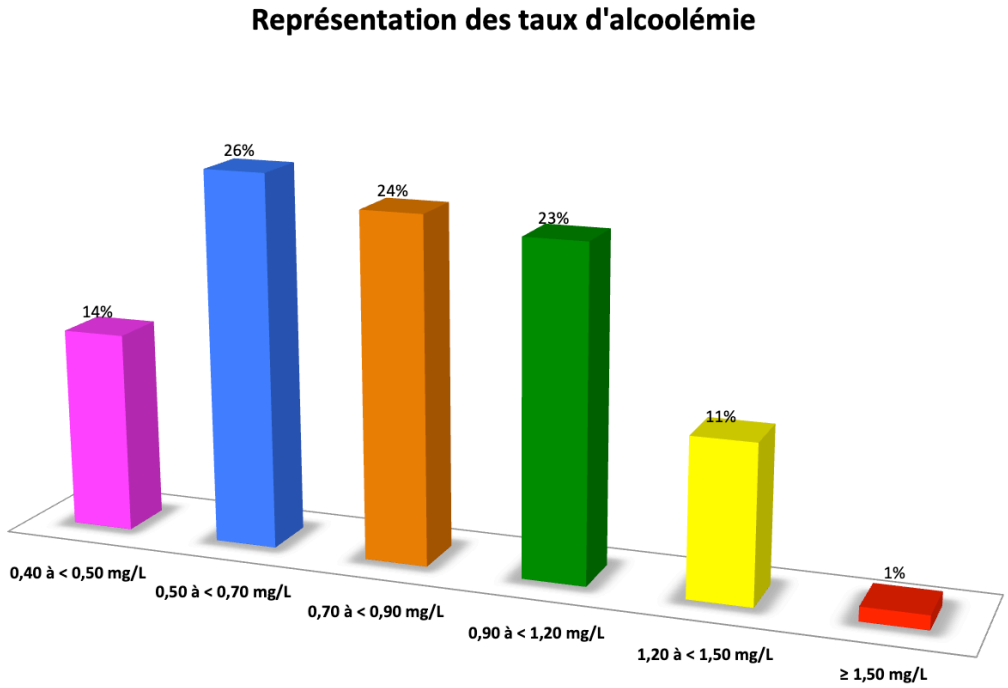


Figure 162

Les résultats montrent que, 44 % des CEA ayant été poursuivies sur la période considérée l'ont été par voie d'ordonnance pénale ; 24 % par voie de voie de CRPC ; 23 % par voie de composition pénale ; 6 % par voie de COPJ, et dans moins de 1 % des cas, par voie de comparution immédiate.[171] L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal permet d'aller plus loin en proposant une photographie relativement précise des filières de poursuites utilisées selon le taux d'alcoolémie de l'auteur, qu'il soit primo-délinquant (Figure 163) ou qu'il ait des antécédents judiciaires (Figure 164).

L'analyse montre, **pour les auteurs primo-délinquants**, que les **solutions du barème sont, dans l'ensemble, effectivement appliquées**, même si les magistrats en charge de la poursuite se sont écartés de ces dernières dans une minorité de cas (23% en présence d'une CEA de 0,40 à 0,50 mg/L d'air expiré. 40 % en présence d'une CEA de 0,51 à 0,70 mg/L d'air expiré) pour des motifs qui ne sont pas toujours aisés à saisir, ni à exploiter scientifiquement. Elle montre également que **les solutions du barème ne sont pas respectés pour les CEA,dont l'auteur présentait au moment du contrôle un taux d'alcoolémie compris entre 0,70 mg/L et 0,90 mg/L d'air expiré.**

[171] Annexe 6

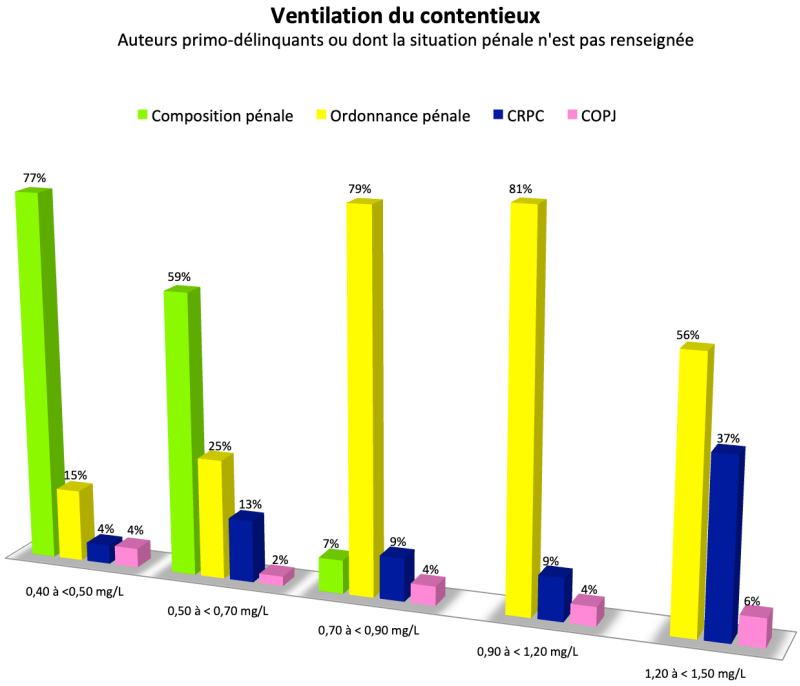


Figure 163

Alors que le **barème préconise de traiter ce type de CEA par voie de composition pénale, l'analyse montre qu'elles sont majoritairement traitées par voie d'ordonnane pénale (79 % des cas)**, et à la marge par voie de composition pénale (7 % des cas).

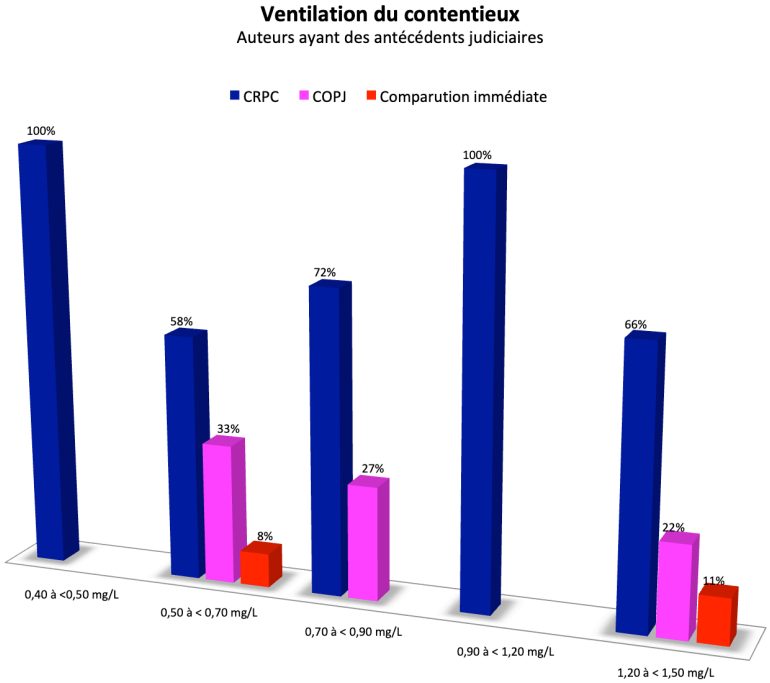


Figure 164

Concernant les auteurs ayant des antécédents judiciaires, il doit être rappelé que le barème élaboré par le procureur de la République du TGI 6 **détermine le choix de la filière procédurale à privilégier en se fondant sur des critères non renseignés dans les décisions de justice**, notamment lorsque le prévenu est en état de réitération, le barème opère une distinction entre l'auteur qui est en réitération après une composition pénale, ou encore celui est en deuxième réitération, par exemple. Ces rensegienements n'apparaissent pas dans les décisions de justice, et il n'a donc pas été possible à l'équipe de droit pénal de constater au travers de l'analyse, si les solutions du barème sont effectivement appliquées lorsque l'auteur de la CEA a des antécédents judiciaires.

Au TGI 7, les résultats montrent que les CEA poursuivies par le parquet de ce TGI ont été majoritairement commises par des auteurs primo-délinquants (Figure 165).[172]

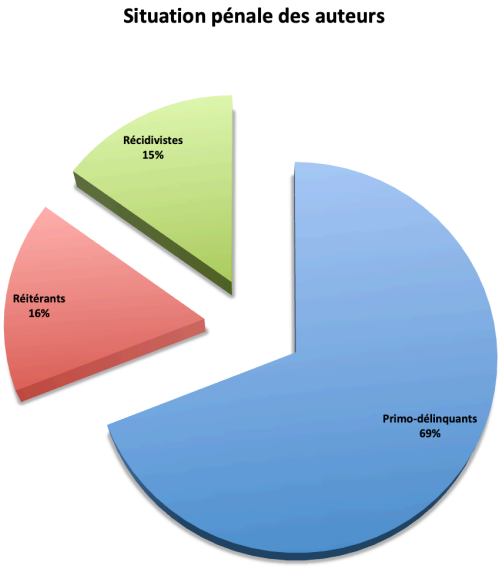


Figure 165

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal fait apparaître que, toutes situations pénales confondues, les CEA pour lesquelles l'auteur présente un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 0,70 mg/L d'air expiré constituent la catégorie de CEA la plus poursuivie au TGI 7, devançant très légèrement celles dont les auteurs présentent un taux d'alcoolémie compris entre 0,90 mg/L et 1,20 mg/L d'air expiré, puis celles dont les auteurs présentaient, au moment du contrôle, un taux d'alcoolémie compris entre 0,70 mg/L et 0,90 mg/L d'air expiré (Figure 166).

[172] Annexe 7

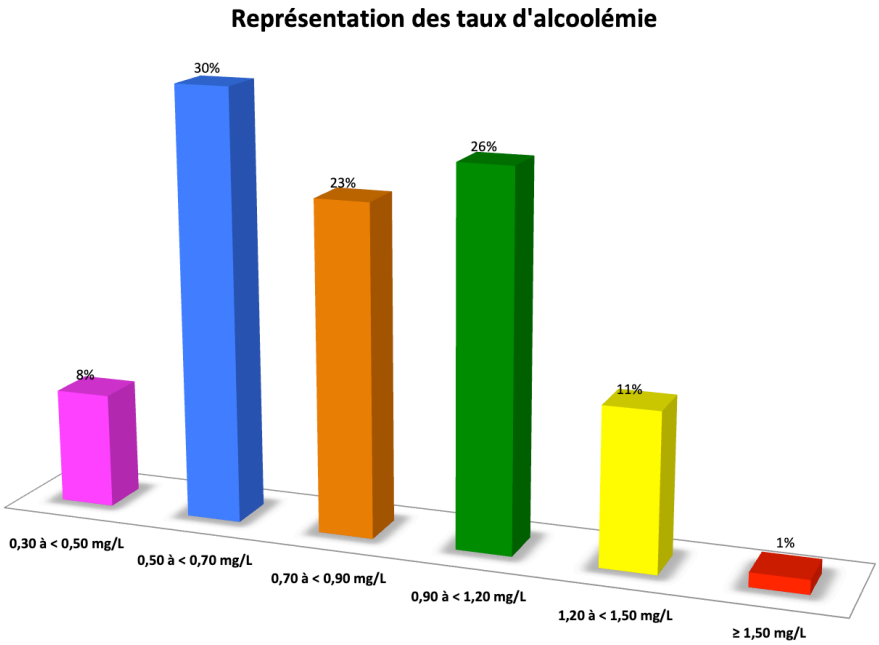


Figure 166

Les résultats montrent que les CEA ont principalement été jugées par voie d'ordonnance pénale délictuelle jugées sur la période considérée.[173] L'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal permet toutefois d'aller plus loin en proposant une photographie plus précise des filières de poursuites utilisées selon le taux d'alcoolémie des auteurs, qu'ils soient primo-délinquants (Figure 167) ou qu'ils aient des antécédents judiciaires (Figure 168).

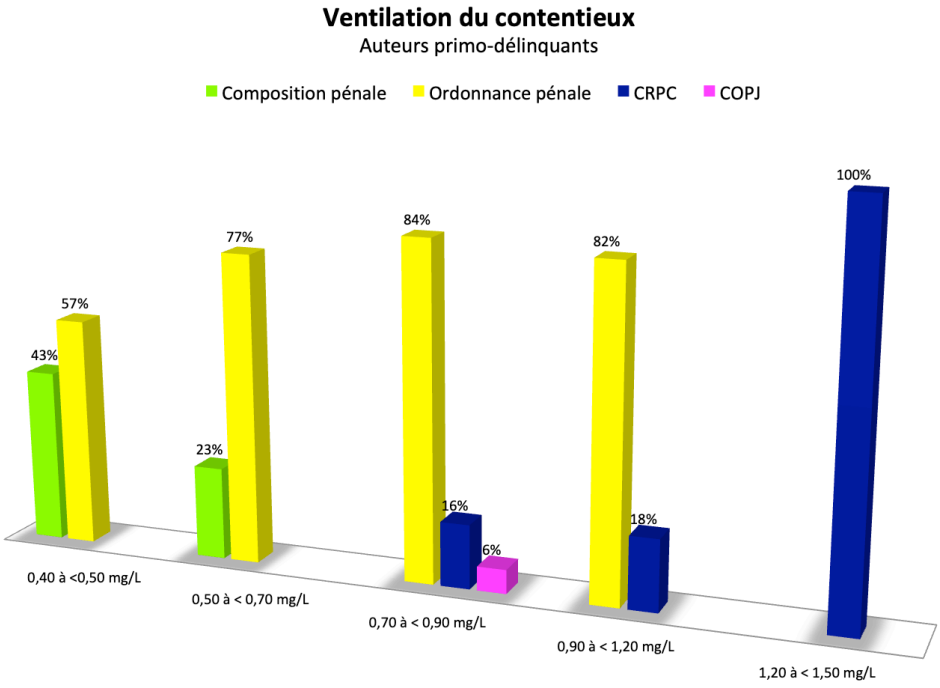


Figure 167

[173] Annexe 7

Pour les auteurs primo-délinquants l'analyse met en évidence que les **solutions du barème sont modérément appliquées**, les magistrats du parquet s'étant écartés des de ces dernières dans une majorité de cas en présence de CEA dont le **taux d'alcoolémie est inférieur à 0,50 mg/L d'air expiré au profit de la procédure d'ordonnance pénale délictuelle, alors que le barème recommande de traiter ce type de faits exclusivement par voie de composition pénale**. *A contrario*, l'analyse montre que les magistrats ont orienté des **CEA dont le taux d'alcoolémie était compris entre 0,50 mg/L et 0,70 mg/L d'air expiré vers la procédure de composition pénale** (23 % des cas), **alors que le barème recommande de traiter ce type de faits exclusivement par voie d'ordonnance pénale délictuelle**.

Concernant les auteurs ayant des antécédents judiciaires, à l'instar du barème élaboré par le procureur de la République du TGI 6, celui du procureur de la République du TGI 7 détermine le choix de la filière procédurale à privilégier en se fondant sur des critères non renseignés dans les décisions de justice, notamment le fait de savoir si selon l'auteur est en réitération après une composition pénale, ou s'il est en deuxième réitération, par exemple. Il n'a donc pas été possible à l'équipe de droit pénal de constater au travers de l'analyse statistique, si les solutions du barème sont effectivement appliquées sur ce point.

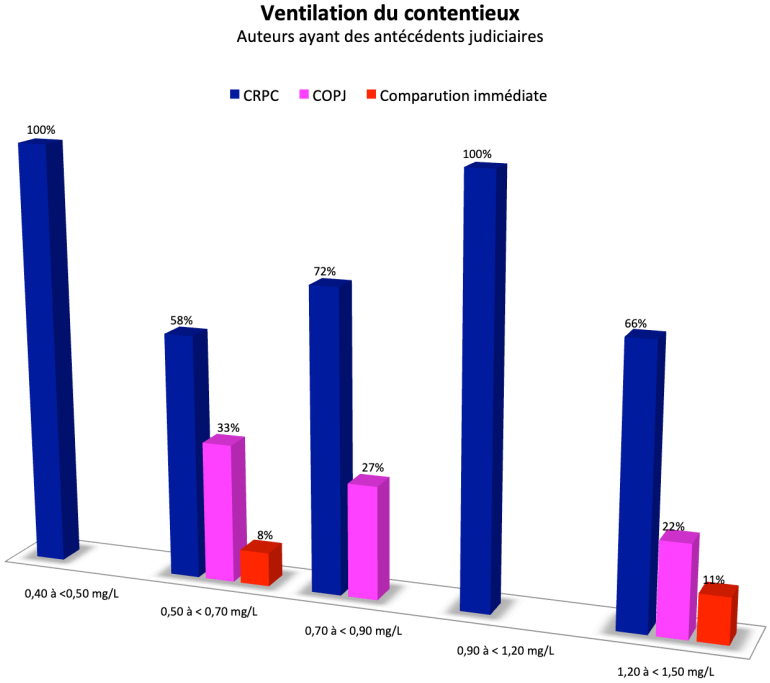


Figure 168

L'ensemble des résultats rapportés tendent à montrer que, si dans leur ensemble, les solutions exprimées par les barèmes au sein des parquets sont suivies, les magistrats conservent une marge d'appréciation dont ils usent de manière plus ou moins importantes selon les juridictions. Dans ce contentieux également, il peut être observé que les **barèmes ont une valeur normative** en ce que les magistrats sont tenus de se référer à la solution retenues par ces derniers, mais sont **dépourvus de toute force contraignante** dès lors que le magistrat en charge de la poursuite peut s'écarter de la solution préconisée par le barème en fonction d'éléments subjectifs qu'il est impossible, pour la grande majorité des cas, de saisir par l'outil statistique, voir d'identifier par des méthodes scientifiques.

115. Des disparités constatées entre les territoires. Les résultats permettent de mettre en évidence que **les différents taux d'alcoolémie identifiés au sein des barèmes peuvent donner lieu à des solutions très disparates selon les ressorts**, que ce soit dans le choix de la filière de poursuites ou dans celui de la peine prononçable. Cela est particulièrement prégnant en présence d'auteurs primo-délinquants. Prenons l'exemple d'un individu contrôlé positif avec un taux d'alcoolémie de 1,05 mg/L d'air expiré. Si ce dernier commet les faits sur le ressort du TGI 4, il fera l'objet d'une composition pénale et il lui sera proposé un amende de composition d'un montant de 300 €, l'exécution d'un stage de sensibilisation à la sécurité routière, et une remise de son permis de conduire pour une durée de 6 mois. Mais, s'il commet les faits dans les ressorts des TGI 1, TGI 6 et TGI 8, ce dernier sera poursuivi dans tous les cas par voie d'ordonnance pénale, et s'expose à une peine d'amende de 400 € assortie d'une suspension de son permis de conduire. Toutefois, selon les ressorts, la durée de la suspension du conduire diffère (4 mois auTGI 1 contre 6 mois aux TGI 6 et TGI 8). Enfin, s'il commet les faits dans les ressorts des TGI 2, TGI 7 et TGI 9, il sera poursuivi par voie de CRPC ou de COPJ, et s'expose aux mêmes peines aux TGI 2 et TGI 9 (peine d'emprisonnement d'une durée d'un mois avec sursis, une peine d'amende dont le *quantum* n'est pas défini, une stage de sensibilisation à la sécurité routière, et une suspension du permis de conduire d'une durée de 6 mois), tandis que la détermination de la nature et du *quantum* de la ou des peines prononçables est laissé à la libre appréciation du magistrat en charge de la poursuite au TGI 7. Il peut être observé que, par exemple, le barème du TGI 1 n'envisage à aucun moment la possibilité de proposer ou requérir une peine d'emprisonnement, quelque soit le taux

d'alcoolémie constaté, là où dans le ressort voisin, une peine d'emprisonnement peut être proposée ou requise dès que le taux d'alcoolémie constaté dépasse 1,00 mg/L d'air expiré. Certains barèmes prévoient qu'une peine d'emprisonnement d'une durée de 3 mois avec sursis peut être proposée ou requise dès que le taux d'alcoolémie dépasse 1,20 mg/L d'air expiré (TGI 4), alors que d'autres retiennent une progression des *quanta* prononçables en fonction du taux d'alcoolémie (+ 1 mois par 0,10 mg/L d'air expiré), ce qui est le cas des barèmes élaborés par les procureurs de la République des TGI 2 et TGI 9.

Les disparités observées en présence d'auteurs primo-délinquants peuvent également être constatées en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires. Si la grande majorité des barèmes ne proposent aucune solution en abandonnant le choix de la peine prononçable au magistrat en charge de la poursuite, il convient cependant de souligner que l'examen des barèmes comportant néanmoins un minimum indicatif montre que des solutions très disparates sont retenues selon les ressorts. Si l'analyse se concentre plus spécifiquement sur les barèmes élaborés par les procureurs de la République des TGI 5 et TGI 8 en raison de leur précision, l'existence de disparités importantes apparaît avec force puisque, en présence de certains taux d'alcoolémie, le *quantum* de la peine d'emprisonnement passe du simple au double selon le ressort où les faits sont commis. Par exemple, en présence d'un taux d'alcoolémie de 1,05 mg/L d'air expiré, alors que l'auteur s'expose à une peine d'emprisonnement de 2 mois avec sursis, une peine d'amende d'un montant de 300 €, un stage de sensibilisation à la sécurité routière, et une peine de suspension du permis de conduire d'une durée de 8 mois au TGI 8, il s'exposera à une peine d'emprisonnement de 4 mois, une peine d'amende d'un montant de 750 € ou équivalent à 50 % du revenu mensuel, un stage de sensibilisation à la sécurité routière, et une peine d'annulation du permis de conduire ou d'interdiction de conduire sur le territoire français d'une durée de 8 mois au TGI 5.

116. L'existence de barèmes dans les parquets généraux près les cours d'appel.

Comme cela a pu être déjà observé, il existe une réelle volonté des parquets généraux ayant participé à la présente recherche de **mettre en place des outils tendant à harmoniser la politique pénale dans le domaine de la sécurité routière** au sein de la cour afin de répondre au souci d'assurer une égalité de traitement des justiciables par la mise en place de pratiques proches, tout en conservant à chaque procureur son

pouvoir d'appréciation. À l'instar de ce qui a été observé précédemment dans les contentieux du défaut d'assurance et du défaut de permis, l'harmonisation des politiques pénales dans le ressort des cours d'appels s'opère principalement par l'organisation de rencontres annuelles ou pluriannuelles organisées dans les parquets généraux afin de permettre aux différents procureurs de la République au sein de la cour de prendre connaissance des pratiques parquetières en cours dans les autres juridictions. Mais comme cela a déjà indiqué, cette harmonisation trouve ses limites dans la nécessité, à laquelle sont confronter tous les parquets, de lutter contre des particularismes locaux, ce qui suppose la mise en œuvre de réponses pénales spécifiques sur certains territoires, mais également le souci de conserver à chaque procureur de la République son pouvoir d'appréciation. Ces limites existent également lorsque limite également l'efficacité des initiatives menées par les parquets généraux, y compris lorsque celles-ci se traduisent, par exemple, par l'élaboration de barèmes construits ayant vocation à être appliqués sur l'ensemble du ressort de la cour d'appel, comme cela est le cas à la CA 1.

Le parquet général de la CA 1 a élaboré un barème en vue d'instaurer des pratiques proches entre les différents parquets présents sur le ressort de la cour qui concerne bien évidemment le contentieux du défaut de permis (Figure 169 & 170).

CONDUITE SOUS L'EMPIRE D'UN ETAT ALCOOLIQUE (primo-délinquant)	
de 0,40 à 0,60mg	composition pénale 200€ + 2 mois SPC
0,61 à 0,80	composition pénale 400€ + 4 mois SPC
0,81 à 1	O.P 500€ + 5 mois SPC
1,01 à 1,2	OP 600€ + 6 mois SPC
1,21 à 1,40	CRPC/COPJ 3 mois sursis +600€+SPC 8 mois
1,41 à 1,70	CRPC/COPJ 4 mois sursis + 600€+10 mois SPC+
au delà de 1,71	CRPC/COPJ et peines selon cas espèce.

Figure 169

CONDUITE SOUS L'EMPIRE D'UN ETAT ALCOOLIQUE Récidive ou réitération	
première réitération ou première récidive	CRPC/COPJ
première réitération immédiate ou multi réitérations	Défèrement/CPPV/CRPC/CI

Figure 170

L'analyse des barèmes établis par les parquets des TGI 4 et 8 qui se trouvent dans le ressort de la CA 1 montre que, tant pour les auteurs primo-délinquants que ceux ayant des antécédents judiciaires, les solutions du barème du parquet général ne sont

pas reprises. Cela ne signifie pas qu'elles ne sont pas appliquées, puisque si l'on prend l'exemple du barème du parquet du TGI 4, ce dernier prévoit, soit des peines ne correspondant pas aux préconisations du barème élaboré par le parquet général, soit laisse les magistrats en charge de la poursuite libre de déterminer la peine leur paraissant adéquate, dans les limites bien évidemment de ce que la filière de poursuites autorise. À l'instar de ce qui a été déjà évoqué *supra*, l'analyse montre que, **si la volonté des parquets généraux d'harmoniser la politique pénale dans le domaine de la sécurité routière au sein de la cour par la mise en place de pratiques proches entre les différents parquets est réelle, elle se heurte toutefois à deux obstacles pour produire pleinement ses effets : le premier tenant à l'existence de particularismes locaux qui ne permet pas d'appliquer une politique pénale unique sur l'ensemble du ressort de la cour d'appel, le second à la volonté des procureurs généraux de conserver à chaque procureur de la République son pouvoir d'appréciation**.

2.1.2 – Le traitement des CEA par le juge de première instance

117. Les résultats au TGI 1. Pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*.

Sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, les faits de CEA représentent 50 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude traités par le TGI 1, soit 218 décisions prises par quatre magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale.

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs jugés sur la période considérée montre que 88 % d'entre eux sont de sexe masculin, 38 % ont entre 25 ans et moins de 40 ans, 18 % se déclarent en couple, 55 % déclarent occuper un emploi contre 0,9 % qui se déclarent sans emploi, et 0,5 % étudiant(e)s ou retraité(e)s. La situation professionnelle des auteurs n'est pas renseignée dans 31 % des cas. [174] La majorité des auteurs ayant été jugés sur la période considérée ont des antécédents judiciaires (Figure 171).

[174] Annexe 1.

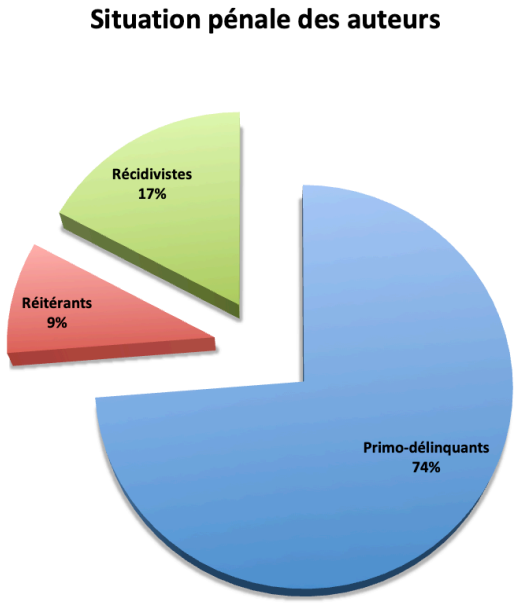


Figure 171

Eu égard à la nature des procédures privilégiées, c'est naturellement la **peine d'amende qui a été, de loin, la plus mobilisée dans ce contentieux** (Figure 184).

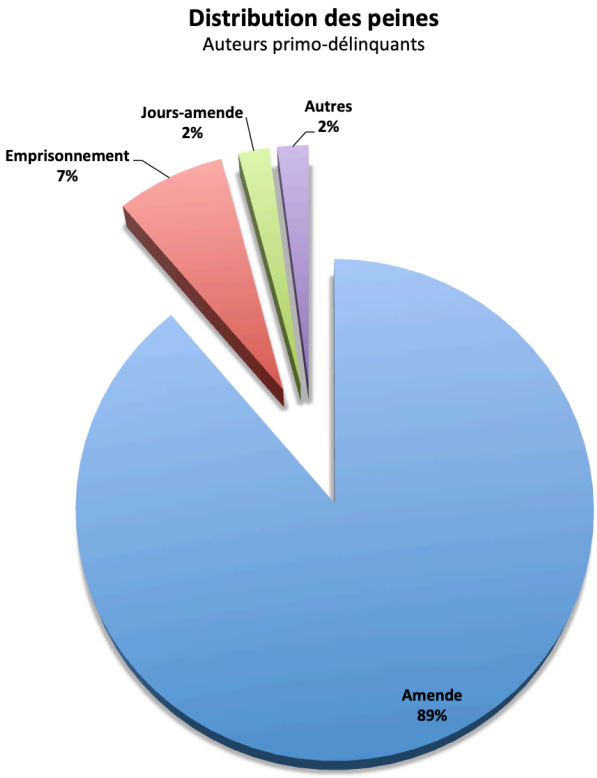


Figure 172

Les résultats mettent en évidence que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées en présence dans ce contentieux par le TGI 1, tous taux d'alcoolémie confondus, et quelque soit la situation pénale du prévenu, s'élève à 319 € avec un écart-

type de 131 €, ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne relativement modérée, et peut suggérer, en première analyse du moins**, que les peines d'amende prononcées dans ce contentieux sur la période considérée sont relativement cohérentes. Cela induit, *a priori*, l'existence d'une certaine **régularité dans la pratique juridictionnelle, ce qui pose bien évidemment la question de l'existence d'un barème** structurant les pratiques juridictionnelles dans le processus de distribution des peines. L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met effectivement en évidence que **les auteurs primo-délinquants ayant fait l'objet d'une ordonnance de validation de composition pénale ou d'une ordonnance pénale délictuelle ont été principalement sanctionnés par le prononcé d'une peine d'amende ayant, dans 91 % des cas, un *quantum* compris entre 250 € et 300 €** (Figure 173), alors que, lorsqu'ils ont été condamnés à l'occasion de poursuites diligentées par voie de CRPC ou de COPJ, ce qui est principalement le cas dans les hypothèses de **CEA ayant un taux d'alcoolémie compris entre 1,00 mg/L et 1,50 mg/L d'air expiré, ces derniers ont été majoritairement condamnés à une peine d'emprisonnement** (Figure 174).

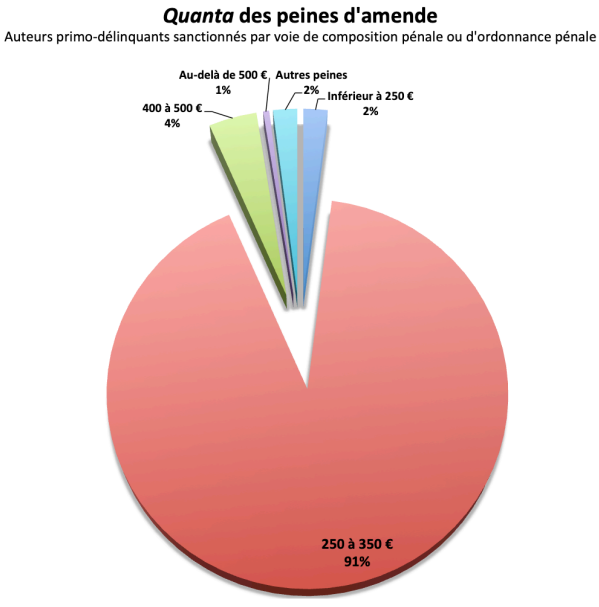


Figure 173

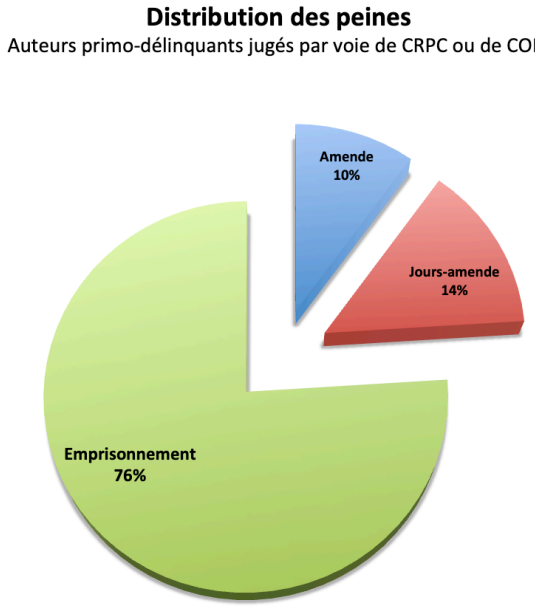


Figure 174

Si l'analyse montre que **les *quanta* des peines d'emprisonnement prononcés à l'encontre d'auteurs primo-délinquants sont plus sévères en présence de CEA dont le taux d'alcoolémie est compris entre 0,50 mg/L et 1 mg/L d'air expiré** (Figure 175), mais la **majorité d'entre-elles sont assorties, le plus souvent en totalité, d'un sursis simple, dans une moindre mesure, d'un SME**. En revanche, l'équipe de droit pénal

observe qu'en présence de **taux d'alcoolémie supérieurs à 1,00 mg/L d'air expiré**, ce sont principalement **des *quanta* plus faibles qui sont prononcés, c'est que la majorité des peines sont fermes**.

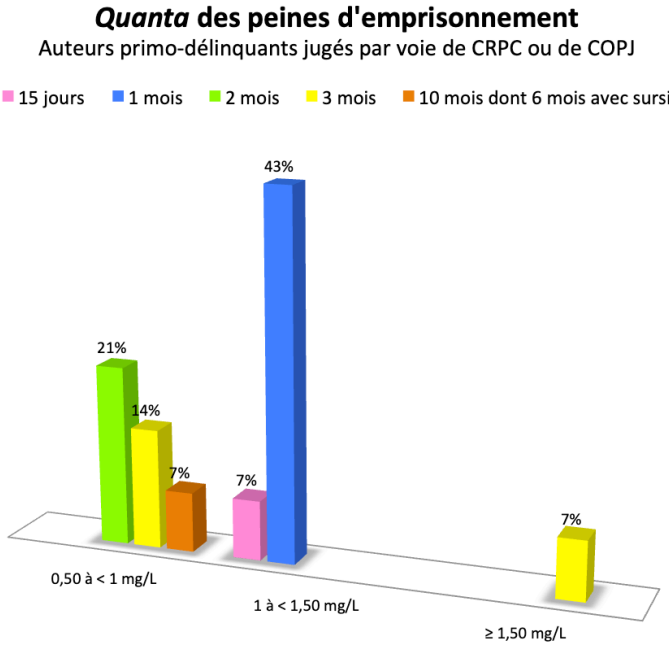


Figure 175

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre également que les **auteurs ayant des antécédents judiciaires**, et ce, **quelque soit le taux d'alcoolémie constaté, sont principalement condamnés à une peine d'emprisonnement, assortie dans des proportions différentes selon que l'auteur est réitérant ou récidiviste, d'une peine d'amende** (Figure 176).

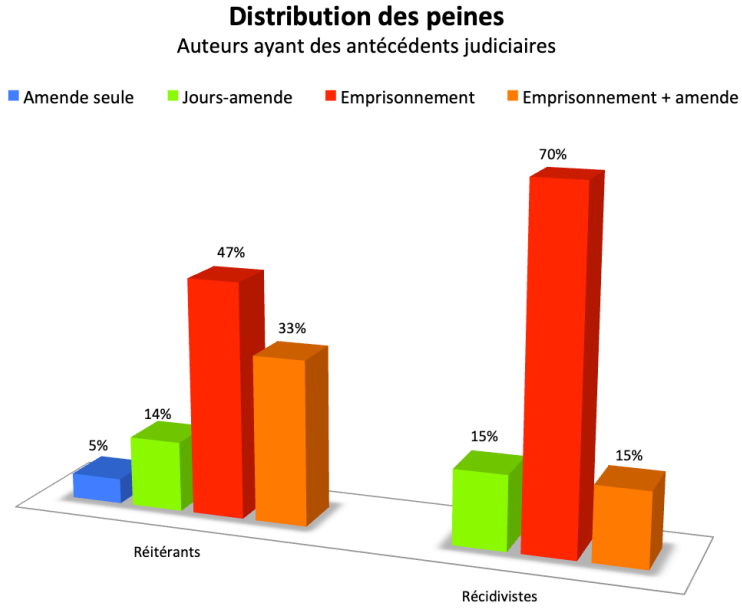


Figure 176

Non seulement l'équipe de droit pénal observe une **dispersion des *quanta*, mais encore que le taux de peines d'emprisonnement fermes augmente proportionnellement au taux d'alcoolémie que l'auteur présentait lors du contrôle** (Figure 177).

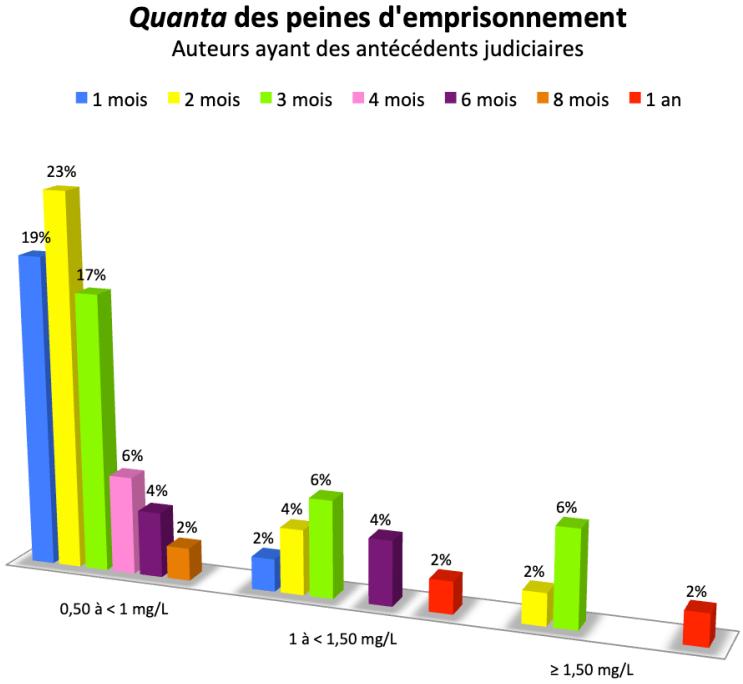


Figure 177

La quasi-totalité des peines prononcées n'étant pas motivées, ou faisant l'objet de motivations stéréotypées, l'équipe de droit pénal n'a pas été en mesure de dégager les critères efficients ayant guidé le choix des magistrats au stade de la détermination du *quantum* de la peine d'emprisonnement, ce d'autant que les décisions de justice ne précisent pas, par exemple, en présence d'auteurs réitérants, si ce dernier a commis les faits nouveaux en état de première réitération ou récidive, de première réitération ou récidive rapide, de multiréitérations ou multirécidives, si ce n'est dans quelques rares décisions ayant été prononcées par le tribunal correctionnel statuant à juge unique ou, plus rarement, en formation collégiale. L'échantillon est toutefois trop faible pour que les résultats puissent être considérés comme pertinents, et faire l'objet d'une exploitation statistique.

L'ensemble des résultats rapportés tend à mettre en évidence que les magistrats du TGI 1 suivent un barème dans le traitement des CEA, ce qui est particulièrement prégnant lorsque la sanction est prononcée, à l'encontre d'auteurs primo-délinquants, dans le cadre de la procédure de composition pénale ou des procédures de poursuites

alternatives que sont l'ordonnance pénale délictuelle et la CRPC. La recherche menée montre en effet une dispersion plus importante des *quanta*, d'une part, dans les décisions de condamnation prononcées dans le cadre de l'audience correctionnelle, d'autre part, en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires. L'analyse statistique des décisions comportant des peines complémentaires fait apparaître que le contentieux des CEA s'impose comme un contentieux dans lequel la majorité des décisions de condamnation comporte une peine complémentaire affectant le permis de conduire du condamné (Figure 178).

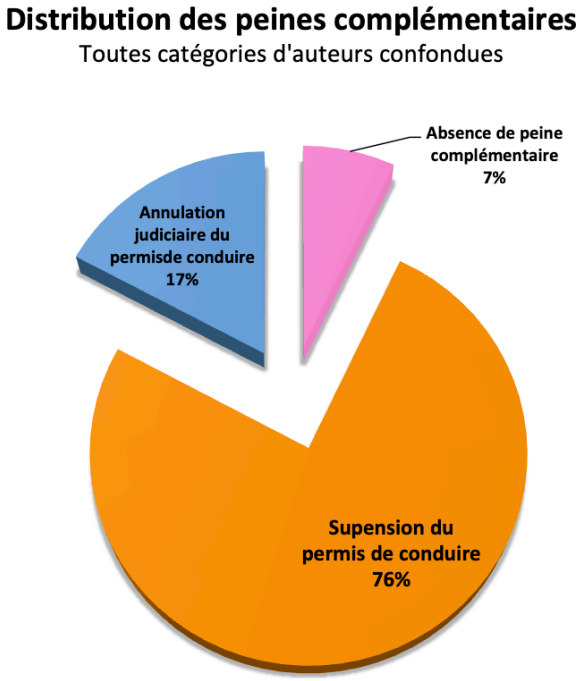


Figure 178

En présence de primo-délinquants, c'est la peine de suspension du permis de conduire qui est systématiquement prononcée, pour une durée de 3 à 4 mois dans 57 % des cas lorsque est sanctionné dans le cadre d'une composition pénale ou d'une ordonnance pénale (Figure 179) ; de 6 mois dans 65 % des cas lorsque l'auteur est sanctionné dans le cadre d'une procédure de CRPC ou renvoyé à l'audience dans le cadre d'une COPJ (Figure 180). Dans ce dernier cas, l'équipe de droit pénal observe néanmoins une volatilité plus importante des *quanta* dans les décisions prises dans le cadre de l'audience correctionnelle que dans celles prises dans le cadre de la procédure de CRPC.

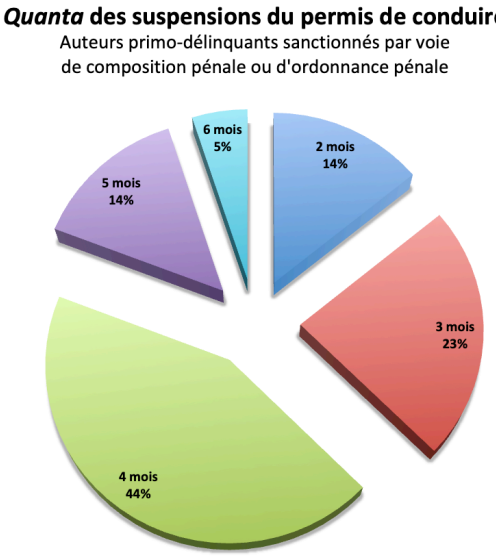


Figure 179

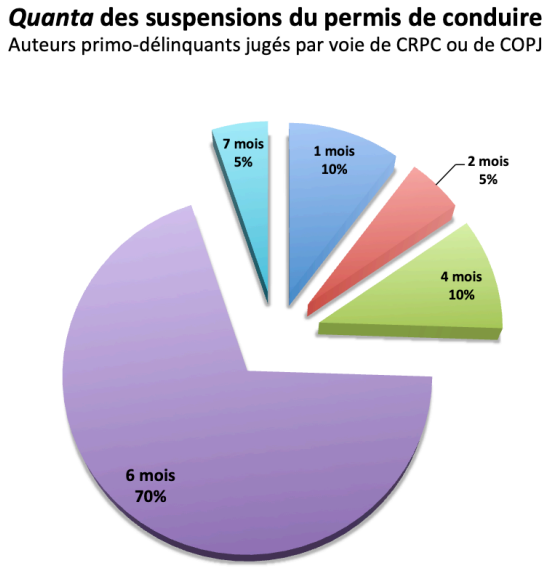


Figure 180

En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, la peine d'annulation du permis de conduire est davantage mobilisée que celle de suspension (Figure 181), notamment en présence de taux d'alcoolémie dépassant 1 mg/L d'air expiré.

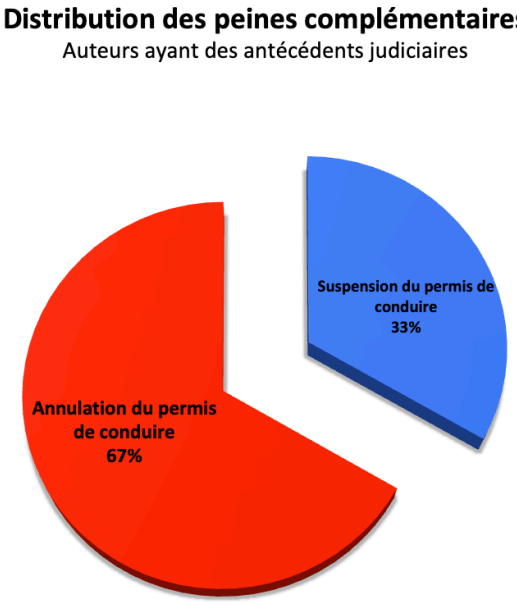


Figure 181

L'analyse montre que les *quanta* des peines de suspension du permis de conduire prononcés sont bien évidemment supérieurs à ceux retenus en présence d'auteurs primo-délinquants, quelque soit le taux d'alcoolémie constaté lors du contrôle, puisqu'une durée de suspension du permis de conduire de 5 à 6 mois est prononcée dans 68 % des cas (Figure 182).

En matière de peine d'annulation du permis de conduire, l'équipe de droit pénal observe que, dans 55 %, la durée d'une telle peine est fixée entre 2 et 3 mois (Figure 183).

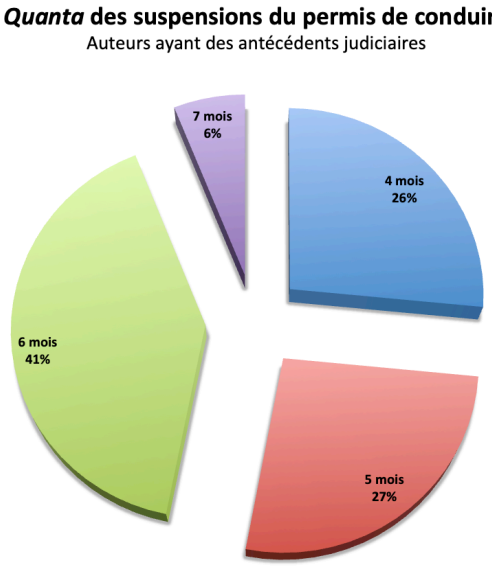


Figure 182

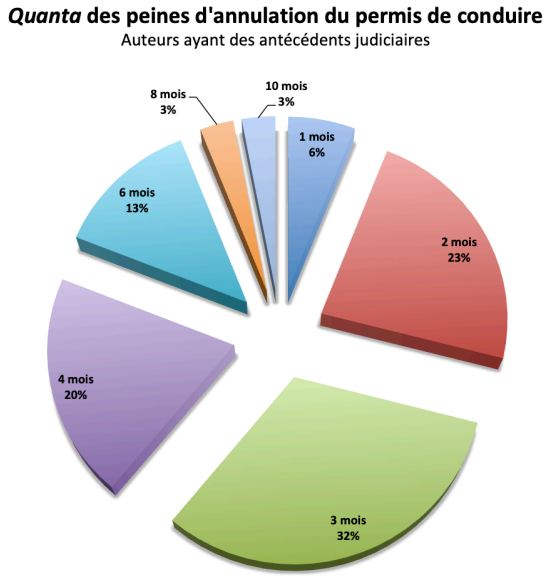


Figure 183

L'intérêt de ces résultats résident surtout dans le fait que, dans l'échantillon analysé, la majorité des peines de suspension du permis de conduire prononcées à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires l'ont été dans le cadre de procédures de poursuites alternatives (64%) alors que les peines d'annulation du permis de conduire ont davantage été prononcées dans les procédures de jugement classiques (53 %). **Ces résultats tendent à confirmer que ce sont principalement dans les procédures de poursuites alternatives que les barèmes, qu'ils soient implicites ou construits, s'expriment avec force**, ce qui peut s'expliquer par le caractère rapide de ces procédures, par l'absence chronique d'éléments nécessaires à une véritable individualisation des peines dans les dossiers, et d'une certaine emprise du parquet sur le contenu de la réponse pénale, ce dont témoigne certains magistrats : « *L'orientation procédurale, c'est déjà une prise de décision sur le contenu de la décision juridictionnelle, notamment sur la nature et le quantum de la peine* » (J.5) ;

« *La phase d'orientation d'un dossier dans le circuit procédural a une dimension substantielle, ce qui n'était pas le cas il y a encore quinze ans. Aujourd'hui quand le parquet prend une décision sur l'orientation d'une affaire, il ne se contente pas de mettre la machine judiciaire en route, il définit déjà le contenu de la réponse pénale qui tombera en bout de course. Il y a vingt ans de cela le procès pénal, c'était le juge, aujourd'hui, le procès pénal, c'est le parquet ! J'ai*

parfois l'impression que nous sommes devenus les chiens qui regardent passer la caravane… » (J. 3) ;

« *Il est clair que, dans les procédures type composition pénale ou CRPC, la peine, ce n'est pas le juge, c'est le parquet ! Je dirai même que c'est un peu la même chose en ordonnance pénale, bien que le juge a plus de latitude. Bon donc, quand nos collègues décident de renvoyer telle ou telle affaire en CRPC par exemple, ils savent très bien qu'ils ont la main du début jusqu'à la fin, nous sommes des chambres d'enregistrement comme vous l'avez écrit dans l'un de vos articles il me semble* » (J.6).

118. Les résultats au TGI 2. Pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*.

Sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, les faits de défaut de permis représentent 37 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude traités par le TGI 2, soit 111 décisions prises par cinq magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale, étant toutefois observé que l'un des magistrats a rendu 62 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé.

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs jugés sur la période considérée montre que 90% d'entre eux sont de sexe masculin, 43 % ont entre 25 ans et moins de 40 ans, 28 % se déclarent en couple, 72 % déclarent occuper un emploi contre 17 % qui se déclarent sans emploi, et 0,9 % étudiant(e)s ou retraité(e)s. La situation professionnelle des auteurs n'est pas renseignée dans 19 % des cas.

Les résultats montrent que les **CEA jugées au TGI 2 ont été commises dans plus de la moitié des cas par des auteurs ayant des antécédents judiciaires**, et dans 49 % des cas, par des auteurs primo-délinquants (Figure 184).[175] L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal fait apparaître que, toutes situations pénales confondues, les CEA dont le taux d'alcoolémie est compris entre 0,70 mg/L et 0,90 mg/L d'air expiré sont les plus représentées, étant observé que celles dont

[175] Annexe 2.

le taux d'alcoolémie est compris entre 0,50 mg/L et 0,69 mg/L d'air expiré constituant la deuxième portions de CEA la plus jugée du TGI 2 (Figure 185).

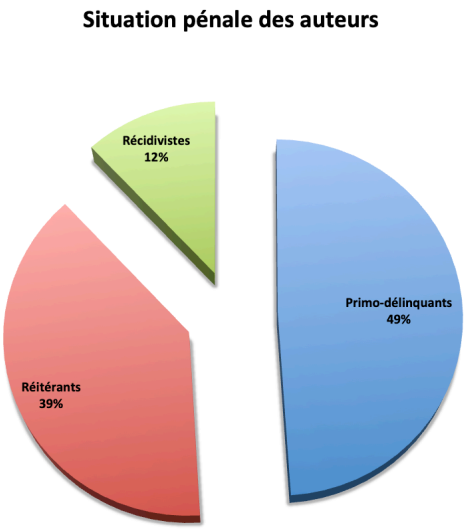


Figure 184

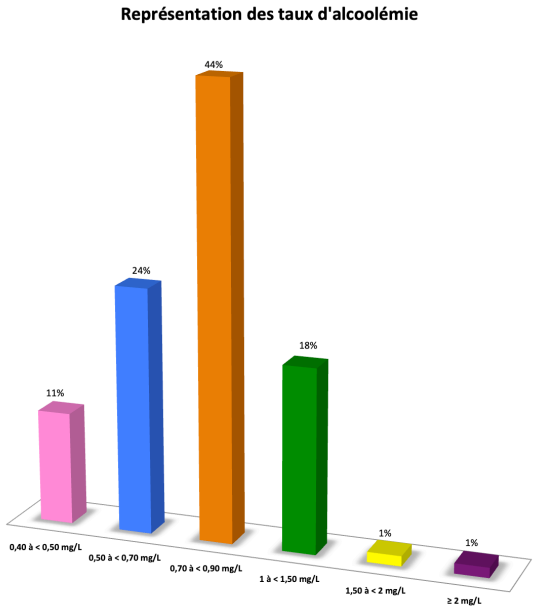


Figure 185

L'analyse de la pratique juridictionnelle des magistrats de ce TGI montre, qu'eu égard à la nature des procédures privilégiées par le parquet, c'est naturellement la **peine d'amende qui a été, de loin, la plus mobilisée dans ce contentieux** (Figure 186). Toutefois, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que, contrairement au TGI 1 situé sur le département voisin, et relevant du même ressort de cour d'appel que le TGI 2, celui-ci a sanctionné, dans 11 % des cas, les CEA les plus faibles d'une peine de suspension du permis de conduire prononcée à titre de peine principale.

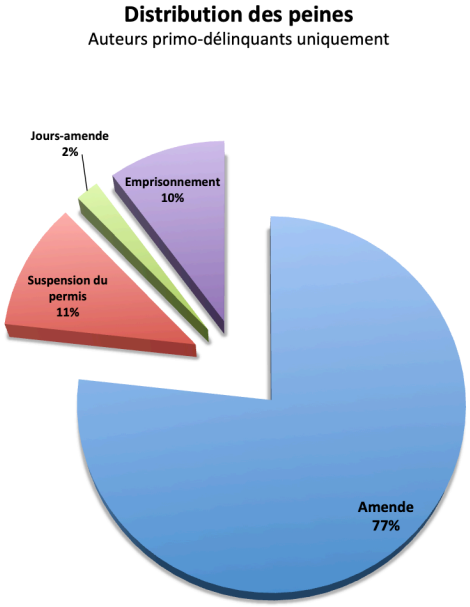


Figure 186

Les résultats mettent en évidence que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées en présence dans ce contentieux par le TGI 1, toutes procédures confondues, toutes situations pénales et tous taux d'alcoolémie confondus, s'élève à 319 € avec un écart-type de 131 €[176], ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne relativement modérée, et peut suggérer, en première analyse du moins**, que les peines d'amende prononcées dans ce contentieux sur la période considérée sont relativement cohérentes.

L'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal **confirme cette première analyse** en mettent en évidence que les **auteurs primo-délinquants** ayant été **jugés par voie d'ordonnance pénale** ont été condamnés, **dans des proportions suffisament significatives pour établir l'existence d'un barème** (Figure 187), à une peine d'amende :

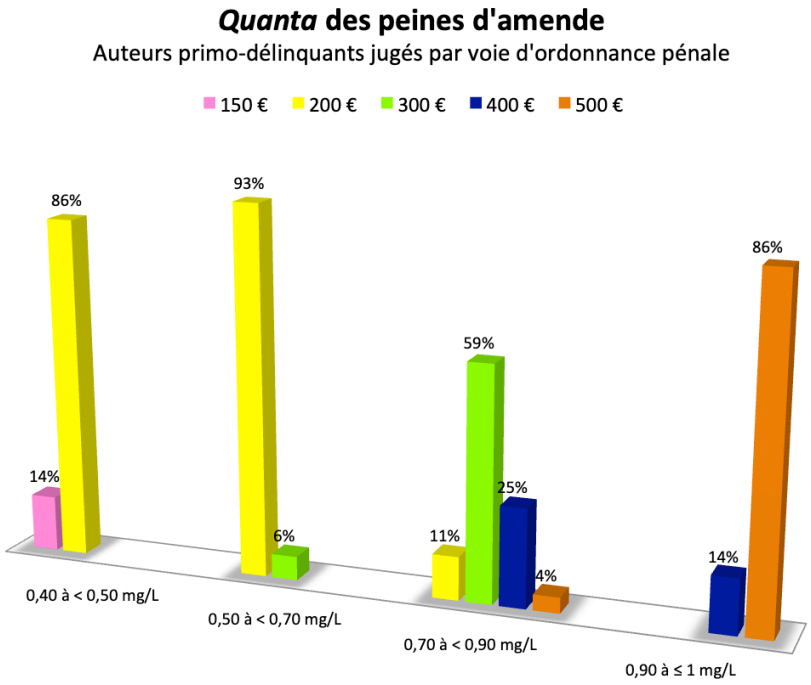


Figure 187

- d'un montant de **200 €** en présence d'un taux d'alcoolémie allant de **0,50 mg/L à 0,70 mg/L d'air expiré** (93 % des cas) ;
- d'un montant de **300 €** en présence d'un taux d'alcoolémie allant de **0,70 mg/L à 0,90 mg/L d'air expiré** (59 % des cas) ;
- d'un montant de **500 €** en présence d'un taux d'alcoolémie supérieur à **0,90 mg/L d'air expiré** (86 % des cas).

[176] Annexe 14.

En revanche, lorsque ces derniers ont été **jugés dans le cadre des procédures de CRPC ou par le tribunal correctionnel dans le cadre de l'audience correctionnelle**, l'analyse met en évidence une **dispersion des peines prononcées** qui tend, en première analyse du moins, à écarter l'hypothèse d'un traitement barémisé du contentieux des CEA dans le cadre de ces procédures (Figure 188).

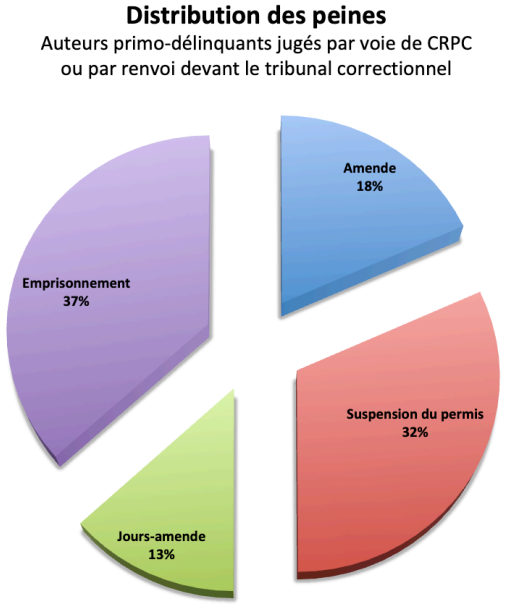


Figure 188

L'équipe de droit pénal observe toutefois que les **tendances dégagées *supra* concernant les peines d'amende prononcées en ordonnance pénale délictuelle se retrouvent pour les peines d'amende prononcées à l'encontre d'auteurs primo-délinquants ayant été poursuivis par voie de CRPC ou renvoyés devant le tribunal correctionnel** (Figure 189). L'analyse montre aussi l'existence d'une certaine régularité dans les pratiques concernant les *quanta* des peines d'emprisonnement ayant été prononcées à l'encontre d'auteurs primo-délinquants jugés par voie de CRPC ou par le tribunal correctionnel (Figure 190).

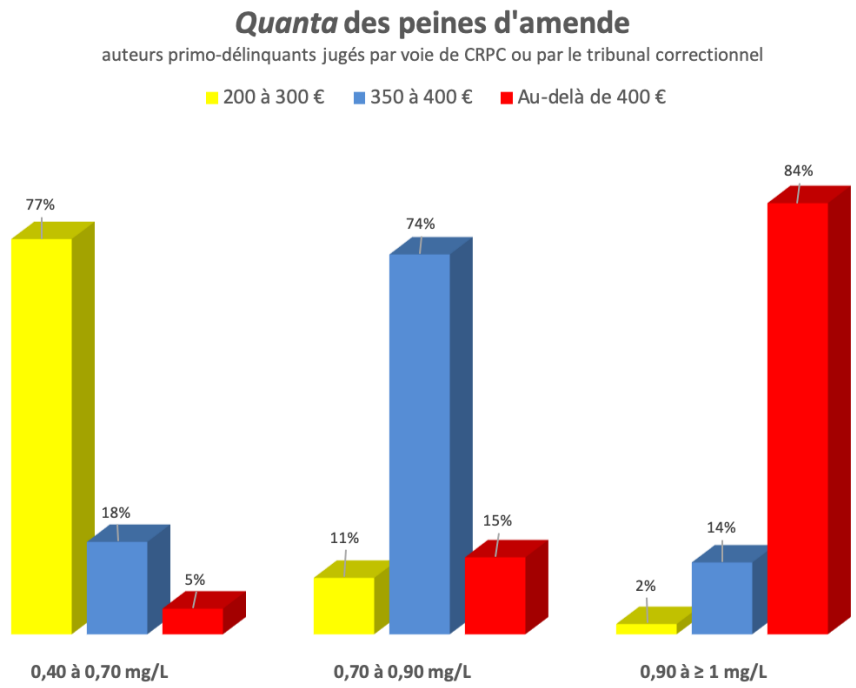


Figure 189

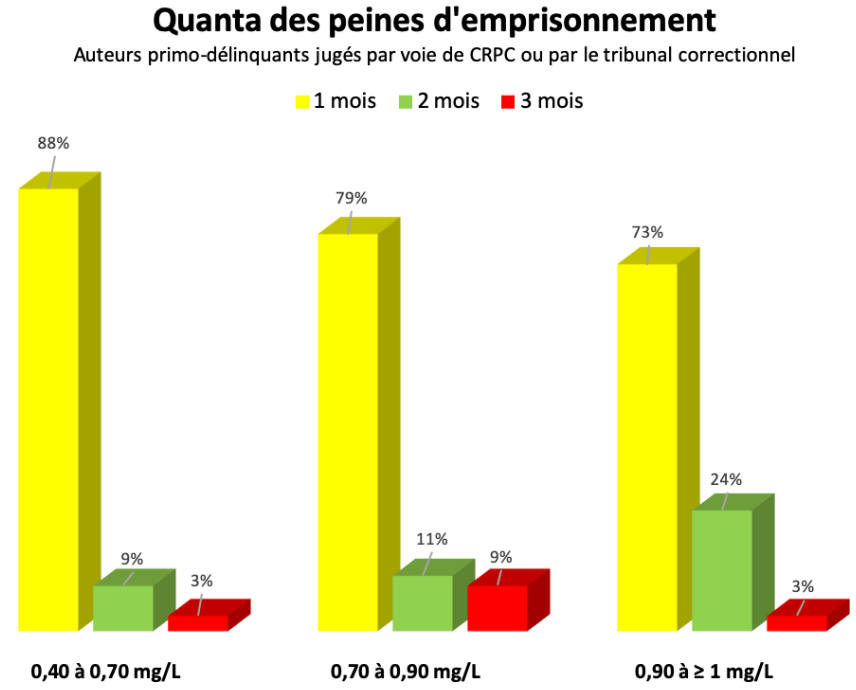


Figure 190

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre aussique les **auteurs ayant des antécédents judiciaires**, et ce, quelque soit le taux d'alcoolémie constaté, sont principalement condamnés à une peine d'emprisonnement, assortie dans des proportions différentes selon que l'auteur est réitérant ou récidiviste, d'une peine d'amende (Figure 191).

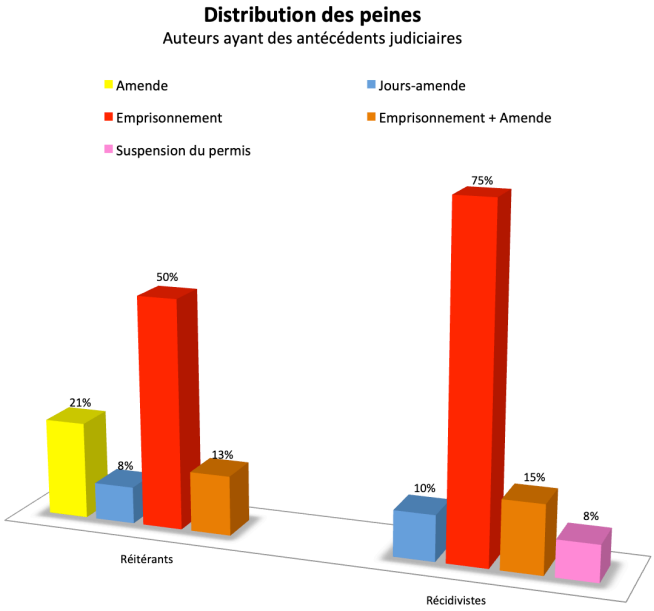


Figure 191

L'analyse montre une **individualisation des peines plus marquée en présence d'auteurs réitérants que d'auteurs récidivistes**, ces derniers étant condamnés dans 75 % des cas à une peine d'emprisonnement. Elle met en évidence que **les *quanta* d'1 ou 2 mois sont les plus prononcés**, surtout en présence **d'auteurs réitérants**, tandis qu'en présence **d'auteurs récidivistes**, ce sont principalement **des *quanta* de trois mois ou plus qui sont prononcés, indépendamment du taux d'alcoolémie**. (Figure 192),

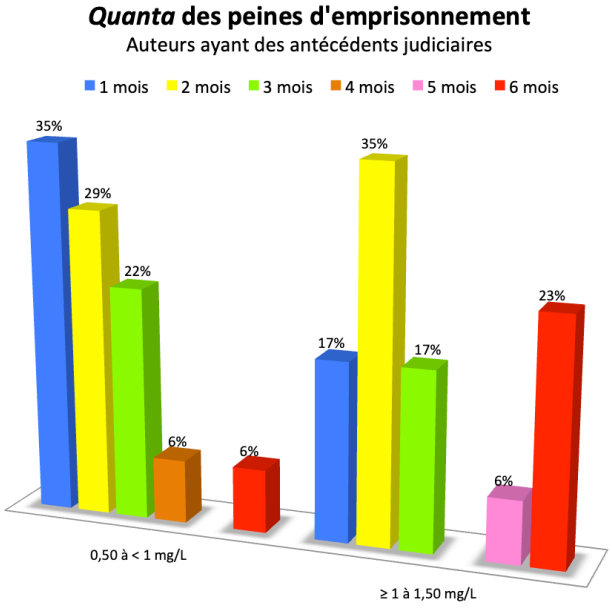


Figure 192

L'équipe de droit pénal a pu observer que **les *quanta* de cinq ou six mois d'emprisonnement ont été exclusivement prononcés à l'encontre d'auteurs multiréitérants ou multirécidivistes jugés par le tribunal correctionnel lors**

d'audiences de comparution immédiate. L'équipe fait également **le constat que la grande majorité des peines prononcées ne sont pas motivées, ou font l'objet de motivations stéréotypées, de sorte qu'il n'a pas toujours été possible de dégager les critères efficients ayant guidé le choix des magistrats au stade de la détermination du *quantum* de la peine d'emprisonnement**.

Lorsqu'une peine d'amende a été prononcée en répression d'une CEA, **seule ou en sus d'une peine d'emprisonnement à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires**, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal fait apparaître des régularités dans les pratiques juridictionnelles qui permettant de suspecter le recours à un barème (Figure 193).

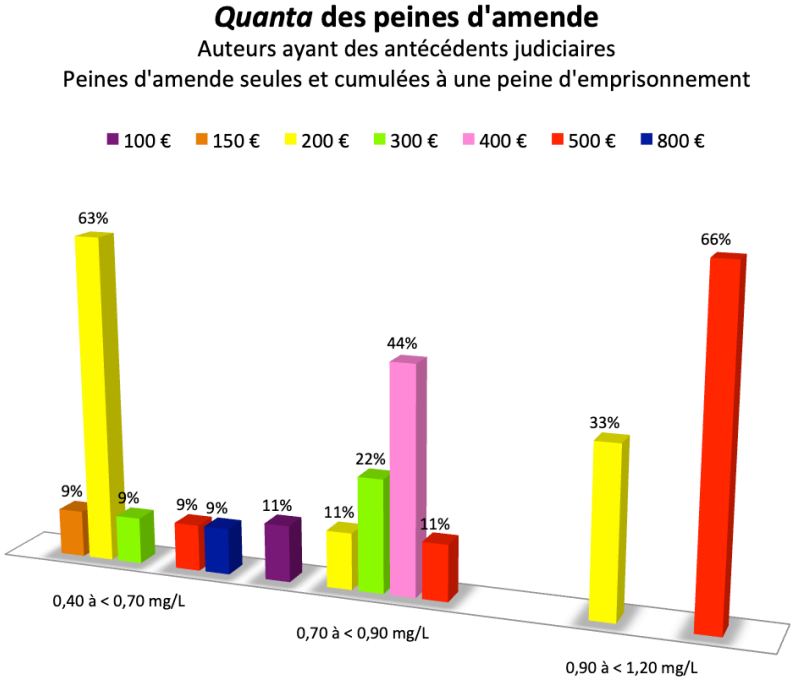


Figure 193

Comme le montre le graphique ci-dessus l'illustre, **certains *quanta* reviennent dans un nombre significatif de décisions en présence de CEA présentant le même taux d'alcoolémie. Curieusement, c'est dans la catégorie la plus représentée des CEA jugées au TGI 2 sur la période considérée qu'une dispersion plus significative des *quanta* peut être observée**. Aucune explication satisfaisante n'a pu être trouvée pour expliquer cette particularité, si ce n'est, peut-être, que les auteurs jugés pour ce type de CEA étaient davantage en situation de réitération que de récidive légale sur la période considérée, de sorte que l'on peut raisonnablement penser que l'intégration des critères, non renseignés dans les décisions de justice, tels que l'état de première

réitération, le caractère plus ou moins rapide de la réitération, le nombre de réitérations, au stade de l'individualisation des peines pourrait expliquer, en partie du moins, cette situation.

L'ensemble des résultats rapportés tend à mettre en évidence que les magistrats du TGI 2 suivent un barème dans le traitement des CEA, quelque soit la situation pénale de l'auteur. En revanche, l'équipe de droit pénal a pu observer que **le recours à un barème apparaît de manière plus décisive lorsque la peine est prononcée dans le cadre de procédures de poursuites alternatives, type ordonnance pénale délictuelle ou CRPC, que lorsqu'elle l'est dans le cadre de l'audience correctionnelle**, ce qui s'explique aisément par le caractère rapide de ces procédures, l'absence chronique d'éléments dans les dossiers, alors même qu'ils sont nécessaires à une véritable individualisation des peines, et, plus généralement d'une certaine emprise du parquet sur le contenu de la réponse pénale élaborée dans le cadre de ces procédures.

L'analyse statistique des décisions comportant des peines complémentaires fait apparaître, comme cela a été observé dans le TGI précédent, que la majorité des décisions de condamnation relative à une CEA comporte une peine complémentaire affectant le permis de conduire du condamné (Figure 208). Toutefois, l'analyse des décisions rendues par le TGI 2 fait apparaître que, c'est principalement à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires que ce type de peines est prononcées.

L'échantillon de décisions comportant une peine complémentaire affectant le permis de conduire du condamné étant trop faible pour faire l'objet d'une analyse statistique pertinente, comme les décisions comportant une peine d'annulation du permis de conduire, **seule les peines de suspension du permis de conduire prononcées à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires a donc fait l'objet d'une analyse statistique** (Figure 194). Cette analyse révèle des régularités dans les pratiques juridictionnelles plus ou moins significatives selon le taux d'alcoolémie ayant donné lieu à poursuites. Si l'on concentre l'analyse sur les catégories de CEA les plus rencontrées au TGI 2, il peut être observé qu'à l'instar des résultats obtenus relatifs aux peines d'amende, l'existence d'un barème suivi par les magistrats apparaît de

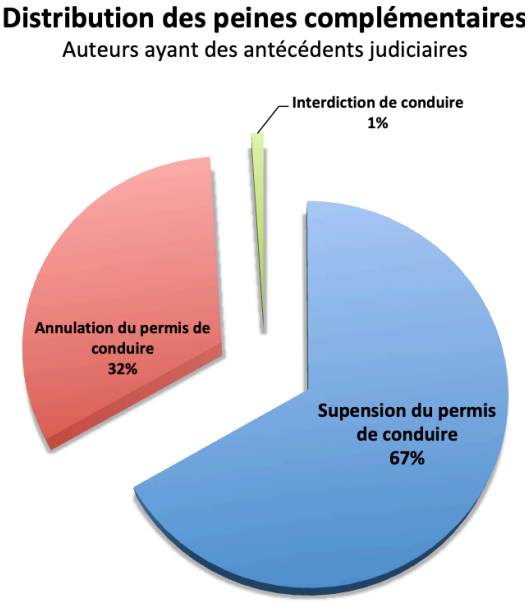


Figure 194

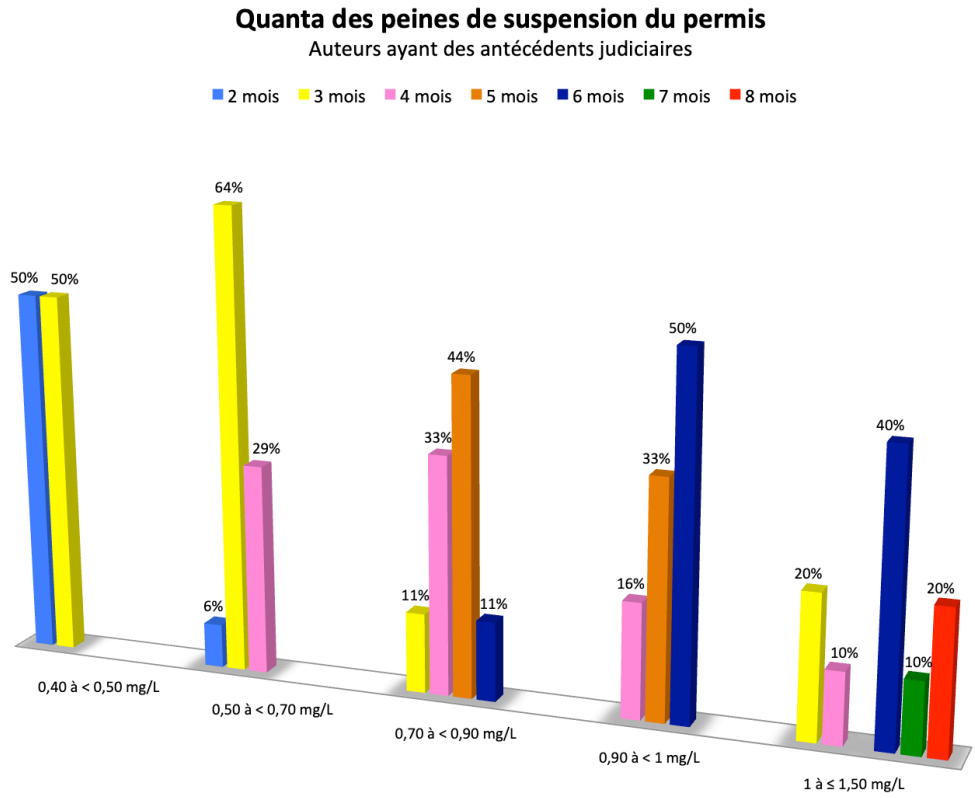


Figure 195

manière très nette en présence de CEA dont le taux d'alcoolémie est compris entre 0,50 mg/L et 0,70 mg/L d'air expiré, alors que la portion de CEA la plus représentée est celle dans laquelle une dispersion visible des *quanta* peut être observée. Là aussi, aucune explication satisfaisante n'a pu être trouvée pour expliquer cette particularité, si ce n'est, peut-être, que les auteurs jugés pour ce type de CEA étaient davantage en

situation de réitération que de récidive légale sur la période considérée, de sorte que l'on peut raisonnablement penser que l'intégration des critères, non renseignés dans les décisions de justice tels que l'état de première réitération, le caractère plus ou moins rapide de la réitération, le nombre de réitérations, au stade de l'individualisation des peines pourrait expliquer, en partie du moins, cette situation.

L'équipe de droit pénal attire l'attention du lecteur sur le fait que 62 % des décisions dans l'échantillon analysé ont été rendues par un seul magistrat, de sorte que s'il est possible d'affirmer que l'auteur de la majorité des décisions analysées suit un barème, il est en revanche impossible d'affirmer que l'ensemble des magistrats du TGI 2 statuant dans le champ des CEA suivent un barème au stade de la prise de décision, l'échantillon de décisions de justice dont ils sont les auteurs étant trop faible pour faire en tirer des conclusions définitives.

119. Les résultats au TGI 3. Pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*.

Sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, les faits de défaut de permis représentent 45 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude traités par le TGI 3, soit 155 décisions prises par cinq magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale.

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs jugés sur la période considérée montre que 88 % d'entre-eux sont de sexe masculin, 34 % ont entre 25 ans et moins de 40 ans, 20 % se déclarent en couple, 50 % déclarent occuper un emploi et 0,9 % étudiant(e)s ou retraité(e)s. La situation professionnelle des auteurs n'est pas renseignée dans 47 % des cas. [177]

Les résultats montrent que les CEA jugées au TGI 3 ont été **commises dans plus de la moitié des cas par des auteurs ayant des antécédents judiciaires**, étant souligné toutefois que la situation pénale des auteurs n'a pas pu être renseignée dans 23 % des cas (Figure 196).[178]

[177] Annexe 3.

[178] Néanmoins, même si ces 23 % sont primo-délinquants, cela porterait le taux d'auteurs de ce type jugés au TGI 3 à 33%, chiffre nettement inférieur à celui des auteurs ayant des antécédents judiciaires (67 %). Annexe 3

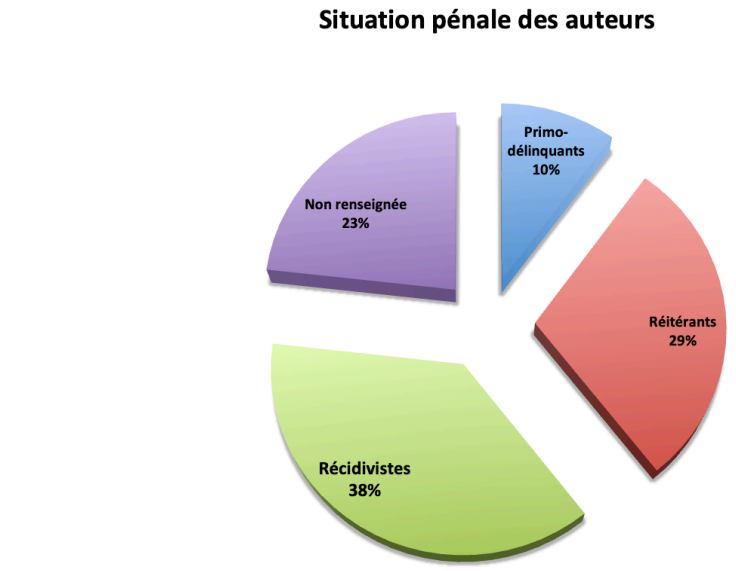


Figure 196

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal fait apparaître que, sur l'échantillon analysé, et toutes situations pénales confondues, les CEA les plus représentées sont celles pour lesquelles l'auteur présentait au moment du contrôle un taux d'alcoolémie compris entre compris entre 0,50 mg/L et 0,69 mg/L d'air expiré (Figure 197).

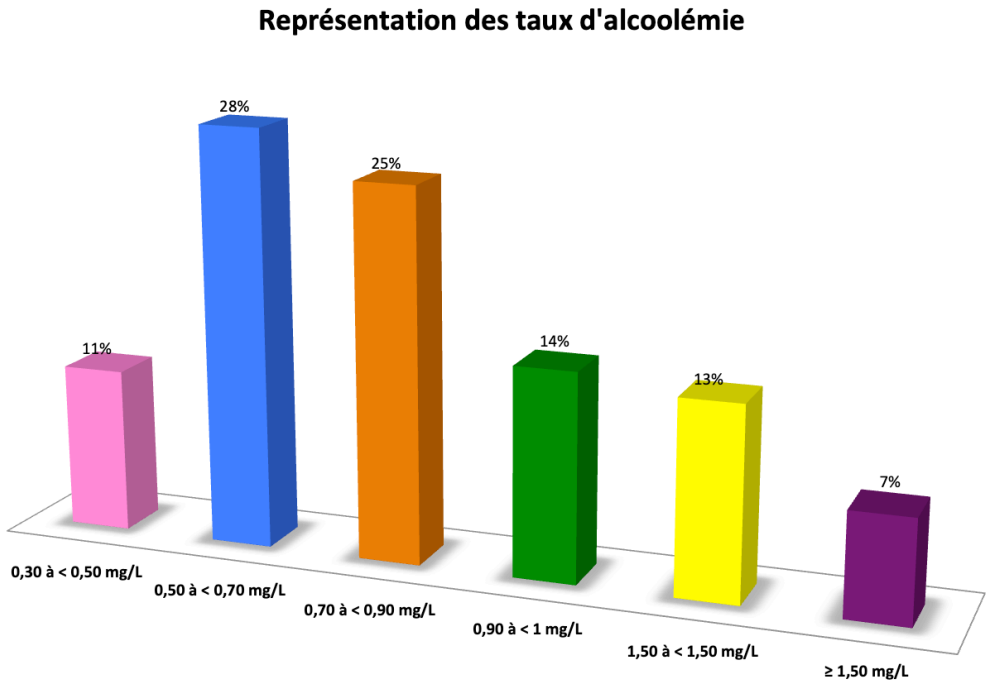


Figure 197

Il doit être souligné que les CEA présentant au moment du contrôle un taux d'alcoolémie compris entre compris entre 0,50 mg/L et 0,69 mg/L d'air expiré sont représentées dans des proportions très proches. Ces chiffres montrent toutefois que

le TGI 3 a eu à juger, sur la période considérée, davantage de CEA présentant des taux d'alcoolémie plus élevés que les deux premiers TGI étudiés.

L'analyse des pratiques juridictionnelles de ce TGI fait apparaitre, à l'instar de ce qui a pu être observé dans les deux TGI précédents, que le choix de la filière de poursuite exerce une influence certaine sur la nature et le *quantum* des peines prononcées.

En présence d'auteurs primo-délinquants, dont il faut rappeler qu'ils ont été, sur la période considérée, principalement sanctionnés dans le cadre de la procédure de composition pénale, ou jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle, de sorte que, c'est la **peine d'amende qui a été majoritairement prononcée**, à l'exception de ceux ayant été renvoyés devant le tribunal correctionnel, lesquels ont été condamnés à une peine d'emprisonnement dans 5 % des cas (Figure 198).

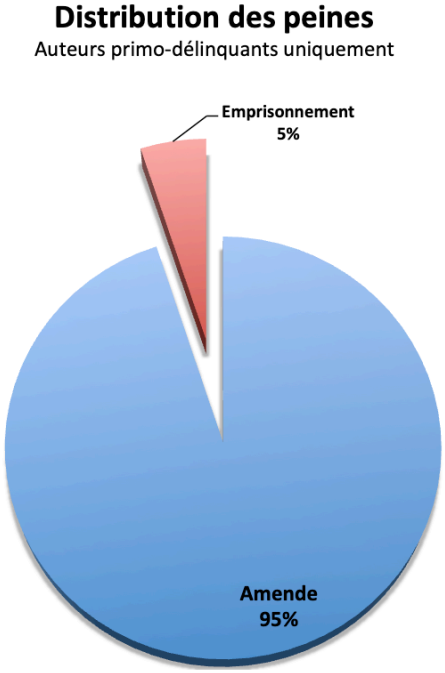


Figure 198

Les résultats mettent en évidence que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées en présence dans ce contentieux par le TGI 3, toutes procédures confondues, toutes situations pénales et tous taux d'alcoolémie confondus, s'élève à 408 € avec un écart-type de 115 €[179], ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne relativement modérée, et peut suggérer, en première analyse du moins**, que les peines d'amende prononcées sont relativement cohérentes. Cela induit, *a priori*,

[179] Annexe 14.

l'existence d'une **certaine régularité dans la pratique des juges**, ce qui pose bien évidemment la question de l'existence d'un barème structurant les pratiques juridictionnelles dans le processus de distribution des peines.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal confirme cette premier analyse en mettant en évidence que des **régularités dans les pratiques juridictionnelles peuvent être observées dès lors que l'on se trouve en présence d'auteurs primo-délinquants ayant été sanctionnés par voie de composition pénale ou d'ordonnance pénale délictuelle, dans des proportions suffisament significatives pour établir l'existence d'un barème** (Figure 199).

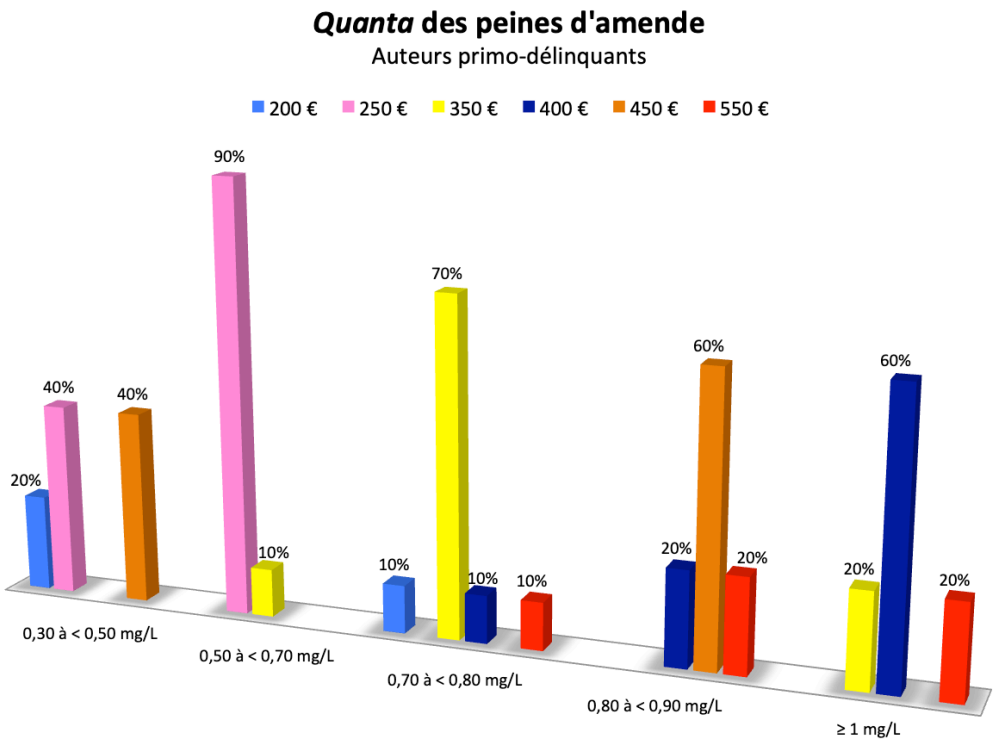


Figure 199

L'analyse fait donc apparaître que les auteurs d'une CEA ayant un taux d'alcoolémie compris :

- **entre 0,50 mg/L et 0,70 mg/L d'air expiré ont été condamnés à une peine d'amende d'un montant de 250 € dans 90 % des cas** ;
- **entre 0,70 mg/L et 0,80 mg/L d'air expiré ont été condamnés,dans 70 % des cas, à une peine d'amende d'un montant de 350 € dans 70 % des cas**, *etc.*

Particularité du TGI 3 que les résultats de l'analyse, après vérification, ont mis en évidence, c'est que les auteurs d'une CEA dont le **taux d'alcoolémie est compris entre**

0,80 mg/L et 0,90 mg/L d'air expiré sont plus sévèrement sanctionnés que ceux dont le taux d'alcoolémie est supérieur à 1,00 mg/L d'air expiré, un différentiel de 50 € en moyenne pouvant être observé en faveur de ces derniers. La taille de l'échantillon de décisions dans lesquelles un auteur primo-délinquant a été condamné à une peine d'emprisonnement est bien trop faible pour avoir pu donner lieu à une exploitation statistique satisfaisante et pertinente, de sorte que ces décisions n'ont pas donné lieu à une analyse plus poussée.

En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, dont il faut rappeler qu'ils ont été jugés principalement par voie de CRPC, et dans une mesure légèrement moindre, par voie de COPJ, l'analyse montre que la **peine d'emprisonnement a été largement privilégiée** pour sanctionner ce type de faits, la peine d'amende n'étant sollicitée que dans 18 % des cas (Figure 200).

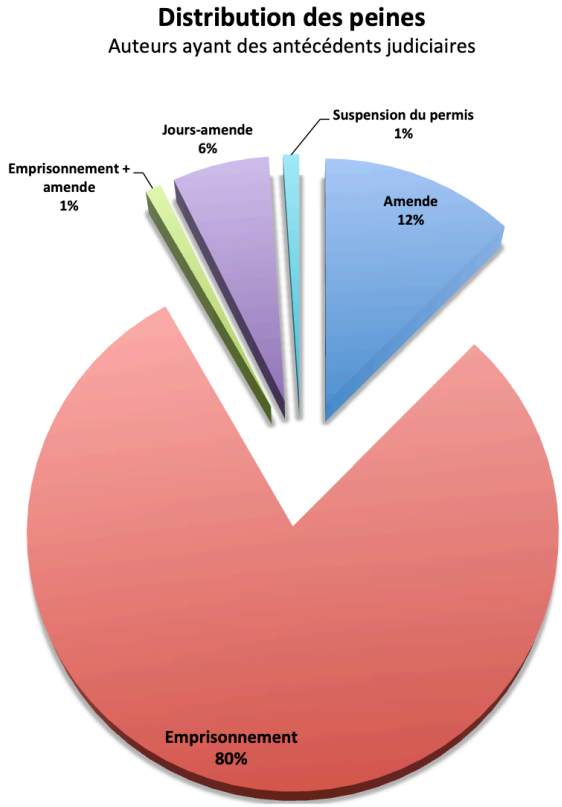


Figure 200

Concernant les peines d'amende tout d'abord, l'équipe de droit pénal observe que les tendances dégagées *supra* relativement aux peines d'amende prononcées à l'encontre des auteurs primo-délinquants se retrouvent lorsque de telles peines sont prononcées à l'encontre d'auteurs primo-délinquants jugés par voie de CRPC ou renvoyés devant

le tribunal correctionnel avec cette particularité toutefois, que contrairement à ce qui a pu être observé au TGI 2, les ***quanta*** **prononcés ne sont pas plus élevés dans la majorité des cas que ceux prononcés à l'encontre d'auteurs primo-délinquants, à taux d'alcoolémie équivalents bien entendu** (Figure 201).

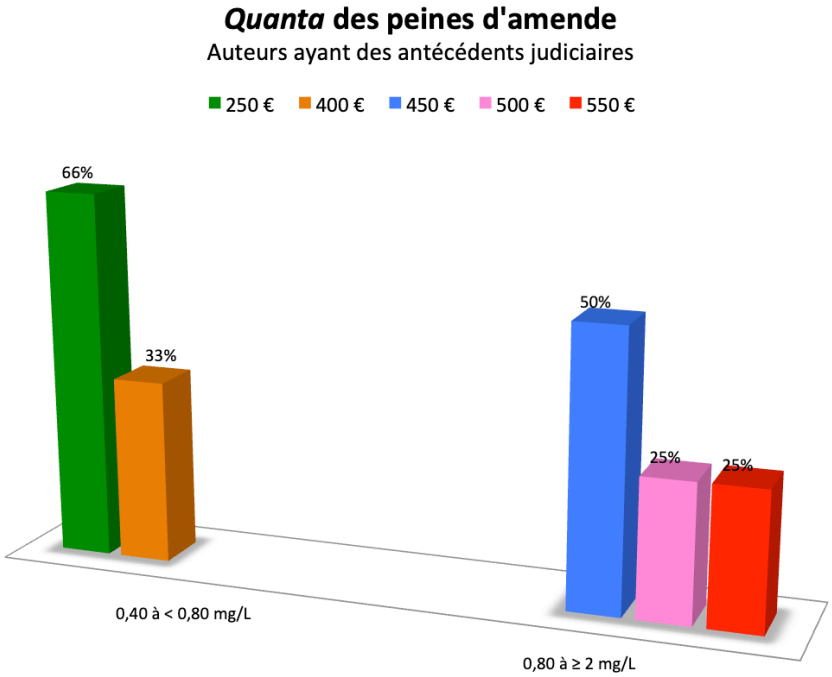


Figure 201

L'échantillon analysé ne fait donc pas spécialement apparaître une progressivité des réponses pénales, du moins si l'on isole uniquement l'élément "peine". Il semble donc que, pour le parquet du TGI 3, la nature de la filière de poursuites empruntée a plus d'importance que le *quantum* de la peine prononcée, ce qui d'ailleurs n'est pas dénué d'intérêt. Nous avons eu l'occasion de rencontrer des prévenus à la sortie de plusieurs audiences correctionnelles, et nous nous sommes aperçus que le cadre procédural dans lequel la sanction était prononcée avait parfois plus d'importance que la sanction elle-même, ce qui est logique dans une société qui promeut des valeurs tels que l'égocentrisme et le narcissisme. Nous avons pu constater à de nombreuses reprises que plusieurs prévenus ont bien plus mal vécu les remarques reçues en public lors de l'audience correctionnelle de la part des magistrats, que la peine en elle-même.

Concernant les peines d'emprisonnement ensuite, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal fait apparaître **une certaine dispersion des *quanta***, ce qui témoigne d'une individualisation de ces dernières particulièrement marquée (Figure 202).

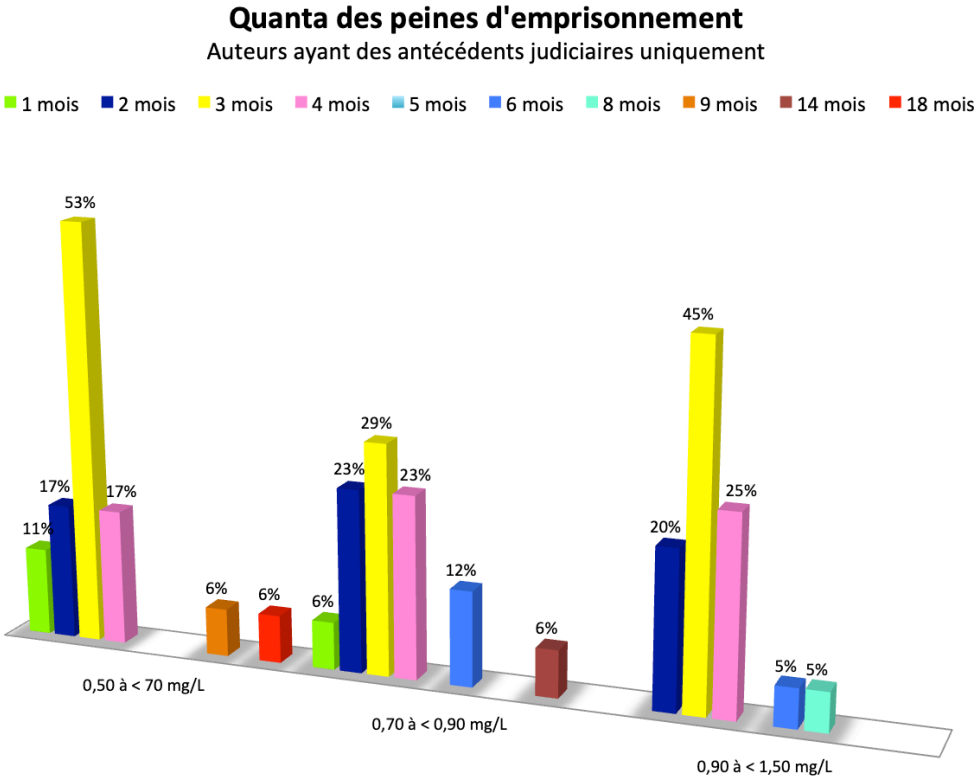


Figure 202

Le propos doit toutefois être nuancé, l'équipe de droit pénal ayant observé, à l'analyse des décisions de justice, que **si une dispersion significative des *quanta* des peines d'emprisonnement prononcées dans le cadre des audiences correctionnelles a été constatée, il n'en va pas de même concernant les peines d'emprisonnement prononcées dans le cadre de la procédure de CRPC**, ce qui peut s'expliquer par le fait que le parquet est réellement seul maître de la réponse pénale dans cette procédure, l'officie du juge étant dans les faits largement limité à un rôle d'enregistrement des peines acceptées par l'auteur des faits suite à la proposition du parquet. Certains magistrats du siège d'autres juridictions que le TGI 3 témoignent de cette réalité : « *en CRPC, j'ai parfois l'impression de faire office de figurant tout juste bon à valider les décisions du parquet. Soyons honnête, le taux de refus d'homologation doit être de quoi, 2 ou 3 %, et encore je pense être large ! Dans l'immense majorité des cas, et j'ai eu l'occasion de passer par pas de mal de juridictions, les peines prononcées en CRPC sont quasiment toutes homologuées.* » (J.8) ;

« *Entres-nous, l'homologation en CRPC, c'est une plaisanterie. D'abord, onen a trop, donc, honnêtement, je suis quasiment certain que j'ai homologué parfois des peines dans la rapidité qui n'auraient pas dû l'être. Ensuite, le rôle du juge est simple : on attend de nous que l'on donne à une décision du parquet les atours de la décision juridictionnelle. Un greffier pourrait*

faire ce que je fais, sans difficulté. Pourquoi ? Tout simplement parce que le prévenu est assisté tout au long de la procédure par un avocat, et que, en tant que juge, l'on peut se dire que, finalement, si le prévenu est d'accord, que son avocat n'a rien trouvé à redire, et que le parquet est satisfait, que voulez-vous que l'on fasse ? Dire non, pourquoi faire ? Renvoyer le dossier dans le circuit procédural classique, perdre un temps précieux, retrouver cette affaire à l'audience où, le plus souvent, une peine finalement similaire, parfois un peu plus sévère, mais parfois moins sévère aussi, sera finalement prononcée ? Autant homologuer… » (J.11) ;

« *Les audiences d'homologation en CRPC, je me demande parfois ce que j'y fais… En tant que juge, on se retrouve, dans les faits, à simplement juridictionnaliser les décisions du parquet… Rien de plus. Donc, dans l'immense majorité des cas, bien évidemment que les peines proposées par le parquet, et acceptées par l'auteur des faits, sont homologuées. Il m'arrive de refuser l'homologation de certaines peines que je trouve parfois pas assez sévère, par exemple. Mais dans l'ensemble, tout passe.* » (J.9).

L'analyse statistique des décisions comportant des peines complémentaires fait apparaître, comme cela a été observé dans le TGI précédent, que la majorité des décisions de condamnation relative à une CEA comporte une peine complémentaire affectant le permis de conduire du condamné (Figure 203), que ce soit dans les décisions de condamnation rendues à l'encontre d'auteurs primo-délinquants ou d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, ce qui distingue le TGI 3 du TGI 2 par exemple.

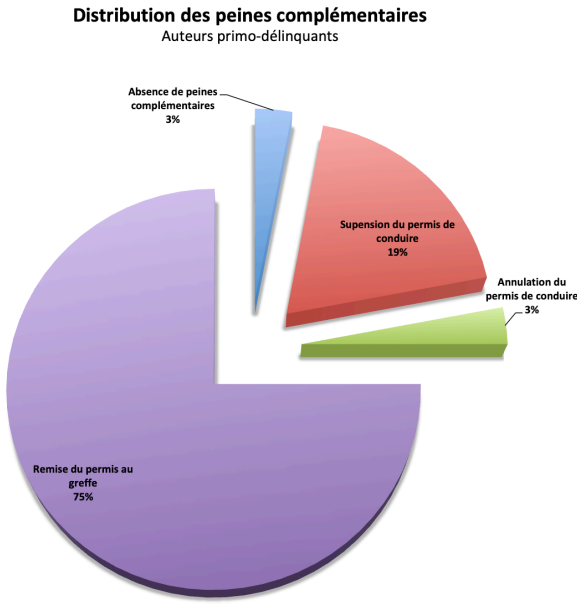


Figure 203

Dans l'hypothèse d'auteurs primo-délinquants, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que c'est principalement la suspension du permis de conduire qui est

ordonnée, que ce soit dans la mesure de remis du permis de conduire au greffe dans le cas de la composition pénale ou de la peine de suspension du permis de conduire dans celui de l'ordonnance pénale (Figure 204).

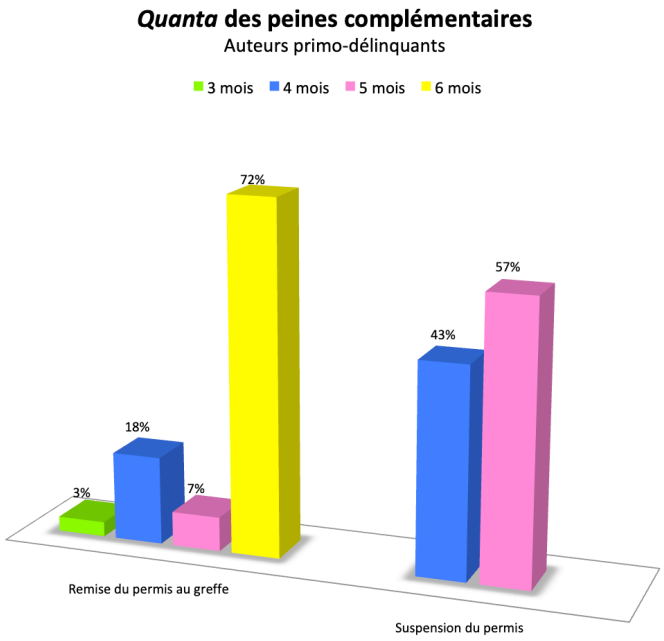


Figure 204

Les résultats issus de l'analyse statistique des données contenues dans les décisions de justice montrent que **le taux d'alcoolémie influe peu sur la détermination de la durée de suspension du permis de conduire**, laquelle est :

- de **6 mois dans 72 % des cas** lorsque l'auteur a été sanctionné en composition pénale ;
- de **5 mois dans 57 % des cas** lorsque l'auteur a été jugé par voie d'ordonnance pénale délictuelle .

Concernant les auteurs ayant des antécédents judiciaires, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que la peine d'annulation du permis de conduire a été plus fortement mobilisée que la peine de suspension du permis de conduire (Figure 205).

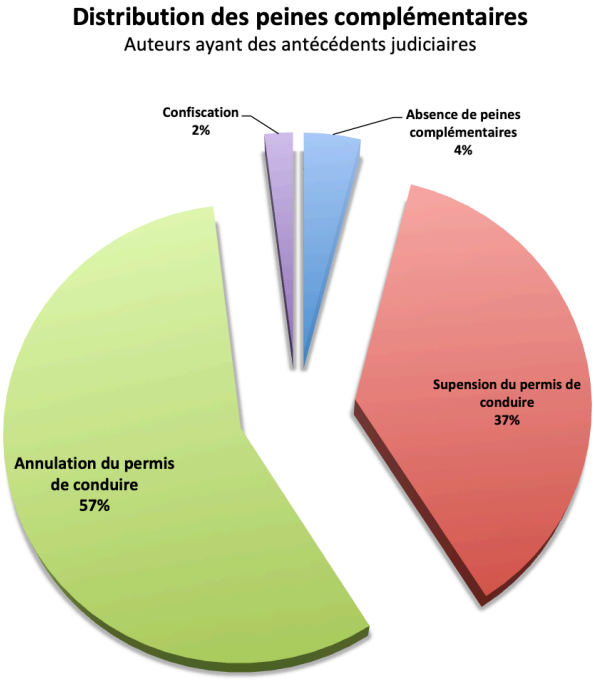


Figure 205

Toutefois, les résultats issus de l'analyse statistique des données contenues dans les décisions de justice mettent en évidence une **volatilité des *quanta* qui conduit à exclure, surtout pour la peine d'annulation du permis de conduire, toute hypothèse d'existence d'un barème en la matière** (Figure 206).

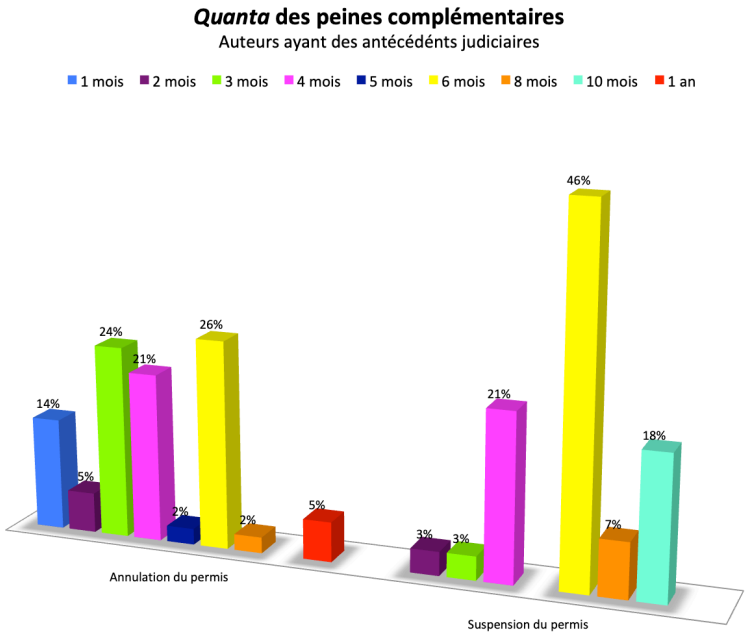


Figure 206

Concernant la peine de suspension du permis de conduire, un constat similaire peut être opéré, étant toutefois souligné que, dans 46 % des cas, cette peine a été prononcée avec un *quantum* de 6 mois. À l'instar de ce qui a pu être observé dans les autres

juridictions étudiés, l'équipe de droit pénal a pu constater, d'une part, que **si la dispersion des *quanta* tend à être davantage limitée dans le champ de la peine de suspension du permis de conduire, c'est que cette peine est plutôt présente dans les ordonnances d'homologation de CRPC, alors que la peine d'annulation du permis de conduire est prononcée dans des proportions plus importantes par le tribunalcorrectionnel statuant à juge unique ou en formation collégiale. De la même manière, le taux de dispersion des quanta des peines de suspension du permis de conduire est nettement plus élevé dans les décisions rendues en audience correctionnelle que dans le cadre de la procédure de CRPC ou d'ordonnance pénale délictuelle.**

L'ensemble des résultats rapportés tend à mettre en évidence que les magistrats du TGI 3 suivent un barème dans le traitement des CEA, quelque soit la situation pénale de l'auteur lorsqu'ils sont conduit à entrer en voie de condamnation dans le cadre procédures de poursuites alternatives, type ordonnance pénale délictuelle ou CRPC, voire dans le cadre des ordonnances de validation de composition pénale, que dans le cadre de décisions prises à l'issue de l'audience correctionnelle, ce qui s'explique aisément par le caractère rapide de ces procédures, l'absence chronique d'éléments dans les dossiers, alors même qu'ils sont nécessaires à une véritable individualisation des peines, et, plus généralement d'une emprise certaine du parquet sur le contenu de la réponse pénale élaborée dans le cadre de ces procédures.

120. Les résultats au TGI 4. – Pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*.

Sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, les faits de défaut de permis représentent 10 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude traités par le TGI 4, soit 168 décisions prises par cinq magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale.

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs montre que 97 % d'entre eux sont de sexe masculin, 46 % ont entre 25 anIl doit s et moins de 40 ans, 15 % se déclarent en couple, 63 % déclarent occuper un emploi contre 18 % qui se déclarent sans emploi, et

0,7 % étudiant(e)s ou retraité(e)s. Leur situation professionnelle n'est pas renseignée dans 11 % des cas, et **leur situation pénale dans 40 % des cas** (Figure 207).[180]

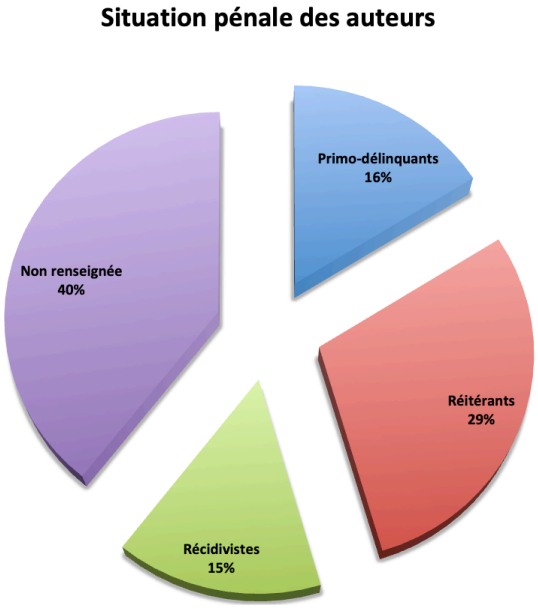


Figure 207

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal fait apparaître que, toutes situations pénales confondues, **les CEA les plus représentées sont ayant un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 0,70 mg/L d'air expiré** (Figure 208).

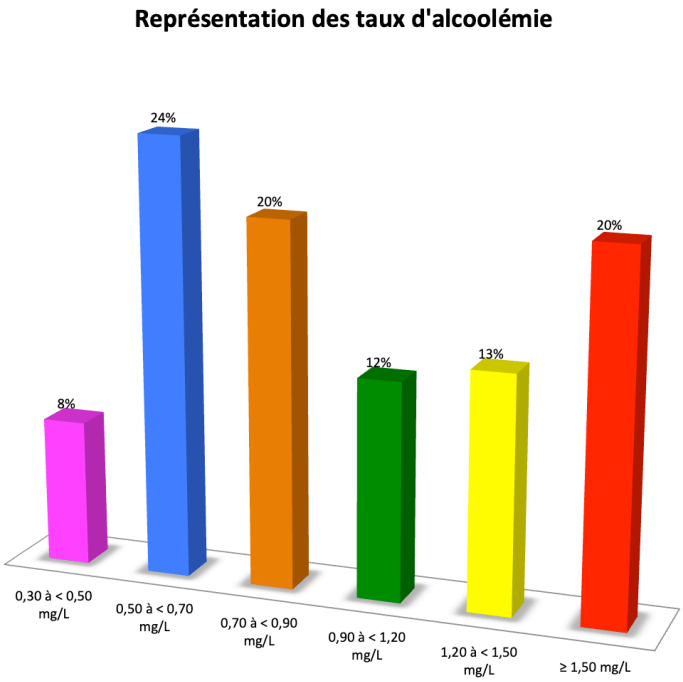


Figure 208

[180] Annexe 4.

Ces chiffres montrent que le TGI 4 a eu à juger, sur la période considérée, **davantage de CEA présentant des taux d'alcoolémie élevés que les trois premiers TGI étudiés**.

Concernant les pratiques juridictionnelles des magistrats de ce TGI dans le traitement de ce contentieux, l'équipe de droit pénal observe, de manière somme toute classique, que si l'ordonnance pénale délictuelle est privilégiée pour des auteurs primo-délinquants, c'est la CRPC qui est davantage sollicitée en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires. Le choix de la filière de poursuite exerçant indéniablement un impact sur la nature et le *quantum* des peines prononcées, l'analyse met en évidence qu'**en présence de CEA primaires**, c'est la **peine d'amende qui a été la plus mobilisée** (Figure 209).

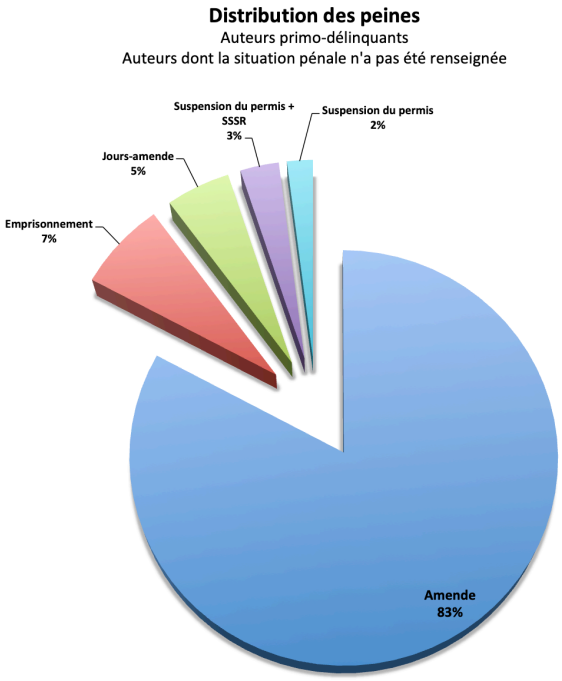


Figure 209

Les résultats mettent en évidence que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées en présence dans ce contentieux par le TGI 4, toutes procédures confondues, toutes situations pénales et tous taux d'alcoolémie confondus, s'élève à 399 € avec un écart-type de 160 €[181], ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne relativement modérée, et peut suggérer, en première analyse du moins**, que les peines d'amende prononcées dans ce contentieux sur la période considérée sont relativement cohérentes. Cela induit, *a priori*, **l'existence d'une certaine**

[181] Annexe 14.

régularité dans la pratique des juges, ce qui pose bien évidemment la question de l'existence d'un barème structurant les pratiques juridictionnelles dans le processus de distribution des peines.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met effectivement en évidence que **des régularités dans les pratiques juridictionnelles** peuvent être observés dès lors que l'on se trouve en présence de **CEA primaires dont le taux d'alcoolémie était inférieur à 0, 90 mg/L d'air expiré, dans des proportions suffisament significatives pour établir l'existence d'un barème** (Figure 210).

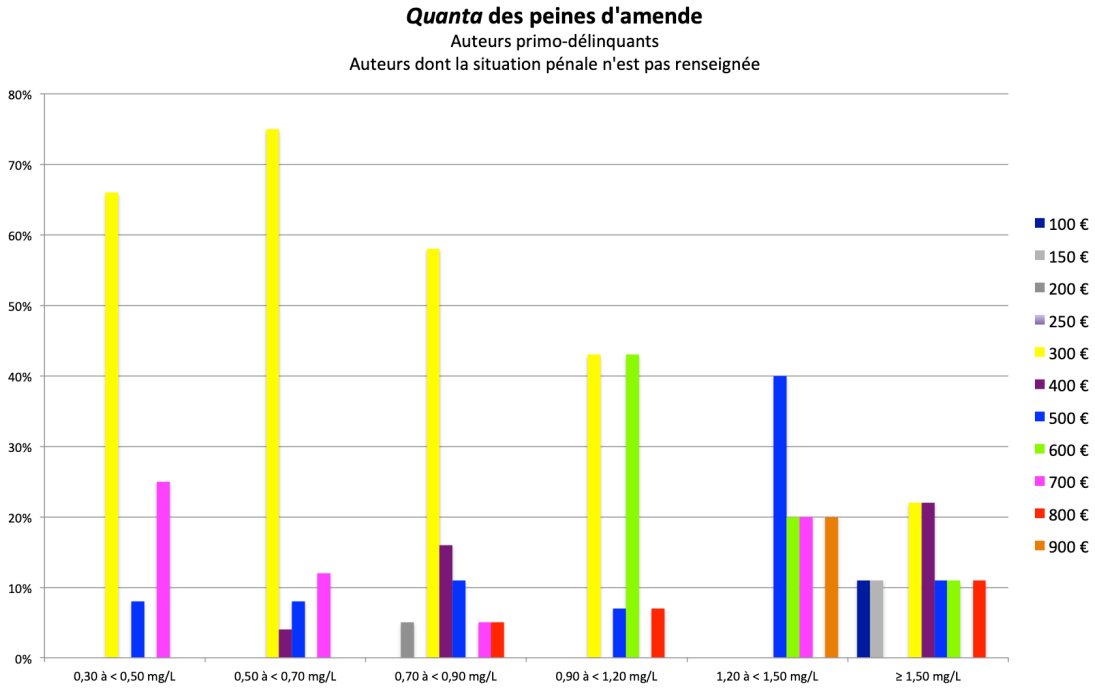


Figure 210

Si l'analyse montre qu'en présence d'auteurs ayant un taux d'alcoolémie compris entre 0,90 mg/L et 1,50 mg/L d'air expiré, une dispersion plus significative des *quanta* peut être observée ; dispersion qui s'accentue lorsque le taux d'alcoolémie excède 1,50 mg/L d'air expiré.

En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, dont il faut rappeler qu'ils ont été jugés principalement par voie de CRPC, et dans une mesure légèrement moindre, par voie de COPJ, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre, d'une part, que la peine d'emprisonnement a été largement privilégiée pour sanctionner ce type de faits, alors la peine d'amende n'étant sollicitée que dans 21 % des cas, tous taux d'alcoolémie confondus (Figure 211), d'autre part, que les peines prononcées à l'encontre d'auteurs en état de réitération sont plus diversifiées que celles prononcées

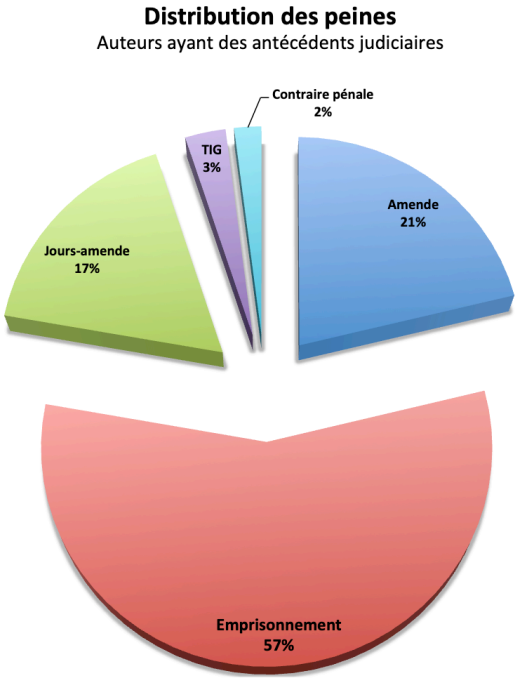


Figure 211

à l'encontre d'auteurs se trouvent en état de récidive légale, sans toutefois remettre en cause la prééminence de la peine d'emprisonnement (Figure 212), étant rappelé que les décisions de justice ne fournissent aucun renseignements sur le nombre de réitérations ou de récidives commises dans la très grande majorité des cas.

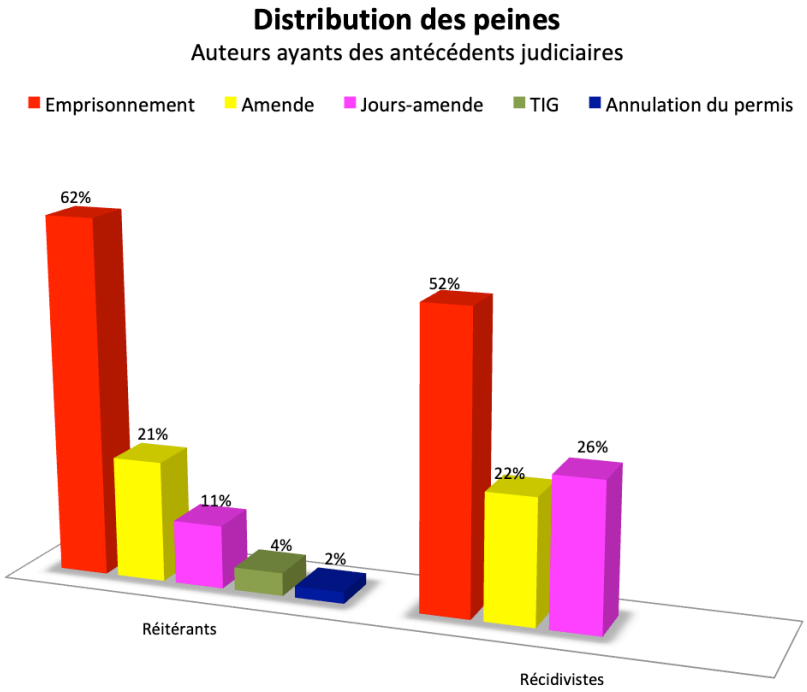


Figure 213

Il est donc impossible de savoir si les peines d'emprisonnement ayant tel *quantum* ont été prononcées plutôt en présence d'auteurs se trouvent en première réitération, en

première réitération rapide ou en en multiréitérations. L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre qu'une **progressivité des réponses pénales apparaît nettement à l'analyse des décisions, que la peine soit prononcée par ordonnance d'homologation de CRPC (Figure 213) ou à l'issue de l'audience correctionnelle (Figure 214).**

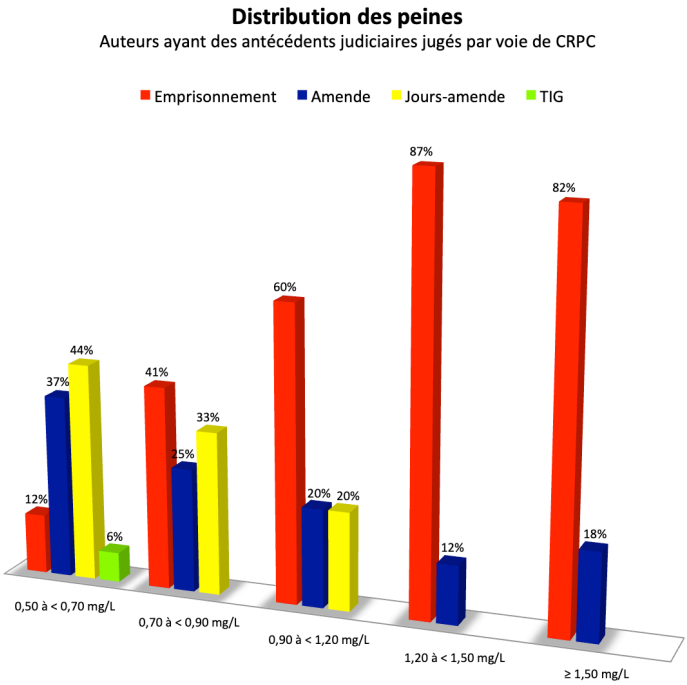


Figure 213

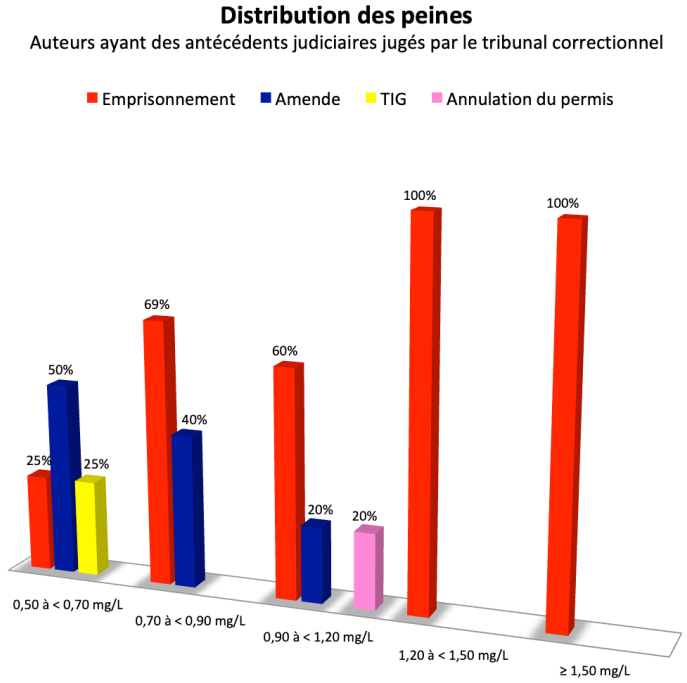


Figure 214

Dans les deux cas, l'analyse selon laquelle la **peine d'emprisonnement est largement préférée aux autres types de sanctions pénales dès lors que l'on se trouve en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires est confirmée**. Les résultats montrent que la majorité des peines d'emprisonnement ayant été prononcées à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires sont assorties d'un sursis simple dans 35 % des cas et d'un SME dans 22% des cas. De fait, **57 % des peines d'emprisonnement prononcées au TGI 4 en répression d'une CEA ne donnent pas lieu à incarcération** du condamné. Néanmoins, 43 % des peines d'emprisonnement prononcées au TGI 4 en répression d'une CEA sont fermes, et peuvent donc, en principe donner lieu à une incarcération du condamné (Figure 215).

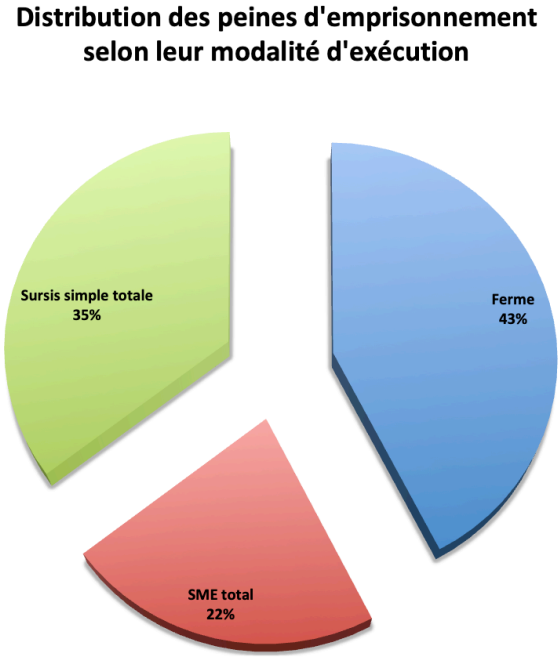


Figure 215

L'analyse montre également que les CEA commises par des auteurs ayant des antécédents judiciaires, tous taux d'alcoolémie confondus, sont réprimées, dans **68 % des cas, d'une peine d'emprisonnement dont le *quantum* est compris entre 2 et 3 mois, ce qui tend à suggérer l'existence d'un barème en la matière** (Figure 216). Toutefois, une analyse plus fine des condamnations prononcées montre que les **CEA commises par un auteur ayant des antécédents judiciaires dont le taux d'alcoolémie est compris entre 0,70 mg/L et 0,90 mg/L d'air expiré sont plus sévèrement réprimées que les CEA ayant des taux supérieurs** (Figure 217). Elle met enfin en évidence une **dispersion des *quanta* des peines d'amende qui tend à montrer qu'en la matière, les magistrats ne semblent pas suivre de barème** (Figure 218).

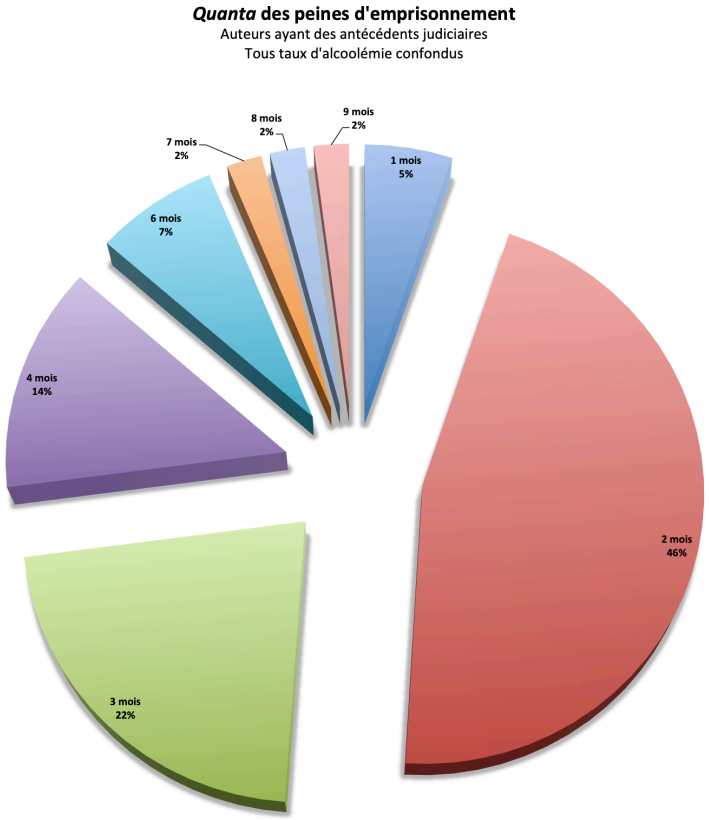


Figure 216

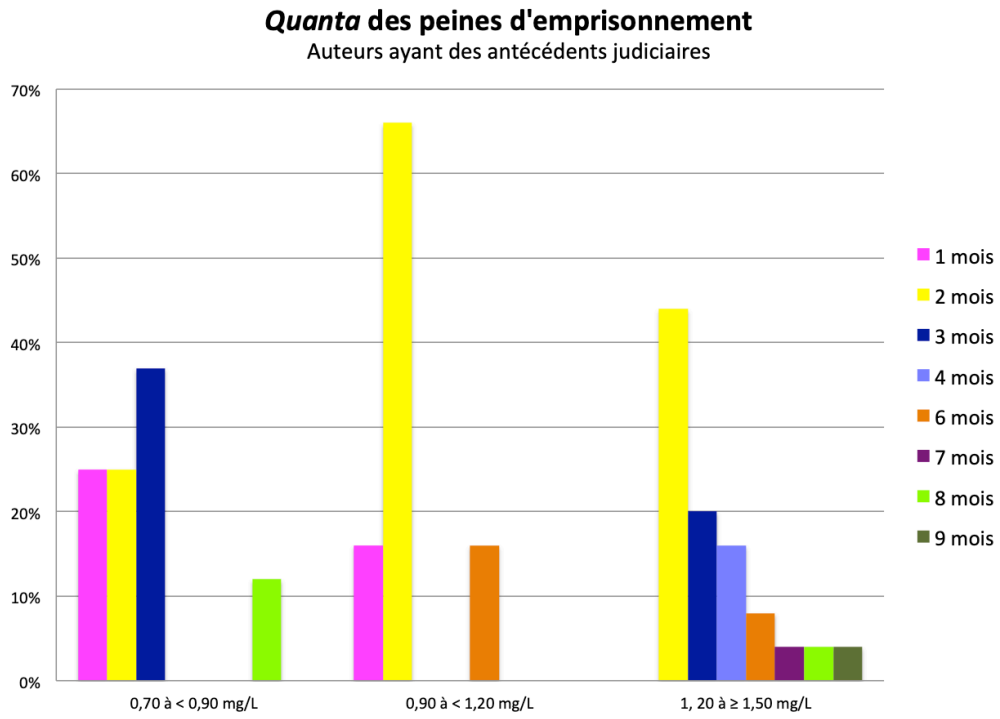


Figure 217

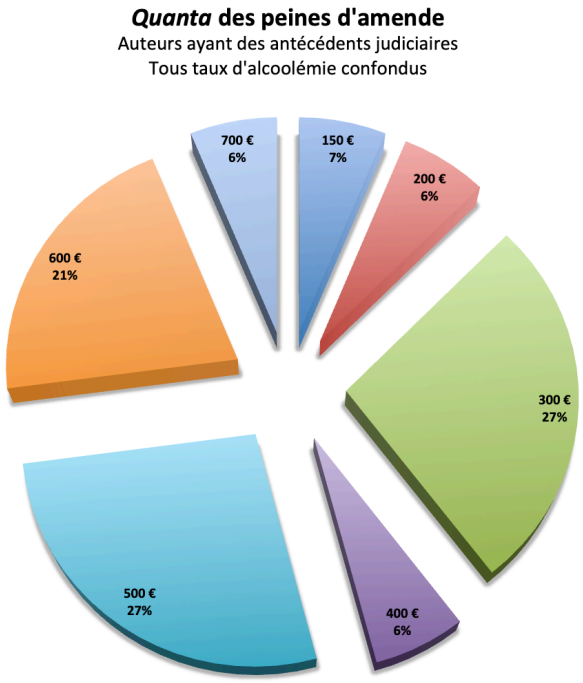


Figure 218

L'analyse fondée sur les taux d'alcoolémie retenus n'a pas permis de dégager de tendances permettant de suggérer qu'un barème serait suivi dans la détermination des *quanta* des peines d'amende prononcées au TGI 4 à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires.

Les résultats obtenus dans le cadre de l'analyse statistique des données issues des décisions de justice comportant des peines complémentaires font apparaître, comme cela a été observé dans les TGI précédents, que la **majorité des décisions comporte une peine complémentaire affectant le permis de conduire du condamné**, que l'on se trouve en présence d'auteurs primo-délinquants (Figure 219), ou d'auteurs ayant des antécédents judiciaires (Figure 220).

Comme cela a pu déjà être observé dans les autres TGI étudiés, **en présence d'auteurs primo-délinquants**, c'est principalement la **peine de suspension du permis de conduire** qui est prononcée en qualité de peine complémentaire en répression d'une CEA, ce qui est également le cas en **présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires**, bien que, pour ces derniers, la peine **d'annulation du permis de conduire** soit davantage mobilisée.

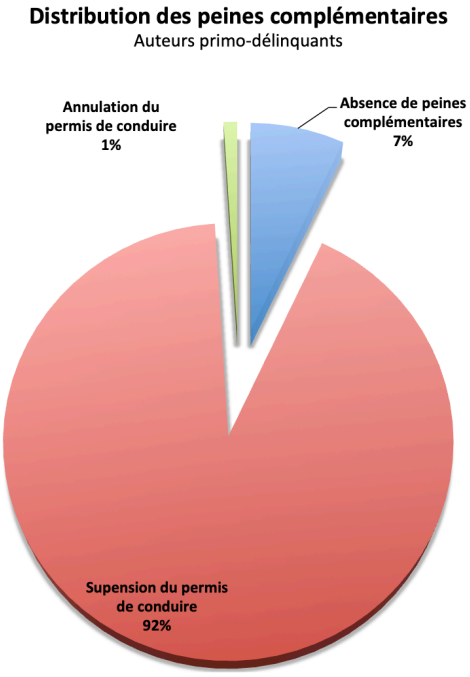


Figure 219

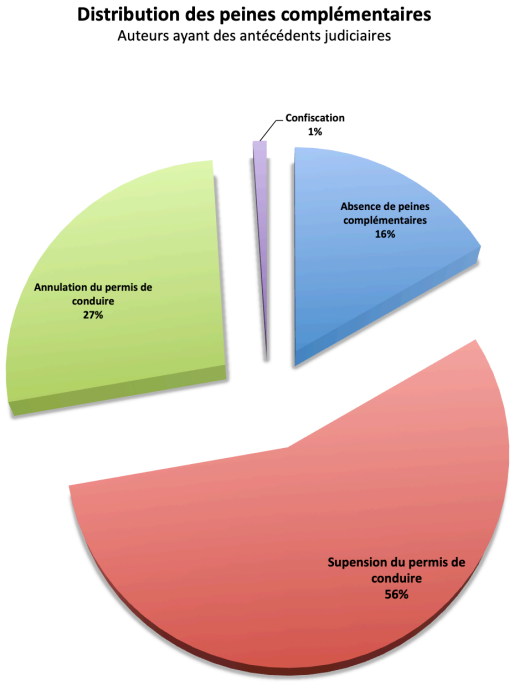


Figure 220

Ces deux graphiques montrent également que les décisions comportant une peine complémentaire sont proportionnellement plus nombreuses en présence d'auteurs primo-délinqants que d'auteurs ayant des antécédents judiciaires. L'analyse des *quanta* des **peines de suspension du permis de conduire** montre que, si l'application d'un **barème peut être suspecté en présence d'auteurs primo-délinquants** (Figure 221), la **dispersion des *quanta* en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires**

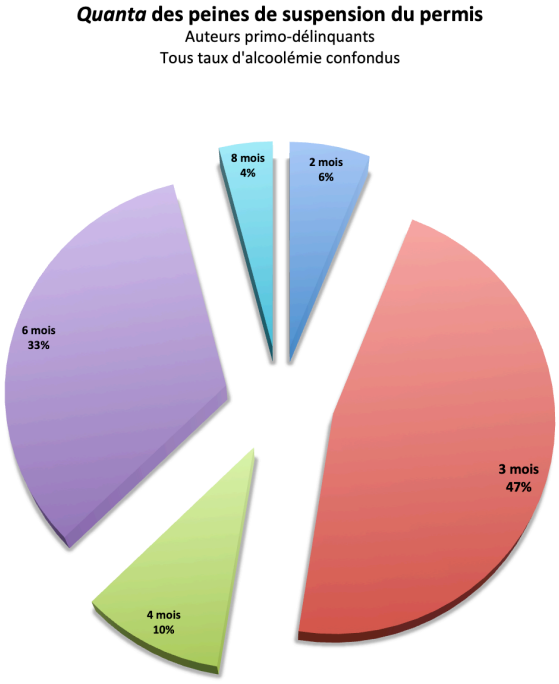


Figure 221

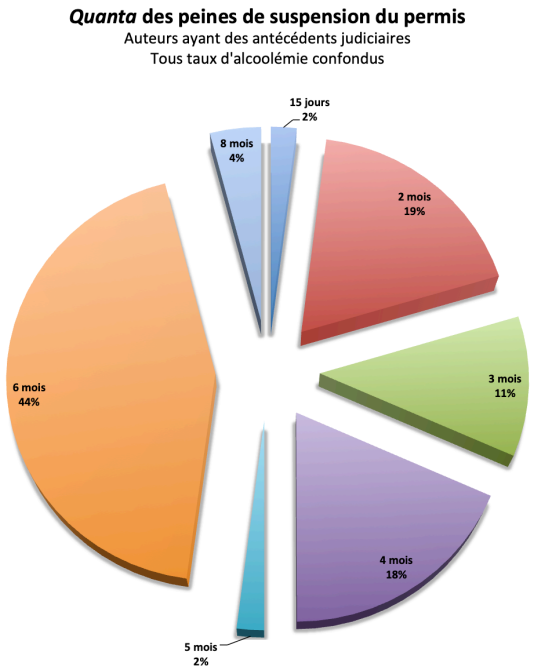


Figure 222

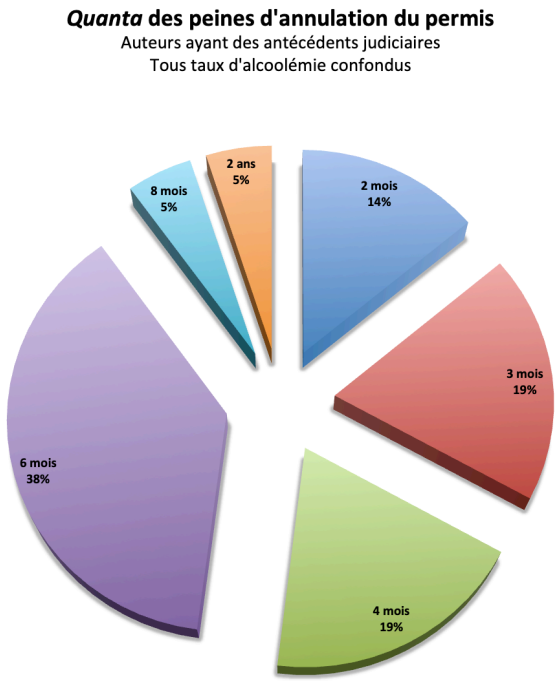


Figure 223

rend cette hypothèse peu probable (Figure 222), comme en présence de **peines d'annulation du permis de conduire** d'ailleurs (Figure 223).

L'ensemble des résultats rapportés offrent une **vision contrastée des pratiques juridictionnelles au TGI 4 dans le contentieux des CEA**.

D'un côté, **l'existence d'un barème suivi par les magistrats du siège peut être fortement suspectée**, notamment dans la **détermination des peines prononcées à l'encontre d'auteurs primo-délinquants**, ou dans le prononcé des **peines d'emprisonnement prononcées à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires**.

D'un autre côté, la recherche menée montre une **dispersion des *quanta* des peines d'amende ou des peines complémentaires prononcées à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires**, alors même que ces derniers ont été **majoritairement sanctionnés dans le cadre de la procédure de CRPC**, de sorte que l'on peut s'interroger sur la cohérence des décisions prises par les magistrats du parquet en présence de ce type d'auteurs. Il sera d'ailleurs rappelé que **le barème élaboré par le procureur de la République du TGI 4 ne donne aucune indication sur la nature ou le *quantum* des peines prononçables en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, ce dernier indiquant simplement « *Peine selon comportement et gravité* ».**

121. Les résultats au TGI 5. Pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*.

Sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, les faits de défaut de permis représentent 47 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude traités par le TGI 5, soit 294 décisions prises par cinq magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale, étant toutefois observé que l'un des magistrats a rendu 64 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé.

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs jugés sur la période considérée montre que 90% d'entre eux sont de sexe masculin, 47 % ont entre 25 ans et moins de 40 ans, 31 % se déclarent en couple, 78 % déclarent occuper un emploi contre 11 % qui se déclarent sans emploi, et 0,6 % étudiant(e)s ou retraité(e)s. Leur situation professionnelle n'est pas renseignée dans 0,4 % des cas. Les résultats montrent que les **CEA jugées au TGI 5 ont été commises, dans plus de la moitié des cas, par des auteurs primo-délinquants**, les auteurs ayant des antécédents judiciaires représentant 43 % des personnes jugées sur la période considérée (Figure 224).[182]

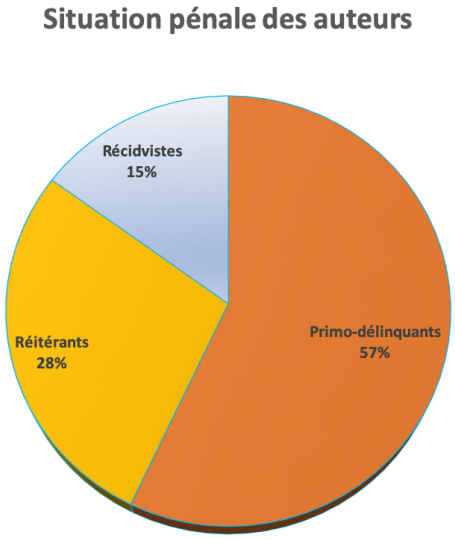


Figure 224

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal fait apparaître que, toutes situations pénales confondues, les **CEA pour lesquelles l'auteur présentait au moment du contrôle un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 0,70 mg/L d'air expiré sont les plus représentées** (Figure 225).

[182] Annexe 5.

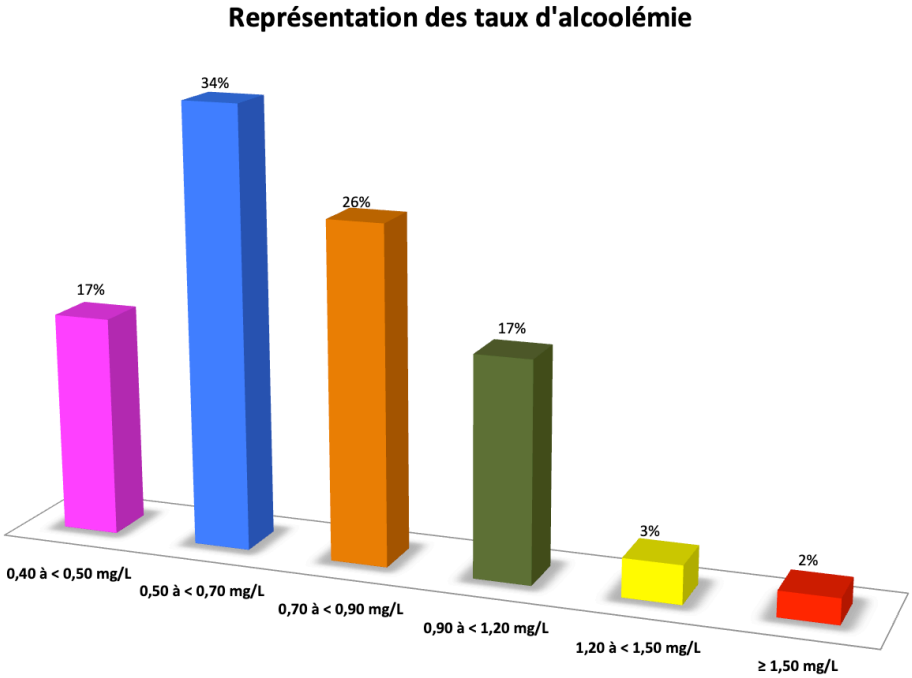


Figure 225

La procédure définissant l'éventail des sanctions pénales disponibles, il est logique, dès lors que les CEA primaires sont principalement jugées par voie d'ordonnance pénale délictuelle, que ce soit la **peine d'amende qui soit mobilisée dans 96 % des cas** (Figures 226 & 227).

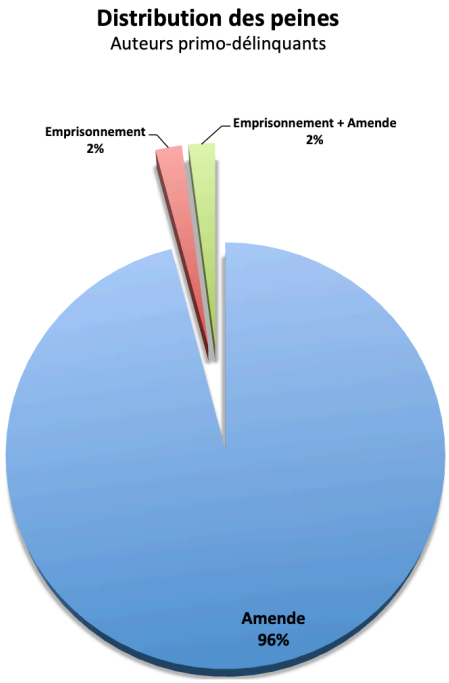


Figure 226

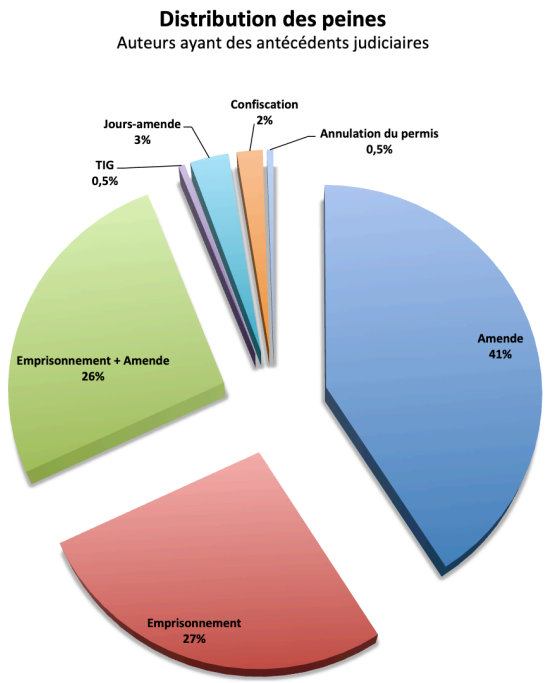


Figure 227

Les résultats mettent en évidence que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées en présence dans ce contentieux par le TGI 5, toutes procédures confondues, toutes situations pénales et tous taux d'alcoolémie confondus, s'élève à 429 € avec un écart-type de 262 €, ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne relativement forte, et suggérer, en première analyse, que les peines d'amende prononcées sont incohérentes.**[183]

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal conduit à **nuancer cette première analyse en mettant en évidence que, si une dispersion des *quanta* des peines d'amende peut être constatée, elle doit être relativisée en présence d'auteurs primo-délinquants** (Figure 228 & 229). En effet, l'analyse montre que, dans près de **60 % des cas, les auteurs primo-délinquants sont condamnés à une peine d'amende dont le montant est compris entre 300 € et 400 €.**

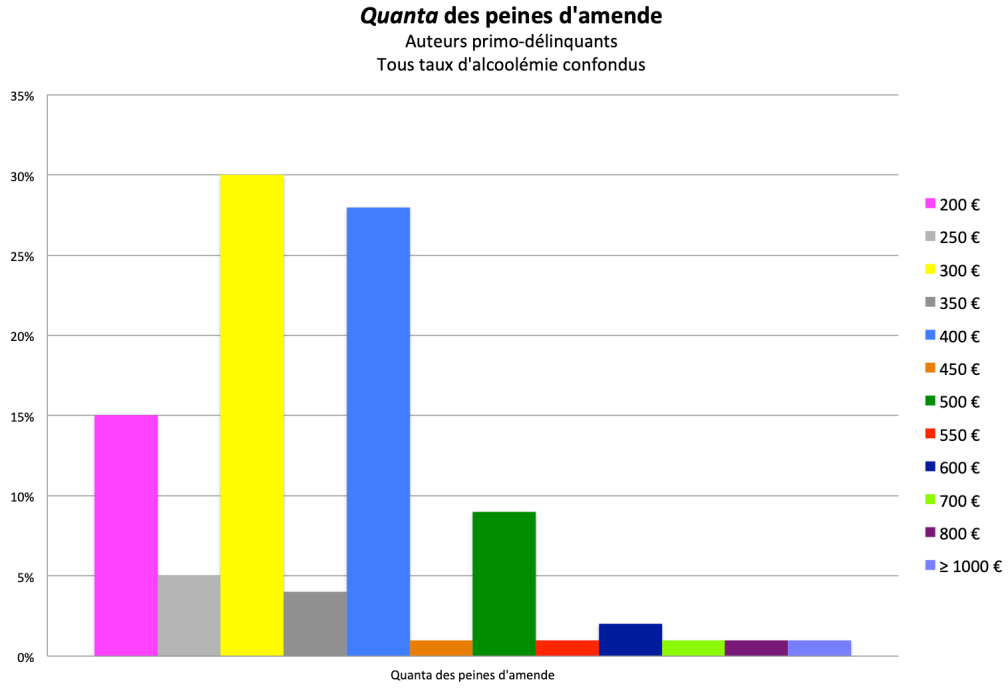


Figure 228

[183] Annexe 14.

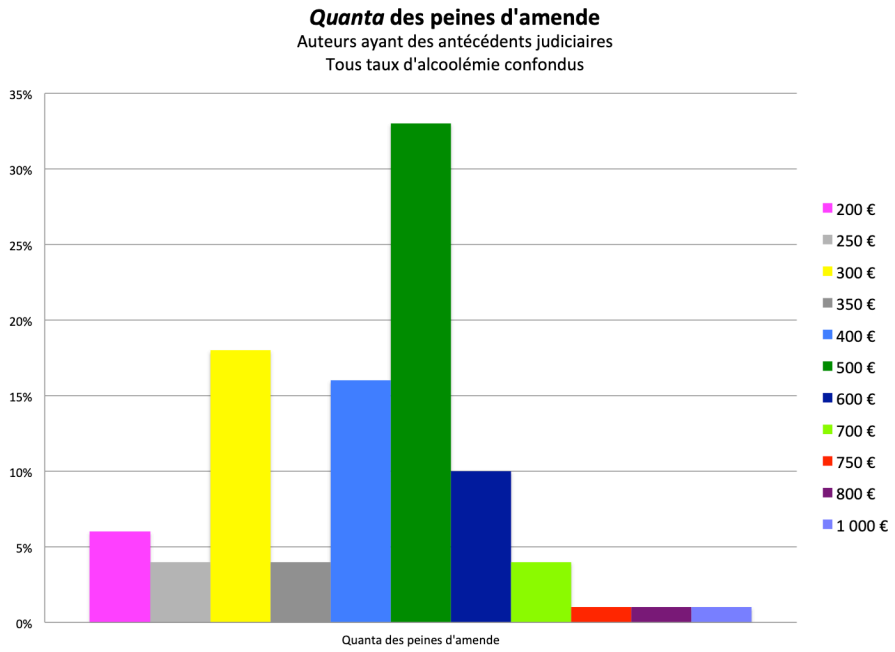


Figure 229

Dans le champ des **peines d'emprisonnement prononcées en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires**, seul échantillon suffisamment représentatif pour donner lieu à une analyse statistique pertinente, l'équipe de droit pénal constate que **le *quantum* prononcé en répression d'une CEA, tous taux d'alcoolémie confondus, s'inscrit dans une fourchette comprise entre 2 et 4 mois** (Figure 230), le principe d'individualisation des peines semblant davantage se manifester dans le champ de la détermination des modalités d'exécution desdites peines (Figure 231).

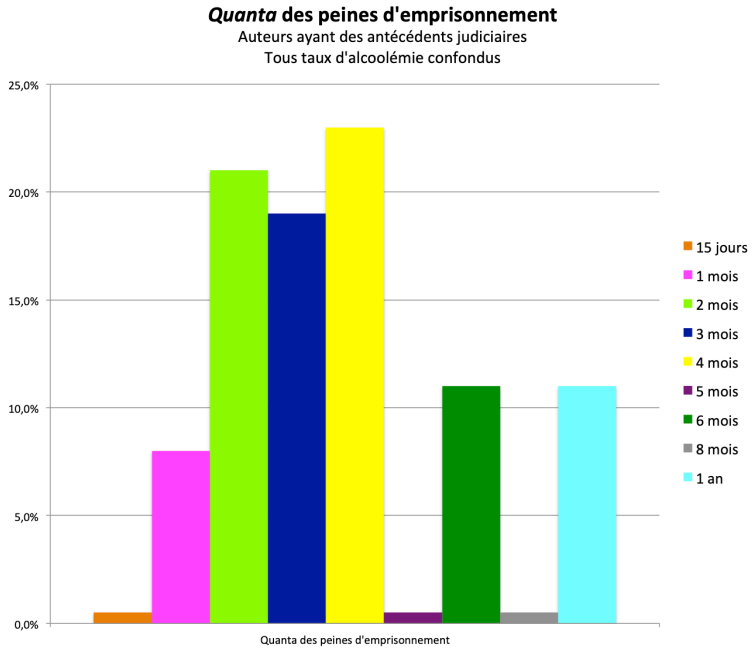


Figure 230

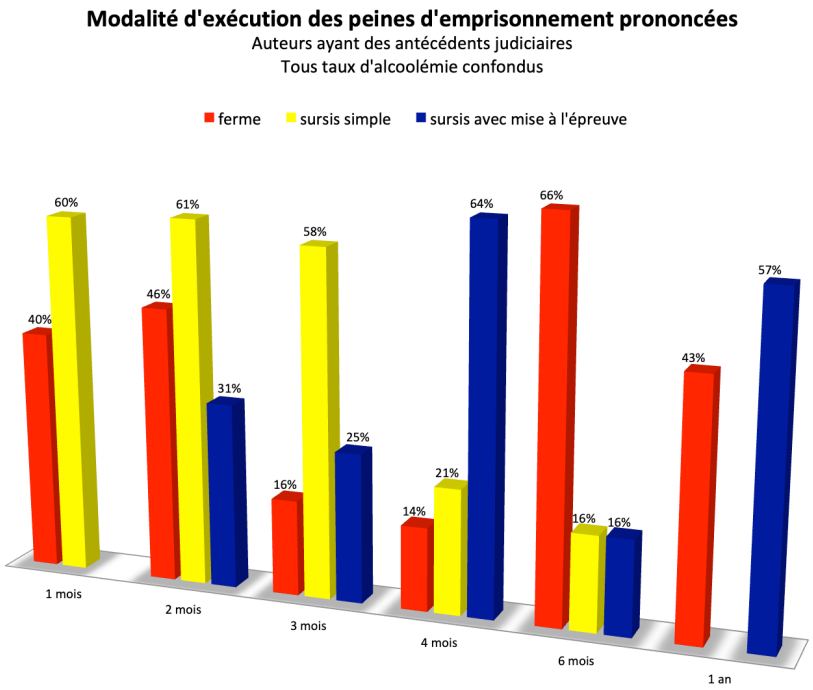


Figure 231

L'analyse montre effectivement que les peines d'emprisonnement sont, dans leur grande majorité, assortie d'un sursis simple ou d'un SME lorsque le *quantum* de la peine atteint 4 mois d'emprisonnement, et au-delà, ce quiconcerne principalement les CEA dont le taux d'alcoolémie excède 1,20 mg/L d'air expiré ou des auteurs se trouvant en état de multiréitérations/multirécidives.

L'analyse des pratiques juridictionnelles dans le prononcé des peines complémentaires montre, à l'instar de ce qui a pu être observé dans les autres ressorts, d'une part, que ce type de peines est bien plus prononcé dans le contentieux des CEA que dans les contentieux du défaut d'assurance ou du défaut de permis, et d'autre part, que **si la peine de suspension du permis de conduire est fortement privilégiée en présence d'auteurs primo-délinquants** (Figure 232), la **peine d'annulation du permis de conduire, est préférée à celle-ci dans un nombre significatif de décisions en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires** (Figure 233)

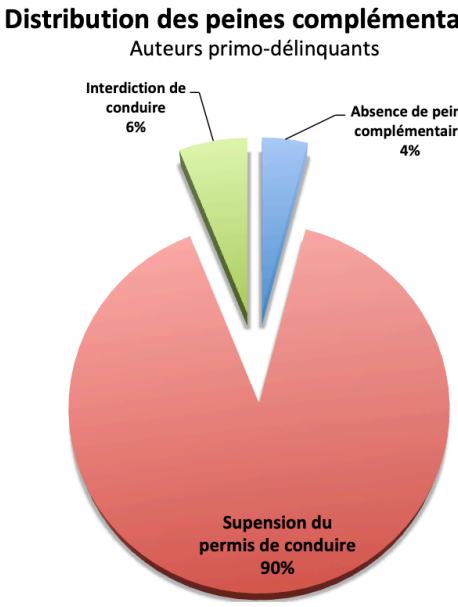


Figure 232

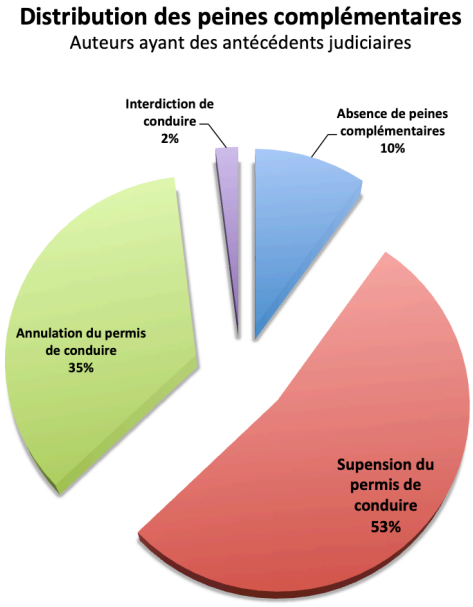


Figure 233

Concernant les peines de suspension du permis de conduire, l'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence **l'existence de régularités dans les pratiques juridictionnelles des magistrats du TGI 5**, du moins dans la détermination des *quanta* de ce type de peine en **présence d'auteurs primo-délinquants**, (Figure 254).

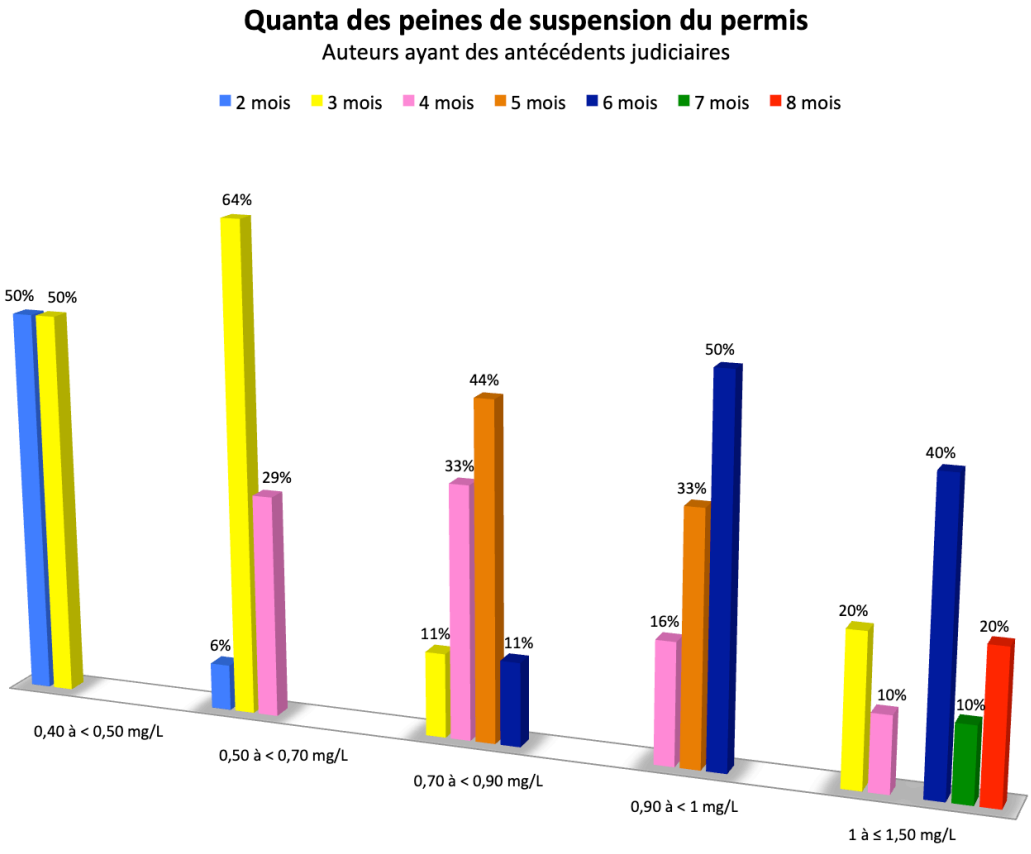


Figure 234

Si l'on concentre l'analyse sur les catégories de CEA les plus rencontrées au TGI 5, l'existence d'un **barème suivi par les magistrats** apparaît de manière très nette :

- Les CEA commises avec un taux d'alcoolémie est compris entre **0,50 mg/L et 0,70 mg/L d'air expiré**, ce type de fait commis par un **auteur primo-délinquant** étant réprimé, dans **64 % des cas, d'une suspension du permis de conduire d'une durée de 3 mois** ;

- Les CEA commises avec un taux d'alcoolémie compris **entre 0,70 mg/L et 0,90 mg/L d'air expiré** ont été condamnés dans **77 % des cas** à une suspension de leur permis de conduire pour une durée allant de **4 à 5 mois** ;

- Les CEA commises avec un taux d'alcoolémie compris entre 0,70 mg/L et 0,90 mg/L d'air expiré ont été condamnés dans **77 % des cas** à une suspension de leur permis de conduire pour une durée allant de **5 à 6 mois**.

- En revanche, l'analyse montre une **dispersion significative des *quanta* en présence de CEA dont le taux d'alcoolémie supérieur à 1,00 mg/L d'air expiré**.

En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, l'analyse met également en évidence l'existence de régularités dans les pratiques juridictionnelles des magistrats du TGI 5 dans la détermination des peines de suspension (Figure 255) comme d'annulation du permis de conduire (Figure 256). Dans l'hypothèse de la **peine de suspension du permis, 57 % des auteurs ont été condamnés, tous taux d'alcoolémie confondus, à une suspension du permis d'une durée de 2 à 3 mois**, tandis que celle de la **peine d'annulation du permis de conduire, l'existence d'un barème apparaît de manière encore plus nette puisque, sur la période considérée, 63 % des auteurs, quelque soit le taux d'alcoolémie pour lequel ils étaient jugés, ont été condamnés à une peine de ce type pour une durée de 4 à 6 mois**, étant souligné qu'aucune peine d'annulation du permis de conduire d'une durée de 5 mois n'est apparue dans l'échantillon analysé.

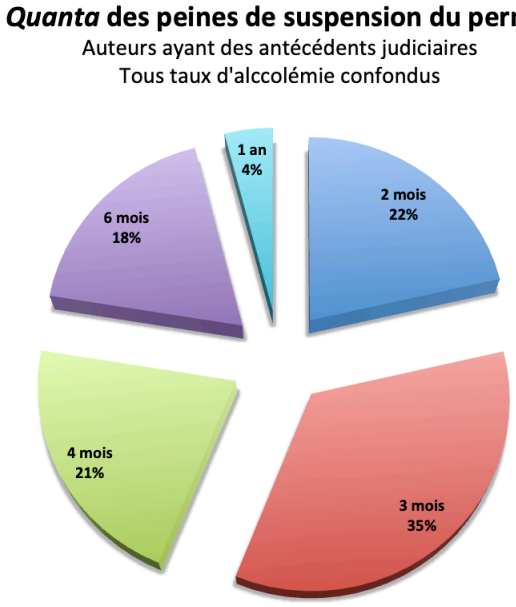


Figure 235

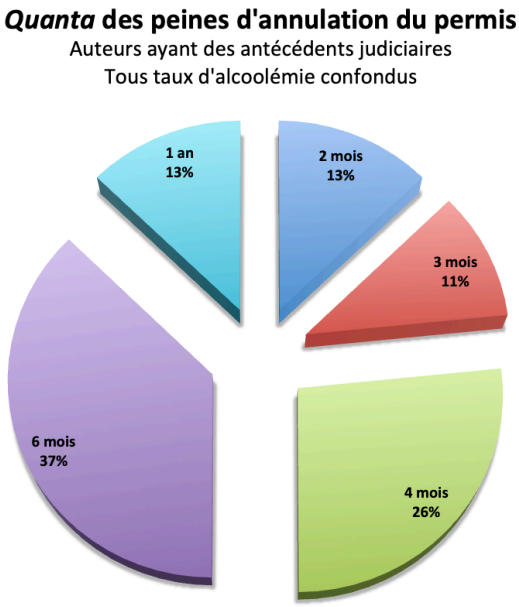


Figure 236

Les résultats confirment, au TGI 5 comme dans les autres juridictions, que **c'est la situation pénale des auteurs qui s'impose prioritairement comme le critère efficient à partir duquel le *quantum* de la peine complémentaire** est déterminé, **et non le taux d'alcoolémie** pour lequel l'auteur a été poursuivi et jugé.

L'équipe de droit pénal attire l'attention du lecteur sur le fait que **64 % des décisions dans l'échantillon analysé ont été rendues par un même magistrat.** S'il est donc possible d'affirmer que l'auteur de la majorité des décisions analysées suit un barème, au moins dans la détermination des *quanta* des peines d'emprisonnement ou des peines complémentaires, il est en revanche impossible d'affirmer que l'ensemble des magistrats du TGI 5 statuant dans le champ des CEA suit un barème au stade de la prise de décision, l'échantillon de décisions de justice dont ils sont les auteurs étant trop faible pour faire en tirer des conclusions définitives.

122. Les résultats au TGI 6. Pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*.

Sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, les faits de défaut de permis représentent 37 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude traités par le TGI 6, soit 223 décisions prises par cinq magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale, étant toutefois observé que l'un des magistrats a rendu 67 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé.

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs jugés sur la période considérée montre que 89 % d'entre-eux sont de sexe masculin, 46 % ont entre 40 ans et plus de 50 ans, 72 % se déclarent en couple, 68 % déclarent occuper un emploi contre 20 % qui se déclarent sans emploi, et 0,7 % étudiant(e)s ou retraité(e)s. Leur situation professionnelle n'est pas renseignée dans 0,2 % des cas. Les résultats montrent que les CEA jugées au TGI 5 ont été commises principalement par **des auteurs primo-délinquants** et que la **situation pénale des prévenus n'est pas renseignée dans 14 % des décisions** (Figure 237).[184]

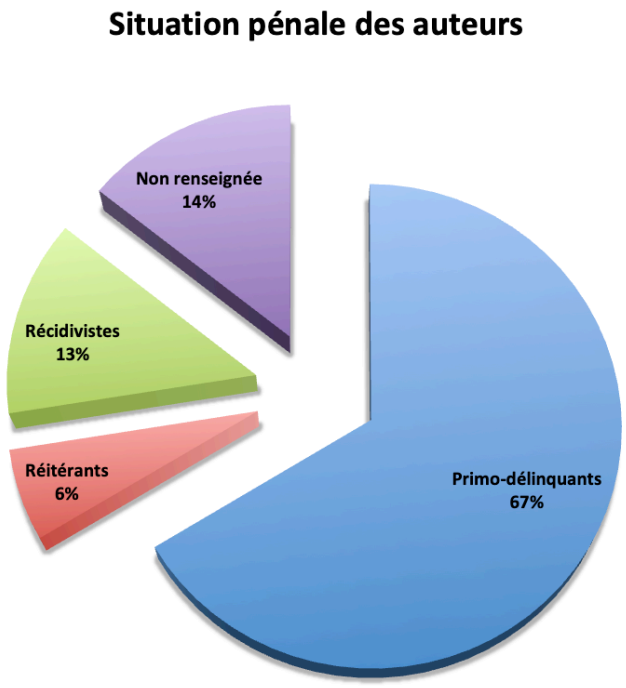


Figure 237

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal fait apparaître que, toutes situations pénales confondues, les CEA pour lesquelles l'auteur présentait au moment du contrôle un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 0,90 mg/L d'air expiré sont les plus représentées (Figure 238).

[184] Annexe 6.

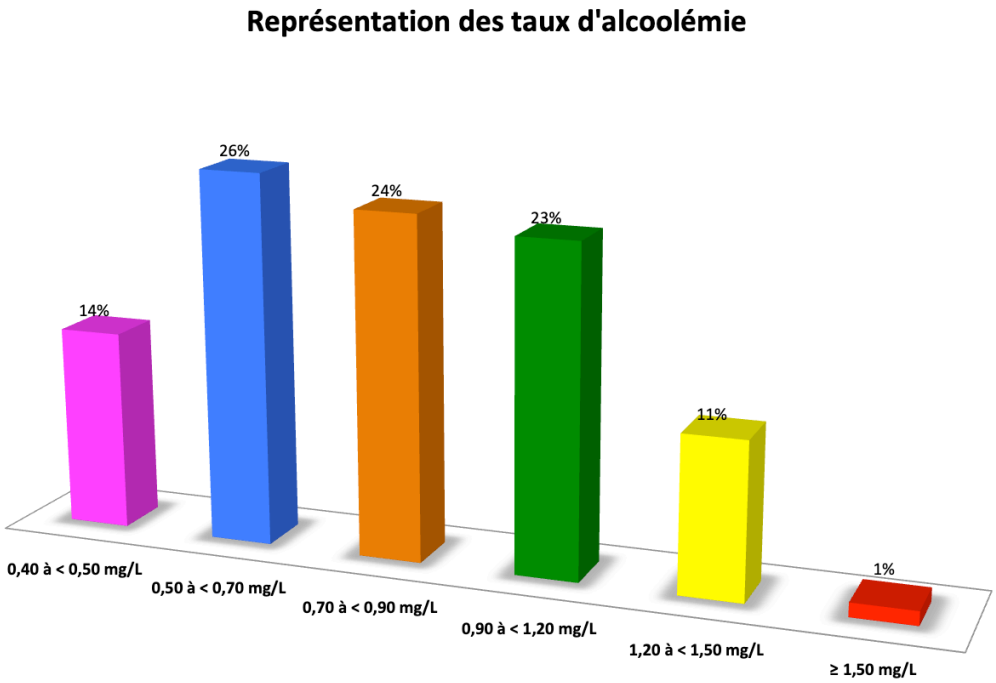


Figure 238

La procédure définissant largement l'éventail des sanctions pénales disponibles, il est somme toute logique, à compter de l'instant où l'analyse a montré que les auteurs primo-délinquants ont été principalement sanctionnés par voie de composition pénale pour les CEA dont le taux est inférieur à 0,70 mg/L d'air expiré, et par voie d'ordonnance pénale délictuelle au-delà de ce taux, que ce soit la **peine d'amende qui soit la plus mobilisée** (Figure 239).

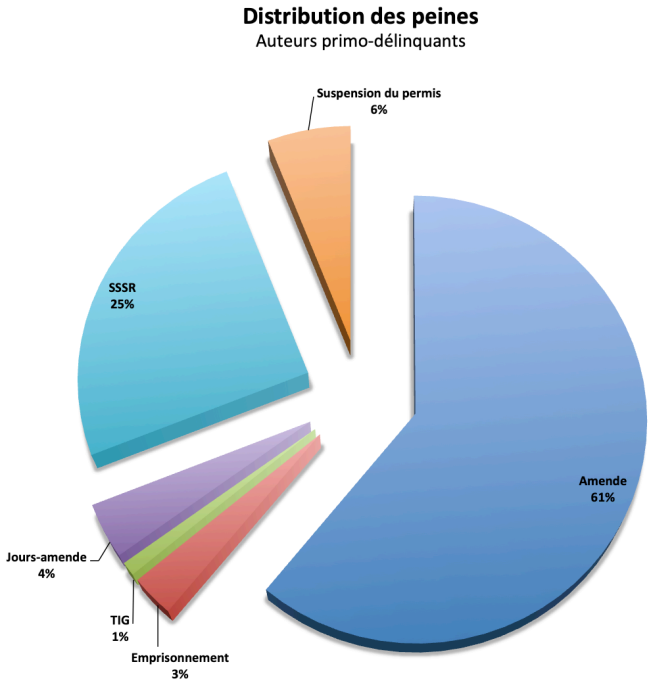


Figure 239

A contrario, en **présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, c'est la peine d'emprisonnement qui est prononcée principalement** (Figure 240).

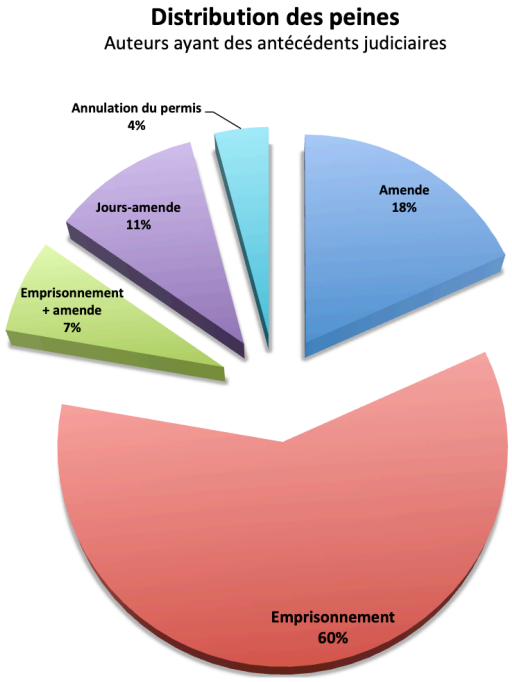


Figure 262

Les résultats obtenus montrent qu'en présence de CEA primaires, les magistrats ont dans la grande majorité des cas prononcés une amende de composition ou peine d'amende, accompagnée d'un stage de sensibilisation à la sécurité routière et d'une suspension du permis de conduire par remise du permis au greffe (Figure 241).

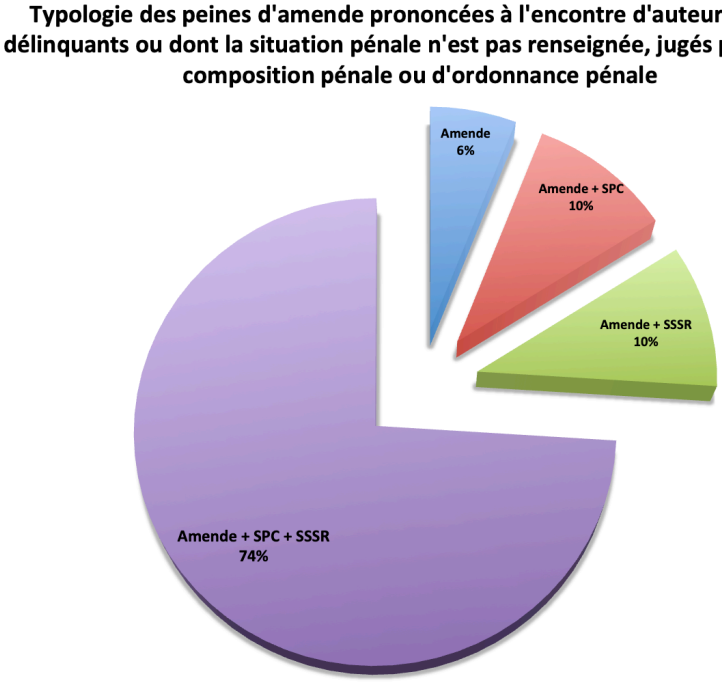


Figure 241

Si les résultats mettent en évidence que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées par le TGI 6, toutes procédures confondues, toutes situations pénales et tous taux d'alcoolémie confondus, s'élève à 342 € avec un écart-type de 196 €, ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne significative, et peut suggérer, en première analyse du moins, que les peines d'amende prononcées dans ce contentieux sur la période considérée sont relativement incohérentes.**[185]

L'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal conduit toutefois à **nuancer cette première analyse** (Figure 242) dès lors que :

- dans 54 % **des cas, les auteurs d'une CEA dont le taux d'alcoolémie est compris entre 0,40 mg/L et 0,90 mg/L d'air expiré** ont été sanctionnés sur la période considérée par une amende de composition ou une peine d'amende dont le *quantum* est fixé à **200 €** ;

- dans **46 % des cas, d'une peine d'amende d'un montant de 300 € lorsque le taux d'alcoolémie est supérieur à 0,90 mg/L d'air expiré**.

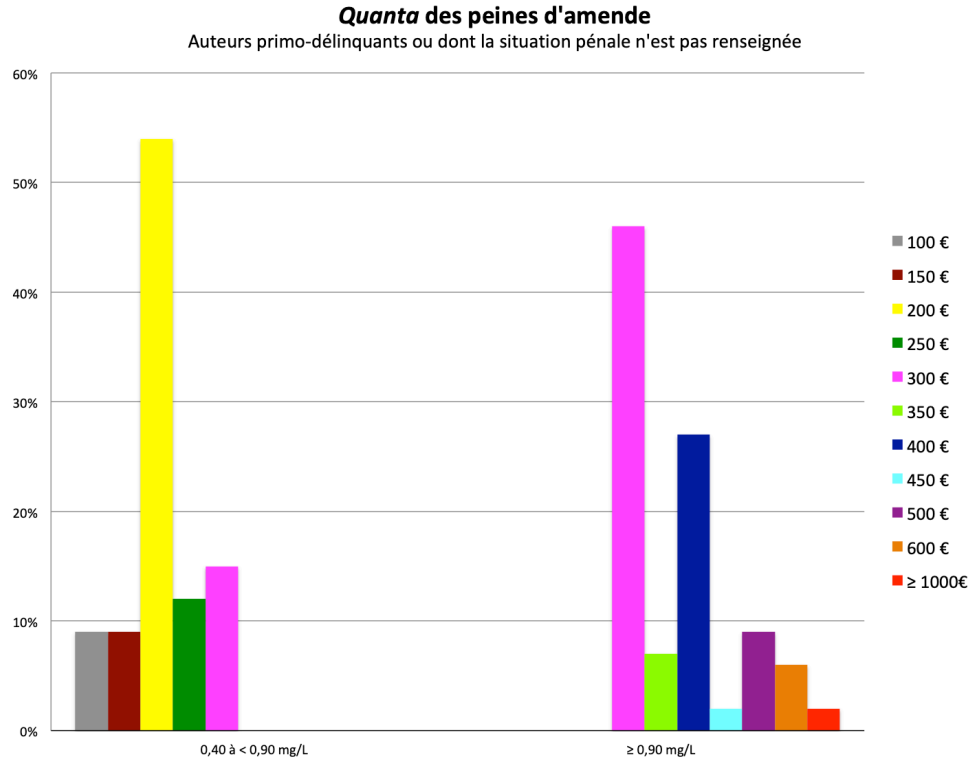


Figure 242

[185] Annexe 14.

En présence d'**auteurs ayant des antécédents judiciaires condamnés à une peine d'emprisonnement**, dans **60 % des cas,** le ***quantum* prononcé est de 3 ou 4 mois** (Figure 243). Les décisions comportant une peine d'amende ne constituant pas un échantillon suffisamment représentatif pour faire l'objet d'une analyse statistique pertinente, aucun résultat ne sera donc présenté.

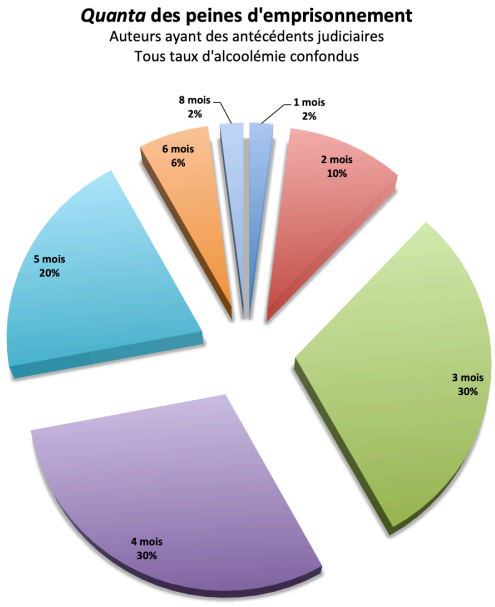


Figure 243

Les résultats font également apparaître que l'**emprisonnement ferme a été privilégié** (Figure 244).

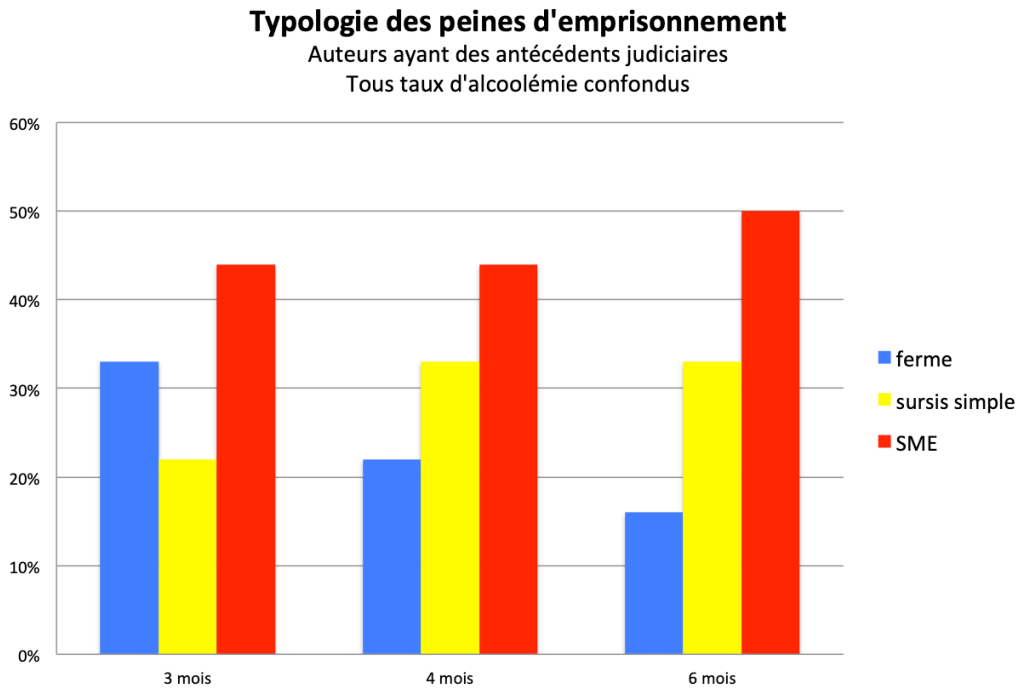


Figure 244

La **grande majorité des décisions** rendues par le TGI 6 dans le contentieux des CEA **comportent des peines complémentaires ou des mesures affectant le permis de conduire,** étant observé toutefois que :

- **Les auteurs primo-délinquants** sont sanctionnés, dans **94 % des cas**, par le prononcé d'une **peine de suspension du permis de conduire** ;

- Les **auteurs ayant des antécédents judiciaires** sont sanctionnés, dans **92 % des cas**, par le prononcé d'une **peine d'annulation du permis de conduire**.

L'existence d'un barème suivi par les magistrats s'imposent avec évidence en présence d'auteurs primo-délinquants (Figure 245).

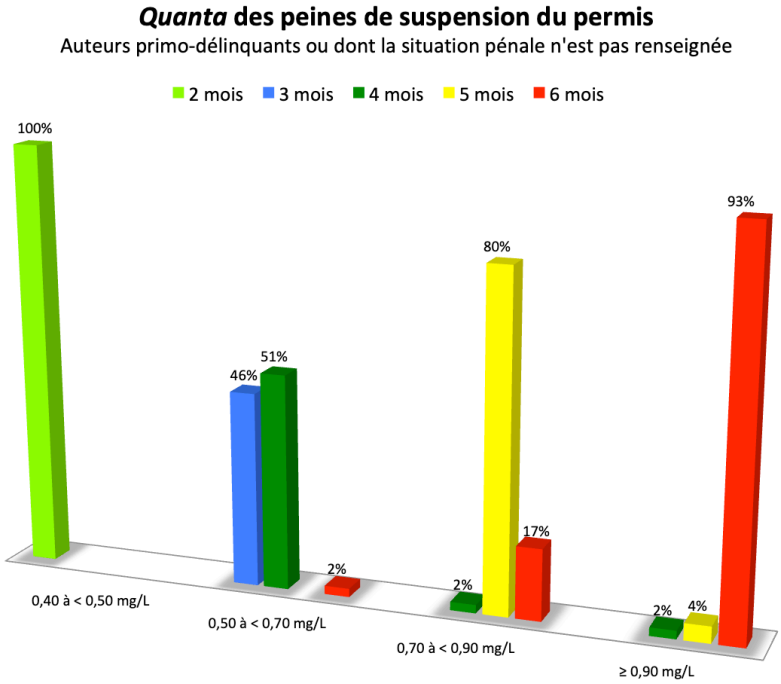


Figure 245

Ce graphique montre la durée de suspension du permis de conduit est fixé à :

- à **2 mois dans 100% des cas** en présence de CEA dont le taux d'alcoolémie est compris entre 0,40 mg/L et 0,50 mg/L d'air expiré ;

- à **5 mois dans 80 % des cas** en présence d'une CEA dont le taux d'alcoolémie est compris entre 0,70 mg/L et 0,90 mg/L d'air expiré ;

- **à 6 mois dans 93 % des cas** pour une CEA dont le taux d'alcoolémie est supérieur à 0,90 mg/L d'air expiré.

- **Entre 3 et 4 mois dans 97 % des cas** pour les CEA dont le taux d'alcoolémie est compris entre 0,50 mg/L et 0,70 mg/L d'air expiré.

En revanche, **la thèse d'un barème ne s'impose pas en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires sanctionnés par une peine d'annulation du permis de conduire** (le nombre de décisions comportant une suspension du permis de conduire étant trop faible pour donner lieu à une exploitation statistique satisfaisante), dès lors qu'une **dispersion significative des *quanta* peut être observée** (Figure 246).

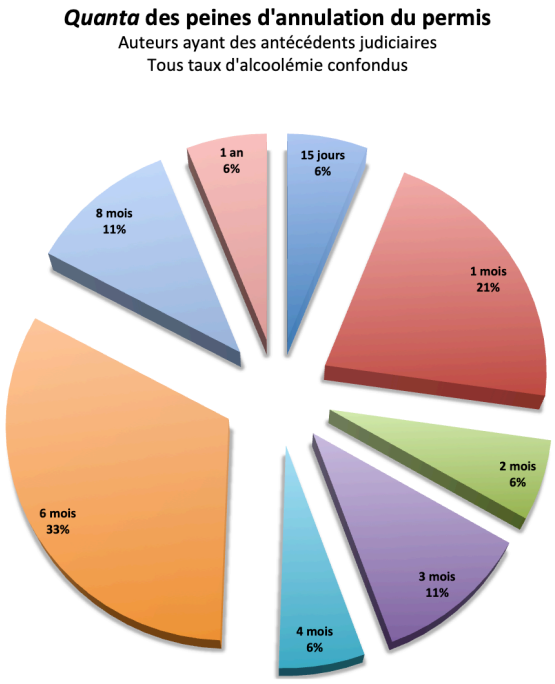


Figure 246

L'équipe de droit pénal attire l'attention du lecteur sur le fait que **67 % des décisions dans l'échantillon analysé ont été rendues par un même magistrat, ce qui doit conduire à relativiser l'ensemble des résultats exposés concernant le TGI 6, lesquels tendent à mettre en évidence l'existence d'un traitement partiellement barémisé du contentieux relatifs aux CEA.**

123. Les résultats au TGI 7. Pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*.

Sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, les faits de défaut de permis représentent 45 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans

l'étude traités par le TGI 7, soit 107 décisions prises par cinq magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale, étant toutefois observé que l'un des magistrats a été l'auteur de 72 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé.

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs jugés sur la période considérée montre que 89 % d'entre eux sont de sexe masculin, 56 % ont entre 30 ans et moins de 50 ans, 29 % se déclarent en couple, 69 % déclarent occuper un emploi contre 16 % qui se déclarent sans emploi, et 0,6 % étudiant(e)s ou retraité(e)s. Leur situation professionnelle n'est pas renseignée dans 0,6 % des cas. Les résultats montrent que les CEA jugées au TGI 7 ont été commises dans la **majorité des cas par des auteurs primo-délinquants**, les auteurs ayant des antécédents judiciaires représentant 22 % des personnes jugées pour une CEA au TGI 7 (Figure 248).[186]

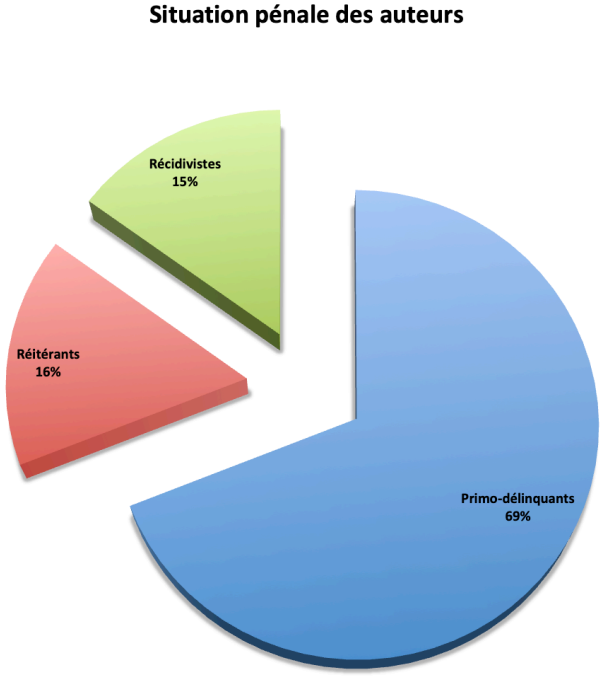


Figure 248

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal fait apparaître que, sur l'échantillon analysé, et toutes situations pénales confondues, les **CEA ayant un taux d'alcoolémie compris entre 0,50 mg/L et 1, 20 mg/L d'air expiré sont les plus représentées** (Figure 249).

[186] Annexe 7.

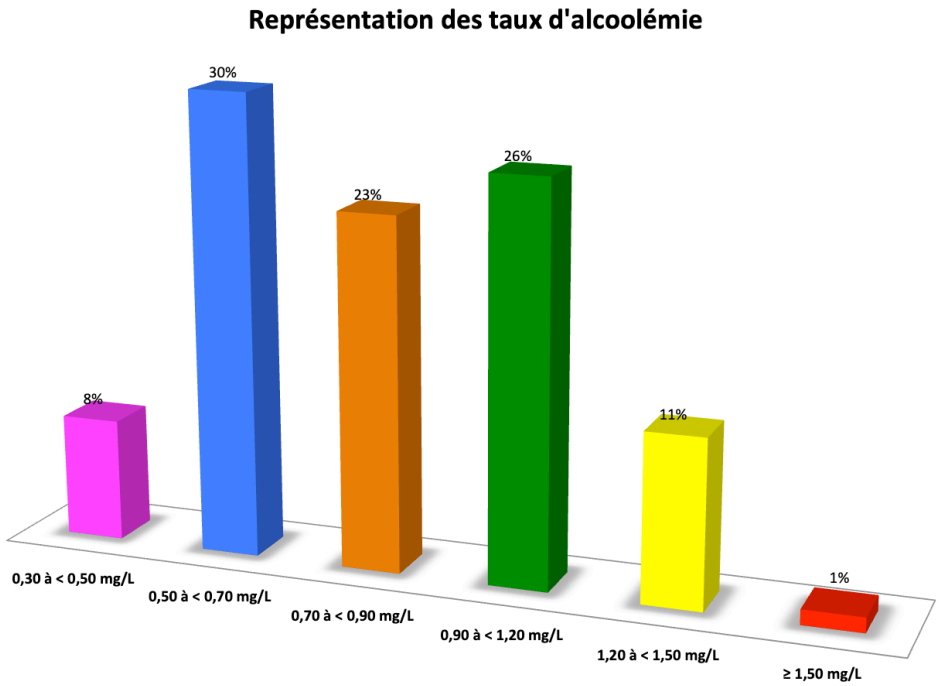


Figure 249

La procédure définissant largement l'éventail des sanctions pénales disponibles, il est somme toute logique, à compter de l'instant où l'analyse a montré que les auteurs primo-délinquants ont été principalement sanctionnés par voie de composition pénale ou d'ordonnance pénale délictuelle, que ce soit la peine d'amende qui soit la plus mobilisée (Figure 250). *A contrario*, c'est la peine d'emprisonnement qui est la plus mobilisée en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires (Figure 251).

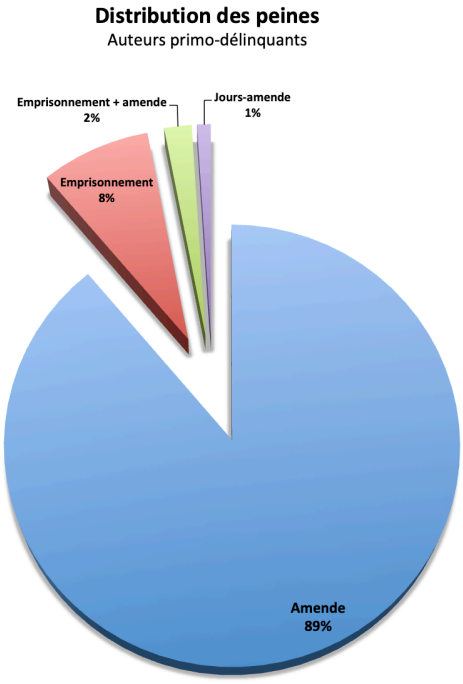


Figure 250

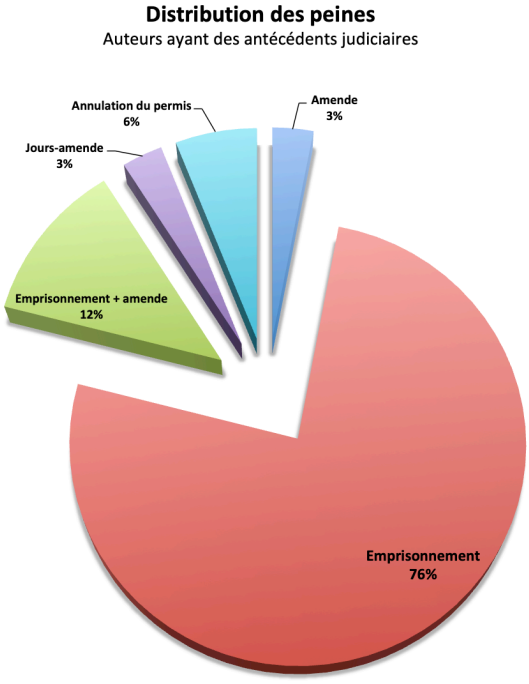


Figure 251

Si les résultats mettent en évidence que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées par le TGI 6, toutes procédures confondues, toutes situations pénales et tous taux d'alcoolémie confondus, s'élève à 278 € avec un écart-type de 111 €, ce qui montre une **dispersion autour de la moyenne relativement modérée, et peut suggérer, en première analyse du moins**, que les peines d'amende prononcées dans ce contentieux sur la période considérée sont relativement cohérentes, ce qui peut induire l'existence d'un barème.[187]

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met plutôt en évidence une **dispersion significative des *quanta* des amendes de composition ou peines d'amende prononcées dans le cadre des procédures de composition pénale ou d'ordonnance pénale délictuelle** (Figure 252).

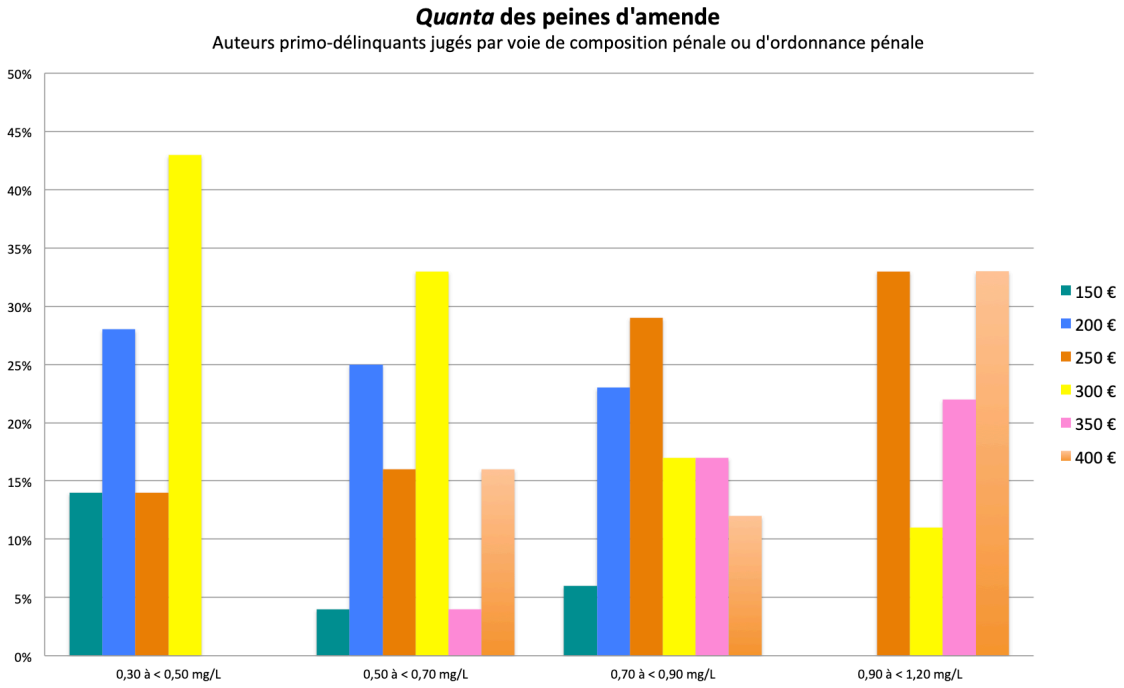


Figure 252

Un constat relativement similaire peut être opéré à l'encontre des **auteurs primo-délinquants ayant été condamnés à une peine d'emprisonnement dans le cadre de la procédure de CRPC** puisque les résultats issus des décisions analysées, peu nombreuses il est vrai mais constituant néanmoins un échantillon suffisamment représentatif, montrent que, **deux *quanta* sont systématiquement prononcés dans des proportions similaires, quelque soit le taux d'alcoolémie constaté** (Figure 253).

[187] Annexe 14.

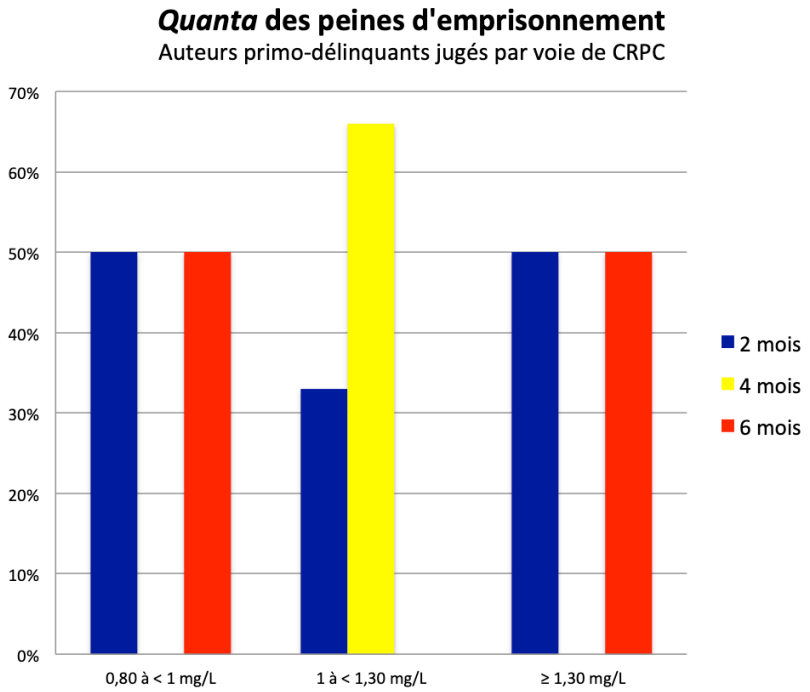


Figure 253

L'analyse montre également que, **dans 65 % des cas, c'est un *quantum* de 4 mois** qui a été retenu en présence d'une CEA dont le **taux d'alcoolémie est compris entre 1 mg/L et 1, 20 mg/L d'air expiré**. L'on peut également constater que **l'intégralité des peines d'emprisonnement prononcées à l'encontre d'auteurs primo-délinquants poursuivis et jugés dans le cadre d'une procédure de CRPC sont assorties d'un sursis simple ou d'un SME** (Figure 254).

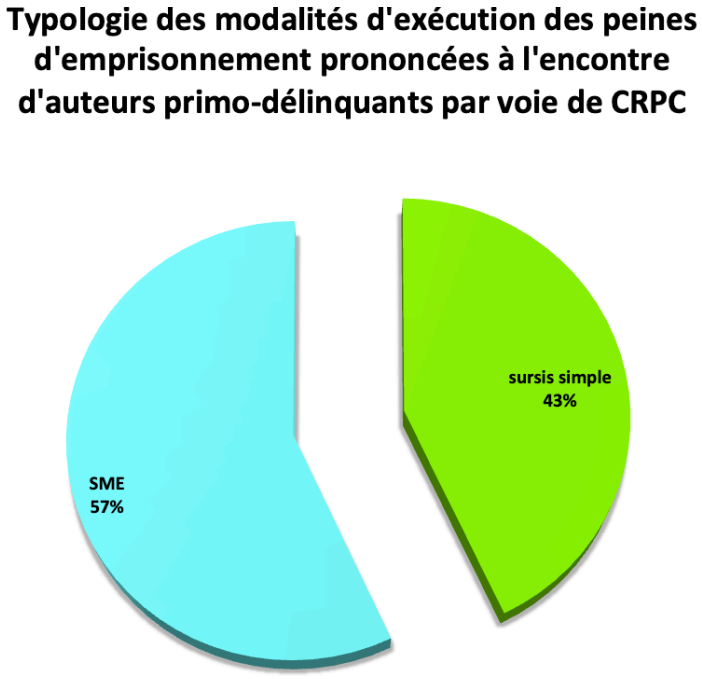


Figure 254

En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que, **dans 56 % des cas, un *quantum* de 3 ou 4 mois** a été prononcé en répression d'une CEA (Figure 255).

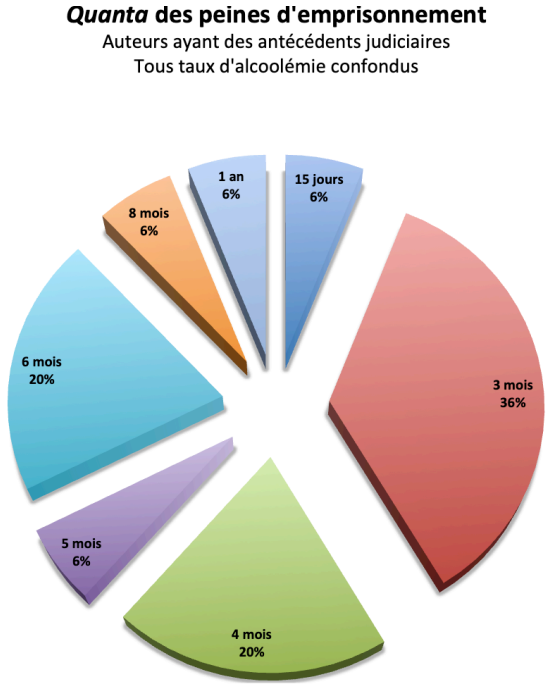


Figure 255

Ces résultats font apparaître que **le critère efficient guidant les juges étant la situation pénale de l'auteur, et dans une moindre mesure la gravité de la CEA commise, critère servant le plus souvent de variable d'ajustement à la peine prédéfinie au regard des seuls antécédents judiciaires du prévenu**.

L'analyse menée par l'équipe de droit pénal montre, par ailleurs, que **des différences notables apparaissent dans les pratiques relatives à la détermination des modalités d'exécution des peines d'emprisonnement prononcées** à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, selon que ceux-ci sont réitérants (Figure 256) ou en état de récidive légale (Figure 257).

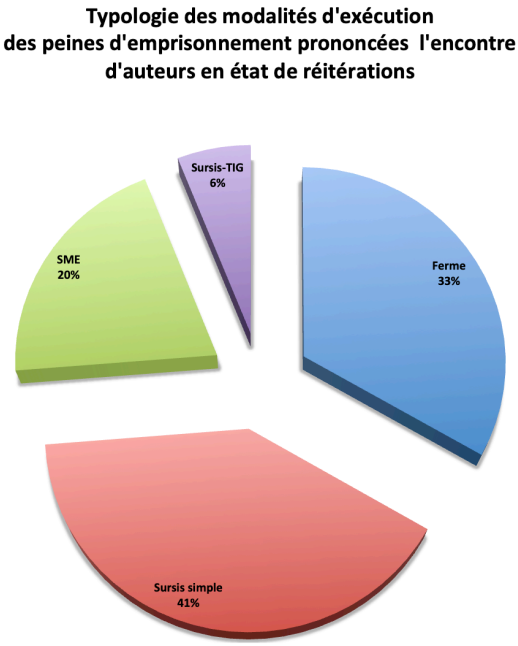


Figure 256

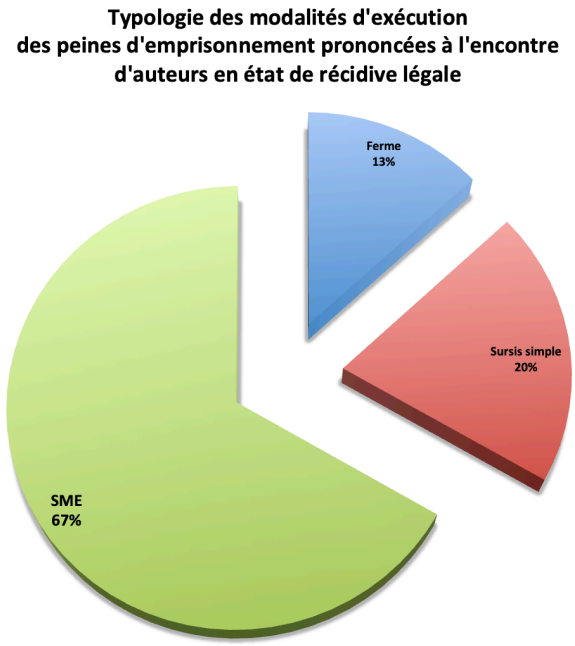


Figure 257

La surreprésentation du SME pour les auteurs se trouvant en état de récidive légale tient au souci des magistrats de contraindre les auteurs les plus récalcitrants à modifier leur mode de vie à suivre une obligation de soins ou une obligations de suivre une formation ou d'occuper un emploi. *A contrario*, en présence d'auteurs multiréitérants ayant déjà bénéficié d'un ou plusieurs SME à l'occasion de condamnations précédentes, les magistrats prononcent plutôt des peines fermes. Le taux de peine d'emprisonnement ferme s'explique aussi dans cette juridiction par la pratique consistant pour certains magistrats à prononcer systématiquement une peine d'emprisonnement ferme en présence de prévenus convoqués devant le tribunal correctionnel n'ayant pas comparu et n'étant pas représentés ; pratiques rencontrées dans quasiment toutes les juridictions, mais qui prend au TGI 7 un importance particulière dans la mesure où le taux de prévenus non comparant et non représentés est significatif sur la période considérée.

Concernant les peines complémentaires, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met en évidence que les **auteurs primo-délinquants, quelque soit le taux d'alcoolémie sanctionné, ont été condamné dans 95 % des cas à une peine de suspension du permis de conduire** (Figure 258), alors qu'en présence **d'auteurs ayant des antécédents judiciaires**, les résultats font plutôt apparaître une **répartition quasi-égale des condamnations à une peine de suspension du permis de conduire et d'annulation du permis de conduire** (Figure 259).

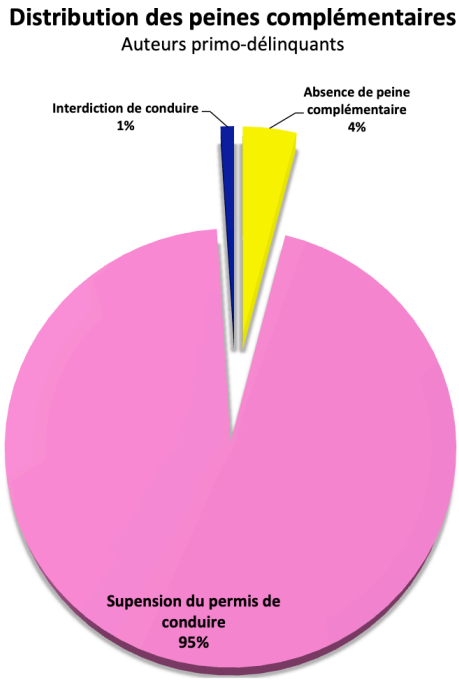


Figure 258

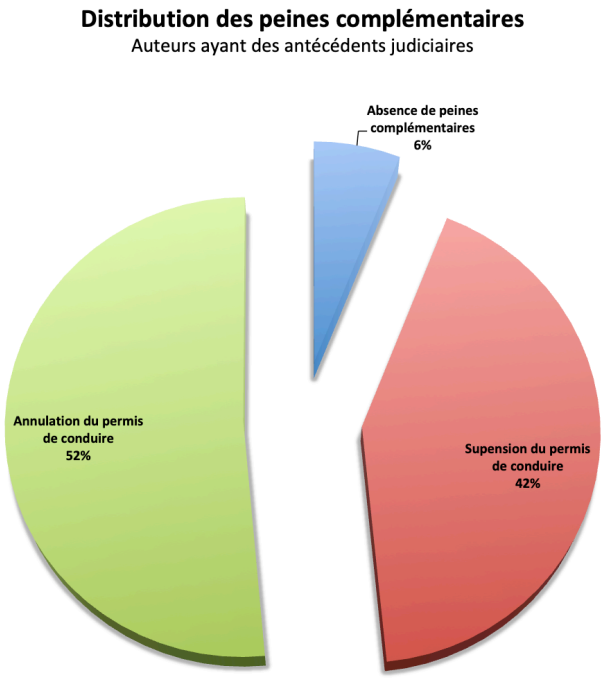


Figure 259

L'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal met clairement en évidence **l'existence d'un barème puisqu'en présence d'auteurs primo-délinquants, les peines de suspension du permis de conduire prononcées sur la période considérée ont un *quantum* de 6 mois dans 65 % des cas** (Figure 260), ce chiffre tombant à 51 % en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, ce qui témoigne, d'une plus grande dispersion des *quanta* en présence de ce type d'auteurs (Figure 261).

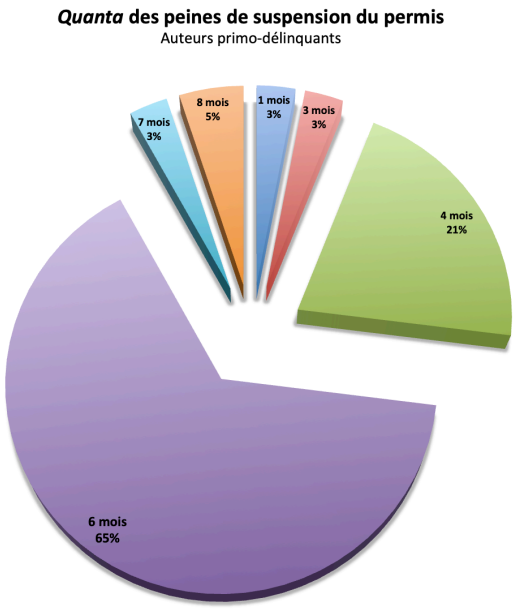


Figure 260

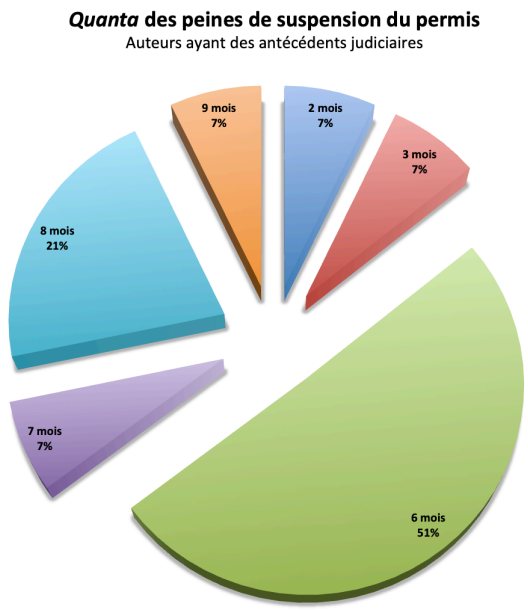


Figure 261

Dans le champ des peines d'annulation du permis de conduire exclusivement prononcées à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, l'analyse de l'équipe de droit pénal montre, en revanche, une **dispersion significative des quanta**, de sorte que la thèse d'un barème suivi par les magistrats du TGI 7 dans le prononcé de ce type de peine doit être rejetée ici.

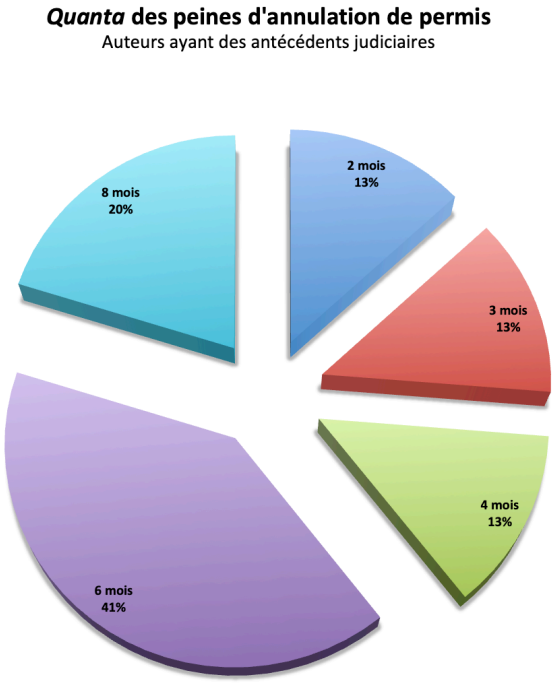


Figure 262

L'équipe de droit pénal attire l'attention du lecteur sur le fait que **67 % des décisions dans l'échantillon analysé ont été rendues par un même magistrat, ce qui doit conduire à relativiser l'ensemble des résultats exposés concernant le TGI 6, lesquels tendent à mettre en évidence l'existence d'un traitement partiellement barémisé du contentieux relatifs aux CEA**.

2.1.2 – Le traitement judiciaire des conduites sous l'emprise de stupéfiants

124. Représentation du contentieux des CES dans les TGI étudiés. Selon la Sécurité Routière, en 2017, 23 % des personnes décédées sur les routes ont été tuées dans un accident impliquant un conducteur sous l'emprise de stupéfiants. La conduite sous l'emprise du cannabis double le risque d'être responsable d'un accident mortel. La moitié des conducteurs contrôlés positifs aux stupéfiants a également un taux d'alcool illégal. Le cocktail cannabis/alcool multiplie par 29 le risque de causer un accident mortel. Les conducteurs contrôlés positifs aux stupéfiants dans les accidents

mortels sont à 93 % des hommes, et représentent 28 % des 18-24 ans et 37 % des 25-34 ans. Ces données justifient la mise en œuvre d'une répression pénale particulièrement rigoureuse pour lutter contre ce type de comportements particulièrement dangereux, et auquel l'ensemble des acteurs judiciaires sont sensibilisés depuis de nombreuses années maintenant. **L'analyse des décisions de justice recueillies lors de la présente recherche montre que les CES ne constituent pas un véritable contentieux de masse dans la grande majorité des TGI étudiés** (Figure 284), le nombre de décisions étant relativement peu important, par comparaison, par exemple, aux décisions de condamnations pour conduite sous l'empire d'un état alcoolique ou pour défaut de permis.

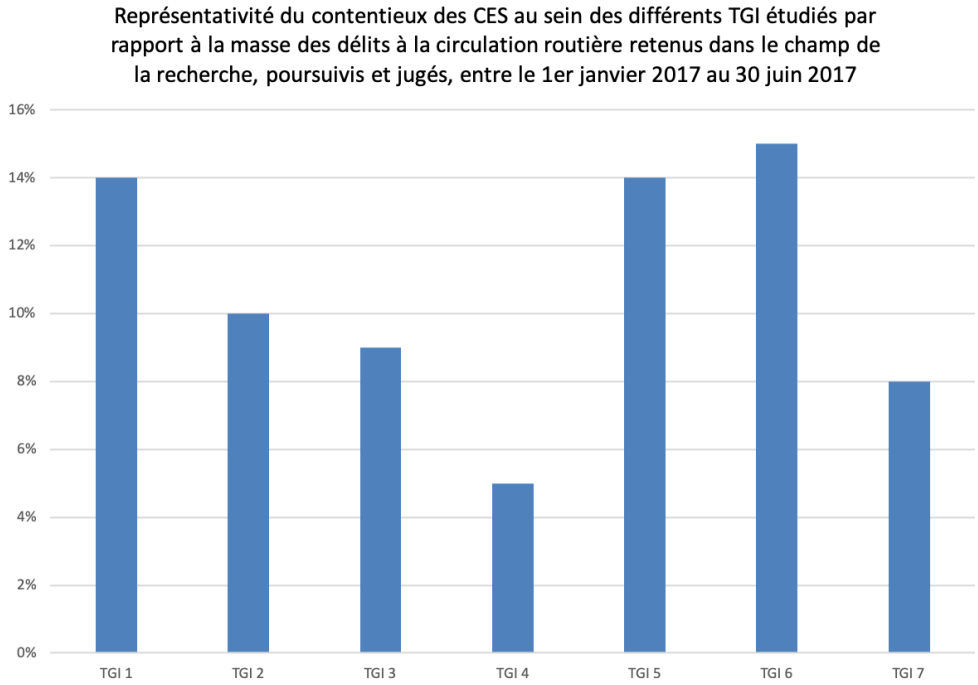


Figure 263

Reste qu'en dépit d'un nombre de décisions moins importants que dans les autres contentieux, les résultats obtenus dans ce contentieu ont toutefois permis d'établir une cartographie relativement précise des pratiques à l'œuvre dans le traitement judiciaire de ce contentieux au sein des parquets (1.1.1.1), des sept TGI (1.1.1.2) et trois cours d'appel (1.1.1.3) retenus dans le cadre de l'étude sur la période considérée.

2.1.2.1 – Le traitement des CES par les parquets

125. Des schémas d'orientation peu diversifiés. L'équipe de droit pénal observe une faible diversité des schémas d'orientation dans le traitement des CES, limitant, de fait, les disparités entre les différents ressorts étudiés, plus encore en présence

d'auteurs ayant des antécédents judiciaires qu'en présence d'auteurs primo-délinquants (Figures 264 & 265). L'analyse montre que **certains parquets présentent des schémas d'orientation identiques**, ce qui est le cas des barèmes élaborés par les parquets des TGI et TGI 9 par exemple, **ou des similitudes intéressantes, que ce soit en présence d'auteurs primo-délinquants** (Figure 264), **ou d'auteurs ayant des antécédents judiciaires** (Figure 265), **alors que ces TGI ne sont pas toujours situés dans le ressort de la même cour d'appel**. L'équipe de droit pénal observe, ensuite, que **les critères à partir desquels le choix de la procédure s'effectue sont relativement simples, pour ne pas dire simplistes, lorsque ces derniers sont renseignés**, ce qui est dans les TGI 2, TGI 8, et TGI 9, par exemple, **en présence d'auteur primo-délinquants**. Dans certains parquets, les critères devant guider le choix du magistrat ne sont tout simplement pas indiqué (TGI 5 par exemple pour les primo-délinquants ou TGI 8 en présence d'auteurs en état de récidive légale).

Schéma d'orientation des procédures en présence d'auteurs primo-délinquants ayant commis une CES

TGI 1	TGI 2	TGI 3	TGI 4	TGI 5	TGI 6	TGI 7	TGI 8	TGI 9
OP si l'usage est ancien	OPD si TCH-COOH < 40		CP	OPD ou COPJ	CP	CP	CP Prise ≥ 6 h avant prélèvement	OPD si TCH-COOH < 40
CRPC	CRPC si TCH-COOH ou polytox > 40		OPD si refus ou échec CP		OPD si refus ou échec CP	OPD si refus ou échec CP	OPD si canabis (prise récente 3 à 6 h avant prélèvement) ou autre stupéfiants (cocaïne, héroïne, etc).	CRPC si TCH-COOH ou polytox > 40

Figure 264

Schéma d'orientation des procédures en présence d'auteurs d'une CES ayant des antécédents judiciaires

TGI 1	TGI 2	TGI 4	TGI 5	TGI 6	TGI 7	TGI 8		TGI 9
CRPC COPJ	CRPC COPJ	Défèrement CPPV CI 1ère réitération immédiate ou multirétérations	CRPC COPJ	OPD 1ère réitération après CP	CRPC COPJ 1ère réitération ou récidive	Réitérants OPD Prise ≥ 6 h avant prélèvement OU CRPC Prise récente	Récidivistes COPJ CPPV CI	CRPC COPJ
				CRPC COPJ 2e réitération ou récidive tous les cas				
				Défèrement CPPV CI Réitération ou récidive immédiate (moins de 18 mois) avec taux > 1,30 mg/L ou multirétérations	CPPV CI 1ère réitération immédiate ou multirétérations			

Figure 265

L'ensemble des tableaux exposés *supra* témoignent de la **faible diversité des choix de politique pénale opérés par les différents parquets étudiés, et, par voie de conséquence, du faible taux de disparités qui en résultent pour les justiciables entre les différents ressorts**. Reste que des disparités peuvent toutefois être observées. Sans reprendre le raisonnement déjà tenu dans les autres contentieux, le choix de traiter les faits de CES par voie de composition pénale ou d'ordonnance pénale délictuelle, c'est décider, au-delà de la nature et du *quantum* des sanctions pénales prononçables, d'inscrire l'individu dans un parcours pénal pour l'avenir dès lors que, si les deux décisions ont vocation à être inscrites au casier judiciaire, seule la première constituera le premier terme de la récidive. Le choix de poursuivre un individu par voie de CRPC ouvre la possibilité de proposer à ce dernier une peine d'emprisonnement qu'il ne serait pas possible de prononcer dans le cadre de l'ordonnane pénale délictuelle ou de la composition pénale, si tant est que le barème prévoit bien une telle possibilité dans les solutions offertes au stade de la détermination des peines prononçables. En présence d'auteurs ayant des antécédents judiaires, l'on retrouve les filières de poursuites classiquement retenues en présence de ce type d'auteurs, selon des distinctions déjà rencontrées lors de l'examen des barèmes construits utilisés dans le traitement des CEA.

126. L'existence de marqueurs pénaux dans certains parquets. L'analyse met en évidence que, **si la situation pénale des auteurs structure très largement l'ensemble des barèmes recueilis, certains barèmes se distinguent par l'utilisation de marqueurs pénaux plus spécifiques, tels que l'ancienneté de la prise, le taux de THC-COOH présenté par l'auteur** (barèmes des procureur de la République des TGI 2 et TGI 9), **ou encore délai entre la prise des produits stupéfiants et le prélèvement** (barème du procureur de la République du TGI 8). Ces barèmes présentent l'intérêt d'offrir des critères précis et objectifs devant guider le magistrat dans la construction de sa décision. **Ces critères ne sont toutefois pas aisés à manipuler en pratique**, les magistrats du parquet devant prendre très rapidement une décision, certains, comme le délai écoulé entre la prise des produits stupéfiants et le prélèvement ne sont pas systématiquement connus au moment où les forces de l'ordre contactent la permanence téléphonique afin de connaître les suites données à l'affaire, ni toujours communiqués lors du compte-rendu fait au parquet.

127. Délimitation de l'éventail des peines encourues. L'article L. 235-1 du Code de la route prévoit que, « *toute personne qui conduit un véhicule ou qui accompagne un élève conducteur alors qu'il résulte d'une analyse sanguine ou salivaire qu'elle a fait usage de substances ou plantes classées comme stupéfiants est punie de deux ans d'emprisonnement et de 4 500 euros d'amende. […] II.-Toute personne coupable […] encourt également les peines complémentaires suivantes : 1° La suspension pour une durée de trois ans au plus du permis de conduire ; […] ; 2° L'annulation du permis de conduire avec interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau permis pendant trois ans au plus ; 3° La peine de travail d'intérêt général […] ; 4° La peine de jours-amende […] ; 5° L'interdiction de conduire certains véhicules terrestres à moteur, y compris ceux pour la conduite desquels le permis de conduire n'est pas exigé, pour une durée de cinq ans au plus ; 6° L'obligation d'accomplir, à ses frais, un stage de sensibilisation à la sécurité routière ; 7° L'obligation d'accomplir, à ses frais, un stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants. IV.-Les délits prévus par le présent article donnent lieu de plein droit à la réduction de la moitié du nombre maximal de points du permis de conduire.* »

128. Un éventail des peines peu mobilisé. L'ensemble des barèmes dont l'équipe de droit pénal dispose à ce jour montre que **la répression des CES**, à l'instar de celle des CEA, s'exprime principalement, **pour les auteurs primo-délinquants, par la mobilisation de la peine d'amende, de la peine de stage de sensibilisation à la sécurité routière, et des peines complémentaires de suspension ou d'annulation du permis de conduire** (Figure 266), **tandis qu'en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires**, il sera remarqué qu'à l'instar de ce qui a déjà pu être observé, l'ensemble des parquets, à l'exception notable toutefois du barème du procureur de la République du TGI 8 en présence d'auteurs réitérants, **abandonnent au magistrat en charge de la poursuite le soin de déterminer la nature et le *quantum* de la ou des peines prononçables en fonction des critères d'individualisation des peines classiques que sont la gravité de l'infraction, le passé pénal de l'auteur, sa situation professionnelle, familiale, ou encore économique** (Figure 267).

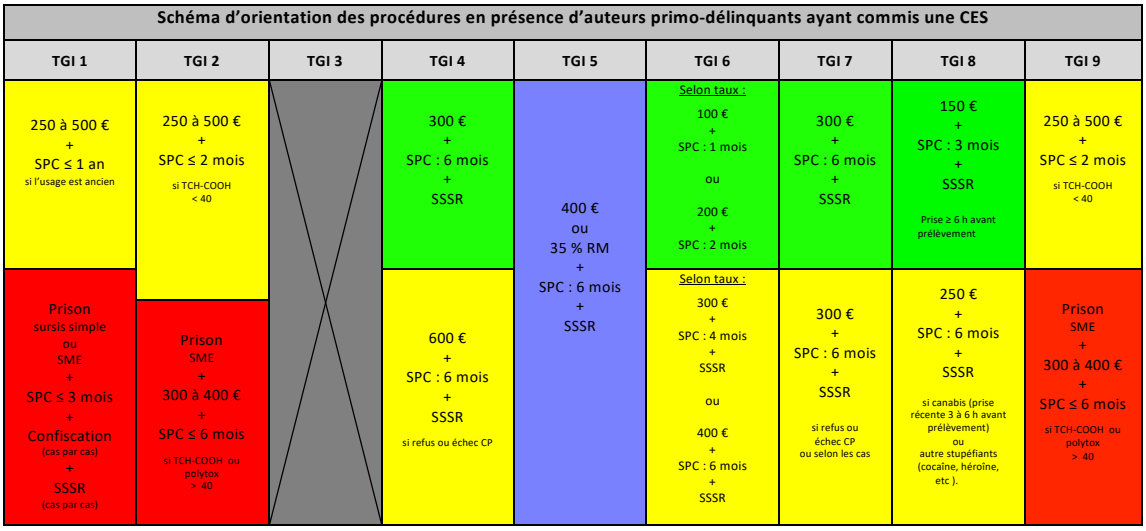


Schéma d'orientation des procédures en présence d'auteurs primo-délinquants ayant commis une CES								
TGI 1	TGI 2	TGI 3	TGI 4	TGI 5	TGI 6	TGI 7	TGI 8	TGI 9
250 à 500 € + SPC ≤ 1 an si l'usage est ancien	250 à 500 € + SPC ≤ 2 mois si TCH-COOH < 40		300 € + SPC : 6 mois + SSSR	400 € ou 35 % RM + SPC : 6 mois + SSSR	Selon taux : 100 € + SPC : 1 mois ou 200 € + SPC : 2 mois	300 € + SPC : 6 mois + SSSR	150 € + SPC : 3 mois + SSSR Prise ≥ 6 h avant prélèvement	250 à 500 € + SPC ≤ 2 mois si TCH-COOH < 40
Prison sursis simple ou SME + SPC ≤ 3 mois + Confiscation (cas par cas) + SSSR (cas par cas)	Prison SME + 300 à 400 € + SPC ≤ 6 mois si TCH-COOH ou polytox > 40		600 € + SPC : 6 mois + SSSR si refus ou échec CP		Selon taux : 300 € + SPC : 4 mois + SSSR ou 400 € + SPC : 6 mois + SSSR	300 € + SPC : 6 mois + SSSR si refus ou échec CP ou selon les cas	250 € + SPC : 6 mois + SSSR si canabis (prise récente 3 à 6 h avant prélèvement) ou autre stupéfiants (cocaïne, héroïne, etc).	Prison SME + 300 à 400 € + SPC ≤ 6 mois si TCH-COOH ou polytox > 40

Figure 266

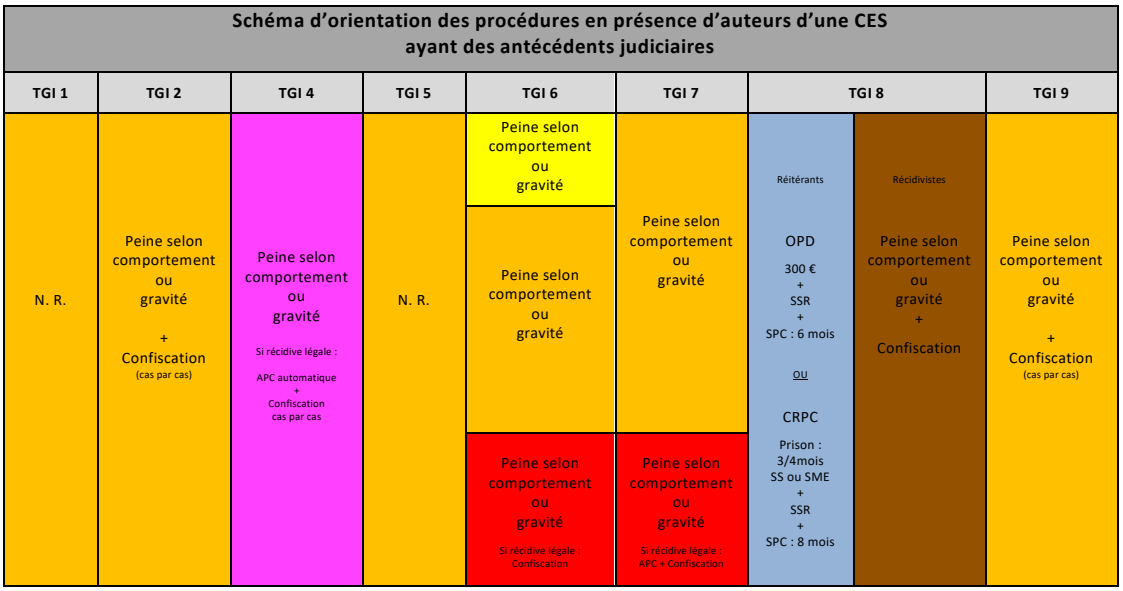


Schéma d'orientation des procédures en présence d'auteurs d'une CES ayant des antécédents judiciaires								
TGI 1	TGI 2	TGI 4	TGI 5	TGI 6	TGI 7	TGI 8		TGI 9
N. R.	Peine selon comportement ou gravité + Confiscation (cas par cas)	Peine selon comportement ou gravité Si récidive légale : APC automatique + Confiscation cas par cas	N. R.	Peine selon comportement ou gravité	Peine selon comportement ou gravité	Réitérants OPD 300 € + SSR + SPC : 6 mois ou CRPC Prison : 3/4mois SS ou SME + SSR + SPC : 8 mois	Récidivistes Peine selon comportement ou gravité + Confiscation	Peine selon comportement ou gravité + Confiscation (cas par cas)
				Peine selon comportement ou gravité				
				Peine selon comportement ou gravité Si récidive légale : Confiscation	Peine selon comportement ou gravité Si récidive légale : APC + Confiscation			

Figure 267

En pareille hypothèse, c'est donc **l'intégralité des peines théoriquement encourues qui sont disponibles qui peuvent être mobilisées. Certains barèmes précisent l'utilisation qui peut être fait de certaines peines,** telle la peine de confiscation dont on peut constater qu'elle fait l'objet d'application diversifiée selon les ressorts, certains l'envisageant simplement comme possible, à charge pour le magistrat du parquet d'apprécier son opportunité, là où d'autres semblent l'imposer, notamment en présence d'auteurs se trouvant en état de récidive légale. Il sera par ailleurs rappelé que **selon la filière de poursuites empruntée, ou dont le barème recommande l'utilisation, le magistrat ne dispose pas de l'intégralité des peines théoriquement encourues, mais seulement des peines susceptibles d'être proposées ou requises,**

dans leur nature comme dans leur *quantum*, dans le cadre de telle ou telle procédure, ce qui est particulièrement le cas dans l'hypothèse de la composition pénale ou des procédures de poursuites alternatives que sont l'ordonnance pénale délictuelle ou la CRPC, celles-ci plafonnant par exemple, le montant de l'amende susceptible d'être prononcé pour la première, le *quantum* de la peine d'emprisonnement pour la seconde. De fait, si l'intégralité des peines théoriquement encourues sont disponibles en pareille hypothèse, la décision du magistrat en charge de la poursuite est en réalité encadrée par le choix de la filière de poursuites utilisé pour traiter le cas dont il se trouve saisi.

129. Variations autour des *quanta*. L'analyse montre qu'**en présence d'auteurs primo-délinquants, des disparités importantes peuvent être constatées**. Alors que certains barèmes ne visent d'une fourchette de *quanta* possibles relativement large (barèmes des procureurs de la République des TGI 1, TGI 2 et TGI 9), d'autres prévoient un ***quantum* fixe dont la sévérité varie dans des proportions importantes selon les ressorts** (Figure 266), qu'il s'agisse des amendes de composition ou peines d'amende, comme des suspension du permis de conduire. Par ailleurs, **certains barèmes envisagent la possibilité de proposer une peine d'emprisonnement dans les modalités d'exécution sont définis, au moins sur le principe par le barème, mais non le *quantum*** (barèmes des procureurs de la République des TGI 1, TGI 2 et TGI 9), selon les cas déterminés par ces mêmes barèmes. De fait, si une **relative homogénéité dans les pratiques pouvait résulter de l'étude des différents schémas d'orientation, l'analyse des solutions proposées par les différents barèmes dans le champ des peines prononçables montre que des disparités réelles existent entre les territoires, et qu'à fait identique, les auteurs de CES ne recevront pas la même réponse pénale selon qu'ils seront jugés sur tel ou tel ressort**. L'on pourrait penser que l'élaboration des barèmes dans le traitement des CES est étroitement liée aux orientations de politique pénale prises dans le champ de la lutte contre les infractions en matière de stupéfiants avec les enjeux de santé publique que l'on sait. Pourtant, les barèmes retenant les solutions les plus sévères ne sont pas nécessairement ceux émanant de ressorts sur lesquels la délinquance en lien avec les stupéfiants serait particulièrement développée.

130. L'application effective des solutions retenues par les barèmes dans les pratiques parquetières. La rechercher menée a conduit l'équipe de droit pénal à s'interroger sur l'application effective des solutions retenues par les barèmes dans les pratiques parquetières, ce qui revient à poser la question de leur normativité. L'analyse des résultats issus du traitement statistique du contenu des décisions de justice permet de dresser un cartographie relativement précise des pratiques des différents parquets ayant participé à la recherche.

Au TGI 1, les résultats montrent que **77 % des CES poursuivies ont été commises par des auteurs primo-délinquants** (Figure 268).[188]

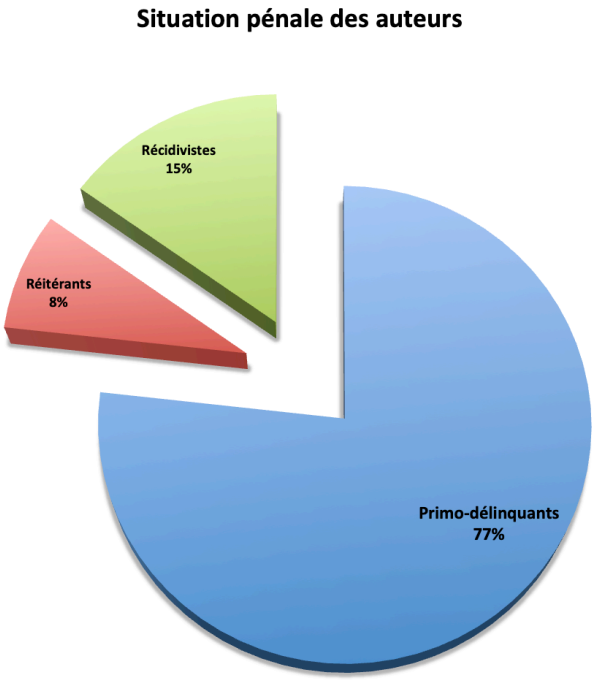


Figure 268

Dans le même temps, les résultats montrent que, quelque soit la situation pénale des auteurs, 48 % des CES ayant été traitées par voie de composition pénale ; 21 % par voie de CRPC ; 20 % par voie d'ordonnance pénale délictuelle, et 10 % par voie de COPJ.[189] L'analyse statistique de la pratique parquetière de ce TGI réalisée par l'équipe de droit pénal (Figure 269) montre que le **schéma d'orientation des procédures retenu par le barème n'est pas réellement appliqué en pratique en présence d'auteurs primo-délinquants**.

[188] Annexe 1
[189] Annexe 1

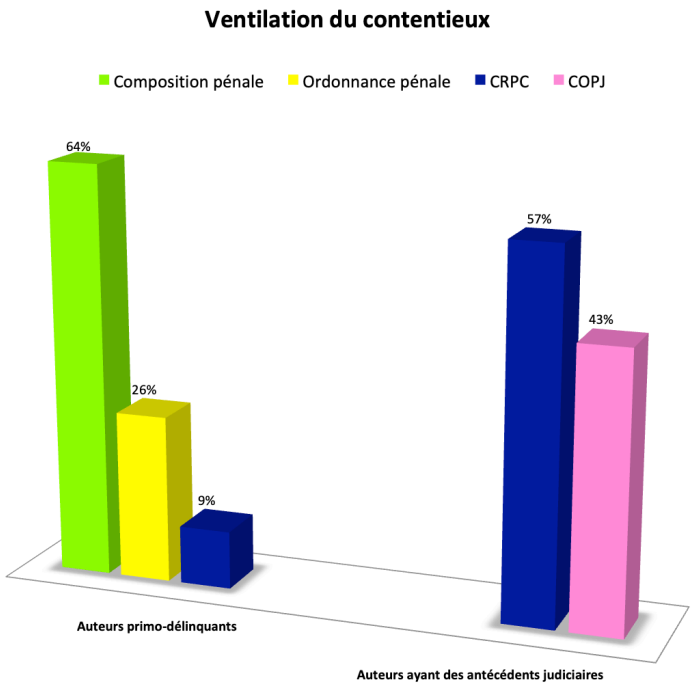


Figure 269

En effet, l'analyse montre que **la réalité de la pratique parquetière est nettement plus diversifiée que ce que les solutions du barème pourraient laisser penser**. Alors que ce dernier préconise de poursuivre ce type d'auteurs par voie d'ordonnance pénale lorsque la prise de stupéfiants est ancienne, et par voie de CRPC dans les autres cas, l'analyse montre les auteurs primo-délinquants ont été majoritairement sanctionnés par voie de composition pénale, et dans une bien moindre mesure, par voie d'ordonnance pénale ou de CRPC. Le barème n'envisage pas la procédure de composition pénale comme une filière procédurale possible dans le traitement des CES. En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires en revanche, l'analyse montre que les recommandations du barème sont effectivement appliquées. Les divergences constatées entre les solutions retenues par le barème et la ventilation effective du contentieux telle qu'elle apparaît à l'aune de l'analyse des décisions de justice rendues sur la période considérée peuvent s'expliquer par le fait que notre recherche s'est déroulée au moment même où un changement à la tête du parquet du TGI 1 est intervenu. Lors de nos rencontres, le nouveau procureur de la République a exprimé le souhait de revoir le barème appliqué jusqu'alors, et qui nous a été communiqué dans l'attente de l'élaboration du nouveau barème. Les résultats exposés ci-dessus nous semblent donc refléter les mutations en cours dans le schéma d'orientation des procédures, sans que ces derniers, à la date du 30 juin 2017, n'aient été encore formalisés au sein d'un document qui aurait pu nous être communiqué.

Au TGI 2, les résultats montrent que les CES poursuivies par le parquet du TGI 2 ont été commises **dans plus de la moitié des cas par des auteurs primo-délinquants** (Figure 270).[190]

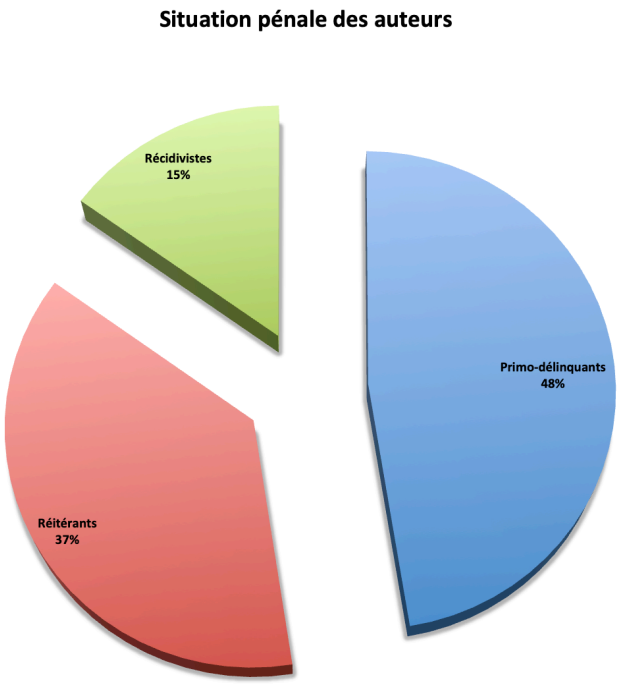


Figure 270

Ils mettent également en évidence que, quelque soit la situation pénale des auteurs, **39 % des CES ont été poursuivies sur la période considérée dans le cadre de la procédure d'ordonnance pénale délictuelle** ; 27 % par voie de CRPC ; et 27 % par voie de COPJ[191], étant souligné qu'en raison de contigences matérielles, il n'a **pas été possible d'accéder aux ordonnances de validation de composition pénale** rendues sur la période considérée par le TGI 2.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal permet toutefois d'aller plus loin en proposant une photographie plus précise des **filières de poursuites utilisées selon la situation pénale des auteurs** (Figure 271).

[190] Annexe 2
[191] Annexe 2

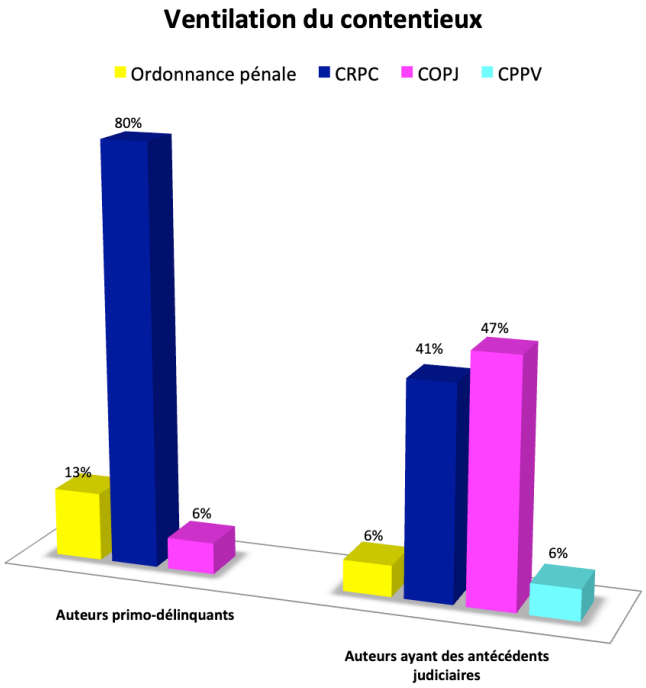


Figure 271

Cette analyse permet de constater, **en présence de CES primaires** tout d'abord, que les **solutions retenues par le barème sont visiblement écartées par les magistrats en charge de la poursuite qui privilégient largement pour ce type de faits la procédure de CRPC**. Or, celle-ci n'est en principe possible qu'en présence d'auteurs ayant un taux de THC-COOH supérieur à 40. L'analyse des décisions de justice a montré qu'une portion significative d'auteurs jugés par voie de CRPC pour une CES sur la période considérée présentait un taux inférieur, lorsque celui-ci est renseigné, ce qui n'est pas nécessairement le cas dans l'ensemble des décisions. De fait, il n'a **pas été possible à l'équipe de droit pénal, au regard des éléments présents dans les décisions de justice d'identifier les critères efficients guidant le choix des magistrats au stade de l'orientation des affaires dans le circuit procédural**. Il semble donc que la pratique parquetière conduise, à plus ou moins long terme, à une modification des solutions du barème en vue de les faire correspondre aux nouvelles orientations de politiques pénales qui se dessinent à l'aune de l'analyse. En revanche, les **solutions du barème sont davantage suivies en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires**, même si certaines décisions d'orientation, minoritaires, dérogent à ces dernières.

Au TGI 3, le nombre de décisions présentes dans l'échantillon analysé étant trop faible pour faire l'objet d'une exploitation statistique pertinente (27 décisions), les résultats concernant cette juridiction ont donc été écartés de l'analyse pour ce contentieux.

Au TGI 4, les résultats montrent que les CES poursuivies par le parquet du TGI 4 ont été **commises dans 65 % des cas, par des auteurs primo-délinquants** (Figure 272).[192]

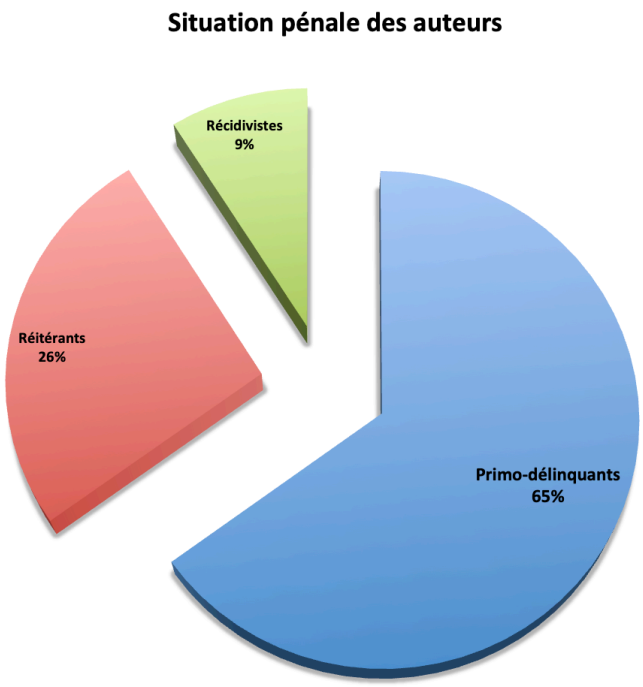


Figure 272

Ils mettent également en évidence que, quelque soit la situation pénale des auteurs, **41 % des CES poursuivies sur la période considérée l'ont été par voie de CRPC** ; **38 % dans le cadre de la procédure d'ordonnance pénale délictuelle** ; et 10 % par voie de COPJ, étant souligné qu'en raison de contigences matérielles, il n'a **pas été possible d'accéder aux ordonnances de validation de composition pénale** rendues sur la période considérée par le TGI 4. Si ces chiffres montrent que la poursuite des CES se partage principalement entre la procédure d'ordonnance pénale délictuelle et la CRPC, l'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal permet d'aller plus loin en proposant une photographie relativement précise des filières de poursuites utilisées selon la situation pénale des auteurs (Figure 273).

[192] Annexe 4

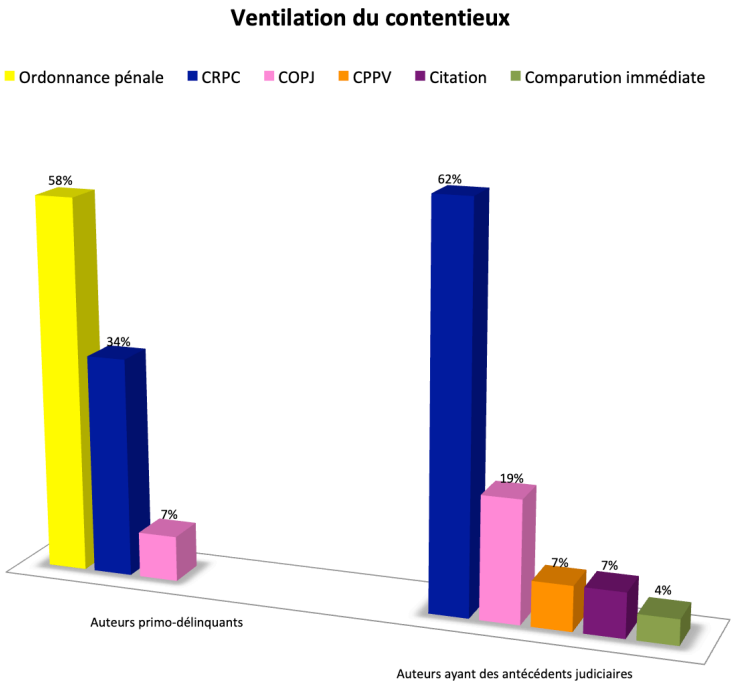


Figure 273

Cette analyse permet de constater que les **solutions du barème ne semblent pas appliquées par les magistrats en charge de la poursuite, du moins en présence d'auteurs primo-délinquants**. Alors que le barème préconise de traiter les CES primaires par voie de composition pénale, et seulement en cas d'échec ou de refus, de recourir à la procédure d'ordonnance pénale délictuelle, l'analyse montre que, dans **58 % des cas, celles-ci ont été directement poursuivies par voie d'ordonnance pénale délictuelle**, dans 34 % des cas par voie de CRPC, et dans 7 % des cas, par voie de COPJ, **alors même que le barème réserve ces procédures aux auteurs ayant des antécédents judiciaires**. Il semble qu'au TGI 4, comme au TGI 1 et TGI 2, un **durcissement de la répression des CES soit actuellement à l'œuvre**, sans que ce dernier n'ait été encore formellement acté dans les barèmes.

Au TGI 5, les résultats montrent que les CES poursuivies par le parquet de ce TGI ont été **majoritairement commises par des auteurs primo-délinquants** (Figure 274). Ils mettent en évidence que, quelque soit la situation pénale des auteurs, **65 % des CES ayant été poursuivies sur la période considérée l'ont été par voie d'ordonnance pénale délictuelle** ; 20 % par voie de voie de CRPC ; 15 % par voie de COPJ, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal permet d'aller plus loin en proposant une photographie relativement précise des filières de poursuites utilisées selon la situation pénale de l'auteur (Figure 275).

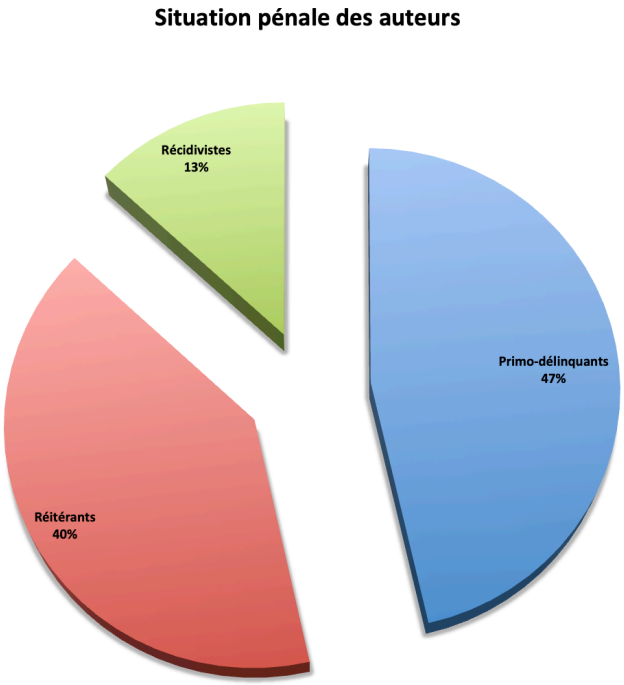


Figure 274

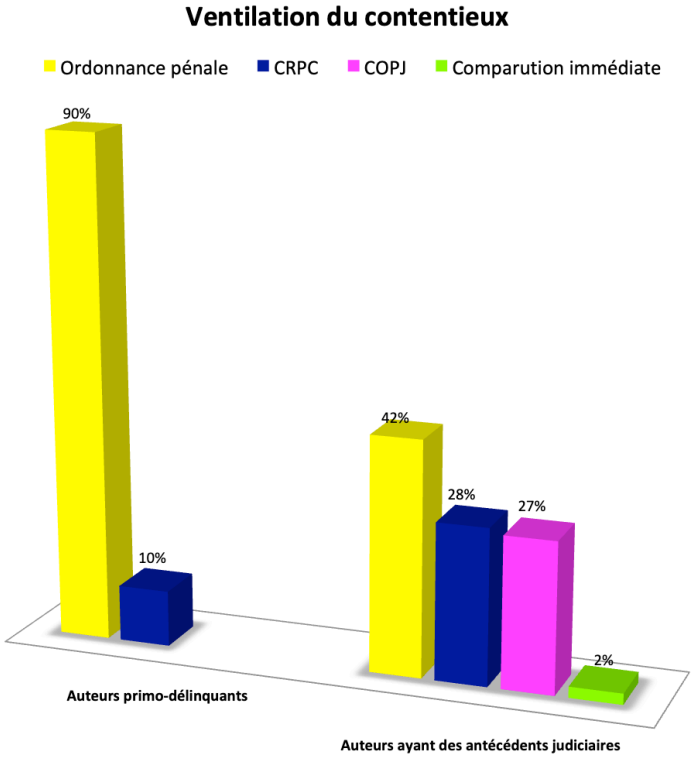


Figure 275

Cette analyse tend à montrer que les **solutions du barème sont globalement appliquées par les magistrats, du moins en présente d'auteurs primo-délinquants**, ce dernier prévoyant de les poursuivre par voie d'ordonnance pénale délictuelles ou de COPJ. L'analyse montre que les **CES primaires ont été poursuivies dans 90 % des**

cas par voie d'ordonnance pénale délictuelle, mais dans 10 % des cas par voie de CRPC. Le choix de la CRPC semble s'expliquer par l'engorgement de l'audience juge unique au TGI 5 qui tend à devenir de moins en moins productive, de sorte que l'on peut raisonnablement penser que les CES primaires revêtant un certain degré de gravité ont davantage été orientées vers la CRPC plutôt que d'être poursuivies par voie de COPJ, ce qui aurait conduit à renvoyer l'auteur devant le tribunal correctionnel. **Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'analyse montre une diversification des filières de poursuites en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires**, là où le barème préconise, en principe, d'organiser la réponse pénale de ce type de faits entre la CRPC et la COPJ.

Au TGI 6, les résultats montrent que les CES poursuivies par le parquet de ce TGI ont été **majoritairement commises par des auteurs primo-délinquants**, étant toutefois souligné que la situation pénale des auteurs n'est pas renseignée dans 24 % des décisions (Figure 276).

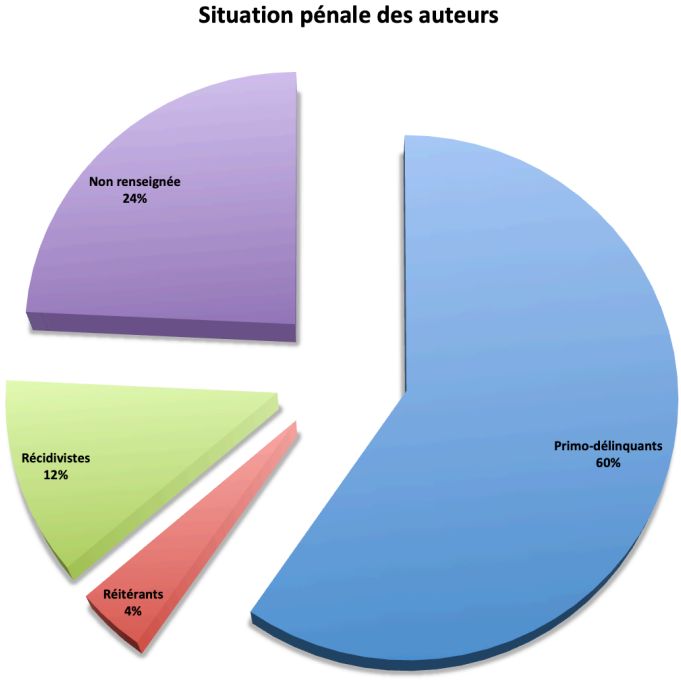


Figure 276

Ils mettent également en évidence que, **quelque soit la situation pénale des auteurs, 70 % des CES poursuivies sur la période considérée l'ont été par voie d'ordonnance pénale délictuelle** ; 17 % par voie de voie de CRPC ; 5 % par voie de composition pénale ; et 4 % par voie de COPJ.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal permet d'aller plus loin en proposant une photographie relativement précise des filières de poursuites utilisées selon la situation pénale des auteurs (Figure 277).

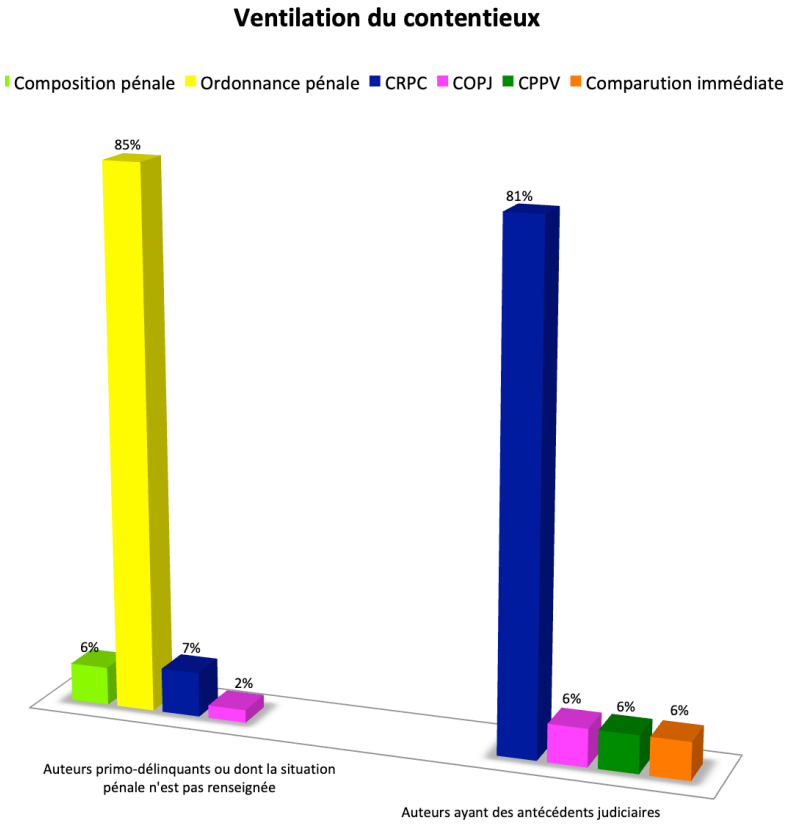


Figure 278

Cette analyse montre que **les solutions du barème ne sont pas réellement suivies, et que la pratique parquetière dans la ventilation des CES primaires, par exemple, privilégie fortement le recours à la procédure d'ordonnance pénale délictuelle** (85 % des cas). Elle est, dans le même temps, et dans une moindre mesure, **plus diversifiée puisque des procédures inenvisagées par le barème sont retenues,** comme la procédure de CRPC ou la COPJ, même si l'analyse montre que c'est à la marge.

Un **constat similaire** peut être dressé à l'analyse des pratiques parquetières dans la ventilation effective des CES commises par des **auteurs ayant des antécédents judiciaires**, la grande majorité de ces faits étant **poursuivis par voie de CRPC dans 81 % des cas**, incluant des prévenus multiréitérants ou multirécidivistes pour lesquels les procédures de déferrement, de CPPV ou de comparution immédiate auraient dû être, en principe, privilégiées.

Au TGI 7, le nombre de décisions présentes dans l'échantillon analysé étant trop faible pour faire l'objet d'une exploitation statistique pertinente (18 décisions), les résultats concernant cette juridiction ont donc été écartés de l'analyse pour ce contentieux.

131. L'existence de barèmes dans les parquets généraux. Comme cela a pu être déjà observé dans les autres contentieux relevant des infractions à la circulation routières retenus dans le champ de la recherche, les **parquets généraux oeuvrent à la mise en place des outils tendant à harmoniser la politique pénale dans le domaine de la sécurité routière au sein de leur cour afin de répondre au souci d'assurer une égalité de traitement des justiciables par la mise en place de pratiques proches, tout en conservant à chaque procureur de la République son pouvoir d'appréciation**. L'harmonisation des politiques pénales dans le ressort des cours d'appels s'opère principalement au travers de l'organisation de rencontres annuelles ou pluriannuelles organisées dans les parquets généraux afin de permettre aux différents procureurs de la République de prendre connaissance des pratiques parquetières en cours dans les autres juridictions. Mais comme cela a déjà indiqué, cette harmonisation trouve ses limites dans la nécessité, à laquelle sont confronter tous les parquets, de lutter contre des particularismes locaux, ce qui suppose la mise en œuvre de réponses pénales spécifiques sur certains territoires, mais également le souci de conserver à chaque procureur de la République son pouvoir d'appréciation. Ces limites existent également lorsque limite également l'efficacité des initiatives menées par les parquets généraux, y compris lorsque celles-ci se traduisent, par exemple, par l'élaboration de barèmes construits ayant vocation à être appliqués sur l'ensemble du ressort de la cour d'appel, comme cela est le cas à la CA 1.

Le parquet général de la CA 1 a élaboré un barème en vue d'instaurer des pratiques proches entre les différents parquets présents dans le ressort de la cour qui concerne bien évidemment le contentieux du défaut de permis (Figure 279). L'analyse des barèmes établis par les parquets des TGI 4 et 8 qui se trouvent dans le ressort de la CA 1 montre que, tant pour les auteurs primo-délinquants que ceux ayant des antécédents judiciaires, les solutions du barème du parquet général ne sont pas reprises.

CONDUITE AVEC USAGE DE STUPÉFIANTS RÉSULTANT D'UNE ANALYSE SANGUINE *La distinction opérée par les toxicologues quant aux effets du tétrahydrocannabinol **THC** sur le psychisme pourrait être reprise .*	
Prise récente de cannabis (3 à 6h) avant prélèvement (cas N°1) ou Prise d'un autre produit (cocaïne, ecstasy héroïne...) Cas N°3	CRPC/COPJ 3 mois sursis +600€+ SPC 8 mois
Consommation non récente (>6h) sans effet psychotrope (cas N°2)	composition pénale 600€ + 6 mois SPC

Figure 279

L'analyse montre que, si la volonté des parquets généraux d'harmoniser la politique pénale dans le domaine de la sécurité routière au sein de la cour par la mise en place de pratiques proches entre les différents parquets est réelle, elle se heurte toutefois à deux obstacles pour produire pleinement ses effets : le premier tenant à l'existence de particularismes locaux qui ne permet pas d'appliquer une politique pénale unique sur l'ensemble du ressort de la cour d'appel, le second à la volonté des procureurs généraux de conserver à chaque procureur de la République son pouvoir d'appréciation.

2.1.2.2 – Le traitement des CES par le juge de première instance

132. Les résultats au TGI 1. Pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*. Sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, les CES représentent 14 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude traités par le TGI 1, soit 60 décisions prises par quatre magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale, deux magistrats étant toutefois les auteurs de 72 % des décisions dans l'échantillon analysé.

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs jugés sur la période considérée montre que 97 % d'entre eux sont de sexe masculin, 41 % ont entre 25 ans et moins de 40 ans, 0,8 % se déclarent en couple, 33% déclarent occuper un emploi contre 0,8 % qui se déclarent sans emploi, et 0,3 % étudiant(e)s ou retraité(e)s. Leur situation professionnelle n'est pas renseignée dans 55 % des cas. [193]

La majorité des auteurs ayant été jugés sur la période considérée pour une CES sont primo-délinquants (Figure 280).

[193] Annexe 1.

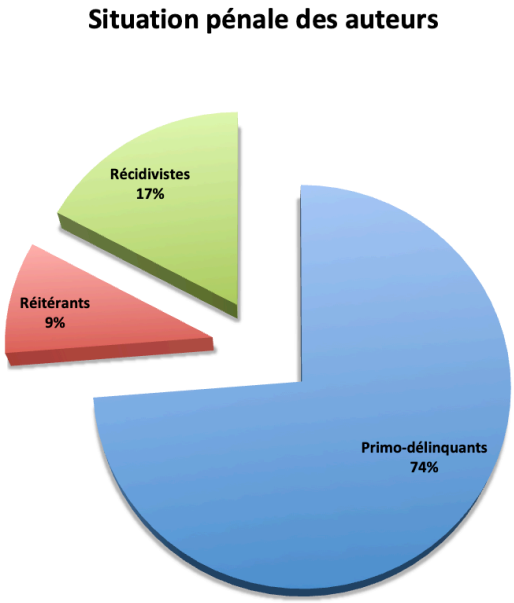


Figure 280

Eu égard à la nature des procédures privilégiées, c'est la peine d'amende qui a été la plus mobilisée dans ce contentieux pour sanctionner les auteurs primo-délinquants (Figure 281), la peine d'emprisonnement l'étant en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires (Figure 282).

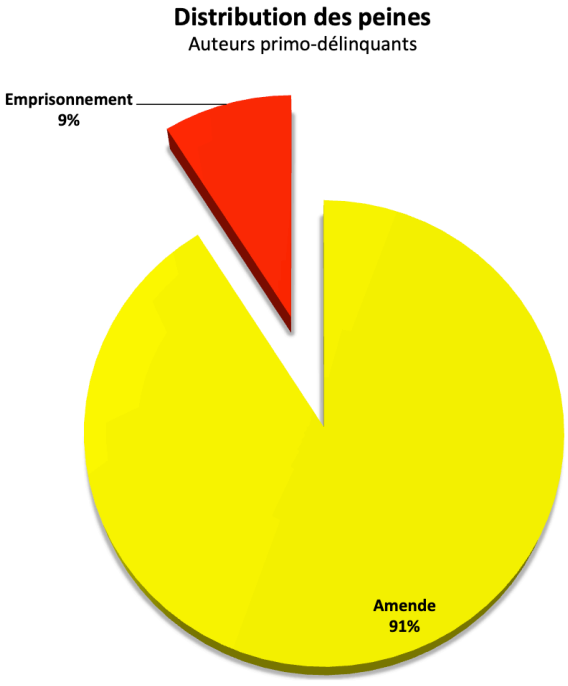


Figure 281

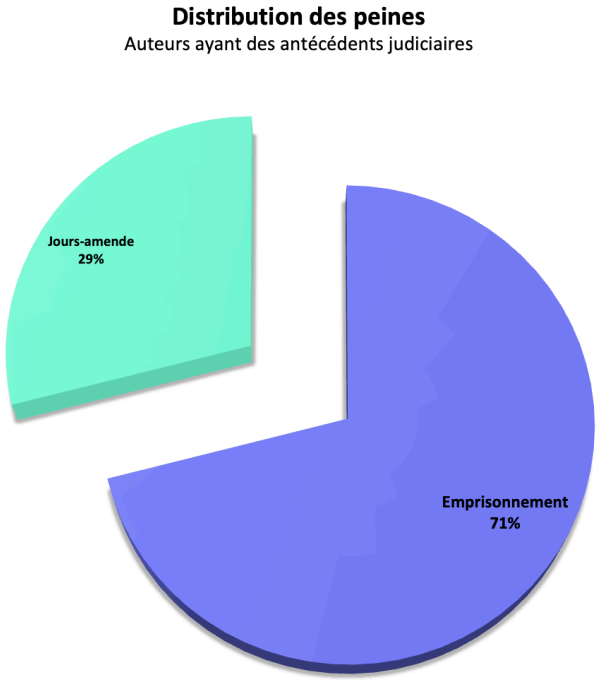


Figure 282

Les résultats mettent en évidence que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées dans ce contentieux par le TGI 1, toutes situations pénales des auteurs

confondues, s'élève à 264 € avec un écart-type de 75 €[194], ce qui montre une **dispersion très faible autour de la moyenne relativement, et suggère, en première analyse du moins, que les peines d'amende prononcées dans ce contentieux sur la période considérée sont particulièrement cohérentes**. Cela peut induire, *a priori*, l'existence d'une certaine régularité dans la pratique des juges, ce qui pose bien évidemment la question de l'existence d'un barème structurant les pratiques juridictionnelles dans le processus de distribution des peines.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal **confirme cette première analyse** en mettant en évidence, par exemple, que, **dans 90 % des cas, les peines d'amende prononcées à l'encontre d'auteurs primo-délinquants avaient un *quantum* compris entre 250 € et 350 €** (Figure 283), cette régularité dans les pratiques juridictionnelles

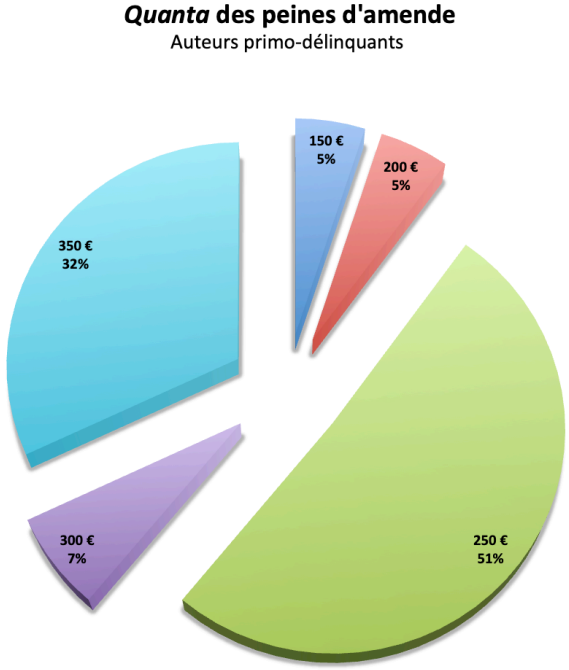


Figure 283

réduisant particulièrement les risques de disparités trop importantes entre les condamnations, ce qui peut laisser penser qu'un **barème pourrait guider les magistrats au stade du prononcé des peines**. Toutefois, il convient de rappeler qu'au TGI 1, les **auteurs primo-délinquants ont été principalement sanctionnés par le cadre de la procédure de composition pénale, une procédure dans laquelle le parquet a particulièrement la maîtrise de la réponse pénale**. Reste que la régularité observée dans le champ des peines d'amende prononcées à l'encontre d'auteurs

[194] Annexe 14.

primo-délinquants se retrouve également dans celui des peines d'emprisonnement prononcées à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires (Figure 284).

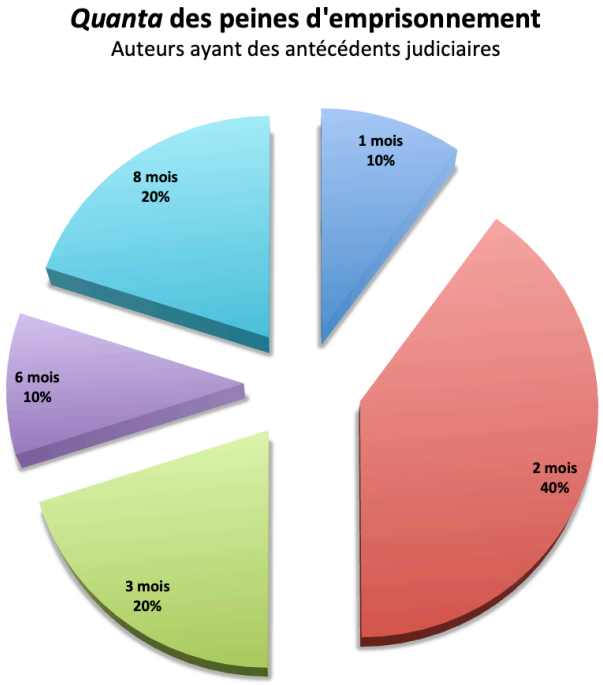


Figure 284

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que, **dans 60 % des cas**, les auteurs ayant des antécédents judiciaires ont été condamnés, sur la période considérée, à une peine ayant un ***quantum* compris entre 2 et 3 mois**. Ce **taux augmente de manière significative lorsque les peines d'emprisonnement prononcées exclusivement dans le cadre de la procédure de CRPC sont isolées, pour atteindre 71 % des cas**, or la CRPC est une procédure dans laquelle le parquet a une emprise certaine sur le contenu de la réponse pénale. En revanche, l'équipe de droit pénal a pu constater **une plus grande dispersion des *quanta* lorsque les peines d'emprisonnement exclusivement prononcées par le tribunal correctionnel siégeant en formation juge unique ou collégiale** sont isolées, même si tendance générale se dégage puisque les prévenus ont été condamnés **dans 53 % des cas** à une peine **ayant un *quantum* compris entre 2 et 3 mois** d'emprisonnement, étant entendu dans tous les cas, que les peines d'emprisonnement sont **assorties dans 78 % des cas d'un sursis simple ou d'un SME, le taux de peines d'emprisonnement fermes étant de 22 %, et cette hypothèse concerne d'abord les auteurs multiréitérants ou multirécidivistes. Dans le champ des peines complémentaires**, l'analyse montre, à l'instar de ce qui a pu être observé dans le champ des CEA, que le contentieux des CES donne lieu à une

forte mobilisation des peines complémentaires affectant le permis de conduire de l'auteur, principalement les peines de suspension ou d'annulation du permis de conduire (Figure 285).

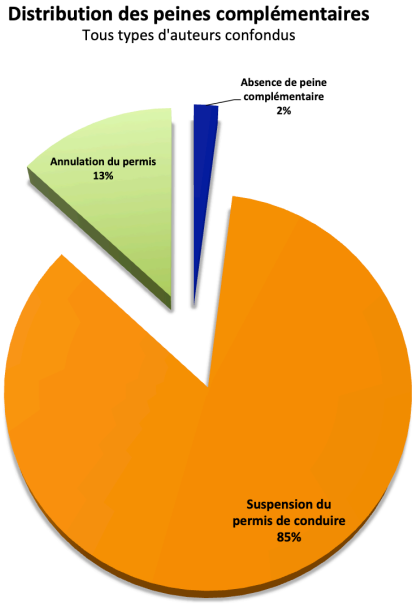


Figure 285

Sur la période considérée, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que c'est la **peine de suspension du permis de conduire qui a été principalement mobilisée**. L'échantillon de décisions dans lesquelles un auteur primo-délinquant a été condamné à une peine complémentaire n'étant pas représentatif, aucune exploitation statistique n'a été réalisée.

L'analyse met en évidence **l'existence de régularités dans les pratiques juridictionnelles significatives dans la détermination des *quanta* des peines de suspension du permis de conduire** (Figure 286) contrairement à ce qui peut être observé dans le champ de la **peine d'annulation du permis de conduire** (Figure 287).

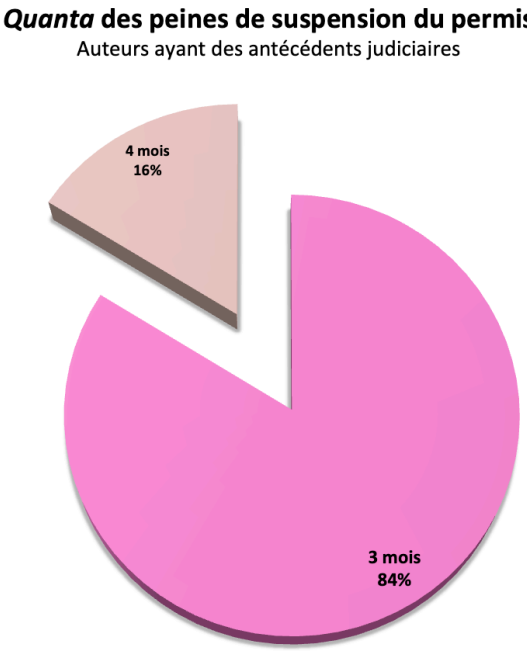


Figure 286

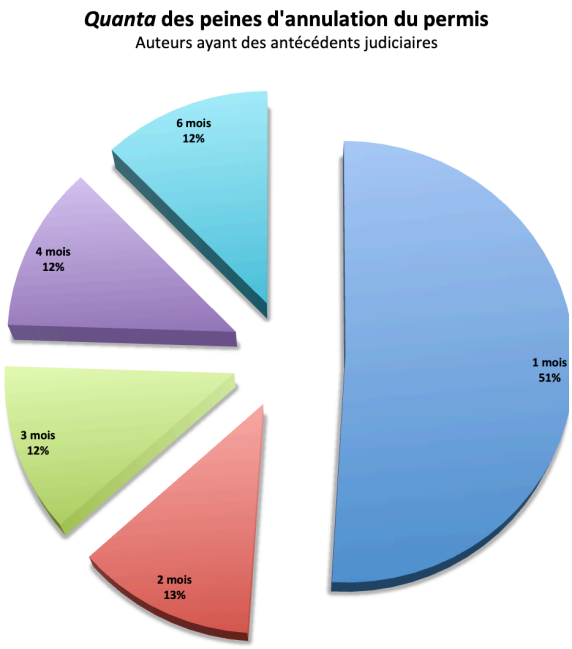


Figure 287

Les résultats issus de l'analyse statistique des données contenues dans les décisions de justice mettent en exergue **l'existence probable d'un barème suivi par les deux magistrats ayant auteurs de 72 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé**, aussi bien dans le prononcé des peine d'amende, que des peines d'emprisonnement ou des peines complémentaires. Ces résultats mettent également en évidence que ce sont les procédures dans lesquels le parquet a la maîtrise de la réponse pénale que l'existence d'un barème apparaît avec davantage d'acuité, notamment dans l'hypothèse des procédures de composition pénale ou de CRPC, par exemple.

133. Les résultats au TGI 2. Pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*.

Sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, les faits de CE représentent 10 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude traités par le TGI 2, soit 33 décisions prises par cinq magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale, étant toutefois observé que l'un des magistrats est l'auteur de 58 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé.

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs jugés sur la période considérée montre que tous sont de sexe masculin, 51 % ont entre 25 ans et moins de 40 ans, 12 % se déclarent en couple, 82 % déclarent occuper un emploi contre 12 % qui se déclarent sans emploi, et 0,3 % étudiant(e)s ou retraité(e)s. Leur situation professionnelle n'est

pas renseignée dans 0,3 % des décisions. Les résultats montrent aussi que les CES jugées par le TGI 2 ont été **principalement commises par des auteurs ayant des antécédents judiciaires** (Figure 288). [195]

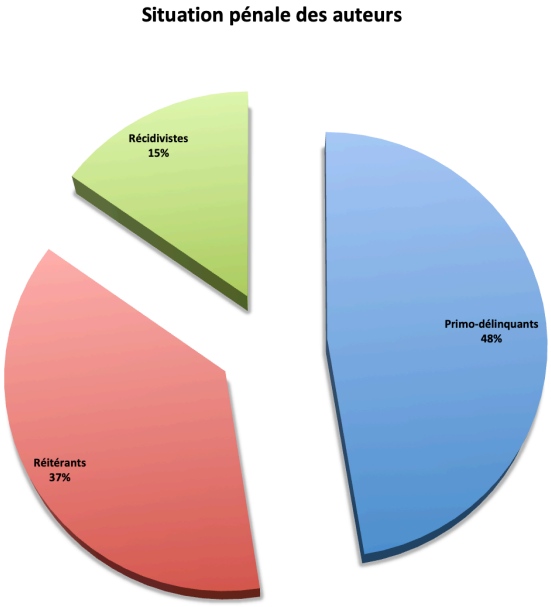


Figure 288

Les **CES primaires ont été principalement réprimées par le prononcé d'une peine d'amende** (Figure 289) tandis que **auteurs ayant antécédents judiciaires ont été davatange sanctionnés par celui d'une peine d'emprisonnement** (Figure 290).

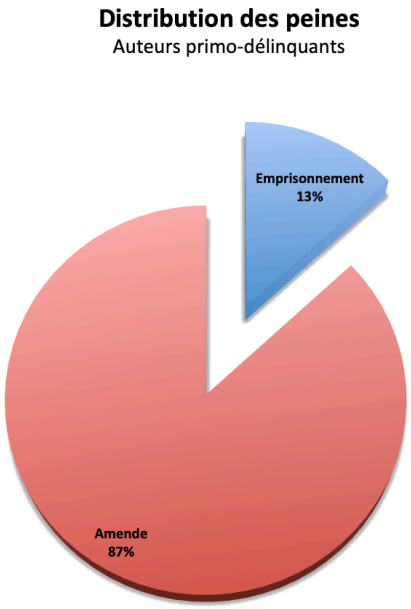


Figure 289

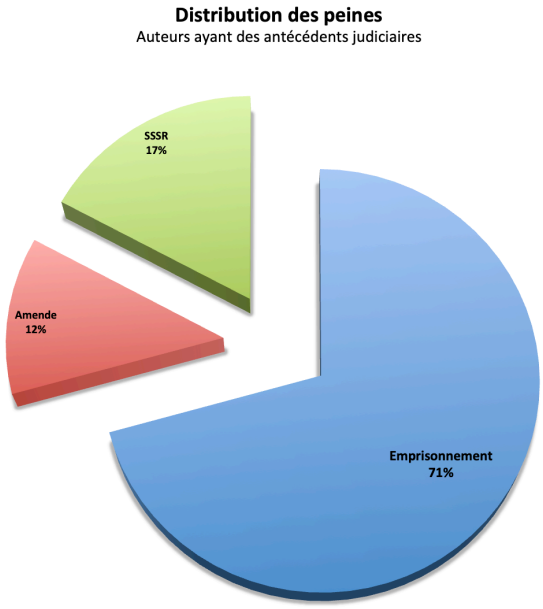


Figure 290

[195] Annexe 2.

Les résultats mettent en évidence que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées dans ce contentieux, toutes procédures confondues et toutes situations pénales confondues, s'élève à 286 € avec un écart-type de 80 €, ce qui montre une **faible dispersion autour de la moyenne, et suggère, en première analyse du moins, que les peines d'amende prononcées** dans ce contentieux sont **particulièrement cohérentes**. Cela induit, *a priori*, l'existence d'une certaine régularité dans la pratique des juges, ce qui pose bien évidemment la question de l'existence d'un barème structurant les pratiques juridictionnelles dans le processus de distribution des peines.

L'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal met effectivement en évidence, en poussant toutefois plus loin le degré d'analyse, que les **auteurs primo-délinquants ont été condamnés**, dans des proportions suffisament significatives pour établir l'existence d'un barème (Figure 291), à une peine d'amende dont le montant est

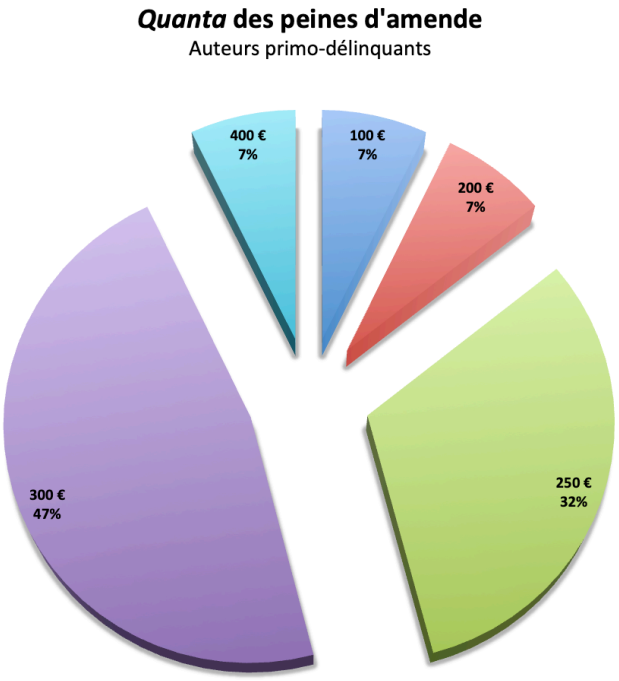


Figure 291

compris entre 250 € et 300 € dans 79 % des cas. Cette régularité dans les pratiques juridictionnelles, qui tend à mettre en évidence l'existence d'un barème suivi par les magistrats ayant été amené à statuer dans ce contentieux, se retrouve également dans **le champ des peines d'emprisonnement** prononcées à l'encontre de toutes les catégories d'auteurs confondues (Figure 292), lesquels ont été condamnés, **dans 58 % des cas, à une peine d'emprisonnement d'une durée se situant entre 2 et 3 mois**.

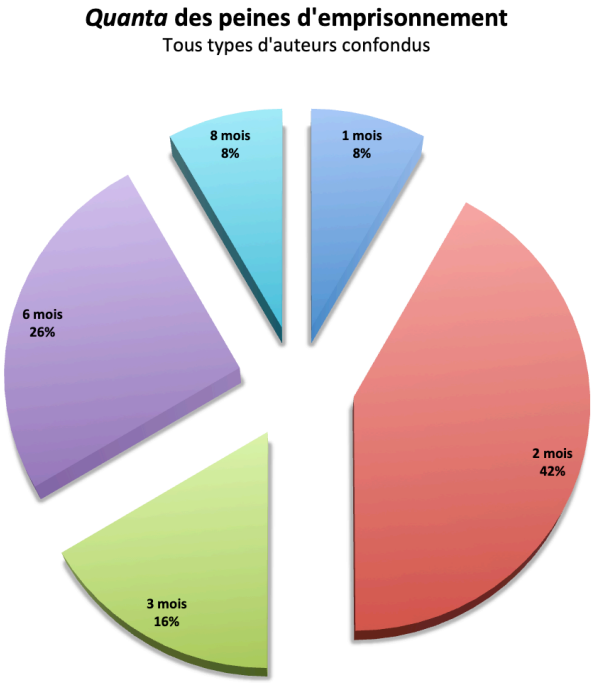


Figure 292

L'analyse montre toutefois que dans cette fourchette, c'est le ***quantum* de 2 mois qui s'impose dans la majorité des cas**. L'équipe de droit pénal a pu observer également que la **grande majorité des peines d'emprisonnement sont assorties d'un sursis simple ou d'un SME dans 82 % des cas**, le pourcentage de **peines d'emprisonnement fermes sur la période considérée ne représentant que 18 % des cas**, et concerne surtout des auteurs multiréitérants ou multirécidivistes, ce qui a déjà été observé au TGI 1, situé dans le ressort voisin.

Dans le champ des peines complémentaires, l'analyse montre, à l'instar de ce qui a pu être observé dans le champ des CEA, que le contentieux des CES donne lieu à une forte mobilisation des peines complémentaires affectant le permis de conduire de l'auteur, principalement les peines de suspension ou d'annulation du permis de conduire (Figure 293).

Sur la période considérée, l'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal montre que c'est la **peine de suspension du permis de conduire qui a été principalement prononcée**, tous types d'auteurs confondus, et l'échantillon de décisions dans lesquelles une peine d'annulation du permis de conduire a été prononcée n'a pu donner lieu à une exploitation statistique satisfaisante, ce dernier n'étant pas suffisamment représentatif.

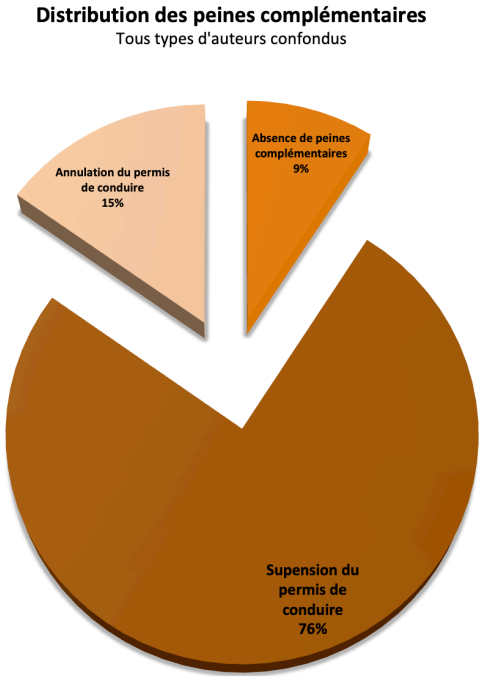


Figure 293

L'analyse met en évidence l'existence de **régularités significatives dans les pratiques juridictionnelles** dans la détermination des ***quanta*** **des peines de suspension du permis de conduire** puisqu'une telle peine n'a été prononcée qu'à l'encontre d'auteurs primo-délinquants dans l'échantillon analysé, d'une part, et que sa durée a été fixée pour une durée comprise **entre 2 et 3 mois dans 77 % des cas** (Figure 294).

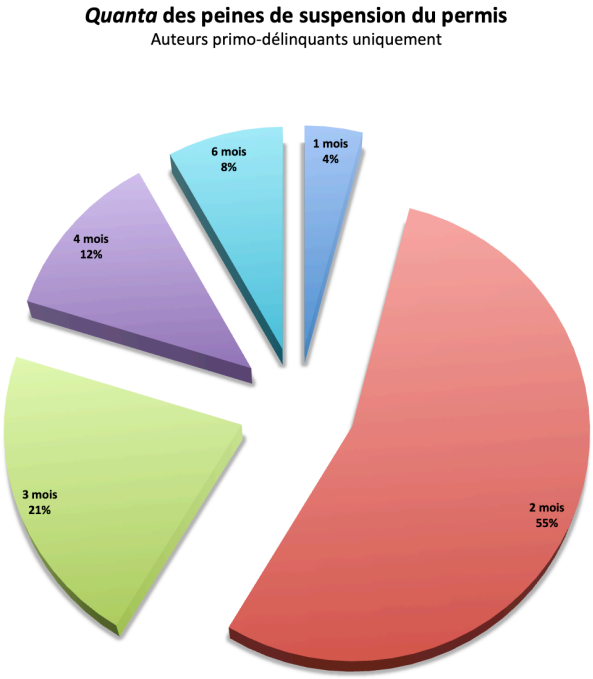


Figure 294

Les résultats issus de l'analyse statistique des données contenues dans les décisions de justice mettent en exergue **l'existence probable d'un barème suivi par le magistrat auteur de 58 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé**, aussi bien dans le prononcé des peine d'amende, que des peines d'emprisonnement ou des peines complémentaires. Ces résultats mettent également en évidence le fait que, à l'instar de ce qui a été observé au TGI 1, ce sont les procédures dans lesquels le parquet a la maîtrise de la réponse pénale que l'existence d'un barème apparaît avec davantage d'acuité, notamment dans l'hypothèse des procédures de composition pénale ou de CRPC, par exemple.

134. Les résultats au TGI 3. Le nombre de décisions présentes dans l'échantillon analysé étant trop faible pour faire l'objet d'une exploitation statistique pertinente (18 décisions), les résultats concernant cette juridiction ont donc été écartés de l'analyse pour ce contentieux.

135. Les résultats au TGI 4. Pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*.

Sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, les faits de défaut de permis représentent 5 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude traités par le TGI 4, soit 81 décisions prises par cinq magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale, étant toutefois observé que l'un des magistrats est l'auteur de 53 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé.

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs jugés sur la période considérée montre que 96 % d'entre eux sont de sexe masculin, 64 % ont entre 18 ans et moins de 25 ans, 14 % se déclarent en couple, 49 % déclarent occuper un emploi contre 25 % qui se déclarent sans emploi, et 19 % étudiant(e)s ou retraité(e)s. Il doit être observé que leur situation professionnelle des auteurs n'est pas renseignée dans 0,7 % des décisions.

Ils montrent également que les CES poursuivies par le parquet du TGI 4 ont été commises **dans 65 % des cas par des auteurs primo-délinquants** (Figure 295).

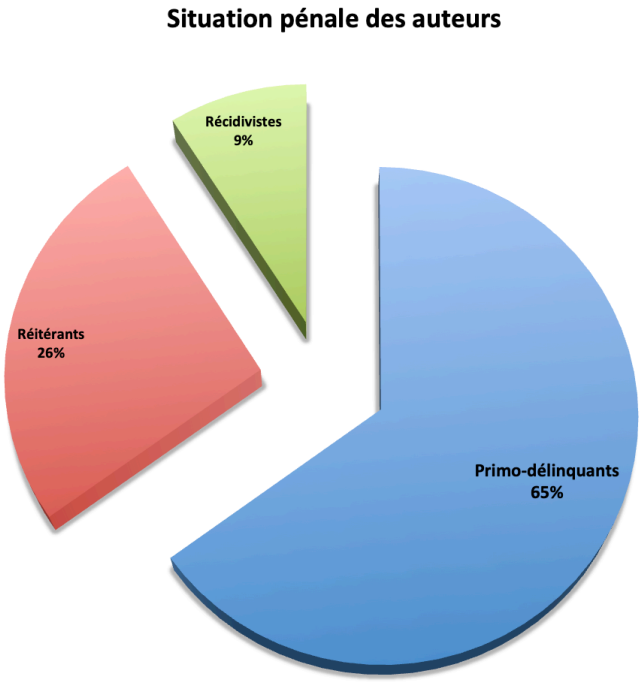


Figure 295

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal permet de mettre en évidence que les **CES primaires ont été principalement sanctionnés par le prononcé d'une peine d'amende**, même si une diversification plus significatives des peines prononcées peut être observée au TGI 4, par rapport aux autres juridictions (Figure 296), notamment en présence **d'auteurs ayant des antécédents judiciaires** (Figure 297).

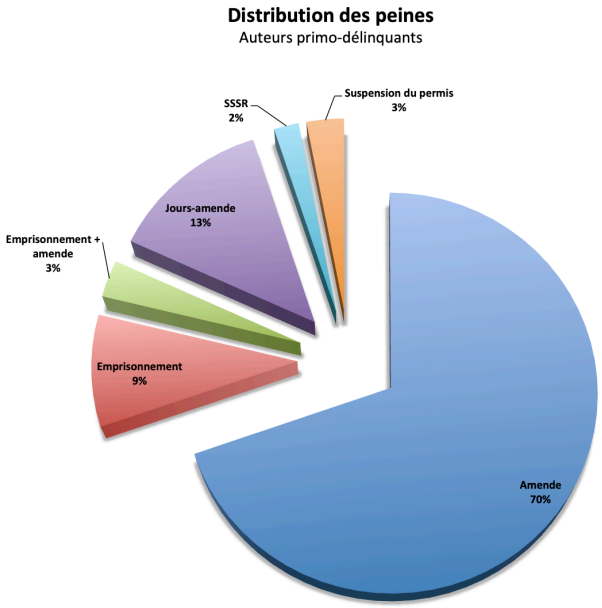


Figure 296

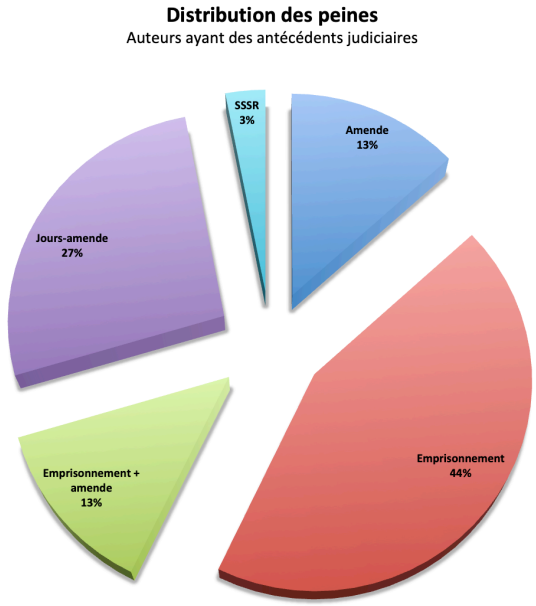


Figure 297

Dans le champ des peines d'amende, les résultats mettent en évidence que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées dans ce contentieux, toutes procédures

confondues et toutes situations pénales confondues, s'élève à 539 € avec un écart-type de 134 €, ce qui montre une **faible dispersion autour de la moyenne, et suggère, en première analyse du moins**, que les peines d'amende prononcées dans ce contentieux sur la période considérée **sont particulièrement cohérentes**.[196] Cela induit, *a priori*, l'existence d'une certaine régularité dans la pratique des juges, ce qui pose bien évidemment la question de l'existence d'un barème structurant les pratiques juridictionnelles dans le processus de distribution des peines.

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal met effectivement en évidence, en poussant toutefois plus loin le degré d'analyse, que les **auteurs primo-délinquants ont été condamnés dans des proportions suffisament significatives pour établir l'existence d'un barème** (Figure 298), à une **peine d'amende dont le montant est compris entre 600 € dans 76 % des cas**.

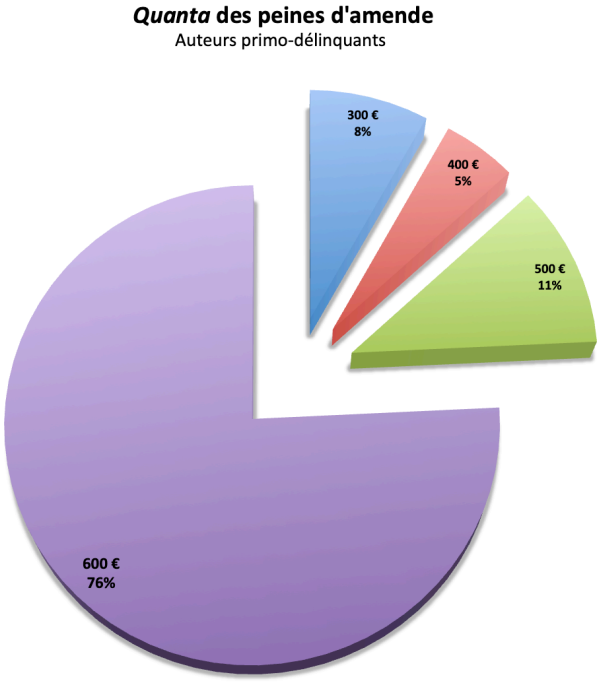


Figure 298

Cette régularité dans les pratiques juridictionnelles, qui met clairement en évidence **l'existence d'un barème suivi par les magistrats** ayant été amené à statuer dans ce contentieux, se retrouve également dans le champ des peines d'emprisonnement prononcées à l'encontre de toutes les catégories d'auteurs confondues (Figure 299), lesquels ont été condamnés, **dans 66 % des cas, à une peine d'emprisonnement d'une durée se situant entre 2 et 3 mois**.

[196] Annexe 14

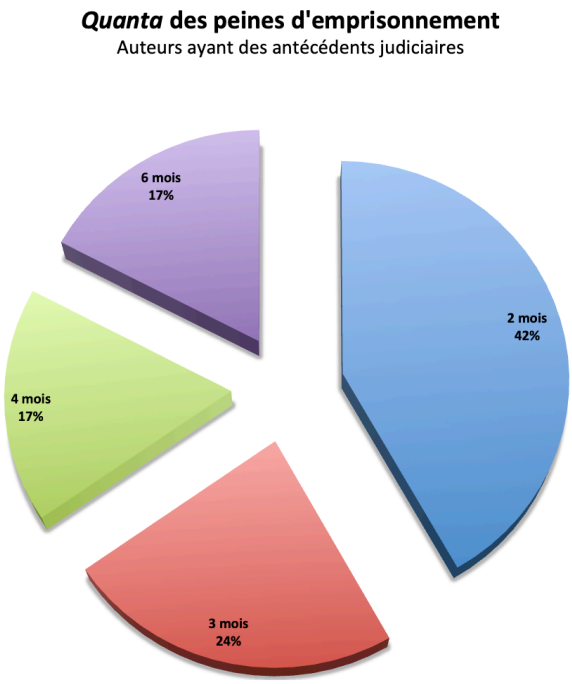


Figure 299

L'analyse montre toutefois que dans cette fourchette, c'est le ***quantum* de 2 mois qui s'impose dans la majorité des cas**. L'équipe de droit pénal a pu observer également que la **grande majorité des peines d'emprisonnement sont assorties d'un sursis simple ou d'un SME dans 68 % des cas**, le pourcentage de **peines d'emprisonnement fermes sur la période considérée ne représentant que 32 % des cas**, et concerne surtout des auteurs multiréitérants ou multirécidivistes.

Dans le champ des peines complémentaires, l'analyse montre, à l'instar de ce qui a pu être observé dans le champ des CEA, que le contentieux des CES donne lieu à une forte mobilisation des peines complémentaires affectant le permis de conduire de l'auteur, principalement les peines de suspension ou d'annulation du permis de conduire (Figure 323). Sur la période considérée, l'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal montre que c'est la **peine de suspension du permis de conduire** qui a été principalement prononcée, tous types d'auteurs confondus, et l'échantillon de décisions dans lesquelles une **peine d'annulation du permis de conduire** a été prononcée n'a pu donner lieu à une exploitation statistique satisfaisante, ce dernier n'étant pas suffisamment représentatif.

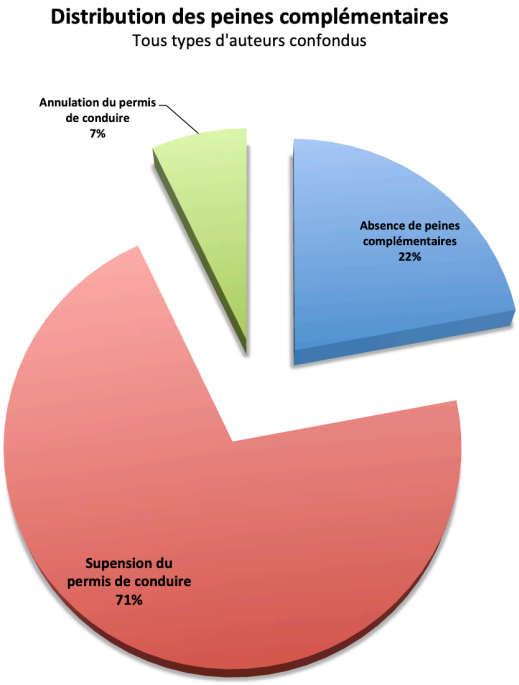


Figure 300

L'analyse révèle **l'existence de régularités significatives dans les pratiques juridictionnelles dans la détermination des *quanta* des peines de suspension du permis de conduire** puisqu'une telle peine a été **prononcée principalement à l'encontre d'auteurs primo-délinquants**, d'une part, et que **sa durée a été fixée à 6 mois, dans 70 % des cas** (Figure 301).

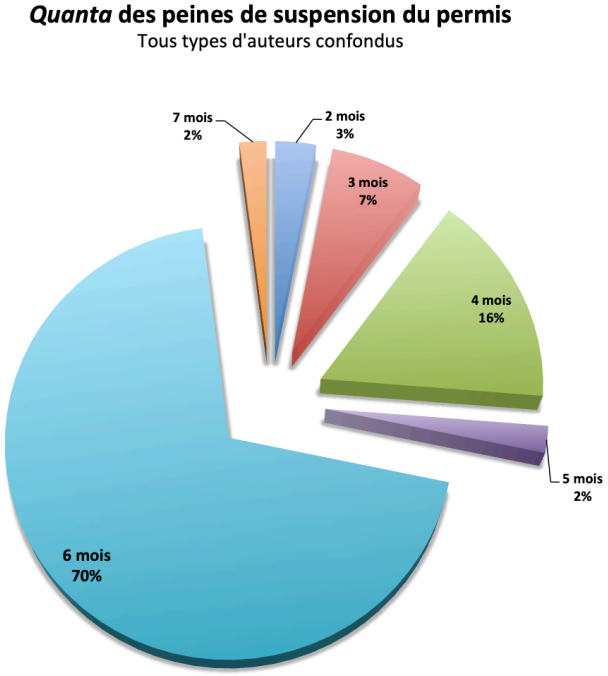


Figure 301

Les résultats issus de l'analyse statistique des données contenues dans les décisions de justice mettent en exergue l'existence probable d'un barème suivi par les magistrats du TGI 4 dans le traitement du contentieu des CES étant rappelé toutefois qu'**un seul magistrat est l'auteur de 53 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé aussi bien dans le prononcé des peine d'amende que des peines d'emprisonnement ou des peines complémentaires**.Ces résultats mettent également en évidence le fait que, à l'instar de ce qui a été observé dans les autres TGI étudiés, ce sont les procédures dans lesquels le parquet a la maîtrise de la réponse pénale que l'existence d'un barème apparaît avec davantage d'acuité, et il convient de rappeler que les auteurs de CES ont principalement été poursuivis et jugés, sur la période considérée, par voie de CRPC et d'ordonnance pénale délictuelle.

136. Les résultats au TGI 5. Pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*.

Sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, les faits de défaut de permis représentent 14 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude traités par le TGI 5, soit 89 décisions prises par cinq magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale, étant toutefois observé que l'un des magistrats est l'auteur de 57 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé.

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs jugés sur la période considérée montre que 99 % d'entre eux sont de sexe masculin, 63 % ont entre 25 ans et moins de 40 ans, 17 % se déclarent en couple, 75 % déclarent occuper un emploi contre 11 % qui se déclarent sans emploi, et 15 % étudiant(e)s ou retraité(e)s. Leur situation professionnelle n'est pas renseignée dans 0,7 % des décisions. Les résultats montrent que les CES poursuivies par le parquet de ce TGI ont été majoritairement **commises par des auteurs primo-délinquants** (Figure 302). [197]

[197] Annexe 5.

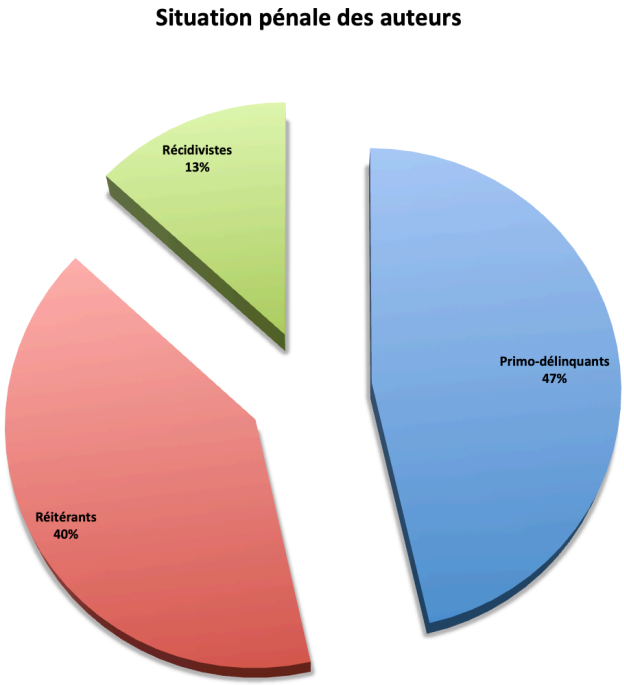


Figure 302

L'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal permet de mettre en évidence que les **auteurs primo-délinquants ont été principalement sanctionnés par le prononcé d'une peine d'amende** (Figure 303), les **auteurs ayant des antécédents judiciaires ayant été davantage réprimés par celui d'une peine d'emprisonnement**, bien que la peine d'amende soit prononcée dans des proportion bien supérieure à ce qui a pu être observé dans les autres juridictions (Figure 304).

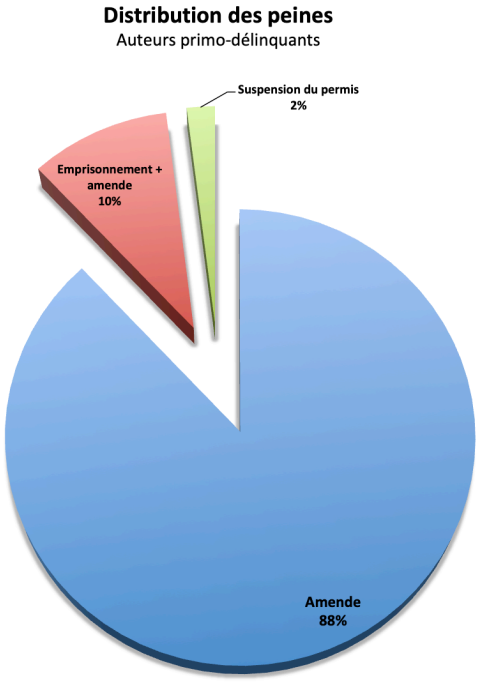


Figure 303

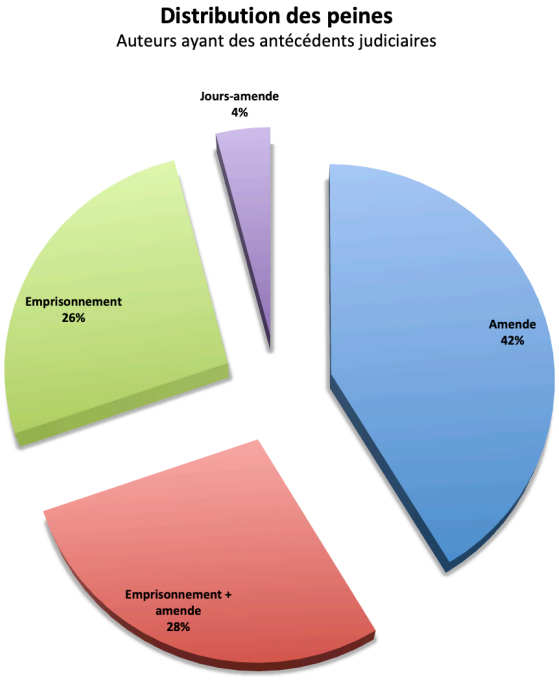


Figure 304

Dans le champ des peines d'amende, l'analyse statistique réalisée par M. Monnery met en évidence que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées dans ce contentieux, toutes procédures confondues et toutes situations pénales confondues, s'élève à 429 € avec un écart-type de 262 €, ce qui montre une **dispersion significative autour de la moyenne, et peut suggérer, en première analyse du moins, que les peines d'amende prononcées dans ce contentieux sur la période considérée sont relativement incohérentes.**[198]

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal **ne confirme pas cette première analyse**, notamment parce qu'en poussant plus loin le degré d'analyse, il est possible d'observer que les décisions rendues par le TGI 5 dans le champ des CES sont relativement cohérentes, que l'on se trouve en présence d'auteurs primo-délinquants (Figure 305) ou d'auteurs ayant des antécédents judiciaires (Figure 306).

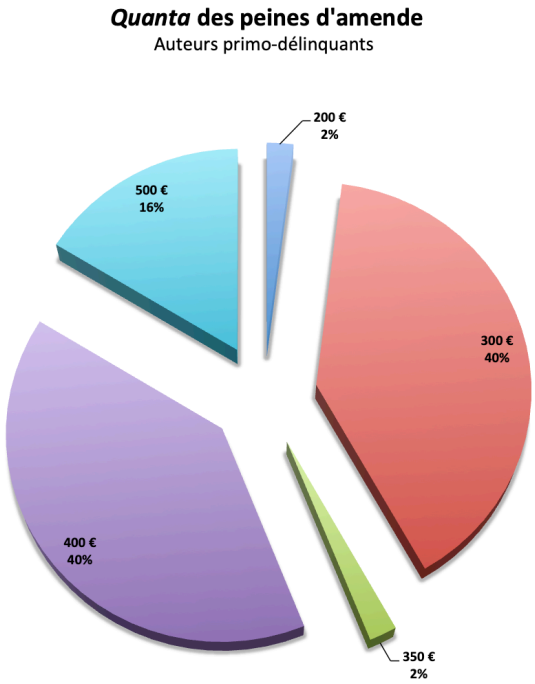


Figure 305

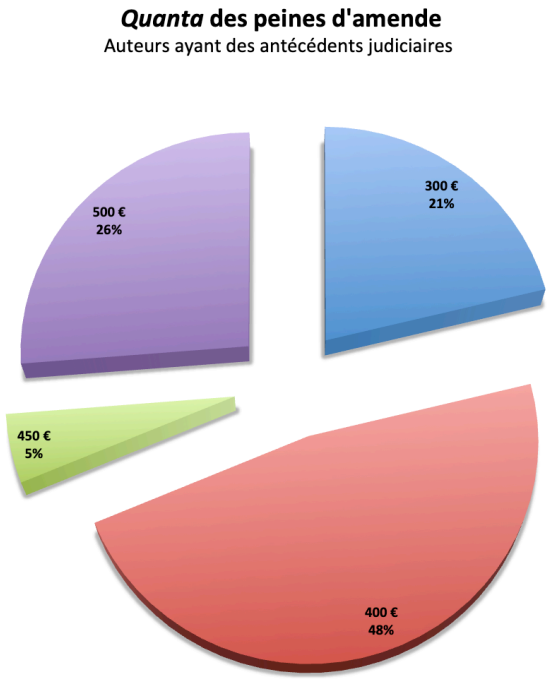


Figure 306

L'analyse montre ainsi que, sur la période considérée, les **CEA primaires** ont été réprimées d'une **peine d'amende** dont le ***quantum* est compris entre 300 € et 400 € dans 82 % des cas**. Cette régularité dans les pratiques juridictionnelles, qui met clairement en évidence l'existence d'un barème suivi par les magistrats ayant été amenés à statuer dans ce contentieux, se retrouve également en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, le ***quantum* des peines d'amende** prononcées à leur

[198] Annexe 14

encontre étant **compris entre 400 € et 500 € dans 82 % des cas**. Cette régularité dans les pratiques juridictionnelles ne se retrouve pas en revanche dans le champ des peines d'emprisonnement prononcées à l'encontre **de prévenus ayant des antécédents judiciaires** (Figure 307) ou une **relative dispersion des *quanta*** peut être observée, bien que **53 % des prévenus ont été condamnés à une peine d'emprisonnement dont le *quantum* est compris entre 2 et 3 mois**.

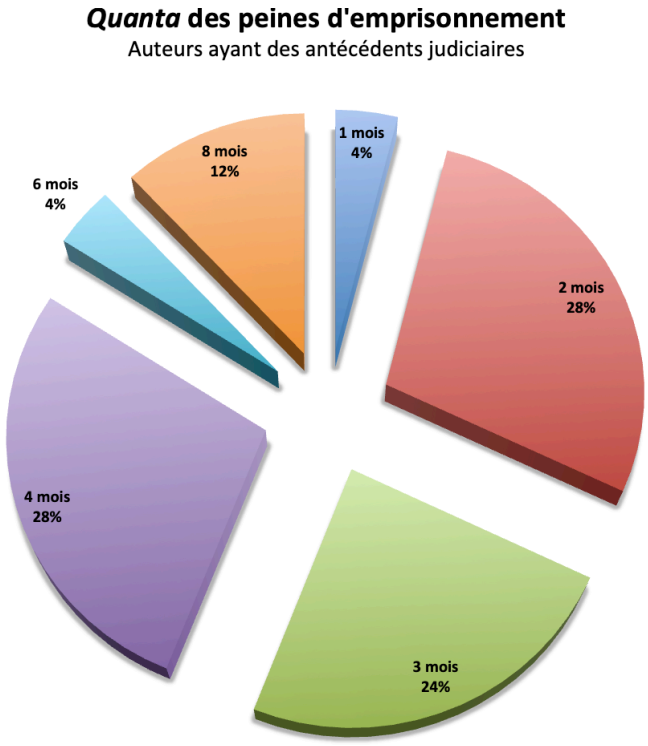


Figure 307

L'équipe de droit pénal observe que la grande majorité des peines d'emprisonnement sont assorties d'un **sursis simple ou d'un SME dans 81 % des cas**, le pourcentage de peines d'emprisonnement fermes sur la période considérée ne représentant que 19 % des cas, et concernent au principal des auteurs multiréitérants ou multirécidivistes, ce qui a déjà été observé dans les autres TGI étudiés.

Dans le champ des peines complémentaires, l'analyse montre, à l'instar de ce qui a pu être observé dans le champ des CEA, que le contentieux des CES donne lieu à une **forte mobilisation des peines complémentaires** affectant le permis de conduire de l'auteur, principalement les peines de suspension ou d'annulation du permis de conduire (Figure 308).

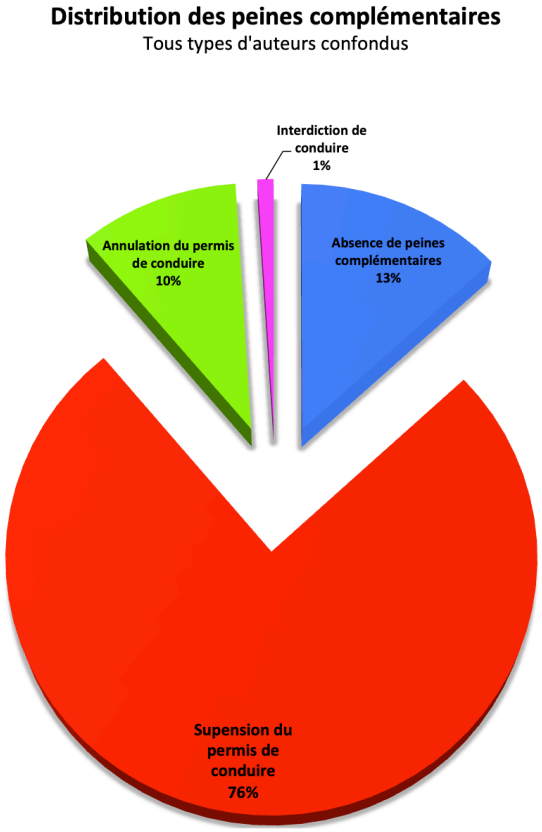


Figure 308

Sur la période considérée, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que c'est la **peine de suspension du permis de conduire qui a été principalement prononcée**, tous types d'auteurs confondus, et l'échantillon de décisions dans lesquelles une peine d'annulation du permis de conduire a été prononcée n'a pu donné lieu à une exploitation statistique satisfaisante, ce dernier n'étant pas suffisamment représentatif.

L'analyse met également en évidence l'existence de **régularités significatives dans les pratiques juridictionnelles** dans la détermination des *quanta* des peines de suspension du permis de conduire puisque, lorsqu'une telle peine est prononcée, sa **durée de suspension du permis de conduire est fixée entre 3 et 4 mois dans 88 % des cas**, en présence **d'auteurs primo-délinquants** (Figure 309), **entre 3 et 4 mois également en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires dans 71 % des cas** (Figure 310).

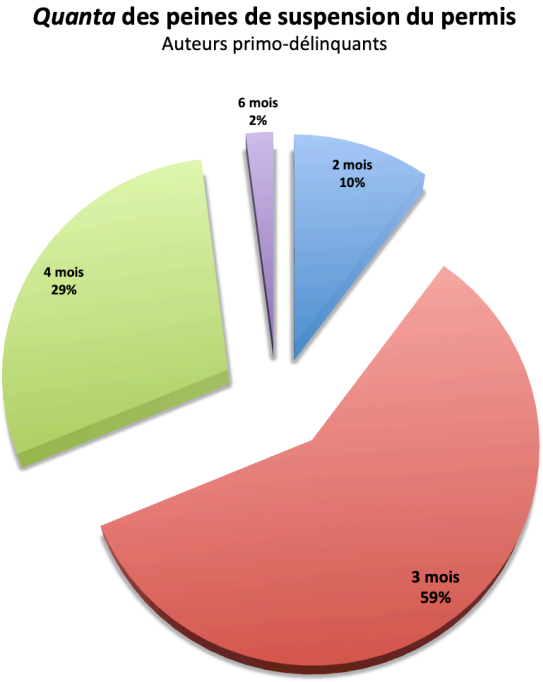


Figure 309

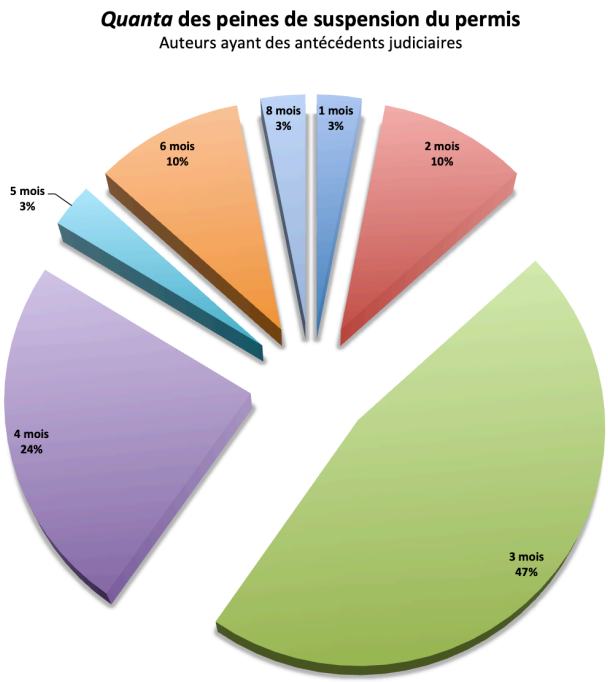


Figure 310

Les résultats issus de l'analyse statistique des données contenues dans les décisions de justice mettent en exergue **l'existence probable d'un barème suivi par le magistrat auteur de 57 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé**, aussi bien dans le prononcé des peines d'amende, que des peines d'emprisonnement ou des peines complémentaires.

137. Les résultats au TGI 6. Pour une présentation du contexte judiciaire, économique et social dans lequel évolue cette juridiction, nous renvoyons le lecteur aux développements consacrés à cette question *supra*.

Sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, les faits de défaut de permis représentent 15 % de la masse totale des délits à la circulation routière retenus dans l'étude traités par le TGI 6, soit 102 décisions prises par cinq magistrats ayant statué à juge unique ou en formation collégiale, étant toutefois observé que l'un des magistrats est l'auteur de 69 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé.

L'analyse du profil socio-professionnel des auteurs jugés sur la période considérée montre que 90 % d'entre eux sont de sexe masculin, 67 % ont entre 18 ans et moins de 25 ans, 0,2 % se déclarent en couple, 70 % déclarent occuper un emploi contre 20 % qui se déclarent sans emploi, et 0,7 % étudiant(e)s ou retraité(e)s. Leur situation professionnelle n'est pas renseignée dans 9 % des décisions. Les résultats montrent également que les CES poursuivies par le parquet de ce TGI ont été majoritairement

commises par des auteurs primo-délinquants, étant souligné que la situation pénale des auteurs n'est pas renseignée dans 24 % des décisions (Figure 311). [199]

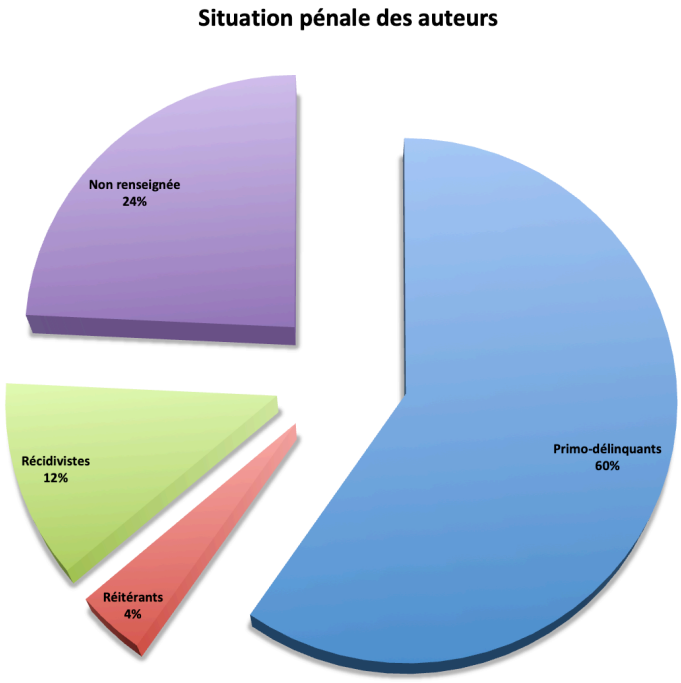


Figure 311

Cette analyse montre que les CES primaires ont principalement jugés par voie d'ordonnance pénale délictuelle, tandis que les auteurs ayant des antécédents judiciaires ont été majoritaire jugés par voie de CRPC, et au TGI 6 comme ailleurs, l'analyse met en relief l'influence que ces choix d'orientation ont eu sur les peines prononcées, tant à l'encontre des **auteurs primo-délinquants** (Figure 312) que **d'auteurs ayant des antécédents judiciaires** (Figure 313).

[199] Annexe 6.

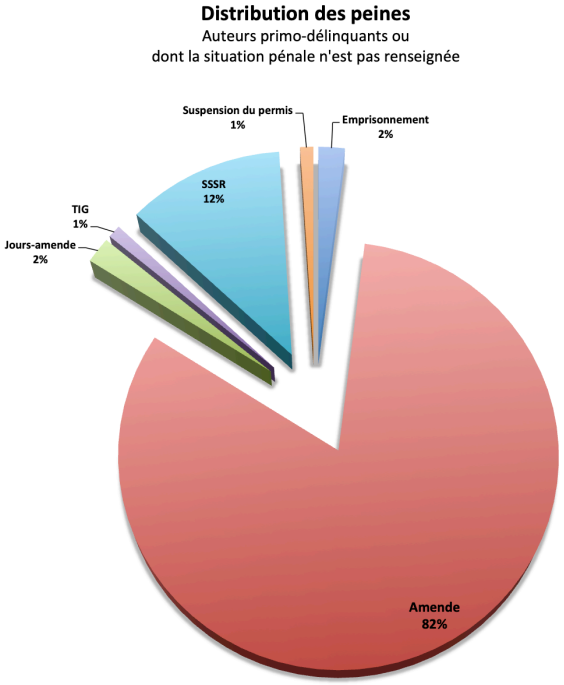


Figure 312

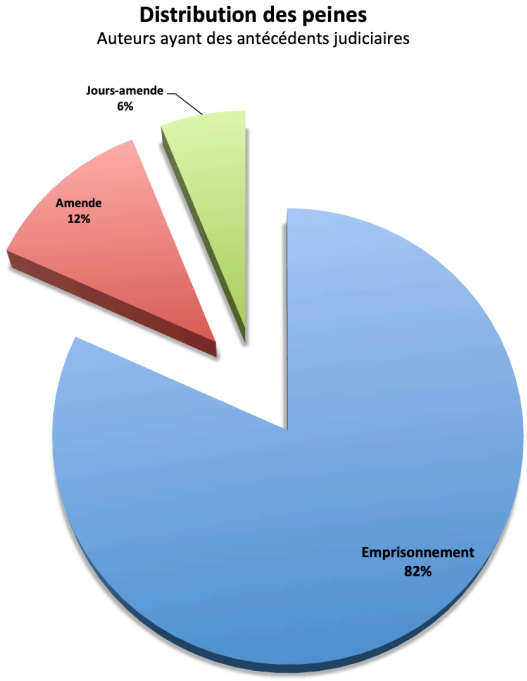


Figure 313

Dans le champ des peines d'amende, l'analyse statistique réalisée par M. Monnery met en évidence que le *quantum* moyen des peines d'amende prononcées dans ce contentieux, toutes procédures confondues et toutes situations pénales confondues, s'élève à 291 € avec un écart-type de 91 €, ce qui montre une **faible dispersion autour de la moyenne, et suggère, en première analyse du moins, que les peines d'amende prononcées dans ce contentieux sur la période considérée sont particulièrement cohérentes.**[200] Cela induit, a priori, l'existence d'une certaine régularité dans la pratique des juges, ce qui pose bien évidemment la question de l'existence d'un barème structurant les pratiques juridictionnelles dans le processus de distribution des peines.

L'analyse statistique réalisée par l'équipe de droit pénal confirme cette premier analyse en poussant plus loin le degré d'analyse. Ce travail fait ressortir que les **auteurs primo-délinquants ont été condamnés à une peine d'amende dont le montant est de 300 € dans 60% des cas** (Figure 314).

[200] Annexe 14.

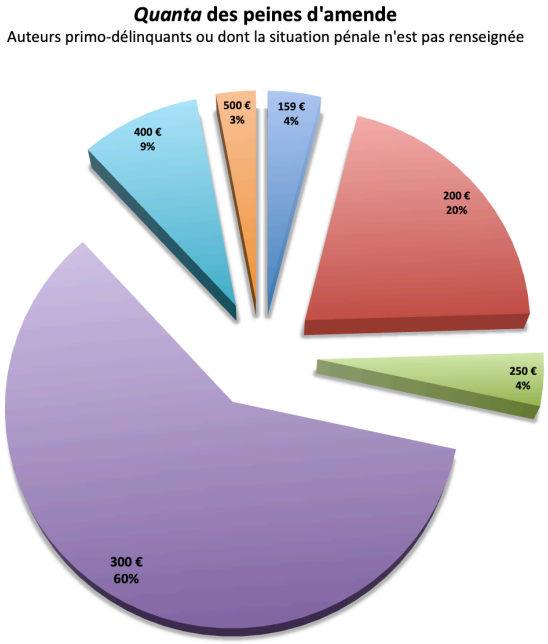


Figure 314

En prenant comme fourchette les *quanta* les plus prononcés, il est possible d'établir que, **dans 84 % des cas, une peine d'amende d'un montant compris entre 200 € et 300 €** a été prononcée en présence de CES primaires. **Ces régularités tendent à mettre en évidence l'existence d'un barème suivi par les magistrats qui ont statué dans ce contentieux**. Elles peuvent aussi être constatées dans le champ des **peines d'emprisonnement qui ont été prononcées à l'encontre d'auteurs ayant des antécédents judiciaires** (Figure 315).

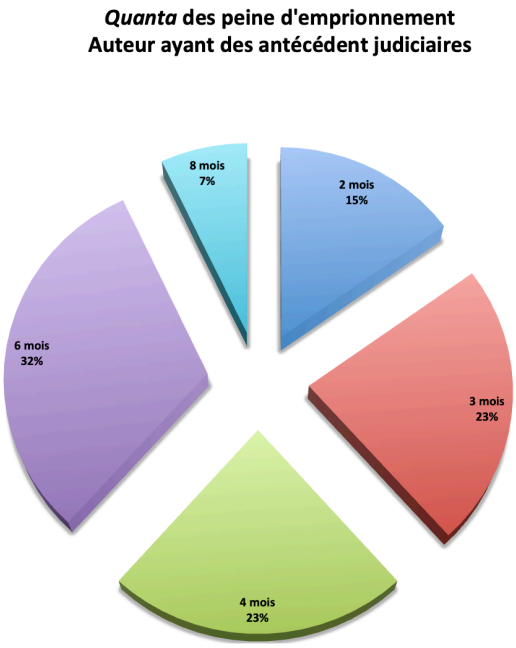


Figure 315

L'analyse fait apparaître très nettement une **dispersion significative des *quanta* des peines d'emprisonnement prononcées**.

Dans le champ des peines complémentaires, l'analyse montre, à l'instar de ce qui a pu être observé dans le champ des CEA, que le contentieux des CES donne lieu à une **forte mobilisation des peines complémentaires** affectant le permis de conduire de l'auteur, principalement les peines de suspension ou d'annulation du permis de conduire (Figure 316).

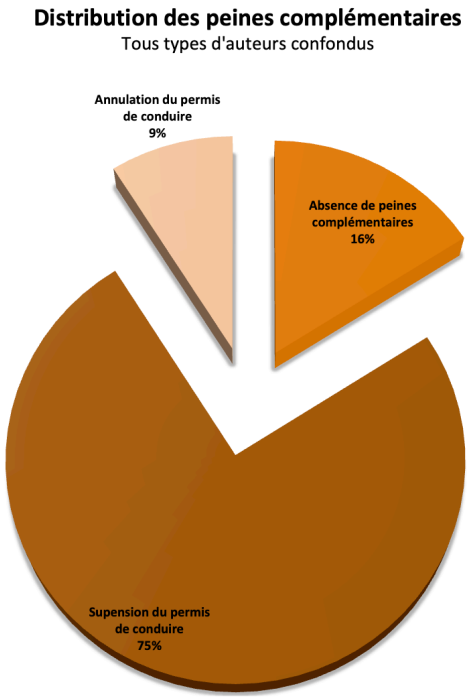


Figure 316

Sur la période considérée, l'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que c'est la **peine de suspension du permis de conduire qui a été principalement prononcée**, tous types d'auteurs confondus, et l'échantillon de décisions dans lesquelles une peine d'annulation du permis de conduire a été prononcée n'a pu donner lieu à une exploitation statistique satisfaisante, ce dernier n'étant pas suffisamment représentatif.

L'analyse met en évidence l'existence de **régularités signifiticatives dans les pratiques juridictionnelles dans la détermination des *quanta* des peines de suspension du permis de conduire** puisqu'une telle peine a été prononcée principalement à l'encontre **d'auteurs primo-délinquants** dans l'échantillon analysé, et sa **durée fixée à 6 mois dans 82 % des cas** (Figure 342).

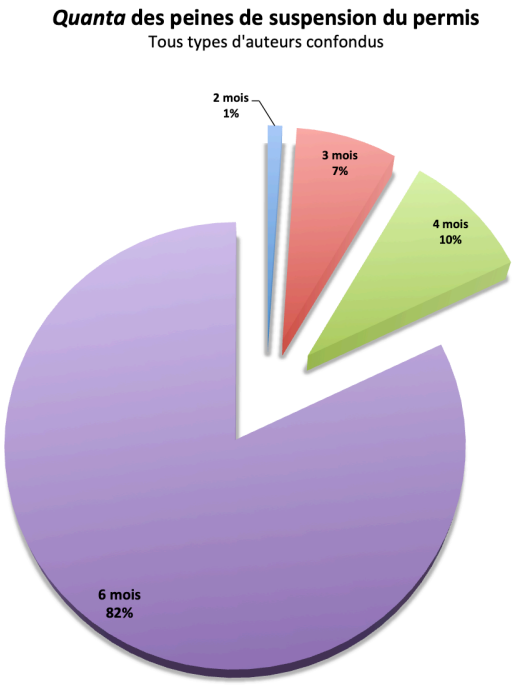


Figure 317

Les résultats issus de l'analyse statistique des données contenues dans les décisions de justice mettent en exergue l'existence probable d'un barème suivi par les magistrats du TGI 6 dans le traitement du contentieu des CES étant rappelé toutefois **qu'un seul magistrat est l'auteur de 69 % des décisions présentes dans l'échantillon analysé** aussi bien dans le prononcé des peine d'amende, que des peines d'emprisonnement ou des peines complémentaires. Ces résultats mettent également en évidence le fait que, à l'instar de ce qui a été observé dans les autres TGI étudiés, ce sont les procédures dans lesquels le parquet a la maîtrise de la réponse pénale que l'existence d'un barème apparaît avec davantage d'acuité, et il convient de rappeler que les auteurs de CES ont principalement été poursuivis et jugés, sur la période considérée, par voie d'ordonnance pénale et de CRPC.

138. Les résultats au TGI 7. Le nombre de décisions présentes dans l'échantillon analysé étant trop faible pour faire l'objet d'une exploitation statistique pertinente (18 décisions), les résultats concernant cette juridiction ont donc été écartés de l'analyse pour ce contentieux.

1.3 Le traitement judiciaire des délits à la circulation routière par les cours d'appel

139. Représentation du contentieux des délits routiers devant les cours d'appel. Eu égard au volume de décisions analysées, au nombre de juridictions étudiées, il est apparu plus opportun à l'équipe de droit pénal de retenir une approche comparatiste en proposant directement une présentation des résultats obtenus dans les trois cours d'appel. Ce choix s'impose d'abord au regard du nombre de juridictions étudiées, mais également des volumes de décisions recueillies, saisies, et analysées en la matière (Figure .

NOMBRE D'ARRETS EXPLOITES CONTENTIEUX DES DELITS A LA CIRCULATION ROUTIERE	
208 décisions	CA 1 : 107
	CA 2 : 66
	CA 3 : 35

Figure 318

Il s'impose ensuite en raison de la répartition similaire des délits retenus dans le champ de l'étude au sein des trois cours d'appel (Figure 319).

NOMBRE D'ARRETS EXPLOITES SELON LA CATEGORIE D'INFRACTION		
7 décisions	**Défaut d'assurance**	CA 1 : 2
		CA 2 : 3
		CA 3 : 2
88 décisions	**Défaut de permis de conduire**	CA 1 : 47
		CA 2 : 29
		CA 3 : 12
86 décisions	**Conduite en état d'alcoolémie**	CA 1 : 43
		CA 2 : 28
		CA 3 : 15
1 décision	**Conduite en état d'ivresse manifeste**	CA 1 : 1
		CA 2 : 0
		CA 3 : 0
23 décisions	**Conduite sous l'emprise de stupéfiants**	CA 1 : 9
		CA 2 : 2
		CA 3 : 6
3 décisions	**Délit de fuite**	CA 1 : 3
		CA 2 : 0
		CA 3 : 0

Figure 320

Pris isolément, la grande majorité des contentieux retenus dans le champ de l'étude ne pourrait donner lieu à une exploitation statistique satisfaisante en raison de la taille trop faible de l'échantillon disponible. Les seuls contentieux qui auraient pu faire l'objet d'une exploitation statistique pertinente, sont les délits de CEA et de défaut de permis traités par la CA 1, le nombre de décisions rendues sur la période considérée étant susceptible de constituer un échantillon potentiellement représentatif.

Au-delà de ces considérations, il convient de souligner que, les résultats font apparaître que les trois cours d'appel retenues dans le champ de la recherche ont pour point commun de **confirmer, dans une portion significatives de décisions, les condamnations prononcées en première instance**[201], **de sorte que le nombre de décisions susceptibles de faire l'objet d'une analyse statistique pertinente en vue de rechercher au travers de l'analyse des pratiques juridictionnelles des magistrats du siège**, les parquets généraux ayant indiqué à multiples reprises ne pas avoir élaboré de barèmes en la matière, **la présence d'un barème implicite qui serait suivi par ces derniers se réduirait à quelques décisions qui, dans tous les cas, ne seraient pas suffisamment représentatives pour asseoir une démonstration pertinente**. Pour toutes ces raisons, le choix opéré par l'équipe de droit pénal de proposer une présentation regroupée des résultats en vue de mettre en perspective les pratiques juridictionnelles communes existant entre les trois cours d'appel retenues dans le champ de l'étude nous semble être un choix raisonnable et, susceptible d'ouvrir des pistes de réflexion intéressantes.

140. Typologie des affaires traitées par les cours d'appel. La recherche menée a permis de révéler que les affaires traitées par les trois cours d'appel retenues dans le cadre de la recherche présentent des caractéristiques communes susceptibles d'expliquer certaines convergences constatées par l'équipe de droit pénal dans les pratiques juridictionnelles de ces trois juridictions.

Tout d'abord, l'équipe de droit pénal observe que **la grande majorité des affaires portées à la connaissance des juges d'appel concernent principalement des auteurs ayant des antécédents judiciaires**, à l'exception notable de la CA 3 dont le pourcentage de récidivistes, de réitérants et de primo-délinquants parmi les prévenus

[201] Annexes 8, 9, 10

ayant interjeté appel de leur condamnation se répartit en trois tiers quasi-égaux (Figure 321).

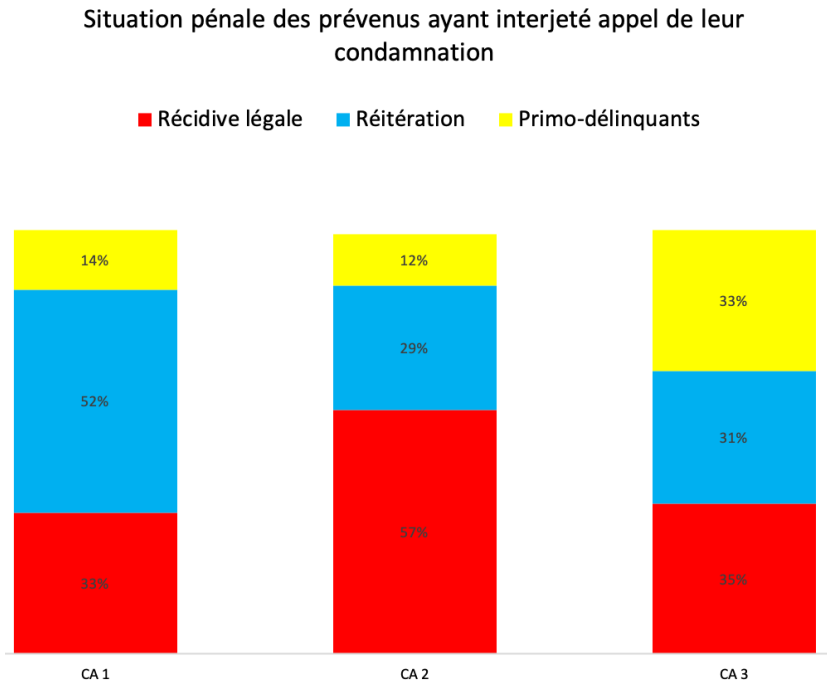


Figure 321

Dans la grande majorité des cas, l'analyse montre que ce sont **principalement les condamnations à une peine d'emprisonnement fermes qui sont contestées en appel**, et les condamnations comportant plusieurs peines (Figure 322).

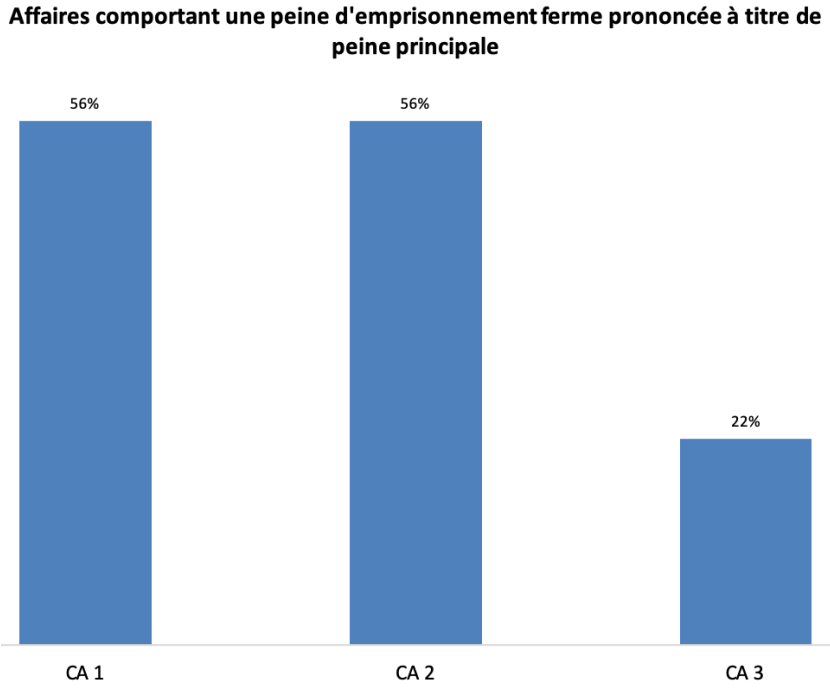


Figure 322

Les résultats ont mis en évidence que **les cours d'appel retenues présentent un taux de confirmation totale ou partielle des peines prononcées en première instance assez proche**. Sur cette question, les résultats permettent d'établir que les cours d'appel confirment assez largement les condamnations prononcées en première instance, mais reviennent plus largement sur les peines prononcées (Figure 323).

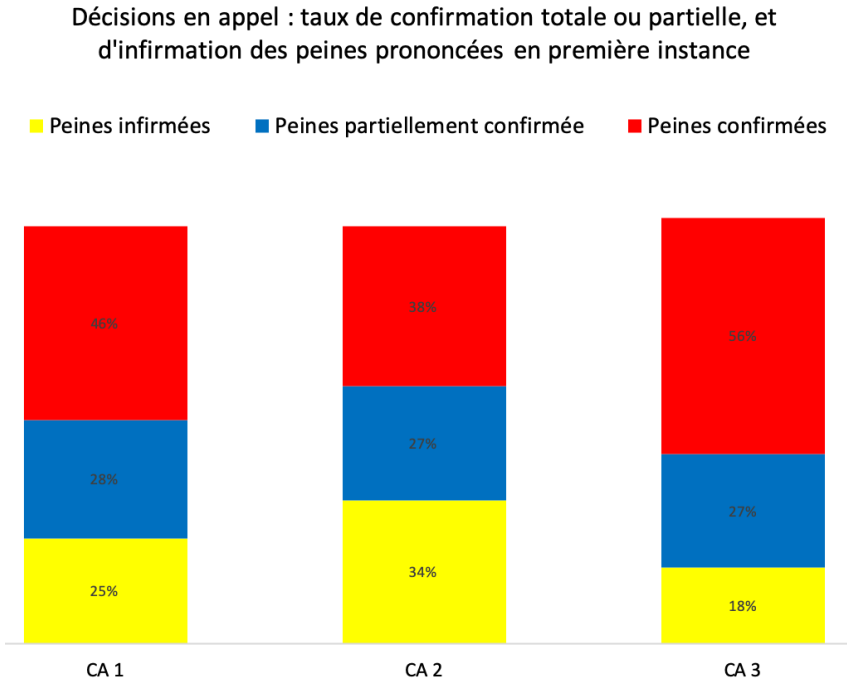


Figure 323

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que, **si l'étude des peines partiellement confirmée s'avère particulièrement complexe sans pour autant fournir de résultats particulièrement intéressants dès lors que dans la grande majorité des cas, les juges d'appel ne font qu'abaisser, ou plus rarement, augmenter le *quantum* d'une condamnation prononcée en première instance, voire suppriment une peine, le plus souvent la peine d'emprisonnement, sans nécessairement la substituer par une autre, de sorte que ces décisions ne donnent pas réellement d'indications pertinentes sur les pratiques juridictionnelles des magistrats siégeant en chambre des appels correctionnels**. En revanche, tel n'est pas le cas des décisions dans lesquelles une ou plusieurs nouvelles peines sont substituées à celles prononcées en première instance.

141. Peines prononcées par les cours d'appel en substitution de celles retenues en première instance. L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que, dans les contentieux les plus représentés, **des pratiques juridictionnelles régulières**

apparaissent dans certaines cours d'appel. Il en est ainsi, par exemple, dans le champ des CEA où les résultats montrent certaines régularités dans les pratiques des trois chambres des appels correctionnels retenues dans le cadre de la recherche (Figure 324), alors même que l'analyse montre une **diversité significative des taux d'alcoolémie présents dans les affaires ayant été traitées en appel**, ainsi qu'une **grande diversité de profils socio-professionnels et familiaux** (Figure 325).

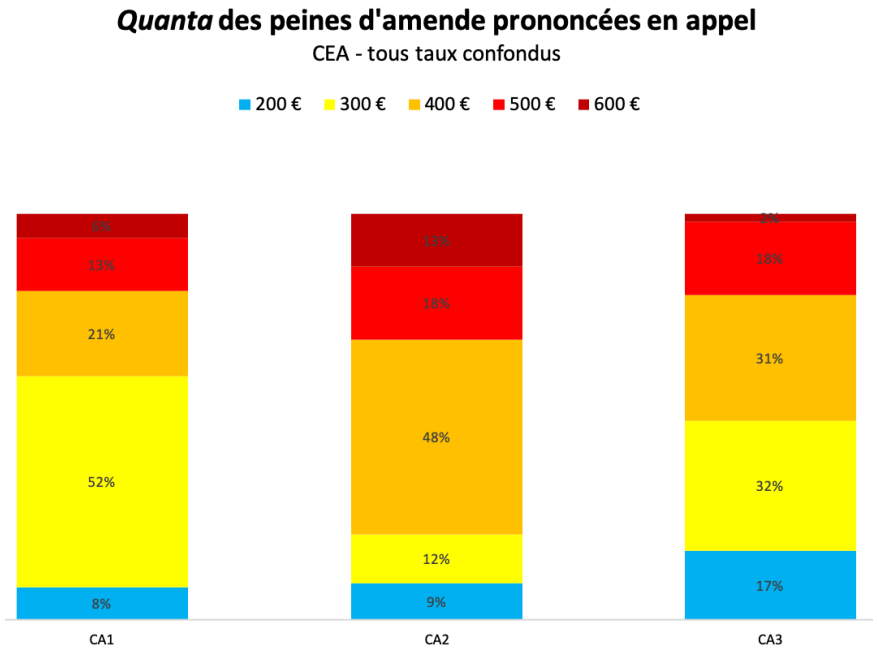


Figure 324

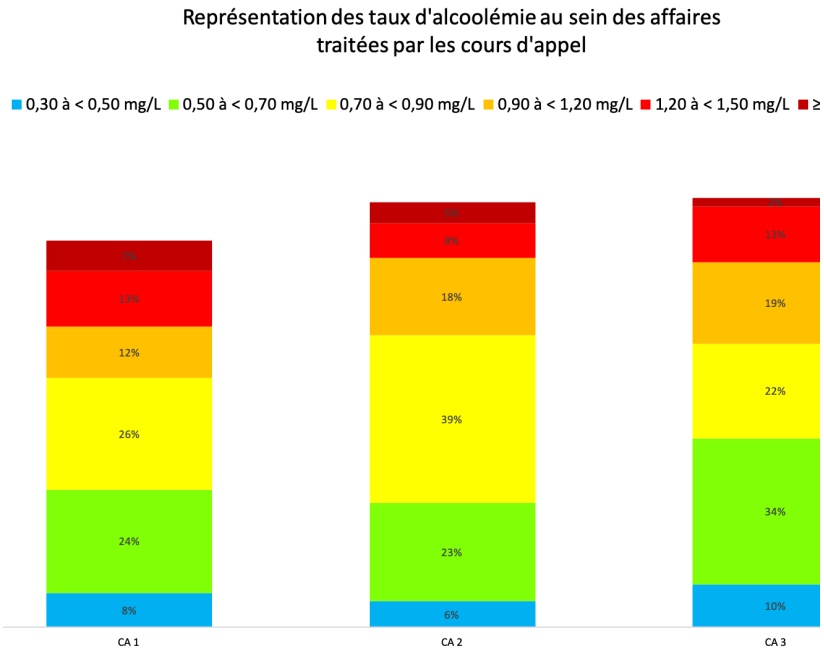


Figure 325

L'anlyse montre ainsi que **l'ensemble des CEA** jugées en appel par les trois chambres des appels correctionnels ont été sanctionnées par le prononcé d'une **peine d'amende** dont le *quantum* est compris :

- **entre 300 € et 400 €, dans 73 % des cas** si l'appelant est jugé à la CA 1 ;
- **entre 300 € et 400 € dans 63 % des cas** si l'appelant est jugé à la CA 3 ;
- **entre 400 € et 500 € dans 56 % des cas** si l'appelant est jugé à la CA 2.

L'existence de pratiques régulières en présence d'un défaut de permis, autre infraction particulièrement représentée dans l'ensemble des ressorts étudiés peut être constatée dans le champ des **peines d'amende** (Figure 326), **malgré, là aussi, une diversité de profils socio-professionnels ou familiaux** dans l'échantillon de décisions analysé.

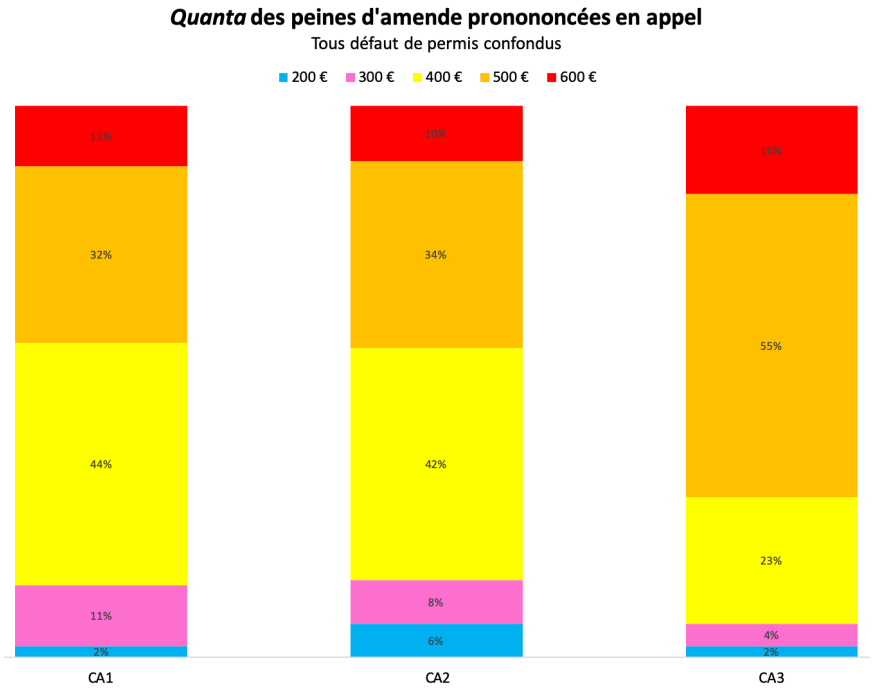


Figure 326

L'anlyse montre ainsi que **l'ensemble des défauts de permis** jugées en appel par les trois chambres des appels correctionnels ont été sanctionnées par le prononcé d'une **peine d'amende** dont le *quantum* est compris :

- **entre 400 € et 500 € dans 76 % des cas** si l'appelant est jugé à la CA 1 ;
- **entre 300 € et 400 € dans 76 % des cas** si l'appelant est jugé à la CA 2 ;
- **entre 400 € et 500 € dans 78 % des cas** si l'appelant est jugé à la CA 3.

Les peines d'emprisonnement comme les peines complémentaires prononcées par les chambres des appels correctionnels retenues dans le champ de la recherche ne constituant pas un échantillon suffisamment représentatif pour faire l'objet d'une exploitation statistique pertinente, il n'a été possible d'exploiter que les peines d'amende qui constituent, sur la période considérée, la peine la plus prononcéeen appel.

Les **régularités constatées dans les pratiques juridictionnelles** des magistrats ayant été amenés à se prononcer en appel dans les affaires ayant trait à des délits routiers **interrogent particulièrement** en ce que **les chambres des appels correctionnels siègent en formation collégiale**, de sorte que les peines prononcées en appel sont, en théorie du moins, décidées par trois magistrats. Les régularités observées posent donc la question de l'existence de barèmes construits suivis par les magistrats composant ces différentes chambres ? Pourtant, les magistrats rencontrés nous ont indiqué ne pas suivre de barèmes. Est-ce à dire alors que ces derniers suivraient, collectivement, un barème intuitif ? Cette hypothèse semble *a priori* peu probable en raison de la nature même de ce barème. Mais la manière dont les chambres des appels correctionnels fonctionnent invite à ne pas écarter cette hypothèse trop rapidement.

Dans les faits, le **dispositif des décisions rendues en appel est largement le fruit du travail de l'un des magistrats composant la chambre** dès lors qu'il y a une répartition des affaires entre le ou la président(e) et les deux conseillers, chaque magistrat se retrouvant ainsi en charge de dossiers qu'il va traiter, et pour lesquels il va établir des propositions, tant sur la culpabilité que sur la peine. Ce travail réalisé, il transmet ses dossiers aux magistrats composant la chambre qui vont se livrer à une lecture rapide du dossier, et dans la grande majorité des cas, valider la solution proposée, tandis qu'à son tour, il reçoit les dossiers de ses collègues qu'il va traiter rapidement afin de se positionner sur la pertinence de la solution proposée au regard des faits de l'espèce. Naturellement, **il ne s'agit aucunement d'un cas de préjugé au fond**, dès lors que cette pré-décision sera **confirmée ou révisée selon les éléments apportés à l'audience**, notamment par l'avocat du prévenu. Sur ce point, l'équipe de droit pénal a pu constater, à l'occasion des nombreuses audiences auxquelles M. Joseph-Ratineau s'est rendu que les magistrats n'hésitent pas à s'écarter de la pré-décision établie en

fonction des éléments nouveaux rapportés à l'audience, voire des seuls arguments exposés par l'avocat de la défense lors de sa plaidoirie.

Bien que les magistrats n'utilisent effectivement aucun barème, il résulte de leurs échanges et de leurs prises de position les uns par rapport aux autres, l'établissement de solutions qui, audience après audience, finissent par former ce que les praticiens appellent, une "jurisprudence", laquelle constitue dans les faits, ni plus ni moins qu'un barème qui est implicitement suivi par les magistrats composant la chambre. Lorsque l'un des magistrats libère son poste, ce qui est arrivé durant la recherche menée, le nouvel arrivant est souvent accueilli avec une présentation rapide de la "jurisprudence" de la chambre afin que ce dernier s'en imprègne et soit opérationnel le plus rapidement possible. Mais, les magistrats déjà présents se montrent toutefois attentifs aux observations que le nouvel arrivant pourrait formuler sur la pertinence de certaines solutions tenues pour acquises, de sorte que l'équipe de droit pénal a pu observer, dans d'autres contentieux que ceux retenus dans le champ de l'étude, que la chambre fasse évoluer sa jurisprudence du fait de l'intégration de certaines solutions proposées par le nouveau président ou le nouveau conseiller. C'est dans l'élaboration de cette "jurisprudence" que naissent les barèmes implicitement suivis par les magistrats dont l'existence a été révélée par l'analyse statistique des décisions recueillies. Il n'en reste pas moins que les magistrats, en raison de la conception qu'ils ont de la notion de barèmes, réfutent l'idée que cette "jurisprudence" puisse être assimilée à un barème.

La présence de barème constatés devrait s'accroître nous semble-t-il dans les années à venir en raison de l'entrée en vigueur des dispositions de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 précitée qui prévoit désormais que **les délits ayant été jugés par une formation à juge unique du tribunal correctionnel pourront pareillement être jugés par la chambre des appels correctionnels statuant elle-même en formation à juge unique.**[202] Comme le confirme la circulaire CRIM N° 2019-00319 du 27 mai 2019[203] le critère principal de compétence du juge unique en appel n'est pas, comme en premier ressort, lié à la qualification de délit, mais au fait que ce délit a été jugé en juge unique en premier ressort. Continueront d'être jugés en formation collégiale en appel les

[202] Art. 510 C. proc. pén.

[203] Circ. CRIM N°2019-00319 du 27 mai 2019 de présentation des dispositions de procédurale pénale de la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 de progammation 2018-2022 et de réforme pour la justice relatives au jugement applicables au 1er juin 2019 : BOMJ 2019.

délits relevant de la compétence du juge unique mais ayant été jugés par le tribunal correctionnel en formation collégiale, ce qui inclut les hypothèses dans lesquelles le prévenu était en détention provisoire lors de sa comparution, dans lesquelles il était poursuivi selon la procédure de comparution immédiate, ou parce qu'il était également jugé pour des délits connexes ne relevant pas du juge unique, ou encore parce que le tribunal correctionnel, en raison notamment de la complexité des faits, a renvoyé l'affaire à la collégialité, ainsi que les délits pour lesquels la chambre des appels correctionnels siégeant à juge unique ou l'appelant demande le renvoi de l'affaire à la formation collégiale. De fait, au regard de la morphologie du contentieux traité en appel dans les juridictions ayant participé à l'étude, la grande majorité des délits seront désormais appelés à être jugés par la formation à juge unique de la chambre des appels correctionnels. **Les résultats de la recherche ont mis en évidence, dans les juridictions de première instance, que les barèmes constatés s'épanouissent davantage dans les formations à juge unique que dans les formations collégiale.** Il sera donc particulièrement intéressant, **dans les années à venir, de mener une recherche empirique consistant, dans les contentieux dans lesquels une telle recherche sera possible, à confronter les solutions du barème implicite retenu par le juge unique de première instance avec celui retenu par le juge unique d'appel**. En l'état, une telle comparaison ne peut être menée puisque la chambre des appels correctionnels siège nécessairement en formation collégiale.

Du cod52Le retrait des CRP

Section 2. Le contentieux des violences intrafamiliales

142. Un contentieux hostile au phénomène de barémisation. Selon l'Institut National des Hautes Etudes de la Sécurité et de la Justice, « *En 2017, le « 3919 – Violences Femmes Info » a pris en charge 21 999 appels pour des violences faites aux femmes. Parmi eux, plus de 9 sur 10 avaient trait aux violences conjugales soit 20 428 appels 1 et 97 % concernaient des femmes victimes d'homme.* »[204] La prise de conscience récente de l'importance du phénomène des violences intrafamiliales a conduit une mobilisation du droit pénale et, en particulier depuis 2004, à de nombreuses initiatives en vue de tenter d'adapter l'arsenal répressif à ce phénomène préoccupant, et au-delà de mobiliser les autres branches du droit et les autres acteurs judiciaires autour de cette thématique, notamment le juge aux affaires familiales *via* le mécanisme de l'ordonnance de protection. Ces dernières années, la lutte contre ces formes spécifiques de violences est devenue une priorité politique et une préoccupation majeure pour l'autorité judiciaire. Mais le contentieux des violences intrafamiliales est extrêmement délicat à traiter, et la recherche menée montre qu'il est souvent placé entre les mains de magistrats, notamment au parquet, particulièrement sensibles et engagés dans cette cause qu'est la lutte contre les violences intrafamiliales, terme générique qui recouvre principalement une réalité crue : celle des femmes battues. En raison de son caractère particulièrement sensible, la question d'une éventuelle barémisation de la réponse pénale dans le contentieux des violences intrafamiliales peut sembler totalement incongrue tant ce dernier suppose un traitement particulièrement individualisé dès la constatation des faits jusqu'à la sanction de l'auteur, voire au-delà. La recherche montre qu'en ce domaine la réponse pénale a évoluer ces dernières années dans le sens d'une certaine homogénéité des pratiques au parquet, mais également, dans une certaine mesure, au siège, qui, si elle témoigne de la prise de conscience des magistrats de l'urgence qu'il y a désormais à endiguer ce phénomène, pose en creux la question de l'existence de barèmes permettant de réguler les pratiques en les rationnalisant, et ainsi d'éviter une dispersion des réponses pénales particulièrement préjudiciable.

Le **contentieux des violences intrafamiliales n'étant pas un contentieux de masse**, l'échantillon de décisions recueillies sur la période considérée n'est pas suffisamment

[204] A. Sourd, « Les violences au sein du couple : contexte et conséquences », *Flash' Crim*, 2019, n°21.

représentatif pour donner lieu à une analyse des pratiques par juridiction, ce qui a été fait dans le contentieux des délits routiers par exemple. Le choix a donc été fait, au regard des convergences observées dans les pratiques entre les ressorts, d'exploiter l'ensemble des données disponibles, et de restituer les résultats ainsi obtenus dans une présentation d'ensemble, aussi bien pour les TGI (2.1) que les cours d'appel (2.2).

2.1 Le traitement judiciaire des violences intrafamiliales dans les TGI

143. Annonce de plan. L'homogénéité du contentieux sur les différents ressorts étudiés (2.1.1), peut expliquer, en première analyse du moins, l'existence de pratiques communes aussi bien au niveau du parquet (2.1.2), que dans les pratiques juridictionnelles des TGI (2.1.3), comme des cours d'appel (2.1.4) [205]

2.1.1. – Morphologie du contentieux dans les TGI étudiés

144. Un contentieux peu massif. L'analyse statistique des décisions recueillies montre que le contentieux des violences intrafamiliales ne s'impose pas comme un contentieux massif dans l'ensemble des juridictions étudiées. Toutefois, elle fait ressortir certaines spécificités. Ainsi, parmi les sept TGI étudiés, les résultats montrent que le TGI 4 est celui qui a connu la plus forte activité sur la période considérée puisqu'il concentre à lui seul 147 décisions, ce qui représente **41% du total des décisions rendues dans ce contentieux sur l'ensemble des TGI étudiés**. Par ailleurs, elle met en évidence que les autres TGI ont une activité bien moindre mais tout de même variable d'une juridiction à l'autre (Figure 327).

[205] Pour une présentation chiffrée de l'ensemble des données recueillies, v. Annexe 12.

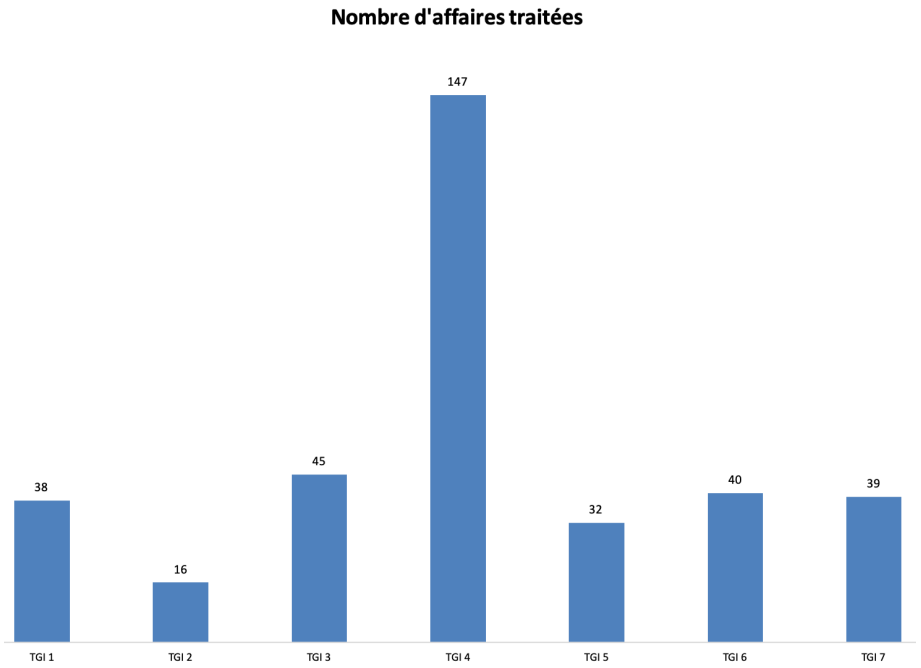


Figure 327

145. Données relatives aux victimes. Si l'équipe de droit pénal a pu observer que les **données socio-démographiques relatives aux victimes sont rarement renseignées dans les décisions de justice** alors mêmes que ces données auraient pu être d'une grande utilité dans le cadre de la recherche menée, des études sociologiques ont mis en évidence, depuis plusieurs décennies, l'importance de la personnalité de la victime dans ce type de contentieux. Il est donc regrettable que les décisions de justice ne comportent que très peu de données exploitables de ce point de vue. Les résultats montrent que **la seule mention renseignée dans la majorité des décisions est le sexe de la victime**, et sans grande surprises malheureusement, l'exploitation de cette donnée a permis d'établir que **90 % des victimes de violences familiales sont de sexe féminin.**

Leur âge, par exemple, n'est renseigné que dans 12 % des cas, sauf en présence d'une victime mineure, dans ce cas, l'âge est renseigné dans 62 % des cas.

La situation matrimoniale ou affective des victimes n'est pas renseignée dans la majorité des décisions, ce qui a privé l'équipe de droit pénal d'informations importantes, notamment si la victime et l'auteur sont encore en couple au jour de l'audience. Cette donnée aurait pu être intéressante à exploiter car il semble que **le fait que la victime soit toujours en couple avec l'auteur des faits, notamment en prsence violences régulières, est une variable exerçant un rôle certain sur la détermination de la nature et du *quantum* des peines prononcées.** Faute de

renseignements dans les décisions, cette donnée n'a pu être exploitée par l'outil statistique.

Autre donnée non négligeables, les **violences telles que dénoncées par les victimes ne sont pas renseignées dans 74 % des décisions ayant été recueillies au sein des TGI** (Figure 328).

L'analyse montre que, sur les 93 décisions pour lesquelles une information est disponible, les trois quarts des victimes dénoncent des violences physiques, verbales ou morales. Dans **22% des cas, la victime dénonce des violences ont été commises sur au moins un enfant du couple** (**ou de la victime seule**), et dans près de **80% des cas, la victime a dénoncé plusieurs types de faits** (**comme des violences physiques et verbales**), tandis que, dans **22% des cas, les mêmes types de faits se sont déjà produits par le passé.**[206]

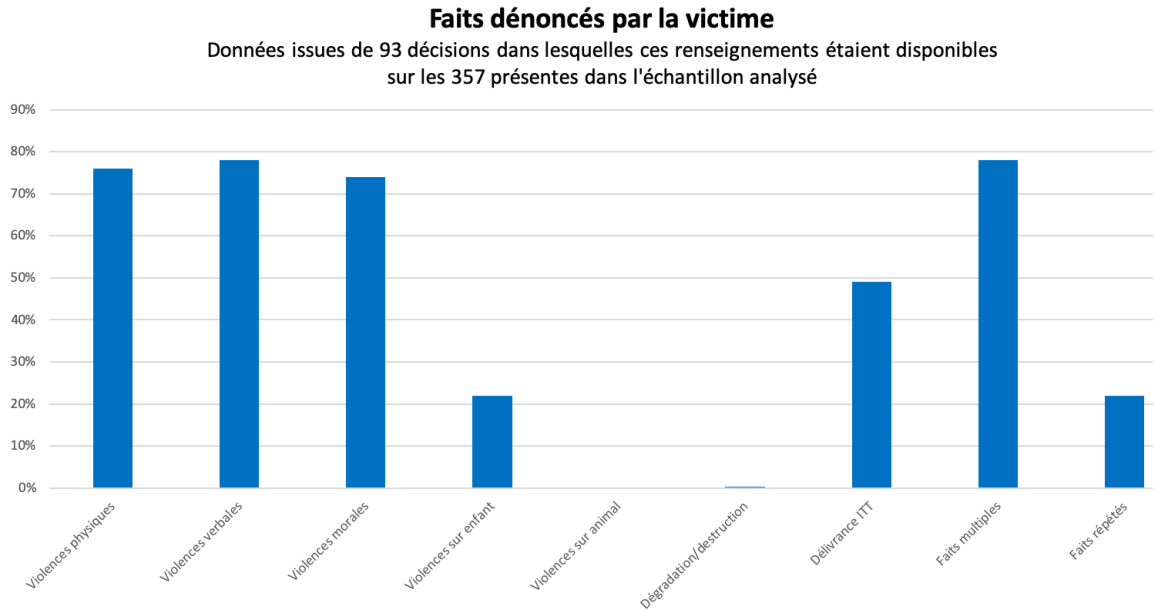


Figure 328

Dans 71 décisions présentes dans l'échantillon analysés, il a été possible d'exploiter les données relatives au détail des violences dénoncées par les victimes (Figure 329).

[206] Annexe 12

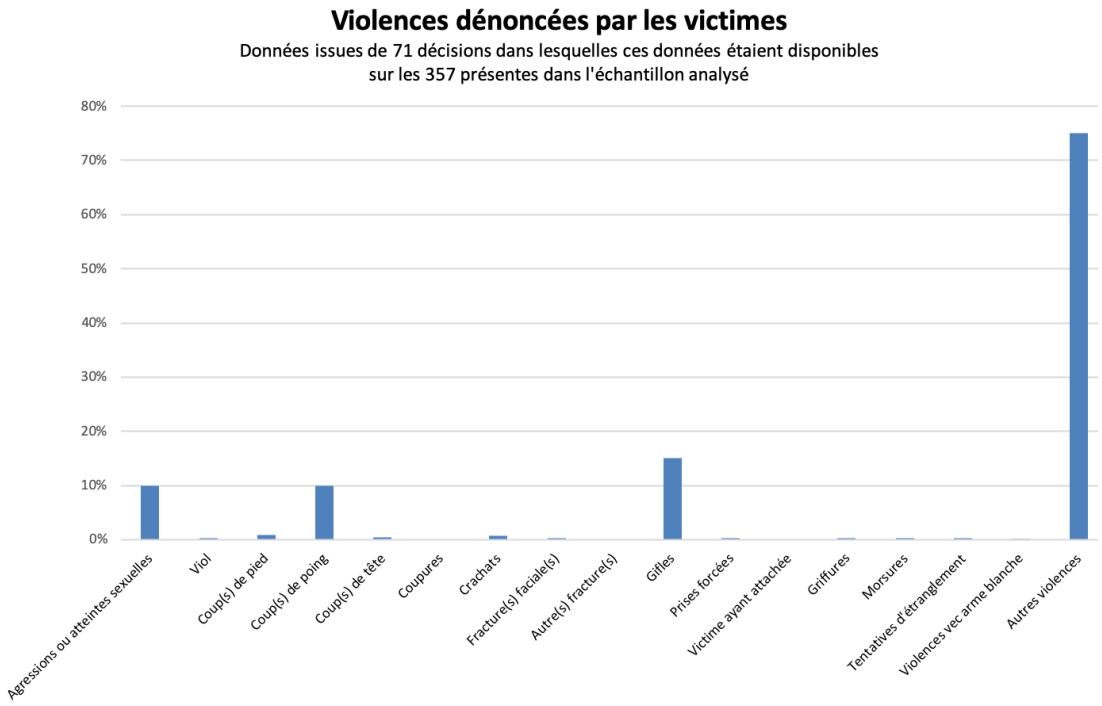


Figure 329

Les résultats montrent que les **violences physiques constituent les faits les plus représentés dans l'échantillon disponible** (90% des cas), les violences verbales (53%) et morales (37%) constituant la second et troisième masse de faits les plus représentés dans l'échantillon analysé. Celle-ci met également en évidence que, d'une part, **56% des violences ont donné lieu à la délivrance d'une ITT tandis que 55% regroupent plusieurs types de faits, d'autre part, que les faits ayant donné lieu aux violences les plus représentés sont les gifles (63% des cas), les coups de pied et de poing (respectivement 35% et 33% des cas), les prises forcées (30% des cas), et les crachats (24% des cas).**

Les **agressions sexuelles sont présentes dans 7 % des affaires**. Sur cette dernière infraction, **de nombreux magistrats regrettent que la réalité de certains faits dénoncés par la victime ne soient pas davantage vérifiés par les services d'enquête. Dans un nombre significatif d'auditions, les victimes dénoncent des faits qui pourraient constituer des viols au sens que le Code pénal donne à ce terme.**

L'une des magistrates statuant dans ce contentieux depuis de longues années nous a indiqué : « *J'ai souvent l'impression que, pour les services d'enquête, le viol entre conjoint, partenaires, concubins, fait partie des violences, comme une sorte de package, alors que ces faits mériteraient d'être vérifiés.* » (J17).

Ce constat est partagé par d'autres magistrats du siège comme du parquet d'ailleurs : « *Alors, je suis souvent très surpris quand je vous arriver les dossier, de constater que la victime*

explique qu'une fellation lui a été imposée sous la menace ou qu'à l'occasion d'une dispute des actes de pénétration vaginale ou anale ont été commis, et que ces dénonciations ne sont pas vérifiées. Il n'y a rien. Quand le dossier nous arrive, il est trop tard pour lancer des investigations, il faudrait que cela soit fait immédiatement, surtout que dans certaines affaires, on est sur du flagrant délit. Je ne parle pas du viol, mais des violences, parce que les voisins ont fini par appeler la police ou la gendarmerie à force d'entendre des hurlements, des pleurs, et j'en passe. » (J17) ;

« *Pour moi, c'est un vrai problème ! Plusieurs fois au TTR, j'ai eu des OPJ qui m'ont fait rapidement un compte-rendu de la situation à laquelle ils étaient confrontés, en m'expliquant le contexte, souvent le même, des voisins excédés d'entendre la victime se faire tabasser finissent un jour par appeler enfin les forces de l'ordre, et quand elles arrivent, elle découvre une victime complètement défoncée, le visage tuméfié, une horreur… Bref, tout est souvent assez bien rapporté. Mais, quand je vois le dossier de la procédure par la suite, je m'aperçois que la victime a également dénoncé des relations sexuelles forcées en sus des violences subies. Or, lors du compte-rendu, je n'ai pas eu de vent de ces dénonciations. J'ai donc parfois l'impression que, pour les services enquêteurs, le viol fait partie des violences lorsqu'il est commis dans le cadre de violences intra-familiales dès lors que la victime est conjointe, partenaire ou concubine de l'auteur, c'est dingue tout de même.* » (P11).

146. Données relatives aux auteurs. Sans grande surprise, les résultats font apparaître que **95 % des auteurs sont des hommes**, et les **trois quart sont des individus plutôt jeunes**, et **majoritairement en emploi** (63 %). Il doit être souligné que la répartition des auteurs par tranche d'âge ne révèle pas de différences notables entre les TGI, alors que les situations dans l'emploi sont en revanche plus contrastées. [207] Reste que **toutes les strates sociales composant la population sont représentées dans l'échantillon analysé, même si une surreprésentation de certaines strates sociales peut être observée**. Est-ce à dire que certains facteurs sociaux joueraient un rôle prépondérant dans le passage à l'acte ? Si de nombreux travaux en sociologie ont été réalisés sur ces questions, l'avis majoritairement partagé par les magistrats travaillant au contact des victimes est unanime : « *L'on a pris l'habitude de dire que la pauvreté, la misère sociale, est le terreau fertile de tous les maux que nos sociétés contemporaine ne savent pas traiter. C'est le cas avec les violences conjugales. Mais, je ne pense pas qu'il y a plus de*

[207] Annexe 12

femmes battues dans les foyers "pauvres" que dans les foyers "aisés", je pense juste que si la parole se libère, elle se libère surtout dans les classes populaires, et il existe encore des catégories sociales dans lesquelles ce genre de choses ne se dit pas. » (P12) ;

« *Mon expérience dans ce contentieux, mais également le travail que je mène depuis de nombreuses années avec le tissu associatif sur ces question me conduit à penser que lorsque l'on est femme de médecin, de magistrats, d'universitaire ou d'un préfet, on ne dénonce pas les claques et les coups reçus en privé, alors que la femme d'un ouvrier ou d'un employé, elle, commence à le faire.* » (J6).

147. Les données relatives à la relation entre la victime et l'auteur au moment des faits. La relation existant au moment des faits entre la victime et l'auteur est davantage renseignée dans l'ensemble des décisions présentes dans l'échantillon analysé, et met en évidence que, dans près des deux tiers des décisions, l'auteur et la victime sont dans une relation de couple (Figure 330).

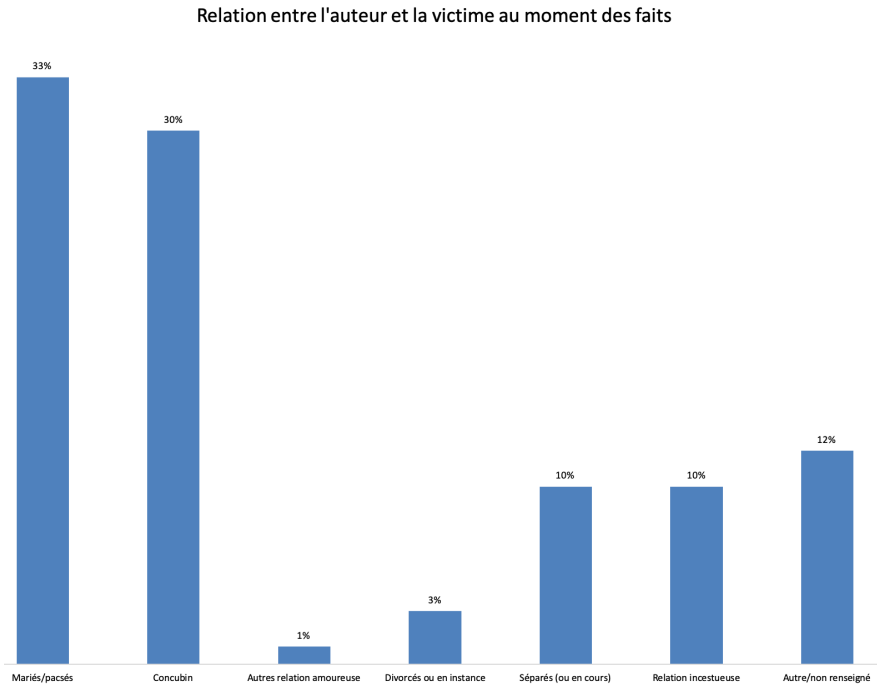


Figure 330

Dans près de 13% **des cas, auteurs et victimes sont des "ex" divorcés ou séparés**, dans 10% des cas, les violences familiales concernent des **situations incestueuses entre membres de la même famille** (ou belle-famille). Certains magistrats du parquet ont indiqué être particulièrement attentifs aux affaires concernant les cas de violences commises entre "ex", ces dernières étant celles, selon eux, qui dégénèrent le plus

souvent en homicide, ce constat n'a toutefois pas été partagé par l'ensemble des magistrats, et la recherche menée n'a pas permis de collecter des données sur ce point, la matière criminelle étant exclue de celle-ci.

2.1.2. – Traitement judiciaire des violences intra-familiales par les parquets

148. L'homogénéité des pratiques. Les résultats font apparaître, dans un premier temps du moins, une certaine homogénéité des pratiques parquetières dans le traitement de ce contentieux (Figure 331).

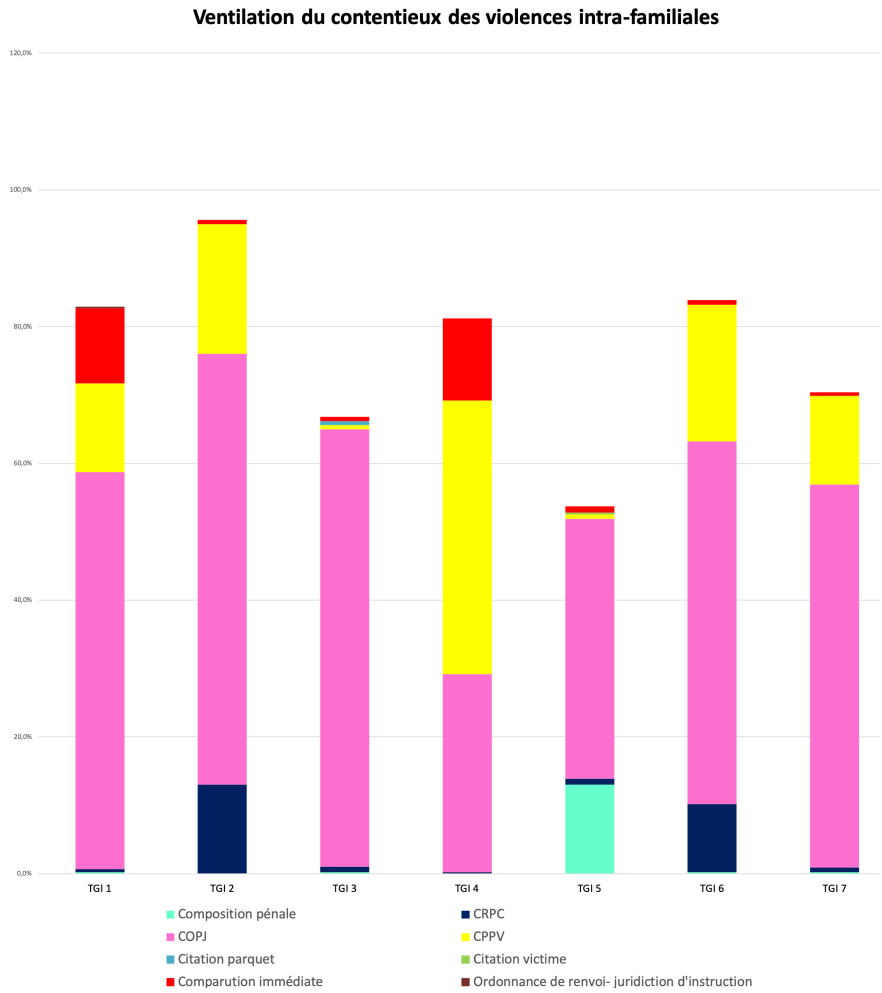


Figure 331

Le graphique ci-dessus, qui n'intègre que les procédures les plus représentées, montre que les **deux tiers des affaires de violences intrafamiliales ont été poursuivies par renvoi de l'auteur devant le tribunal correctionnel** saisi dans le cadre des procédures de COPJ (44%) ou de CPPV (24%). Près de 10% font également l'objet d'une comparution immédiate, procédure principalement diligentée à l'encontre d'auteur se

trouvant en récidive légale ou étant multiréitérants, 6% ont été poursuivis par voie de CRPC, et 6% dans le cadre de la procédure de citation. **Les autres procédures sont au contraire marginales, voire très marginales dans ce contentieux.** La prépondérance des procédures de COPJ se vérifie dans tous les TGI étudiés, à l'exception du TGI 4 où les CPPV sont plus fréquentes. **L'homogénéité des pratiques pose avec une acuité particulière la question de l'utilisation éventuelle de barèmes construits dans les parquets**, comme il a été possible d'en rencontrer dans le champ des délits à la circulation routière, mais également, celle d'une harmonisation des politiques pénales menées dans les différents ressorts, ce qui pose la question de l'influence de l'ITT dans la ventilation du contentieux.

149. L'absence de barèmes construits. Dans tous les parquets ayant participé à la recherche, **aucun barème construit n'a été rencontré par l'équipe de droit pénal**. Alors que le barème a été présenté par les procureurs de la République comme un outil tendant à rationnaliser l'activité des parquets en vue de réduire les disparités parfois observées dans les réponses pénales, il peut paraître surprenant, de ce point de vue, de ne point rencontrer le moindre outil d'aide à la décision dans le champ des violences intrafamiliales, contentieux pour lequel la dispersion des réponses pénales entre les territoires est pourtant régulièrement dénoncée par les associations engagées dans la lutte de ce type de faits. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer l'absence de barèmes construits dans les parquets ayant participé à la recherche.

150. Difficultés techniques. Il paraît effectivement difficile, pour ne pas dire impossible, d'établir une grille de référence au regard de la **pluralité des faits susceptibles de caractériser des violences intrafamiliales**. Les résultats exposés *supra,* pourtant issus d'un échantillon de décisions dont on ne peut pas dire qu'il soit particulièrement volumineux, illustrent déjà cette réalité. Si l'on prend les seules violences physiques, non seulement elles peuvent résulter d'une **diversité d'actes dont tous ne traduisent pas le degré de gravité**, et surtout **n'expriment pas un même état psychologique chez l'auteur**. Par ailleurs, les violences physiques qui sont dénoncées par les victimes sont, dans la grande majorité des cas, multiples, et s'étalent sur une période plus ou moins longue. **Il est donc impossible, de ce point de vue, d'établir un barème susceptible de reprendre, à défaut de l'intégralité, au moins la grande majorité des faits auxquels les services du parquet sont confrontés chaque jour**. En

outre, les **victimes subissent concomitament aux violences physiques, des violences verbales ou morales** qui, elles aussi, **n'ont pas le même degré de gravité, et surtout n'expriment pas un même état psychologique chez l'auteur**. Les violences verbales comme morales sont un révélateur du degré de gravité de la situation au sein du couple, et plus largement de la relation entre l'auteur et la victime. **En présence de faits de moyenne gravité, elles peuvent mettre en relief l'état d'esprit de l'auteur, et constituent bien souvent un élément important de l'individualisation de la réponse pénale qui sera apportée par l'institution judiciaire en donnant à l'acte physique commis son entière dimension.** De fait, **si l'ITT permet d'évaluer le degré de gravité des violences physiques commises/subies, ce critère n'est pas nécessairement le plus efficient pour individualiser au plus juste des faits la réponse pénale**.

À cette diversité des faits dénoncés répond une **diversité des situations relationnelles entre l'auteur et la victime**. L'analyse statistique a révélé que c'est d'abord **au sein du couple** que ce type d'infractions est le plus répandu, or, la notion même de couple renvoie à des réalités multiples, devenues complexes à appréhender, surtout dans une société qui a érigé la réalisation de soi en objectif social généralisé. Au XXI[e] siècle, non seulement les motivations à faire ou à rester en couple ont évolué[208], mais encore l'outil numérique est-il venu fortement modifier les façons de faire couple.[209] En ce domaine, les paradoxes de l'hypermodernité que sont la réalisation de soi dans l'autre, par l'autre, ainsi que l'exacerbation des attentes envers autrui en parallèle avec l'affirmation individualiste de soi, rendent difficile l'appréhension des causes sous-jacentes des violences intrafamiliales, ainsi que l'entêtement de certaines victimes à demeurer auprès de leurs bourreaux. La différence entre ce contentieux et les autres tient principalement au fait que la réponse pénale est autant tournée en direction de l'auteur, qui doit être puni, et dans la mesure du possible réinséré, que de la victime qui doit être protégée d'une situation toxique dont elle a bien des difficultés à s'extraire en raison de l'emprise psychologique qu'exerce sur elle l'auteur des faits. Pour être pleinement efficace et produire les effets attendus, la réponse pénale doit donc être

[208] G. Neyrand, « Idéalisation conjugale, et fragilisation du couple, ou le paradoxe de l'individualisme relationnel », *Dialogue*, 2002/1, n°155, p. 80. Du même auteur, « L'impact conjugal du virtuel. Eclatement des façons de faire couple à l'heure d'internet », *Dialogue*, 2015/4, n° 210, p. 59.
[209] G. Neyrand, « L'impact conjugal du virtuel. Eclatement des façons de faire couple à l'heure d'internet », *Dialogue*, 2015/4, n° 210, p. 59.

adaptée à chaque situation relationnelle, à chaque couple, en fonction d'une multitude de paramètres et de critères qu'un outil tel que le barème ne peut saisir dans leur intégralité, sauf à rendre l'utilisation de loutil particulièrement complexe, mais de cas, la question de son effectivité comme de son efficacité se poseront avec une certaine acuité, car, comme nous l'avons déjà vu, l'ensemble des magistrats insistent sur le fait que l'efficacité d'un barème est dépendante de sa simplicité.

151. Inutilité du barème eu regard des fonctions du procès pénal et des finalités assignées à la réponse pénale. Parce que les violences conjugales constituent d'abord, dans la grande majorité des cas, un meurtre psychique permettant ensuite à l'auteur de physiquement ou verbalement passer à l'acte (coups, agressions sexuelles, viols, humiliations, insultes, *etc.*), **la répression des violences intrafamiliales doit**, autant que faire se peut, permettre une **déconstruction de l'emprise psychologique que l'auteur a progressivement installé dans sa relation avec la victime, et lui permettre de dépasser progressivement les dommages psychologiques subis**. L'on peut légitimement s'interroger sur le fait de savoir si la recherche de cette finalité entre dans la fonction du procès pénal et plus encore de la sanction pénale ? Sans entrer ici dans le débat qui agite encore la doctrine, certains auteurs considèrent que, si la réparation est classiquement identifiée comme une fonction du droit civil, et plus précisément de la responsabilité civile, **le procès pénal a une fonction cathartique qui s'exprime notamment au travers de la question de la réparation processuelle des victimes, et de l'effet réparateur du dire de justice.**[210] La recherche menée montre que les magistrats du parquet intègrent cette fonction cathartique du procès pénal dans leur raisonnement, et de fait, leur prise de décision. **La fonction cathartique du procès pénal ne peut s'épanouir dans les procédures alternatives aux poursuites ou de poursuites alternatives aux poursuites dès lors que ces procédures ne laissent qu'une place extrêmement réduite à la victime, et n'envisagent la réparation qu'au travers de l'allocation de dommages-intérêts.** Il n'y a que dans le cadre de l'audience que cette fonction du procès pénal est susceptible de produire ses effets. Il n'y a qu'à l'audience correctionnelle, en raison de la répartition spatiale des parties, et du

[210] Y. Joseph-Ratineau, *La privatisation de la répression pénale*, Coll. Droit et Sciences Politiques, Connaissances et Savoirs, 2016. N. Pignoux, *La réparation des victimes d'infractions pénales*, Coll. Sciences Criminelles, L'Harmattan, 2008.

maintien d'un certain rituel judiciaire[211] bien que moins théâtral que celui suivi devant la cour d'assises que la victime va pouvoir prendre conscience de la vulnérabilité de son bourreau, de sa faiblesse parfois aussi, voire de sa lâcheté dans ses explications, elle va pouvoir entendre, sincères ou pas, les excuses, ou plus généralement, les tentatives d'excuses de ce dernier. Elle va entendre le prononcé de culpabilité, la qualification pénale retenue pour l'ensemble des faits ayant donné lieu à poursuites, et surtout, elle va entendre le prononcé d'une peine qui, si elle n'est jamais jugée comme suffisamment sévère dans la grande majorité des cas, a au moins le mérite d'infliger à l'auteur un mal qui rétablit une certaine égalité entre les deux parties, ce d'autant qu'à la condamnation pénale s'ajoute le plus souvent une condamnation civile. De ce point de vue, **l'audience correctionnelle, par son rituel, apparaît comme le lieu propice à la déconstruction du processus de domination psychologique mis en place l'auteur durant la relation, et, par voie de conséquence, à la restauration de la victime.**

Du côté de l'auteur, l'audience apparaît comme le seul lieu où il peut prendre conscience de la gravité des actes commis, des difficultés auxquelles il doit faire face, et au-delà des solutions judiciaires, de réfléchir aux éventuelles pistes susceptibles de l'aider à mieux gérer sa violence et sa relation à l'autre. La raison tient là aussi au fait qu'il n'y a qu'à l'audience que l'auteur va être confronté d'abord à sa ou ses victimes, ce qui inclut d'être confronté à leur colère, à leur douleur, à leur souffrance. Il va également être confronté aux questions des magistrats, du parquet comme du siège, qui vont le mettre face à ses actes, et donc, face à sa responsabilité, quitte, souvent, à le pousser dans ses retranchements. Il va entendre la voix de la société, au travers des réquisitions du parquet, et dans un contexte social qui encourage l'égocentrisme et le narcissisme, certaines vérités entendues lors de ce réquisitoire vont souvent affecter l'auteur, bien davantage parfois que la peine prononcée. Nous avons pu nous rendre compte lors de plusieurs audiences, notamment lorsque les parties quittent la salle dans l'attente du délibéré, ou après l'énoncé de la condamnation par le président :

---

[211] F. Desprez, *Le rituel judiciaire*, Coll. Thèses, Bibl. de sciences criminelles, T.46, LGDJ, 2009. A. Garapon, *Bien juger : essai sur le rituel judiciaire*, Odile Jacob, 2001.

- « *Oh maître, je veux porter plainte contre l'autre b***** là, le procureur. Oh, il m'a présenté devant tout le monde comme un lâche qui bat sa femme, un mec qui a pas de c***** quoi ! Oh, y a des gens que je connais moi dans la salle, je passe pourquoi là. On traite pas les gens comme ça !* » (un prévenu à son avocat) ;
- « *Vas-y p****, je me suis pris la honte de ma vie ! Oh le procureur, il a dit que j'avais, comment il a dit déjà ?* – Son avocat : "*Que vous aviez des capacités intellectuelles très inférieures à la moyenne, et que si cela vous rendait visiblement plus lent à la détente, cela ne vous rendait pas pour autant irresponsable de vos actes, ni en capacité de les comprendre, même si vous partiez de loin*". – Le prévenu : "*voilà c'est ça ! Il a dit quoi là, que je suis un mongolien ? Non, mais la honte de ma vie quoi ! Franchement, après ça ils peuvent prononcer ce qu'ils veulent, je m'en fous… P***** ils m'ont tué, j'ai plus de vie sociale là.* » (un prévenu à son avocat) ;
- « *Franchement, ce soir je rentre pas dans mon quartier. Vous avez vu ces enc****** comment ils m'ont traité ? Comme une me**** !!! Et puis vas-y les questions intimes devant mes parents ! Oh tout le monde sait que je bande pas maintenant ! Mais ça regarde qui ça ? Oh y avait la mère de F**** dans la salle, c'est une langue de p***** elle, demain tout le monde va savoir ce qui s'est dit ici… Et l'autre s***** qui est venue tout déballer avec son avocate. Pfff, elle a pris une p**** comme elle de toute façon. Oh t'as vu, le proc' avec ses vannes de merde, il a fait rire tout le monde. Chui dégoûté, sérieux, ils m'ont tué là ! C'est pire que la peine de mort !* » (prévenu à un ami venu le soutenir) ;
- « *Pffff, je ne pensais pas que j'allais me faire humilier comme ça. C'est ça la Justice ? Tu viens pour t'en prendre plein la gueule ?!* – Son avocat : *en même temps M. Z., les actes que vous avez commis sont graves, ils essaient juste de vous faire prendre conscience de la gravité de vos actes, il n'y a rien de personnel.* – Le prévenu : *Oui, je sais, mais bon, là je me sens pas bien du tout.* – Son avocat : "*Vous avez peur pour la peine ? Vous ne devriez pas prendre du ferme, je vous assure*". – Le prévenu : "*La peine ? Non, ce n'est pas ça. C'est juste que… y a des proches à moi dans la salle, quelle image ils vont avoir de moi maintentant, ils m'ont vu pleurer comme un gamin tellement je me suis senti humilié.*" » (un prévenu à son avocat) ;
- « *Franchement Maître, je mérite la peine qui va être prononcée. Je voyais bien que je faisais souffrir ma femme et ma fille, mais pas à ce point. P****, je suis un monstre en fait ! Vous avez tout ce qu'elles ont dit, à quel point je les ai fait fouffrir. Le procureur,*

il a raison, faut que je me soigne sérieux, j'ai vraiment un problème. » (Un prévenu à son avocat) ;

- « *Ce soir, je me suicide !* Son avocat : *"Allons, vous n'avez pris que deux mois avec sursis avec mise à l'épreuve, ça va !"* Le prévenu : *"Mais vous êtes aussi con que les autres vous ? Je m'en fous de la peine, j'ai bien compris que j'irai pas en prison, chui pas débile. Mais putain comme ils m'ont mis la honte…* - Son avocat : *"Restez poli ! Vous n'avez pas été humilié, ils n'ont fait que vous mettre face à vos actes. Si vous avez honte de vos actes, c'est bien qu'il y a un problème, non ?"* Le prévenu : *" Oui, vous avez raison Maître, mais putain, on déballe pas tout ça en public ! Y a des gens que je connais, et d'autres que je connais même pas dans la salle, tout le monde sait ce que j'ai fait maintenant ! C'est pas normal ça !"* » (Un condamné à son avocat).

Pour l'auteur également, **les procédures alternatives aux poursuites, comme les procédures de poursuites alternatives, apparaissent particulièrement inadaptées pour traiter ce type de contentieux**, ce qui explique que l'on rencontre en réalité très peu d'affaires ayant été jugées par le biais de ces dernières dans l'ensemble des ressorts étudiés, et lorsqu'elles l'ont été, l'équipe de droit pénal a toujours observé que c'était en présence de faits de très faibles gravité, commis exceptionnellement, le plus souvent au sein de couples traversant une crise passagère. Dans ces dossiers, en raison du caractère exceptionnelle des faits, et de l'attitude bien souvent repentante et confuse de l'auteur, comme les témoignages de la victime tendant, non à minimiser l'acte, mais à insister sur son caractère particulièrement exceptionnel, non seulement la fonction cathartique du procès pénal n'a pas lieu d'être mobilisée du côté de la victime, mais encore l'auteur n'a pas besoin de passer par l'épreuve de l'audience pour prendre conscience de la gravité de son acte. Dans tous les autres cas, le caractère négocié ou consensuel de la procédure (composition pénale et CRPC), ou l'absence de confrontation aux autorités judiciaires (ordonnances pénale délictuelle), comme aux victimes (toutes ces procédures) nuit à la prise de conscience par l'auteur de la gravité de ses actes, et le prive également de la possibilité de s'expliquer sur ces derniers, voir d'apporter des éléments supplémentaires à la connaissance des magistrats sur la situation réelle de ce couple. De fait, **à compter de l'instant où, au regard des objectifs poursuivis par la répression pénale, une seule filière de poursuites s'impose dans l'immense majorité des cas, la question de l'encadrement de la décision des**

magistrats en charge de la poursuite au stade de l'orientation des dossiers dans le circuit procédural ne se pose pas, ce quin rend le barème totalement inutile.

152. Rejet manifeste du barème. Parce que l'ensemble des magistrats du parquet sont bien conscients des enjeux particuliers dont le contentieux des violences intra-familiales est porteur, l'individualisation doit très largement primer sur la standardisation. Le procureur de la République de l'un des TGI ayant participé à l'étude a instauré au sein de son parquet un pôle dédié au traitement des infractions dites "familiales", lesquelles recouvrent naturellement les violences intra-familiales. Pour la vice-procureure en charge de ce pôle, « *Il ne peut y avoir de barème dans ce contentieux. Autant vous pouvez barémiser les délits routiers, la consommation de stupéfiants, mais pas les violences qui interviennent au sein du couple. Je dirai que, dans ce contentieux, nous sommes réellement sur notre cœur de métier. On ne fait du traitemen administratif comme on peut le faire dans des contentieux de masse. Là, on doit prendre le plus rapidement possible la mesure de la gravité de la situation, l'état de dégradement « sic » de la relation entre l'auteur et la victime, et bâtir, à partir de cela, une réponse pénale qui va leur permettre de dépasser cette situation, et de ne surtout pas l'aggraver. Donc, chaque dossier donne lieu à un vrai travail de réflexion, et une vraie décision individualisée. On ne pourrait pas faire autrement, même si on le voulait. Donc, pour reprendre votre expression que j'aime beaucoup, oui, on peut dire que l'on fait de "l'artisanat judiciaire", oui, c'est bien vu.* » (P20).

D'autres magistrats vont également dans le même sens, et parce qu'il n'est pas possible de reproduire ici l'intégralité des témoignages recueillis, nous en proposerons quelques uns :

- « *Le contentieux des violences conjugales, parce que c'est principalement de cela dont il s'agit, est incompatible avec toute idée de barémisation. D'abord parce que la seule réponse pénale qui vaille dans 90 % des dossiers, c'est le renvoi de l'affaire à l'audience. Si vous proposez au type qui bat régulièrement sa femme une composition pénale ou une CRPC, comment voulez qu'il prenne conscience de la gravité de ces actes ? Ces procédures ne sont tout simplement pas des outils adaptés au règlement de ce contentieux. À l'audience, il se passe beaucoup de choses, tant du côté des victimes que des auteurs. Alors après, selon la situation, mais là aussi, ça s'apprécie au cas par cas, ben soit vous le convoquez par voie de COPJ qui lui est remise à l'issue de sa garde à*

vue, soit vous le faites par voie de CPPV, si vous pensez, par exemple, qu'il est utile de le mettre sous contrôle judiciaire en attendant sa comparution devant le tribunal correctionnel, voire le coller en détention provisoire, ça peut arriver… Pour les cas les plus graves, ou quand vous savez dès le départ que vous allez demander un mandat de dépôt, vous faites une comparution immédiate. Mais in fine, cela conduit toujours à l'audience. Il n'y a que cette voie qui est adaptée pour le traitement de ce contentieux, sauf cas particuliers, ce qui n'arrive pas tous les jours. » (P4) ;

- « *En présence de violences conjugales, ou de violences sur mineurs, en réalité, la grande majorité des dossiers sont audiencés. Vous n'allez pas renvoyer ce type de faits en CRPC ou en OPD. Ces procédures ne sont pas adaptées à la grande majorité des affaires. Maintenant, oui, il arrive que l'on fasse une médiation pénale, mais c'est devenu de plus en plus rare, parfois une composition pénale ou une CRPC parce que le dossier le justifie, mais c'est exceptionnel sur la masse de dossiers traités.* » (P14).

De nombreux témoignages en ce sens ont été recueillis dans le cadre de la recherche menée, et montre que l'individualisation prévaut très largement sur la standardisation des décisions dans ce contentieux, y compris sur les peines requises si l'on en croit l'ensemble des magistrats du parquet, mais l'équipe de droit pénal n'ayant pu accéder aux réquisitions prises dans le cadre des dossiers ayant donné lieu aux décisions composition l'échantillon analysé, il n'a pas été possible de mesurer scientifiquement le degré d'individualisation des décisions dans ce cadre.

2.1.3. – Traitement judiciaire des violences intrafamiliales par le juge de première instance

153. L'homogénéité des pratiques. Les résultats font apparaître que, sur l'ensemble des ressorts retenus dans le cadre de la recherche, **90 % des auteurs poursuivis ont été reconnus coupables**.[212] Ils mettent aussi en évidence une **régularité dans les pratiques qui pose en creux la question de l'existence de barèmes construits ou constatés dans les juridictions étudiées** (Figure 332).

[212] Annexe 12

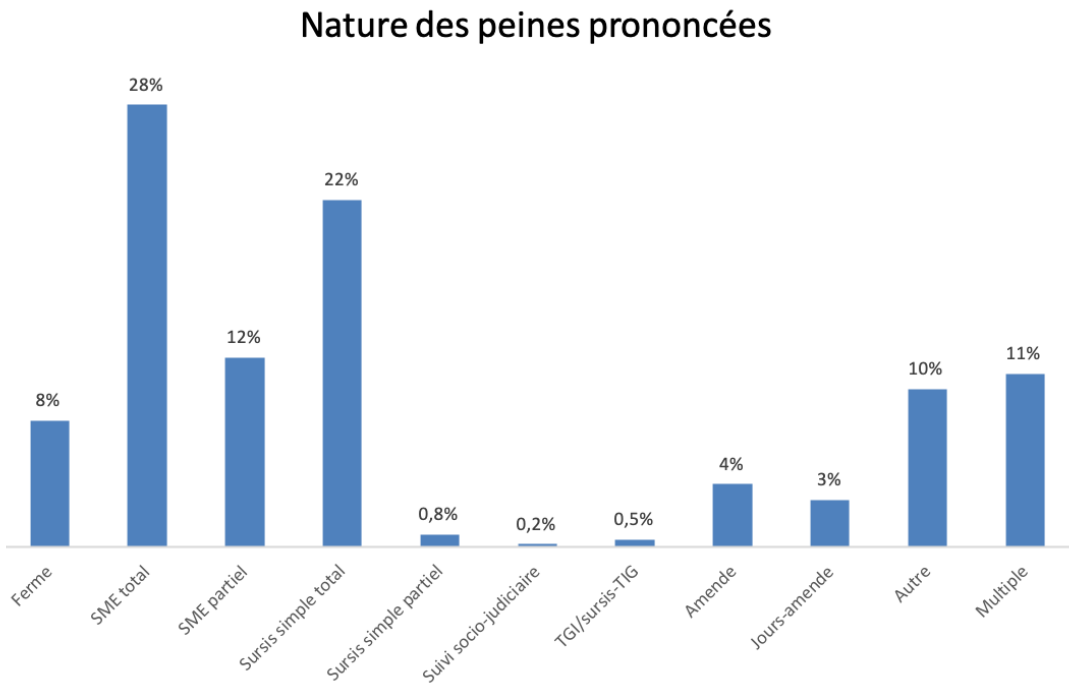


Figure 332

Toutes juridictions confondues, c'est la peine d'emprisonnement qui est la plus sollicité dans ce contentieux, puisqu'elle représente près de **71 % des peines prononcées sur la période considérée**.

Les peines d'emprisonnement fermes ne représentent que 8 % des peines prononcées, ce qui montre que, **dans leur grande majorité, celles-ci sont assorties de modalités d'exécution tendant à éviter l'incarcération du condamné, avec une nette préférence pour la mesure de SME.**

L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que **l'homogénéité des pratiques mise en évidence dans l'ensemble des juridictions quant à la nature des peines prononcées s'observe également dans le champ des *quanta* retenues.** En prenant comme objet d'étude la peine d'emprisonnement, seule peine dont la taille de l'échantillon disponible est suffisamment représentative pour rendre l'exploitation statistique pertinente, il est possible d'observer que, toutes juridictions confondues, 72 % des peines d'emprisonnement prononcées ont un *quantum* supérieur à 6 mois, étant souligné que dans 32 % des cas, la durée de privation de liberté prononcée est supérieure à 1 an (Figure 333).

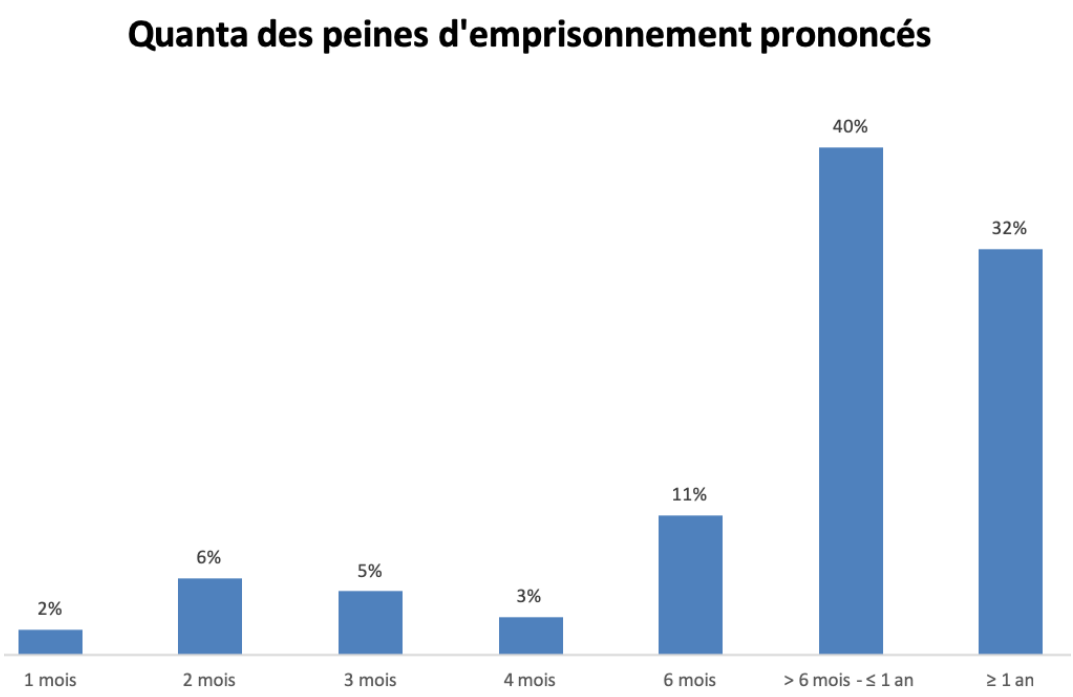


Figure 333

La **sévérité des *quanta* s'explique bien évidemment en raison de la gravité des faits commis**, mais également par le fait que les juges recourent massivement au **SME (94 % des cas), et fixe la durée de mise à l'épreuve à trois ans (92 % des cas)**. L'analyse met également en évidence que la grande majorité des mesures de SME comportent :

- une **obligation de soins dans 74 % des cas** ;
- **l'interdiction de rencontrer la victime, et/ou de se rendre à son domicile et/ou sur le lieu de son travail dans 98 % des cas.**

Lorsqu'une demande dommages-intérêts a été formulées par la victime, l'obligation de réparer le dommage causé par l'infraction est ordonnée dans 77 % des cas.

Si **l'ITT n'est pas apparue comme un critère déterminant dans la ventilation du contentieux au stade de l'orientation des poursuites, l'analyse des décisions rendues par l'ensemble des TGI étudiés montre également que la sévérité des peines n'entretient que peu de lien avec la présence ou non d'une ITT.**[213] En soit, cela n'est guère surprenant dès lors que, si la peine a vocation à réprimer des violences dont le degré de gravité est évalué à l'aune de l'importance du préjudice subi par la victime,

[213] Annexe 12.

la spécificité des violences intrafamiliales réside dans le fait qu'elles interviennent au sein du couple, et souvent donc souvent répétées sur une période plus ou moins longue, la réponse pénale, par les finalités particulière qu'elle poursuit dans ce contentieux, ne peut se définir uniquement sur le seul critère du préjudice quantifiable subi par la victime.

154. Un traitement barémisé des violences intrafamiliales ? La question peut sembler extrêmement incongrue compte-tenu de ce qui a été observé lors de l'étude du contentieux des délits routiers contentieux de masse dans toutes les juridictions présentes dans le champ de la recherche à savoir que, si les magistrats du siège pouvaient effectivement recourir à des barèmes, il ne s'agissait dans tous les cas que de barèmes constatés, autrement dit, de barèmes existant, et s'appliquant, à l'insu de leurs auteurs. Il est peu probable que des dizaines de magistrats statuant dans des juridictions éloignées, voire très éloignées, géographiquement, ayant des parcours professionnels différents, suivent, intuitivement le même barème dans le même contentieux, et nous en voulons pour preuve le fait que la révélation des barèmes constatés utilisées par certains magistrats du siège dans le champ des délits à la circulation routière n'a nullement empêché l'existence de disparités importantes entre les ressorts dans le traitement de ce contentieux. **De ce point de vue, la thèse du recours à des barèmes constatés peut être écartée en ce qu'elle n'est pas satisfaisante pour expliquer les convergences observées entre les sept ressorts de TGI répartis sur les trois ressorts des cours d'appel retenus dans le cadre de la recherche.** Reste alors la thèse des barèmes construits qui, eux, parce qu'ils formalisent des procédés ayant pour objectif de faciliter l'activité décisionnelle en proposant un résultat précis en référence à des critères de décisions prédéterminés principalement sous forme de tableaux , supposent nécessairement une démarche intellectuelle consciente de la part de leur auteur.

Lors de l'étude du traitement juridictionnelle du contentieux des délits à la circulation routière, il a pu être constaté que **les magistrats du siège sont hostiles à l'idée même d'un encadrement *a priori* du contenu de la décision juridictionnelle** par l'élaboration d'outils d'aide à la décision que sont les barèmes, et aucun outil d'aide à la décision n'a d'ailleurs été rencontrés au sein des juridictions ayant participé à l'étude. Si les magistrats du siège se montrent hostiles à l'usage de barèmes dans un contentieux de masse tel que celui des délits routiers, alors même que la répétition des

situations constitue le terreau favorable à la manifestation de ce type d'outil, il paraîtrait pour le moins curieux qu'ils se montrent ouverts à une telle hypothèse dans un contentieux qui n'a rien de massif, et qui se caractérise précisément par une grande diversité des situations appelant une individualisation accrue des décisions. Sans grande surprise donc, les résultats de la recherche montrent effectivement qu'aucun barème construit n'a été rencontré dans aucune des juridictions correctionnelles participant à l'étude. Comment expliquer alors les convergences observées, tant dans la nature des peines prononcées que dans leur *quantum* ? La réponse à cette question est peut-être à rechercher dans les finalités que la répression pénale poursuit dans ce contentieux.

155. Une homogénéité des pratiques résultant des finalités poursuivies par la répression pénale. L'article 130-1 du Code pénal dispose qu'« *afin d'assurer la protection de la société, de prévenir la commission de nouvelles infractions et de restaurer l'équilibre social, dans le respect des intérêts de la victime, la peine a pour fonctions : 1° De sanctionner l'auteur de l'infraction ; 2° De favoriser son amendement, son insertion ou sa réinsertion* », tandis que l'article 132-1 du même Code précise que, « *Toute peine prononcée par la juridiction doit être individualisée. Dans les limites fixées par la loi, la juridiction détermine la nature, le quantum et le régime des peines prononcées en fonction des circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur ainsi que de sa situation matérielle, familiale et sociale, conformément aux finalités et fonctions de la peine énoncées à l'article 130-1.* »

Dans le contentieux des violences intra-familiales, il a pu être observé que la peine doit, plus que dans tout autre contentieux, être tournée vers les droits et intérêts des victimes, et notamment leur protection. Dans le même temps, la peine doit sanctionner l'auteur, autrement dit le punir, tout en favorisant son amendement. **Dans un tel contexte, des peines telles que l'amende, le jour-amende, ou encore le travail d'intérêt général ne sont pas à même de concilier, dans la majorité des cas, les objectifs visés par le Code pénal.** Ces peines ne se rencontrent que dans une minorité d'affaires présentant une configuration particulière, ce qui est le cas, par exemple, lorsque, entre la constatation des faits et l'audience de jugement, la victime et l'auteur se sont séparés, ne sont plus en contact l'un avec l'autre, et même parfois, ont refait leur vie avec un nouveau partenaire. Mais dès lors que l'on se trouve en présence de violences conjugales répétées, que l'auteur et la victime vivent encore ensemble, ou

sont séparés, mais qu'il existe un risque de réitération des faits par l'auteur qui n'accepte pas cette séparation, notamment, **seule la peine d'emprisonnement apparaît comme une peine adaptée, et notamment lorsqu'il est possible de l'assortir d'une mesure de SME qui permettra d'imposer un certain nombre d'obligations au condamné tendant, d'une part, à modifier les éléments de son existence ayant pu jouer un rôle plus ou moins déterminant dans la survenance des violences intra-familiales (obligation de soins, obligation de suivre une formation ou d'occuper un emploi, obligation de se trouver un domicile, etc.), d'autre part, de garantir la sécurité de la victime par le prononcé d'un certain nombre d'interdictions en lien avec cette dernière**. C'est en ce sens que la grande majorité des magistrats se prononcent dans les faits :

- « *Face à des infractions de ce type, je pense qu'il n'y a pas trente-six solutions… Il faut déjà que l'auteur prenne conscience de la gravité des faits qu'il a commis, même si les violences se résument à un coup de poing, peu importe, il faut que la sanction soit ferme, auquel cas, je peux vous garantir que deux jours après, les policiers seront de nouveau en train de constater les mêmes faits entre les mêmes protagonistes. Donc, sauf cas très particuliers, pour moi, il n'y a que la peine d'emprisonnement qui est adaptée à ce type de fait. Après, votre peine, vous l'individualisez en fonction des circonstances de l'espèce. Si le type est primo-délinquant, que la victime ne dénonce pas des violences répétées, un sursis simple en totalité, c'est équilibré, mais parfois, même en présence de ce type de faits, je peux coller un SME partiel. Il se passe beaucoup de choses à l'audience. Au-delà du dossier, on capte consciemment et inconsciemment beaucoup d'informations qui forge notre conviction, et par voie de conséquence, le contenu de la sanction que l'on prononce*. » (J.6° ;
- « *La peine d'emprisonnement reste pour moi l'étalon de valeur. Je ne dis pas que je n'ai jamais prononcé une peine d'amende ou de jours-amende, voir un TIG, pour ce type de faits, mais c'est vraiment exceptionnel et dans des cas très particuliers. Le reste du temps, il n'y a que la peine d'emprisonnement qui est adaptée pour ce type de faits, notamment parce que l'on dispose du SME. Sans faire de discrimination sociale ou raciale, c'est un peu toujours les mêmes profils que je vois dans ce type d'affaire, et c'est là que l'on se rend compte à quel point le SME est une mesure extrêmement utile. Ceci explique que j'en prononce beaucoup dans ce contentieux… Il offre toutes les mesures dont on a besoin pour individualiser au plus juste des faits, au plus juste de la situation*

des gens, la peine qu'on prononce. Il permet de sanctionner l'auteur tout en aménagement des mesures qui doivent lui permettre de se réinsérer, à condition qu'ils se conforment aux obligations qu'on lui a collé, c'est toujours pareil, mais également de protéger la personne de la victime, voire de lui assurer une réparation effective de son dommage. » (J7).

2.1.3. – Traitement judiciaire des violences intrafamiliales par le juge d'appel

156. Morphologie d'un contentieux peu massif. Le volume d'un contentieux au pénal est toujours moindre en appel que devant les TGI, ce qui est parfaitement logique, tous les justiciables n'éprouvent pas le besoin de faire réexaminer leur situation devant une juridiction du second degré. Le contentieux des violences intrafamiliales étant déjà peu massif devant les juridictions correctionnelles du premier degré, la masse de décisions disponibles en appel ne pouvait qu'être elle-même relativement faible (Figure 334).

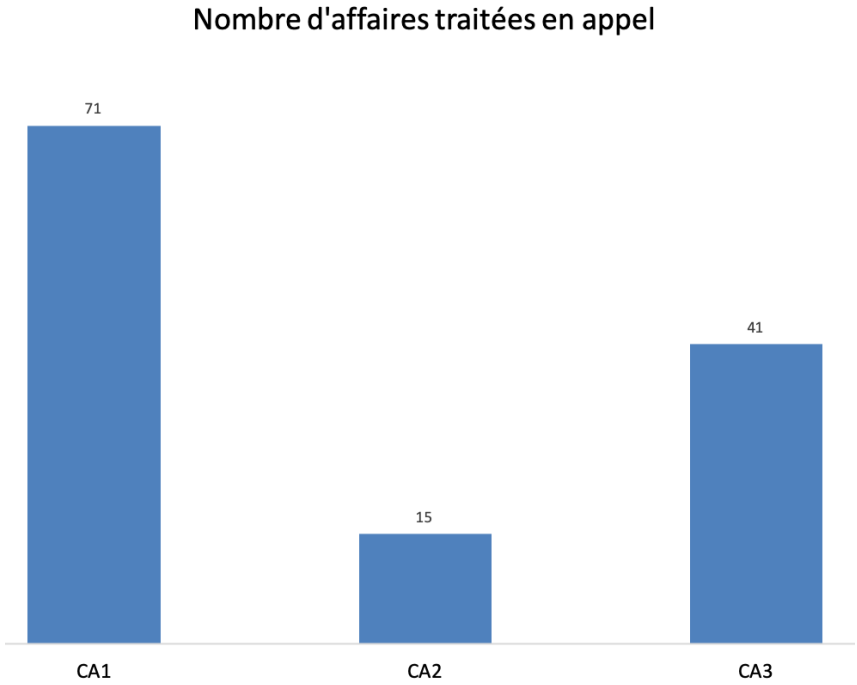


Figure 334

Les **décisions rendues par les cours d'appel sont traditionnellement plus motivées que celles rendues par les TGI**, ce que la recherche menée confirme tant dans le champ des délits à la circulation routière que celui des violences intrafamiliales.

Il n'en demeure pas moins, et cela montre bien les lacunes de l'enquête de police, **qu'en appel comme en première instance, les informations socio-démographiques**

relatives aux victimes ne sont que rarement indiquées, de sorte qu'à l'instar de ce qui a pu être observé pour les TGI, la grande majorité des données qui auraient pu enrichir considérablement l'analyse statistique menée sont absentes des décisions, et n'ont donc pu être renseignées par l'équipe de droit pénal.

Dans l'ensemble, **les tendances observées en première instance se retrouvent en appel :** 94 % des victimes sont des femmes tandis que 95 % des auteurs sont des hommes, et sont pour plus des 3/4 âgés de 30 ans et plus, que 38 % d'entre eux sont sans emploi, et que, de manière générale, la répartition des auteurs par tranche d'âge ou par situation dans l'emploi ne révèle pas de différences notables entre les trois cours d'appel, même si des divergences ont pu être toutefois relevées.

Ainsi, contrairement à ce qui a été observé en première instance, dans plus de 50% des cas, les dossiers traités en appel concernent des "ex", qu'ils soient divorcés ou séparés, un tiers seulement des affaires concernant des auteurs et victimes en couple. Cette évolution de la situation des personnes s'explique en grande partie par le fait que, le plus souvent, la condamnation prononcée en première instance entraîne la séparation du couple. Les résultats mettent également en évidence que les **violences telles que dénoncées par les victimes sont bien mieux renseignées dans les arrêts rendus par les cours d'appel que dans les TGI**. Sur les 125 affaires pour lesquelles une information est disponible :

- 92 % des victimes dénoncent des violences physiques ;
- 67% des violences verbales ;
- 42% des violences morales.

Les violences sur enfant et les dégradations/destructions sont également présentes dans une minorité d'affaires. Une **ITT est délivrée dans 61% des cas**. Dans près de 70 % des cas, la victime dénonce plusieurs types de faits (comme des violences physiques et verbales), et **dans 59 % des cas, les même types de faits se sont déjà produits par le passé**. Dans l'échantillon analysé, il apparaît que les infractions telles que jugées par les cours d'appel sont toujours renseignées.[214]

157. Peines prononcées en appel. L'analyse réalisée par l'équipe de droit pénal montre que le **taux de confirmation des décisions rendues en première instance est**

[214] Annexe 12

relativement élevé (58 % pour la CA 1, 52 % pour la CA 2 et 59 % pour la CA 3). L'échantillon de décisions dans lesquelles la peine prononcée en première instance a été infirmée, et une nouvelle peine prononcée par la cour d'appel, est trop faible pour être suffisamment représentatif et donner lieu à une exploitation statistiques qui soit satisfaisante. L'analyse du traitement judiciaire des violences intra-familiales par les cours d'appel n'a donc pu être pousser plus loin.

Section 3. Les contentieux de l'application des peines

158. La question d'une éventuelle barémisation de la réponse pénale au stade de l'exécution des peines peut *a priori* paraître incongrue : l'exécution et l'application des peines étant, aux termes de l'article 707 du Code de procédure pénale, gouvernées par le principe de l'individualisation des peines, lequel **implique de prendre en considération les particularités de chaque condamné et de chaque dossier avant de décider d'octroyer, de refuser ou de révoquer un aménagement de peine, toute barémisation semble antinomique avec l'esprit et la finalité de l'exécution des peines.**

L'étude du contentieux des décisions de retrait de la libération conditionnelle, que ce soit dans le cadre d'une libération conditionnelle classique ou dans celui d'une libération sous contrainte, en témoigne. Les quelques décisions analysées (12 décisions rendues par trois TGI du 1er janvier au 30 juin 2017) attestent dans leur motivation, le plus souvent détaillée, d'une réelle individualisation de l'exécution des peines, individualisation qui, par définition, s'oppose à toute application d'un barème trop arithmétique et rigide.

Toutefois, **certains contentieux de masse semblent moins hostiles à l'idée d'une possible barémisation**. Tel est le cas de deux contentieux observés dans la présente étude : le contentieux du retrait des crédits de réduction de peine (3.1) et celui des conversions de peines (3.2).

3.1. Le contentieux du retrait des crédits de réduction de peine (CRP)

159. Représentativité du contentieux dans les juridictions ayant participé à la recherche. L'échantillon analysé po fedd'accomplir un te sur 182 ordonnances rendues du 4 janvier 2017 au 31 juin 2017 dans les trois juridictions retenues dans le cadre de l'étude (Figure 335), lesquels représentent 9, 3 % des décisions analysées au TGI 1 ; 81, 9 % des décisions analysées au TGI 2, et 8, 8 % des décisions analysées au TGI 3.

	Jugement %/fréq	Ordonnance %/fréq	Total %/fréq
Conversions de peine	43.7 (150)	0 (0)	43.7 (150)
Retraits de CRP	0 (0)	53.1 (182)	53.1 (182)
Retraits de LC	2.33 (8)	0 (0)	2.33 (8)
Retraits de LC avec SL probatoire	0.87 (3)	0 (0)	0.87 (3)
Total	46.9 (161)	53.1 (182)	100 (343)

Figure 335

L'analyse statistique montre que la majorité des ordonnances de retrait de CRP ont été rendues après avis de la commission d'application des peines (CAP) sur la période considérée (63, 2 %), 37, 8 % ayant donc été rendues sans avis de la CAP en raison de l'urgence[215] tenant soit, lorsque le condamné est détenu, à la proximité de la fin de peine et à la nécessité de sanctionner rapidement un incident soit, lorsque le condamné est placé sous surveillance électronique ou bénéficie d'une semi-liberté ou d'un placement à l'extérieur, à la répétition des incidents (Figure 336).[216] **Il n'est toutefois pas possible de mesurer l'incidence d'un avis de la CAP sur la décision rendue car, dans la très grande majorité des cas, le sens de cet avis, et *a fortiori* les raisons qui l'ont motivé, ne sont pas mentionnées dans l'ordonnance.**

	Non %/fréq	Oui %/fréq	Total %/fréq
Jugement	46.9 (161)	0 (0)	46.9 (161)
Ordonnance	19.5 (67)	33.5 (115)	53.1 (182)
Total	66.5 (228)	33.5 (115)	100 (343)

Figure 336

[215] Art. 721 et 712-5 C. proc. pén. : « *sauf cas d'urgence, les ordonnances concernant les réductions de peine sont prises après avis de la commission d'application des peines* ».
[216] Annexe 13.

160. L'intérêt de l'étude des ordonnances de retraits de CRP. Dans le cadre d'une recherche menée sur la barémisation de la justice pénale, l'intérêt de ce contentieux est rapidement apparu aux cours des entretiens individuels menés avec différents juges d'application des peines, certains magistrats ayant fait état de l'existence d'une tarification officieuse du quantum du retrait des CRP en cas de mauvaise conduite des condamnés : la détention d'un téléphone portable conduirait ainsi à un retrait de 20 jours, là où des violences exercées envers un autre détenu entraînerait un retrait de 30 jours, *etc*. **L'analyse de l'ensemble des décisions étudiées ne permet toutefois pas de confirmer l'existence de barèmes aussi précis**. Tout au plus les statistiques soulignent-elles que les actes de violences et les violations des obligations imposées au condamné dans le cadre d'un aménagement de peine, notamment d'un placement sous surveillance électronique, entraînent en moyenne des retraits de CRP plus élevés : 29,6 jours pour les violences et 29,3 jours pour la violation des obligations imposées dans le cadre d'un placement sous surveillance électronique alors qu'une détention de stupéfiants conduit, quant à elle, à un retrait moyen de 20,6 jours et qu'une détention de téléphone engendre en moyenne un retrait de 16,9 jours (Figure 337).

	Moyenne	Ecart-type	Q1	Médiane	Q3	N
Tous	20.6	15.1	10	18	24	179
Faits multiples	26.0	17.9	14	20	30	69
Les faits incluent :						
- Violences	29.6	19.8	19	24	33	25
- Non respect oblig. PSE	29.3	20.3	14	20	40	27
- Retard	23.7	16.5	15	15	30	26
- Insultes ou menaces	22.9	16.0	12	20	28	47
- Mouvement de blocage	22.5	8.96	20	20	20	16
- Détention de stupéfiants	20.6	13.1	10	20	28	31
- Détention de téléphone, SIM, chargeur	16.9	14.4	8	11.5	20.5	32
- Autre type de faits	16.2	11.1	8	14.5	21	22

Figure 337

En revanche, **si on concentre l'analyse sur les seules ordonnances rendues par le TGI 2,** ce qui représente plus de 80 % des ordonnances rendues, **il est possible de conclure à une barémisation de la réponse pénale**. Celle-ci est manifeste lorsque le condamné a déjà fait l'objet d'une sanction disciplinaire pour les faits de mauvaise conduite qui lui sont reprochés (3.1.1) ; elle est moins évidente lorsque sa conduite est appréciée indépendamment de toute poursuite disciplinaire (3.1.2).

3.1.1. – Le retrait des CRP consécutif au prononcé d'une sanction disciplinaire

161. Une barémisation manifeste. Lorsque le condamné a déjà fait l'objet d'une sanction disciplinaire, il existe une corrélation très forte entre la nature et le quantum de la sanction disciplinaire prononcée et le nombre de jours de CRP retirés :

- Lorsque la sanction disciplinaire prononcée consiste en une mise en cellule disciplinaire ou en un placement à l'isolement, le nombre de jours de CRP retirés équivaut systématiquement au double du nombre de jours passés en quartier disciplinaire ou à l'isolement, et ce quels que soient les faits reprochés au condamné et son parcours personnel. **Un individu sanctionné par 20 jours de mise en cellule disciplinaire (QD) pour des faits de violences envers un autre détenu se verra ainsi automatiquement retirer 40 jours de CRP par le JAP. De même qu'un condamné sanctionné par un confinement de 14 jours pour avoir insulté un membre du personnel de surveillance se verra retirer 28 jours de CRP**.

- Lorsque la sanction disciplinaire prononcée (qu'il s'agisse d'une mise en cellule disciplinaire ou d'un placement à l'isolement) est assortie d'un sursis, **le nombre de jours de CRP retirés équivaut systématiquement au nombre de jours assortis d'un sursis**. Un condamné sanctionné par 8 jours de mise en cellule disciplinaire avec sursis, pour avoir par exemple détenu des stupéfiants, se verra ainsi automatiquement retirer 8 jours de CRP.

Le **nombre de jours de CRP retirés résulte alors d'un simple calcul arithmétique**, auquel tout condamné peut lui-même se livrer en amont de la décision prise par le JAP. Ainsi, pour un condamné qui aurait été sanctionné à 8 jours de mise en cellule disciplinaire avec sursis pour détention de stupéfiants et à 5 jours ferme de mise en cellule disciplinaire pour insultes à l'endroit d'un surveillant, le nombre de jours de CRP retirés équivaut nécessairement à 8 + (5 x 2) = 18 jours.
Les rares exceptions observées à cette corrélation entre sanction disciplinaire et retrait de CRP s'expliquent par l'impossibilité d'appliquer ce barème du fait d'un reliquat de CRP trop faible. On peut pour exemple citer le cas d'un détenu sanctionné à 10 jours de QD avec sursis pour tapage et insultes, 10 jours fermes de QD pour insultes et menaces et 20 jours fermes de QD pour faits de violence et refus de changement de

cellule. Si on applique le barème précédemment décrit, ce détenu devrait se voir retirer par le JAP 10 + (10 x 2) + (20 x 2) = 70 jours de CRP. En l'espèce, le retrait a cependant été limité à 47 jours car le détenu, qui avait déjà antérieurement fait l'objet de retraits de CRP, ne disposait plus que de 47 jours de CRP.

162. Analyse critique de la barémisation. L'avantage d'une telle barémisation résiderait notamment dans **l'harmonisation des décisions rendues par les juges d'application des peines dans le contentieux du retrait des CRP**, harmonisation qui permettrait consécutivement d'assurer une égalité de traitement des condamnés en apportant une réponse identique à des situations de fait comparables. Toutefois, l'on peut douter qu'un tel avantage soit concrètement atteint et ce pour deux raisons :

- D'une part car l'harmonisation des décisions rendues en matière de retrait de CRP ne vaut vraisemblablement que pour une juridiction donnée. Ainsi, dans l'étude menée, la corrélation décrite entre le nombre de jours de CRP retirés et le nombre de jours de QD prononcés contre un détenu n'a pu être positivement observée que pour le TIG 2. Plus de 80 % des ordonnances étudiées provenant de cette juridiction, il n'a en effet pas été statistiquement possible de ventiler les décisions par juridiction pour identifier des similarités ou, à l'inverse, souligner des divergences entre les pratiques locales. En outre, les ordonnances rendues par les juges d'application des peines du TGI 1, si elles font parfois mention d'un incident disciplinaire pour retenir la mauvaise conduite du condamné comme cause de retrait d'une partie des CRP, ne mentionnent en aucun cas la sanction disciplinaire éventuellement prononcée pour les faits visés, si bien qu'il est impossible de vérifier l'existence d'une quelconque corrélation entre décision disciplinaire et décision judiciaire. Quant aux quelques ordonnances rendues en la matière par les juges de l'application des peines du TGI 3[217], leur analyse ne fait pas apparaître de corrélation automatique entre sanction disciplinaire et retrait de CRP. Un détenu s'est par exemple vu retiré 10 jours de CRP pour avoir insulté, menacé et outragé un membre du personnel pénitentiaire alors même que ces faits lui

[217] Les ordonnances de retrait de CRP suite au prononcé d'une sanction disciplinaire étaient, pour cette juridiction, principalement détenues au greffe de l'établissement pénitentiaire, lequel a refusé son accès pour la présente recherche. D'où un nombre peu significatif de décisions recensées et analysées par rapport au contentieux réellement traité par cette juridiction.

avait valu d'être sanctionné par la commission de discipline d'une mise en cellule disciplinaire de 7 jours fermes ce qui, si son dossier avait été soumis à un JAP du TGI 2, lui aurait valu, en application du barème précité, un retrait de 14 jours de CRP. Plus généralement, et au-delà de la recherche empirique réalisée, on peut douter de l'application d'un barème uniforme sur l'ensemble du territoire. Dans une étude paru en 2013[218], un responsable de formation à l'ENAP faisait ainsi état d'une « *pratique qui tend à « tarifer » le retrait en fonction de la décision de quartier disciplinaire prononcée* » et précisait que cette « *pratique consiste en général à ce qu'une sanction de 10 jours de quartier disciplinaire entraîne la saisine du juge de l'application des peines aux fins de retrait de crédit de réduction de peine à hauteur de... 10 jours. La même décision de sanction de 10 jours mais avec sursis fait quant à elle l'objet d'une saisine aux fins de retrait de la moitié de la sanction prononcée, soit 5 jours...* ». Le barème ici évoqué diffère donc largement du barème en vigueur dans le TGI 2 puisqu'en application de ce dernier le nombre de jours de retraits de CRP serait, dans les situations visées, doublé, une mise en cellule disciplinaire pendant 10 jours entraînant un retrait de 20 jours de CRP, 10 si cette sanction disciplinaire est assortie d'un sursis. Dans ces conditions, et parce qu'elle est décidée au niveau local par les acteurs de chaque juridiction, la barémisation ne peut effacer toutes les disparités territoriales et conduire à l'harmonisation souhaitée.

- D'autre part, quand bien même l'on se contenterait d'observer localement les effets d'une telle barémisation, il n'est pas certain qu'elle conduise en pratique à une plus grande égalité entre les condamnés. En effet, pour qu'une telle égalité soit obtenue, il faudrait que celle-ci soit préalablement acquise au stade du prononcé de la sanction disciplinaire puisque c'est de la nature et du quantum de celle-ci que dépend *in fine* le volume du retrait de CRP décidé. Or, on ne peut toujours être assuré d'une telle égalité de traitement.

Un autre avantage parfois évoqué à une telle barémisation des retraits de CRP serait celui d'un **gain de rapidité dans le traitement d'un contentieux de masse**, la prise de décision par le JAP résultant d'un simple calcul au regard des sanctions disciplinaires

[218] F. Poinsignon, Retrait de crédit de réduction de peines par le JAP : mode(s) d'emploi ? : AJ pén. 2013, p. 28.

déjà prononcées. Le JAP serait ainsi dispensé de s'interroger plus en avant sur la gravité des faits reprochés au condamné et sur sa personnalité, un tel examen ayant nécessairement déjà été réalisé par la commission de discipline. Le JAP se contenterait alors de reprendre à son compte cette décision et d'en traduire les conséquences au regard du CRP initialement octroyé au condamné, ce qu'atteste la très faible motivation des ordonnances rendues en la matière : de fait, les ordonnances mentionnent uniquement l'incident qualifié de mauvaise conduite et la sanction disciplinaire consécutivement prononcée, sans faire référence à la personnalité du condamné et à l'évolution de sa situation depuis sa mise sous écrou.

Dans le même temps, la barémisation garantirait une **cohérence entre décisions disciplinaire et judiciaire bienvenue au regard du condamné**, mieux à même de comprendre un discours unique. En pratique du reste, la corrélation existant entre sanction disciplinaire et retrait des CRP serait le plus souvent connue des personnes détenues, ce qui les inciterait d'autant plus à adopter une bonne conduite.

Mais précisément, une telle barémisation ne conduit-elle pas *ipso facto* à modifier la nature même de la décision de retrait de CRP ? Si depuis la loi Perben II du 9 mars 2004, les CRP sont automatiquement accordés à chaque condamné dès leur mise sous écrou, cette automaticité n'a en revanche pas été souhaitée lors du possible retrait de ces CRP pour cause de mauvaise conduite du détenu. La lettre de l'article 721 du Code de procédure pénale en rend clairement compte : la décision de retrait est une décision juridictionnelle prise par le JAP sur saisine du chef d'établissement ou du procureur de la République et il appartient au juge, et à lui seul, d'apprécier l'opportunité qu'il y aurait à retirer à un condamné tout ou partie des CRP qui lui ont été initialement octroyés et, le cas échéant, le *quantum* du retrait opéré dans la limite des maximums légaux prévus. Or, **on assiste en pratique à une automaticité non seulement dans la saisine du JAP - laquelle résulte le plus souvent de l'inscription par le service du greffe pénitentiaire du nom du condamné sanctionné par une mise en cellule disciplinaire ou un confinement au rôle de la CAP[219]-, mais également, en cas d'application d'une barémisation, dans la réponse donnée à cette demande de retrait**. Le retrait de CRP apparaît alors comme une suite logique et systématique au prononcé d'un placement en quartier disciplinaire dans laquelle la finalité

[219] F. Poinsignon, Retrait de crédit de réduction de peines par le JAP : mode(s) d'emploi ?, préc.

disciplinaire assignée au retrait des CRP est clairement affirmée et le rôle du juge amplement réduit.

Ce faisant, la barémisation observée relance le débat sur la nature des retraits de CRP et interroge à nouveau l'applicabilité de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Conv. EDH) à ce contentieux. L'on se souvient que dans sa décision du 11 juillet 2014, le Conseil constitutionnel a clairement dénié au retrait de CRP la qualité de peine ou celle de sanction ayant le caractère de punition au motif qu'un tel retrait a pour seule conséquence que le condamné exécute totalement ou partiellement la peine telle qu'elle a été prononcée par la juridiction de jugement. [220] Mais cette conclusion n'est pas unanimement partagée par les hautes juridictions, notamment par le Conseil d'Etat qui, dans un arrêt rendu le 24 octobre 2014[221], a, à l'inverse, estimé qu'« *eu égard à leurs conséquences pour la durée de l'emprisonnement du condamné, les décisions de retrait de la réduction de peine sur laquelle le détenu était en droit de compter en application de l'art. 721 du code de procédure pénale, que prend le juge de l'application des peines sur le fondement de ces dispositions, doivent être regardées comme relevant de la matière pénale, au sens des stipulations de l'art. 6 de la convention EDH* ». La chambre criminelle de la Cour de cassation opte quant à elle pour une approche plus nuancée. Dans un arrêt rendu le 15 avril 2015[222], tout en considérant que la décision prise par le JAP, puis confirmée par le Président de la CHAP, de retirer des CRP à un condamné pour cause de mauvaise conduite ne méconnait pas les articles 6 et 13 de la Conv. EDH au motif qu'une telle décision conduit seulement à « *supprimer un avantage que le condamné ne pouvait espérer conserver malgré son mauvais comportement* » et « *n'entraîne, pour celui-ci, aucune privation de liberté distincte de la peine en cours d'exécution* », la Cour prend tout de même soin d'expliquer en quoi la procédure de retrait des CRP ne méconnaît aucunement les garanties du procès équitable. Elle explique ainsi que « *le retrait, total ou partiel, de ce crédit est décidé par un juge, qui n'est pas lié par la décision disciplinaire prise par l'administration pénitentiaire, et dont l'ordonnance est susceptible d'appel, la décision du président de la CHAP pouvant ensuite faire l'objet d'un pourvoi en cassation, de sorte que sont*

---

[220] Cons. Const., 11 juill. 2014, n° 2014-408 QPC ; AJ pén. 2014, p. 545, obs. M. Herzog-Evans ; Dr. pén. 2014, p. 35, note E. Bonis-Garçon.

[221] CE 24 oct. 2014, n° 368580, au Lebon ; AJDA 2015, p.1374, note J. Falxa ; AJ pén. 2015, p. 39, note J.-P. Céré.

[222] Crim., 15 avr. 2015, n° 14-80.417 ; AJ pén. 2015, p. 444, obs. J. Falxa. ; D. actu. 19 mai 2015, obs. Léna ; D. 2015, p. 1395, obs. Laurent ; AJ pén. 2015, p. 562, obs. M. Herzog.-Evans ; Dr. pén. 2015, comm. 104, obs. E. Bonis-Garçon ; RPDP 2015, p. 375, obs. J.-C. Céré.

pleinement assurés l'exercice des droits de la défense et l'équité de la procédure ». Or précisément, la barémisation observée des décisions de retrait des CRP pour cause de mauvaise conduite des condamnés et leur corrélation systématique avec les sanctions disciplinaires prononcées par la commission de discipline remet en cause pareille explication. De fait, si **l'affirmation selon laquelle le juge n'est aucunement lié par la décision de la commission de discipline est juridiquement exacte, elle est largement contredite dans la pratique par l'application de la barémisation décrite**. S'il n'est pas lié *in jure* par la décision prise par la commission de discipline, il l'est pour le moins *de facto* lorsqu'il applique le barème préalablement convenu.

Suivant la même logique, **la barémisation constatée invite à s'interroger sur le cumul autorisé entre retrait de crédit de réduction de peine et sanction disciplinaire, qu'il s'agisse d'un placement en cellule disciplinaire ou d'un confinement de cellule**. La chambre criminelle de la Cour de cassation admet le cumul au motif que les deux mesures « *d'une part, n'ont pas la même nature juridique et, d'autre part, ne tendent pas au même but, la première participant de l'individualisation de la peine, cependant que la seconde tend à assurer la tranquillité et la sécurité de l'établissement pénitentiaire* »[223]. À nouveau, l'application d'un barème, conduisant à déterminer le nombre de jours de CRP retirés exclusivement en fonction du nombre de jours de placement en cellule disciplinaire ou de confinement prononcés par la commission de discipline et différant seulement selon si cette sanction disciplinaire est ou non assortie d'un sursis, contredit l'affirmation. **Le retrait de CRP apparaît alors comme la suite automatique du prononcé de la sanction disciplinaire, le condamné sachant par avance que s'il a été sanctionné de 5 jours de placement en cellule disciplinaire, le JAP lui retirera ensuite 10 jours de CRP**. Dans ces conditions, le retrait de CRP perd tout autonomie par rapport à la sanction disciplinaire et fait figure de « double sanction ». Sa nature et son objet se confondent avec ceux de la sanction disciplinaire, l'objet unique des CRP étant de garantir l'ordre interne et la sécurité des établissements et non de mieux individualiser la peine privative de liberté. De fait, à aucun moment, dans les décisions étudiées, la personnalité du condamné et son évolution ne sont prises en considération pour influer sur le quantum du retrait opéré, même en cas d'avis de la CAP ; la motivation stéréotypée des ordonnances de retrait de CRP en atteste, la formule

[223] Crim. 22 juin 2016, nº 15-87.418 P: AJ pén. 2016, p. 500, obs. M. Herzog.-Evans ; Crim. 10 janv. 2017, nº 15-85.519 ; D. 2017. Pan. 1274, obs. J.-P. Céré; AJ pén. 2017, p. 145, obs. J. Falxa ; D. 2017. Pan. 1676, obs. J. Pradel.

systématiquement reproduite consistant à affirmer que le condamné « *doit être sanctionné en raison de la gravité de son comportement à hauteur de […]* ». Seule la gravité du comportement est donc prise en compte ou, plus exactement, la gravité du comportement telle qu'appréciée par la commission de discipline et exprimée par le nombre de jours de QD prononcé. Le cumul de sanctions pour un même fait n'en est que plus manifeste et critiquable.

L'on pourrait toutefois atténuer la critique en soulignant que, paradoxalement, **l'un des effets notables de la barémisation est de limiter en pratique le montant moyen des retraits opérés pour cause de mauvaise conduite lorsque celle-ci a déjà donné lieu au prononcé d'une sanction disciplinaire**. En effet, l'analyse statistique des décisions analysées met en évidence que les détenus ayant été sanctionnés disciplinairement, pour les faits de mauvaise conduite dont ont à connaître les juridictions de l'application des peines au titre du retrait des CRP, voient prononcer à leur encontre des retraits de CRP d'une durée inférieure de 5 jours en moyenne par rapport aux retraits prononcés à l'encontre de condamnés n'ayant pas été disciplinairement sanctionnés du fait de leur mauvaise conduite (19 jours contre 24 jours en moyenne.

	Moyenne	Ecart-type	Q1	Médiane	Q3	N
Retrait décidé	20.6	15.1	10	18	24	179
- Sans sanction disciplinaire	24.1	15.1	15	20	30	61
- Avec sanction disciplinaire	18.7	14.8	8	14	24	118
- QD ferme	25.5	17.6	14	20	28	51
- QD sursis	13.1	10.2	8	9	14	46
- Confinement	22	11.3	14	22	30	2
- Non renseigné	13.6	7.60	7	14	21	19

Figure 338

On pourrait alors y voir une volonté implicite des acteurs de l'exécution des peines de limiter ou d'atténuer l'effet « double-peine » qui résulte, en cas de mauvaise conduite d'un condamné, du prononcé quasi-automatique d'un retrait de CRP suite au prononcé d'une sanction disciplinaire. Mais l'explication de cette mansuétude ou indulgence apparente tient peut-être plus simplement, dans un grand nombre de cas, à l'encadrement légal des sanctions disciplinaires, la commission de discipline étant tenue par des maximums légaux. En effet, en tout état de cause, la durée d'un placement en cellule disciplinaire ne peut jamais excéder 20 jours pour une faute

disciplinaire du premier degré ou 30 jours si la faute consiste en des violences physiques exercées contre les personnes.[224] Dès lors, lorsque la mauvaise conduite résulte d'un fait unique - et à supposer qu'il s'agisse de faits de violences volontaires- , un condamné peut au plus être sanctionné par un placement en quartier disciplinaire de 30 jours, ce qui, en application du barème précité, conduirait le JAP a décidé d'un retrait de 60 jours de CRP. Le JAP serait ainsi implicitement tenu de respecter ce maximum de 2 mois, alors même que la loi lui permet, lorsque la période de détention examinée et le reliquat de CRP restant le permettent, de retirer jusqu'à 3 mois de CRP par année de détention.[225] Mathématiquement donc, les maximums légaux limitant la durée des sanctions disciplinaires limitent également le nombre de jours de CRP retirés.

Aux critiques émises, on pourrait également rétorquer que l'existence d'un barème ne lie pas nécessairement le juge et que ce dernier reste libre de s'en détacher, non seulement lorsque, comme il a été observé, le reliquat de CRP restant ne permet pas d'appliquer ledit barème, mais encore lorsque des éléments de la personnalité du condamné ou des explications fournies quant au contexte dans lequel la mauvaise conduite a été observée laissent à penser au juge que le retrait opéré en application du barème serait inopportun dans son principe ou inadéquat dans son *quantum*. **Juridiquement, l'argument convainc mais il est contredit par la pratique observée. L'application du barème se veut systématique et automatique**. Les cas dans lesquels le juge a pris sa décision indépendamment du résultat de la poursuite disciplinaire engagée sont en effet tout à fait exceptionnels (2 cas sur les 149 jugés par le TGI 2) et justifiés par des situations particulières.

- Le premier cas relevé s'explique par la nécessité d'apporter une réponse rapide à un incident grave concernant de nombreux détenus : suite à un mouvement de blocage de la cour de promenade par plusieurs détenus, mouvement qui avait nécessité l'intervention de l'ERIS, le JAP a ainsi rendu, sans attendre que la commission de discipline se prononce, plusieurs ordonnances retirant immédiatement à tous les détenus concernés 20 jours de CRP. C'est donc avant tout chose l'urgence et la nécessité de répondre rapidement à un mouvement collectif qui justifie l'indépendance retrouvée du JAP.

[224] CPP, art. R. 57-7-47.
[225] CPP, art. 721.

- Le deuxième cas relevé concerne un condamné sanctionné de 3 jours de mise en cellule disciplinaire avec sursis pour entrave au fonctionnement de la douche, mais relaxé en raison d'un vice de forme pour détention de stupéfiants. Le JAP a ici décidé de lui retirer 10 jours de CRP alors qu'une application stricte du barème aurait conduit à prononcer un retrait de seulement 3 jours. C'est à l'évidence pour tenir compte des faits de détention de stupéfiants, matériellement établis par la commission de discipline mais non effectivement sanctionnés en raison d'un vice de forme, que le JAP a ajouté à ces 3 jours tarifés 7 jours supplémentaires de retrait de CRP. L'incidence du prononcé d'une sanction disciplinaire sur le retrait des CRP n'est donc pas remise en cause.

Cette automaticité est telle qu'elle conduit même parfois à des décisions surprenantes dont la légalité pourrait être interrogée. A titre d'exemple, on peut citer le cas d'un détenu sanctionné de 8 jours de confinement pour insultes et menaces sur surveillant et de 30 jours de mise en cellule disciplinaire pour violences sur détenus. En application du barème précédemment détaillé, le JAP lui retire (8 + 30) x 2 = 76 jours de CRP. Mais dans le même temps il mentionne dans sa décision que la période de détention observée pour calculer le retrait de CRP est de 9 mois et 8 jours. Or, suivant les articles 721 et D.115-14-1 du Code de procédure pénale, le montant maximal du retrait - qui doit en effet bien être calculé, non pas au regard la peine prononcée ou de la détention à subir, mais au regard de « *la période de détention examinée pour apprécier la conduite du condamné* » -, ne peut en tout état de cause « *excéder trois mois pour chaque année de détention et sept jours pour chaque mois de détention* ». En conséquence, lorsque la période examinée est, comme dans le cas cité, de 9 mois et 8 jours, le montant maximal du retrait de CRP ne peut excéder 63 jours. Dès lors, en prononçant un retrait de 76 jours, le JAP contrevient aux maximums légaux, sauf à ce qu'une erreur ait été commise dans la mention de la période de détention examinée pour apprécier la conduite du condamné (au regard de la complexité des textes, plusieurs interprétations du mode de détermination de la période à considérer sont en effet possibles et il ne semble pas y avoir d'application uniforme à ce sujet. [226] Le TGI 2, dont provient le présent exemple, mentionne ainsi généralement des périodes de

[226] En ce sens, F. Poinsignon, Retrait de crédit de réduction de peines par le JAP : mode(s) d'emploi ?, préc.

détention à examiner d'un an, sauf lorsque le reliquat de peine à exécuter est inférieur à une année. La période examinée est donc fixée de manière assez abstraite alors que les textes invitent plutôt à une appréciation concrète, la période à examiner devant s'entendre de « *la période qui s'ouvre à la date de la mise sous écrou du condamné et se poursuit jusqu'à la date à laquelle le JAP statue sur l'incident pouvant donner lieu à révocation du CRP* »).[227]

L'exemple souligne plus généralement les difficultés liées à l'application automatique d'un barème fixe à des situations par définition variables puisqu'aussi bien le quantum des CRP initialement octroyé, que le reliquat de CRP restant au jour où le juge statue ou encore la période de détention à examiner pour calculer le montant maximal de retrait autorisé, varient nécessairement d'un condamné à l'autre.

3.1.2. – Le retrait des CRP indépendamment de toute poursuite disciplinaire

163. Situations visées - Le **retrait de CRP est ici prononcé à l'encontre de condamnés bénéficiant d'un placement sous surveillance électronique, d'un placement en semi-liberté ou d'un placement à l'extérieur, en raison de la violation des obligations qui leur incombent dans ce cadre**. Le retrait de CRP a alors une finalité disciplinaire moins marquée : s'il est bien décidé pour sanctionner un incident dans le déroulement de l'aménagement de peine, il reste néanmoins dicté par le souci d'individualiser l'exécution de la peine et d'adapter son régime à l'évolution de la situation et de la personnalité du condamné. **Le retrait de CRP permet ainsi au JAP de donner une réponse graduée en cas d'incident survenu au cours de l'aménagement de peine** : au lieu de révoquer le placement sous surveillance électronique, la semi-liberté ou le placement à l'extérieur et de remettre ainsi complètement en cause le retour progressif à la liberté qui avait antérieurement été décidé, le juge va préférer prononcer un retrait de CRP qui a pour avantage de sanctionner l'incident sans remettre en cause la poursuite de l'aménagement de peine. Cette utilisation du retrait des CRP comme substitut à la suspension ou à la révocation de l'aménagement de peine est très souvent clairement énoncé dans les ordonnances rendues. On peut par exemple lire que « *un tel comportement aurait pu amplement justifier une mesure de suspension de la mesure de placement sous surveillance électronique. Attendu*

[227] E. Bonis-Garçon et V. Peltier, Droit de la peine, Lexisnexis, 2ème éd., 2015, n° 1138.

toutefois que cet incident semble isolé depuis l'octroi de la mesure d'aménagement de peine, le mauvais comportement de monsieur X ne sera sanctionné que d'un retrait de 15 jours ». Le condamné est du reste généralement averti par la formule suivante : *« si ce mauvais comportement devait perdurer, persister, la mesure d'aménagement serait suspendue, voire retirée ».*

164. Une barémisation implicite fonction de la violation sanctionnée ?- Si l'on examine plus amplement les ordonnances recensées (52 ordonnances rendues par le TGI 2), **on peut avancer l'idée d'une barémisation implicite en fonction de la violation constatée**. En effet, dans une très grande majorité de cas, lorsque la violation reprochée au condamné consiste en un retard de faible ampleur dans la réintégration au centre ou au quartier de semi-liberté ou dans une violation des horaires de présence au domicile dans le cas d'un placement sous surveillance électronique, le juge retire 15 jours de CRP. En revanche, si le condamné a méconnu une obligation particulière qui lui avait spécialement été imposée, telle une obligation de soins, une obligation de verser les sommes dues au trésor public ou l'indemnisation due aux parties civiles ou encore l'obligation de fournir tous les deux mois une analyse biologique attestant la non-consommation d'alcool ou de stupéfiants, le retrait de CRP sera de 30 jours.
Cette gradation fonction de la faute commise est le plus souvent expliquée au condamné dans la décision de retrait. Ainsi, à propos de multiples violations d'horaires pour un placé sous surveillance électronique, peut-on lire qu'*« il convient de sanctionner ces manquements par un retrait de CRP ; toutefois, les obligations particulières de la mesure étant respectées, le retrait sera limité à 15 jours ».* De même, à propos de la violation d'une obligation de soins, le juge prend soin d'expliquer le retrait de 30 jours *« au vu de l'importance de la démarche de soins et l'interruption du suivi depuis plusieurs mois ».*
Toutefois, il s'agit en réalité plus d'une échelle de référence que les juges ont à l'esprit lorsqu'ils ont à connaître de telles situations que d'un véritable barème, préalablement convenu entre le parquet et les juges du fond. En effet, à l'inverse de ce qui a été précédemment observé pour les retraits de CRP consécutifs au prononcé d'une sanction disciplinaire, aucun automatisme ne peut ici être constaté. Les juges conservent toute latitude pour modifier le quantum du retrait opéré lorsqu'ils estiment que les faits, le contexte, la situation ou la personnalité du condamné commandent une autre réponse - ce dont témoigne une motivation plus conséquente - et ils ne se sentent aucunement liés par les réquisitions du ministère public. **Le principe**

d'individualisation de l'exécution des peines reprend alors toute sa place, que ce soit pour atténuer la réponse donnée (par exemple, il a pu être tenu compte du fait que c'était le premier incident après des mois de placement en centre de semi-liberté pour ne sanctionner que de 5 jours de retrait de CRP un retard de 45 minutes pour réintégrer l'établissement pénitentiaire) ou pour renforcer l'avertissement formulé (par exemple, pour sanctionner de 70 jours de retrait de CRP un condamné placé sous surveillance électronique qui avait déclenché en l'espace de 2 mois 77 alarmes dont 25 non justifiées et qui avait tardé à indemniser la partie civile malgré de nombreuses relances en ce sens de la part du SPIP, le juge justifie ainsi sa décision : « *Il convient de rappeler à monsieur X qu'il a eu la chance d'obtenir un aménagement de peine alors que sa situation pénale n'était pas définitive et alors que les faits avaient été commis pendant un sursis avec mise à l'épreuve ; qu'au regard de ces éléments, un respect sans faille de la mesure était attendu de lui, ce qu'il n'a pas été en capacité de démontrer jusqu'à présent ; il convient au vu de ces éléments de retirer des CRP à hauteur de 70 jours* »). Très régulièrement, l'échelle indiquée est ainsi écartée pour tenir compte du profil du condamné, de son comportement depuis sa mise sous écrou et/ou depuis l'aménagement de sa peine, de l'existence ou non d'avertissements antérieurs, de la gravité et de la répétition des faits ou encore de la proximité de la fin de peine. Parce que dans de tels cas le retrait des CRP a véritablement pour fin d'individualiser l'exécution des peines, la barémisation, si barémisation il y a, a nécessairement moins d'emprise que lorsque le retrait de CRP est prononcé pour appuyer la discipline en établissement pénitentiaire.

3.2. Le contentieux des conversions de peines

165. L'échantillon analysé porte sur 150 jugements décidant d'une conversion de peine, rendus du 4 janvier 2017 au 31 juin 2017 dans trois juridictions :

- TGI 1 : 10 jugements, soit 6, 66 % des décisions analysées
- TGI 2 : 29 jugements, soit 19, 33 % des décisions analysées
- TGI 3 : 111 jugements, soit 74 % des décisions analysées

Sur les 150 jugements rendus, seuls 32 l'ont été après débat contradictoire, soit 21, 3%. La faculté offerte au JAP d'octroyer une conversion de peine sans procéder à un débat contradictoire lorsque le procureur de la République et le condamné en sont d'accord a donc été utilisée dans 118 cas, soit 78, 7 % des jugements rendus. Le JAP a prononcé une conversion dans 94 % des cas.

L'intérêt de l'étude des jugements de conversion de peine a, dès le début de la recherche, été mis en évidence par l'existence, dans certaines juridictions, de protocoles faisant état d'une barémisation. A la cour d'appel dont dépend le TGI 1, le parquet et le service de l'application de peine ont ainsi conclu un protocole portant sur l'aménagement, en application de l'article 723-15 du Code de procédure pénale, des peines d'emprisonnement ferme de 6 mois au plus. L'objectif de ce protocole, entré en vigueur le 1er janvier 2018, est de dispenser le JAP de solliciter systématiquement l'accord du procureur de la République pour prononcer l'aménagement d'une telle peine hors débat contradictoire : sous réserve du respect de diverses conditions précisément listées, ledit protocole vaut accord du parquet au sens de l'article 712-6, alinéa 2 du Code de procédure pénale, sans communication préalable du dossier du condamné. Le protocole n'a donc pas pour objectif premier de mettre en place une quelconque barémisation des décisions relatives à l'application de peines ; il s'agit avant toute chose de fluidifier un contentieux de masse et de simplifier une procédure en permettant, lorsque le cas ne pose pas difficulté et ne prête pas à discussion, de décider rapidement d'un aménagement hors débat contradictoire. Cependant, l'application du protocole et la mise à l'écart consécutif du contradictoire sont liés au respect de conditions cumulatives dont certaines font état d'une barémisation. Le protocole indique ainsi explicitement qu'en cas de **demande de conversion d'une peine d'emprisonnement ferme en peine d'emprisonnement avec sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général, le *quantum* de conversion ne devra pas être inférieur à 35 heures par mois d'emprisonnement prononcé**. Autrement dit, si le tribunal correctionnel a prononcé une peine de 3 mois d'emprisonnement ferme et que le JAP souhaite, hors débat contradictoire et sans avoir à solliciter pour ce faire l'accord du procureur de la République, convertir cet emprisonnement ferme, il sera alors tenu de décider d'une conversion en une peine de 3 mois avec sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général pendant 105 heures (35 h x 3). Semblablement, le protocole indique qu'en cas de **demande de conversion d'une peine d'emprisonnement ferme en peine de jours-amende, le *quantum* de conversion sera de 30 jours-amende par mois d'emprisonnement prononcé, avec un minimum de 5 euros par jour**. Une peine de 2 mois d'emprisonnement ferme pourra ainsi, en application de ce protocole, être convertie hors débat contradictoire en une peine de 60 jours-amende à 5 euros au

moins par jour. Le JAP est alors tenu à une barémisation fixe pour ce qui est de l'équivalence entre durée de l'emprisonnement initialement prononcé par la juridiction de jugement et nombre de jours-amende de la peine convertie, et à un seuil minimum pour ce qui est du montant de chaque jour-amende.

Cette barémisation n'est toutefois officialisée que dans le cas bien précis où, en application de l'article 723-15 du Code de procédure pénale, le JAP souhaiterait aménager avant sa mise à exécution une peine d'emprisonnement de 6 mois au plus et, uniquement, lorsque le JAP souhaite prononcer un tel aménagement hors débat contradictoire sans avoir à solliciter au préalable l'accord du procureur de la République. Dans tous les autres cas, et notamment lorsque le juge se prononce après débat contradictoire, la barémisation ne s'applique pas. Il était dès lors intéressant de vérifier si une telle barémisation se rencontrait dans d'autres juridictions et/ou dans d'autres cas que ceux visés par ledit protocole. Au regard de la recherche menée, la réponse est affirmative : le contentieux des conversions de peines paraît être un contentieux largement barémisé.

166. Un contentieux largement barémisé. La barémisation dont fait l'objet le contentieux des conversions de peines est d'autant plus notable qu'elle s'observe de manière très semblable dans les 3 TIG concernés par la recherche, et ce quand bien même la très grande majorité des jugements de conversion de peine provient du TGI 3. Pour saisir pleinement la mesure de cette barémisation, il convient toutefois de distinguer selon le type de conversion décidée.

3.2.1. – Conversion d'une peine d'emprisonnement ferme de 6 mois au plus en peine de jours-amende [228].

167. C'est sans doute sur ce type de conversion de peine que l'existence d'une barémisation, même officieuse, est la plus manifeste. En droit, le JAP est libre de déterminer, dans la limite du maximum légal prévu par l'article 131-5 du Code pénal - soit 360 jours-amende à 1 000 euros au plus - le nombre de jours-amende et le montant de chaque jour-amende sans avoir à motiver sa décision au regard de la durée de la peine d'emprisonnement à convertir. En pratique toutefois, les JAP utilisent de

[228] C. pén., art. 132-57, al. 1 et 2. La conversion est également applicable aux peines d'emprisonnement ayant fait l'objet d'un sursis partiel, assorti ou non d'une mise à l'épreuve, lorsque la partie ferme de la peine est inférieure ou égale à six mois, ainsi qu'aux peines d'emprisonnement inférieures ou égales à six mois résultant de la révocation d'un sursis, assorti ou non d'une mise à l'épreuve.

manière quasi-systématique une règle de conversion pour déterminer le nombre de jours-amende, un mois d'emprisonnement ferme équivalant automatiquement à 30 jours-amendes. Dans les 3 juridictions observées et sur les 44 décisions analysées de conversion d'une peine d'emprisonnement ferme en peine de jours-amende, cette équivalence a pu être observée dans 43 cas, le coefficient de détermination étant, en cette occurrence, supérieur à 99 % (Figure 339).

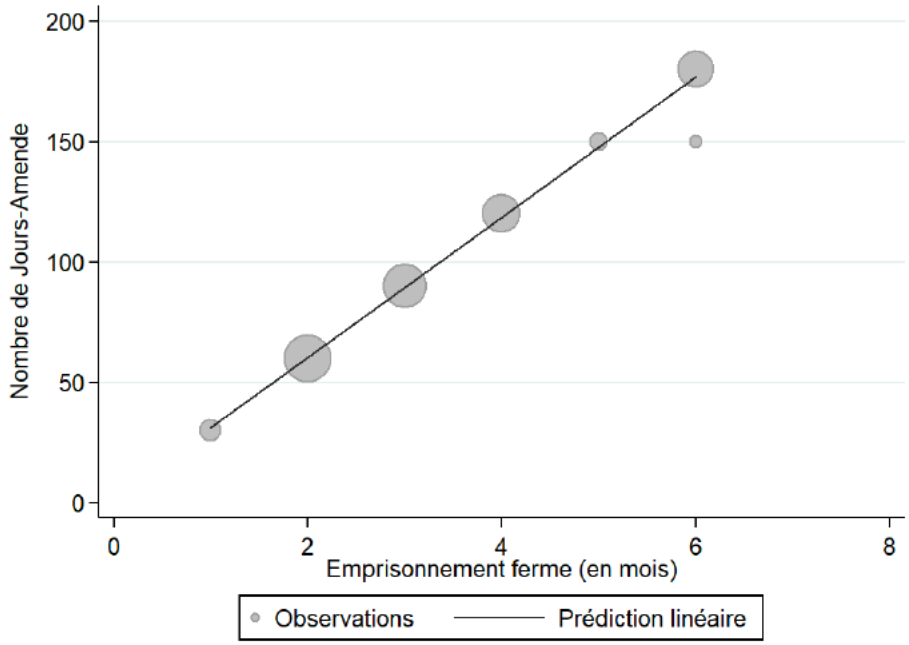


Figure 339

Une peine d'1 mois d'emprisonnement est ainsi automatiquement convertie en une peine de 30 jours-amende à X euros, une peine de 2 mois l'est en une peine de 60 jours-amende, une peine de 3 mois l'est en une peine de 90 jours….etc.

L'équivalence appliquée traduit la **volonté des juridictions de l'application des peines de tenir compte de la décision initialement prononcée par le tribunal correctionnel.** En effet, suivant l'article du 131-25 du Code pénal, si à l'expiration du délai correspondant au nombre de jours-amende le condamné n'a pas acquitté la totalité de la somme due, il est incarcéré pour un laps de temps correspondant au nombre de jours-amende impayés. Et il est précisé à l'article 131-5 du même code que le nombre de jours-amende, qui ne peut excéder 360, est « *déterminé en tenant compte des circonstances de l'infraction* ». Or, précisément, c'est notamment en tenant compte des circonstances de l'infraction que la juridiction de jugement a déterminé la durée de la peine initialement prononcée. Il est dès lors opportun, dans un souci de cohérence des décisions rendues par les juridictions de jugement et les juridictions de

l'application des peines, que le JAP se réfère à la durée de la peine d'emprisonnement à convertir pour fixer le nombre de jours-amende : ainsi, convertir une peine de 4 mois d'emprisonnement en une peine de 120 jours-amende permet, en cas de défaut total de paiement des jours-amende, de faire subir au condamné une incarcération de 120 jours, correspondant aux 4 mois d'emprisonnement initialement prononcés. La barémisation permet alors de contrevenir aux critiques régulièrement émises à l'encontre des pouvoirs de conversion accordés au JAP : il ne s'agit pas pour le JAP, comme on le dit trop souvent, de remettre en cause ce qui a antérieurement été décidé par le tribunal correctionnel ou de « défaire ce qui a été fait » par la juridiction de jugement ; il s'agit seulement de permettre une exécution utile de la décision prononcée lorsque l'évolution de la situation du condamné depuis sa condamnation rend son incarcération peu opportune et qu'il paraît préférable de lui faire exécuter une peine de jours-amende[229] ; mais si jamais la situation du condamné venait encore à évoluer, dans un sens négatif cette fois, l'incarcération initialement décidée pourrait alors être mise totalement ou partiellement à exécution.

La barémisation observée au stade de la détermination du nombre de jours-amende ne s'observe en revanche pas au stade de la détermination du montant de chaque jour-amende. L'individualisation de la peine reprend son empire et, conformément à l'article 131-5 du Code pénal, le JAP apprécie librement (dans la limite du maximum légal fixé à 1000 euros par jour-amende) le montant de chaque jour-amende « *en tenant compte des ressources et des charges du condamné* ». Ces charges et ressources devant être appréciées au jour où le juge statue, il ne peut opportunément se référer à la peine antérieurement décidée par la juridiction de jugement et regagne donc toute sa liberté d'appréciation. Dans les décisions analysées, le montant des jours-amende prononcés varie ainsi de 2 euros pour un individu hospitalisé sous contrainte et sans travail à 80 euros pour une personne ayant d'importantes ressources mensuelles, et ce sans que l'on puisse établir de corrélation avec la durée de l'emprisonnement initialement prononcé. L'étude statistique des décisions souligne en ce sens que « *même si une*

[229] Cette volonté des juges de ne pas remettre en cause ce qui a été décidé par la juridiction de jugement est parfois explicitement énoncée dans le jugement de conversion ; on peut ainsi régulièrement lire, dans les décisions rendues par le TGI 2, l'attendu suivant : « *Attendu qu'il se déduit de ce texte [l'article 707 du code de procédure pénale] que l'aménagement, qui n'est pas de droit, ne saurait avoir pour seul but et effet d'éviter la détention dont la juridiction de condamnation a apprécié la nécessité ; qu'à cet égard le juge de l'application des peines n'est pas une juridiction d'appel, que la peine a été individualisée au regard de la situation globale du condamné, qu'il appartient à ce dernier de faire la preuve de l'évolution de sa personnalité depuis la condamnation* ».

relation positive émerge largement entre quantum ferme initial et montant total des jours-amende, de fortes disparités demeurent d'un dossier à l'autre dans les conversions décidées » (Figure 340).

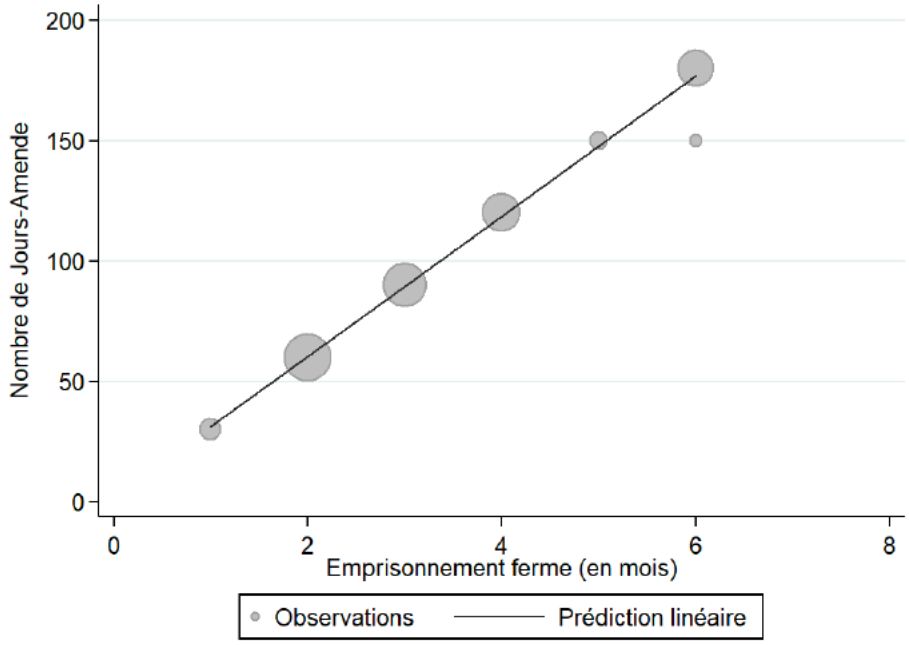


Figure 340

3.2.2. – Conversion d'une peine d'emprisonnement assortie d'un sursis avec l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (sursis TIG) en peine de jours-amende[230].

168. Les observations précédemment faites, et démontrant l'existence d'une barémisation du nombre de jours-amende prononcés en cas de conversion de peine et le maintien d'une individualisation du montant de chaque jour-amende, peuvent ici être réitérées. De fait, alors que l'article 747-1-1 du Code de procédure pénale, dans sa rédaction applicable au jour de l'étude, n'indique aucune correspondance entre la durée de la peine d'emprisonnement assortie du sursis et le nombre de jours-amende qui s'y substitue, les JAP appliquent généralement le barème précité consistant à convertir un mois d'emprisonnement avec sursis en 30 jours-amende, de sorte que la peine encourue en cas de non-paiement des jours-amende soit identique à celle qui a été initialement décidée lors du jugement pour le cas où le travail d'intérêt général ne serait pas exécuté. Une peine de 4 mois d'emprisonnement avec sursis assorti de

[230] CPP, art. 747-1-1.

l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général d'une durée de X heures sera ainsi quasi-systématiquement convertie en une peine de 120 jours-amende ce qui permet, en cas de défaut total de paiement, de faire subir au condamné une incarcération de 120 jours correspondant aux 4 mois d'emprisonnement initialement prononcés. Cette correspondance est d'ailleurs parfois clairement expliquée au condamné dans le jugement de conversion. A propos de la conversion d'une peine de 10 mois d'emprisonnement assortie d'un sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général pendant 120 heures, un JAP précise ainsi que « *Monsieur X ayant été condamné à une peine de 10 mois d'emprisonnement assortie de sursis-TIG, il convient de convertir cette peine en 300 jours-amende, ce qui entraînerait la même durée d'incarcération encourue en cas d'inexécution* ».

En revanche, il n'existe pas de correspondance ou de corrélation de la sorte entre le nombre d'heures de travail d'intérêt général initialement décidé lors du jugement et le nombre de jours-amende prononcé en conversion par le JAP, même si les analyses statistiques montrent une relation globalement positive quoique imprécise entre les deux (*V.* Annexe, figure 8 : Peine de TIG et sursis-TIG et conversion en JA - quantum). Ainsi, au sein d'un même TIG - le TGI 2 -, à propos de la conversion de peines de 6 mois d'emprisonnement, l'une assortie d'un sursis-TIG de 120 h, l'autre d'un sursis-TIG de 170 h, un même JAP a, dans les deux cas, convertit la peine initialement prononcée en une peine de 180 jours-amende, sans considération pour le nombre d'heures de travail d'intérêt général qui incombaient au condamné.

Pareillement, l'individualisation de la peine reprend le pas sur la barémisation lorsqu'il s'agit pour le juge de déterminer le montant de chaque jours-amende prononcé en conversion d'une peine d'emprisonnement assortie d'un sursis-TIG. Les statistiques réalisées sur l'échantillon étudié montrent qu'il n'existe aucun lien entre le nombre d'heures de travail d'intérêt général initialement fixé et le montant des jours-amende décidés en conversion : conformément à l'article 131-5 du Code pénal, ce montant est déterminé essentiellement en fonction des ressources et charges actuelles du condamné, lesquelles ne peuvent être appréciées que par le JAP lors du jugement de conversion.

En peine d fe

3.2.3. – Conversion d'une peine de travail d'intérêt général en peine de jours-amende[231].

169. Au vu des résultats précédemment obtenus s'agissant de la conversion d'une peine d'emprisonnement ferme ou assortie d'un sursis-TIG en peine de jours-amende et de la volonté des juridictions d'application des peines de tenir compte de la décision de la juridiction de jugement, **on peut légitimement penser qu'une barémisation pourrait opérer en cas de conversion d'une peine de travail d'intérêt général en peine de jours-amende.** En effet, suivant l'article 131-9, alinéa 2 du Code pénal, le tribunal correctionnel qui prononce une peine de travail d'intérêt général peut, dans le même temps, fixer *ab initio* la durée maximum de l'emprisonnement dont le juge de l'application des peines pourra ordonner la mise à exécution en tout ou partie, dans des conditions prévues par l'article 712-6 du Code de procédure pénale, si le condamné ne respecte pas les obligations ou interdictions résultant de la peine prononcée. Il **serait dès lors opportun que le JAP se réfère à cette peine par anticipation pour décider du nombre de jours-amendes résultant de la conversion de la peine de travail d'intérêt général** afin que, en cas d'inexécution par le condamné de son obligation de paiement, celui-ci ait à subir une incarcération de durée identique à celle qui avait été initialement décidée par la juridiction de jugement. Le barème consistant à convertir un mois d'emprisonnement en une peine de 30 jours-amende pourrait alors à nouveau s'appliquer. Par exemple, en présence d'une peine de X heures de travail d'intérêt général, si le tribunal correctionnel a fixé à 3 mois l'emprisonnement susceptible d'être mis à exécution en cas de manquement aux obligations du travail d'intérêt général, la peine de travail d'intérêt général devrait être convertie en une peine de 90 jours-amende, le montant de chaque jour amende restant quant à lui librement apprécié et déterminé par le JAP au regard des ressources et des charges du condamné.

La recherche entreprise ne permet toutefois pas de confirmer l'hypothèse car les jugements rendus en ce domaine ne font à aucun moment référence à la peine par anticipation éventuellement décidée par la juridiction de jugement en cas d'inexécution par le condamné du travail d'intérêt général prononcé à son encontre. La motivation, souvent stéréotypée, n'en fait pas plus état ; la formule généralement

[231] CPP, art. 733-1.

employée consiste à expliquer qu'« *au regard des charges et ressources de l'intéressé et du nombre d'heures de travail d'intérêt général à exécuter, il y a lieu de convertir la peine de X heures de TIG en X jours-amende à X euros* ». En outre, quand bien même certaines juridictions décideraient d'une telle barémisation, celle-ci ne pourrait pas toujours opérer : le barème n'est, de fait, pas applicable lorsque la juridiction de jugement n'a pas fixé la durée de l'emprisonnement encouru en cas de violation par le condamné des obligations liées à la peine de travail d'intérêt général. En ce cas, suivant l'article 434-42 du Code pénal, la violation par le condamné des obligations résultant de la peine de travail d'intérêt général est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende. La conversion en application du barème précité, en plus d'être inopportune, est alors impossible puisqu'elle conduirait à automatiquement convertir la peine de travail d'intérêt général, et ce quel que soit le nombre d'heures à effectuer, en 720 jours-amende là où le maximum légal autorisé n'est que de 360 jours-amende. On pourrait alors songer à une autre barémisation opérant une équivalence entre nombre d'heures de travail d'intérêt général à effectuer et nombre de jours-amende après conversion de la peine. La motivation usuellement employée (« *au regard…du nombre d'heures de travail d'intérêt général à exécuter, il y a lieu de convertir la peine…* ») pourrait en effet suggérer une telle corrélation. **Mais, tant les statistiques** (**Figure 341**) **que la lecture des jugements analysés infirment l'hypothèse. Les juges ne tiennent pas systématiquement compte du nombre d'heures de travail d'intérêt général à effectuer pour fixer le nombre de jours-amende et n'appliquent aucune règle arithmétique de conversion**. La diversité des décisions en rend compte. Pour prendre l'exemple le plus illustratif, au sein du TGI 2, ont pu être semblablement converties en une peine de 60 jours-amende aussi bien une peine de 40 h de travail d'intérêt général qu'une peine de 150 h de travail d'intérêt général. De même, une peine de 100 heures de travail d'intérêt général a pu être convertie en une peine de 50 jours-amende à 10 euros là où une peine sensiblement identique de 105 heures de travail d'intérêt général a été convertie en une peinede 90 jours-amende à 10 euros. À l'évidence, d'autres éléments que le *quantum* de la peine initialement prononcée, notamment l'évolution de la situation du condamné qui généralement invoque à l'appui de sa demande de conversion de peine le fait qu'il a retrouvé un emploi ou qu'il suit une formation dont les horaires sont difficilement compatibles avec l'exécution de sa peine de travail d'intérêt général, influent largement sur la décision du juge et s'opposent à une barémisation trop rigide.

	(1) Retrait	(2) Retrait	(3) Retrait
Sanction disciplinaire :			
QD ferme : oui/non	-14.291***		-12.072***
	(3.025)		(4.232)
QD ferme : durée	1.096***		0.984***
	(0.143)		(0.153)
QD sursis : oui/non	-24.359***		-17.817***
	(3.645)		(4.650)
QD sursis : durée	1.142***		0.694**
	(0.242)		(0.297)
Autre sanction : oui/non	-9.750***		-6.941*
	(2.977)		(3.880)
Pas de sanction	-		-
Les faits incluent :			
Violences		14.180***	7.436**
		(3.493)	(3.575)
Non respect des obligations PSE		16.057***	12.531***
		(4.020)	(3.913)
Insultes ou menaces		8.229**	5.569
		(3.878)	(3.666)
Détention de stupéfiants		5.033	3.994
		(3.343)	(3.073)
Mouvement de blocage		10.471**	5.051
		(4.244)	(4.293)
Détention de téléphone, SIM, chargeur		-0.534	2.493
		(3.567)	(3.177)
Retard		2.061	-0.222
		(4.168)	(3.895)
Autre type de faits		6.574	5.452
		(4.223)	(3.732)
Faits multiples		4.461	1.031
		(2.936)	(2.601)
Constante	24.131***	9.451***	16.277***
	(1.506)	(3.036)	(3.670)
Coef. de détermination (R^2)	0.409	0.235	0.466
Observations (N)	179	179	179

Notes : Estimations issues de trois régressions linéaires séparées. Les écart-types apparaissent entre parenthèses.

Figure 34

3.2.4. – Conversion d'une peine d'emprisonnement ferme de 6 mois au plus en une peine d'emprisonnement avec sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général[232].

170. La question d'une éventuelle barémisation de la conversion de peine ne se pose ici qu'au regard du lien qui pourrait exister entre la durée de la peine d'emprisonnement initialement prononcée et le nombre d'heures de TIG à effectuer au titre du sursis prononcé en conversion. En effet, la chambre criminelle de la Cour de cassation ayant depuis 1991[233] érigé en principe que, lorsqu'il convertit une peine d'emprisonnement en sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général, le juge de l'application des peines ne peut pas modifier le quantum de la peine d'emprisonnement initialement prononcée, la question d'une barémisation entre peine ferme initialement prononcée lors du jugement et peine avec sursis décidée par le JAP ne se pose pas. Une peine de 4 mois d'emprisonnement ne peut en effet être convertie qu'en une peine de 4 mois d'emprisonnement avec sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général d'une durée de X d'heures. En revanche, la question reste ouverte à propos de la détermination du nombre d'heures de travail d'intérêt général à effectuer puisque ni la loi, ni la jurisprudence n'indiquent une quelconque équivalence ou correspondance entre la durée de la peine d'emprisonnement et le nombre d'heures de travail d'intérêt général. En droit, le juge de l'application des peines apprécie donc, dans les limites légales (entre 20 et 280 heures au regard de la législation applicable au jour de l'étude), le nombre d'heures en fonction de la situation du condamné, de son évolution et du sens donné à cette conversion au regard des objectifs de réinsertion et de prévention de la récidive visés par l'article 707 du Code de procédure pénale. Toutefois, le protocole appliqué au sein du TGI 1 et précédemment présenté atteste une possible barémisation en la matière puisqu'il prévoit qu'en cas de demande de conversion d'une peine d'emprisonnement ferme en peine d'emprisonnement avec sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général, le quantum de conversion ne devra pas être inférieur à 35 heures par mois d'emprisonnement prononcé lorsque le JAP souhaite pouvoir, sans avoir à s'enquérir de l'accord du procureur de la république, rendre un jugement sans

[232] C. pén. art. 132-57, al. 1er.
[233] Cass. crim., 25 juin 1991, n° 91-80554, bull. crim. n°276.

tenir préalablement un débat contradictoire. Aussi convenait-il de vérifier si une telle barémisation pouvait ou non s'observer en d'autres circonstances.

L'étude statistique conduite tend à montrer qu'il existe en pratique une relation significative entre la durée de la peine d'emprisonnement initialement prononcée et le nombre d'heures de travail d'intérêt général prononcé au titre du sursis : en moyenne, un mois d'emprisonnement ferme serait converti en un mois d'emprisonnement avec sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général pendant 22 heures.

FIGURE 4: Peine initiale et conversion en sursis TIG

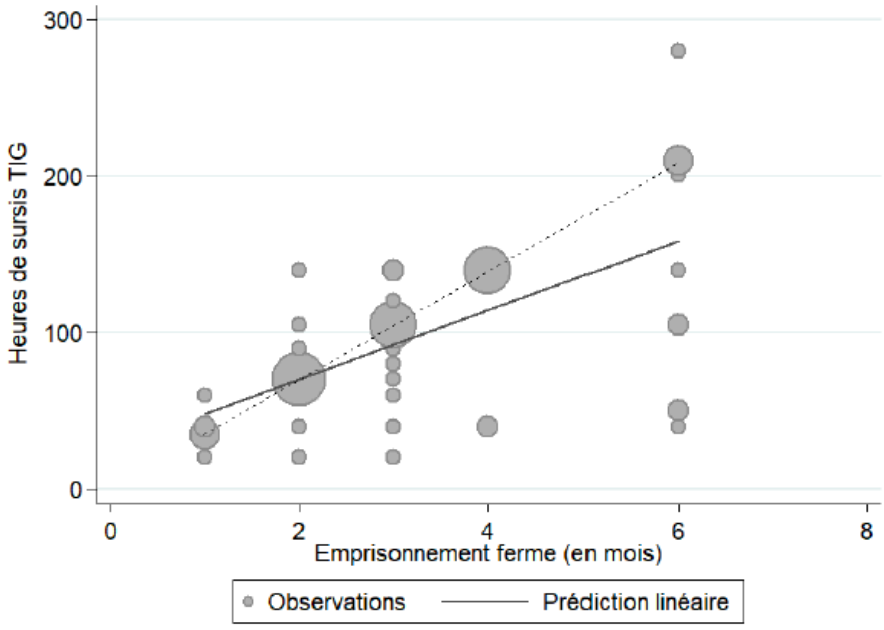


Figure 342

Mais **si les juges tiennent assurément compte des *quantums* initiaux dans leur décision de conversion, cette corrélation ne traduit pas nécessairement l'existence d'un barème dont l'application serait généralisée à toutes les juridictions**.

Les quelques jugements rendus en ce domaine par les TGI 1 (1 jugement) et 2 (6 jugements) ne permettent pas de confirmer l'hypothèse. En ce sens, si les 6 jugements rendus par les JAP du TGI 2 soulignent bien le fait que plus l'emprisonnement initialement prononcé par le tribunal correctionnel est long, plus le nombre d'heures de travail d'intérêt général prononcé est important (par exemple une peine d'1 mois d'emprisonnement a pu être convertie en une peine d'1 mois d'emprisonnement assorti d'un sursis avec l'obligation d'effectuer 60 heures de travail d'intérêt général, là où une peine de 6 mois d'emprisonnement a été convertie en une peine de 6 mois

d'emprisonnement assorti d'un sursis avec l'obligation d'effectuer 280 heures de travail d'intérêt général), il n'en ressort pour autant pas un barème précis qui voudrait que chaque mois d'emprisonnement conduise automatiquement au prononcé de tant d'heures de travail d'intérêt général. Des peines de 2 mois d'emprisonnement ont ainsi pu être converties en peines de 2 mois d'emprisonnement assorti d'un sursis avec l'obligation d'effectuer 90 heures de travail d'intérêt général pour l'une et 100 heures de travail d'intérêt général pour l'autre ; de même, des peines de 3 mois d'emprisonnement ont été converties en peines de 3 mois d'emprisonnement assorti d'un sursis avec l'obligation d'effectuer 120 heures de travail d'intérêt général pour l'une et 140 heures de travail d'intérêt général pour l'autre. L'individualisation ne s'opère donc pas uniquement au regard des autres obligations qui pourraient, en plus de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général, être imposées au condamné au titre de son sursis (obligations spécialement imposées par le JAP parmi celles prévues à l'article 132-45 du Code pénal, telle l'obligation de travailler ou de rechercher un emploi, l'obligation de soins ou l'obligation de passer son permis de conduire…), mais également au regard du travail d'intérêt général imposé, que ce soit dans sa nature ou dans son *quantum*.

Les jugements rendus par le TGI 3 - lesquels représentent la grande majorité des décisions de conversion étudiées - pourraient également, au regard d'une étude purement statistique, laisser penser qu'aucune barémisation n'est appliquée. Les jugements de conversion varient largement d'un condamné à l'autre et on peut ainsi, par exemple, faire état de condamnés à des peines de 6 mois d'emprisonnement fermes dont l'un obtient une conversion en une peine de 6 mois assorti d'un sursis avec obligation d'effectuer 210 h de travail d'intérêt général et l'autre obtient une conversion en une peine de 6 mois assorti d'un sursis avec obligation d'effectuer 50 h de travail d'intérêt général, sans du reste que cette différence puisse s'expliquer, la motivation desdits jugements, que ce soit au regard de la situation du condamné ou du travail d'intérêt général envisagé, étant relativement succincte. Toutefois, l'analyse doit, nous semble-t-il, être largement nuancée car une lecture plus attentive des jugements rendus en ce domaine montre que la **diversité des solutions s'explique essentiellement du fait d'un juge dont l'activité jurisprudentielle dénote très clairement de celle de ces collègues.** De fait, l'un des JAP du TGI 3 applique des taux de conversion beaucoup plus faibles que ces collègues et prononce rarement plus de 60 heures de travail d'intérêt général comme obligation particulière d'un sursis, quelle

que soit la durée de l'emprisonnement dont il est sursis à exécution. Mais si on écarte les décisions rendues par ce juge, l'analyse des décisions restantes laisse en revanche apparaître une barémisation officieuse au sein du TGI 3. En effet, les autres JAP de ce tribunal appliquent, à de rares exceptions près, un barème conduisant à imposer au condamné 35 heures de travail d'intérêt général par mois d'emprisonnement prononcé. Une peine d'un mois d'emprisonnement ferme est ainsi quasi-systématiquement convertie en une peine d'un mois d'emprisonnement avec sursis-TIG de 35 heures, une peine de 2 mois ferme en une peine de 2 mois avec sursis-TIG de 70 heures, une peine de 3 mois ferme en une peine de 3 mois avec sursis-TIG de 105 heures (…) une peine de 6 mois ferme en une peine de 6 mois avec 210 h.

Cette situation particulière interroge car elle annihile *in fine* l'intérêt d'une barémisation des conversions de peine : **au lieu de conduire à une harmonisation des pratiques permettant de garantir une plus grande égalité entre les justiciables et d'assurer une cohérence entre peine prononcée et peine exécutée, la barémisation, non unanimement acceptée par les juges, conduit à l'inverse à renforcer le sentiment d'inégalité entre condamnés**. De fait, au sein du TGI 3, il est évident qu'un condamné demandant la conversion d'une peine d'emprisonnement ferme en peine assorti d'un sursis avec obligation d'effectuer un travail d'intérêt général a tout intérêt à voir son dossier examiné par le juge refusant de se soumettre à la barémisation opérée par ces collègues ; il est certain que s'il obtient la conversion de sa peine, il aura moins d'heures de travail d'intérêt général à effectuer que si sa demande avait été examinée par un autre juge.

Le constat pose consécutivement la question de la portée des barémisations qui ont pu être observées dans l'étude. Même lorsqu'elles ont été établies sous forme de protocole signé au sein d'une cour d'appel entre le parquet et le service de l'exécution des peines, elles **ne lient pas juridiquement les juges et n'ont aucune force contraignante.** Un juge qui considérerait que la barémisation opérée est inopportune ou qui, par principe, revendiquant son indépendance, s'opposerait à toute barémisation, peut dès lors librement s'en écarter ; en aucun cas, il n'est tenu de l'appliquer. Du reste, une barémisation trop rigide qui ôterait au juge toute possibilité d'appréciation de la situation du condamné pourrait être considérée comme contraire au principe d'individualisation de la peine, principe à valeur constitutionnelle et qui s'applique pareillement lors du prononcé de la peine et lors de l'exécution des peines. **Pour être acceptée par tous, la barémisation doit en conséquence reposer sur une**

solide justification et rester susceptible de dérogations lorsqu'une situation particulière l'exige. C'est ce qui est observé lorsque la conversion de peine consiste à convertir une peine d'emprisonnement en une peine de jours-amende : le barème établissant une équivalence entre 1 mois d'emprisonnement et 30 jours-amende est unanimement partagé car il permet d'assurer une cohérence entre la décision de la juridiction de condamnation et celle de l'application des peines. La conversion de peine, entièrement tournée vers la réinsertion du condamné, ne remet pas en cause le jugement initialement porté sur la culpabilité et sur la gravité de la faute pénale commise dont la peine est le reflet. A l'inverse un barème établissant une équivalence entre 1 mois d'emprisonnement et 35 heures de travail d'intérêt général est moins facilement admis par les juges car la peine de travail d'intérêt général s'apprécie moins au regard de son quantum qu'au regard de sa nature et de son opportunité eu égard à la personnalité et à la situation du condamné. Criminologiquement, ce n'est pas tant le nombre d'heures de travail d'intérêt général qui importe que la nature du travail proposé lequel peut être porteur en termes de réinsertion soit en raison de la corrélation existant entre le travail imposé et l'infraction commise (exemple classique d'un travail d'intérêt général effectué au sein d'un SAMU par une personne condamnée pour blessures involontaires causées à l'occasion de la conduite d'un véhicule terrestre à moteur), soit en raison de la potentialité réinsérante de ce travail (travail pouvant participer à la formation du condamné et lui offrir une expérience valorisante pour la recherche d'un emploi). En outre, l'on sait que parfois, en pratique, le nombre d'heures d'une peine de travail d'intérêt général peut dépendre des capacités d'accueil des personnes morales admises à accueillir des tigistes. Autant d'éléments qui invitent à une individualisation plus marquée de l'exécution des peines et qui, *de facto*, peuvent s'opposer à la généralisation d'un barème fixe.

La question invite enfin à s'interroger sur la légitimité d'une barémisation issue des acteurs de terrain. Eu égard au principe de légalité et de nécessité des peines, tout encadrement du prononcé et de l'exécution des peines ne doit-il pas provenir exclusivement de la loi ou du règlement en matière contraventionnelle ? Et en ce cas, il faut alors convenir que la barémisation ne peut être automatique et s'imposer sans réserve au juge, sous peine de remettre à jour l'ancien système des peines fixes et de contrevenir au principe de l'individualisation des peines. En tout état de cause, si barémisation il y a, les juridictions de l'application des peines doivent conserver le pouvoir d'écarter, eu égard à la personnalité du condamné et aux circonstances

particulières du dossier dont elles ont à connaître, l'application stricte du barème légalement prévu.

C'est du reste en ce sens que s'oriente la loi s'agissant de la conversion de peine par le JAP. L'on sait par exemple que, depuis la loi la loi du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénale, l'article 747-1-2 du Code de procédure pénale offre la possibilité au JAP de substituer à une peine de jours-amende une « *peine de sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général* ». Or, contrairement aux autres cas de conversion observés dans l'étude[234], la loi prend ici soin de préciser que la durée de l'emprisonnement avec sursis décidé au titre de la conversion ne peut jamais excéder celle qui serait résultée de l'inexécution de la peine de jours-amende. Une peine de 60 jours-amende à 5 euros ne peut ainsi être convertie en une peine d'emprisonnement de plus 2 mois avec sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général. Un barème identique à celui observé dans l'étude et consistant à considérer qu'un mois d'emprisonnement équivaut à 30 jours-amende est ainsi appliqué. Mais ce barème ne lie pas totalement le juge car s'il consiste en un maximum que le juge ne peut dépasser, il ne lui interdit aucunement de décider d'une durée d'emprisonnement avec sursis inférieure à la durée d'incarcération possible à défaut de règlement des jours-amende. De même, le juge conserve toute latitude pour fixer le nombre d'heures de travail d'intérêt général à exécuter entre 20 et 280, selon la législation applicable au jour de l'étude. La barémisation légale ne présente dès lors pas de caractère automatique la rendant incompatible avec le principe de l'individualisation des peines.

C'est en ce sens également que s'oriente la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019, dite de programmation pour la justice 2018-2022 et de réforme pour la justice. L'article 85 de la loi, dont l'entrée en vigueur est reportée au 24 mars 2020, modifie ainsi les articles 747-1 et 747-1-1 du Code de procédure pénale afin notamment de préciser que lorsqu'une peine d'emprisonnement ferme inférieure ou égale à six mois, ou dont la partie ferme est inférieure ou égale à six mois, est « *convertie en travail d'intérêt général, la durée de la peine d'emprisonnement prononcée ou son reliquat peut être mis à exécution par le juge en l'absence d'accomplissement du travail par le condamné* » et « *lorsque la peine est convertie en peine de jours-amende, le nombre de jours est égal à celui de la peine*

[234] Aucun jugement décidant de la conversion d'une peine de jours-amende en emprisonnement assorti d'un sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général n'a été rendu dans les trois juridictions observées au cours de la période analysée.

d'emprisonnement prononcée ou du reliquat de cette peine ». Il s'agit ici à nouveau d'assurer une continuité et une cohérence entre la décision rendue par la juridiction de jugement et la décision rendue par le JAP, ce dernier conservant néanmoins son pouvoir d'appréciation pour, selon le cas considéré, la détermination du nombre d'heures de travail d'intérêt général à effectuer ou le montant de chaque jour-amende prononcé.

Critiquable dans le contentieux de retrait des CRP en ce qu'elle lie le JAP aux décisions de la commission de discipline et le prive de toute appréciation du comportement du condamné, la barémisation peut en revanche paraître opportune dans le contentieux des conversions de peines en ce qu'elle permet une continuité et une cohérence bienvenue entre la peine prononcée et la peine exécutée. Mais c'est alors la question de la généralisation et de la force contraignante de cette barémisation qui se pose, faute de quoi l'harmonisation souhaitée des décisions des juridictions de l'application des peines ne pourra pas être atteinte.

1par

Chapitre 3. Les enseignements de la recherche

171. Polymorphie du phénomène de barémisation de la justice pénale. Les résultats de la recherche menée mettent en exergue en vision contrastée de la réalité du phénomène de barémisation de la justice en matière pénale. Si elle met en évidence l'existence d'un tel phénomène, elle en montre également les limites et les contradictions. Elle met surtout en évidence que le phénomène de barémisation de la justice en matière pénale est polymorphe, et ne se laisse pas saisir avec autant d'aisance que ce que le seul intitulé de la recherche pourrait laisser penser. Cela est tout aussi vrai en présence de barèmes formalisés, dont l'équipe de droit pénal a pu constater que les solutions ne reflètent pas toujours la réalité des pratiques, qu'en présence de barèmes intuitifs ou implicites dont l'existence est parfois difficile à établir avec certitude, malgré une masse significative de données exploitées. La recherche menée montre également qu'il existe une grande diversité de barèmes en matière pénale - construits, implicites, individuels, collectifs - dont le degré de précision et la force normative sont extrêmement variables d'un ressort à l'autre, d'un magistrat à l'autre. Elle a également permis de confirmer ce qui pouvait être suspecté, à savoir que ce type d'outil s'épanouit principalement dans les contentieux de masse, quelque soit la phase du procès pénal envisagée, et sur ce point, les résultats exposés *supra* ont permis de démontrer que le recours aux barèmes peut être observé dans toutes les phases du procès pénal. Sur ce point, l'équipe de droit pénal fait observer que de nombreux contentieux de masse, autres que ceux retenus dans le cadre de cette recherche font l'objet, dans l'ensemble des juridictions ayant participé à la recherche, d'un traitement barémisé. Les résultats invitent donc à dresser une typologie des barèmes rencontrés en matière pénale (Section 1), avant d'envisager les enjeux dont les barèmes rencontrés dans la présente recherche sont porteurs (Section 2).

Section 1. Typologie des barèmes rencontrés en matière pénale

172. Annonce de plan. La recherche menée a permis de mettre au jour l'existence d'une grande diversité de barèmes qu'il est toutefois possible de regrouper au sein de deux catégories : celle des barèmes construits (1.1), et celles des barèmes implicites

dont l'existence ne peut être révélée que dans le cadre d'une analyse statistique des pratiques juridictionnelles (1.2).

1.1 Les barèmes construits

173. Caractéristiques des barèms construits. Parce que les barèmes construits formalisent des procédés ayant pour objectif de faciliter l'activité décisionnelle en proposant un résultat précis en référence à des critères de décisions prédéterminés principalement sous forme de tableaux , ils supposent nécessairement une démarche intellectuelle consciente de la part de leur auteur. Or, si la culture des magistrats du siège, comme la place prépondérante acquise par le principe d'individualisation des peines, constituent autant d'obstacles à l'idée même d'un encadrement *a priori* de la décision juridictionnelle, tel n'est pas le cas des magistrats du parquet qui sont habitués, de longue date, à devoir rendre compte de leurs décisions, tant à leurs partenaires internes à l'institution judiciaire[235], qu'externes[236], d'une part, et parce que les caractères propres à l'institution, comme les objectifs qu'elle poursuit, constituent autant d'arguments en faveur de la réception de l'outil « barème » dans les pratiques parquetières, d'autre part (1.1.1). La recherche menée met en évidence une palette particulièrement diversifiée de barèmes qui impose de dresser une typologie (1.1.2) afin de mieux comprendre les finalités qu'ils poursuivent (1.1.3), et les limites inhérentes à ce type d'outil (1.1.3).

1.1.1 – Un outil rencontré exclusivement au sein des parquets

174. Une exclusivité fondée sur les caractéristiques et finalités poursuivies par l'institution. La recherche menée a mis en évidence que la présence de barèmes construits a été constatée dans tous les parquets ayant participé à l'étude, mais **uniquement dans les contentieux de masse**. Cela s'explique au regard des caractères propres à l'institution comme aux objectifs qu'elle poursuit, dans un **contexte d'accroissement continu des flux et de diversification des voies procédurales disponibles** en présence d'une portion significative de délits incriminés dans le Code

[235] J. Dallest, « Parquet et partenaires judiciaires ou comment mettre en œuvre une politique intérieure performante et acceptée », AJ Pénal 2007, p. 471.
[236] J. Dallest, « Le parquet et ses partenaires extérieures ou comment mettre en œuvre une « politique étrangère » active et bien comprise », AJ Pénal 2007, p. 74.

pénal. Le parquet est en effet indivisible et hiérarchisé, ce que rappellent les articles 35 et 39 du Code de procédure pénale.[237] Chaque procureur général, mais également chaque procureur de la République, établit pour son ressort, **une politique pénale dont la cohérence et la lisibilité ne sont garanties qu'à compter de l'instant où l'ensemble des magistrats composant son parquet général ou son parquet l'appliquent dans les décisions qu'ils sont amenés à prendre à l'occasion de l'exercice de leurs attributions**. Parce qu'à l'image de notre devise républicaine, l'institution du parquet est « *une et indivisible* », les décisions de chaque magistrat doivent donc être encadrées un *minimum* pour assurer la cohérence de la politique pénale décidée par le procureur de la République, surtout depuis que le législateur a **introduit le TTR**[238] et **fortement diversifié les filières procédurales disponibles** pour poursuivre une majorité d'infractions relevant des champs contraventionnel et délictuel, **sans se soucier malheureusement de la cohérence d'ensemble**[239], comme en témoigne le fait que la plupart des **procédures alternatives aux poursuites ou de poursuites alternatives occupent des champs sécants**. La cohérence de la politique pénale commande de **restreindre la liberté de décision des magistrats afin d'éviter une dispersion significatives des réponses pénales**, notamment dans les contentieux de masse eu égard au volume d'affaires traitées, et de la généralité des textes d'incrimination qui, en terme de peines, ne fixent qu'un plafond au-delà duquel le juge ne peut aller, et ne définissent pas, pour chaque type peine, les fonctions et finalités qui lui sont assignées. Sur ce point, il peut être rappelé que la **diversification des modes de poursuites a entraîné une reconfiguration des rôles traditionnellement dévolus aux magistrats du siège et du parquet**, en confiant à ces derniers le soin de définir le contenu de la réponse pénale qu'il entend appliquer à l'auteur des faits, le rôle du juge se limitant, dans ces hypothèses, à un contrôle de la

---

[237] Art 35 C. proc. pén. : « *Le procureur général veille à l'application de la loi pénale dans toute l'étendue du ressort de la cour d'appel et au bon fonctionnement des parquets de son ressort. Il anime et coordonne l'action des procureurs de la République, tant en matière de prévention que de répression des infractions à la loi pénale. Il précise et, le cas échéant, adapte les instructions générales du ministre de la justice au contexte propre au ressort. Il procède à l'évaluation de leur application par les procureurs de la République*. »
Art. 39 C. proc. pén. : « *En tenant compte du contexte propre à son ressort, le procureur de la République met en œuvre la politique pénale définie par les instructions générales du ministre de la justice, précisées et, le cas échéant, adaptées par le procureur général*. »

[238] C. Miansoni, « La nature juridique du traitement en temps réel des procédures pénales (TTR) », *AJ pénal*, 2012, p. 152.

[239] M. Giacopelli, « Les alternatives aux poursuites : Essai d'une théorie générale », RSC 2012, p. 505. F. Desprez, « L'illustration d'une insuffisance législative à propos des alternatives aux poursuites », D. 2011, p. 2379. J. B. Perrier, « Alternatives aux poursuites : l'orthodoxie juridique face à l'opportunité pratique », D. 2011, p. 2349.

légalité de la procédure suivie, et en cas d'appréciation positive, à valider la peine décidée par le magistrat du parquet. Or, les différentes réformes intervenues ces quinze dernière années ont eu pour effet d'élargir sans cesse le champ d'application de chacune d'elle jusqu'à leur faire recouvrir des champs sécants. Les procédures de jugement rapides constituent aujourd'hui le mode de poursuite majoritairement utilisé dans les contentieux de masse dans toutes les juridictions étudiées, l'audience correctionnelle étant plutôt réservée aux prévenus réitérants ou récivistes, et plus surement, multiréitérants ou multirécivistes. **Le principe d'individualisation des peines, traditionnellement rattaché à la fonction juridictionnelle, s'impose en réalité désormais tout autant au juge qu'aux magistrats du parquet** dès lors que ces derniers déterminent la nature et le *quantum* de la ou des peines qu'ils entendent appliquer. De fait, le barème s'impose comme un outil particulièrement pertinent et efficace pour garantir, surtout dans les contentieux de masse où la répétition des situations accroît le risque de dispersion des réponses pénales, la cohérence et la lisibilité de la politique pénale décidée par le procureur de la République.

175. Un outil en adéquation avec la culture et les préoccupations contemporaines de l'institution. Parce que **la politique pénale est une politique publique, et que ce sont les magistrats du parquet qui ont la lourde charge de la définir à l'échelon locale et d'en assurer l'application, ces derniers sont habitués à rendre compte de leurs décisions ou de leurs pratiques**, à leur hiéarchie d'abord, mais également à un certain nombre de partenaires internes ou externes à l'institution judiciaire. Comme le fait remarquer le procureur général près la Cour d'appel de Grenoble, M. Dallest, « *À l'heure des chaînes d'information en continu et des réseaux sociaux, la communication est devenue un impératif pour les magistrats du parquet, au carrefour des attentes publiques. Qu'il s'agisse de communiquer sur un grave fait divers ou sur la politique pénale menée, le discours ne s'improvise pas. La temporalité - bien différente de la presse et de la justice - tout comme les supports et le contenu doivent être pensés, afin que la communication des procureurs devienne facteur de pédagogie, d'apaisement et d'information sur le travail de la justice*. »[240] Il est **donc désormais dans l'ADN du parquet d'échanger sur ses pratiques, de les évaluer, et de chercher systématiquement à en améliorer les performances en vue de satisfaire les**

[240] J. Dallest, « Le parquet et la communication ou les exigences de la modernité », *AJ Pénal* 2018, première partie, p. 298 ; deuxième partie, p. 352.

objectifs qui lui sont assignés par la loi. Partant, les magistrats du parquet rencontrés n'éprouvent aucune difficulté à régulièrement rendre compte de la réalité de leurs pratiques, dans le cadre de réunions formelles ou informelles, de l'efficacité de leur action comme des décisions prises, et d'adapter, le cas échant, ses dernières aux données portées à leur connaissance. Cette culture de la recherche constante d'efficacité, de la remise en question des solutions acquises **explique en grande partie l'adhésion forte qui est exprimée par ses derniers aux barèmes. Le TTR a éliminé dans une portion significative de contentieux toute césure temporelle entre l'enquête policière et l'orientation des procédures décidées par les parquets en réalisant la concomitance entre la clôture de l'enquête policière, définitive ou partielle, et la décision parquetière.** Cette évolution du traitement des affaires pénales a contraint les parquets à adopter des outils leur permettant de décider l'orientation d'une affaire dans des conditions souvent extrêmement précaires. **Les magistrats affectés à la permanence téléphonique doivent, le plus souvent, décider en quelques minutes, à partir d'un compte-rendu souvent extrêmement sommaire, des suites à donner à une affaire nouvelle.** Dans ces conditions, il est non seulement impossible aux magistrats de passer en revue l'ensemble des éléments leur permettant de se faire une idée des conditions individuelles ou environnementales ayant conduit à la consommation du délit reproché, mais encore leur manque-t-il la plupart des éléments requis pour individualiser, dans des conditions correctes, la décision qu'ils doivent prendre. **L'outil « barème » apparaît comme indispensable, notamment dans les contentieux de masse qui, en raison de la répétition des situations qu'il induisent, appellent nécessairement à renouveler le même type de décisions plusieurs fois par jour, voire par heures dans certaines juridictions.** Or, l'une des préoccupations des magistrats du parquet réside dans la nécessaire réduction des disparités dans les pratiques.

Au-delà de la question, fondamentale, de la cohérence de la politique pénale menée, c'est également le **souci d'assurer un traitement égal aux justiciables placés dans une même situation, ou du moins une situation similaire, qui mobilise activement les parquets**. Il est certain, et l'ensemble des magistrats que nous avons pu rencontrer en ont conscience, que le **sentiment d'injustice sape les fondements de la réinsertion sociale des condamnés à laquelle toute peine doit tendre**. Les différences de traitement non fondées sur des causes objectives et observables par tous ne sont plus

tolérées aujourd'hui dans l'opinion publique, et ce sentiment est partagé par les magistrats du parquet qui sont soucieux de garantir aux justiciables l'égalité de tous devant la justice. Plusieurs témoignages ont été recueillis en ce sens, sans qu'il soit possible de les reproduire tous :

- « *Les gens ne supportent plus qu'au nom de grands principes juridiques dont ils ignorent tout, ils constatent des écarts de peine, des différences de traitement, qu'ils n'arrivent pas à comprendre. Prenez le cas du défaut d'assurance. Si vous souscrivez une assurance automobile, vous allez en avoir en moyenne pour 500 à 600 € selon le type de véhicule. On est d'accord ? Quand vous allez souscrire votre assurance, l'assureur ne va pas vous dire : "Bougez pas Monsieur, je vois que vous avez des revenus financiers limités, donc je vous fais un prix." Non, vous allez, quelque soit vos moyens, devoir vous acquitter de la somme due au regard du niveau de garantie que vous avez souscrit. Alors allez expliquer demain, à la sortie de l'audience correctionnelle, à un prévenu qui aura pris 500 ou 600 € pour défaut d'assurance, que son voisin lui, n'a pris que 150 € parce qu'il existe un principe d'individualisation des peines qui impose de calculer le montant de l'amende qu'il prononce en fonction des ressources et charges du prévenu ! Pour lui c'est inacceptable, et entre-nous, je pense qu'il a raison.* » (P4) ;

- « *Les gens sont plus attentifs aujourd'hui qu'ils ne pouvaient l'être il y a encore 15 ou 20 ans à la manière dont ils sont traités, condamnés, par rapport à des personnes se trouvant dans une situation similaire ou identique à la leur. Aujourd'hui, ils ne l'acceptent plus, et ils ont raison. Un même fait doit être condamné de la même manière, ce qui n'empêche pas d'individualiser la sanction, mais l'individualisation des peines, qui est un vrai progrès dans notre droit pénal, ne doit pas faire entrer par la fenêtre l'arbitraire que le principe de légalité des délits et des peines a chassé par la porte !* » (P6) ;

- « *Je pense que les gens sont tout à fait capables de comprendre certains écarts de peine dès lors qu'ils constatent que ces derniers sont raisonnables, d'une part, et fondés sur des éléments objectifs, d'autre part. Je trouve qu'il est intolérable de constater parfois des écarts de peine pour des faits identiques ou similaires, jugés au cours d'une même audience, et que votre collègue du siège est incapable de vous dire pourquoi, à M. X. il a filé une amende à 100 €, là où il a mis à M. Z. le double ou le triple. Vous imaginez quelle image cela donne de la justice ?! C'est pour ça que je suis favorable aux barèmes,*

référentiels, appelez ça comme vous voulez, dès lors que leur application est souple, et qu'ils ne conduisent pas à des solutions automatiques. » (P4).

Pour une majorité de magistrats du parquet, **l'outil « barème » s'impose comme une solution parfaitement acceptable pour garantir l'égalité de tous les justiciables devant la justice**. Chaque magistrat accepte donc d'abandonner une part de sa liberté d'appréciation au profit de solutions proposées par une grille de référence lui permettant, notamment, et de façon non négligeable, **un gain de temps précieux dans l'élaboration de la réponse pénale**. Ces éléments expliquent ainsi, non seulement la nécessité d'élaborer des barèmes dans les contentieux les plus représentés dans l'activité de chaque parquet, étant souligné que certains contentieux sont massifs dans toutes les juridictions, ce qui est le cas notamment des délits à la circulation routières, des infractions en lien avec le stupéfiants, *etc*.

1.1.2 – Typologie des barèmes construits

176. Diversité des barèmes construits. La recherche menée a permis de collecter un certains nombre de barèmes dans les parquets. Cette collecte a permis de constater une grande diversité de barèmes témoignant de celle des pratiques parquetières, dans le traitement des délits routiers en tout cas, le contentieux des violences conjugales ayant mis en exergue une absence de barèmes dans l'ensemble des juridictions ayant participé à l'étude. **La masse de documents recueillis permet d'établir que les divergences apparentes mettent paradoxalement en exergue des convergences permettant de dresser une typologie des barèmes construits par les parquets.**

Tout d'abord, il peut être séduisant de **distinguer les barèmes sophistiqués des barèmes pouvant être qualifiés de simples**, voire simplistes, en raison du faible degré de précision des critères retenus pour prédéterminer la décision, ou la finesse du découpage des situations autour desquelles ils se structurent, l'analyse met en évidence que **l'ensemble des barèmes convergent autour de marqueurs pénaux communs qui définissent en réalité très largement le contenu de la décision**. Elle a d'ailleurs mis en évidence que **le caractère sophistiqué d'un barème le rend peu attractif auprès de ceux qui doivent l'utiliser, et que sa sophistication repose le plus souvent sur des critères artificiels qu'il est impossible de les mobiliser dans les faits**.

Tous les magistrats du parquet s'accordent sur le fait que **la simplicité du barème est le gage de son efficacité**.

Ensuite, l'on peut être tenté de **distinguer les barèmes élaborés individuellement de ceux élaborés collectivement**. Mais là encore, l'analyse montre que cette distinction est largement artificielle dès lors **qu'il n'y a pas**, à proprement parler, **de barèmes qui soit exclusivement le fruit d'une décision individuelle, et d'autres, qui soient le résultat d'un processus exclusivement collectif**.

Enfin, s'il y a bien un point sur lequel tous les barèmes convergent : c'est leur **caractère local.**

177. Entre simplicité et sophistication. La recherche menée a mis en évidence une palette relativement diversifiée de barèmes. Selon les contentieux, certains barèmes sont apparus comme simples, voire simplistes, tandis que d'autres sont apparus plus sophistiqués. La recherche montre que **la nature du contentieux joue un rôle déterminant sur la finesse du découpage des situations dans le barème, comme sur la diversification des critères prédéterminant la solution proposée**. En présence de délits dont le degré de gravité est unique, le découpage des situations est minimal, ce qui est le cas par exemple, du défaut d'assurance. **Lorsque la situation infractionnelle n'a rien de complexe, les résultats montrent que la grande majorité des barèmes retiennent principalement comme critères efficients devant guider la décision du magistrat, la situation pénale du prévenu au moment des faits** ; Toutefois, certains barèmes vont au-delà de ce premier critère. En gardant comme exemple le cas du défaut d'assurance, il a pu être démontré que certains barèmes retiennent également d'autres critères tels que l'existence ou l'absence de régularisation rapide de sa situation par l'auteur, ou encore la durée de celle-ci. Mais l'équipe de droit pénal a pu constater que **ces critères sont difficile à manier au stade de l'orientation du dossier dans le circuit procédural**, de sorte que, dans les faits, c'est le critère tiré de la situation pénale de l'auteur qui guide la décision du magistrat en charge de la poursuite, tant sur l'orientation du dossier dans le circuit procédural, que la détermination de la nature et du *quantum* des peines prononçables. En revanche, **lorsque le texte d'incrimination ne vise qu'un comportement général sans envisager l'intégralité des situations susceptibles de se présenter dans les faits, la grande majorité des barèmes sont plus sophistiqués**. Il en est ainsi des CEA.

L'article L. 234-1 du Code pénal dispose que la personne qui conduit avec une concentration d'alcool dans le sang égale ou supérieure à 0,80 mg, ou avec une concentration d'alcool dans l'air expiré égale ou supérieure à 0,40 mg consomme le délit de CEA, et s'expose à une peine de deux ans d'emprisonnement et 4 500 € d'amende. **Compte-tenu de la généralité des termes de la loi, et du fait que celle-ci ne fixe qu'un quantum de peine *maximum* que le juge ne peut dépasser, les parquets, conformément aux principes de gradation des réponses pénales et de progressivité des peines, ont donc été contraints d'affiner le contenu de la loi au sein de barèmes dont le découpage des situations se fait avec davantage de précision**. Les barèmes recueillis en la matière montrent que **tous les parquets adoptent un découpage des situations commun consistant à établir une échelle des taux d'alcoolémie exprimés par tranche de 0,10 mg/L de sang ou d'air expiré, en partant du minimum visé par le texte, soit 0,80 mg/L de sang ou 0,40 mg/L d'air expiré pour atteindre les taux les plus élevés, étant observé qu'au-delà de 1,50 mg/L d'air expiré, tous les barèmes ou presque se retrouvent sur une solution identique ou similaire**. La recherche montre ainsi qu'il existe une **corrélation entre le degré de précision de la loi, la complexité des situations auxquelles les magistrats doivent faire face, et le caractère plus ou moins sophistiqué du barème**. Les situations simples se règlent par des solutions simples.

178. L'existence de marqueurs pénaux communs à l'ensemble des parquets. Dans la grande majorité des barèmes recueillis dans le cadre de l'étude, l'équipe de droit pénal observe que le découpage des situations s'opère principalement à partir de deux marqueurs pénaux que sont, la gravité de l'infraction commise et la situation pénale de l'auteur, nonobstant les autres critères d'individualisation des peines prévues à l'article 132-1 du Code pénal. Dans le champ délictuel, les magistrats sont confrontés à deux situations possibles : soit le texte d'incrimination permet d'englober toutes les situations auxquels ils doivent faire face en pratique, ce qui est extrêmement rare, soit, hypothèse la plus courante, le **texte d'incrimination est trop général, et le barème est alors l'occasion d'en affiner le contenu afin de garantir la cohérence des décisions qui vont être apportées sur un territoire donnée, tout en respectant les principes de gradation et progressivité des réponses pénales**.

Dans la grande majorité des contentieux étudiés, la recherche menée montre que **les barèmes précisent le contenu de la loi dans des proportions plus ou moins**

importantes. Si ceux recueillis dans le champ du défaut d'assurance montrent que les parquets ayant introduit des critères tendant à préciser la loi sont relativement rares, tel n'est pas le cas dans le champ du contentieux du défaut de permis ou des CEA, la recherche ayant montré que **l'intégralité des barèmes viennent tantôt préciser la loi, tantôt retiennent un découpage des situations qui nous semble aller à l'encontre de ce que les textes prévoient**, ce qui a pu être observé dans le champ du contentieux du défaut de permis. Ainsi, **certains parquets, par exemple, s'écartent totalement des critères légaux pour leur en substituer d'autres**, et dans le champ du défaut de permis, nous avons pu observer que l'un des barèmes utilise comme critère d'orientation de la procédure, et de détermination des peines prononçables, le caractère habituel ou occasionnel de la conduite. Or, ce critère n'apparaît pas dans les textes d'incrimination, mais il peut être effectivement considéré comme un critère pertinent pour élaborer le contenu de la réponse pénale devant être apportée à ce type de faits.

Au-delà du critère tiré de la gravité de l'infraction, c'est celui tiré de la **situation pénale du prévenu qui apparaît comme central dans le découpage des situations retenues** par l'intégralité des barèmes ayant été recueillis dans le cadre de la recherche. Là aussi, celle-ci met en évidence que, si ce critère apparaît comme déterminant dans l'ensemble des barèmes recueillis, tous ne présentent pas le même degré de précision. **Dans un certain nombre de cas, le barème se contente de recommander une voie de poursuite à privilégier, ainsi que, le cas échéant, une ou plusieurs peines prononçables, en précisant simplement « *auteurs réitérants ou récidivistes* ».** Or, la catégorie des auteurs ayant des antécédents judiciaires regroupe en réalité une pluralité de profils et de situations que les barèmes ne reflètent pas dans leur grande majorité. **Des distinctions entre les auteurs se trouvant en première réitération ou en multiréitérations, en première récidive ou en multirécidives, par exemple, pourraient être légitimement attendues**.

L'équipe de droit pénal a ainsi pu observer que les **barèmes font souvent preuve d'une plus grande précision en présence d'auteurs primo-délinquants, notamment sur les nature et *quantum* des peines prononçables, qu'en présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires.** L'analyse a montré, pour l'ensemble des contentieux, que les barèmes se contentent en réalité le plus souvent d'indiquer au magistrat en charge de la poursuite la filière de poursuite qu'il convient de privilégier, le laissant totalement

libre de déterminer la nature et le *quantum* de la ou des peines susceptibles d'être requises ou proposées. Cette situation tient, selon les magistrats, à **l'impossibilité de prévoir au sein d'un barème la multitude des situations susceptibles de se présenter en pratique**, et ces derniers nous ont interpellés à plusieurs reprises sur la nécessité, face à des situations complexes, de laisser aux magistrats en charge de la poursuite, la plus grande latitude possible afin qu'une réponse pénale de qualité puisse être apportée :

- « *Nous sommes dans une époque où l'on aborde toutes les questions à travers le seul prisme de l'économie. En clair, on ne se préoccupe que de rentabilité. On nous demande de plus en plus de faire du quantitatif, sans réellement se poser la question du qualitatif. Et ensuite, on dit, pour faire bonne figure, « on lutte contre la récidive », on vote des lois, on fait de l'affichage politique. Si l'on veut lutter contre la récidive, il faut penser à l'aspect qualitatif de la réponse pénale apportée avant de penser à autre chose. Il y a des situations très simples que vous pouvez aisément découper dans des petites cases et pour lesquelles vous pouvez proposer une solution prédéfinie, sans difficulté aucune. Mais en présence de certaines situations, notamment quand il y a eu une première réponse pénale, et que la personne commet de nouveau un acte infractionnel, voire le même… Bon, je vais pas vous faire un dessin, il faut réfléchir, à partir des éléments dont on dispose, à la réponse pénale qu'il va falloir apporter cette fois-ci si l'on ne veut pas le voir de nouveau dans trois mois*. » (P5) ;

- « *En présence d'auteurs ayant des antécédents judiciaires, mais aussi en présence d'auteurs primo-délinquants, il y a bien évidemment des critères objectifs qui guident le choix des magistrats tels que la gravité de l'infraction, la situation pénale du prévenu, sa situation professionnelle, personnelle, etc., Mais il y a aussi des critères infiniment plus subjectifs, tels le comportement de la personne lors de son interpellation, voire de sa garde à vue, la manière dont elle réagit par rapport à son acte, etc. Les barèmes ne posent que des lignes directrices, ce sont de simples référentiels qui doivent aider le magistrat dans sa prise de décision, ils n'ont pas pour but d'instaurer des solutions qui auraient vocation à s'appliquer automatiquement, auquel cas, on a plus besoin de magistrats. Donc, l'idée est de rentrer le moins possible dans le détail dans les barèmes. D'abord, parce que votre outil perd en efficacité, et plus personne ne finit par l'utiliser. Plus vous multipliez les critères d'individualisation, plus vous aurez de*

solutions proposées, et moins le barème sera accessible. Ensuite, parce que les magistrats sont formés à la prise de décision. Vous ne pouvez pas dire à quelqu'un qui a fait des années d'étude, passé un concours extrêmement difficile, que sa fonction se résume à appliquer une grille de solutions prédéfinies à des situations concrètes et complexes. Le cœur de métier des magistrats, qu'ils soient au parquet ou au siège, c'est bien évidemment d'individualiser les décisions qu'ils prennent à partir d'éléments objectifs et subjectifs portés à leur connaissance. Par exemple, si vous regardez le barème qui est appliqué ici, vous verrez qu'en présence d'une personne qui commet un défaut de permis en première réitération ou récidive, bien les magistrats ont le choix entre la procédure de CRPC ou le renvoi à l'audience par voie de COPJ. Il leur revient de décider si tel dossier mérite d'être renvoyé à l'audience ou si il est pertinent de renvoyer tel autre en CRPC selon les éléments objectifs et subjectifs dont ils disposent à ce moment-là, et de la réponse pénale qui leur paraît la plus adéquate. » (P7) ;

- « *La poursuite des auteurs ayant des antécédents judiciaires suppose une véritable individualisation des peines que l'on va proposer ou requérir. Pour certains délits, il est possible de prévoir une sorte de peine type que l'on peut appliquer à l'ensemble de la population pénale sans que cela ne pose de difficulté, je pense notamment au défaut d'assurance ou à l'usage de stup'. Mais, en présence de délits plus graves, le degré de persistance de l'auteur dans son comportement délictueux doit véritablement être apprécié au cas par cas, et cela va bien plus loin que le simple fait qu'il soit en première réitération ou première récidive, etc. Le plus simple pour ce type d'auteurs est de mettre un minimum indicatif afin de cadrer a minima les décisions des magistrats. Mais, je ne pense pas qu'il soit possible d'aller au-delà.* » (P. 3).

179. La simplicité, gage d'efficacité. L'analyse des barèmes recuellis dans l'ensemble des parquets peuvent effectivement surprendre par la simplicité du découpage des situations qui les caractérise. **Au-delà des critères tirés de la gravité de l'infraction ou de la situation pénale des auteurs, d'autres critères légaux d'individualisation des peines pourraient effectivement être pris en compte** en s'appuyant, notamment, sur les critères légaux visés à l'article 132-1 du Code pénal. Pourtant tel n'est pas le cas. Durant notre recherche, l'accent a été mis sur le fait que la simplicité des barèmes est bien souvent le gage de leur efficacité :

- « *Pour être efficace, le barème doit prévoir un cadre simple, sinon le magistrat de permanence s'en affranchit* » (P1) ; « *le recours à un barème est une nécessité. Imaginez un peu si chaque substitut décide, sans que sa décision soit cadrée par un référentiel ! Ben, c'est 14 juillet tous les jours ! Le magistrat X. va poursuivre tel fait par voie de composition pénale avec une amende de 200 € à la clé parce que cela lui semble une réponse adaptée, alors que le magistrat Z., lui, il vous fera partir le dossier en CRPC ou à l'audience, et avec les réquisitions qui vont avec, parce qu'il va considérer également que sa réponse est adaptée ! Les magistrats sont des hommes et des femmes avant tout ! Il y a la loi – large et générale - et il y a le baromètre interne du magistrat, ses valeurs si vous préférez. Bon, donc, la nécessité du barème, elle ne se discute pas à mon sens, sauf à faire du "politiquement correct", ce qui revient à être très hypocrite. Après, pour que votre barème soit suivi, il faut qu'il soit simple d'utilisation. Ce ne sera jamais le cas s'il est trop détaillé. Plus vous multipliez les critères, moins votre barème est lisible – je dirai même intelligible – donc dans les faits, un tel barème finit dans le tiroir du bureau de vos collègues, et ils continuent de faire les choses à leur sauce ! C'est logique ! Un barème ne doit pas complexifier l'activité du magistrat, auquel cas, tout le monde le fuit. Collectivement, on a tendance à établir, dans un premier temps, des barèmes très détaillés, puis à l'épreuve de la pratique, ils sont souvent rediscutés pour les alléger car on s'aperçoit que bon nombre de critères sont inutiles, ce qui nous conduit à supprimer certaines distinctions que l'on pouvait penser utiles. Par exemple, il a été observé lors des permanences que les informations relatives aux revenus de l'auteur font, la plupart du temps défaut lors des comptes-rendus effectués au parquet, et qu'il en allait souvent de même à l'audience, donc on a supprimé certaines distinctions sur ce point dans le barème.* » (P5).

Pour les magistrats ayant participé à la recherche, l'attractivité du barème réside dans la simplicité de son découpage. Si le barème retient une grille trop complexe, ou multiplie inutilement les critères conduisant à la solution que ce dernier propose, alors il **complexifie davantage le travail du magistrat au lieu de le simplifier**, et de lui permettre ainsi de gagner du temps. L'équipe de droit pénal observe d'ailleurs qu'il y a une adhésion forte des magistrats du parquet aux barèmes, notamment ceux affectés à la permanence téléphonique pour les raisons évoquées *supra*. **Un barème**

multipliant les critères prédéterminant la décision d'orientation n'auraient pour effet que de conduire à un rejet d'un tel outil qui passerait assurément à côté de ses objectifs. Les seuls éléments connus à ce stade sont la gravité de l'infraction et la situation pénale de l'auteur. Ceci explique que ce sont principalement les seuls critères efficients autour desquels les barèmes structurent leurs solutions, du moins dans les contentieux de masse. La recherche a toutefois montré que d'autres critères peuvent apparaître : conduite occasionnelle ou habituelle pour le contentieux du défaut de permis ; durée de la régularisation de l'assurance du véhicule par l'auteur dans le contentieux du défaut d'assurance, *etc*. Ces critères, à défaut d'être partagés par l'ensemble des barèmes, ont le mérite d'exister dans certains d'entre eux, ce qui pose la question de leur origine, et appelle plus largement à s'interroger sur les conditions dans lesquels les barèmes recueillis dans le cadre de la recherche ont été élaborés.

180. Des méthodes d'élaboration communes. Le parquet étant une institution hiérarchisé, il serait logique de considérer que **l'élaboration du barème relève de l'initiative du seul procureur de la République afin de s'assurer que les orientations de sa politique pénale seront effectivement respectées par l'ensemble des magistrats composant son parquet**, et dans une certaine mesure, cette vision du processus d'élaboration des barèmes dans les parquets se vérifie effectivement en pratique. Dans la grande majorité des parquets ayant participé à la recherche, **l'élaboration formelle du barème est l'œuvre du procureur de la République,** ce dont témoigne d'ailleurs les différents documents qui nous ont été remis. Mais l'équipe de droit pénal a pu observer que la **réalité est plus nuancée**. Sans remettre en cause le constat selon lequel le barème est établi par le procureur de la République, **l'élaboration de ce type d'outils intègre les observations et avis de l'ensemble des magistrats composant le parquet dans des proportions plus ou moins importantes selon les ressorts**. Si la personnalité même du procureur de la République, et plus encore la conception qu'il ou elle se fait de sa fonction, détermine le degré de prise en compte des observations et/ou avis des procureurs adjoints, vices-procureurs ou substituts composant son parquet, l'équipe de droit pénal a pu observer **que l'influence plus ou moins prégnante du collectif sur l'élaboration du barème par le procureur de la République dépend pour beaucoup de la possibilité que ce dernier a de se rendre aux audiences correctionnelles**.

Dans les juridictions de taille très importante, l'emploi du temps extrêmement contraint des procureurs de la République ne leur permettant pas de requérir aux audiences correctionnelles. Le risque de déconnexion avec les réalités du terrain est présent. Conscients de cette évidence, ces derniers ont davantage tendance à s'appuyer sur leurs collaborateurs (procureurs adjoints, vice-procureurs, substituts) pour faire évoluer le contenu de leur barème. Cela peut prendre la forme de **réunions informelles, d'entretiens collectifs ou individuels**, mais parfois, dans certains contentieux, de **réunions formelles donnant lieu à des comptes-rendus diffusés au sein du parquet**. Dans ces hypothèses, le barème apparaît davantage comme le résultat d'un **processus collectif que le fruit d'une décision individuelle et arbitaire**.
Dans les juridictions de tailles plus réduites, le barème est d'abord le résultat d'une **décision individuelle du procureur de la République** qui met ainsi concrètement en œuvre les orientations de sa politique pénale, intégrant toutefois dans des proportions plus ou moins importantes, les éventuelles remarques ou avis des autres magistrats composant son parquet.

181. Un outil à l'application nécessairement locale. Si l'objectif de garantir l'égalité de traitement des justiciables est parfaitement compréhensible, et même souhaitable, la recherche montre toutefois que **cet objectif est, par définition, limité au seul territoire sur lequel le barème a vocation à s'appliquer**. Les résultats ont montré que des **disparités importantes existaient entre les différents ressorts**, parfois sur des territoires départementaux voisins ; **disparités que les parquets généraux ne parviennent pas à limiter avec efficacité pour l'heure**. Si certaines trouvent leurs origines dans des particularismes locaux exigeant une réponse pénale spécifique, et donc, par définition non transposable ou reproductible sur d'autres territoires que celui concerné, il semble toutefois que, dans la majorité des situations, les disparités observées trouvent leur fondement dans le "baromètre intérieur" des magistrats. Cette expression est revenue à plusieurs reprises, tant en présence de magistrats du parquet qu'en présence de magistrats du siège, et montre que ces derniers ont conscience que nombre de **disparités constatées ont pour origine la lecture que le magistrat a des dispositions légales, par définition générales, à l'aune de son propre système de valeurs**. Des études menées dans le champ de la psychologie sociale ont depuis longtemps mis en évidence l'importance des valeurs personnelles intervenant dans le

processus d'attribution des sanctions pénales.[24] Les conclusions sont sans équivoques : **Le système de valeur intrinsèque à chaque individu intervient dans des proportions significative dans le processus de détermination des responsables et d'attribution des sanctions pénales**. Les résultats de la recherche montrent des disparités importantes en terme de politique pénale entre les territoires, dont la plupart ont pour origine les appréciations personnelles des auteurs des différents barèmes en notre possession plutôt que l'existence de particularismes locaux. Si cela est particulièrement patent en présence de barèmes dont l'élaboration est le résultat d'une réflexion individuelle de l'auteur, *quid* en présence de barèmes dont l'élaboration résulte d'un processus collectif ?

Par définition, il n'y a pas de différence notable entre le barème résultant d'un processus d'élaboration individuel ou collectif de ce point de vue. **Le barème ayant été établi de manière collective ne fait que refléter l'échelle des valeurs d'un groupe d'individus, ni plus ni moins**. Si le barème élaboré de manière collective par tel parquet prévoit de poursuivre l'auteur primo-délinquant d'une CEA commise avec un taux d'alcoolémie de 1,05 mg/L d'air expiré par voie de CRPC et de le sanctionner d'une peine d'emprisonnement d'une durée d'un mois, d'une amende de 400 € et d'un stage de sensibilisation à la sécurité routière, alors que tel autre, prévoit pour les mêmes faits, de le poursuivre par voie d'ordonnance pénale délictuelle, et de le punir d'une peine d'amende de 300 € et d'une suspension de son permis de conduire pour une durée de 6 mois, et sauf à ce que le premier parquet concentre sur son ressort une délinquance de ce type justifiant une réponse pénale adaptée, c'est bien que ces solutions ont fait consensus au sein des membres composant le parquet. Elles expriment donc d'une certaine manière, les valeurs collectivement partagées par l'ensemble des magistrats composant tel ou tel parquet. Or, quelque soit le contentieux sélectionné, la recherche a montré que des disparités dans les pratiques parquetièrs pouvaient aisément être observées entre les différents territoires retenus dans le cadre de l'étude.

Quid de l'action des parquets généraux dans l'harmonisation des réponses pénales apportées dans le ressort de leur cour d'appel par les différents procureurs de la

[24] M. Tostain, « L'influence des motivations à punir sur les jugements de responsabilité et l'attributionde sanctions aux auteurs d'infraction pénale », *op. cit.*, p. 35 et s. Z. Atanasova-Denié, M. Tostain, « Les processus d'attribution de punitions. Étude des relations entre gravité de l'infraction pénale, caractéristiques de l'auteur, émotions et motivations à punir », *CIPS*, 2008/2 (Numéro 78), p. 21 et s.

République présents ? Les résultats de la recherche ont fait apparaître que, **tous les parquets généraux ayant participé à la recherche nous ont exprimé leur souci de mettre en place des outils tendant à harmoniser la politique pénale, notamment dans le domaine de la sécurité routière, dans le ressort de leur cour d'appel afin de répondre au souci d'assurer une égalité de traitement des justiciables par la mise en place de pratiques proches, tout en conservant à chaque procureur son pouvoir d'appréciation. La méthode principalement utilisée pour parvenir à une politique pénale cohérente sur l'ensemble du ressort de la cour d'appel passe par l'organisation** de **rencontres annuelles ou pluriannuelles permettant aux différents procureurs de la République au sein de la cour de prendre connaissance des réponses pénales mises en œuvre dans les autres juridictions**. Ces réunions ont pour mérite de faire apparaître que, si certaines constantes se retrouvent, des disparités entre les réponses procédurales, voire des écarts notables quant aux sanctions requises, existent parfois entre les juridictions, ce qui est difficilement compréhensible - et acceptable - même si la taille et les moyens des juridictions sont différents. Dans deux des parquets généraux retenus dans le cadre de la recherche menée, **l'harmonisation des politiques pénales passe par des échanges entre les différents procureurs de la République au sein de la cour lors de réunions organisées par le parquet général**. De l'aveu même des magistrats du parquet général, cette harmonisation trouve ses limites dans la nécessité à laquelle sont confrontés tous les parquets de lutter contre des particularismes locaux, ce qui suppose la mise en œuvre de réponses pénales spécifiques sur certains territoires. Le parquet général de la CA 1 s'est cependant distingué des deux autres par le fait qu'il a élaboré un barème en vue d'instaurer des pratiques proches entre les différents parquets présents dans le ressort de la cour, en retenant un cadre relativement simple, tant en ce qui concerne le schéma d'orientation des procédures que la détermination de l'échelle des sanctions pénales prononçables. Mais, les résultats ont montré que ce barème n'est pas appliqué par les TGI se trouvant dans le ressort de ladite cour d'appel. La recherche a ainsi permis d'établir que, si la volonté des parquets généraux d'harmoniser la politique pénale dans le domaine de la sécurité routière au sein de la cour par la mise en place de pratiques proches entre les différents parquets est réelle, elle se heurte toutefois à deux obstacles pour produire pleinement ses effets. Le premier tient à l'existence de particularismes locaux qui ne permet pas d'appliquer une politique pénale unique sur

l'ensemble du ressort de la cour d'appel. Cet argument n'est toutefois pas recevable dans tous les domaines. L'importance de cet obstacle doit toutfois être relativisée dès lors que l'équipe de droit pénal a pu observer, par exemple, qu'il n'existe pas de particularismes locaux dans le champ du défaut d'assurance susceptibles d'expliquer les disparités qui ont pu être constatées dans les pratiques entre les différents TGI présents dans un même ressort de cour d'appel. Il n'y a pas, par exemple, davantage de conducteurs non assurés sur tel territoire plutôt que sur tel autre. La volonté manifeste des procureurs généraux de conserver à chaque procureur de la République son pouvoir d'appréciation constitue un obstacle certain à une harmonisation effective de la politique pénale sur l'ensemble du ressort de la cour d'appel.

1.2 Les barèmes constatés

182. Des barèmes se manifestant de manière très diversifiée. Ce type de barèmes n'a été recontré qu'au sein des juridictions, ce qui s'explique par les différences culturelles existant entre le parquet et le siège. Alors que les magistrats du parquet, nous l'avons dit et démontré, sont habitués à rendre compte de leurs décisions, à échanger sur leurs pratiques, les magistrats du siège, très attachés à leur indépendance, sont en revanche moins habitués à rendre compte de leurs pratiques ou à échanger sur ces dernières, y compris parfois entre eux au sein des juridictions[242], ce qui est regretté par un nombre croissant de jeunes magistrats. À côté de ce constat institutionnel dont on peut dire qu'il n'est guère favorable à la réception des barèmes, la place prépondérante acquise par le principe d'individualisation des peines, attaché traditionnellement à la fonction juridictionnelle, s'oppose à l'idée même d'un encadrement *a priori* du contenu de la décision juridictionnelle. Ces éléments excluent donc l'existence de barèmes construits en matière pénale qui seraient élaborés et utilisés par les juges. Est-ce à dire que les magistrats du siège ne suivent aucun barème dans leurs pratiques ? La présentation des résultats réalisées *supra* permet d'apporter une réponse négative pour toutes les juridictions ayant participé à la recherche, y compris les cours d'appel. Dire que la régularité des pratiques juridictionnelles ayant été constatées dans le cadre de la présentation des résultats de la recherche,

[242] En effet si des forums de discussion permettent aux magistrats d'échanger, ce qui est regretté par de nombreux jeunes magistrats, c'est l'absence de discussion « physique » au sein de la juridiction dans laquelle ils siègent, d'échanges concrets avec leurs collègues.

puisqu'elle ne résulte pas de l'application de barèmes construits, ne peut donc résulter, par défaut, de barèmes constatés n'est pas une posture intellectuelle et scientifique satisfaisante. Il faut donc démontrer l'existence de ces barèmes révélée par l'analyse des décisions de justice. **Dans les procédures alternatives aux poursuites comme dans les procédures de poursuites alternatives, le parquet s'impose comme le maître d'œuvre de la réponse pénale, tandis que l'office du juge est réduit à sa plus simple expression** : celle d'une chambre de l'enregistrement des décisions du parquet. Toutefois, **l'analyse des pratiques, et des rapports entre le siège et le parquet au sein des juridictions montrent une réalité plus nuancée, et laisse entrevoir le fait que la décision correctionnelle est aujourd'hui, dans une large mesure, le fruit d'une coproduction entre le parquet et le siège**, ce que les résultats ont d'ailleurs confirmés en mettant en évidence que l'existence de barèmes constatés apparaît avec davantage d'acuité dans le cadre des décisions juridictionnelles prises à l'occasion de procédures de composition pénale ou de CRPC, voir d'ordonnance pénale délictuelle. Vu sous cet angle, il est possible d'observer finalement que, lorsqu'il est amené à valider ou homologuer les peines proposées par le parquet, le juge se retrouve à appliquer, de manière incidente, les solutions préconisées par le barème élaboré par le procureur de la République, et auquel il participe malgré lui (1.2.1). Reste ensuite le cas des décisions prises dans le cadre de la procédure d'ordonnance pénale délictuelle ou à l'issue de l'audience correctionnelle. Si les résultats ont mis en évidence une plus grande dispersion des peines prononcées dans le cadre de l'audience correctionnelle, telle n'est pas le cas dans l'hypothèse de l'ordonnance pénale délictuelle. De fait, l'existence de barèmes suivis par les magistrats du siège dans des procédures où l'emprise du parquet sur le contenu de la réponse pénale se fait, en théorie en tout cas, moins prégnante a également été révélée, de sorte que le recours par les juges à des barèmes non formalisés est acté (1.2.2).

1.2.1 – L'application indirecte des barèmes du parquet par les juges

183. Une application observée dans le champ des sanctions prononcées dans le cadre des procédures de composition pénale et de CRPC. Les résultats qui ont été présentés *supra* ont mis en évidence que **la régularité des pratiques juridictionnelles dans le prononcé de certains *quanta* en présence de certaines infractions commises par certaines catégories d'auteurs s'impose avec une évidence particulière dans les**

décisions juridictionnelles prises à l'issue de procédures dans lesquelles le parquet exerce une réelle emprise sur la définition du contenu de la réponse pénale. Tel est le cas dans la procédure de composition pénale ou de CRPC, et dans une moindre mesure, et nous verrons pourquoi, de l'ordonnance pénale délictuelle. Les résultats de la recherche ont mis en évidence le fait que **des corrélations existent entre la nature de la procédure utilisée par le parquet, et la régularité des pratiques juridictionnelles observées dans les décisions prises par les juges validant ou homologuant les peines décidées par le parquet**. Toutes les fois où le juge valide ou homologue une peine proposée par le parquet, il applique, *de facto*, le barème que suit le magistrat du parquet, ce qui conduit ensuite à observer, dans le cadre d'une analyse statistique des décisions rendues dans ce cadre, des pratiques juridictionnelles dont la régularité montre effectivement qu'un barème est suivi. Peut-on déduire de cette situation que les magistrats du siège suivent un barème, en l'occurrence celui du parquet ? La réponse est positive, mais le barème du parquet n'est pas un barème intuitif, il est construit, accessible, et connu, au moins dans les grandes lignes, des magistrats du siège. La démonstration revient donc à nier l'existence de barèmes constatés, dont la particularité réside dans le fait qu'ils sont suivis par son utilisateur de manière inconsciente.

Lors de nos échanges avec certains magistrats du siège ayant participé à la recherche, cette question a été abordée. Pour la majorité d'entre eux, cette situation ne les conduit pas à appliquer le barème du parquet, mais plus simplement à contrôler que les peines proposées par le parquet l'ont été dans le cadre de procédures régulières, et de les homologuer s'ils les considèrent comme adaptées à la gravité de l'infraction et à la situation pénale de l'auteur.

- « *Dans le cadre de ces procédures, c'est le parquet qui a la main. C'est le législateur qui l'a voulu ainsi. Mon rôle en tant que juge est de m'assurer que les libertés individuelles et les garanties procédurales reconnues au justiciable n'ont pas été malmenées durant le déroulement de la procédure, et que le prévenu a accepté la peine qui lui était proposée. Je ne vois pas bien à quel niveau j'applique le barème élaboré par mes homologues du parquet… C'est leur barème… Je ne prononce pas une peine en m'appuyant sur ce barème… Je ne fais qu'acter les choix du parquet, parce que le Code de procédure pénale me contraint de le faire.* » (J2) ;

- « *Je ne suis pas d'accord avec vous, je n'applique pas les recommandations du barème qui circulent au parquet. Je ne fais que m'assurer que la procédure est clean, et que le prévenu a accepté dans des conditions légales la peine qui lui a été proposée. Ce n'est pas ma peine*. » (J5) ;

- « *Non honnêtement, je ne suis aucun barème. Après bien évidemment que dans le cadre des procédures de composition pénale ou en CRPC, comme je suis amené à valider les peines proposées par le parquet, si ce dernier suit un barème, il est logique que votre analyse statistique mette en évidence l'existence de régularité dans ma pratique. Mais je n'utilise pas de barème*. » (J7).

Il est impossible de reproduire ici l'intégralité des témoignages en ce sens recueillis auprès des différents magistrats, mais ils sont nombreux. Le raisonnement suivi est séduisant, et l'argumentaire convaincant, pourtant, ces prises de position nous semblent discutables.

S'il est exact que, lorsqu'ils valident les mesures proposées dans le cadre de la composition pénale ou les peines proposées dans le cadre de la CRPC, les magistrats du siège ne prononcent pas une peine dont ils sont l'auteur, ils approuvent néanmoins le choix opéré par le parquet, particulièrement dans le cas de l'ordonnance d'homologation de CRPC.

L'article 495-9 du Code de procédure pénale dispose qu'« *après avoir vérifié la réalité des faits et leur qualification juridique, il [le juge] peut décider d'homologuer les peines proposées par le procureur de la République* », tandis que l'article 495-11 du même code prévoit que, « *L'ordonnance par laquelle le président du tribunal de grande instance ou le juge délégué par lui décide d'homologuer la ou les peines proposées est motivée par les constatations, d'une part, que la personne, en présence de son avocat, reconnaît les faits qui lui sont reprochés et accepte la ou les peines proposées par le procureur de la République, d'autre part, que cette ou ces peines sont justifiées au regard des circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur*. » Le juge n'est donc pas tenu d'homologuer la ou les peines proposées par le procureur de la République, et nous avons d'ailleurs rencontré des ordonnances de refus d'homologation de CRPC qui ont été rendues dans des dossiers dans lesquelles la procédure suivie était exempte de tout vice. C'est donc bien la peine proposée par le procureur de la République qui n'a pas semblée adaptée à la gravité de l'infraction poursuivie ou à la situation pénale de l'auteur qui a conduit le juge à

refuser l'homologation. De fait, **quand le juge homologue une peine proposée dans le cadre de la procédure de CRPC, il ne se contente pas d'acter simplement de la régularité de la procédure suivie par le parquet, il manifeste également son approbation, son adhésion, à la réponse pénale élaborée par ce dernier**, de sorte que l'ordonnance d'homologation de CRPC s'impose réellement comme une décision manifestant une **collaboration effective entre le parquet et le siège dans l'élaboration de la réponse pénale**. En adhérant aux peines proposées, le juge, indirectement, applique effectivement le barème élaboré par le parquet. Un raisonnement similaire peut être tenu concernant la procédure de composition pénale.

L'article 41-2 du Code de procédure pénale précise que, « *Si [le juge] rend une ordonnance validant la composition, les mesures décidées sont mises à exécution. Dans le cas contraire, la proposition devient caduque. La décision du président du tribunal, qui est notifiée à l'auteur des faits et, le cas échéant, à la victime, n'est pas susceptible de recours*. » Ici encore, même si la procédure suivie par le parquet est régulière, rien n'oblige le juge à valider les mesures proposée par le parquet, et il peut très bien, si les mesures ne lui paraissent pas adaptées à la gravité de l'infraction ou à la situation pénale de l'auteur, ne pas valider la composition pénale. De fait, le juge, en validant les mesures proposées par le parquet dans le cadre de la composition pénale ne fait pas seulement qu'acter de la régularité de la procédure suivie, il manifeste son adhésion à la réponse pénale élaborée par le parquet, de sorte qu'il applique indirectement les solutions recommandées par ce barème. Les arguments avancés tendent donc à mettre en évidence le fait que les magistrats validant ou homologuant les peines proposées par le parquet lorsque des procédures telles que la composition pénale ou la CRPC sont utilsées comme filières de poursuites. Mais les arguments avancés jusqu'alors ne sont pas les seuls permettant de démontrer que les magistrats statuant dans le champ de ces procédures, voire même dans le cadre de la procédure d'ordonnance pénale délictuelle, appliquent le barème élaboré par le parquet.

184. La participation des magistrats du siège à l'élaboration des barèmes construits des parquets. L'affirmation selon laquelle les magistrats du siège participerait à l'élaboration des barèmes construits utilisés par les magistrats du parquet peut sembler totalement incongrue au regard des principes innervant la matière pénale. Pourtant, l'analyse des pratiques montre que cette idée n'a strictement rien d'incongrue. Si nous avons vu que les magistrats du parquet élaborent et suivent

des barèmes leur permettant de rationaliser leurs pratiques, nous avons pu constater également que les magistrats du siège statuant dans le champ des procédures composition pénale et de CRPC sont conduits, par la force des choses, à également appliquer les solutions préconisées par le barème élaboré par le parquet, ce dernier ayant la maîtrise de la réponse pénale dans ces procédures. Si la pratique montre que les taux de refus de validation des mesures de composition pénale ou de refus d'homologation des peines proposées dans le cadre de la CRPC, c'est qu'il **existe dans toutes les juridictions des accords plus ou moins formalisés, plus ou moins institutionnalisé, entre le parquet et le siège sur le contenu des réponses pénales prises dans le cadre des procédures de composition pénale ou des procédures de poursuites alternatives.** Ces accords ont été rendus indispensables à compter de l'instant où, « *au modèle du juge pénal acteur du fond est progressivement substitué, dans certains domaines, celui du juge garant des procédures* ».[243] L'existence de ces accords entre le siège et le parquet a souvent conduit, au début de l'entrée en vigueur des dispositions de la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 dite Perben II[244], à ne pas recourir à la procédure de CRPC lorsque les magistrats du parquet envisageaient de proposer une peine d'emprisonnement ferme ou en présence d'une victime.[245] De fait, les magistrats du siège participent à l'élaboration des barèmes construits utilisés dans les parquets, non seulement dans les procédures de type composition pénale ou CRPC, mais également dans le cadre de la procédure d'ordonnance pénale délictuelle.

Cette procédure prévue à l'article 495 du Code de procédure pénale prévoit, pour les délits visés par ce texte, et « *lorsqu'il résulte de l'enquête de police judiciaire que les faits reprochés au prévenu sont simples et établis, que les renseignements concernant la personnalité, les charges et les ressources de celui-ci sont suffisants pour permettre la détermination de la peine, qu'il n'apparaît pas nécessaire, compte tenu de la faible gravité des faits, de prononcer une peine d'emprisonnement ou une peine d'amende d'un montant supérieur à celui fixé à l'article 495-1 et que le recours à cette procédure n'est pas de nature à porter atteinte aux droits de la victime* », que le procureur de la République communique au président du tribunal le dossier de la poursuite et ses réquisitions, lequel statue sans débat préalable par une ordonnance pénale portant relaxe ou condamnation à une amende ainsi que,

---

[243] D. Charvet, « Réflexions autour du plaider-coupable », *D.* 2004, Chron., p. 2518.

[244] L. n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité : JORF du 10 mars 2004.

[245] F. Desprez, « L'application de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité à Nîmes et Béziers au regard du principe de juridicité », *Arch. pol. crim.*, 2007/1, n° 29, p. 145.

le cas échéant, à une ou plusieurs des peines complémentaires encourues, ces peines pouvant être prononcées à titre de peine principale. **Si dans le cadre de cette procédure, le juge conserve *a priori* toute sa liberté de décision dès lors qu'il n'est nullement tenu de suivre les réquisitions du parquet, l'expérience montre qu'au sein de chaque juridiction, des accords plus ou moins implicites existent entre le siège et le parquet afin de fixer, en quelque sorte, les règles du jeu au sein de la juridiction dans l'utilisation de cette procédure**. Parce qu'elle permet de réprimer les auteurs des délits visés l'article 495 du Code de procédure pénale, dont les délits prévus au Code de le route, cette filière de poursuites permet de soulager considérablement les audiences correctionnelles, et de raccourcir en principe les délais entre l'infraction et le prononcé de la sanction, assurant ainsi une réponse pénale rapide. Cette procédure a donc vocation à satisfaire tout autant les intérêts du **parquet par sa rapidité, son faible coût, et sa simplicité, mais également ceux des magistrats du siège en ce que qu'elle permet un traitement rapide d'un nombre important d'affaires qui ne viendront pas engorger des audiences correctionnelles déjà saturées.** Dans toutes les juridictions étudiées, des ajustements sont trouvés entre le siège et le parquet afin d'atteindre un point d'équilibre susceptible de satisfaire autant les intérêt des magistrats du parquet que ceux du siège. En effet, si les peines prononcées par les magistrats du siège s'écartent trop des réquisitions prises par leurs homologues du parquet, ils prennent le risque qu'ils délaissent cette procédure et ne renvoient à l'audience correctionnelle des affaires qui auraient pu être traitées par voie d'ordonnance pénale délictuelle dans le seul objectif d'obtenir des condamnations plus sévères. D'un autre côté, il n'est pas l'intérêt du parquet d'engorger des audiences correctionnelles déjà saturées avec des affaires de faible ou moyenne gravité entrant dans le champ d'application de l'ordonnance pénale délictuelle car cela aurait pour effet de rallonger considérablement les délais de traitement des affaires pénales nouvelles, et d'engendrer une baisse de productivité préjudiciable. **Parce qu'il est dans l'intérêt du bon fonctionnement de la juridiction que les affaires pénales nouvelles soient ventilées entre toutes les filières de poursuites disponibles afin de préserver l'audience correctionnelle saturée dans la grande majorité des juridictions pour les affaires les plus graves ou en présence de prévenus ayant des antécédents judiciaires, des consensus sont trouvés entre le parquet et le siège dans l'usage de l'ordonnance pénale délictuelle. Ce consensus suppose des ajustements**

dans les pratiques du parquet et du siège. Cela montre que les magistrats du siège participent, plus ou moins directement, à l'élaboration des barèmes construits recontrés dans les parquets. Nous en voulons pour preuve que le changement de magistrat côté siège a pour effet d'entraîner de nouveaux ajustements faisant évoluer les pratiques, à la fois côté parquet, et côté siège. **Il s'instaure alors entre le siège et le parquet un dialogue permanent, plus ou moins formalisé, plus ou moins institutionnalisé, qui montre, d'une part, que les magistrats du siège suivent des barèmes implicites trouvant leurs origines dans les motivations à punir qui les animent, d'autre part, que le dialogue institutionnel existant entre le siège et le parquet conduit à une influence réciproque des barèmes implicitement suivis par les magistrats du siège sur les barèmes construits utilisés dans les parquets, et des barèmes construits circulant dans les parquets sur les barèmes implicitement suivis par les magistrats du siège**. Cette situation explique que, dans quasiment toutes les juridictions dans lesquelles les **procédures de poursuites alternatives et la composition pénale sont fortement sollicitées, des régularités particulièrement significatives dans les pratiques juridictionnelles ont été révélées par l'analyse statistique**, celle-ci mettant en évidence que les magistrats du siège suivent un barème. Toutefois, la recherche menée montre que le poids de la culture judiciaire et l'emprise des grands principes juridiques qui innervent la matière, à commencer par le principe d'individualisation des peines, rendent la pratique du barème taboue, comme le montre les témoignages recueillis. Un retour des résultats de l'analyse statistique des pratiques juridictionnelles a pu être réalisé avant la remise de ce rapport à la Mission de recherche Droit et Justice auprès de certains magistrats, ce qui n'a pas été le cas partout. Dans l'ensemble, ils ont été majoritairement interpelés par les résultats qui leur ont été exposés :

- « *Je n'aurais pas pensé faire preuve d'une telle régularité dans mes décisions. Je persiste à vous dire que, consciemment, je n'ai pas établi un barème formalisé auquel je me réfère dans ma pratique. Mais au regard des chiffres que vous m'exposez, je suis bien obligé de me rendre à l'évidence… Il est clair que j'applique un "barème", un référentiel, sans m'en rendre compte.* » (J18) ;

- « *Je suis très surpris par vos résultats… Le point positif est que, du coup, je suis cohérent dans mes décisions. Mais je suis tout de même très surpris d'apprendre que*

j'applique un barème… Vraiment… Je n'aurai pas pensé être aussi… prévisible… » (J.34) ;

- « *Lorsque nous nous sommes vus la première fois, je vous ai certifié que je n'appliquais pas de barèmes, ni de référentiels, ou autre grille de référence… Et j'étais sincère, je n'ai aucun barème planqué dans les tiroirs de mon bureau. Mais suite à notre discussion, j'ai pris un petit carnet et j'ai commencé à noter, brièvement, les peines que je prononçais et les éléments sur lesquels je m'étais appuyé, et comme le montre vos résultats, je me suis aperçu que j'avais non seulement des réflexes, mais également une grille de référence que j'appliquais sans réellement en avoir conscience. Vos résultats ne me surprennent donc pas plus que cela*. » (J.145).

Au-delà des hypothèses envisagées ici, à savoir les décisions juridictionnelles prises par les magistrats dans le cadre de procédures de composition pénale ou de poursuites alternatives, l'existence de barèmes constatés a pu être mise en évidence dans les procédures classiques conduisant au prononcé d'une peine à l'issue de l'audience correctionnelle, que le tribunal siège à juge unique ou en formation collégiale.

1.2.2 – L'existence de barèmes constatés dans les procédures de jugement classiques

185. Une barémisation moins visible, mais pourtant perceptible. Si les contentieux de masse sont principalement ventilés dans les procédures de poursuites alternatives, un certain nombre d'affaires intéressant principalement des auteurs ayant des antécédents judiciaires, sont toutefois orientées dans le circuit procédural classique et finissent à l'audience correctionnelle, principalement celles dans lesquelles le tribunal siège en formation juge unique, plus rarement en formation collégiale. **Si les résultats ont mis en évidence une dispersion plus ou moins significative des *quanta* prononcés dans les décisions rendues à l'issue de l'audience correctionnelle, ils montrent aussi, lorsqu'un magistrat en particulier est l'auteur d'un nombre élevé de décisions présentes dans l'échantillon analysé, qu'une certaine régularité dans les pratiques peut être observée**.

Quatre situations révélées par l'analyse statistique ont été identifiées :

1/ Le ou les magistrats suivent implicitement un barème dans l'ensemble des contentieux de masse retenus dans le champ de la recherche, quelque soit la nature de la peine prononcée ou la situation pénale de l'auteur ;

2/ Le ou les magistrats suivent implicitement un barème en présence de certaines infractions uniquement, quelque soit la nature de la peine prononcée ou la situation pénale de l'auteur ;

3/ Le ou les magistrats suivent implicitement un barème pour l'ensemble des infractions retenues dans un contentieux de masse défini, mais en présence de certaines peines uniquement, et/ou d'auteurs étant exclusivement primo-délinquants ;

4/ Le ou les magistrats suivent implicitement un barème en présence de certaines infractions uniquement, de certaines peines également, et/ou d'une certaine catégorie d'auteurs ;

Quelle que soit la situation dans laquelle l'on se trouve, l'analyse montre que les auteurs de ces décisions suivent, de manière inconsciente, un barème compte-tenu de la régularité dans les pratiques observées. Contrairement au barème construit, le barème implicite existant à l'insu de son auteur, il était donc impossible de se tourner vers les magistrats du siège pour les inviter à échanger sur les motifs les poussant à recourir à un barème dans les contentieux où une telle démarche a pu être relevée, ni sur les processus intellectuels à l'œuvre dans l'élaboration de ces derniers, ni sur la force normative qui leur est attribuée, *etc*. En revanche, suite aux discussions que nous avons pu avoir avec ces derniers, il est rapidement apparu que, **s'il était impossible d'analyser scientifiquement les process à l'œuvre dans l'élaboration et l'utilisation de ce type de barème en raison de leur nature, il était en revanche possible de constater que ce type d'outil puise directement ses origines dans les motivations à punir qui les animent.**

Différents travaux dans le champ de la sociologie ou de psychologie sociale[246] montrent que, **si les idées issues des différentes philosophies pénales se retrouvent, non**

[246] M. Tostain, « L'influence des motivations à punir sur les jugements de responsabilité et l'attribution de sanction aux auteurs d'infraction pénale », *op. cit.*, p. 35 et s. Z. Atanasova-Denié, M. Tostain, « Les processus d'attribution de punitions. Étude des relations entre gravité de l'infraction pénale, caractéristiques de l'auteur, émotions et motivations à punir », *op. cit.*, p. 21 et s. R. Finkelstein, « Des applications de la psychologie sociale dans le domaine judiciaire : nouvelles perspectives », *Psychologie Française*, 2004, 49, pp. 353-

seulement dans les réflexions des individus ordinaires, elles sont *a fortiori* extrêmement présentes dans les réflexions des professionnels du droit, notamment les magistrats, et entrent en résonnance avec le système de valeur intrinsèque de chaque individu. Dans le cadre de la recherche menée l'équipe de droit pénal a pu constater que l'existence de pratiques juridictionnelles régulières, si elle permet de mettre en évidence le fait que l'auteur des décisions suit un barème, l'analyse a permis de mettre en évidence qu'elles expriment également les motivations à punir à l'œuvre dans le processus d'élaboration et d'attribution des sanctions pénales de tel ou tel magistrat.

186. Identification des motivations à punir. Si l'on se réfère aux travaux de philosophie pénale et de sociologie juridique, quatre justifications théoriques de la peine sont classiquement admis en doctrine :

- La première justification théorique de la peine réside dans sa **fonction rétributive**. Ce courant philosophique pose comme postulat de départ que l'individu est un être de raison, libre et responsable, et qu'il doit donc respecter les lois communes. Pour les tenants de ce courant, une sanction juste, c'est une sanction qui est proportionnelle au mal qui a été commis, celle-ci devant toutefois être modulée en fonction de l'estimation du libre-arbitre de l'auteur et de la présence éventuelle de circonstances atténuantes.

- La seconde justification théorique de la peine réside dans sa **fonction dissuasive**, la sanction devant servir à défendre la société par la prévention du crime. Selon les tenants de ce courant philosophique, punir a pour objectif de dissuader l'auteur de recommencer, mais également de décourager d'autres individus qui pourraient être tentés de commettre des actes similaires de le faire.

- La troisième justification théorique de la peine réside dans sa **fonction resocialisatrice**. Pour les tenants de ce courant philosophique, la peine a pour fonction d'inciter l'individu à réfléchir sur son acte, et à changer pour se

356. J. M. Darlay, K. M. Carlsmith, P. H. Robinson, « Incapacitation and just deserts as motives for punishment. » *Law and Human Behavior*, 2000, 24, pp. 659-683.

réintégrer. Une sanction juste est donc une sanction mesurée car trop faible, elle n'inciterait pas l'individu à s'amender, et trop forte, elle pourrait le décourager de changer son mode de vie. Les tenants de ce courant philosophique sont souvent hostiles à la peine d'emprisonnement qu'ils considèrent ne pas être à même de permettre à l'auteur des faits de se réintégrer socialement, notamment en raison du long isolement provoqué par la durée de l'incarcératio. Ce courant philosphique repose généralement sur l'idée que l'engagement dans la délinquance s'explique en grande partie par des conditions sociales défavorables qui sont au-delà du contrôle de l'individu. Des études réalisées au Canada montre que les tenants de ce courant philosophique tendent à atténuer la responsabilité personnelle de l'auteur de l'infraction, comme la sévérité de la peine.

- La quatrième justification théorique de la peine, et qui est la plus récente, réside dans sa **fonction compensatrice, voire réparatrice**. Pour les tenants de ce courant philosophique, la sanction doit permettre aux victimes d'être reconnues en tant que victimes par la société, et de dépasser leurs souffrances (ou celles de leurs proches).

187. Liens existant entre barème et motivations à punir. Lors des premiers échanges réalisés avec les magistrats du siège durant l'hiver 2017, l'équipe de droit pénal avait pu observer que des contradictions apparaissaient dans les discours alors tenus. **Alors que l'ensemble des magistrats affirmaient ne pas détenir et/ou suivre de barèmes en matière pénale, certains propos montraient pourtant qu'ils suivaient bien un barème sans qu'ils en aient visiblement conscience**. Ainsi, à l'occasion d'un échange avec le président d'une des chambres des appels correctionnels participant à la recherche sur la forfaitisation du défaut d'assurance opéré par loi n° 2016-1457 du 18 novembre 2016, celui nous indiquait :

- « *Une amende de 500 €, susceptible d'être majorée à 1.000 € ?! Pour un simple défaut d'assurance ? C'est trop ! Bien sûr que filer 150 € pour ce type de faits, c'est trop bas, mais 500 € d'office, ça me paraît beaucoup ! Pour ce type de faits, si l'on tourne autour de 300/400 €, c'est correct. Plus, je trouve ça un peu sévère. La sanction pénale ne doit pas punir pour punir, elle doit surtout permettre de réinsérer l'auteur. Puis, il faut bien avoir conscience qu'à chaque fois que vous prononcez une amende, celle-ci n'impacte*

pas seulement le prévenu, elle impacte aussi son cercle familial car l'amende vient grever le budget de la famille. Il y a des gens qui ne peuvent pas s'assurer par manque de moyens aussi, il ne faut pas voir dans tous les prévenus non assurés des délinquants en puissance qui refuseraient de s'assurer, certains ne le peuvent pas. » (J15).

D'autres magistrats ont tenu également des propos similaires :

- « *Je trouve que, pour une CEA primaire, et si l'on se trouve en dessous de 0,90 mg/L d'air expiré, une peine d'amende de 300/400 €, c'est pas mal. Au-dessus, ça me semble un peu sévère pour une première condamnation, et en dessous, c'est une invitation à revenir. En revanche, je suis opposé à la peine de suspension de conduire en présence d'une CEA primaire parce que le permis dans des coins comme chez nous, c'est vital. Le type, vous lui retirez son permis de conduire, vous le tuez socialement. On est en rase compagne, pas dans une grande ville avec des transports en commun qui vous permettent de vous rendre à votre boulot, même si vous n'avez plus de voiture. Je sais que des collègues en prononcent, mais personnellement, je trouve cela trop sévère.* » (J.77) ;

- « *Une peine juste, parce que c'est quand même ce que nous sommes censés prononcer, du moins la loi nous y invite, à mon sens, c'est une peine qui est suffisamment sévère pour que l'individu ne soit pas tenté de reproduire le même comportement, mais c'est une peine qui ne doit pas non plus assassiner les gens, auxquels cas, votre prévenu vous en faites un rebelle, et vous le reverrez à l'audience, peut-être pour des infractions encore plus graves. Donc, après, c'est très subjectif cette histoire de juste peine. Pour le collègue d'en face, une amende de 500 € pour un défaut de permis primaire, c'est trop sévère, alors que pour le collègue d'à côté, il va vous dire que ce n'est pas cher payé.* » (J.118) ;

- « *J'ai été au siège avant d'être au parquet, je pense donc que cela me donne un regard différent de la plupart de mes collègues. Le pénal, c'est plus compliqué que dans les autres contentieux dans lesquels j'ai été amené à statuer lorsque j'étais au siège parce que chacun a un peu "sa" vision du truc, vous voyez ? Certains collègues du siège sont très répressifs, et ne jurent que par la sanction qui fait mal. D'autres, à mon avis, se sont trompés de métier, et confondent le travail de magistrat avec celui d'assistante sociale, alors là, dès que vous demandez la moindre peine, ils poussent des cris d'orfraie*

et prononcent des condamnations qui, à mon sens, et cela n'engage que moi, sont un encouragement à poursuivre dans la délinquance. Si vous avez des problèmes avec le concept même de punition, ben faut faire du civil, et encore… J'évite les discussions avec ces collègues en général parce que vous avez toujours droit à des discours totalement victimaires et lénifiants, avec les mêmes arguments suranés. C'est toujours la faute de la société, pour tout et n'importe quoi. Le type, qu'il ait commis un viol ou une CEA, c'est la faute de la société ; il a vingt condamnations au casier, il vit depuis dix ans d'allocations sociales et ne fait rien de sa vie, c'est la faute de la société… Et entre ces deux extrêmes, ben vous avez ceux qui essaient de faire leur job intelligemment, c'est-à-dire de réfléchir, pour chaque cas, à la sanction qui soit la mieux adaptée. Parfois, il faut taper fort, d'autres fois, il faut savoir faire preuve d'empathie et laisser sa chance à l'individu en fonction de son parcours, etc. Mais, à mon sens, nous avons tous un barème qui résulte de notre propre système de valeur, et notre lecture des textes, elle se fait aussi à l'aune de ses valeurs. Ce barème intérieur, il apparaît dans les pratiques des uns et des autres, sauf que, pour nos collègues du siège, le barème, c'est tabou. Donc, comme on n'en parle pas, c'est que ça n'existe pas, et on fait comme si chaque décision prise était individualisée et unique. » (P5).

L'analyse des décisions de justice a produit des résultats qui montrent effectivement qu'en fonction des peines ou des *quanta* les plus régulièrement prononcés, il serait possible de rattacher chaque magistrat à l'un des courants philosophiques exposés *supra*, ce qui met en évidence l'existence d'un lien étroit entre barème et philosophie pénale, thème qui mériterait d'être approfondi dans le cadre d'une recherche distincte tant les pistes de réflexion à explorer, et les implications, sont nombreuses.

188. L'influence des motivations à punir dans les décisions rendues en formation collégiale. Il convient de rappeler que les résultats ont montré qu'une dispersion significative des peines prononcées par les tribunaux correctionnels siégeant en formation collégiale ont été observées dans l'ensemble des contentieux, mais dispersion signficative ne veut pas nécessairement dire absence de pratiques juridictionnelles régulières. Il a été observé dans certaines juridictions, notamment dans le contentieux des délits routiers, que **des régularités pouvaient être observées dans les décisions rendues par les tribunaux correctionnels siégeant en formation collégiale, mais également dans les arrêts rendus par les chambres des appels**

correctionnels. Dans les faits, et peut-être plus encore en première instance, le dispositif des décisions correctionnelles rendues en formation collégiale est principalement le fruit du travail d'appréciation de la situation réalisé par l'un des magistrats composant ce type de formation. La raison tient bien évidemment à la pratique consistant à répartir l'ensemble des affaires entre le ou la président(e) et les conseillers, chaque magistrat se retrouvant ainsi en charge de dossiers qu'il va traiter, et pour lesquels il va établir des propositions, tant sur la culpabilité que sur la peine. Chaque magistrat procède à une lecture rapide et superficielle des dossiers traités par les autres membres de la chambre pour validation sur le principe de la solution proposée. **Nous insistons ici sur le fait qu'il ne s'agit aucunement d'un cas de préjugé au fond, dès lors que cette pré-décision sera confirmée ou infirmée à partie des éléments et propos tenus à l'audience, notamment par l'avocat du prévenu.** Sur ce point, l'équipe de droit pénal a pu constater, à l'occasion des nombreuses audiences correctionnelles auxquelles M. Joseph-Ratineau a eu l'occasion d'assister que les magistrats n'hésitent pas à s'écarter de la pré-décision établie en fonction des éléments nouveaux rapportés à l'audience, voire des seuls arguments exposés par l'avocat de la défense lors de sa plaidoirie, soit dans un sens plus favorable au prévenu, soit dans une sens plus défavorable, selon le contenu de la pré-décision.

Bien que les magistrats n'utilisent effectivement aucun barème construits, il résulte de leurs échanges et de leurs prises de position les uns par rapport aux autres, l'établissement de solutions qui, audience après audience, finissent par former ce que les praticiens appellent, une "jurisprudence", laquelle constitue dans les faits, ni plus ni moins qu'un barème qui est implicitement suivi par les magistrats composant la chambre. Ces échanges donnant lieu à cette "jurisprudence" de la chambre traduisent les conceptions philosophiques des uns et des autres, et produisent un résultat qui n'est autre qu'un consensus idéologique s'exprimant au travers du choix d'une peine qui viendra sanctionner les faits pour lesquels l'auteur aura reconnu coupable. Bien souvent, une **portion non négligeable des disparités rencontrées dans le traitement des contentieux retenus dans le champ de la recherche menée trouve leur origine dans les différentes conceptions philosophiques de la fonction de la répression pénale des magistrats auteurs des décisions**. L'équipe de droit pénal a pu constater que lorsque l'un des magistrats libère son poste, le nouvel arrivant est souvent accueilli avec une présentation rapide de la

"jurisprudence" de la chambre afin que ce dernier s'en imprègne et soit opérationnel le plus rapidement possible. Si dans la majorité des cas, le nouvel arrivant, surtout s'il n'a pas encore beaucoup d'expérience ou sort tout juste de l'Ecole nationale de la magistrature, va s'imprégner de la "jurisprudence" de la chambre à laquelle il est affecté sans nécessairement oser, dans les premier temps au moins, remettre en cause les solutions acquises, il arrive que ce dernier, quelques mois après sa prise de poste, commence à formuler des avis sur la pertinence de certaines solutions tenues pour acquises, ce qui invite à de noveaux débats, et à l'émergence de nouveaux consensus idéologiques qui vont faire évoluer la "jurisprudence" de la chambre. C'est dans l'élaboration de cette "jurisprudence" que naissent les barèmes implicitement suivis par les magistrats siégeant en formation collégiale, et dont l'existence a été révélée par l'analyse statistique des décisions recueillies. Il n'en reste pas moins que les magistrats, en raison de la conception qu'ils ont de la notion de barèmes, réfutent l'idée que cette "jurisprudence" puisse être assimilée à un barème. Sur ce point, **l'élargissement du champ de compétence du juge unique en matière délictuelle, comme l'extension du domaine de la procédure d'ordonnance pénale délictuelle, opéré par la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019, risquent de conduire en pratique, dans les contentieux visés par ces évolutions, à perte de diversité des réponses pénales en** prévoyant que les délits jugés par une formation à juge unique du tribunal correctionnel pourront pareillemen être jugés par la chambre des appels correctionnels statuant elle-même en formation à juge unique.[247] Or, la recherche a mis en évidence que **l'existence de pratiques juridictionnelles régulières se manifestent avec davantage d'acuité en présence de formation à juge unique qu'en présence de formation collégiale où une diversité du contenu des condamnations plus grande a pu être constatée.**

Dereched'ent

Section 2 . Enjeux des barèmes rencontrés en matière pénale

189. Annonce de plan. La recherche a permis de mettre au jour l'existence d'une grande diversité de barèmes qu'il a toutefois été possible de regrouper au sein de deux catégories : celle des barèmes construits et celles des barèmes constatés. Chacune de ces catégories ne porte pas les mêmes enjeux dès lors que les barèmes ne s'élaborent

[247] Art. 510 C. proc. pén.

pas de la même manière selon qu'ils sont construits, et sont donc le fruit d'une démarche intellectuelle consciente, ou constatés, ce qui induit *a priori* qu'ils sont plus ou moins le fruit d'une démarche intellectuelle inconsciente, et existent à l'insu de leurs auteurs. Il convient donc, tout d'abord, de s'intéresser aux enjeux dont sont porteurs les barèmes construits (2.1) avant de s'intéresser à ceux susceptibles d'être portés par les barèmes constatés (2.2).

2.1 Enjeux des barèmes construits

190. Des enjeux parfaitement identifiés. Les enjeux portés par les barèmes construits sont multiples, et une thèse pourrait y être consacrée sans la moindre difficulté. En demeurant sur l'apport de la recherche menée, il semble que les enjeux portés par les barèmes construits tiennent d'abord à la réduction des disparités constatées dans l'application de la loi, non seulement entre les territoires, mais également parfois au sein d'un même territoire, par la rationalisation de l'activité des parquets (1.1.1), ce qui pose la question de la force normative attribuée aujourd'hui à ce type d'outil par les magistrats qui les élaborent (1.1.2). Selon la réponse apportée à cette question, il convient alors de s'interroger sur le fait de savoir s'il ne faut pas considérer les barèmes construits comme une "petite" source du droit pénal (1.1.3) ?

2.1.1 – La réduction des disparités dans les réponses pénales apportées par la rationalisation de l'activité des parquets

191. Un enjeu majeur pour la cohérence, l'efficacité et la lisibilité de la politique pénale. La question des disparités entre les réponses pénales apportées sur un même territoire par l'institution judiciaire a toujours fait débat, même à l'époque où le parquet était placé devant un choix binaire : poursuivre ou ne pas poursuivre. Néamoins, la diversification des modes de réponses pénales[248] a ravivé le débat en l'élevant à un autre niveau puisqu'il a pénétré l'institution judiciaire elle-même. **La cohérence, l'efficacité et la lisibilité de toute politique pénale dépend de sa mise en œuvre effective par les services du parquet**.[249] Si le procureur de la République définit

[248] F. Tulkens, M. Van de Kerchove, « La justice pénale, justice imposée, justice participative, justice consensuelle ou justice négociée ? », RPDC 1996, 445
[249] J. Volff « Elaborer et mener la politique pénale d'un parquet », D. 2009, I, p. 317.

une politique pénale, mais que les magistrats composant son parquet, par les décisions d'orientation des procédures ou les réquisitions qu'ils prennent, ne s'inscrivent pas dans les objectifs visés par cette dernière, elle deviendra rapidement illisible pour l'ensemble de ses partenaires, qu'ils fassent partis de l'institution judiciaire ou qu'ils en soient extérieurs. En outre, c'est également l'inefficacité de cette politique pénale qui va apparaître à l'ensemble du corps social, au-delà des seuls partenaires institutionnels du parquet. **La rationalisation de l'activité parquetière est aujourd'hui un impératif auquel aucun procureur de la République ne saurait se soustraire.**

Si certains contentieux peu massifs, et en raison des enjeux dont ils sont porteurs, se montrent hostiles à toute idée de barémisation et impose, au contraire, une individualisation significative des décisions prises par les magistrats, les contentieux de masse en revanche, par la répétition des situations qu'ils génèrent, suggèrent un besoin moins fort d'individualisation, et sont donc susceptibles d'accueillir des outils ayant pour effet de standardiser, dans une proportion plus ou moins importantes, les décisions prises par les magistrats dans le cadre de l'exercice de leurs attributions. La recherche montre même qu'une telle initiative est inévitable dans les contentieux de masse dès lors que l'individualisation des décisions devrait conduire, en raison de la répétition des situations, à des pratiques relativement homogènes. **L'expérience montre que tel n'est pas le cas et que, sans encadrement, le principe d'individualisation conduit à une dispersion des réponses pénales significative qui pose la question de la résurgence d'un arbitraire judiciaire que le principe de légalité des délits et des peines devait en principe supprimer, ou à tout le moins fortement limiter.** Cette dispersion des réponses pénales est toutefois inhérente à toute justice humaine puisqu'elle trouve son fondement dans le système de valeur et les motivations à punir propres à chaque magistrat, et qu'il exprime nécessairement au travers de sa décision qui est donc, par définition, instable. **Instable car son contenu est sujet à modification en fonction d'un certain nombre de paramètres extérieurs aux données objectives issus du dossier, et dont la plupart relève de mécanismes inconscients dépendant en grande partie de l'état émotionnel du magistrat** (fatigue physique, énervement, tristesse, bonne humeur, lassitude, exaspération, *etc.*), ce qui explique qu'en présence de situations pourtant similaires, les décisions prises ne seront pas identiques. **Le parquet étant indivisible et**

hiérarchisé, il se doit de lutter contre le risque de dispersion des réponses pénales, notamment à l'heure des chaînes d'information en continu et des réseaux sociaux qui scrutent les moindres failles de nos institutions, et pointent, non sans délices, les incohérences résultant des décisions prises par les autorités publiques. La place prépondérante prise par les médias, et les mutations intervenues dans les rapports entre l'individu et les autorités publiques, sur fond de montée de l'individualisme comme valeur sociale dominante, expliquent que les magistrats du parquet adhèrent très largement aux barèmes, contrairement à leurs aînés.[250] Au-delà de ce premier argument, il résulte des nombreux échanges ayant eu lieu entre M. Yannick Joseph-Ratineau et de nombreux magistrats du parquet que ces derniers sont pénétrés aujourd'hui de la **nécessité de limiter leur pouvoir d'appréciation en vue d'assurer l'égalité de traitement des justiciables**, notamment parce que la crédibilité de la politique pénale du procureur de la République en dépend largement.

192. Rationnaliser la mise en œuvre du principe de l'opportunité des poursuites par les magistrats. Ce principe, visé à l'article 40 du Code de procédure pénale[251], et précisé à l'article 40-1 du même Code[252], est aux magistrats du parquet ce que le principe d'individualisation des peines est aux magistrats du siège : le lieu où s'exprime leur autonomie de décision.[253] Contrairement au principe de légalité des poursuites adopté par certains pays européens, tels l'Italie, l'Espagne, la Grèce ou encore l'Allemagne, qui contraint le parquet à poursuivre systématiquement toutes les infractions portées à sa connaissance, quelles qu'en soient la gravité ou les circonstances, et présente donc, en théorie du moins, l'avantage de respecter totalement le principe de légalité des délits et des peines[254], le principe de l'opportunité

---

[250] C. Mouhanna, *Polices judiciaires et magistrats, une affaire de confiance*, coll. « Perspective pour la justice », La Documentation française, 2001.

[251] Ce texte dispose que, « *Le procureur de la République reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner conformément aux dispositions de l'article 40-1.* »

[252] Ce texte dispose que, « *Lorsqu'il estime que les faits qui ont été portés à sa connaissance en application des dispositions de l'article 40 constituent une infraction commise par une personne dont l'identité et le domicile sont connus et pour laquelle aucune disposition légale ne fait obstacle à la mise en mouvement de l'action publique, le procureur de la République territorialement compétent décide s'il est opportun : 1° Soit d'engager des poursuites ; 2° Soit de mettre en oeuvre une procédure alternative aux poursuites en application des dispositions des articles 41-1 ou 41-2 ; 3° Soit de classer sans suite la procédure dès lors que les circonstances particulières liées à la commission des faits le justifient.* »

[253] Sur l'évolution de ce principe et ses origines, v. : Y. Joseph-Ratineau, *La privatisation de la répression pénale*, *op. cit.*, deuxième partie de la thèse. Egal. : C. Bruschi, *Parquet et politique pénale depuis le XIXe siècle*, coll. droit et justice, PUF, 2002, p. 96.

[254] E. Mathias, *Les procureurs de droit. De l'impartialité du ministère public en France et en Allemagne*, préf. M. Delmas-Marty, coll. « Droit », CNRS, Paris, 1999.

des poursuites laisse aux magistrats du parquet le soin d'apprécier l'opportunité de la poursuite. **Là où le principe de légalité des poursuites présume que l'intérêt général exige une systématicité de la réponse pénale, et donc des poursuites, le principe de l'opportunité, par sa souplesse, permet ainsi aux magistrats du parquet de faire des choix, non seulement au stade de l'impulsion du dossier dans le circuit procédural, mais également tout au long de l'instance pénale**. L'expérience montre qu'une affaire se modifie, parfois même d'une façon considérable, entre l'ouverture des poursuites et le jugement qui sera rendu, notamment parce que des éléments nouveaux aggravent l'infraction originellement poursuivie, ou que celle-ci prend au contraire une dimension plus modeste. En reconnaissant, par exemple, au parquet la possibilité d'arrêter le cours de l'action répressive qu'il a initié, non en se désistant de son action publique, mais en formulant des demandes ayant vocation à mettre un terme à l'instance - réquisitions de non-lieu devant les juridictions d'instruction ; réquisitions de relaxe ou d'acquittement devant les juridictions de jugement - « *on renonce à l'idée d'une immutabilité du procès jusqu'à la décision juridictionnelle [ce qui induit que] l'appréciation des exigences de l'intérêt général n'a pas lieu une fois pour toutes au début des poursuites, mais sous-tend chacune des décisions essentielles prises par le parquet, aux moments marquants du déroulement de la procédure* ».[255]

Si chaque magistrat du siège est indépendant dans ses prises de décisions, chaque magistrat du parquet dispose en principe d'une autonomie décisionnelle que la diversification des modes de réponses pénales est venue considérablement élargir. Le choix qu'il doit réaliser ne consiste plus à seulement répondre à la question de savoir s'il engage des poursuites ou classe l'affaire sans suite, mais plutôt déterminer, face à un large éventail de réponses pénales possibles allant des procédures alternatives aux poursuites[256] aux procédures de poursuites alternatives, en passant par les voie de poursuites classiques, la filière procédurale qui lui semble la plus adaptée au regard de la gravité des faits, de la situation pénale de l'auteur, et d'autres paramètres que peuvent être la situation personnelle de ce dernier, sa situation professionnelle, sa situation familiale, *etc.* **Le choix de la filière procédurale n'implique pas seulement le choix d'une procédure pénale, il implique *in fine* le choix d'un éventail de sanctions pénales disponibles plus ou mois étendu selon la**

[255] Y. Joseph-Ratineau, *La privation de la répression pénale*, *op. cit.*, n° 356, p. 304.
[256] Aubert L., « Systématisme pénal et alternatives aux poursuites en France : une politique pénale en trompe- l'œil », Droit & Société 2010, 8.

voie de poursuites envisagée, et par voie de conséquence, le renoncement à certaines sanctions pourtant encourues par les textes d'incrimination. Le choix exprimé par le magistrat en charge de la poursuite dans la mise en œuvre du principe de l'opportunité des poursuites engage donc un choix sur la peine. Si le Code de procédure pénale n'attribue ce choix qu'au procureur de la République, seul magistrat visé par les articles 40 et 40-1 de ce Code, dans les faits, cette fonction est en réalité partagée par l'ensemble des magistrats composant le parquet, ce qui signifie qu'il **existe donc autant de décisions individuelles qu'il y a d'affaires nouvelles portées à la connaissance des services du parquet**. Cette situation génère nécessairement des disparités, plus ou moins importante, entre les décisions prises par les magistrats composant le parquet, ce qui peut rendre la politique pénale décidée par le procureur de la République totalement illisible, et soulève la délicate question de la garantie du principe d'égalité de tous devant la loi, en l'occurrence, devant l'application de la loi. **La cohérence, la lisibilité, et par voie de conséquence, l'efficacité de la politique pénale décidée par le procureur de la République commande donc de rationnaliser la mise en œuvre du principe de l'opportunité des poursuites en encadrant *a priori* la décision des magistrats composant le parquet par l'élaboration d'outils proposant, pour les contentieux où une répétition importante des situations est constatée en d'autres termes les contentieux de masse , des solutions prédéfinies dégagées à partir de critères efficients.**[257] Si le sens de la démarche peut être compris, admis, voire partagé, elle pose nécessairement en creux la question du degré de perte d'autonomie décisionnelle, et donc de la prééminence de la standardisation des décisions sur l'individualisation qui résulte pourtant des articles 40 et 40-1 du Code de procédure pénale.

2.1.2 – La recherche d'un équilibre entre standardisation et individualisation des décisions

193. Les enjeux de la standardisation des décisions. L'individualisation garantit au justiciable que la décision dont il fait l'objet a été prise en tenant compte des caractéristiques et spécificités de sa situation, des éléments qui, en somme, le

[257] Au regard des études ayant déjà traités de cette fonction du barème, il est apparu à l'équipe de droit pénal pei pertinent de consacrer des développements sur point, la recherche menée n'ayant pas permis de dépasser ce qui a été déjà constaté sur cette question. V. : *Le droit mis en barèmes ?*, I . Sayn, (dir.), *op. cit.*

distinguent d'autrui, le différencient de son voisin. **Les articles 40 et 40-1 du Code de procédure pénale imposent au procureur de la République d'individualiser sa décision sur l'action publique, sans toutefois encadrer cette dernière par l'édiction de critères strictement définis comme le fait par exemple l'article 132-1 du Code pénal à l'égard du juge au stade de l'individualisation des peines**. De ce point de vue, les magistrats du parquet, s'ils doivent individualiser les décisions qu'ils prennent dans la mise en œuvre du principe d'opportunité des poursuites, sont toutefois **libres d'intégrer dans ce processus d'individualisation l'ensemble des critères qui leur semblent pertinents et d'écarter ceux qui ne le seraient pas**. C'est là une grande différence entre les magistrats du parquet et les magistrats du siège qui sont contraints de systématiquement prendre en compte dans l'équation pénale qu'ils ont à résoudre, les critères énoncés à l'article 132-1 du Code pénal, sans jamais pouvoir les écarter au motif que, dans telle ou telle situation, ils ne seraient pas nécessairement pertinents dans la détermination de la nature ou du *quantum* de la peine qu'ils souhaitent prononcer, quand ils ne conduisent pas à prendre des décisions entrant franchement en contradiction avec les fonctions assignées à la peine par l'article 130-1 du Code pénal, comme certains magistrats au parquet l'on évoqué *supra*.

194. *A contrario*, la **standardisation implique pour le justiciable que la décision dont il fait l'objet l'a été, non plus en tenant compte des caractéristiques et spécificités de sa situation, mais à partir d'un standard défini selon des critères considérés comme efficients par l'auteur de la décision**. La recherche montre qu'il **n'existe pas de décision qui soit strictement et purement individualisée sans qu'à aucun moment un élément ou un paramètre de la situation analysée, commun à la grande majorité des situations auxquelles l'auteur de la décision est habituellement confrontée, ne soit venu déterminer *a minima* la solution prise *in fine*, fusse de manière plus ou moins consciente**. C'est ce qui explique que, pour M. Yannick Joseph-Ratineau, l'individualisation telle qu'elle est conçue traditionnellement par la doctrine relève d'une vision largement idéalisée de la notion très éloignée de la réalité judiciaire quotidienne à laquelle les magistrats du parquet, comme ceux du siège, sont confrontés, et la recherche n'a fait, selon lui, que confirmer ce constat en ce qu'elle montre que l'idée d'une décision de justice qui serait, par nature, une « *décision*

individualisée, unique et non répétible »[258] est réellement un « *mythe* ».[259] La recherche montre aussi qu'il **n'existe pas de décisions qui soit strictement et purement standardisées, c'est-à-dire au sein desquelles la décision serait prise de manière automatique à partir d'une analyse de la situation de l'auteur qui serait exclusivement et uniquement appréhendée au travers de critères prédéfinis, à l'exclusion de tout autre**.

Entre ces deux extrêmes théoriques, c'est une **palette de situations que la recherche a permis de mettre au jour, et dans lesquelles la tension entre individualisation et standardisation, bien qu'existante, présente des degrés extrêmement diversifiés, tantôt en faveur de l'individualisation, tantôt en faveur de la standardisation**. Il convient d'ailleurs de s'interroger sur le fait de savoir si le corps social aujourd'hui est réellement en phase avec certains de nos grands principes juridiques, et si une partie de la population pénale ne réclame pas une certaine dose de standardisation au nom de l'égalité de traitement des justiciables devant l'application de la loi ? C'est un discours récurrent qui nous a été tenu à la sortie des audiences correctionnelles par une majorité de prévenus, condamnés pour la plupart, relaxés pour une minorité. S'il est évident que pour une majorité d'entre eux la peine prononcée est toujours trop sévère, ce qu'ils reprochent principalement à l'institution judiciaire, c'est son manque de cohérence, et par voie de conséquence, une forme d'arbitraire. Incompréhension des décisions par manque d'information ? Motivation insuffisante des décisions permettant aux justiciables de comprendre leur décision ?[260] Réelle incohérence des condamnations prononcées en raison d'une dispersion visible des peines prononcées par les prévenus lors de l'audience ? Les pistes de réflexion susceptibles d'expliquer ce sentiment sont multiples, et toutes, à notre avis, participent, à des degrés divers selon les juridictions, au sentiment exprimé par une majorité de prévenus lors des audiences correctionnelles, et parfois, par certains avocats…

Au-delà du destinataire de la décision, en ce qu'elle n'existe que parce que ces derniers renoncent, dans des proportions plus ou moins significatives, à une partie de leurs prérogatives. Pour les magistrats du parquet, il s'agit assurément de leur

---

[258] I. Sayn, « Les barèmes dans le fonctionnement du droit et de la justice », in *Le droit mis en barèmes ?*, *op. cit.*, p. 13.

[259] C. Saas, S. Lorvellec, V. Gautron, « Les sanctions pénales, une nouvelle distribution », in *La réponse pénale. Dix ans de traitements des délits*, *op. cit.*, p. 159 et s

[260] S. Gerry-Vernières, A.-G. Robert, B. Monnery, Y. Joseph-Ratineau, *La motivation des peines correctionnelles*, recherche en cours financée par le GIP Mission de recherche Droit et Justice.

autonomie décisionnelle. S'ils sont favorables aux barèmes dans leur grande majorité, certains expriment leur désaccord face à certaines solutions retenues qu'ils sont contraints d'appliquer néanmoins. Plus les magistrats composant le parquet sont nombreux, plus le risque de faire des mécontents est grand dans l'élaboration des solutions retenues dans le barème, même lorsque ce dernier l'est dans le cadre d'un processus décisionnel collectif, hypothèse qui n'empêche nullement que chaque magistrat a nécessairement été contraint de renoncer à une partie de ses convictions pour parvenir à un consensus, à une décision collectivement acceptée. **Certains auteurs considèrent que le degré de tension entre individualisation et standardisation des décisions serait la conséquence du découpage plus ou moins fin des situations dans le barème.**[261] **Il nous semble que cette position est extrêmement discutable dans la mesure où, en matière pénale en tout cas, la finesse du découpage des situations n'est pas réellement un choix de l'auteur du barème, mais dépend pour beaucoup du niveau d'information de l'utilisateur au moment où ce dernier sera conduit à utiliser le barème**. Il nous semble que le degré de tension entre individualisation et standardisation des décisions résulte davantage de la force normative attribuée au barème. Deux points qu'il convient d'expliciter.

195. L'influence de la précision des barèmes sur le degré de standardisation des décisions. Il a été émis l'hypothèse que la tension entre standardisation et individualisation trouverait son origine dans le découpage que le barème réalise entre les situations, « *si celui-ci est très fin, le barème autorise une individualisation importante de la sanction. Si, à l'inverse, le découpage des situations est grossier, c'est la standardisation qui prend le pas sur l'individualisation. La capacité d'individualisation du barème dépend en définitive de la largeur des classes qu'il distingue*. »[262] Si une telle approche est très certainement pertinente dans certaines branches du droit, elle nous ne semble pas l'être en droit pénal pour la simple raison que le découpage des situations réalisé par les barèmes recueillis dépend essentiellement des éléments dont l'auteur sait que l'utilisateur disposera au moment il sera amené à utiliser le barème. Si l'on prend le cas du contentieux des délits routiers retenus dans le cadre de la recherche, nous avons pu constater que, dans leur grande majorité, les solutions d'orientation des procédures

[261] O. Leclerc, « Introduction », in *Le droit mis en barèmes ?, op. cit.*, p. 117 et s.
[262] O. Leclerc, *Ibid.*

pénales, et celles relatives à la détermination de la ou des peines prononçables, reposent sur **deux critères principaux dans l'ensemble des barèmes dont le magistrat en charge de la poursuite aura nécessairement connaissance au moment où il sera sollicité pour effectuer son choix : la gravité de l'infraction commise et la situation pénale du prévenu**. En certains cas, nous avons pu constater que certains barèmes tentaient une sophistication plus importante du découpage des situations en intégrant des critères originaux, et le plus souvent, non prévus par les textes. Mais les témoignages recueillis ont montré que ces critères sont difficiles à manier, mal aisés à mettre en œuvre, et pour la plupart rarement appliqués. L'on pourrait considérer au regard des critères d'individualisation des peines énoncés à l'article 132-1 du Code pénal que ces barèmes retiennent finalement un découpage relativement sommaire, voire simpliste des situations, et font donc largement prévaloir la standardisation sur l'individualisation. Cette première analyse, si elle devait être retenue conduirait à des conclusions erronées. **Le choix de ces deux critères n'est pas réellement un choix à proprement parler, mais plutôt la démonstration du caractère lacunaire des enquêtes, comme des mutations profondes que l'avènement du TTR a initié dans les parquets. Le propre des délits à la circulation routière réside dans la concomitance habituelle entre constat et élucidation de ce type de fait, de sorte que le délai « *enquête-décision du parquet* » est réduit à sa plus simple expression**. Cela emporte comme conséquence, et M. Joseph-Ratineau a pu le constater au sein des permanences téléphoniques, que les éléments relatifs à la situation du prévenu communiqués aux magistrats se réduisent à la gravité de l'infraction (taux d'alcoolémie, défaut d'assurance, type de défaut de permis, *etc.*) et à la situation pénale de l'auteur. **Le découpage sommaire des situations dans les barèmes applicables aux délits à la circulation routière n'exprime donc pas nécessairement une volonté particulière du procureur de la République de standardiser dans des proportions plus ou moins importantes le traitement de tel ou tel contentieux, il exprime une réalité pratique qui est celle de la faiblesse des éléments portés à la connaissance du parquet au moment où il est sollicité pour se prononcer sur les suites à donner à l'affaire dont il est saisi**. Il nous semble donc que, si la tension entre individualisation et standardisation existe, ce n'est pas tellement dans le découpage des situations qu'elle doit être recherchée, même s'il ne faut pas totalement minimiser l'importance de cette donnée, mais davantage dans la force normative assignée au barème.

196. La force normative des barèmes. C'est la force obligatoire traditionnellement attribuée au barème qui a malheureusement donné à cet outil la réputation épouvantable qui est la sienne auprès de l'ensemble des professionnels du droit, et pas seulement des magistrats. La question de sa force obligatoire peut effectivement se poser au regard des fonctions et finalités qui lui sont attribuées. **Si le barème impose à l'utilisateur non seulement de prendre connaissance de la solution qu'il énonce, mais encore de l'appliquer dans tous les cas, alors la standardisation prend le pas sur l'individualisation puisque l'utilisateur du barème perd totalement toute autonomie dans l'élaboration de sa décision, et l'on peut considérer en pareille situation que l'on se trouve dans une forme d'« administrativisation » du processus décisionnel judiciaire, ce qui entre en contradiction avec un certain nombre de principes juridiques et déontologiques. En revanche, si le barème impose seulement à l'utilisateur de prendre connaissance de la solution exposée par le barème, mais non de l'appliquer systématiquement, alors il laisse à l'utilisateur une marge d'appréciation qui atténue la tension entre standardisation et individualisation.** Dans le cadre de la recherche menée, la force normative attribuée aux barèmes est commune à l'ensemble des parquets étudiés, et aucune différence notable n'a été rencontrée sur ce point entre les ressorts. **Le principe admis dans tous les parquets étudiés est que l'utilisateur doit, par principe, appliquer le barème ce qui penche en faveur de la thèse de la force obligatoire du barème mais peut s'en écarter dès lors qu'il est en mesure d'expliquer, de justifier, sa décision à partir d'éléments objectifs issus du dossier.** Le barème est donc doté d'une force normative, indispensable à l'application effective de l'outil, mais est dépourvu de force obligatoire en ce qu'une marge d'appréciation est laissée à l'utilisateur. La réalité de ce constat a été opérée dans l'ensemble des parquets étudiés, et les résultats de la recherche ont mis en évidence qu'il est assez fréquent, en pratique, qu'une portion plus ou moins importante d'affaires, selon les contentieux et les ressorts, fassent l'objet d'un traitement judiciaire différent de celui prévu en principe par le barème, ce qui montre effectivement que les barèmes en circulation dans les parquets, s'ils ont une force normative, sont toutefois dépourvus de force obligatoire. Ce constat pose la question, qui pourrait être perçue comme une provocation, de savoir si les barèmes construits élaborés et utilisés par les parquets constituent une "petite" source du droit pénal ?

2.1.3 – Le barème construit : une "petite" source du droit pénal ?

197. Définition des "petites" sources du droit. Madame le professeur Gerry-Vernières a consacré sa thèse de doctorat à l'étude des **"petites" sources du droit qui peuvent être définies comme des actes dépourvus de force contraignante émanant des plus hautes autorités de l'Etat, ce qui explique qu'elles ne figurent pas au catalogue des sources formelles du droit**. Pour le professeur Stéphane Gerry-Vernières, « *cela tient à l'approche de cette notion, laquelle, construite sur le paradigme de la loi, rassemble les actes contraignants. Une telle approche revient à nier leur juridicité comme à minimiser leur rôle. L'approche est critiquable [dès lors que] la source du droit se reconnaît bien plus à sa vocation à influencer le comportement des acteurs juridiques, autrement dit à son effet aussi bien dans les pratiques que dans les prétoires* ».[263] Véritables sources du droit en ce qu'elles participent à la fabrique du droit à l'occasion de leurs fonctions d'interprétation et de régulation, **les « petites » sources se singularisent par des caractères propres elles sont le plus souvent opaques et précaires par exemple , et notamment parce qu'elles cumulent deux qualités : la réactivité et la technicité**. L'ensemble de ces éléments distinctifs attribués aux "petites" source du droit se retrouvent dans les barèmes construits, de sorte que, et sans entrer davantage dans le détail, ces derniers peuvent effectivement être considérés comme entrant dans la catégorie des "petites" sources du droit. La difficulté ne se situe pas réellement à ce niveau-là dans la recherche menée, mais plutôt dans l'incompatibilité du droit souple avec les principes cardinaux du droit pénal.

198. Le droit pénal pénétré par le droit souple. *A priori*, les principes qui régissent le droit pénal sont antinomiques avec les caractères propres au droit souple.[264] Même si une évolution progessive du principe de légalité des délits et des peines a conduit à en assouplir le contenu, et à intégrer dans le champ pénal des sources du droit qui ne relèvent pas *stricto sensus* de la loi, elles en relèvent toutefois *lato sensu*. L'idée peut être résumée comme suit : hors la loi, point de droit pénal ! Alors que le droit pénal se manifeste au travers de règles impératives, le droit souple se manifeste au travers de règles simplement incitatives. De ce point de vue, la question posée peut sembler totalement incongrue, et une réponse négative s'imposer avec évidence. Certes, mais

[263] S. Gerry-Vernières, *Les "petites" sources du droit*, *Ibid*.
[264] Conseil d'État, *Rapport d'étude annuelle 2013 - Le droit souple*, documentation Française.

il n'en demeure pas moins que de nombreux champs juridiques traditionnellement régis par des règles impératives tendent à accueillir des outils ou des mécanismes issus du droit souple.[265] L'on peine donc à comprendre pourquoi il en irait autrement du droit pénal ? Principe de légalité des délits et des peines nous sera-t-il répondu. Cette réponse n'est pas satisfaisante dans la mesure où il a été démontré que les barèmes procèdent à des découpages des situations qui les conduit à établir une véritable échelle des peines encourues selon les types de comportement sanctionnés à l'échelon local. De ce point de vue, le contentieux des CEA a montré que tous les barèmes sont contraints, au regard de la généralité des termes de la loi, de procéder à un découpage des situations tendant à faire correspondre à différents taux d'alcoolémie rencontrés une échelle de sanctions pénales prononçables et des filières de poursuites devant être privilégiées (Exemple : entre 0,50 mg/L et 0,70 mg/L d'air expiré : OPD = 300 € d'amende + 6 mois de suspension du permis de conduire ; entre 0,71 mg/L et 0,90 mg/L d'air expiré : OPD/CRPC = 400 € d'amende + 8 mois de suspension du permis de conduire ; *etc.*). **Dans ces hypothèses, le barème ne se contente pas de venir préciser la loi, il instaure, sur un territoire donné, une véritable répression des différents comportements visés auxquels correspond un mode de poursuites ou de réponse pénale, et des peines prononçables, qui, s'il s'inscrivent dans les limites fixées par le texte d'incrimination, lui donnent néanmoins une toute autre dimension**. Le barème étant, par définition, un outil d'application locale (ressort du TGI), les solutions qu'il propose ont force de loi sur le territoire concerné. Les témoignages des avocats mettent particulièrement en évidence cette réalité du droit pénal "vivant", par opposition au droit pénal théorique que l'on trouve dans le Code pénal. Nous en voulons pour preuve le fait que si la question est posée à un avocat de savoir, pour tel type de faits, ce qui est encouru, ce dernier, avant de répondre, va d'abord demander l'identité du territoire sur lequel les faits ont été commis. Il ne va pas citer le texte d'incrimination contenu dans le Code pénal. Il va chercher à savoir sur quel territoire les faits ont été commis, pour ensuite être en mesure d'indiquer, ce que, concrètement, l'auteur des faits encourt. Nous avons été surpris à plusieurs reprises de la justesse des informations fournies par certains avocats sur les pratiques parquetières, comme juridictionnelles, en cours dans tel ou tel TGI pour certaines infractions données ; informations qui ont été confirmées ultérieurement par l'analyse

[265] L. Maurin, « Le droit souple de la responsabilité civile », RTD Civ. 2015, p. 517.

statistique des données issues des barèmes ou des décisions de justice. Si en théorie, le principe de légalité des délits et des peines s'oppose à la réception d'outils issus du droit souple, en pratique, tel n'est déjà plus le cas. Il reste alors aux pénalistes de prendre acte de l'évolution qui se déroule actuellement dans le champ de la matière, et faire leur, le constat du professeur Stéphane Gerry-Vernières, qui écrit dans sa thèse, que quelque soit les défauts qui peuvent être trouvés aux "petites" sources du droit, « *pas d'échappatoire ! Il faut faire avec ce droit imparfait*. »

2.2 Enjeux des barèmes constatés

199. Annonce de plan. Les enjeux portés par les barèmes constatés sont semblables à ceux qui ont pu être identifés concernant les barèmes construits, à ce détail près, mais qui a son importance, que ce type de barème existe à l'insu de son auteur, de sorte que, pas plus qu'il n'a été recherché par ce dernier, la réalité des résultats qu'il produit lui échappent le plus souvent. Les enjeux portés par les barèmes constatés, s'ils peuvent rejoindre ceux observés à propos des barèmes construits, doivent faire l'objet d'une approche quelque peu différente en raison de la nature du processus d'élaboration et d'utilisation qui les caractérise. Ces barèmes nous semblent être porteurs, au principal, d'enjeux relatifs, tant à la normalisation des décisions juridictionnelles (2.2.1), qu'au regard de l'application effective du principe d'individualisation des peines dans les pratiques juridictionnelles (2.2.2). La question de savoir si les barèmes constatés peuvent être considérés comme une source du droit n'a pas vocation à se poser ici puisqu'elle reviendrait nécessairement à s'interroger sur le fait de savoir si la jurisprudence est une source du droit.

2.2.1 – La normalisation des décisions juridictionnelles

200. Une normalisation inégalement constatée. Plus encore que la décision prise par le parquet au stade de l'orientation des procédures pénales, la **décision juridictionnelle, parce qu'elle est entourée d'un certain nombre de garanties, est, par principe et par nature, une décision individualisée**. Or, la présence de barèmes constatés dans certains contentieux massifs, en raison de la répétition des situations qui les caractérise, a été révélée par les résultats de la recherche menée, et fait

apparaître, dans ces contentieux, une **normalisation des décisions juridictionnelles se manifestant dans des proportions plus ou importantes selon la nature de la décision, et la formation de la juridiction**. Ce constat conduit donc à relativiser plus ou moins fortement selon l'importance du phénomène de normalisation constaté, le mythe de la décision de justice unique et non répétible. La recherche a montré que ce sont les **décisions juridictionnelles prises à l'issue de procédure dans lesquelles le parquet exerce une réelle emprise sur l'élaboration de la réponse pénale que la normalisation des décisions était observée dans les proportions les plus importantes**. Il doit être rappelé que l'analyse des rapports entre le siège et le parquet a mis en évidence que la décision correctionnelle est aujourd'hui, dans une large mesure, le fruit d'une coproduction entre le parquet et le siège, ce qui s'explique par le fait que, lorsqu'il est amené à valider ou homologuer les peines proposées par le parquet, le juge se retrouve à appliquer, de manière incidente, le barème élaboré par le procureur de la République, et à l'élaboration duquel il participe malgré lui. Nous avons pu constater également que tel était le cas dans l'hypothèse de la procédure d'ordonnance pénale délictuelle, mais nettement moins concernant les décisions rendues à l'issue de l'audience correctionnelle, même si certaines pratiques régulières ont pu être relevées en présence de certains contentieux ou de certaines catégories de prévenus (passé pénal, absence d'emploi, prévenu non comparant et non représenté, *etc.*).

201. Une normalisation catégorielle des décisions. La recherche menée met en évidence que toutes les décisions de justice ne font pas l'objet aujourd'hui d'une normalisation, et que ce phénomène est principalement observé dans les décisions prises à l'issue des procédures alternatives aux poursuites ou de poursuites alternatives. Cette situation tient aux **liens étroits qui existent en les barèmes construits des parquets et les barèmes constatés des magistrats du siège**. Il convient de rappeler que, s'il est exact que, lorsqu'ils valident les mesures proposées dans le cadre de la composition pénale ou les peines proposées dans le cadre de la CRPC, les magistrats du siège ne prononcent pas une peine dont ils sont les auteurs, ils approuvent néanmoins le choix opéré par le parquet, et expriment de fait leur adhésion à la réponse pénale proposée. En adhérant aux peines proposées par le parquet, le juge est conduit, indirectement, à appliquer le barème élaboré par le parquet, mais pas seulement. La recherche a montré qu'il existe dans toutes les juridictions des accords plus ou moins formalisés, plus ou moins institutionnalisés,

entre le parquet et le siège sur le contenu des réponses pénales prises dans le cadre des procédures de composition pénale ou des procédures de poursuites alternatives. Ces accords montrent que les juges participent à l'élaboration des barèmes construits utilisés dans les parquets, non seulement dans les procédures de type composition pénale ou CRPC, mais également dans le cadre de la procédure d'ordonnance pénale délictuelle. Il est donc logique que l'existence de barèmes constatés soit principalement apparu dans les contentieux traités par voie d'ordonnance pénale délictuelle ou de CRPC, et que le phénomène de normalisation des décisions de justice en matière pénale soit principalement observé dans le cadre de ces procédures, même si l'existence de barèmes constatés a pu être démontrée également dans le champ des procédures de jugement classique, dans des proportions bien moins significatives toutefois.

202. L'impact du phénomène de managérialisation de la justice. Les outils du management étant dorénavant appliqués au service public de la justice, la productivité des juridictions, et donc celle des magistrats, est mesurée. Dans ce contexte, et compte-tenu du manque de moyens chronique alloués à l'institution judiciaire pour accomplir les missions qui sont les siennes, les barèmes constatés constituent une réponse à la gestion des contentieux de masse, en permettant aux juges de décider plus vite, et ainsi favoriser des gains de temps précieux. Bien que les juges ayant participé à la recherche se soient défendus de recourir à des barèmes, et nous avons n'aucune raison de douter de leur sincérité, **la gestion quotidienne de contentieux de masse dans un contexte de pénurie de moyens chronique ne peut que conduire, à court ou moyen terme, la plupart des magistrats à adopter, inconsciemment, une démarche intellectuelle qui les amène à construire un barème qu'ils appliquent de manière totalement intuive en vue de dégager toujours plus de temps pour se concentrer sur des contentieux peu massif, techniques, et porteurs d'enjeux plus importants, notamment sur le plan humain**. Par ailleurs, il peut être souligné que le souci constant de raccourir les délais entre faits et jugement, qui a conduit à la mise en place du TTR dans la plupart des juridictions ne permet plus, comme cela était le cas autrefois, aux services enquêteurs de recueillir les informations nécessaires à une véritable individualisation des peines, notamment lorsqu'il y a concommitance entre la constatation et élucidation des faits. « *Il y a encore vingt, vingt-cinq ans, pour une CEA, elle aurait été constatée, on aurait pris votre identité et vous auriez été convoqué au*

commissariat ou à la brigade de gendarmerie où vous auriez été auditionné avant d'appeler le parquet pour connaître la suite à donner. Là, on aurait pu recueillir tout un tas d'informations utiles qui, in fine, aurait permis de prononcer contre vous une peine qui soit véritablement individualisée. Surtout, à l'époque, la majorité des dossiers passaient encore à l'audience, et honnêtement, je trouve que l'on passait moins de temps aux audiences à faire le boulot qui aurait dû être fait en amont justement. Aujourd'hui, on veut de la réponse pénale tout de suite, faut pas que ça traîne ! Alors les collègues du parquet, on leur a collé le TTR ! Magnifique invention le TTR, et on leur a dit, terminé les classements sans suite : une infraction = une sanction. Alors, on poursuit à tour de bras, tout et n'importe quoi, avec des conséquences dramatiques pour les gens. Je vais vous montrer quelque chose… (Nous sortons du bureau du magistrat et entrons au greffe correctionnel. Il me tend un dossier concernant une poursuite par voie d'ordonnance pénale délictuelle).[266] *Voilà, ouvrez-le, et qu'est-ce que vous découvrez ? Rien… Du vide… La seule chose que l'on sait avec ce dossier, c'est que le type a commis une CEA, avec un taux d'alcoolémie de 0,94 mg /L d'air expiré, et on a son casier judiciaire… Bon ça va, il a une juste condamnation pour vol simple qui remonte à deux ans.... Voilà. Prononcez une peine individualisée vous avec ça… Alors, après, on a la Cour de cassation, complètement déconnectée des réalités du terrain qui vient vous expliquer qu'il faut motiver les peines correctionnelles que l'on prononce en tenant compte des ressources et des charges du prévenu, - faudrait déjà qu'on les ait – et derrière, pardonnez-moi, des universitaires qui applaudissent à deux mains dans leurs commentaires sans jamais être sorti de leur bureau pour venir mettre les mains dans le cambouis… Non parce qu'en trente ans de carrière bientôt, vous êtes le deuxième que je rencontre, et qui ose venir à notre contact au sein d'une juridiction… Mais ils écrivent, ils ont des avis sur la question… On se demande bien à partir de quoi exactement… Regardez un autre dossier, alors pareille, CEA, oh il a fait fort, 1,34 mg/L d'air expiré, la soirée a dû être bien arrosée… Alors lui, il a un casier vierge, et là, ohhh miracle, je sais au moins qu'il est artisan maçon, je vais aller loin avec ça… Et le pire, c'est que je suis obligé d'entrer en voie de condamnation parce que l'infraction est caractérisée, auquel cas, cela s'appelle un déni de justice… Je me demande parfois où il se situe exactement le déni de justice, dans le fait de m'abstenir de trancher et de renvoyer le dossier à mes collègues du parquet, ou dans la décision que je rends… J'ai ma petite idée sur la question…* » (J.34).

[266] Témoignage de M. Yannick Joseph-Ratineau

Dans de nombreuses juridictions, nous avons été amenés à faire le constat que des **éléments relatifs à la situation personnelle de l'auteur sont quasi-inexistants dans la plupart des dossiers, ce qui conduit les magistrats à recourir à des motivations stéréotypées**, par la force des choses, notamment parce que l'article 132-1 du Code pénal impose au juge d'individualiser la peine qu'il prononce en tenant compte des circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur, ainsi que de sa situation matérielle, familiale et sociale. La Cour de cassation impose aux juges demotiver les peines d'amende qu'ils prononcent, notamment au regard des charges et ressources du prévenu.[267] L'expérience montre que, de l'ensemble de ses éléments, seuls ceux relatifs aux circonstances de l'infraction et au passé pénal de l'auteur sont systématiquement portés à la connaissance des magistrats du siège, ce qui est extrêmement problématique dans les procédures contournant l'audience comme l'ordonnance pénale délictuelle notamment, mais également à l'audience où nous avons pu constater que la détermination des charges et ressources des prévenus s'opère principalement à partir de leurs déclarations, ceux venant à l'audience avec des justificatifs étant minoritaires. **Les exigences liées à la célérité des procédures et à la systématisation de la réponse pénale semblent, c'est en tout cas de ce qu'il ressort de nombreux témoignages qu'il n'est pas possible de reproduire ici, sauf à augmenter dans des proportions conséquentes le volume de ce rapport, avoir considérablement dégradées les conditions de travail des magistrats, et les poussent à adopter des stratagèmes contestables pour tenter de respecter aux mieux les solutions dégagées par le législateur ou les jurisprudences émanant de juridictions supérieures, du Conseil constitutionnel, ou de la Cour européenne des droits de l'Homme, en dépit de leur incompatibilité évidente avec les réalités du terrain**.

2.2.2 – L'effectivité du principe d'individualisation des peines à l'aune de la normalisation des décisions juridictionnelles

203. Un principe à valeur constitutionnelle connaissant un nombre croissant de tempéraments. Si le juge est libre de déterminer la peine qu'il entend prononcer dans la limite prévue par les textes d'incrimination, il doit individualiser cette dernière en tenant compte des circonstances de l'infraction, de la situation personnelle de

[267] Cass. crim. 1er févr. 2017 : n° 15-85.199 et n° 15-84.511.

l'auteur, ainsi que de sa situation matérielle, familiale et sociale. Si le processus d'individualisation de la peine était jusqu'à présent opaque, et relevait d'un pouvoir discrétionnaire du juge, ce dernier est désormais tenu de motiver son choix, en tout cas de le justifier. Ce principe supporte de nombreux tempéraments[268], dont les derniers en date sont apparus, dans le champ délictuel, avec l'**extension du mécanisme de l'amende forfaitaire à certains délits**, notamment les délits de conduite sans permis[269] et de défaut d'assurance[270], ou encore avec l'entrée en vigueur de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, aux délits d'usage illicite de stupéfiants, de vente et d'offre d'alcool à un mineur, d'achat de tabac vendu à la sauvette, d'occupation de halls d'immeubles, ou de mauvais traitements envers les animaux. L'on pourrait ajouter à la liste de ces tempéraments la normalisation des décisions de justice du fait résultant de l'utilisation d'un barème intuitif par leurs auteurs. Toutefois, le propos doit être nuancé, et pour deux raisons principales :

- La première tient au fait que le phénomène de normalisation des décisions correctionnelles ne concerne, au principal, que le champ des procédures de composition pénale, d'ordonnance pénale délictuelle et de CRPC. Or, toutes ces procédures ont pour commun de reposer, à des degré différents, sur l'acceptation de la peine proposée par l'auteur des faits.

- La seconde tient au fait que **les barèmes constatés intègrent les critères d'individualisation des peines énoncés à l'article 132-1 du Code pénal, et c'est d'ailleurs à partir de ceux-ci que ces derniers se construisent en présence de situations similaires ou identiques.** L'idée répandue en doctrine selon laquelle le barème porterait nécessairement atteinte au principe d'individualisation des peines doit donc être relativisée pour les raisons qui suivent.

204. Absence d'individualisation des peines prononcées dans le cadre des procédures consensuelles. Constituent des procédures consensuelles celles dans lesquelles la peine n'est pas imposée à l'auteur, mais proposée à ce dernier par le parquet, lequel devra l'accepter pour qu'elle puisse lui être appliquée. Il s'agit en

[268] V., n°16-17, pp. 19-21.
[269] Art. L. 221-2 C. route.
[270] Art. L. 324-2 C. route

principe des procédures de composition pénale et de CRPC. Ces procédures reposent sur un mécanisme s'inspirant grandement du contrat de transaction prévue par le droit civil puisque le parquet, au regard de la gravité des faits commis et de la situation de l'auteur, après qu'il a reconnu les faits ou sa culpabilité ce qui revient soit dit en passant au même , propose une peine à ce dernier qui, s'il l'accepte devra être validée ou homologuée par un magistrat du siège. **Même si le juge, pour se prononcer, applique un barème constaté, cela n'emporte aucune conséquence au stade de la motivation, tout simplement parce que ces décisons n'ont pas à être motivées**. Le juge ne fait que prendre acte du consentement du condamné à la sanction qui lui a été proposée par le parquet, il n'a donc pas à motiver une peine qu'il n'a pas choisi. En validant ou en homologuant celle-ci, il ne fait que prendre acte de l'existence du consentement de l'auteur à la sanction proposée, et manifeste son adhésion au contenu de l'accord ainsi conclu entre le parquet et l'auteur des faits, la loi lui reconnaissant la possibilité de ne pas valider ou homologuer la peine proposée si ce dernier ne la juge pas adaptée à la gravité de l'infraction ou à la situation pénale de l'auteur, par exemple.

205. L'individualisation artificielle des peines dans le cadre de la procédure d'ordonnance pénale délictuelle. Cette procédure a pour objectif de contourner l'audience dans des contentieux de masse pour lesquels les opérations de constatation et d'élucidation des faits se réalisent de manière concommitantes. Les exigences contemporaines de célérité et de systématicité de la réponse pénale conduisent le parquet a prendre des décisions à partir d'éléments sommaires, et par voie de conséquence, à transmettre à leurs homologues du siège des dossiers qui ne comportent pas, le plus souvent, les éléments nécessaires à une individualisation des peines prononcées. **La raison est très certainement à rechercher dans le fait que, dans le cadre de l'ordonnance pénale délictuelle notamment, il existe des accords, plus ou moins formalisés, plus ou moins institutionnalisés, le plus souvent tacites, sur l'utilisation de cette procédure de jugement rapide au sein de la juridiction.** Les résultats de la recherche ont montrés, par exemple, que certaines juridictions ne jugeaient par recours à cette procédure que des auteurs primo-délinquants, là où d'autres l'utilisent aussi en présence d'auteurs réitérants , ainsi que les peines susceptibles d'être prononcées. Reste que cette situation est délicate, notamment au regard des évolutions de la jurisprudence de la Cour de cassation venue élargir le

spectre de la motivation obligatoire des peines correctionnelles. **Dans le cadre de l'ordonnane pénale délictuelle, ce sont principalement des peines d'amende qui sont prononcées à l'encontre des prévenus, sans que, dans la grande majorité des cas, les ressources ou les charges de ces derniers ne soient en réalité connues du juge, ce qui les contraint à retenir des motivations stéréotypées** laissant penser que le montant de la peine d'amende a été déterminé à partir des critères prévues à l'article 132-1 du Code pénal, alors que, concrètement, tel n'est pas le cas. Par exemple, **toutes les ordonnances pénales délictuelles recueillies dans le cadre de la recherche, et dans toutes les juridictions, comportent la motivation suivante :** « *Attendu qu'il résulte de l'enquête de police judiciaire que les faits reprochés au prévenu sont établis et que les renseignements concernant sa personnalité et notamment ses charges et ses ressources sont suffisants pour permettre la détermination de la peine, qu'il n'apparaît pas nécessaire, compte tenu de la faible gravité des faits, de prononcer une peine d'emprisonnement ou une peine d'amende d'un montant supérieur à celui fixé à l'article 495-1 et que le recours à la procédure de l'ordonnance pénale n'est pas de nature à porter atteinte aux droits de la victime* ».

La responsabilité de cette situation particulièrement contestable n'est pas à mettre au compte des magistrats du siège, pas plus que des magistrats du parquet, mais bien au compte du politique qui n'a eu de cesse de restreindre les moyens allouées à l'institution judiciaire au nom d'une austérité budgétaire qui n'a produit aucun résultat positif à ce jour, si ce n'est une dégradation généralisée des conditions de travail des personnels de justice. **La recherche menée conduit à esquisser le constat que, si perte d'effectivité du principe d'individualisation des peines il y a, celle-ci est davantage à mettre sur le compte d'une dégradation du contenu de la qualité des dossiers qui ne permet plus réellement au juge de disposer de l'ensemble des éléments dont ce dernier a besoin pour pouvoir effectivement individualiser la peine qu'il prononce, que celui de barèmes constatés dont l'existence entretient, nous semble-t-il, des liens étroits avec cette dégradation de la qualité du contenu des dossiers.**

206. L'individualisation apparente des peines dans les procédures de jugement classiques. La recherche montre que la majorité des **décisions correctionnelles rendues à l'issue de l'audience comportent également des motivations stéréotypées**, y compris pour motiver des peines d'emprisonnement. Par exemple, une motivation

en particulier a été régulièrement rencontrée : « *Attendu qu'il résulte des éléments du dossier que les faits reprochés à Z. sont établis ; qu'il convient de l'en déclarer coupable et d'entrer en voie de condamnation ; que compte-tenu de la gravité de l'infraction commise, de l'absence de condamnations inscrites au casier judiciaire de l'intéressé à ce jour, des renseignements concernant sa personnalité, et notamment ses charges et ses ressources, il convient de prononcer à son encontre, à titre de peine principale, une peine de X. mois d'emprisonnement assortis en totalité du sursis et d'une peine d'amende d'un montant de […]* ». Si l'on retrouve l'ensemble des critères d'individualisation des peines exposés par l'article 132-1 du Code pénal, aucun n'est réellement détaillé. L'on pourrait être surpris de la présence de ce type de motivations dans des décisions prises à l'issue de l'audience correctionnelle ; lieu au sein duquel les magistrats du siège ont pu *a priori* pallier les lacunes du dossier, si tant est que le prévenu soit comparant. La difficulté régulièrement rencontrée par les magistrats résident dans le crédit apporté aux déclarations du prévenu. **Dans la grande majorité des cas, les prévenus comparaissent sans le moindre justificatif de leur situation professionnelle, familiale, ou permettant d'établir leur niveau de ressources comme le montant des charges auxquelles ils sont exposés. De fait, même à l'audience, les deux seuls éléments sur lesquels les magistrats peuvent s'appuyer avec certitude sont la gravité de l'infraction commise, laquelle est rarement contestée par des éléments juridiques, et la situation pénale du prévenu au regard de l'extrait du casier judiciaire présent, en principe, dans la grande majorité des dossiers de procédure**. Tout le reste n'est que déclaratif, et quand déclaration il y a… Il n'est donc guère surprenant que ces deux marqueurs pénaux apparaissent dans les décisions juridictionnelles pourtant rendues à l'issue de l'audience comme les éléments principaux autour desquels s'articulent la détermination de la nature et du *quantum* de la ou des peines prononcées. En outre, comme l'ont indiqué plusieurs magistrats :

- « *Oh ben à l'audience vous pouvez raconter ce que vous voulez, personne ne pourra vérifier. Je pense que, si barème il y a, c'est de là qu'ils viennent. Pour essayer de rester juste, si tant est que ce terme est encore un sens, ben vous vous faites votre petite grille de référence dans un coin de votre tête pour être certain que la majorité partent avec à peu près la même chose.* » (J21) ;

- « *L'individualisation des peines… On individualise quoi au juste ? Des revenus fantômes ? Des charges virtuelles ? Un emploi qui n'existe pas ? Des enfants qui n'ont pas encore vu le jour mais dont le prévenu vous assure qu'ils coûtent cher en couches-culottes ? Une femme hospitalisée avec des problèmes de santé importants qui explique les galères financières et personnelles qu'il rencontre, alors que vous le croisez le lendemain matin entrain de faire son jogging avec la mourante en question qui pête le feu, miraculeusement guérie sans doute pendant la nuit ? Que voulez-vous que je vous dise… Alors, on individualise… Mais, personnellement, j'individualise principalement à partir des seuls éléments vérifiés, ce qui revient à dire que, dans la grande majorité des cas, j'individualise à partir de l'infraction et du casier judiciaire. Parce que le reste…* » (J7) ;

- « *Mon postulat est simple : j'individualise uniquement en m'appuyant sur ce qui est confirmée par des justificatifs, tout le reste, je jette. Donc, dans 90 % des cas, j'individualise uniquement à partir des éléments fournis par le parquet. Les avocats me connaissent pourtant…* » (J34) ;

- « *Je pense que la grande majorité ont dû vous dire qu'ils n'utilisaient pas de barèmes. Moi, je peux affirmer que si… Pas tous, mais en formation collégiale, il m'est déjà arrivé d'avoir vu des grille de références être établies par des présidents de chambre, avec la participation de leurs assesseurs en vue des audiences correctionnelles dans certaines juridictions où j'étais en poste. Alors, c'était des grilles très simples, mais qui permettaient de demeurer cohérent pour tous les prévenus qui venaient les mains dans les poches ou se contentaient de déclarations à l'audience. Puis, entre-nous, cela nous faisait réfléchir aussi sur les peines que l'on prononçait. Et il m'est arrivé à plusieurs reprises, avec la fatigue, l'énervement, et une forme de ras le bol, de partir surcertaines peines et puis de jeter un œil à la grille… Eh bien, ça me rappelait à l'ordre… La grille est toujours objective, elle ne connaît pas les sautes d'humeur, la fatigue, elle est là, et elle vous permet de redescendre dans les tours parfois, et donc de revenir à une pratique plus rationnelle. Puis je trouve que pour le justiciable, c'est une garantie de plus. Tant que la grille n'est pas obligatoire, elle ne m'a jamais posé de problème ! Après, même chez nous, vous avez les grands justiciers ou les grands idéologues, c'est-à-dire des gens qui se sentent investis d'une mission, comme chez les avocats, les policiers, les universitaires peut-être… Alors ces gens-là vont toujours se draper derrière leur*

indépendance, mais pour en réalité faire les choses selon leurs convictions, leur vision du contentieux, leur conception de ce qui est et ne doit pas être. Il est certain que ceux-là, la grille de référence, ça ne passerait pas. Après, ce qui fait la richesse d'une justice humaine, c'est aussi qu'elle est aussi capable de s'adapter, de prendre en compte des situations humainement complexes, elle est capable d'empathie, vous avez déjà vu un algorithme avoir de l'empathie vous ? Moi non… » (J149).

CONCLUSION GÉNÉRALE

207. La barémisation de la justice pénale : une réalité constatée. La recherche a mis en évidence que le droit pénal n'est pas étranger au développement des outils à la décision, qualifiés le plus souvent de barèmes, observé dans d'autres branches du droit. Elle a, par les très nombreux résultats qu'elle a permis de produire grâce à l'analyse statistique des informations contenues dans les décisions de justice recueillies dans trois contentieux en particuliers contentieux des délits routiers, violences intra-familiales et divers contentieux de l'application des peines par 7 TGI et 3 cours d'appel, mis en lumière le caractère polymorphique de ce phénomène en matière pénale. Il ne pouvait en être autrement par le fait que l'institution judiciaire présente un visage bicéphale en ce domaine qu'elle n'arbore pas dans les autres contentieux du droit privé. Si procureurs et juges concourent à la réalisation des mêmes objectifs, ils ne se voient pas assigner les mêmes missions, et ce quelque soit la nature du contentieux étudié. De ce point de vue, l'existence de deux types de barèmes en matière pénale n'est donc pas une surprise. D'un côté, les **barèmes construits, fruit d'une démarche intellectuelle consciente de la part de leurs auteurs, formalisent principalement sous forme de tableaux des procédés ayant pour objectif de faciliter l'activité décisionnelle des magistrats du parquet en proposant un résultat précis en référence à des critères de décisions prédéterminés** ; de l'autre, les **barèmes constatés qui, par le fait qu'ils sont le fruit d'une démarche intellectuelle inconsciente de leurs auteurs, existent et s'appliquent à leur insu**. Deux catégories de barèmes, mais des finalités communes s'exprimant de manière consciente lors de l'élaboration de l'outil dans le cas des barèmes construits, ou intuitivement dans l'hypothèse des barèmes constatés : gain de temps, rationalisation des pratiques, réduction des disparités entre les réponses pénales, *etc*. La recherche a mis en évidence qu'en ce domaine, c'est principalement dans les contentieux de masse que le barème, qu'il soit construit ou constaté s'épanouit, que l'on soit dans le champ des contentieux correctionnels ou dans ceux de l'application des peines, notamment parce que les magistrats sont confrontés à des flux importants dont la gestion est rendue difficile en raison de moyens non extensibles, d'une part, et que la répétition des situations favorise l'émergence de pratiques régulières susceptibles d'être formalisées au sein

d'un tableau, comme l'hypothèse du barèmes construit, ou de donner lieu à des réflexes intellectuels inconscient dans l'hypothèse du barème constaté, d'autre part. La réalité des barèmes construits n'est guère difficile à constater.

208. Les barèmes construits. Outils d'aide à la décision rendu nécessaire dans un contexte d'accroissement continu des flux et de diversification des voies procédurales disponibles, il offre l'avantage de synthétiser sous forme de tableaux les choix de politique pénale du procureur de la République, et d'en garantir la cohérence, la lisibilité et l'efficacité en limitant la dispersion des réponses pénales résultant de la multiplication des décisions individuelles prises par les magistrats composant son parquet. Le barème construit propose donc des schéma d'orientation des procédures ainsi que des peines prononçables, pour la poursuite et la répression des délits ou contraventions pour lequel il est élaboré en se fondant sur un découpage plus ou moins simple ou sophistiqué des situations auxquelles il entend répondre. La recherche a montré que la simplicité est souvent gage d'efficacité du barème, tandis la sophistication faisant perdre à l'outil son attractivité, ce qui est logique dès lors que plus barème propose un découpage fin des situations, plus il sera complexe à utiliser et fera perdre de temps à son utilisateur. Formalisé, le barème construit est à l'image de l'institution du parquet : son élaboration s'inscrit dans un processus collectif dans la grande majorité des cas rencontrés, même si, *in fine*, c'est toujours le procureur de la République qui a le dernier mot ; c'est un outil évolutif qui s'adapte en temps réel à l'évolution des flux comme des moyens de la juridiction, ce qui a pu être constaté à plusieurs reprises lors de cette recherche ; il est doté d'une force normative, en ce que les magistrats du parquet doivent prendre connaissance de la solution proposée par le barème, mais ne sont pas tenus de l'appliquer si des éléments objectifs commandent le recours à une solution autre, de sorte que les barèmes construits dans le cadre de la recherche menée ne sont pas dotés de force obligatoire. Si l'apparente simplicité de leur découpage peut faire craindre une prééminence de la standardisation sur l'individualisation des décisions, la recherche a montré que la tension entre standardisation et individualisation des décisions résulte davantage de la force normative qui est attribuée à de ce type d'outils. Et l'équipe de droit pénal a pu constater dans toutes les juridictions qu'un certain nombre de décisions d'orientation prises dans les parquets ne correspondent pas aux prévisions du barème, preuve que ce dernier est conçu comme un outil d'application souple. La recherche montre

également que la simplicité du découpage des barèmes construits qui repose, dans la grande majorité des cas, sur l'identification de deux marqueurs pénaux que sont la gravité de l'infraction et la situation pénale de l'auteur (primo-délinquant, réitérant, récidiviste, multiréitérant ou multirécidiviste) résulte davantage de l'adaptation de l'institution judiciaire à une réalité pratique qui est celle de la dégradation de la qualité du contenu du dossier pénaux résultant principalement de la mise en place du TTR qui contraint les parquets à prendre une décision alors que l'ensemble des éléments nécessaire à l'individualisation des peines, par exemple, ne sont pas réunis qu'un réel choix des procureurs de la République de ne fonder leur décision que sur ces seules éléments. Dans la grande majorité des cas, au moment où le parquet est sollicité dans le cadre du TTR, les seuls éléments sur lesquels le parquet peut s'appuyer avec certitude, sont ceux qui sont constatés ou constatables, à savoir la gravité de l'infraction et la situation pénale du prévenu. Parce que les barèmes construits précisent le contenu de la loi, l'affine, voire, par les découpages des situations qu'ils retiennent dans certains contentieux de masse, comme ceux de la conduite sans permis ou de la conduite sous l'empire d'un état alcoolique, établissent une véritable échelle de peines prononçables correspondant à des comportements spécifiquement identifiés, la question de savoir s'ils peuvent constituer une "petite" source du droit pénal s'est posée. La recherche menée montre qu'une réponse positive s'impose, et que le droit pénal est aujourd'hui d'ores et déjà pénétré par des outils en provenance du droit souple, ou plus souvent qualifié de soft law. La question n'est donc plus tellement de savoir si cela est possible, mais bien de s'interroger sur la place à accorder à ce type d'outil, question centrale dont on ne peut qu'espérer que la doctrine s'empare dans les années à venir.

209. Les barèmes constatés. Parce qu'ils existent à l'insu de leurs auteurs, les barèmes constatées sont plus difficiles à saisir, et seule une analyse statistique portant sur les pratiques juridictionnelles des magistrats à partir d'un échantillon suffisamment représentatif de décisions permet d'en révéler l'existence et de les appréhender. La recherche a montré que la présence de barèmes constatés apparaît principalement en présence de décisions prises dans le cadre de procédures pénales dans lesquelles le parquet exerce une réelle emprise sur l'élaboration du contenu de la réponse pénale, ce qui est notamment le cas des procédures de composition pénale, d'ordonnance pénale délictuelle ou encore de CRPC, alors qu'en présence de

décisions prises dans le cadre de l'audience correctionnelle, une dispersion plus significative des peines peut être observée, encore plus lorsque le tribunal correctionnel statue en formation collégiale que lorsqu'il statue en formation juge unique. La recherche menée montre également que, dans les différents contentieux de l'application des peines, les juges ont davantage tendance à barémiser les contentieux dans lesquels la procédure suivie est relativement expéditive, ou que le contenu de la décision dont ce dernier est l'auteur est largement dépendant de données issues de l'Administration pénitentiaire. Ces tendances largement constatées dans l'ensemble des TGI étudiés montrent, dans le contentieux correctionnel en tout cas, tout d'abord, qu'il existe des liens très étroits entre les barèmes constatés et les motivations à punir qui animent l'auteur de la décision, ce que plusieurs travaux menés dans le champ de la sociologie ou de psychologie sociale avaient déjà démontré en mettant en évidence que, si les idées issues des différentes philosophies pénales se retrouvent, non seulement dans les réflexions des individus ordinaires, elles sont *a fortiori* extrêmement présentes dans les réflexions des professionnels du droit, notamment les magistrats, et entrent en résonnance avec leur propre système de valeur. Ensuite, qu'il existe une influence des barèmes construits sur les barèmes constatés, et des barèmes constatés sur les barèmes construits, parce qu'il existe une influence du parquet sur le siège, et du siège sur le parquet. Les pratiques parquetières et juridictionnelles, loin de se construire isolément les unes des autres, se construisent au contraire dans un système qui est celui des vases communicants, et qui conduit à constater que, dans la grande majorité des cas, la décision correctionnelle est aujourd'hui le résultat d'une coproduction, plus moins formalisée, plus ou moins institutionnalisée, entre le parquet et le siège réunis par des objectifs managériaux communs. Les décisions du premier impactent donc l'activité du second, quand les décisons du second impactent l'activité du premier. Ceci explique que les barèmes, qu'ils soient construits ou constatés, partagent des fonctions, poursuivent des finalités, et sont porteurs d'enjeux communs.

210. Les enjeux communs des différents types de barèmes en matière pénale. Les enjeux portés par les barèmes sont multiples, et une thèse pourrait y être consacrée sans la moindre difficulté. Deux enjeux majeurs sont apparus dans le cadre de cette recherche, le second apparaissent finalement comme la conséquence du premier. Le premier enjeu des barèmes est la réduction des disparités entre les

réponses pénales. Certains diront qu'il ne s'agit que d'une finalité qui lui attribuée par les magistrats, ce qui est vrai, mais nous y voyons également un enjeu tant la lutte contre les disparités dans les décisions prises par les autorités publiques est devenu un axe fort des politiques publiques initiées ces dernières années. À l'heure des réseaux sociaux et des chaînes d'information continue, l'activité, les décisions et les motivations de nos institutions, dont l'institution judiciaire, vraies ou supposées, sont passées au crible de l'analyse, de sorte que la politique pénale, qui est une politique publique comme les autres, est, elle aussi, analysée, et ses effets mesurés. De ce point de vue, l'élaboration de barèmes construits par les parquets, l'existence d'accords entre le siège et le parquet relatifs à l'utilisation de certaines procédures et aux peines susceptibles d'être prononcées doivent être saluée en ce que ces initiatives tendent à rationnaliser tant l'activité parquetière que l'activité juridictionnelle, dans une moindre mesure toutefois. La recherche menée montre que les magistrats sont sensibles au respect du principe d'égalité de traitement des justiciables devant la justice, et *in fine*, devant l'application de la loi. De ce point de vue, le barème peut effectivement apparaître comme un outil séduisant mais aux effets limités en raison de son application strictement locale. La normalisation des décisions de justice qui découlerait nécessairement de l'utilisation de barème dans les juridictions, et l'affadissement du principe d'individualisation des peines qu'elle entrainerait dans son sillage, heurte la doctrine majoritaire en raison de la conception largement idéalisée, voire dogmatique, qu'elle a du principe d'individualisation des peines. La tension entre la standardisation et l'individualisation des décisions de justice est au cœur de toutes les préoccupations. Pourtant, aussi bien en présence de barèmes construits que de barèmes constatés, la recherche menée tend à montrer que le rôle des barèmes dans le processus de normalisation des décisions de justice déjà l'œuvre, et de l'affaiblissement de l'effectivité du principe d'individualisation des peines est, pour l'heure, infime, et que c'est principalement dans la dégradation de la qualité des procédures résultant de la managérialisation de la justice que ces phénomènes puisent principalement leurs racines. La recherche menée met donc en évidence que, sur cette question, le barème apparaît finalement comme l'arbre cachant la forêt.

ANNEXES

Annexe 1 – Rapports statistiques - TGI 1
Annexe 2 – Rapports statistiques - TGI 2
Annexe 3 – Rapports statistiques - TGI 3
Annexe 4 – Rapports statistiques - TGI 4
Annexe 5 – Rapports statistiques - TGI 5
Annexe 6 – Rapports statistiques - TGI 6
Annexe 7 – Rapports statistiques - TGI 7
Annexe 8 – Rapports statistiques - CA 1
Annexe 9 – Rapports statistiques - CA 2
Annexe 10 – Rapports statistiques - CA 3
Annexe 11 – Le contentieux des délits routiers dans les différentes juridictions
Annexe 12 – Le contentieux des violences intrafamiliales dans les différents juridictions
Annexe 13 – Les décisions d'application des peines
Annexe 14 – *Quanta* peines d'amende et de jours-amende
Annexe 16 – Grille d'analyse – contentieux des délits routiers
Annexe 17 – Grille d'analyse – contentieux des violences intra-familiales
Annexe 18 – Grille d'analyse – contentieux d'application des peines

ANNEXE 1

Projet GIP *Barémisation de la justice*

Contentieux routier au TGI 1

Ce rapport présente les statistiques portant sur les **437 affaires relatives au contentieux routier** traitées par le TGI 2 **du 1er janvier au 30 juin 2017**.

Liste des tableaux

1 Variables Sociodémographiques 2
2 Infractions 2
3 Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive 3
4 Variables Sociodémographiques selon l'infraction 4
5 TGI 2 : Culpabilité 5
6 Procédures utilisées 6
7 Procédures et infractions (% en ligne) 7
8 Procédures et infractions (% en colonne) 7
9 Procédures et passé pénal (% en ligne) 8
10 Procédures et passé pénal (% en colonne) 8
11 Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en ligne) 9
12 Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en colonne) 9
13 Procédures et passé pénal pour CEA (% en colonne) 10
14 Procédures et passé pénal pour CES (% en colonne) 10
15 Procédures et passé pénal pour DA (% en colonne) 10
16 Procédures et passé pénal pour DPC (% en colonne) 10
17 TGI 2 : Peine(s) principale(s) 11
18 Compositions Pénales 12
19 Jours-Amende 12
20 Procédures et peine(s) principale(s) (% en ligne) 13
21 Procédures et peine(s) principale(s) (% en colonne) 14
22 Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne) 15
23 Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne) 16
24 Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en ligne) 17
25 Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en colonne) 17

Table des figures

1 Distribution du contentieux routier par infractions, procédures et peines 18

1 Personnes mises en cause et infractions

Table 1: Variables Sociodémographiques

	part / fréq	min	max	Total
Sexe masculin	0.90 (395)	0	1	437
Age ≤ 25	0.11 (48)	0	1	437
$25 <$ Age ≤ 30	0.16 (72)	0	1	437
$30 <$ Age ≤ 40	0.25 (109)	0	1	437
$40 <$ Age ≤ 50	0.12 (54)	0	1	437
Age ≥ 50	0.12 (53)	0	1	437
En couple	0.20 (87)	0	1	437
Non renseigné	0.27 (116)	0	1	437
En emploi	0.56 (245)	0	1	437
Sans emploi	0.15 (64)	0	1	437
Etudiant/retraité	0.037 (16)	0	1	437
Non renseigné	0.26 (112)	0	1	437
Maladie	0 (0)	0	0	437

Table 2: Infractions

	%	fréq
CEACES	0.23	(1)
CEIM	0.46	(2)
CEA	49.9	(218)
CES	13.7	(60)
DA	7.55	(33)
DPC	8.47	(37)
DF	0.69	(3)
Multiples	19.0	(83)
Total	100	(437)

TABLE 3: Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive

	Récidive légale part / fréq	Réitération part / fréq	Pas de récidive part / fréq	Total part / fréq
Sexe masculin	0.89 (76)	0.94 (49)	0.90 (270)	0.90 (395)
Age ≤ 25	0.059 (5)	0.12 (6)	0.12 (37)	0.11 (48)
$25 <$ Age ≤ 30	0.31 (26)	0.21 (11)	0.12 (35)	0.16 (72)
$30 <$ Age ≤ 40	0.34 (29)	0.25 (13)	0.22 (67)	0.25 (109)
$40 <$ Age ≤ 50	0.16 (14)	0.21 (11)	0.097 (29)	0.12 (54)
Age ≥ 50	0.13 (11)	0.21 (11)	0.10 (31)	0.12 (53)
En couple	0.24 (20)	0.35 (18)	0.16 (49)	0.20 (87)
Non renseigné	0.071 (6)	0.038 (2)	0.36 (108)	0.27 (116)
En emploi	0.74 (63)	0.67 (35)	0.49 (147)	0.56 (245)
Sans emploi	0.21 (18)	0.23 (12)	0.11 (34)	0.15 (64)
Etudiant/retraité	0 (0)	0.038 (2)	0.047 (14)	0.037 (16)
Non renseigné	0.047 (4)	0.058 (3)	0.35 (105)	0.26 (112)
Maladie	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 89% des prévenus en récidive légale sont des hommes.

Table 4: Variables Sociodémographiques selon l'infraction

	CEACES	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples
	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq
Sexe masculin	1 (1)	1 (2)	0.88 (191)	0.97 (58)	0.85 (28)	1 (37)	0.67 (2)	0.92 (76)
Age ≤ 25	0 (0)	0 (0)	0.083 (18)	0.067 (4)	0.21 (7)	0.16 (6)	0.33 (1)	0.14 (12)
$25 <$ Age ≤ 30	0 (0)	0 (0)	0.11 (25)	0.23 (14)	0.15 (5)	0.22 (8)	0 (0)	0.24 (20)
$30 <$ Age ≤ 40	0 (0)	0.50 (1)	0.27 (58)	0.18 (11)	0.33 (11)	0.19 (7)	0 (0)	0.25 (21)
$40 <$ Age ≤ 50	0 (0)	0 (0)	0.10 (22)	0.017 (1)	0.12 (4)	0.32 (12)	0 (0)	0.18 (15)
Age ≥ 50	0 (0)	0.50 (1)	0.14 (30)	0.017 (1)	0.15 (5)	0.081 (3)	0.67 (2)	0.13 (11)
En couple	0 (0)	0 (0)	0.18 (40)	0.083 (5)	0.18 (6)	0.38 (14)	0.33 (1)	0.25 (21)
Non renseigné	1 (1)	0 (0)	0.32 (70)	0.52 (31)	0.18 (6)	0.054 (2)	0 (0)	0.072 (6)
En emploi	0 (0)	0.50 (1)	0.55 (119)	0.33 (20)	0.64 (21)	0.73 (27)	1 (3)	0.65 (54)
Sans emploi	0 (0)	0.50 (1)	0.096 (21)	0.083 (5)	0.27 (9)	0.16 (6)	0 (0)	0.27 (22)
Etudiant/retraité	0 (0)	0 (0)	0.050 (11)	0.033 (2)	0.030 (1)	0.054 (2)	0 (0)	0 (0)
Non renseigné	1 (1)	0 (0)	0.31 (67)	0.55 (33)	0.061 (2)	0.054 (2)	0 (0)	0.084 (7)
Maladie	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 88% des prévenus pour CEA sont des hommes.

Culpabilité

Table 5: TGI 2 : Culpabilité

	Effectif	Part
Oui	329	0,75
Partiellement	3	0,01
Non	4	0,01
Non-applicable (CP) ou manquant	101	0,23
Observations	437	

Les 4 prévenus qui ne sont pas reconnus coupables sont exclus des analyses suivantes.

2 Procédures

TABLE 6: Procédures utilisées

	%/fréq
Homologation CRPC	22,2 (96)
OPD	34,2 (148)
Composition Pénale (CP)	23,3 (101)
COPJ	18,5 (80)
CCPV	0,2 (1)
Citation Directe (CD)	0,9 (4)
Comparution Immédiate (CI)	0,7 (3)
Total	100,0 (433)

2.1 Procédures et infractions

Table 7: Procédures et infractions (% en ligne)

	CEACES	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	0 (0)	0 (0)	50 (48)	13.5 (13)	0 (0)	14.6 (14)	1.04 (1)	20.8 (20)
OPD	0 (0)	0.68 (1)	54.7 (81)	8.11 (12)	19.6 (29)	6.76 (10)	0.68 (1)	9.46 (14)
CP	0.99 (1)	0 (0)	64.4 (65)	28.7 (29)	0.99 (1)	0.99 (1)	0 (0)	3.96 (4)
COPJ	0 (0)	0 (0)	26.3 (21)	7.50 (6)	3.75 (3)	11.3 (9)	0 (0)	51.2 (41)
CCPV	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
CD	0 (0)	0 (0)	25 (1)	0 (0)	0 (0)	50 (2)	0 (0)	25 (1)
CI	0 (0)	33.3 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	66.7 (2)

Table 8: Procédures et infractions (% en colonne)

	CEACES	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	0 (0)	0 (0)	22.2 (48)	21.7 (13)	0 (0)	38.9 (14)	50 (1)	24.1 (20)
OPD	0 (0)	50 (1)	37.5 (81)	20 (12)	87.9 (29)	27.8 (10)	50 (1)	16.9 (14)
CP	100 (1)	0 (0)	30.1 (65)	48.3 (29)	3.03 (1)	2.78 (1)	0 (0)	4.82 (4)
COPJ	0 (0)	0 (0)	9.72 (21)	10 (6)	9.09 (3)	25 (9)	0 (0)	49.4 (41)
CCPV	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.20 (1)
CD	0 (0)	0 (0)	0.46 (1)	0 (0)	0 (0)	5.56 (2)	0 (0)	1.20 (1)
CI	0 (0)	50 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2.41 (2)

Lecture : 50% des procédures de CRPC concernent des faits de CEA.
22% des CEA font l'objet d'une procédures de CRPC.

2.2 Procédures et passé pénal

Table 9: Procédures et passé pénal (% en ligne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	34.4 (33)	31.3 (30)	34.4 (33)
OPD	0 (0)	0 (0)	100 (148)
CP	0 (0)	0 (0)	100 (101)
COPJ	58.8 (47)	23.8 (19)	17.5 (14)
CCPV	100 (1)	0 (0)	0 (0)
CD	25 (1)	50 (2)	25 (1)
CI	100 (3)	0 (0)	0 (0)

Table 10: Procédures et passé pénal (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	38.8 (33)	58.8 (30)	11.1 (33)
OPD	0 (0)	0 (0)	49.8 (148)
CP	0 (0)	0 (0)	34.0 (101)
COPJ	55.3 (47)	37.3 (19)	4.71 (14)
CCPV	1.18 (1)	0 (0)	0 (0)
CD	1.18 (1)	3.92 (2)	0.34 (1)
CI	3.53 (3)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 34% des procédures de CRPC concernent des prévenus en récidive légale.
39% des prévenus en récidive légale font l'objet d'une procédure de CRPC.

2.3 Procédures, passé pénal et infractions multiples

Table 11: Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en ligne)

Antécédent	Récidive légale		Réitération		Aucun antécédent		
Infr. multi	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Total
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	29.2 (28)	5.21 (5)	21.9 (21)	9.38 (9)	28.1 (27)	6.25 (6)	100 (96)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	90.5 (134)	9.46 (14)	100 (148)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	96.0 (97)	3.96 (4)	100 (101)
COPJ	31.3 (25)	27.5 (22)	7.50 (6)	16.3 (13)	10 (8)	7.50 (6)	100 (80)
CCPV	0 (0)	100 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
CD	25 (1)	0 (0)	25 (1)	25 (1)	25 (1)	0 (0)	100 (4)
CI	33.3 (1)	66.7 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (3)
Total	12.7 (55)	6.93 (30)	6.47 (28)	5.31 (23)	61.7 (267)	6.93 (30)	100 (433)

Table 12: Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en colonne)

Antécédent	Récidive légale		Réitération		Aucun antécédent		
Infr. multi	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Total
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	50.9 (28)	16.7 (5)	75 (21)	39.1 (9)	10.1 (27)	20 (6)	22.2 (96)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	50.2 (134)	46.7 (14)	34.2 (148)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	36.3 (97)	13.3 (4)	23.3 (101)
COPJ	45.5 (25)	73.3 (22)	21.4 (6)	56.5 (13)	3.00 (8)	20 (6)	18.5 (80)
CCPV	0 (0)	3.33 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.23 (1)
CD	1.82 (1)	0 (0)	3.57 (1)	4.35 (1)	0.37 (1)	0 (0)	0.92 (4)
CI	1.82 (1)	6.67 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.69 (3)
Total	100 (55)	100 (30)	100 (28)	100 (23)	100 (267)	100 (30)	100 (433)

Lecture : 29% des CRPC concernent des prévenus en récidive légale poursuivis pour une infraction unique.
51% des prévenus en récidive légale poursuivis pour une infraction unique font l'objet d'une CRPC.

Table 13: Procédures et passé pénal pour CEA (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	61.1 (22)	75 (9)	10.1 (17)
OPD	0 (0)	0 (0)	48.2 (81)
CP	0 (0)	0 (0)	38.7 (65)
COPJ	38.9 (14)	16.7 (2)	2.98 (5)
CD	0 (0)	8.33 (1)	0 (0)

Table 14: Procédures et passé pénal pour CES (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	33.3 (3)	100 (5)	10.9 (5)
OPD	0 (0)	0 (0)	26.1 (12)
CP	0 (0)	0 (0)	63.0 (29)
COPJ	66.7 (6)	0 (0)	0 (0)

Table 15: Procédures et passé pénal pour DA (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
OPD	0 (0)	0 (0)	93.5 (29)
CP	0 (0)	0 (0)	3.23 (1)
COPJ	100 (1)	100 (1)	3.23 (1)

Table 16: Procédures et passé pénal pour DPC (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	37.5 (3)	70 (7)	22.2 (4)
OPD	0 (0)	0 (0)	55.6 (10)
CP	0 (0)	0 (0)	5.56 (1)
COPJ	50 (4)	30 (3)	11.1 (2)
CD	12.5 (1)	0 (0)	5.56 (1)

3 Peines principales

TABLE 17: TGI 2 : Peine(s) principale(s)

	%	Effectif
Ferme	3.23	14
SME partiel	1.85	8
SME total	6.24	27
Sursis total	10.2	44
TIG sursisTIG	0.46	2
Amende	35.8	155
JA	5.54	24
Autre	24.2	105
Multiple	12.5	54
Observations	433	

Les peines principales autres concernent essentiellement les compositions pénales, avec amende de composition.

3.1 Compositions pénales

TABLE 18: Compositions Pénales

	part/ fréq
Amende de composition	1 (101)
[0; 200[euros	0.030 (3)
[200; 300[euros	0.73 (73)
[300; 400[euros	0.18 (18)
[400; 500[euros	0.020 (2)
500 euros et plus	0.040 (4)
Suspension du permis de conduire	0.99 (100)
1 mois	0.0099 (1)
2 mois	0.34 (34)
3 mois	0.55 (56)
4 mois	0.050 (5)
5 mois	0.0099 (1)
6 mois	0.0099 (1)

Lecture : 99% des CP font l'objet d'une suspension temporaire du permis.

3.2 Les jours-amende

TABLE 19: Jours-Amende

	Moyenne	Écart-type	Min	Médiane	Max
Nombre de jours	98.9	19.5	60	100	180
Montant par jour (euros)	6.78	7.03	3	5	40
Montant total (euros)	626.9	423.7	300	500	2400
Observations	28				

Lecture : Le quantum moyen des jours-amende est de 99 jours pour un montant unitaire de 7 euros.

Table 20: Procédures et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	Ferme	SME partiel	SME total	Sursis total	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	2.08 (2)	3.13 (3)	9.38 (9)	37.5 (36)	2.08 (2)	2.08 (2)	17.7 (17)	0 (0)	26.0 (25)	100 (96)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	98.0 (145)	0 (0)	2.03 (3)	0 (0)	100 (148)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (101)	0 (0)	100 (101)
COPJ	11.3 (9)	6.25 (5)	22.5 (18)	8.75 (7)	0 (0)	10 (8)	8.75 (7)	1.25 (1)	31.3 (25)	100 (80)
CCPV	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)	100 (1)
CD	25 (1)	0 (0)	0 (0)	25 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	50 (2)	100 (4)
CI	66.7 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	33.3 (1)	100 (3)
Total	3.23 (14)	1.85 (8)	6.24 (27)	10.2 (44)	0.46 (2)	35.8 (155)	5.54 (24)	24.2 (105)	12.5 (54)	100 (433)

Lecture : 2% des procédures de CRPC aboutissent à une peine de prison intégralement ferme.

Table 21: Procédures et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	Ferme	SME partiel	SME total	Sursis total	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	14.3 (2)	37.5 (3)	33.3 (9)	81.8 (36)	100 (2)	1.29 (2)	70.8 (17)	0 (0)	46.3 (25)	22.2 (96)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	93.5 (145)	0 (0)	2.86 (3)	0 (0)	34.2 (148)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	96.2 (101)	0 (0)	23.3 (101)
COPJ	64.3 (9)	62.5 (5)	66.7 (18)	15.9 (7)	0 (0)	5.16 (8)	29.2 (7)	0.95 (1)	46.3 (25)	18.5 (80)
CCPV	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.85 (1)	0.23 (1)
CD	7.14 (1)	0 (0)	0 (0)	2.27 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	3.70 (2)	0.92 (4)
CI	14.3 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.85 (1)	0.69 (3)
Total	100 (14)	100 (8)	100 (27)	100 (44)	100 (2)	100 (155)	100 (24)	100 (105)	100 (54)	100 (433)

Lecture : 14% des peines de prison intégralement fermes sont prononcées en procédure de CRPC.

Table 22: Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	CEACES	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
Ferme	0 (0)	0 (0)	21.4 (3)	0 (0)	0 (0)	14.3 (2)	0 (0)	64.3 (9)	100 (14)
SME partiel	0 (0)	0 (0)	50 (4)	25 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	25 (2)	100 (8)
SME total	0 (0)	0 (0)	29.6 (8)	22.2 (6)	0 (0)	11.1 (3)	0 (0)	37.0 (10)	100 (27)
Sursis total	0 (0)	0 (0)	70.5 (31)	11.4 (5)	0 (0)	6.82 (3)	0 (0)	11.4 (5)	100 (44)
TIG sursisTIG	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (2)	0 (0)	0 (0)	100 (2)
Amende	0 (0)	0.65 (1)	52.3 (81)	7.74 (12)	18.7 (29)	8.39 (13)	0.65 (1)	11.6 (18)	100 (155)
JA	0 (0)	0 (0)	50 (12)	16.7 (4)	0 (0)	20.8 (5)	0 (0)	12.5 (3)	100 (24)
Autre	0.95 (1)	0 (0)	62.9 (66)	27.6 (29)	3.81 (4)	0.95 (1)	0 (0)	3.81 (4)	100 (105)
Multiple	0 (0)	1.85 (1)	20.4 (11)	3.70 (2)	0 (0)	13.0 (7)	1.85 (1)	59.3 (32)	100 (54)
Total	0.23 (1)	0.46 (2)	49.9 (216)	13.9 (60)	7.62 (33)	8.31 (36)	0.46 (2)	19.2 (83)	100 (433)

Lecture : 21% des peines intégralement fermes concernent une CEA seule.

Table 23: Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	CEACES	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
Ferme	0 (0)	0 (0)	1.39 (3)	0 (0)	0 (0)	5.56 (2)	0 (0)	10.8 (9)	3.23 (14)
SME partiel	0 (0)	0 (0)	1.85 (4)	3.33 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2.41 (2)	1.85 (8)
SME total	0 (0)	0 (0)	3.70 (8)	10 (6)	0 (0)	8.33 (3)	0 (0)	12.0 (10)	6.24 (27)
Sursis total	0 (0)	0 (0)	14.4 (31)	8.33 (5)	0 (0)	8.33 (3)	0 (0)	6.02 (5)	10.2 (44)
TIG sursisTIG	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	5.56 (2)	0 (0)	0 (0)	0.46 (2)
Amende	0 (0)	50 (1)	37.5 (81)	20 (12)	87.9 (29)	36.1 (13)	50 (1)	21.7 (18)	35.8 (155)
JA	0 (0)	0 (0)	5.56 (12)	6.67 (4)	0 (0)	13.9 (5)	0 (0)	3.61 (3)	5.54 (24)
Autre	100 (1)	0 (0)	30.6 (66)	48.3 (29)	12.1 (4)	2.78 (1)	0 (0)	4.82 (4)	24.2 (105)
Multiple	0 (0)	50 (1)	5.09 (11)	3.33 (2)	0 (0)	19.4 (7)	50 (1)	38.6 (32)	12.5 (54)
Total	100 (1)	100 (2)	100 (216)	100 (60)	100 (33)	100 (36)	100 (2)	100 (83)	100 (433)

Lecture : 1% des CEA seules aboutissent à une peine de prison intégralement ferme.

Table 24: Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en ligne)

	Récidive légale %/Effectif	Réitération %/Effectif	Pas de récidive %/Effectif	Total %/Effectif
Ferme	71.4 (10)	21.4 (3)	7.14 (1)	100 (14)
SME partiel	87.5 (7)	0 (0)	12.5 (1)	100 (8)
SME total	63.0 (17)	29.6 (8)	7.41 (2)	100 (27)
Sursis total	36.4 (16)	13.6 (6)	50 (22)	100 (44)
TIG sursisTIG	0 (0)	50 (1)	50 (1)	100 (2)
Amende	1.29 (2)	2.58 (4)	96.1 (149)	100 (155)
JA	41.7 (10)	41.7 (10)	16.7 (4)	100 (24)
Autre	0 (0)	0 (0)	100 (105)	100 (105)
Multiple	42.6 (23)	35.2 (19)	22.2 (12)	100 (54)
Total	19.6 (85)	11.8 (51)	68.6 (297)	100 (433)

Lecture : 71% des peines de prison intégralement fermes concernent des condamnés en récidive légale.

Table 25: Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en colonne)

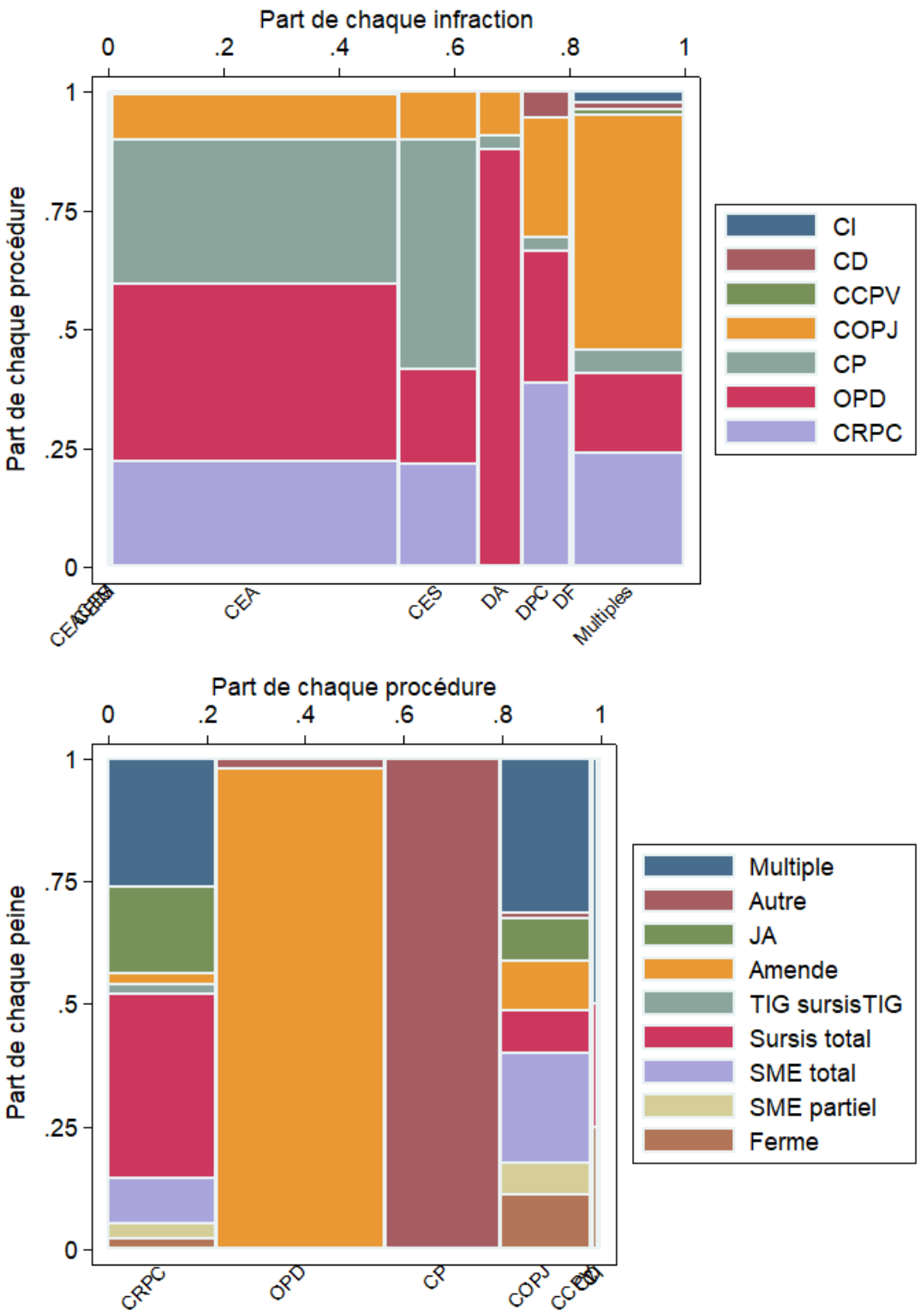
	Récidive légale %/Effectif	Réitération %/Effectif	Pas de récidive %/Effectif	Total %/Effectif
Ferme	11.8 (10)	5.88 (3)	0.34 (1)	3.23 (14)
SME partiel	8.24 (7)	0 (0)	0.34 (1)	1.85 (8)
SME total	20 (17)	15.7 (8)	0.67 (2)	6.24 (27)
Sursis total	18.8 (16)	11.8 (6)	7.41 (22)	10.2 (44)
TIG sursisTIG	0 (0)	1.96 (1)	0.34 (1)	0.46 (2)
Amende	2.35 (2)	7.84 (4)	50.2 (149)	35.8 (155)
JA	11.8 (10)	19.6 (10)	1.35 (4)	5.54 (24)
Autre	0 (0)	0 (0)	35.4 (105)	24.2 (105)
Multiple	27.1 (23)	37.3 (19)	4.04 (12)	12.5 (54)
Total	100 (85)	100 (51)	100 (297)	100 (433)

Lecture : 12% des condamnés en récidive légale font l'objet d'une peine intégralement ferme.

4 Le contentieux routier en un coup d'oeil

Ces graphiques en mosaïque permettent d'identifier rapidement les infractions, procédures et peines qui concentrent l'essentiel du contentieux routier dans le TGI.

FIGURE 1: Distribution du contentieux routier par infractions, procédures et peines



ANNEXE 2

Projet GIP *Barémisation de la justice*

Contentieux routier au TGI **2**

Ce rapport présente les statistiques portant sur :

— les **340 affaires relatives au contentieux routier** traitées par le TGI de Chambéry **du 1er janvier au 30 juin 2017 à l'exception des compositions pénales**,

— les **45 affaires relatives au contentieux routier** traitées par la CA de Chambéry **du 1er janvier au 31 décembre 2017**.

Liste des tableaux

1 Variables Sociodémographiques . . . 3
2 Infractions . . . 3
3 Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive . . . 4
4 Variables Sociodémographiques selon l'infraction . . . 5
5 TGI 2 : Culpabilité . . . 6
6 Procédures utilisées . . . 7
7 Procédures et infractions (% en ligne) . . . 8
8 Procédures et infractions (% en colonne) . . . 8
9 Procédures et passé pénal (% en ligne) . . . 9
10 Procédures et passé pénal (% en colonne) . . . 9
11 Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en ligne) . . . 10
12 Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en colonne) . . . 10
13 Procédures et passé pénal pour CEA (% en colonne) . . . 11
14 Procédures et passé pénal pour CES (% en colonne) . . . 11
15 Procédures et passé pénal pour DA (% en colonne) . . . 11
16 Procédures et passé pénal pour DPC (% en colonne) . . . 11
17 TGI 2 : Peine(s) principale(s) . . . 12
18 Jours-Amende . . . 12
19 Procédures et peine(s) principale(s) (% en ligne) . . . 13
20 Procédures et peine(s) principale(s) (% en colonne) . . . 14
21 Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne) . . . 15
22 Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne) . . . 16
23 Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en ligne) . . . 17
24 Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en colonne) . . . 17

1 TGI : Personnes mises en cause et infractions

Table 1: Variables Sociodémographiques

	part / fréq	min	max	Total
Sexe masculin	0.93 (316)	0	1	340
Age ≤ 25	0.21 (72)	0	1	340
$25 <$ Age ≤ 30	0.22 (74)	0	1	340
$30 <$ Age ≤ 40	0.25 (84)	0	1	340
$40 <$ Age ≤ 50	0.16 (54)	0	1	340
Age ≥ 50	0.16 (56)	0	1	340
En couple	0.29 (98)	0	1	340
Non renseigné	0.032 (11)	0	1	340
En emploi	0.69 (234)	0	1	340
Sans emploi	0.22 (75)	0	1	340
Etudiant/retraité	0.059 (20)	0	1	340
Non renseigné	0.032 (11)	0	1	340
Maladie	0 (0)	0	0	340

Table 2: Infractions

	%	fréq
CEACES	0.59	(2)
CEIM	1.18	(4)
CEA	45.7	(155)
CES	9.73	(33)
DA	10.0	(34)
DPC	15.3	(52)
Multiples	17.4	(59)
Total	100	(339)

TABLE 3: Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive

	Récidive légale part / fréq	Réitération part / fréq	Pas de récidive part / fréq	Total part / fréq
Sexe masculin	0.98 (47)	0.96 (129)	0.89 (140)	0.93 (316)
Age ≤ 25	0.063 (3)	0.16 (21)	0.30 (48)	0.21 (72)
$25 <$ Age ≤ 30	0.31 (15)	0.19 (26)	0.21 (33)	0.22 (74)
$30 <$ Age ≤ 40	0.19 (9)	0.29 (39)	0.23 (36)	0.25 (84)
$40 <$ Age ≤ 50	0.21 (10)	0.20 (27)	0.11 (17)	0.16 (54)
Age ≥ 50	0.23 (11)	0.16 (21)	0.15 (24)	0.16 (56)
En couple	0.27 (13)	0.31 (42)	0.27 (43)	0.29 (98)
Non renseigné	0.021 (1)	0.045 (6)	0.025 (4)	0.032 (11)
En emploi	0.65 (31)	0.66 (89)	0.72 (114)	0.69 (234)
Sans emploi	0.27 (13)	0.27 (36)	0.16 (26)	0.22 (75)
Etudiant/retraité	0.063 (3)	0.037 (5)	0.076 (12)	0.059 (20)
Non renseigné	0.021 (1)	0.030 (4)	0.038 (6)	0.032 (11)
Maladie	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 98% des prévenus en récidive légale sont des hommes.

Table 4: Variables Sociodémographiques selon l'infraction

	CEACES	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	Multiples
	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq
Sexe masculin	1 (2)	1 (4)	0.90 (139)	1 (33)	0.94 (32)	0.92 (48)	0.97 (57)
Age ≤ 25	0 (0)	0 (0)	0.14 (22)	0.42 (14)	0.12 (4)	0.35 (18)	0.24 (14)
$25 <$ Age ≤ 30	0.50 (1)	0.25 (1)	0.17 (27)	0.21 (7)	0.35 (12)	0.19 (10)	0.25 (15)
$30 <$ Age ≤ 40	0.50 (1)	0 (0)	0.26 (41)	0.30 (10)	0.32 (11)	0.19 (10)	0.19 (11)
$40 <$ Age ≤ 50	0 (0)	0.50 (2)	0.15 (23)	0.030 (1)	0.15 (5)	0.19 (10)	0.22 (13)
Age ≥ 50	0 (0)	0.25 (1)	0.27 (42)	0.030 (1)	0.059 (2)	0.077 (4)	0.10 (6)
En couple	0 (0)	0.50 (2)	0.28 (44)	0.12 (4)	0.26 (9)	0.38 (20)	0.32 (19)
Non renseigné	0 (0)	0 (0)	0.0065 (1)	0.030 (1)	0.088 (3)	0.038 (2)	0.068 (4)
En emploi	1 (2)	0 (0)	0.72 (112)	0.82 (27)	0.59 (20)	0.69 (36)	0.61 (36)
Sans emploi	0 (0)	1 (4)	0.17 (26)	0.12 (4)	0.35 (12)	0.21 (11)	0.31 (18)
Etudiant/retraité	0 (0)	0 (0)	0.090 (14)	0.030 (1)	0 (0)	0.058 (3)	0.034 (2)
Non renseigné	0 (0)	0 (0)	0.019 (3)	0.030 (1)	0.059 (2)	0.038 (2)	0.051 (3)
Maladie	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 90% des prévenus pour CEA sont des hommes.

Culpabilité

Table 5: TGI 2 : Culpabilité

	Effectif	Part
Oui	332	0,98
Partiellement	0	0,00
Non	0	0,00
Non-applicable (CP) ou manquant	8	0,02
Observations	340	

2 Procédures

Table 6: Procédures utilisées

	%/fréq
Homologation CRPC	32,6 (111)
OPD	40,9 (139)
COPJ	22,1 (75)
CCPV	0,9 (3)
Citation Directe (CD)	1,8 (6)
Comparution Immédiate (CI)	1,5 (5)
Opposition OPD	0,3 (1)
Total	100,0 (340)

2.1 Procédures et infractions

Table 7: Procédures et infractions (% en ligne)

	CEACES	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	Multiples
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	0 (0)	0.91 (1)	52.7 (58)	8.18 (9)	0 (0)	18.2 (20)	20 (22)
OPD	0 (0)	0.72 (1)	50.4 (70)	9.35 (13)	20.1 (28)	12.2 (17)	7.19 (10)
COPJ	1.33 (1)	2.67 (2)	30.7 (23)	12 (9)	5.33 (4)	17.3 (13)	30.7 (23)
CCPV	0 (0)	0 (0)	33.3 (1)	33.3 (1)	0 (0)	33.3 (1)	0 (0)
CD	0 (0)	0 (0)	16.7 (1)	0 (0)	33.3 (2)	16.7 (1)	33.3 (2)
CI	20 (1)	0 (0)	40 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	40 (2)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)

Table 8: Procédures et infractions (% en colonne)

	CEACES	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	Multiples
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	0 (0)	25 (1)	37.4 (58)	27.3 (9)	0 (0)	38.5 (20)	37.3 (22)
OPD	0 (0)	25 (1)	45.2 (70)	39.4 (13)	82.4 (28)	32.7 (17)	16.9 (10)
COPJ	50 (1)	50 (2)	14.8 (23)	27.3 (9)	11.8 (4)	25 (13)	39.0 (23)
CCPV	0 (0)	0 (0)	0.65 (1)	3.03 (1)	0 (0)	1.92 (1)	0 (0)
CD	0 (0)	0 (0)	0.65 (1)	0 (0)	5.88 (2)	1.92 (1)	3.39 (2)
CI	50 (1)	0 (0)	1.29 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	3.39 (2)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	3.03 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 53% des procédures de CRPC concernent des faits de CEA.
37% des CEA font l'objet d'une procédures de CRPC.

2.2 Procédures et passé pénal

Table 9: Procédures et passé pénal (% en ligne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	9.01 (10)	55.0 (61)	36.0 (40)
OPD	0 (0)	26.6 (37)	73.4 (102)
COPJ	40 (30)	41.3 (31)	18.7 (14)
CCPV	66.7 (2)	33.3 (1)	0 (0)
CD	16.7 (1)	66.7 (4)	16.7 (1)
CI	100 (5)	0 (0)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	100 (1)

Table 10: Procédures et passé pénal (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	20.8 (10)	45.5 (61)	25.3 (40)
OPD	0 (0)	27.6 (37)	64.6 (102)
COPJ	62.5 (30)	23.1 (31)	8.86 (14)
CCPV	4.17 (2)	0.75 (1)	0 (0)
CD	2.08 (1)	2.99 (4)	0.63 (1)
CI	10.4 (5)	0 (0)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0.63 (1)

Lecture : 9% des procédures de CRPC concernent des prévenus en récidive légale.
21% des prévenus en récidive légale font l'objet d'une procédure de CRPC.

2.3 Procédures, passé pénal et infractions multiples

TABLE 11: Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en ligne)

Antécédent	Récidive légale		Réitération		Aucun antécédent		
Infr. multi	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Total
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	8.11 (9)	0.90 (1)	48.6 (54)	6.31 (7)	23.4 (26)	12.6 (14)	100 (111)
OPD	0 (0)	0 (0)	25.9 (36)	0.72 (1)	66.9 (93)	6.47 (9)	100 (139)
COPJ	25.3 (19)	14.7 (11)	26.7 (20)	14.7 (11)	17.3 (13)	1.33 (1)	100 (75)
CCPV	66.7 (2)	0 (0)	33.3 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (3)
CD	0 (0)	16.7 (1)	50 (3)	16.7 (1)	16.7 (1)	0 (0)	100 (6)
CI	60 (3)	40 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (5)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	100 (1)
Total	9.71 (33)	4.41 (15)	33.5 (114)	5.88 (20)	39.4 (134)	7.06 (24)	100 (340)

TABLE 12: Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en colonne)

Antécédent	Récidive légale		Réitération		Aucun antécédent		
Infr. multi	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Total
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	27.3 (9)	6.67 (1)	47.4 (54)	35 (7)	19.4 (26)	58.3 (14)	32.6 (111)
OPD	0 (0)	0 (0)	31.6 (36)	5 (1)	69.4 (93)	37.5 (9)	40.9 (139)
COPJ	57.6 (19)	73.3 (11)	17.5 (20)	55.0 (11)	9.70 (13)	4.17 (1)	22.1 (75)
CCPV	6.06 (2)	0 (0)	0.88 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.88 (3)
CD	0 (0)	6.67 (1)	2.63 (3)	5 (1)	0.75 (1)	0 (0)	1.76 (6)
CI	9.09 (3)	13.3 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.47 (5)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.75 (1)	0 (0)	0.29 (1)
Total	100 (33)	100 (15)	100 (114)	100 (20)	100 (134)	100 (24)	100 (340)

Lecture : 8% des CRPC concernent des prévenus en récidive légale poursuivis pour une infraction unique.
27% des prévenus en récidive légale poursuivis pour une infraction unique font l'objet d'une CRPC.

Table 13: Procédures et passé pénal pour CEA (% en colonne)

	Récidive légale % / fréq	Réitération % / fréq	Pas de récidive % / fréq
CRPC	34.8 (8)	60 (30)	24.4 (20)
OPD	0 (0)	24 (12)	70.7 (58)
COPJ	52.2 (12)	14 (7)	4.88 (4)
CCPV	4.35 (1)	0 (0)	0 (0)
CD	0 (0)	2 (1)	0 (0)
CI	8.70 (2)	0 (0)	0 (0)

Table 14: Procédures et passé pénal pour CES (% en colonne)

	Récidive légale % / fréq	Réitération % / fréq	Pas de récidive % / fréq
CRPC	0 (0)	63.6 (7)	11.8 (2)
OPD	0 (0)	9.09 (1)	70.6 (12)
COPJ	80 (4)	27.3 (3)	11.8 (2)
CCPV	20 (1)	0 (0)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	5.88 (1)

Table 15: Procédures et passé pénal pour DA (% en colonne)

	Récidive légale % / fréq	Réitération % / fréq	Pas de récidive % / fréq
OPD	0 (0)	90.9 (20)	72.7 (8)
COPJ	100 (1)	0 (0)	27.3 (3)
CD	0 (0)	9.09 (2)	0 (0)

Table 16: Procédures et passé pénal pour DPC (% en colonne)

	Récidive légale % / fréq	Réitération % / fréq	Pas de récidive % / fréq
CRPC	33.3 (1)	57.1 (16)	14.3 (3)
OPD	0 (0)	10.7 (3)	66.7 (14)
COPJ	66.7 (2)	28.6 (8)	14.3 (3)
CCPV	0 (0)	3.57 (1)	0 (0)
CD	0 (0)	0 (0)	4.76 (1)

3 Peines principales

Table 17: TGI de Chambery : Peine(s) principale(s)

	%	Effectif
Ferme	6.18	21
SME partiel	2.65	9
SME total	14.1	48
Sursis total	2.65	9
TIG sursisTIG	1.47	5
Amende	45	153
JA	5.29	18
Autre	5.59	19
Multiple	17.1	58
Observations	340	

3.1 Les jours-amende

Table 18: Jours-Amende

	Moyenne	Écart-type	Min	Médiane	Max
Nombre de jours	67.8	25.8	30	60	120
Montant par jour (euros)	8	3.69	5	7	20
Montant total (euros)	513.3	224.9	150	500	1000
Observations	18				

Lecture : Le quantum moyen des jours-amende est de 68 jours pour un montant unitaire de 8 euros.

Table 19: Procédures et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	Ferme	SME partiel	SME total	Sursis total	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	6.31 (7)	0 (0)	24.3 (27)	5.41 (6)	1.80 (2)	9.91 (11)	7.21 (8)	11.7 (13)	33.3 (37)	100 (111)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	95.7 (133)	0.72 (1)	3.60 (5)	0 (0)	100 (139)
COPJ	16 (12)	6.67 (5)	24 (18)	4 (3)	2.67 (2)	8 (6)	12 (9)	1.33 (1)	25.3 (19)	100 (75)
CCPV	0 (0)	33.3 (1)	66.7 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (3)
CD	16.7 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	16.7 (1)	33.3 (2)	0 (0)	0 (0)	33.3 (2)	100 (6)
CI	20 (1)	60 (3)	20 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (5)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
Total	6.18 (21)	2.65 (9)	14.1 (48)	2.65 (9)	1.47 (5)	45 (153)	5.29 (18)	5.59 (19)	17.1 (58)	100 (340)

Lecture : 6% des procédures de CRPC aboutissent à une peine de prison intégralement ferme.

Table 20: Procédures et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	Ferme	SME partiel	SME total	Sursis total	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	33.3 (7)	0 (0)	56.3 (27)	66.7 (6)	40 (2)	7.19 (11)	44.4 (8)	68.4 (13)	63.8 (37)	32.6 (111)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	86.9 (133)	5.56 (1)	26.3 (5)	0 (0)	40.9 (139)
COPJ	57.1 (12)	55.6 (5)	37.5 (18)	33.3 (3)	40 (2)	3.92 (6)	50 (9)	5.26 (1)	32.8 (19)	22.1 (75)
CCPV	0 (0)	11.1 (1)	4.17 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.88 (3)
CD	4.76 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	20 (1)	1.31 (2)	0 (0)	0 (0)	3.45 (2)	1.76 (6)
CI	4.76 (1)	33.3 (3)	2.08 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.47 (5)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.65 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.29 (1)
Total	100 (21)	100 (9)	100 (48)	100 (9)	100 (5)	100 (153)	100 (18)	100 (19)	100 (58)	100 (340)

Lecture : 33% des peines de prison intégralement fermes sont prononcées en procédure de CRPC.

Table 21: Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	CEACES	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	Multiples	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
Ferme	4.76 (1)	4.76 (1)	28.6 (6)	9.52 (2)	0 (0)	23.8 (5)	28.6 (6)	100 (21)
SME partiel	11.1 (1)	0 (0)	33.3 (3)	0 (0)	0 (0)	11.1 (1)	44.4 (4)	100 (9)
SME total	0 (0)	0 (0)	58.3 (28)	18.8 (9)	0 (0)	6.25 (3)	16.7 (8)	100 (48)
Sursis total	0 (0)	25 (2)	25 (2)	0 (0)	0 (0)	25 (2)	25 (2)	100 (8)
TIG sursisTIG	0 (0)	0 (0)	20 (1)	20 (1)	0 (0)	40 (2)	20 (1)	100 (5)
Amende	0 (0)	0.65 (1)	47.1 (72)	10.5 (16)	20.3 (31)	13.7 (21)	7.84 (12)	100 (153)
JA	0 (0)	0 (0)	50 (9)	0 (0)	11.1 (2)	27.8 (5)	11.1 (2)	100 (18)
Autre	0 (0)	0 (0)	78.9 (15)	15.8 (3)	0 (0)	5.26 (1)	0 (0)	100 (19)
Multiple	0 (0)	0 (0)	32.8 (19)	3.45 (2)	1.72 (1)	20.7 (12)	41.4 (24)	100 (58)
Total	0.59 (2)	1.18 (4)	45.7 (155)	9.73 (33)	10.0 (34)	15.3 (52)	17.4 (59)	100 (339)

Lecture : 29% des peines intégralement fermes concernent une CEA seule.

Table 22: Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	CEACES	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	Multiples	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
Ferme	50 (1)	25 (1)	3.87 (6)	6.06 (2)	0 (0)	9.62 (5)	10.2 (6)	6.19 (21)
SME partiel	50 (1)	0 (0)	1.94 (3)	0 (0)	0 (0)	1.92 (1)	6.78 (4)	2.65 (9)
SME total	0 (0)	0 (0)	18.1 (28)	27.3 (9)	0 (0)	5.77 (3)	13.6 (8)	14.2 (48)
Sursis total	0 (0)	50 (2)	1.29 (2)	0 (0)	0 (0)	3.85 (2)	3.39 (2)	2.36 (8)
TIG sursisTIG	0 (0)	0 (0)	0.65 (1)	3.03 (1)	0 (0)	3.85 (2)	1.69 (1)	1.47 (5)
Amende	0 (0)	25 (1)	46.5 (72)	48.5 (16)	91.2 (31)	40.4 (21)	20.3 (12)	45.1 (153)
JA	0 (0)	0 (0)	5.81 (9)	0 (0)	5.88 (2)	9.62 (5)	3.39 (2)	5.31 (18)
Autre	0 (0)	0 (0)	9.68 (15)	9.09 (3)	0 (0)	1.92 (1)	0 (0)	5.60 (19)
Multiple	0 (0)	0 (0)	12.3 (19)	6.06 (2)	2.94 (1)	23.1 (12)	40.7 (24)	17.1 (58)
Total	100 (2)	100 (4)	100 (155)	100 (33)	100 (34)	100 (52)	100 (59)	100 (339)

Lecture : 4% des CEA seules aboutissent à une peine de prison intégralement ferme.

Table 23: Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en ligne)

	Récidive légale %/Effectif	Réitération %/Effectif	Pas de récidive %/Effectif	Total %/Effectif
Ferme	38.1 (8)	52.4 (11)	9.52 (2)	100 (21)
SME partiel	88.9 (8)	11.1 (1)	0 (0)	100 (9)
SME total	27.1 (13)	47.9 (23)	25 (12)	100 (48)
Sursis total	22.2 (2)	44.4 (4)	33.3 (3)	100 (9)
TIG sursisTIG	0 (0)	80 (4)	20 (1)	100 (5)
Amende	0.65 (1)	28.1 (43)	71.2 (109)	100 (153)
JA	16.7 (3)	61.1 (11)	22.2 (4)	100 (18)
Autre	0 (0)	36.8 (7)	63.2 (12)	100 (19)
Multiple	22.4 (13)	51.7 (30)	25.9 (15)	100 (58)
Total	14.1 (48)	39.4 (134)	46.5 (158)	100 (340)

Lecture : 39% des peines de prison intégralement fermes concernent des condamnés en récidive légale.

Table 24: Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en colonne)

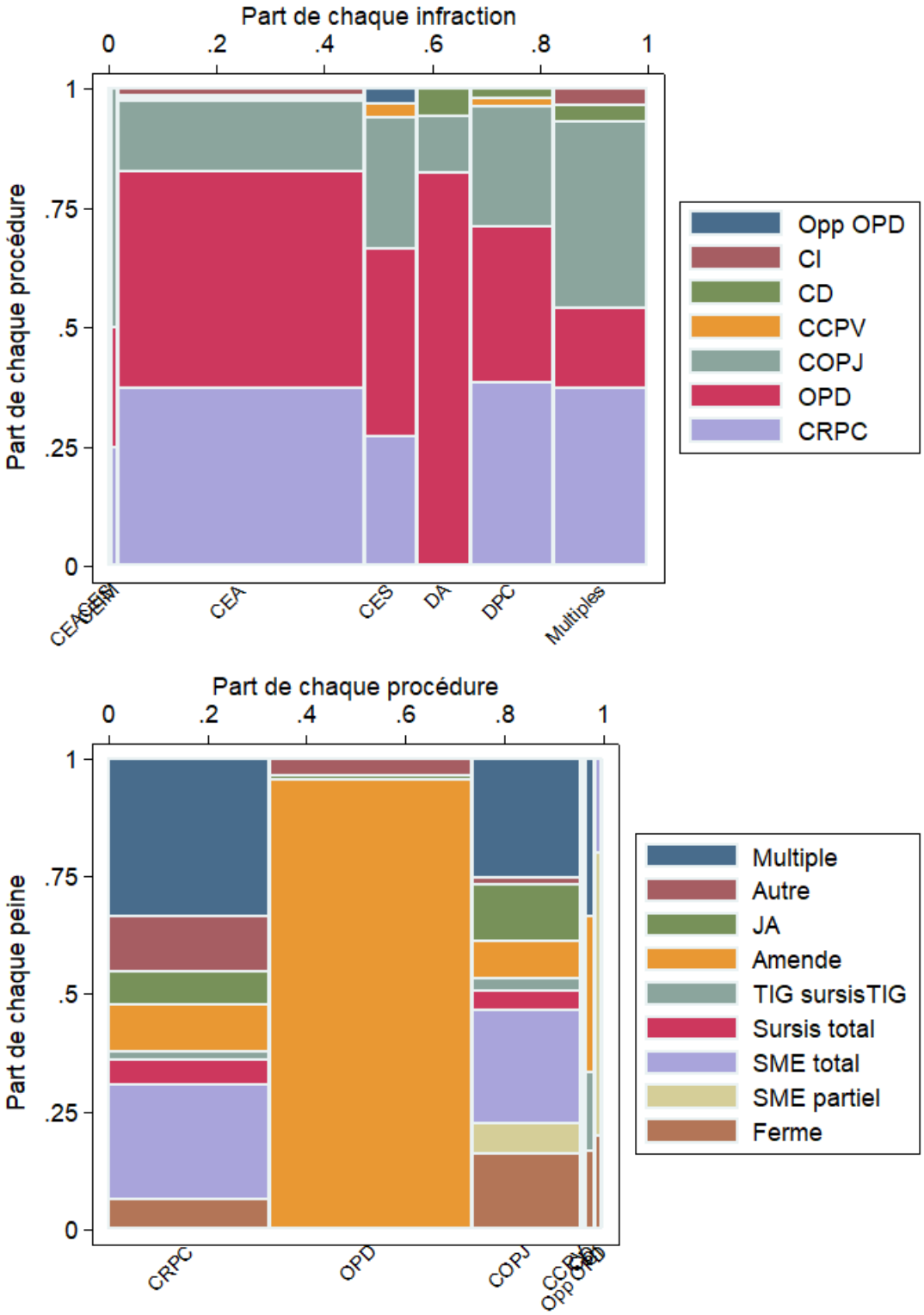
	Récidive légale %/Effectif	Réitération %/Effectif	Pas de récidive %/Effectif	Total %/Effectif
Ferme	16.7 (8)	8.21 (11)	1.27 (2)	6.18 (21)
SME partiel	16.7 (8)	0.75 (1)	0 (0)	2.65 (9)
SME total	27.1 (13)	17.2 (23)	7.59 (12)	14.1 (48)
Sursis total	4.17 (2)	2.99 (4)	1.90 (3)	2.65 (9)
TIG sursisTIG	0 (0)	2.99 (4)	0.63 (1)	1.47 (5)
Amende	2.08 (1)	32.1 (43)	69.0 (109)	45 (153)
JA	6.25 (3)	8.21 (11)	2.53 (4)	5.29 (18)
Autre	0 (0)	5.22 (7)	7.59 (12)	5.59 (19)
Multiple	27.1 (13)	22.4 (30)	9.49 (15)	17.1 (58)
Total	100 (48)	100 (134)	100 (158)	100 (340)

Lecture : 17% des condamnés en récidive légale font l'objet d'une peine intégralement ferme.

4 Le contentieux routier en un coup d'oeil

Ces graphiques en mosaïque permettent d'identifier rapidement les infractions, procédures et peines qui concentrent l'essentiel du contentieux routier dans le TGI.

FIGURE 1: Distribution du contentieux routier par infractions, procédures et peines



ANNEXE 3

Projet GIP *Barémisation de la justice*

Contentieux routier au TGI 3

Ce rapport présente les statistiques portant sur :

— les **296 affaires relatives au contentieux routier** traitées par le TGI 3 **du 1er janvier au 30 juin 2017**,

Liste des tableaux

1 Variables Sociodémographiques 3
2 Infractions 3
3 Variables Socio-démographiques selon l'état de récidive 4
4 Variables Socio-démographiques selon l'infraction 5
5 TGI 3 : Culpabilité 6
6 Procédures utilisées 7
7 Procédures et infractions (% en ligne) 8
8 Procédures et infractions (% en colonne) 8
9 Procédures et passé pénal (% en ligne) 9
10 Procédures et passé pénal (% en colonne) 9
11 Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en ligne) 10
12 Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en colonne) 10
13 Procédures et passé pénal pour CEA (% en colonne) 11
14 Procédures et passé pénal pour CES (% en colonne) 11
15 Procédures et passé pénal pour DA (% en colonne) 11
16 Procédures et passé pénal pour DPC (% en colonne) 11
17 TGI 3 : Peine(s) principale(s) 12
18 Compositions Pénales 13
19 Jours-Amende 13
20 Procédures et peine(s) principale(s) (% en ligne) 14
21 Procédures et peine(s) principale(s) (% en colonne) 15
22 Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne) 16
23 Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne) 17
24 Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en ligne) 18
25 Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en colonne) 18

1 TGI : Personnes mises en cause et infractions

Table 1: Variables Sociodémographiques

	part / fréq	min	max	Total
Sexe masculin	0.93 (274)	0	1	296
Age ≤ 25	0.23 (69)	0	1	296
25 < Age ≤ 30	0.20 (59)	0	1	296
30 < Age ≤ 40	0.22 (64)	0	1	296
40 < Age ≤ 50	0.19 (55)	0	1	296
Age ≥ 50	0.17 (49)	0	1	296
En couple	0.20 (58)	0	1	296
Non renseigné	0.24 (72)	0	1	296
En emploi	0.51 (150)	0	1	296
Sans emploi	0.23 (67)	0	1	296
Etudiant/retraité	0.057 (17)	0	1	296
Non renseigné	0.21 (62)	0	1	296
Maladie	0.027 (8)	0	1	296

Table 2: Infractions

	%	fréq
CEA	37.6	(111)
CES	9.15	(27)
DA	8.81	(26)
DPC	21.7	(64)
Multiples	22.7	(67)
Total	100	(295)

Table 3: Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive

	Récidive légale part / fréq	Réitération part / fréq	Pas de récidive part / fréq	Total part / fréq
Sexe masculin	0.95 (109)	0.94 (94)	0.88 (71)	0.93 (274)
Age ≤ 25	0.21 (24)	0.23 (23)	0.27 (22)	0.23 (69)
25 < Age ≤ 30	0.24 (28)	0.18 (18)	0.16 (13)	0.20 (59)
30 < Age ≤ 40	0.21 (24)	0.25 (25)	0.19 (15)	0.22 (64)
40 < Age ≤ 50	0.17 (20)	0.20 (20)	0.19 (15)	0.19 (55)
Age ≥ 50	0.17 (19)	0.14 (14)	0.20 (16)	0.17 (49)
En couple	0.24 (28)	0.19 (19)	0.14 (11)	0.20 (58)
Non renseigné	0.10 (12)	0.17 (17)	0.53 (43)	0.24 (72)
En emploi	0.57 (66)	0.57 (57)	0.33 (27)	0.51 (150)
Sans emploi	0.27 (31)	0.29 (29)	0.086 (7)	0.23 (67)
Etudiant/retraité	0.052 (6)	0.060 (6)	0.062 (5)	0.057 (17)
Non renseigné	0.10 (12)	0.080 (8)	0.52 (42)	0.21 (62)
Maladie	0.061 (7)	0.010 (1)	0 (0)	0.027 (8)

Lecture : 95% des prévenus en récidive légale sont des hommes.

Table 4: Variables Sociodémographiques selon l'infraction

	CEA	CES	DA	DPC	Multiples
	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq
Sexe masculin	0.88 (98)	1 (27)	0.88 (23)	0.95 (61)	0.96 (64)
Age $\leq$ 25	0.11 (12)	0.48 (13)	0.15 (4)	0.34 (22)	0.25 (17)
25 $<$ Age $\leq$ 30	0.19 (21)	0.26 (7)	0.19 (5)	0.19 (12)	0.21 (14)
30 $<$ Age $\leq$ 40	0.15 (17)	0.22 (6)	0.27 (7)	0.25 (16)	0.27 (18)
40 $<$ Age $\leq$ 50	0.23 (26)	0.037 (1)	0.23 (6)	0.16 (10)	0.18 (12)
Age $\geq$ 50	0.32 (35)	0 (0)	0.15 (4)	0.063 (4)	0.090 (6)
En couple	0.20 (22)	0.11 (3)	0.23 (6)	0.17 (11)	0.24 (16)
Non renseigné	0.28 (31)	0.33 (9)	0.19 (5)	0.16 (10)	0.25 (17)
En emploi	0.50 (56)	0.52 (14)	0.50 (13)	0.55 (35)	0.46 (31)
Sans emploi	0.14 (16)	0.26 (7)	0.31 (8)	0.22 (14)	0.33 (22)
Etudiant/retraité	0.081 (9)	0 (0)	0.077 (2)	0.047 (3)	0.045 (3)
Non renseigné	0.27 (30)	0.22 (6)	0.12 (3)	0.19 (12)	0.16 (11)
Maladie	0.027 (3)	0 (0)	0 (0)	0.031 (2)	0.045 (3)

Lecture : 88% des prévenus pour CEA sont des hommes.

Culpabilité

Table 5: TGI 3 : Culpabilité

	Effectif	Part
Oui	248	0,84
Partiellement	1	0,00
Non	7	0,02
Non-applicable (CP) ou manquant	40	0,14
Observations	296	

2 Procédures

Table 6: Procédures utilisées

	%/fréq
Homologation CRPC	29,1 (84)
OPD	18,3 (53)
Composition Pénale (CP)	13,5 (39)
COPJ	32,2 (93)
CCPV	1,4 (4)
Citation Directe (CD)	2,1 (6)
Comparution Immédiate (CI)	2,8 (8)
Opposition OPD	0,7 (2)
Total	100,0 (289)

2.1 Procédures et infractions

Table 7: Procédures et infractions (% en ligne)

	CEA	CES	DA	DPC	Multiples
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	44.6 (37)	13.3 (11)	3.61 (3)	25.3 (21)	13.3 (11)
OPD	28.3 (15)	13.2 (7)	24.5 (13)	18.9 (10)	15.1 (8)
CP	69.2 (27)	10.3 (4)	0 (0)	12.8 (5)	7.69 (3)
COPJ	29.0 (27)	5.38 (5)	7.53 (7)	22.6 (21)	35.5 (33)
CCPV	25 (1)	0 (0)	25 (1)	0 (0)	50 (2)
CD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	83.3 (5)	16.7 (1)
CI	0 (0)	0 (0)	0 (0)	12.5 (1)	87.5 (7)
Opp OPD	50 (1)	0 (0)	50 (1)	0 (0)	0 (0)

Table 8: Procédures et infractions (% en colonne)

	CEA	CES	DA	DPC	Multiples
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	34.3 (37)	40.7 (11)	12 (3)	33.3 (21)	16.9 (11)
OPD	13.9 (15)	25.9 (7)	52 (13)	15.9 (10)	12.3 (8)
CP	25 (27)	14.8 (4)	0 (0)	7.94 (5)	4.62 (3)
COPJ	25 (27)	18.5 (5)	28 (7)	33.3 (21)	50.8 (33)
CCPV	0.93 (1)	0 (0)	4 (1)	0 (0)	3.08 (2)
CD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	7.94 (5)	1.54 (1)
CI	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.59 (1)	10.8 (7)
Opp OPD	0.93 (1)	0 (0)	4 (1)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 45% des procédures de CRPC concernent des faits de CEA.
34% des CEA font l'objet d'une procédures de CRPC.

2.2 Procédures et passé pénal

Table 9: Procédures et passé pénal (% en ligne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	63.1 (53)	34.5 (29)	2.38 (2)
OPD	0 (0)	58.5 (31)	41.5 (22)
CP	0 (0)	2.56 (1)	97.4 (38)
COPJ	52.7 (49)	32.3 (30)	15.1 (14)
CCPV	25 (1)	50 (2)	25 (1)
CD	33.3 (2)	33.3 (2)	33.3 (2)
CI	100 (8)	0 (0)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	50 (1)	50 (1)

Table 10: Procédures et passé pénal (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	46.9 (53)	30.2 (29)	2.50 (2)
OPD	0 (0)	32.3 (31)	27.5 (22)
CP	0 (0)	1.04 (1)	47.5 (38)
COPJ	43.4 (49)	31.3 (30)	17.5 (14)
CCPV	0.88 (1)	2.08 (2)	1.25 (1)
CD	1.77 (2)	2.08 (2)	2.50 (2)
CI	7.08 (8)	0 (0)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	1.04 (1)	1.25 (1)

Lecture : 63% des procédures de CRPC concernent des prévenus en récidive légale.
47% des prévenus en récidive légale font l'objet d'une procédure de CRPC.

2.3 Procédures, passé pénal et infractions multiples

Table 11: Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en ligne)

Antécédent	Récidive légale		Réitération		Aucun antécédent		
Infr. multi	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Total
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	53.6 (45)	9.52 (8)	31.0 (26)	3.57 (3)	2.38 (2)	0 (0)	100 (84)
OPD	0 (0)	0 (0)	50.9 (27)	7.55 (4)	34.0 (18)	7.55 (4)	100 (53)
CP	0 (0)	0 (0)	2.56 (1)	0 (0)	89.7 (35)	7.69 (3)	100 (39)
COPJ	37.6 (35)	15.1 (14)	18.3 (17)	14.0 (13)	8.60 (8)	6.45 (6)	100 (93)
CCPV	25 (1)	0 (0)	25 (1)	25 (1)	0 (0)	25 (1)	100 (4)
CD	16.7 (1)	16.7 (1)	33.3 (2)	0 (0)	33.3 (2)	0 (0)	100 (6)
CI	12.5 (1)	87.5 (7)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (8)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	50 (1)	0 (0)	50 (1)	0 (0)	100 (2)
Total	28.7 (83)	10.4 (30)	26.0 (75)	7.27 (21)	22.8 (66)	4.84 (14)	100 (289)

Table 12: Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en colonne)

Antécédent	Récidive légale		Réitération		Aucun antécédent		
Infr. multi	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Total
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	54.2 (45)	26.7 (8)	34.7 (26)	14.3 (3)	3.03 (2)	0 (0)	29.1 (84)
OPD	0 (0)	0 (0)	36.0 (27)	19.0 (4)	27.3 (18)	28.6 (4)	18.3 (53)
CP	0 (0)	0 (0)	1.33 (1)	0 (0)	53.0 (35)	21.4 (3)	13.5 (39)
COPJ	42.2 (35)	46.7 (14)	22.7 (17)	61.9 (13)	12.1 (8)	42.9 (6)	32.2 (93)
CCPV	1.20 (1)	0 (0)	1.33 (1)	4.76 (1)	0 (0)	7.14 (1)	1.38 (4)
CD	1.20 (1)	3.33 (1)	2.67 (2)	0 (0)	3.03 (2)	0 (0)	2.08 (6)
CI	1.20 (1)	23.3 (7)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2.77 (8)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	1.33 (1)	0 (0)	1.52 (1)	0 (0)	0.69 (2)
Total	100 (83)	100 (30)	100 (75)	100 (21)	100 (66)	100 (14)	100 (289)

Lecture : 54% des CRPC concernent des prévenus en récidive légale poursuivis pour une infraction unique.
54% des prévenus en récidive légale poursuivis pour une infraction unique font l'objet d'une CRPC.

Table 13: Procédures et passé pénal pour CEA (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	64.4 (29)	25 (7)	2.86 (1)
OPD	0 (0)	35.7 (10)	14.3 (5)
CP	0 (0)	3.57 (1)	74.3 (26)
COPJ	33.3 (15)	32.1 (9)	8.57 (3)
CCPV	2.22 (1)	0 (0)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	3.57 (1)	0 (0)

Table 14: Procédures et passé pénal pour CES (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	66.7 (6)	45.5 (5)	0 (0)
OPD	0 (0)	45.5 (5)	28.6 (2)
CP	0 (0)	0 (0)	57.1 (4)
COPJ	33.3 (3)	9.09 (1)	14.3 (1)

Table 15: Procédures et passé pénal pour DA (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	75 (3)	0 (0)	0 (0)
OPD	0 (0)	40 (4)	81.8 (9)
COPJ	25 (1)	50 (5)	9.09 (1)
CCPV	0 (0)	10 (1)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	9.09 (1)

Table 16: Procédures et passé pénal pour DPC (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	25 (6)	53.8 (14)	7.69 (1)
OPD	0 (0)	30.8 (8)	15.4 (2)
CP	0 (0)	0 (0)	38.5 (5)
COPJ	66.7 (16)	7.69 (2)	23.1 (3)
CD	4.17 (1)	7.69 (2)	15.4 (2)
CI	4.17 (1)	0 (0)	0 (0)

3 Peines principales

Table 17: TGI 3 : Peine(s) principale(s)

	%	Effectif
Ferme	12.5	36
SME partiel	1.73	5
SME total	15.9	46
Sursis total	13.1	38
TIG sursisTIG	2.08	6
Amende	22.1	64
JA	13.1	38
Autre	13.8	40
Multiple	5.54	16
Observations	289	

Les peines principales autres concernent essentiellement les compositions pénales, avec amende de composition.

3.1 Compositions pénales

Table 18: Compositions Pénales

	part/ fréq
Amende de composition	1 (39)
[0; 200[euros	0 (0)
[200; 300[euros	0.26 (10)
[300; 400[euros	0.38 (15)
[400; 500[euros	0.21 (8)
500 euros et plus	0.15 (6)
Suspension du permis de conduire	0.82 (32)
1 mois	0 (0)
2 mois	0 (0)
3 mois	0.026 (1)
4 mois	0.13 (5)
5 mois	0.051 (2)
6 mois	0.62 (24)

Lecture : 82% des CP font l'objet d'une suspension temporaire du permis.

3.2 Les jours-amende

Table 19: Jours-Amende

	Moyenne	Écart-type	Min	Médiane	Max
Nombre de jours	65.8	22.7	30	60	120
Montant par jour (euros)	9.21	1.51	5	10	10
Montant total (euros)	590.3	183.2	240	600	1200
Observations	38				

Lecture : Le quantum moyen des jours-amende est de 66 jours pour un montant unitaire de 9 euros.

Table 20: Procédures et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	Ferme	SME partiel	SME total	Sursis total	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	1.19 (1)	2.38 (2)	31.0 (26)	32.1 (27)	7.14 (6)	4.76 (4)	13.1 (11)	0 (0)	8.33 (7)	100 (84)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	88.7 (47)	11.3 (6)	0 (0)	0 (0)	100 (53)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (39)	0 (0)	100 (39)
COPJ	28.0 (26)	2.15 (2)	16.1 (15)	11.8 (11)	0 (0)	12.9 (12)	20.4 (19)	1.08 (1)	7.53 (7)	100 (93)
CCPV	25 (1)	0 (0)	50 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	25 (1)	0 (0)	0 (0)	100 (4)
CD	66.7 (4)	0 (0)	16.7 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	16.7 (1)	0 (0)	0 (0)	100 (6)
CI	50 (4)	12.5 (1)	12.5 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	25 (2)	100 (8)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	50 (1)	0 (0)	0 (0)	50 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (2)
Total	12.5 (36)	1.73 (5)	15.9 (46)	13.1 (38)	2.08 (6)	22.1 (64)	13.1 (38)	13.8 (40)	5.54 (16)	100 (289)

Lecture : 1% des procédures de CRPC aboutissent à une peine de prison intégralement ferme.

Table 21: Procédures et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	Ferme	SME partiel	SME total	Sursis total	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	2.78 (1)	40 (2)	56.5 (26)	71.1 (27)	100 (6)	6.25 (4)	28.9 (11)	0 (0)	43.8 (7)	29.1 (84)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	73.4 (47)	15.8 (6)	0 (0)	0 (0)	18.3 (53)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	97.5 (39)	0 (0)	13.5 (39)
COPJ	72.2 (26)	40 (2)	32.6 (15)	28.9 (11)	0 (0)	18.8 (12)	50 (19)	2.50 (1)	43.8 (7)	32.2 (93)
CCPV	2.78 (1)	0 (0)	4.35 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2.63 (1)	0 (0)	0 (0)	1.38 (4)
CD	11.1 (4)	0 (0)	2.17 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2.63 (1)	0 (0)	0 (0)	2.08 (6)
CI	11.1 (4)	20 (1)	2.17 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	12.5 (2)	2.77 (8)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	2.17 (1)	0 (0)	0 (0)	1.56 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.69 (2)
Total	100 (36)	100 (5)	100 (46)	100 (38)	100 (6)	100 (64)	100 (38)	100 (40)	100 (16)	100 (289)

Lecture : 3% des peines de prison intégralement fermes sont prononcées en procédure de CRPC.

Table 22: Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	CEA %/fréq	CES %/fréq	DA %/fréq	DPC %/fréq	Multiples %/fréq	Total %/fréq
Ferme	13.9 (5)	2.78 (1)	0 (0)	41.7 (15)	41.7 (15)	100 (36)
SME partiel	20 (1)	20 (1)	0 (0)	0 (0)	60 (3)	100 (5)
SME total	45.7 (21)	21.7 (10)	0 (0)	10.9 (5)	21.7 (10)	100 (46)
Sursis total	78.9 (30)	2.63 (1)	0 (0)	5.26 (2)	13.2 (5)	100 (38)
TIG sursisTIG	0 (0)	16.7 (1)	0 (0)	83.3 (5)	0 (0)	100 (6)
Amende	25 (16)	9.38 (6)	32.8 (21)	18.8 (12)	14.1 (9)	100 (64)
JA	13.2 (5)	7.89 (3)	10.5 (4)	44.7 (17)	23.7 (9)	100 (38)
Autre	70 (28)	10 (4)	0 (0)	12.5 (5)	7.50 (3)	100 (40)
Multiple	13.3 (2)	0 (0)	0 (0)	13.3 (2)	73.3 (11)	100 (15)
Total	37.5 (108)	9.38 (27)	8.68 (25)	21.9 (63)	22.6 (65)	100 (288)

Lecture : 14% des peines intégralement fermes concernent une CEA seule.

Table 23: Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	CEA %/fréq	CES %/fréq	DA %/fréq	DPC %/fréq	Multiples %/fréq	Total %/fréq
Ferme	4.63 (5)	3.70 (1)	0 (0)	23.8 (15)	23.1 (15)	12.5 (36)
SME partiel	0.93 (1)	3.70 (1)	0 (0)	0 (0)	4.62 (3)	1.74 (5)
SME total	19.4 (21)	37.0 (10)	0 (0)	7.94 (5)	15.4 (10)	16.0 (46)
Sursis total	27.8 (30)	3.70 (1)	0 (0)	3.17 (2)	7.69 (5)	13.2 (38)
TIG sursisTIG	0 (0)	3.70 (1)	0 (0)	7.94 (5)	0 (0)	2.08 (6)
Amende	14.8 (16)	22.2 (6)	84 (21)	19.0 (12)	13.8 (9)	22.2 (64)
JA	4.63 (5)	11.1 (3)	16 (4)	27.0 (17)	13.8 (9)	13.2 (38)
Autre	25.9 (28)	14.8 (4)	0 (0)	7.94 (5)	4.62 (3)	13.9 (40)
Multiple	1.85 (2)	0 (0)	0 (0)	3.17 (2)	16.9 (11)	5.21 (15)
Total	100 (108)	100 (27)	100 (25)	100 (63)	100 (65)	100 (288)

Lecture : 5% des CEA seules aboutissent à une peine de prison intégralement ferme.

Table 24: Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en ligne)

	Récidive légale %/Effectif	Réitération %/Effectif	Pas de récidive %/Effectif	Total %/Effectif
Ferme	61.1 (22)	22.2 (8)	16.7 (6)	100 (36)
SME partiel	80 (4)	20 (1)	0 (0)	100 (5)
SME total	60.9 (28)	34.8 (16)	4.35 (2)	100 (46)
Sursis total	73.7 (28)	21.1 (8)	5.26 (2)	100 (38)
TIG sursisTIG	16.7 (1)	83.3 (5)	0 (0)	100 (6)
Amende	6.25 (4)	51.6 (33)	42.2 (27)	100 (64)
JA	39.5 (15)	47.4 (18)	13.2 (5)	100 (38)
Autre	0 (0)	5 (2)	95 (38)	100 (40)
Multiple	68.8 (11)	31.3 (5)	0 (0)	100 (16)
Total	39.1 (113)	33.2 (96)	27.7 (80)	100 (289)

Lecture : 61% des peines de prison intégralement fermes concernent des condamnés en récidive légale.

Table 25: Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en colonne)

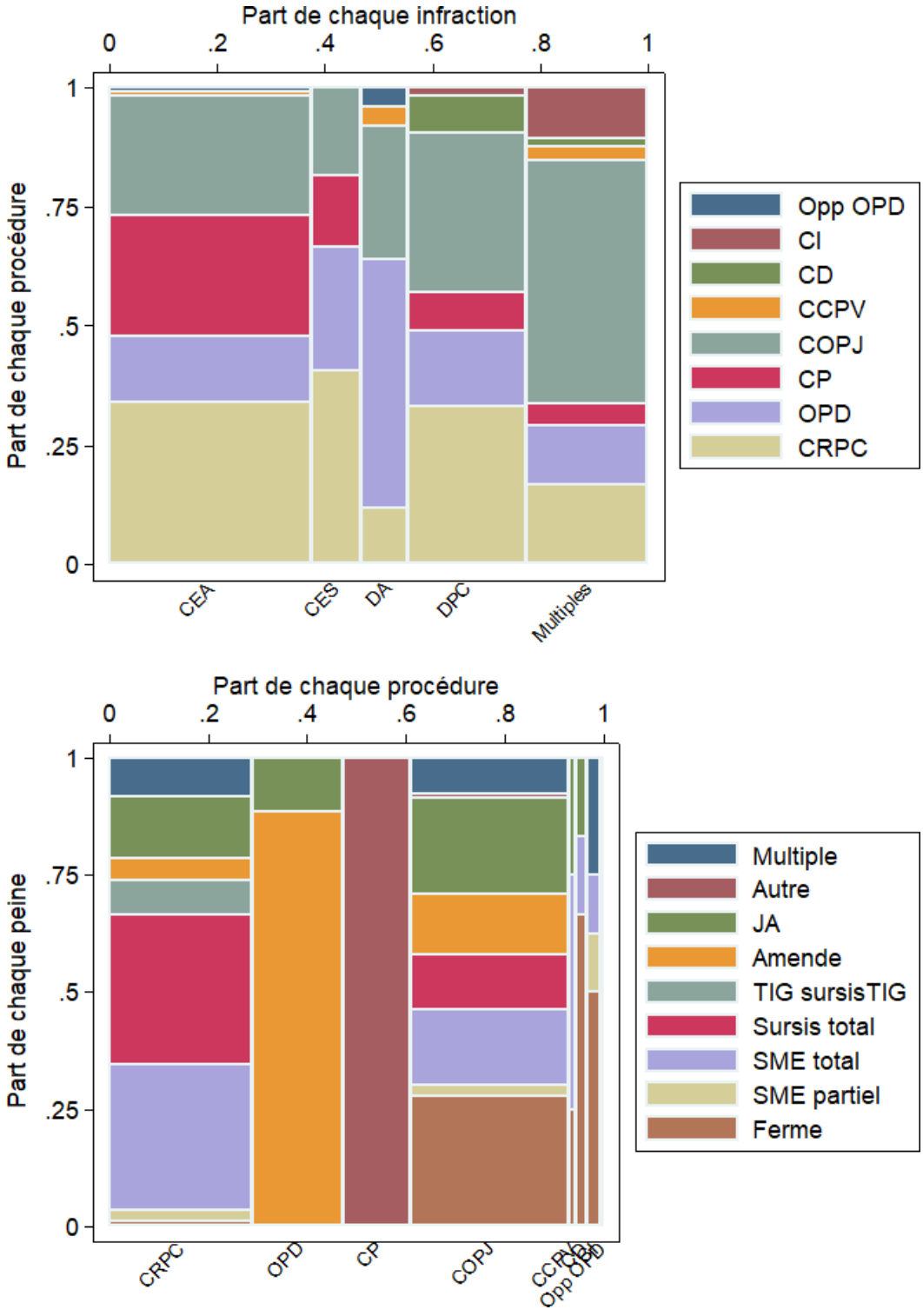
	Récidive légale %/Effectif	Réitération %/Effectif	Pas de récidive %/Effectif	Total %/Effectif
Ferme	19.5 (22)	8.33 (8)	7.50 (6)	12.5 (36)
SME partiel	3.54 (4)	1.04 (1)	0 (0)	1.73 (5)
SME total	24.8 (28)	16.7 (16)	2.50 (2)	15.9 (46)
Sursis total	24.8 (28)	8.33 (8)	2.50 (2)	13.1 (38)
TIG sursisTIG	0.88 (1)	5.21 (5)	0 (0)	2.08 (6)
Amende	3.54 (4)	34.4 (33)	33.8 (27)	22.1 (64)
JA	13.3 (15)	18.8 (18)	6.25 (5)	13.1 (38)
Autre	0 (0)	2.08 (2)	47.5 (38)	13.8 (40)
Multiple	9.73 (11)	5.21 (5)	0 (0)	5.54 (16)
Total	100 (113)	100 (96)	100 (80)	100 (289)

Lecture : 20% des condamnés en récidive légale font l'objet d'une peine intégralement ferme.

4 Le contentieux routier en un coup d'oeil

Ces graphiques en mosaïque permettent d'identifier rapidement les infractions, procédures et peines qui concentrent l'essentiel du contentieux routier dans le TGI.

Figure 1: Distribution du contentieux routier par infractions, procédures et peines



ANNEXE 4

Projet GIP *Barémisation de la justice*

Contentieux routier au TGI 4

Ce rapport présente les statistiques portant sur les **1625 affaires relatives au contentieux routier** traitées par le TGI 4 **du 1er janvier au 30 juin 2017 à l'exception des compositions pénales**.

Liste des tableaux

1 Variables Sociodémographiques 2
2 Infractions 2
3 Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive 3
4 Variables Sociodémographiques selon l'infraction 4
5 TGI 4 : Culpabilité 5
6 Procédures utilisées 6
7 Procédures et infractions (% en ligne) 7
8 Procédures et infractions (% en colonne) 7
9 Procédures et passé pénal (% en ligne) 8
10 Procédures et passé pénal (% en colonne) 8
11 Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en ligne) 9
12 Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en colonne) 9
13 Procédures et passé pénal pour CEA (% en colonne) 10
14 Procédures et passé pénal pour CES (% en colonne) 10
15 Procédures et passé pénal pour DA (% en colonne) 10
16 Procédures et passé pénal pour DPC (% en colonne) 11
17 TGI 4 : Peine(s) principale(s) 11
18 Jours-Amende 12
19 Procédures et peine(s) principale(s) (% en ligne) 13
20 Procédures et peine(s) principale(s) (% en colonne) 14
21 Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne) 15
22 Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne) 16
23 Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en ligne) 17
24 Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en colonne) 17

Table des figures

1 Distribution du contentieux routier par infractions, procédures et peines 18

1 TGI : Personnes mises en cause et infractions

Table 1: Variables Sociodémographiques

	part / fréq	min	max	Total
Sexe masculin	0.95 (1546)	0	1	1625
Age ≤ 25	0.23 (375)	0	1	1625
$25 <$ Age ≤ 30	0.23 (379)	0	1	1625
$30 <$ Age ≤ 40	0.27 (444)	0	1	1625
$40 <$ Age ≤ 50	0.15 (239)	0	1	1625
Age ≥ 50	0.12 (187)	0	1	1625
En couple	0.070 (113)	0	1	1625
Non renseigné	0.81 (1314)	0	1	1625
En emploi	0.40 (650)	0	1	1625
Sans emploi	0.27 (443)	0	1	1625
Etudiant/retraité	0.055 (89)	0	1	1625
Non renseigné	0.27 (443)	0	1	1625
Maladie	0.00062 (1)	0	1	1625

Table 2: Infractions

	%	fréq
CEIM	0.18	(3)
CEA	10.3	(168)
CES	4.98	(81)
DA	43.2	(702)
DPC	21.0	(342)
DF	0.43	(7)
Multiples	19.8	(322)
Total	100	(1625)

TABLE 3: Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive

	Récidive légale part / fréq	Réitération part / fréq	Pas de récidive part / fréq	Total part / fréq
Sexe masculin	0.97 (121)	0.98 (248)	0.94 (1177)	0.95 (1546)
Age ≤ 25	0.19 (24)	0.19 (47)	0.24 (304)	0.23 (375)
$25 <$ Age ≤ 30	0.26 (32)	0.20 (52)	0.24 (295)	0.23 (379)
$30 <$ Age ≤ 40	0.26 (33)	0.30 (76)	0.27 (335)	0.27 (444)
$40 <$ Age ≤ 50	0.17 (21)	0.15 (38)	0.14 (180)	0.15 (239)
Age ≥ 50	0.12 (15)	0.16 (41)	0.11 (131)	0.12 (187)
En couple	0.26 (32)	0.23 (58)	0.018 (23)	0.070 (113)
Non renseigné	0.33 (41)	0.43 (110)	0.93 (1163)	0.81 (1314)
En emploi	0.49 (61)	0.50 (127)	0.37 (462)	0.40 (650)
Sans emploi	0.46 (57)	0.34 (87)	0.24 (299)	0.27 (443)
Etudiant/retraité	0.040 (5)	0.091 (23)	0.049 (61)	0.055 (89)
Non renseigné	0.016 (2)	0.067 (17)	0.34 (424)	0.27 (443)
Maladie	0 (0)	0 (0)	0.00080 (1)	0.00062 (1)

Lecture : 97% des prévenus en récidive légale sont des hommes.

Table 4: Variables Sociodémographiques selon l'infraction

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples
	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq
Sexe masculin	0.67 (2)	0.97 (163)	0.96 (78)	0.93 (653)	0.98 (335)	0.86 (6)	0.96 (309)
Age ≤ 25	0.33 (1)	0.089 (15)	0.31 (25)	0.24 (168)	0.29 (99)	0 (0)	0.21 (67)
$25 <$ Age ≤ 30	0 (0)	0.14 (23)	0.33 (27)	0.23 (159)	0.27 (91)	0.29 (2)	0.24 (77)
$30 <$ Age ≤ 40	0.33 (1)	0.32 (54)	0.30 (24)	0.28 (195)	0.21 (73)	0.29 (2)	0.30 (95)
$40 <$ Age ≤ 50	0.33 (1)	0.23 (39)	0.037 (3)	0.15 (105)	0.13 (45)	0 (0)	0.14 (46)
Age ≥ 50	0 (0)	0.22 (37)	0.025 (2)	0.11 (75)	0.096 (33)	0.43 (3)	0.11 (37)
En couple	0.33 (1)	0.15 (26)	0.14 (11)	0.0085 (6)	0.094 (32)	0 (0)	0.11 (37)
Non renseigné	0 (0)	0.61 (102)	0.62 (50)	0.99 (694)	0.68 (231)	0.71 (5)	0.72 (232)
En emploi	1 (3)	0.63 (106)	0.49 (40)	0.25 (179)	0.48 (163)	0.29 (2)	0.49 (157)
Sans emploi	0 (0)	0.18 (31)	0.25 (20)	0.22 (155)	0.35 (119)	0.29 (2)	0.36 (116)
Etudiant/retraité	0 (0)	0.077 (13)	0.19 (15)	0.028 (20)	0.082 (28)	0.43 (3)	0.031 (10)
Non renseigné	0 (0)	0.11 (18)	0.074 (6)	0.50 (348)	0.094 (32)	0 (0)	0.12 (39)
Maladie	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.0014 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 97% des prévenus pour CEA sont des hommes.

Culpabilité

Table 5: TGI 2 : Culpabilité

	Effectif	Part
Oui	1622	1,00
Partiellement	1	0,00
Non	2	0,00
Non-applicable (CP) ou manquant	0	0,00
Observations	1625	

2 Procédures

Table 6: Procédures utilisées

	%/fréq
Homologation CRPC	17,6 (285)
OPD	66,4 (1078)
COPJ	8,6 (139)
CCPV	3,0 (49)
Citation Directe (CD)	1,8 (29)
Comparution Immédiate (CI)	1,3 (21)
Opposition OPD	1,3 (21)
Autre	0,1 (1)
Total	100,0 (1623)

2.1 Procédures et infractions

Table 7: Procédures et infractions (% en ligne)

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	0.70 (2)	22.1 (63)	11.6 (33)	0.70 (2)	35.1 (100)	0 (0)	29.8 (85)
OPD	0 (0)	5.75 (62)	2.88 (31)	63.9 (689)	12.4 (134)	0.37 (4)	14.7 (158)
COPJ	0.72 (1)	20.1 (28)	5.76 (8)	0.72 (1)	46.0 (64)	0.72 (1)	25.9 (36)
CCPV	0 (0)	14.3 (7)	4.08 (2)	0 (0)	34.7 (17)	0 (0)	46.9 (23)
CD	0 (0)	10.3 (3)	6.90 (2)	3.45 (1)	58.6 (17)	0 (0)	20.7 (6)
CI	0 (0)	14.3 (3)	4.76 (1)	0 (0)	33.3 (7)	0 (0)	47.6 (10)
Opp OPD	0 (0)	9.52 (2)	19.0 (4)	42.9 (9)	9.52 (2)	0 (0)	19.0 (4)
Autre	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	0 (0)

Table 8: Procédures et infractions (% en colonne)

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	66.7 (2)	37.5 (63)	40.7 (33)	0.28 (2)	29.2 (100)	0 (0)	26.4 (85)
OPD	0 (0)	36.9 (62)	38.3 (31)	98.1 (689)	39.2 (134)	80 (4)	49.1 (158)
COPJ	33.3 (1)	16.7 (28)	9.88 (8)	0.14 (1)	18.7 (64)	20 (1)	11.2 (36)
CCPV	0 (0)	4.17 (7)	2.47 (2)	0 (0)	4.97 (17)	0 (0)	7.14 (23)
CD	0 (0)	1.79 (3)	2.47 (2)	0.14 (1)	4.97 (17)	0 (0)	1.86 (6)
CI	0 (0)	1.79 (3)	1.23 (1)	0 (0)	2.05 (7)	0 (0)	3.11 (10)
Opp OPD	0 (0)	1.19 (2)	4.94 (4)	1.28 (9)	0.58 (2)	0 (0)	1.24 (4)
Autre	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.29 (1)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 22% des procédures de CRPC concernent des faits de CEA.
38% des CEA font l'objet d'une procédures de CRPC.

2.2 Procédures et passé pénal

Table 9: Procédures et passé pénal (% en ligne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	21.1 (60)	48.8 (139)	30.2 (86)
OPD	0 (0)	0.093 (1)	99.9 (1077)
COPJ	13.7 (19)	57.6 (80)	28.8 (40)
CCPV	49.0 (24)	28.6 (14)	22.4 (11)
CD	13.8 (4)	48.3 (14)	37.9 (11)
CI	76.2 (16)	23.8 (5)	0 (0)
Opp OPD	4.76 (1)	4.76 (1)	90.5 (19)
Autre	100 (1)	0 (0)	0 (0)

Table 10: Procédures et passé pénal (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	48 (60)	54.7 (139)	6.91 (86)
OPD	0 (0)	0.39 (1)	86.6 (1077)
COPJ	15.2 (19)	31.5 (80)	3.22 (40)
CCPV	19.2 (24)	5.51 (14)	0.88 (11)
CD	3.20 (4)	5.51 (14)	0.88 (11)
CI	12.8 (16)	1.97 (5)	0 (0)
Opp OPD	0.80 (1)	0.39 (1)	1.53 (19)
Autre	0.80 (1)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 21% des procédures de CRPC concernent des prévenus en récidive légale.
48% des prévenus en récidive légale font l'objet d'une procédure de CRPC.

2.3 Procédures, passé pénal et infractions multiples

TABLE 11: Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en ligne)

Antécédent	Récidive légale		Réitération		Aucun antécédent		
Infr. multi	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Total
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	14.0 (40)	7.02 (20)	34.4 (98)	14.4 (41)	21.8 (62)	8.42 (24)	100 (285)
OPD	0 (0)	0 (0)	0.093 (1)	0 (0)	85.3 (919)	14.7 (158)	100 (1078)
COPJ	9.35 (13)	4.32 (6)	43.9 (61)	13.7 (19)	20.9 (29)	7.91 (11)	100 (139)
CCPV	24.5 (12)	24.5 (12)	20.4 (10)	8.16 (4)	8.16 (4)	14.3 (7)	100 (49)
CD	10.3 (3)	3.45 (1)	41.4 (12)	6.90 (2)	27.6 (8)	10.3 (3)	100 (29)
CI	42.9 (9)	33.3 (7)	9.52 (2)	14.3 (3)	0 (0)	0 (0)	100 (21)
Opp OPD	4.76 (1)	0 (0)	0 (0)	4.76 (1)	76.2 (16)	14.3 (3)	100 (21)
Autre	100 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
Total	4.87 (79)	2.83 (46)	11.3 (184)	4.31 (70)	64.0 (1038)	12.7 (206)	100 (1623)

TABLE 12: Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en colonne)

Antécédent	Récidive légale		Réitération		Aucun antécédent		
Infr. multi	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Total
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	50.6 (40)	43.5 (20)	53.3 (98)	58.6 (41)	5.97 (62)	11.7 (24)	17.6 (285)
OPD	0 (0)	0 (0)	0.54 (1)	0 (0)	88.5 (919)	76.7 (158)	66.4 (1078)
COPJ	16.5 (13)	13.0 (6)	33.2 (61)	27.1 (19)	2.79 (29)	5.34 (11)	8.56 (139)
CCPV	15.2 (12)	26.1 (12)	5.43 (10)	5.71 (4)	0.39 (4)	3.40 (7)	3.02 (49)
CD	3.80 (3)	2.17 (1)	6.52 (12)	2.86 (2)	0.77 (8)	1.46 (3)	1.79 (29)
CI	11.4 (9)	15.2 (7)	1.09 (2)	4.29 (3)	0 (0)	0 (0)	1.29 (21)
Opp OPD	1.27 (1)	0 (0)	0 (0)	1.43 (1)	1.54 (16)	1.46 (3)	1.29 (21)
Autre	1.27 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.062 (1)
Total	100 (79)	100 (46)	100 (184)	100 (70)	100 (1038)	100.0 (206)	100 (1623)

Lecture : 14% des CRPC concernent des prévenus en récidive légale poursuivis pour une infraction unique.
51% des prévenus en récidive légale poursuivis pour une infraction unique font l'objet d'une CRPC.

Table 13: Procédures et passé pénal pour CEA (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	69.6 (16)	63.0 (34)	14.3 (13)
OPD	0 (0)	0 (0)	68.1 (62)
COPJ	8.70 (2)	27.8 (15)	12.1 (11)
CCPV	13.0 (3)	3.70 (2)	2.20 (2)
CD	0 (0)	3.70 (2)	1.10 (1)
CI	8.70 (2)	1.85 (1)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	2.20 (2)

Table 14: Procédures et passé pénal pour CES (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	40 (2)	66.7 (14)	30.9 (17)
OPD	0 (0)	0 (0)	56.4 (31)
COPJ	0 (0)	23.8 (5)	5.45 (3)
CCPV	20 (1)	4.76 (1)	0 (0)
CD	20 (1)	4.76 (1)	0 (0)
CI	20 (1)	0 (0)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	7.27 (4)

Table 15: Procédures et passé pénal pour DA (% en colonne)

	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq
CRPC	33.3 (1)	0.14 (1)
OPD	0 (0)	98.6 (689)
COPJ	33.3 (1)	0 (0)
CD	33.3 (1)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	1.29 (9)

Table 16: Procédures et passé pénal pour DPC (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	40.8 (20)	46.2 (49)	16.6 (31)
OPD	0 (0)	0.94 (1)	71.1 (133)
COPJ	22.4 (11)	37.7 (40)	6.95 (13)
CCPV	16.3 (8)	6.60 (7)	1.07 (2)
CD	4.08 (2)	7.55 (8)	3.74 (7)
CI	12.2 (6)	0.94 (1)	0 (0)
Opp OPD	2.04 (1)	0 (0)	0.53 (1)
Autre	2.04 (1)	0 (0)	0 (0)

3 Peines principales

Table 17: TGI 4 : Peine(s) principale(s)

	%	Effectif
Ferme	7.70	125
SME partiel	0.37	6
SME total	1.54	25
Sursis total	4.25	69
TIG sursisTIG	1.23	20
Amende	73.6	1194
JA	7.27	118
Autre	0.74	12
Multiple	3.33	54
Observations	1623	

3.1 Les jours-amende

TABLE 18: Jours-Amende

	Moyenne	Écart-type	Min	Médiane	Max
Nombre de jours	91.7	27.9	30	100	250
Montant par jour (euros)	6.89	2.55	0	7	10
Montant total (euros)	599.7	204.0	0	600	1000
Observations	118				

Lecture : Le quantum moyen des jours-amende est de 92 jours pour un montant unitaire de 7 euros.

Table 19: Procédures et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	Ferme	SME partiel	SME total	Sursis total	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	12.3 (35)	1.75 (5)	5.26 (15)	10.5 (30)	5.61 (16)	18.6 (53)	32.6 (93)	2.46 (7)	10.9 (31)	100 (285)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	99.9 (1077)	0 (0)	0.093 (1)	0 (0)	100 (1078)
COPJ	36.0 (50)	0 (0)	1.44 (2)	16.5 (23)	0 (0)	18.7 (26)	15.1 (21)	2.88 (4)	9.35 (13)	100 (139)
CCPV	36.7 (18)	2.04 (1)	10.2 (5)	14.3 (7)	4.08 (2)	16.3 (8)	6.12 (3)	0 (0)	10.2 (5)	100 (49)
CD	20.7 (6)	0 (0)	3.45 (1)	31.0 (9)	3.45 (1)	34.5 (10)	3.45 (1)	0 (0)	3.45 (1)	100 (29)
CI	71.4 (15)	0 (0)	9.52 (2)	0 (0)	0 (0)	4.76 (1)	0 (0)	0 (0)	14.3 (3)	100 (21)
Opp OPD	4.76 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	90.5 (19)	0 (0)	0 (0)	4.76 (1)	100 (21)
Autre	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
Total	7.70 (125)	0.37 (6)	1.54 (25)	4.25 (69)	1.23 (20)	73.6 (1194)	7.27 (118)	0.74 (12)	3.33 (54)	100 (1623)

Lecture : 12% des procédures de CRPC aboutissent à une peine de prison intégralement ferme.

Table 20: Procédures et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	Ferme	SME partiel	SME total	Sursis total	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	28 (35)	83.3 (5)	60 (15)	43.5 (30)	80 (16)	4.44 (53)	78.8 (93)	58.3 (7)	57.4 (31)	17.6 (285)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	90.2 (1077)	0 (0)	8.33 (1)	0 (0)	66.4 (1078)
COPJ	40 (50)	0 (0)	8 (2)	33.3 (23)	0 (0)	2.18 (26)	17.8 (21)	33.3 (4)	24.1 (13)	8.56 (139)
CCPV	14.4 (18)	16.7 (1)	20 (5)	10.1 (7)	10 (2)	0.67 (8)	2.54 (3)	0 (0)	9.26 (5)	3.02 (49)
CD	4.80 (6)	0 (0)	4 (1)	13.0 (9)	5 (1)	0.84 (10)	0.85 (1)	0 (0)	1.85 (1)	1.79 (29)
CI	12 (15)	0 (0)	8 (2)	0 (0)	0 (0)	0.084 (1)	0 (0)	0 (0)	5.56 (3)	1.29 (21)
Opp OPD	0.80 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.59 (19)	0 (0)	0 (0)	1.85 (1)	1.29 (21)
Autre	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	5 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.062 (1)
Total	100 (125)	100 (6)	100 (25)	100 (69)	100 (20)	100 (1194)	100 (118)	100 (12)	100 (54)	100 (1623)

Lecture : 28% des peines de prison intégralement fermes sont prononcées en procédure de CRPC.

Table 21: Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
Ferme	0 (0)	13.6 (17)	2.40 (3)	0 (0)	52 (65)	0 (0)	32 (40)	100 (125)
SME partiel	0 (0)	16.7 (1)	16.7 (1)	0 (0)	33.3 (2)	0 (0)	33.3 (2)	100 (6)
SME total	0 (0)	36 (9)	20 (5)	0 (0)	16 (4)	0 (0)	28 (7)	100 (25)
Sursis total	0 (0)	21.7 (15)	8.70 (6)	1.45 (1)	31.9 (22)	0 (0)	36.2 (25)	100 (69)
TIG sursisTIG	0 (0)	10 (2)	5 (1)	0 (0)	35 (7)	0 (0)	50 (10)	100 (20)
Amende	0.17 (2)	7.62 (91)	3.69 (44)	58.5 (699)	14.7 (176)	0.42 (5)	14.8 (177)	100 (1194)
JA	0.85 (1)	16.1 (19)	10.2 (12)	0.85 (1)	46.6 (55)	0 (0)	25.4 (30)	100 (118)
Autre	0 (0)	58.3 (7)	25 (3)	8.33 (1)	8.33 (1)	0 (0)	0 (0)	100 (12)
Multiple	0 (0)	13.0 (7)	11.1 (6)	0 (0)	18.5 (10)	0 (0)	57.4 (31)	100 (54)
Total	0.18 (3)	10.4 (168)	4.99 (81)	43.3 (702)	21.1 (342)	0.31 (5)	19.8 (322)	100 (1623)

Lecture : 14% des peines intégralement fermes concernent une CEA seule.

Table 22: Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
Ferme	0 (0)	10.1 (17)	3.70 (3)	0 (0)	19.0 (65)	0 (0)	12.4 (40)	7.70 (125)
SME partiel	0 (0)	0.60 (1)	1.23 (1)	0 (0)	0.58 (2)	0 (0)	0.62 (2)	0.37 (6)
SME total	0 (0)	5.36 (9)	6.17 (5)	0 (0)	1.17 (4)	0 (0)	2.17 (7)	1.54 (25)
Sursis total	0 (0)	8.93 (15)	7.41 (6)	0.14 (1)	6.43 (22)	0 (0)	7.76 (25)	4.25 (69)
TIG sursisTIG	0 (0)	1.19 (2)	1.23 (1)	0 (0)	2.05 (7)	0 (0)	3.11 (10)	1.23 (20)
Amende	66.7 (2)	54.2 (91)	54.3 (44)	99.6 (699)	51.5 (176)	100 (5)	55.0 (177)	73.6 (1194)
JA	33.3 (1)	11.3 (19)	14.8 (12)	0.14 (1)	16.1 (55)	0 (0)	9.32 (30)	7.27 (118)
Autre	0 (0)	4.17 (7)	3.70 (3)	0.14 (1)	0.29 (1)	0 (0)	0 (0)	0.74 (12)
Multiple	0 (0)	4.17 (7)	7.41 (6)	0 (0)	2.92 (10)	0 (0)	9.63 (31)	3.33 (54)
Total	100 (3)	100 (168)	100 (81)	100 (702)	100 (342)	100 (5)	100.0 (322)	100 (1623)

Lecture : 10% des CEA seules aboutissent à une peine de prison intégralement ferme.

TABLE 23: Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en ligne)

	Récidive légale %/Effectif	Réitération %/Effectif	Pas de récidive %/Effectif	Total %/Effectif
Ferme	41.6 (52)	53.6 (67)	4.80 (6)	100 (125)
SME partiel	0 (0)	66.7 (4)	33.3 (2)	100 (6)
SME total	32 (8)	40 (10)	28 (7)	100 (25)
Sursis total	24.6 (17)	53.6 (37)	21.7 (15)	100 (69)
TIG sursisTIG	10 (2)	55.0 (11)	35 (7)	100 (20)
Amende	0.84 (10)	3.35 (40)	95.8 (1144)	100 (1194)
JA	13.6 (16)	47.5 (56)	39.0 (46)	100 (118)
Autre	0 (0)	33.3 (4)	66.7 (8)	100 (12)
Multiple	37.0 (20)	46.3 (25)	16.7 (9)	100 (54)
Total	7.70 (125)	15.7 (254)	76.6 (1244)	100 (1623)

Lecture : 42% des peines de prison intégralement fermes concernent des condamnés en récidive légale.

TABLE 24: Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en colonne)

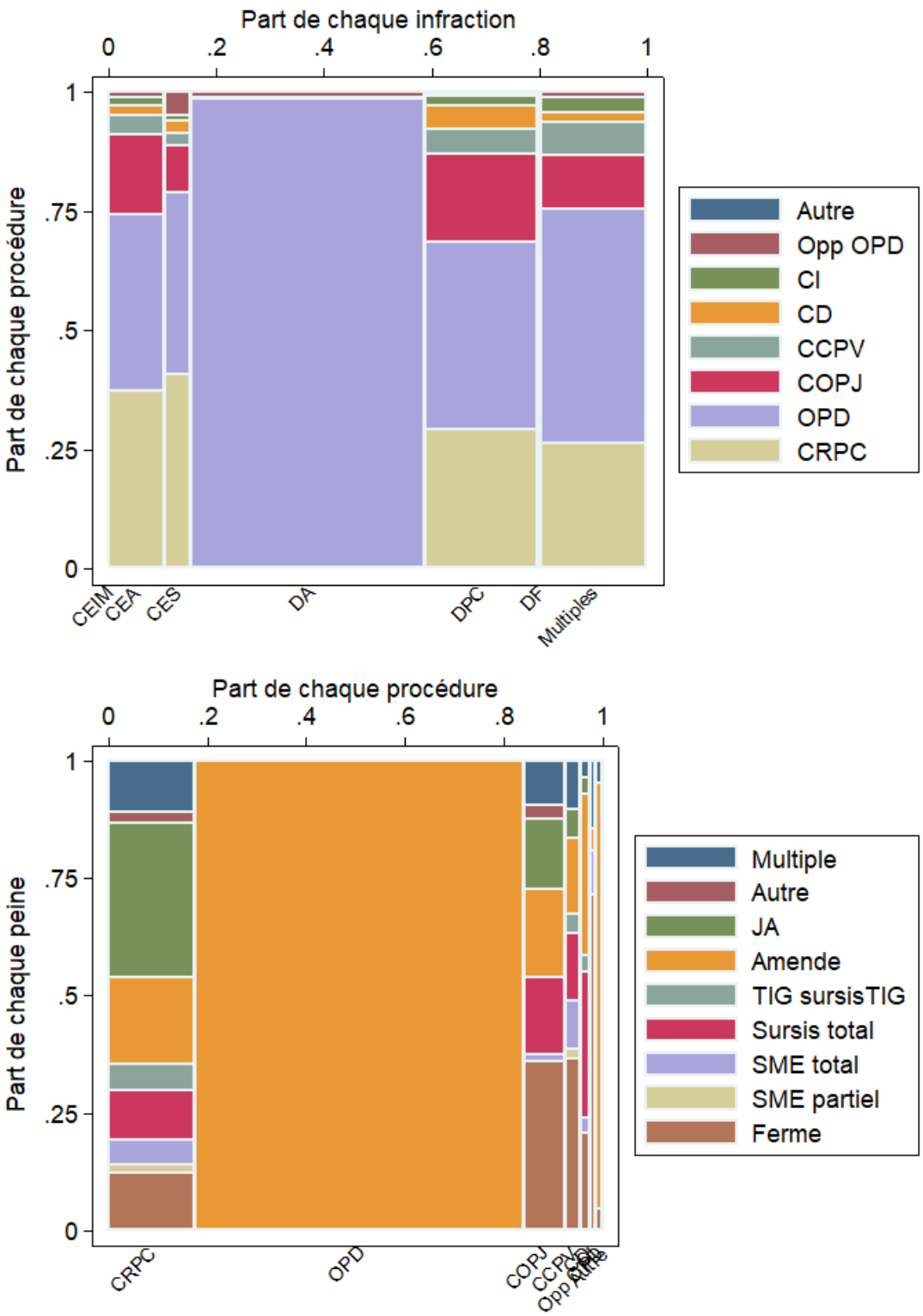
	Récidive légale %/Effectif	Réitération %/Effectif	Pas de récidive %/Effectif	Total %/Effectif
Ferme	41.6 (52)	26.4 (67)	0.48 (6)	7.70 (125)
SME partiel	0 (0)	1.57 (4)	0.16 (2)	0.37 (6)
SME total	6.40 (8)	3.94 (10)	0.56 (7)	1.54 (25)
Sursis total	13.6 (17)	14.6 (37)	1.21 (15)	4.25 (69)
TIG sursisTIG	1.60 (2)	4.33 (11)	0.56 (7)	1.23 (20)
Amende	8 (10)	15.7 (40)	92.0 (1144)	73.6 (1194)
JA	12.8 (16)	22.0 (56)	3.70 (46)	7.27 (118)
Autre	0 (0)	1.57 (4)	0.64 (8)	0.74 (12)
Multiple	16 (20)	9.84 (25)	0.72 (9)	3.33 (54)
Total	100 (125)	100 (254)	100 (1244)	100 (1623)

Lecture : 42% des condamnés en récidive légale font l'objet d'une peine intégralement ferme.

4 Le contentieux routier en un coup d'oeil

Ces graphiques en mosaïque permettent d'identifier rapidement les infractions, procédures et peines qui concentrent l'essentiel du contentieux routier dans le TGI.

FIGURE 1: Distribution du contentieux routier par infractions, procédures et peines



ANNEXE 5

Projet GIP *Barémisation de la justice*

Contentieux routier au TGI 5

Ce rapport présente les statistiques portant sur les **625 affaires relatives au contentieux routier** traitées par le TGI 5 **du 1er janvier au 30 juin 2017**.

Liste des tableaux

1 Variables Sociodémographiques 2
2 Infractions 2
3 Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive 3
4 Variables Sociodémographiques selon l'infraction 4
5 TGI 5 : Culpabilité 5
6 Procédures utilisées 6
7 Procédures et infractions (% en ligne) 7
8 Procédures et infractions (% en colonne) 7
9 Procédures et passé pénal (% en ligne) 8
10 Procédures et passé pénal (% en colonne) 8
11 Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en ligne) 9
12 Procédures et passé pénal pour CEA (% en colonne) 9
13 Procédures et passé pénal pour CES (% en colonne) 10
14 Procédures et passé pénal pour DA (% en colonne) 10
15 Procédures et passé pénal pour DPC (% en colonne) 10
16 TGI 5 : Peine(s) principale(s) 11
17 Jours-Amende 12
18 Procédures et peine(s) principale(s) (% en ligne) 13
19 Procédures et peine(s) principale(s) (% en colonne) 14
20 Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne) 15
21 Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne) 16
22 Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en ligne) 17
23 Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en colonne) 17

Table des figures

1 Distribution du contentieux routier par infractions, procédures et peines 18

1 TGI : Personnes mises en cause et infractions

Table 1: Variables Sociodémographiques

	part / fréq	min	max	Total
Sexe masculin	0.94 (586)	0	1	625
Age ≤ 25	0.16 (102)	0	1	625
$25 <$ Age ≤ 30	0.18 (113)	0	1	625
$30 <$ Age ≤ 40	0.33 (204)	0	1	625
$40 <$ Age ≤ 50	0.16 (99)	0	1	625
Age ≥ 50	0.16 (103)	0	1	625
En couple	0.30 (185)	0	1	625
Non renseigné	0.12 (76)	0	1	625
En emploi	0.70 (440)	0	1	625
Sans emploi	0.15 (95)	0	1	625
Etudiant/retraité	0.050 (31)	0	1	625
Non renseigné	0.094 (59)	0	1	625
Maladie	0.0016 (1)	0	1	625

Table 2: Infractions

	%	fréq
CEIM	0.96	(6)
CEA	47.0	(294)
CES	14.2	(89)
DA	6.88	(43)
DPC	14.6	(91)
DF	0.64	(4)
Multiples	15.7	(98)
Total	100	(625)

TABLE 3: Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive

	Récidive légale part / fréq	Réitération part / fréq	Pas de récidive part / fréq	Total part / fréq
Sexe masculin	0.97 (116)	0.98 (210)	0.90 (260)	0.94 (586)
Age ≤ 25	0.075 (9)	0.13 (28)	0.22 (65)	0.16 (102)
$25 <$ Age ≤ 30	0.16 (19)	0.22 (48)	0.16 (46)	0.18 (113)
$30 <$ Age ≤ 40	0.32 (38)	0.37 (80)	0.30 (86)	0.33 (204)
$40 <$ Age ≤ 50	0.26 (31)	0.13 (29)	0.13 (39)	0.16 (99)
Age ≥ 50	0.19 (23)	0.13 (28)	0.18 (52)	0.16 (103)
En couple	0.35 (42)	0.27 (59)	0.29 (84)	0.30 (185)
Non renseigné	0.17 (21)	0.16 (34)	0.072 (21)	0.12 (76)
En emploi	0.67 (80)	0.65 (140)	0.76 (220)	0.70 (440)
Sans emploi	0.16 (19)	0.16 (35)	0.14 (41)	0.15 (95)
Etudiant/retraité	0.0083 (1)	0.051 (11)	0.066 (19)	0.050 (31)
Non renseigné	0.17 (20)	0.13 (29)	0.034 (10)	0.094 (59)
Maladie	0 (0)	0 (0)	0.0034 (1)	0.0016 (1)

Lecture : 97% des prévenus en récidive légale sont des hommes.

Table 4: Variables Sociodémographiques selon l'infraction

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples
	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq
Sexe masculin	1 (6)	0.90 (265)	0.99 (88)	0.98 (42)	0.95 (86)	1 (4)	0.97 (95)
Age ≤ 25	0 (0)	0.11 (31)	0.31 (28)	0.26 (11)	0.18 (16)	0 (0)	0.16 (16)
$25 <$ Age ≤ 30	0.17 (1)	0.15 (44)	0.26 (23)	0.21 (9)	0.18 (16)	0.25 (1)	0.19 (19)
$30 <$ Age ≤ 40	0.33 (2)	0.32 (94)	0.37 (33)	0.30 (13)	0.32 (29)	0.25 (1)	0.33 (32)
$40 <$ Age ≤ 50	0.33 (2)	0.17 (51)	0.045 (4)	0.070 (3)	0.19 (17)	0.25 (1)	0.21 (21)
Age ≥ 50	0.17 (1)	0.24 (72)	0 (0)	0.16 (7)	0.13 (12)	0.25 (1)	0.10 (10)
En couple	0.67 (4)	0.31 (91)	0.17 (15)	0.23 (10)	0.38 (35)	0.25 (1)	0.30 (29)
Non renseigné	0.17 (1)	0.071 (21)	0.10 (9)	0.35 (15)	0.14 (13)	0.25 (1)	0.16 (16)
En emploi	0.67 (4)	0.78 (230)	0.75 (67)	0.53 (23)	0.57 (52)	0.25 (1)	0.64 (63)
Sans emploi	0.17 (1)	0.11 (33)	0.11 (10)	0.21 (9)	0.23 (21)	0.50 (2)	0.19 (19)
Etudiant/retraité	0 (0)	0.061 (18)	0.056 (5)	0 (0)	0.044 (4)	0.25 (1)	0.031 (3)
Non renseigné	0.17 (1)	0.044 (13)	0.079 (7)	0.26 (11)	0.15 (14)	0 (0)	0.13 (13)
Maladie	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.023 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 90% des prévenus pour CEA sont des hommes.

Culpabilité

Table 5: TGI 5 : Culpabilité

	Effectif	Part
Oui	613	0,98
Partiellement	1	0,00
Non	4	0,01
Non-applicable (CP) ou manquant	7	0,01
Observations	625	

2 Procédures

Table 6: Procédures utilisées

	%/fréq
Homologation CRPC	19,5 (121)
OPD	58,6 (364)
Rejet OPD	0,2 (1)
Composition Pénale (CP)	0,8 (5)
COPJ	16,3 (101)
Comparution Immédiate (CI)	2,6 (16)
Opp Jugement par défaut	0,3 (2)
Opposition OPD	1,1 (7)
Autre	0,6 (4)
Total	100,0 (621)

2.1 Procédures et infractions

Table 7: Procédures et infractions (% en ligne)

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	1.65 (2)	40.5 (49)	14.9 (18)	1.65 (2)	15.7 (19)	0 (0)	25.6 (31)
OPD	1.10 (4)	54.9 (200)	15.7 (57)	9.34 (34)	10.2 (37)	0.55 (2)	8.24 (30)
Rejet OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
CP	0 (0)	80 (4)	0 (0)	0 (0)	20 (1)	0 (0)	0 (0)
COPJ	0 (0)	30.7 (31)	12.9 (13)	3.96 (4)	25.7 (26)	1.98 (2)	24.8 (25)
CI	0 (0)	18.8 (3)	6.25 (1)	0 (0)	25 (4)	0 (0)	50 (8)
Opp JPD	0 (0)	50 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	50 (1)
Opp OPD	0 (0)	57.1 (4)	0 (0)	14.3 (1)	0 (0)	0 (0)	28.6 (2)
Autre	0 (0)	25 (1)	0 (0)	0 (0)	50 (2)	0 (0)	25 (1)

Table 8: Procédures et infractions (% en colonne)

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	33.3 (2)	16.7 (49)	20.2 (18)	4.76 (2)	21.3 (19)	0 (0)	31.6 (31)
OPD	66.7 (4)	68.3 (200)	64.0 (57)	81.0 (34)	41.6 (37)	50 (2)	30.6 (30)
Rejet OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2.38 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
CP	0 (0)	1.37 (4)	0 (0)	0 (0)	1.12 (1)	0 (0)	0 (0)
COPJ	0 (0)	10.6 (31)	14.6 (13)	9.52 (4)	29.2 (26)	50 (2)	25.5 (25)
CI	0 (0)	1.02 (3)	1.12 (1)	0 (0)	4.49 (4)	0 (0)	8.16 (8)
Opp JPD	0 (0)	0.34 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.02 (1)
Opp OPD	0 (0)	1.37 (4)	0 (0)	2.38 (1)	0 (0)	0 (0)	2.04 (2)
Autre	0 (0)	0.34 (1)	0 (0)	0 (0)	2.25 (2)	0 (0)	1.02 (1)

Lecture : 41% des procédures de CRPC concernent des faits de CEA.
17% des CEA font l'objet d'une procédures de CRPC.

2.2 Procédures et passé pénal

Table 9: Procédures et passé pénal (% en ligne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	35.5 (43)	44.6 (54)	19.8 (24)
OPD	0.27 (1)	31.0 (113)	68.7 (250)
Rejet OPD	0 (0)	100 (1)	0 (0)
CP	0 (0)	0 (0)	100 (5)
COPJ	56.4 (57)	39.6 (40)	3.96 (4)
CI	87.5 (14)	12.5 (2)	0 (0)
Opp JPD	50 (1)	50 (1)	0 (0)
Opp OPD	14.3 (1)	28.6 (2)	57.1 (4)
Autre	25 (1)	50 (2)	25 (1)

Table 10: Procédures et passé pénal (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	36.4 (43)	25.1 (54)	8.33 (24)
OPD	0.85 (1)	52.6 (113)	86.8 (250)
Rejet OPD	0 (0)	0.47 (1)	0 (0)
CP	0 (0)	0 (0)	1.74 (5)
COPJ	48.3 (57)	18.6 (40)	1.39 (4)
CI	11.9 (14)	0.93 (2)	0 (0)
Opp JPD	0.85 (1)	0.47 (1)	0 (0)
Opp OPD	0.85 (1)	0.93 (2)	1.39 (4)
Autre	0.85 (1)	0.93 (2)	0.35 (1)

Lecture : 36% des procédures de CRPC concernent des prévenus en récidive légale.
36% des prévenus en récidive légale font l'objet d'une procédure de CRPC.

2.3 Procédures, passé pénal et infractions multiples

Table 11: Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en ligne)

Antécédent	Récidive légale		Réitération		Aucun antécédent		
Infr. multi	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Total
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	26.4 (32)	9.09 (11)	36.4 (44)	8.26 (10)	11.6 (14)	8.26 (10)	100 (121)
OPD	0.27 (1)	0 (0)	27.7 (101)	3.30 (12)	63.7 (232)	4.95 (18)	100 (364)
Rejet OPD	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (5)	0 (0)	100 (5)
COPJ	40.6 (41)	15.8 (16)	32.7 (33)	6.93 (7)	1.98 (2)	1.98 (2)	100 (101)
CI	37.5 (6)	50 (8)	12.5 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (16)
Opp JPD	0 (0)	50 (1)	50 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (2)
Opp OPD	14.3 (1)	0 (0)	14.3 (1)	14.3 (1)	42.9 (3)	14.3 (1)	100 (7)
Autre	25 (1)	0 (0)	25 (1)	25 (1)	25 (1)	0 (0)	100 (4)
Total	13.2 (82)	5.80 (36)	29.6 (184)	4.99 (31)	41.4 (257)	4.99 (31)	100 (621)

Table 12: Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en colonne)

Antécédent	Récidive légale		Réitération		Aucun antécédent		
Infr. multi	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Total
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	39.0 (32)	30.6 (11)	23.9 (44)	32.3 (10)	5.45 (14)	32.3 (10)	19.5 (121)
OPD	1.22 (1)	0 (0)	54.9 (101)	38.7 (12)	90.3 (232)	58.1 (18)	58.6 (364)
Rejet OPD	0 (0)	0 (0)	0.54 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.16 (1)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.95 (5)	0 (0)	0.81 (5)
COPJ	50 (41)	44.4 (16)	17.9 (33)	22.6 (7)	0.78 (2)	6.45 (2)	16.3 (101)
CI	7.32 (6)	22.2 (8)	1.09 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2.58 (16)
Opp JPD	0 (0)	2.78 (1)	0.54 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.32 (2)
Opp OPD	1.22 (1)	0 (0)	0.54 (1)	3.23 (1)	1.17 (3)	3.23 (1)	1.13 (7)
Autre	1.22 (1)	0 (0)	0.54 (1)	3.23 (1)	0.39 (1)	0 (0)	0.64 (4)
Total	100 (82)	100 (36)	100 (184)	100 (31)	100 (257)	100 (31)	100 (621)

Lecture : 26% des CRPC concernent des prévenus en récidive légale poursuivis pour une infraction unique.
39% des prévenus en récidive légale poursuivis pour une infraction unique font l'objet d'une CRPC.

Table 13: Procédures et passé pénal pour CEA (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	43.2 (19)	25.6 (21)	5.39 (9)
OPD	2.27 (1)	61.0 (50)	89.2 (149)
CP	0 (0)	0 (0)	2.40 (4)
COPJ	47.7 (21)	11.0 (9)	0.60 (1)
CI	6.82 (3)	0 (0)	0 (0)
Opp JPD	0 (0)	1.22 (1)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	1.22 (1)	1.80 (3)
Autre	0 (0)	0 (0)	0.60 (1)

Table 14: Procédures et passé pénal pour CES (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	41.7 (5)	26.5 (9)	9.30 (4)
OPD	0 (0)	52.9 (18)	90.7 (39)
COPJ	50 (6)	20.6 (7)	0 (0)
CI	8.33 (1)	0 (0)	0 (0)

Table 15: Procédures et passé pénal pour DA (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	0 (0)	7.69 (2)	0 (0)
OPD	0 (0)	76.9 (20)	100 (14)
Rejet OPD	0 (0)	3.85 (1)	0 (0)
COPJ	50 (1)	11.5 (3)	0 (0)
Opp OPD	50 (1)	0 (0)	0 (0)

Table 16: Procédures et passé pénal pour DPC (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	30.4 (7)	28.2 (11)	3.70 (1)
OPD	0 (0)	30.8 (12)	92.6 (25)
CP	0 (0)	0 (0)	3.70 (1)
COPJ	56.5 (13)	33.3 (13)	0 (0)
CI	8.70 (2)	5.13 (2)	0 (0)
Autre	4.35 (1)	2.56 (1)	0 (0)

3 Peines principales

TABLE 17: TGI 5 : Peine(s) principale(s)

	%	Effectif
Ferme	8.37	52
SME partiel	1.13	7
SME total	3.22	20
Sursis total	4.35	27
TIG sursisTIG	0.48	3
Amende	60.5	376
JA	2.58	16
Autre	1.61	10
Multiple	17.7	110
Observations	621	

3.1 Les jours-amende

TABLE 18: Jours-Amende

	Moyenne	Écart-type	Min	Médiane	Max
Nombre de jours	80	26.1	30	90	120
Montant par jour (euros)	9.06	3.64	5	10	20
Montant total (euros)	677.5	247.9	350	600	1200
Observations	16				

Lecture : Le quantum moyen des jours-amende est de 80 jours pour un montant unitaire de 9 euros.

Table 19: Procédures et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	Ferme	SME partiel	SME total	Sursis total	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	11.6 (14)	0.83 (1)	9.92 (12)	11.6 (14)	0.83 (1)	2.48 (3)	9.09 (11)	0.83 (1)	52.9 (64)	100 (121)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	98.9 (360)	0 (0)	0.55 (2)	0.55 (2)	100 (364)
Rejet OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	100 (1)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (5)	0 (0)	100 (5)
COPJ	28.7 (29)	0.99 (1)	7.92 (8)	10.9 (11)	1.98 (2)	6.93 (7)	4.95 (5)	0.99 (1)	36.6 (37)	100 (101)
CI	43.8 (7)	25 (4)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	31.3 (5)	100 (16)
Opp JPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	50 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	50 (1)	100 (2)
Opp OPD	0 (0)	14.3 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	71.4 (5)	0 (0)	0 (0)	14.3 (1)	100 (7)
Autre	50 (2)	0 (0)	0 (0)	25 (1)	0 (0)	25 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (4)
Total	8.37 (52)	1.13 (7)	3.22 (20)	4.35 (27)	0.48 (3)	60.5 (376)	2.58 (16)	1.61 (10)	17.7 (110)	100 (621)

Lecture : 12% des procédures de CRPC aboutissent à une peine de prison intégralement ferme.

Table 20: Procédures et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	Ferme	SME partiel	SME total	Sursis total	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	26.9 (14)	14.3 (1)	60.0 (12)	51.9 (14)	33.3 (1)	0.80 (3)	68.8 (11)	10 (1)	58.2 (64)	19.5 (121)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	95.7 (360)	0 (0)	20 (2)	1.82 (2)	58.6 (364)
Rejet OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	10 (1)	0 (0)	0.16 (1)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	50 (5)	0 (0)	0.81 (5)
COPJ	55.8 (29)	14.3 (1)	40 (8)	40.7 (11)	66.7 (2)	1.86 (7)	31.3 (5)	10 (1)	33.6 (37)	16.3 (101)
CI	13.5 (7)	57.1 (4)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4.55 (5)	2.58 (16)
Opp JPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	3.70 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.91 (1)	0.32 (2)
Opp OPD	0 (0)	14.3 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.33 (5)	0 (0)	0 (0)	0.91 (1)	1.13 (7)
Autre	3.85 (2)	0 (0)	0 (0)	3.70 (1)	0 (0)	0.27 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.64 (4)
Total	100 (52)	100 (7)	100 (20)	100 (27)	100 (3)	100 (376)	100 (16)	100 (10)	100 (110)	100 (621)

Lecture : 27% des peines de prison intégralement fermes sont prononcées en procédure de CRPC.

Table 21: Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
Ferme	1.92 (1)	26.9 (14)	13.5 (7)	0 (0)	40.4 (21)	0 (0)	17.3 (9)	100 (52)
SME partiel	0 (0)	42.9 (3)	0 (0)	0 (0)	14.3 (1)	0 (0)	42.9 (3)	100 (7)
SME total	0 (0)	60 (12)	15 (3)	0 (0)	5 (1)	5 (1)	15 (3)	100 (20)
Sursis total	0 (0)	51.9 (14)	7.41 (2)	0 (0)	18.5 (5)	0 (0)	22.2 (6)	100 (27)
TIG sursisTIG	0 (0)	0 (0)	0 (0)	33.3 (1)	66.7 (2)	0 (0)	0 (0)	100 (3)
Amende	1.06 (4)	54.8 (206)	14.9 (56)	10.6 (40)	9.57 (36)	0.80 (3)	8.24 (31)	100 (376)
JA	0 (0)	31.3 (5)	12.5 (2)	0 (0)	43.8 (7)	0 (0)	12.5 (2)	100 (16)
Autre	0 (0)	50 (5)	10 (1)	10 (1)	20 (2)	0 (0)	10 (1)	100 (10)
Multiple	0.91 (1)	30.9 (34)	16.4 (18)	0 (0)	12.7 (14)	0 (0)	39.1 (43)	100 (110)
Total	0.97 (6)	47.2 (293)	14.3 (89)	6.76 (42)	14.3 (89)	0.64 (4)	15.8 (98)	100 (621)

Lecture : 27% des peines intégralement fermes concernent une CEA seule.

Table 22: Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
Ferme	16.7 (1)	4.78 (14)	7.87 (7)	0 (0)	23.6 (21)	0 (0)	9.18 (9)	8.37 (52)
SME partiel	0 (0)	1.02 (3)	0 (0)	0 (0)	1.12 (1)	0 (0)	3.06 (3)	1.13 (7)
SME total	0 (0)	4.10 (12)	3.37 (3)	0 (0)	1.12 (1)	25 (1)	3.06 (3)	3.22 (20)
Sursis total	0 (0)	4.78 (14)	2.25 (2)	0 (0)	5.62 (5)	0 (0)	6.12 (6)	4.35 (27)
TIG sursisTIG	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2.38 (1)	2.25 (2)	0 (0)	0 (0)	0.48 (3)
Amende	66.7 (4)	70.3 (206)	62.9 (56)	95.2 (40)	40.4 (36)	75 (3)	31.6 (31)	60.5 (376)
JA	0 (0)	1.71 (5)	2.25 (2)	0 (0)	7.87 (7)	0 (0)	2.04 (2)	2.58 (16)
Autre	0 (0)	1.71 (5)	1.12 (1)	2.38 (1)	2.25 (2)	0 (0)	1.02 (1)	1.61 (10)
Multiple	16.7 (1)	11.6 (34)	20.2 (18)	0 (0)	15.7 (14)	0 (0)	43.9 (43)	17.7 (110)
Total	100 (6)	100 (293)	100 (89)	100 (42)	100 (89)	100 (4)	100.0 (98)	100 (621)

Lecture : 5% des CEA seules aboutissent à une peine de prison intégralement ferme.

TABLE 23: Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en ligne)

	Récidive légale %/Effectif	Réitération %/Effectif	Pas de récidive %/Effectif	Total %/Effectif
Ferme	57.7 (30)	42.3 (22)	0 (0)	100 (52)
SME partiel	85.7 (6)	14.3 (1)	0 (0)	100 (7)
SME total	55.0 (11)	35 (7)	10 (2)	100 (20)
Sursis total	29.6 (8)	44.4 (12)	25.9 (7)	100 (27)
TIG sursisTIG	33.3 (1)	66.7 (2)	0 (0)	100 (3)
Amende	0.80 (3)	31.9 (120)	67.3 (253)	100 (376)
JA	43.8 (7)	56.3 (9)	0 (0)	100 (16)
Autre	10 (1)	20 (2)	70 (7)	100 (10)
Multiple	46.4 (51)	36.4 (40)	17.3 (19)	100 (110)
Total	19.0 (118)	34.6 (215)	46.4 (288)	100 (621)

Lecture : 58% des peines de prison intégralement fermes concernent des condamnés en récidive légale.

TABLE 24: Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en colonne)

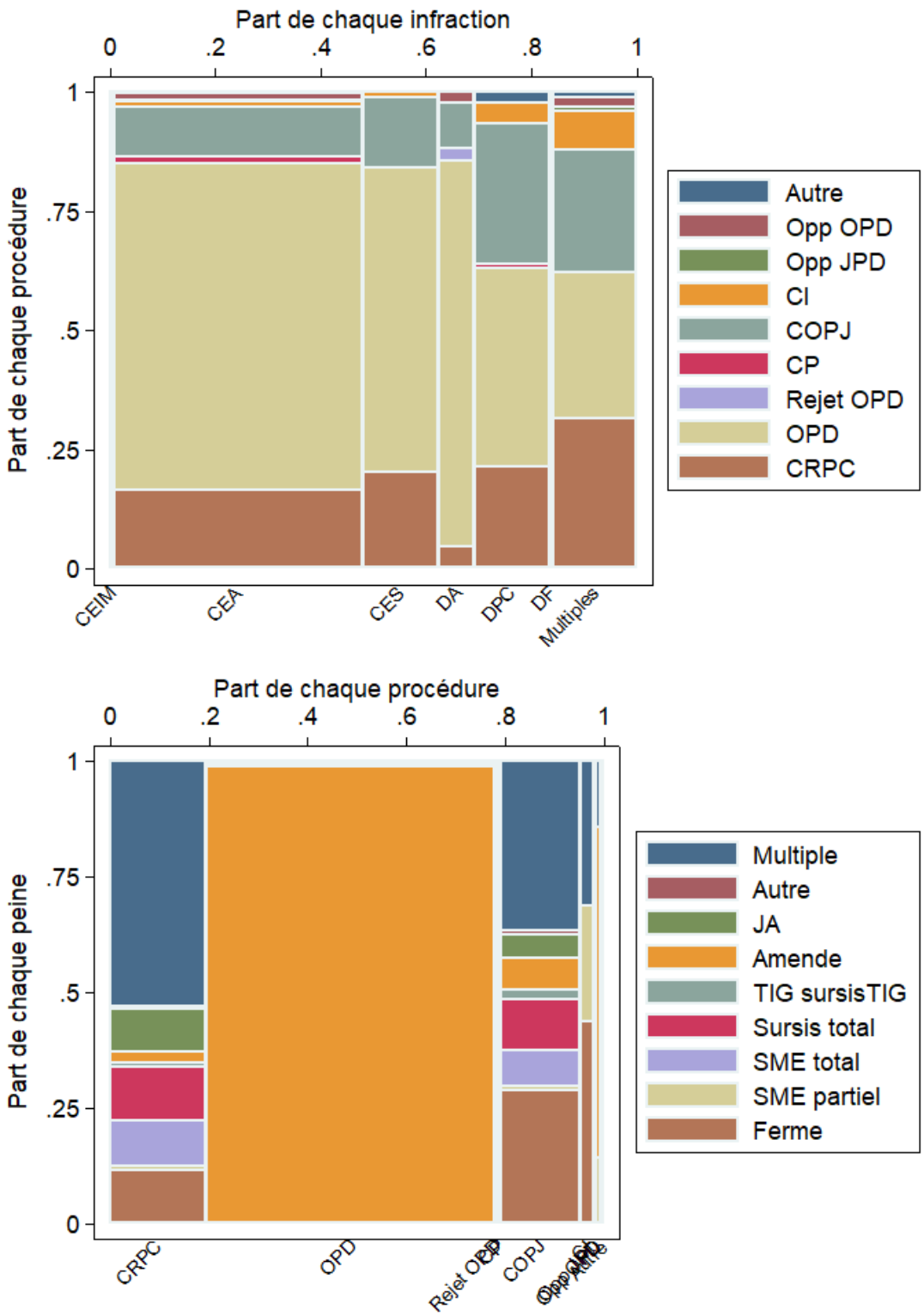
	Récidive légale %/Effectif	Réitération %/Effectif	Pas de récidive %/Effectif	Total %/Effectif
Ferme	25.4 (30)	10.2 (22)	0 (0)	8.37 (52)
SME partiel	5.08 (6)	0.47 (1)	0 (0)	1.13 (7)
SME total	9.32 (11)	3.26 (7)	0.69 (2)	3.22 (20)
Sursis total	6.78 (8)	5.58 (12)	2.43 (7)	4.35 (27)
TIG sursisTIG	0.85 (1)	0.93 (2)	0 (0)	0.48 (3)
Amende	2.54 (3)	55.8 (120)	87.8 (253)	60.5 (376)
JA	5.93 (7)	4.19 (9)	0 (0)	2.58 (16)
Autre	0.85 (1)	0.93 (2)	2.43 (7)	1.61 (10)
Multiple	43.2 (51)	18.6 (40)	6.60 (19)	17.7 (110)
Total	100 (118)	100 (215)	100 (288)	100 (621)

Lecture : 42% des condamnés en récidive légale font l'objet d'une peine intégralement ferme.

4 Le contentieux routier en un coup d'oeil

Ces graphiques en mosaïque permettent d'identifier rapidement les infractions, procédures et peines qui concentrent l'essentiel du contentieux routier dans le TGI.

FIGURE 1: Distribution du contentieux routier par infractions, procédures et peines



ANNEXE 6

Projet GIP *Barémisation de la justice*

Contentieux routier au TGI 6

Ce rapport présente les statistiques portant sur les **664 affaires relatives au contentieux routier** traitées par le TGI 6 **du 1er janvier au 30 juin 2018**.

Liste des tableaux

1 Variables Sociodémographiques 2
2 Infractions 2
3 Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive 3
4 Variables Sociodémographiques selon l'infraction 4
5 TGI 6 : Culpabilité 5
6 Procédures utilisées 6
7 Procédures et infractions (% en ligne) 7
8 Procédures et infractions (% en colonne) 7
9 Procédures et passé pénal (% en ligne) 8
10 Procédures et passé pénal (% en colonne) 8
11 Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en ligne) 9
12 Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en colonne) 9
13 Procédures et passé pénal pour CEA (% en colonne) 10
14 Procédures et passé pénal pour CES (% en colonne) 10
15 Procédures et passé pénal pour DA (% en colonne) 10
16 Procédures et passé pénal pour DPC (% en colonne) 10
17 TGI 6 : Peine(s) principale(s) 11
18 Compositions Pénales 12
19 Jours-Amende 12
20 Procédures et peine(s) principale(s) (% en ligne) 13
21 Procédures et peine(s) principale(s) (% en colonne) 14
22 Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne) 15
23 Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne) 16
24 Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en ligne) 17
25 Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en colonne) 17

Table des figures

1 Distribution du contentieux routier par infractions, procédures et peines 18

1 Personnes mises en cause et infractions

TABLE 1: Variables Sociodémographiques

	part / fréq	min	max	Total
Sexe masculin	0.91 (606)	0	1	664
Age ≤ 25	0.24 (159)	0	1	664
$25 <$ Age ≤ 30	0.20 (130)	0	1	664
$30 <$ Age ≤ 40	0.26 (175)	0	1	664
$40 <$ Age ≤ 50	0.15 (98)	0	1	664
Age ≥ 50	0.15 (99)	0	1	664
En couple	0.087 (58)	0	1	664
Non renseigné	0.64 (425)	0	1	664
En emploi	0.66 (440)	0	1	664
Sans emploi	0.25 (164)	0	1	664
Etudiant/retraité	0.056 (37)	0	1	664
Non renseigné	0.035 (23)	0	1	664
Maladie	0 (0)	0	0	664

TABLE 2: Infractions

	%	fréq
CEACES	0.15	(1)
CEIM	0.15	(1)
CEA	33.6	(223)
CES	15.4	(102)
DA	8.13	(54)
DPC	24.4	(162)
Multiples	18.2	(121)
Total	100	(664)

TABLE 3: Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive

	Récidive légale part / fréq	Réitération part / fréq	Pas de récidive part / fréq	Total part / fréq
Sexe masculin	0.95 (105)	0.95 (41)	0.90 (460)	0.91 (606)
Age ≤ 25	0.16 (18)	0.14 (6)	0.26 (135)	0.24 (159)
$25 <$ Age ≤ 30	0.24 (26)	0.30 (13)	0.18 (91)	0.20 (130)
$30 <$ Age ≤ 40	0.30 (33)	0.35 (15)	0.25 (127)	0.26 (175)
$40 <$ Age ≤ 50	0.15 (17)	0.14 (6)	0.15 (75)	0.15 (98)
Age ≥ 50	0.15 (16)	0.070 (3)	0.16 (80)	0.15 (99)
En couple	0.19 (21)	0.26 (11)	0.051 (26)	0.087 (58)
Non renseigné	0.14 (15)	0.047 (2)	0.80 (408)	0.64 (425)
En emploi	0.58 (64)	0.81 (35)	0.67 (341)	0.66 (440)
Sans emploi	0.29 (32)	0.19 (8)	0.24 (124)	0.25 (164)
Etudiant/retraité	0.036 (4)	0 (0)	0.065 (33)	0.056 (37)
Non renseigné	0.091 (10)	0 (0)	0.025 (13)	0.035 (23)
Maladie	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 95% des prévenus en récidive légale sont des hommes.

Table 4: Variables Sociodémographiques selon l'infraction

	CEACES	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	Multiples
	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq
Sexe masculin	1 (1)	1 (1)	0.89 (198)	0.90 (92)	0.94 (51)	0.93 (151)	0.93 (112)
Age ≤ 25	0 (0)	0 (0)	0.13 (29)	0.35 (36)	0.30 (16)	0.31 (50)	0.23 (28)
$25 <$ Age ≤ 30	0 (0)	0 (0)	0.17 (38)	0.31 (32)	0.15 (8)	0.14 (23)	0.24 (29)
$30 <$ Age ≤ 40	1 (1)	0 (0)	0.24 (53)	0.27 (28)	0.39 (21)	0.23 (38)	0.28 (34)
$40 <$ Age ≤ 50	0 (0)	0 (0)	0.20 (45)	0.049 (5)	0.11 (6)	0.17 (28)	0.12 (14)
Age ≥ 50	0 (0)	1 (1)	0.26 (57)	0 (0)	0.056 (3)	0.14 (22)	0.13 (16)
En couple	0 (0)	1 (1)	0.072 (16)	0.029 (3)	0 (0)	0.099 (16)	0.18 (22)
Non renseigné	1 (1)	0 (0)	0.68 (151)	0.75 (76)	0.83 (45)	0.67 (108)	0.36 (44)
En emploi	1 (1)	1 (1)	0.70 (157)	0.71 (72)	0.63 (34)	0.63 (102)	0.60 (73)
Sans emploi	0 (0)	0 (0)	0.20 (44)	0.21 (21)	0.31 (17)	0.30 (48)	0.28 (34)
Etudiant/retraité	0 (0)	0 (0)	0.072 (16)	0.069 (7)	0 (0)	0.056 (9)	0.041 (5)
Non renseigné	0 (0)	0 (0)	0.027 (6)	0.020 (2)	0.056 (3)	0.019 (3)	0.074 (9)
Maladie	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 89% des prévenus pour CEA sont des hommes.

Culpabilité

Table 5: TGI 6 : Culpabilité

	Effectif	Part
Oui	660	0,99
Partiellement	0	0,00
Non	0	0,00
Non-applicable (CP) ou manquant	4	0,01
Observations	664	

2 Procédures

Table 6: Procédures utilisées

	%/fréq
Homologation CRPC	19,9 (132)
OPD	52,0 (345)
Composition Pénale (CP)	9,9 (66)
COPJ	13,1 (87)
CCPV	0,3 (2)
Comparution Immédiate (CI)	3,0 (20)
Opposition OPD	1,1 (7)
Autre	0,8 (5)
Total	100,0 (664)

2.1 Procédures et infractions

Table 7: Procédures et infractions (% en ligne)

	CEACES	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	Multiples
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	0 (0)	0.76 (1)	40.9 (54)	12.9 (17)	0.76 (1)	20.5 (27)	24.2 (32)
OPD	0.29 (1)	0 (0)	28.4 (98)	20.6 (71)	11.9 (41)	29.3 (101)	9.57 (33)
CP	0 (0)	0 (0)	78.8 (52)	7.58 (5)	6.06 (4)	7.58 (5)	0 (0)
COPJ	0 (0)	0 (0)	14.9 (13)	4.60 (4)	8.05 (7)	29.9 (26)	42.5 (37)
CCPV	0 (0)	0 (0)	0 (0)	50 (1)	0 (0)	0 (0)	50 (1)
CI	0 (0)	0 (0)	10 (2)	5 (1)	0 (0)	5 (1)	80 (16)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	14.3 (1)	42.9 (3)	14.3 (1)	14.3 (1)	14.3 (1)
Autre	0 (0)	0 (0)	60 (3)	0 (0)	0 (0)	20 (1)	20 (1)

Table 8: Procédures et infractions (% en colonne)

	CEACES	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	Multiples
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	0 (0)	100 (1)	24.2 (54)	16.7 (17)	1.85 (1)	16.7 (27)	26.4 (32)
OPD	100 (1)	0 (0)	43.9 (98)	69.6 (71)	75.9 (41)	62.3 (101)	27.3 (33)
CP	0 (0)	0 (0)	23.3 (52)	4.90 (5)	7.41 (4)	3.09 (5)	0 (0)
COPJ	0 (0)	0 (0)	5.83 (13)	3.92 (4)	13.0 (7)	16.0 (26)	30.6 (37)
CCPV	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.98 (1)	0 (0)	0 (0)	0.83 (1)
CI	0 (0)	0 (0)	0.90 (2)	0.98 (1)	0 (0)	0.62 (1)	13.2 (16)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0.45 (1)	2.94 (3)	1.85 (1)	0.62 (1)	0.83 (1)
Autre	0 (0)	0 (0)	1.35 (3)	0 (0)	0 (0)	0.62 (1)	0.83 (1)

Lecture : 41% des procédures de CRPC concernent des faits de CEA.
24% des CEA font l'objet d'une procédures de CRPC.

2.2 Procédures et passé pénal

Table 9: Procédures et passé pénal (% en ligne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	43.2 (57)	17.4 (23)	39.4 (52)
OPD	0 (0)	0.29 (1)	99.7 (344)
CP	3.03 (2)	0 (0)	97.0 (64)
COPJ	34.5 (30)	21.8 (19)	43.7 (38)
CCPV	100 (2)	0 (0)	0 (0)
CI	95 (19)	0 (0)	5 (1)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	100 (7)
Autre	0 (0)	0 (0)	100 (5)

Table 10: Procédures et passé pénal (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	51.8 (57)	53.5 (23)	10.2 (52)
OPD	0 (0)	2.33 (1)	67.3 (344)
CP	1.82 (2)	0 (0)	12.5 (64)
COPJ	27.3 (30)	44.2 (19)	7.44 (38)
CCPV	1.82 (2)	0 (0)	0 (0)
CI	17.3 (19)	0 (0)	0.20 (1)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	1.37 (7)
Autre	0 (0)	0 (0)	0.98 (5)

Lecture : 43% des procédures de CRPC concernent des prévenus en récidive légale.
52% des prévenus en récidive légale font l'objet d'une procédure de CRPC.

2.3 Procédures, passé pénal et infractions multiples

Table 11: Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en ligne)

Antécédent	Récidive légale		Réitération		Aucun antécédent		
Infr. multi	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Total
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	34.8 (46)	8.33 (11)	11.4 (15)	6.06 (8)	29.5 (39)	9.85 (13)	100 (132)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.29 (1)	90.4 (312)	9.28 (32)	100 (345)
CP	3.03 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	97.0 (64)	0 (0)	100 (66)
COPJ	20.7 (18)	13.8 (12)	10.3 (9)	11.5 (10)	26.4 (23)	17.2 (15)	100 (87)
CCPV	50 (1)	50 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (2)
CI	20 (4)	75 (15)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	5 (1)	100 (20)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	85.7 (6)	14.3 (1)	100 (7)
Autre	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	80 (4)	20 (1)	100 (5)
Total	10.7 (71)	5.87 (39)	3.61 (24)	2.86 (19)	67.5 (448)	9.49 (63)	100 (664)

Table 12: Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en colonne)

Antécédent	Récidive légale		Réitération		Aucun antécédent		
Infr. multi	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Total
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	64.8 (46)	28.2 (11)	62.5 (15)	42.1 (8)	8.71 (39)	20.6 (13)	19.9 (132)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	5.26 (1)	69.6 (312)	50.8 (32)	52.0 (345)
CP	2.82 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	14.3 (64)	0 (0)	9.94 (66)
COPJ	25.4 (18)	30.8 (12)	37.5 (9)	52.6 (10)	5.13 (23)	23.8 (15)	13.1 (87)
CCPV	1.41 (1)	2.56 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.30 (2)
CI	5.63 (4)	38.5 (15)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.59 (1)	3.01 (20)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.34 (6)	1.59 (1)	1.05 (7)
Autre	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.89 (4)	1.59 (1)	0.75 (5)
Total	100 (71)	100 (39)	100 (24)	100 (19)	100 (448)	100 (63)	100 (664)

Lecture : 35% des CRPC concernent des prévenus en récidive légale poursuivis pour une infraction unique.
65% des prévenus en récidive légale poursuivis pour une infraction unique font l'objet d'une CRPC.

Table 13: Procédures et passé pénal pour CEA (% en colonne)

	Récidive légale % / fréq	Réitération % / fréq	Pas de récidive % / fréq
CRPC	70.6 (24)	83.3 (10)	11.3 (20)
OPD	0 (0)	0 (0)	55.4 (98)
CP	5.88 (2)	0 (0)	28.2 (50)
COPJ	17.6 (6)	16.7 (2)	2.82 (5)
CI	5.88 (2)	0 (0)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0.56 (1)
Autre	0 (0)	0 (0)	1.69 (3)

Table 14: Procédures et passé pénal pour CES (% en colonne)

	Récidive légale % / fréq	Réitération % / fréq	Pas de récidive % / fréq
CRPC	81.8 (9)	66.7 (2)	6.82 (6)
OPD	0 (0)	0 (0)	80.7 (71)
CP	0 (0)	0 (0)	5.68 (5)
COPJ	0 (0)	33.3 (1)	3.41 (3)
CCPV	9.09 (1)	0 (0)	0 (0)
CI	9.09 (1)	0 (0)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	3.41 (3)

Table 15: Procédures et passé pénal pour DA (% en colonne)

	Récidive légale % / fréq	Pas de récidive % / fréq
CRPC	25 (1)	0 (0)
OPD	0 (0)	82 (41)
CP	0 (0)	8 (4)
COPJ	75 (3)	8 (4)
Opp OPD	0 (0)	2 (1)

Table 16: Procédures et passé pénal pour DPC (% en colonne)

	Récidive légale % / fréq	Réitération % / fréq	Pas de récidive % / fréq
CRPC	52.4 (11)	33.3 (3)	9.85 (13)
OPD	0 (0)	0 (0)	76.5 (101)
CP	0 (0)	0 (0)	3.79 (5)
COPJ	42.9 (9)	66.7 (6)	8.33 (11)
CI	4.76 (1)	0 (0)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0.76 (1)
Autre	0 (0)	0 (0)	0.76 (1)

3 Peines principales

TABLE 17: TGI 6 : Peine(s) principale(s)

	%	Effectif
Ferme	7.68	51
SME partiel	1.81	12
SME total	4.97	33
Sursis total	0.15	1
TIG sursisTIG	2.56	17
Amende	52.7	350
JA	4.67	31
Autre	20.2	134
Multiple	5.27	35
Observations	664	

Les peines principales autres concernent essentiellement les compositions pénales, avec amende de composition et/ou suspension du permis de conduire.

3.1 Compositions pénales

Table 18: Compositions Pénales

	part/ fréq
Amende de composition	0.55 (36)
[0; 200[euros	0.17 (6)
[200; 300[euros	0.31 (11)
[300; 400[euros	0.50 (18)
[400; 500[euros	0 (0)
500 euros et plus	0.028 (1)
Suspension du permis de conduire	0.74 (49)
1 mois	0 (0)
2 mois	0.15 (10)
3 mois	0.18 (12)
4 mois	0.15 (10)
5 mois	0.18 (12)
6 mois	0.076 (5)

Lecture : 74% des CP font l'objet d'une suspension temporaire du permis.

3.2 Les jours-amende

Table 19: Jours-Amende

	Moyenne	Écart-type	Min	Médiane	Max
Nombre de jours	80.3	41.9	3	90	200
Montant par jour (euros)	8.32	3.33	3	10	15
Montant total (euros)	645.5	312.7	25	600	1500
Observations	32				

Lecture : Le quantum moyen des jours-amende est de 80 jours pour un montant unitaire de 8 euros.

Table 20: Procédures et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	Ferme	SME partiel	SME total	Sursis total	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	6.06 (8)	2.27 (3)	21.2 (28)	0 (0)	12.1 (16)	14.4 (19)	16.7 (22)	13.6 (18)	13.6 (18)	100 (132)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	88.1 (304)	0 (0)	10.4 (36)	1.45 (5)	100 (345)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (66)	0 (0)	100 (66)
COPJ	37.9 (33)	1.15 (1)	4.60 (4)	1.15 (1)	1.15 (1)	19.5 (17)	10.3 (9)	12.6 (11)	11.5 (10)	100 (87)
CCPV	50 (1)	50 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (2)
CI	45 (9)	35 (7)	5 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	5 (1)	10 (2)	100 (20)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (7)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (7)
Autre	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	60 (3)	0 (0)	40 (2)	0 (0)	100 (5)
Total	7.68 (51)	1.81 (12)	4.97 (33)	0.15 (1)	2.56 (17)	52.7 (350)	4.67 (31)	20.2 (134)	5.27 (35)	100 (664)

Lecture : 6% des procédures de CRPC aboutissent à une peine de prison intégralement ferme.

Table 21: Procédures et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	Ferme	SME partiel	SME total	Sursis total	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	15.7 (8)	25 (3)	84.8 (28)	0 (0)	94.1 (16)	5.43 (19)	71.0 (22)	13.4 (18)	51.4 (18)	19.9 (132)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	86.9 (304)	0 (0)	26.9 (36)	14.3 (5)	52.0 (345)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	49.3 (66)	0 (0)	9.94 (66)
COPJ	64.7 (33)	8.33 (1)	12.1 (4)	100 (1)	5.88 (1)	4.86 (17)	29.0 (9)	8.21 (11)	28.6 (10)	13.1 (87)
CCPV	1.96 (1)	8.33 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.30 (2)
CI	17.6 (9)	58.3 (7)	3.03 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.75 (1)	5.71 (2)	3.01 (20)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2 (7)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.05 (7)
Autre	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.86 (3)	0 (0)	1.49 (2)	0 (0)	0.75 (5)
Total	100 (51)	100 (12)	100 (33)	100 (1)	100 (17)	100 (350)	100 (31)	100 (134)	100 (35)	100 (664)

Lecture : 16% des peines de prison intégralement fermes sont prononcées en procédure de CRPC.

Table 22: Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	CEACES	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	Multiples	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
Ferme	0 (0)	0 (0)	17.6 (9)	3.92 (2)	0 (0)	35.3 (18)	43.1 (22)	100 (51)
SME partiel	0 (0)	0 (0)	25 (3)	16.7 (2)	0 (0)	0 (0)	58.3 (7)	100 (12)
SME total	0 (0)	3.03 (1)	36.4 (12)	15.2 (5)	0 (0)	6.06 (2)	39.4 (13)	100 (33)
Sursis total	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
TIG sursisTIG	0 (0)	0 (0)	5.88 (1)	11.8 (2)	5.88 (1)	47.1 (8)	29.4 (5)	100 (17)
Amende	0.29 (1)	0 (0)	26 (91)	19.7 (69)	13.7 (48)	29.1 (102)	11.1 (39)	100 (350)
JA	0 (0)	0 (0)	35.5 (11)	9.68 (3)	0 (0)	32.3 (10)	22.6 (7)	100 (31)
Autre	0 (0)	0 (0)	65.7 (88)	12.7 (17)	2.99 (4)	9.70 (13)	8.96 (12)	100 (134)
Multiple	0 (0)	0 (0)	20 (7)	5.71 (2)	2.86 (1)	25.7 (9)	45.7 (16)	100 (35)
Total	0.15 (1)	0.15 (1)	33.6 (223)	15.4 (102)	8.13 (54)	24.4 (162)	18.2 (121)	100 (664)

Lecture : 18% des peines intégralement fermes concernent une CEA seule.

Table 23: Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	CEACES	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	Multiples	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
Ferme	0 (0)	0 (0)	4.04 (9)	1.96 (2)	0 (0)	11.1 (18)	18.2 (22)	7.68 (51)
SME partiel	0 (0)	0 (0)	1.35 (3)	1.96 (2)	0 (0)	0 (0)	5.79 (7)	1.81 (12)
SME total	0 (0)	100 (1)	5.38 (12)	4.90 (5)	0 (0)	1.23 (2)	10.7 (13)	4.97 (33)
Sursis total	0 (0)	0 (0)	0.45 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.15 (1)
TIG sursisTIG	0 (0)	0 (0)	0.45 (1)	1.96 (2)	1.85 (1)	4.94 (8)	4.13 (5)	2.56 (17)
Amende	100 (1)	0 (0)	40.8 (91)	67.6 (69)	88.9 (48)	63.0 (102)	32.2 (39)	52.7 (350)
JA	0 (0)	0 (0)	4.93 (11)	2.94 (3)	0 (0)	6.17 (10)	5.79 (7)	4.67 (31)
Autre	0 (0)	0 (0)	39.5 (88)	16.7 (17)	7.41 (4)	8.02 (13)	9.92 (12)	20.2 (134)
Multiple	0 (0)	0 (0)	3.14 (7)	1.96 (2)	1.85 (1)	5.56 (9)	13.2 (16)	5.27 (35)
Total	100 (1)	100 (1)	100 (223)	100 (102)	100 (54)	100 (162)	100 (121)	100 (664)

Lecture : 4% des CEA seules aboutissent à une peine de prison intégralement ferme.

Table 24: Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en ligne)

	Récidive légale %/Effectif	Réitération %/Effectif	Pas de récidive %/Effectif	Total %/Effectif
Ferme	54.9 (28)	21.6 (11)	23.5 (12)	100 (51)
SME partiel	75 (9)	8.33 (1)	16.7 (2)	100 (12)
SME total	75.8 (25)	15.2 (5)	9.09 (3)	100 (33)
Sursis total	100 (1)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
TIG sursisTIG	35.3 (6)	5.88 (1)	58.8 (10)	100 (17)
Amende	2.29 (8)	2 (7)	95.7 (335)	100 (350)
JA	32.3 (10)	16.1 (5)	51.6 (16)	100 (31)
Autre	10.4 (14)	3.73 (5)	85.8 (115)	100 (134)
Multiple	25.7 (9)	22.9 (8)	51.4 (18)	100 (35)
Total	16.6 (110)	6.48 (43)	77.0 (511)	100 (664)

Lecture : 55% des peines de prison intégralement fermes concernent des condamnés en récidive légale.

Table 25: Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en colonne)

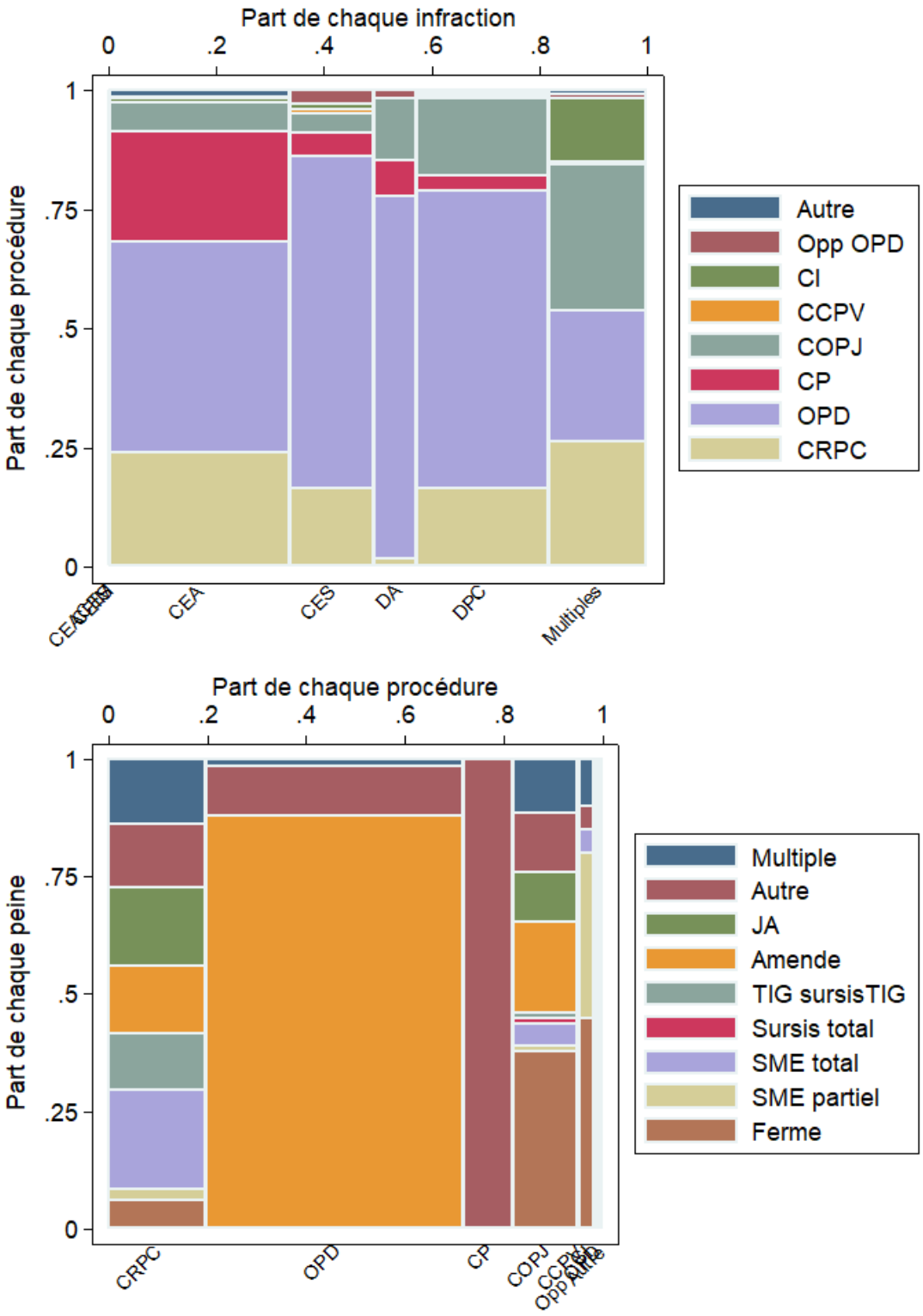
	Récidive légale %/Effectif	Réitération %/Effectif	Pas de récidive %/Effectif	Total %/Effectif
Ferme	25.5 (28)	25.6 (11)	2.35 (12)	7.68 (51)
SME partiel	8.18 (9)	2.33 (1)	0.39 (2)	1.81 (12)
SME total	22.7 (25)	11.6 (5)	0.59 (3)	4.97 (33)
Sursis total	0.91 (1)	0 (0)	0 (0)	0.15 (1)
TIG sursisTIG	5.45 (6)	2.33 (1)	1.96 (10)	2.56 (17)
Amende	7.27 (8)	16.3 (7)	65.6 (335)	52.7 (350)
JA	9.09 (10)	11.6 (5)	3.13 (16)	4.67 (31)
Autre	12.7 (14)	11.6 (5)	22.5 (115)	20.2 (134)
Multiple	8.18 (9)	18.6 (8)	3.52 (18)	5.27 (35)
Total	100 (110)	100 (43)	100 (511)	100 (664)

Lecture : 26% des condamnés en récidive légale font l'objet d'une peine intégralement ferme.

4 Le contentieux routier en un coup d'oeil

Ces graphiques en mosaïque permettent d'identifier rapidement les infractions, procédures et peines qui concentrent l'essentiel du contentieux routier dans le TGI.

FIGURE 1: Distribution du contentieux routier par infractions, procédures et peines



ANNEXE 7

Projet GIP *Barémisation de la justice*

Contentieux routier au TGI 7

Ce rapport présente les statistiques portant sur les **236 affaires relatives au contentieux routier** traitées par le TGI 7 **du 1er janvier au 30 juin 2017**.

Liste des tableaux

1 Variables Sociodémographiques . . . 2
2 Infractions . . . 2
3 Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive . . . 3
4 Variables Sociodémographiques selon l'infraction . . . 4
5 TGI 7 : Culpabilité . . . 5
6 Procédures utilisées . . . 6
7 Procédures et infractions (% en ligne) . . . 7
8 Procédures et infractions (% en colonne) . . . 7
9 Procédures et passé pénal (% en ligne) . . . 8
10 Procédures et passé pénal (% en colonne) . . . 8
11 Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en ligne) . . . 9
12 Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en colonne) . . . 9
13 Procédures et passé pénal pour CEA (% en colonne) . . . 10
14 Procédures et passé pénal pour CES (% en colonne) . . . 10
15 Procédures et passé pénal pour DA (% en colonne) . . . 10
16 Procédures et passé pénal pour DPC (% en colonne) . . . 10
17 TGI 7 : Peine(s) principale(s) . . . 11
18 Compositions Pénales . . . 12
19 Jours-Amende . . . 12
20 Procédures et peine(s) principale(s) (% en ligne) . . . 13
21 Procédures et peine(s) principale(s) (% en colonne) . . . 14
22 Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne) . . . 15
23 Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne) . . . 16
24 Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en ligne) . . . 17
25 Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en colonne) . . . 17

Table des figures

1 Distribution du contentieux routier par infractions, procédures et peines . . . 18

1 TGI : Personnes mises en cause et infractions

Table 1: Variables Sociodémographiques

	part / fréq	min	max	Total
Sexe masculin	0.86 (204)	0	1	236
Age ≤ 25	0.24 (56)	0	1	236
$25 <$ Age ≤ 30	0.11 (27)	0	1	236
$30 <$ Age ≤ 40	0.24 (56)	0	1	236
$40 <$ Age ≤ 50	0.22 (53)	0	1	236
Age ≥ 50	0.19 (44)	0	1	236
En couple	0.27 (64)	0	1	236
Non renseigné	0.11 (25)	0	1	236
En emploi	0.59 (140)	0	1	236
Sans emploi	0.28 (67)	0	1	236
Etudiant/retraité	0.068 (16)	0	1	236
Non renseigné	0.055 (13)	0	1	236
Maladie	0 (0)	0	0	236

Table 2: Infractions

	%	fréq
CEIM	0.85	(2)
CEA	45.5	(107)
CES	7.66	(18)
DA	5.96	(14)
DPC	21.3	(50)
DF	0.85	(2)
Multiples	17.9	(42)
Total	100	(235)

TABLE 3: Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive

	Récidive légale part / fréq	Réitération part / fréq	Pas de récidive part / fréq	Total part / fréq
Sexe masculin	0.98 (41)	0.85 (39)	0.84 (124)	0.86 (204)
Age ≤ 25	0.17 (7)	0.13 (6)	0.29 (43)	0.24 (56)
$25 <$ Age ≤ 30	0.14 (6)	0.17 (8)	0.088 (13)	0.11 (27)
$30 <$ Age ≤ 40	0.19 (8)	0.26 (12)	0.24 (36)	0.24 (56)
$40 <$ Age ≤ 50	0.36 (15)	0.26 (12)	0.18 (26)	0.22 (53)
Age ≥ 50	0.14 (6)	0.17 (8)	0.20 (30)	0.19 (44)
En couple	0.26 (11)	0.26 (12)	0.28 (41)	0.27 (64)
Non renseigné	0.14 (6)	0.087 (4)	0.10 (15)	0.11 (25)
En emploi	0.64 (27)	0.63 (29)	0.57 (84)	0.59 (140)
Sans emploi	0.31 (13)	0.30 (14)	0.27 (40)	0.28 (67)
Etudiant/retraité	0.024 (1)	0.043 (2)	0.088 (13)	0.068 (16)
Non renseigné	0.024 (1)	0.022 (1)	0.074 (11)	0.055 (13)
Maladie	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 98% des prévenus en récidive légale sont des hommes.

Table 4: Variables Sociodémographiques selon l'infraction

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples
	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq
Sexe masculin	1 (2)	0.89 (95)	0.89 (16)	0.86 (12)	0.86 (43)	1 (2)	0.79 (33)
Age ≤ 25	0 (0)	0.12 (13)	0.67 (12)	0.36 (5)	0.28 (14)	0 (0)	0.26 (11)
$25 <$ Age ≤ 30	0 (0)	0.056 (6)	0.17 (3)	0.14 (2)	0.24 (12)	0 (0)	0.095 (4)
$30 <$ Age ≤ 40	0.50 (1)	0.31 (33)	0.11 (2)	0.29 (4)	0.20 (10)	0 (0)	0.14 (6)
$40 <$ Age ≤ 50	0 (0)	0.25 (27)	0.056 (1)	0.21 (3)	0.16 (8)	0 (0)	0.33 (14)
Age ≥ 50	0.50 (1)	0.26 (28)	0 (0)	0 (0)	0.12 (6)	1 (2)	0.17 (7)
En couple	0.50 (1)	0.29 (31)	0.11 (2)	0.21 (3)	0.30 (15)	1 (2)	0.24 (10)
Non renseigné	0 (0)	0.065 (7)	0 (0)	0.14 (2)	0.20 (10)	0 (0)	0.14 (6)
En emploi	0 (0)	0.69 (74)	0.61 (11)	0.71 (10)	0.58 (29)	0.50 (1)	0.36 (15)
Sans emploi	0.50 (1)	0.16 (17)	0.22 (4)	0.21 (3)	0.38 (19)	0.50 (1)	0.52 (22)
Etudiant/retraité	0.50 (1)	0.084 (9)	0.17 (3)	0 (0)	0.020 (1)	0 (0)	0.024 (1)
Non renseigné	0 (0)	0.065 (7)	0 (0)	0.071 (1)	0.020 (1)	0 (0)	0.095 (4)
Maladie	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 89% des prévenus pour CEA sont des hommes.

Culpabilité

Table 5: TGI 7 : Culpabilité

	Effectif	Part
Oui	214	0,91
Partiellement	0	0,00
Non	2	0,01
Non-applicable (CP) ou manquant	20	0,08
Observations	236	

2 Procédures

Table 6: Procédures utilisées

	%/fréq
Homologation CRPC	23,9 (56)
OPD	42,3 (99)
Composition Pénale (CP)	8,1 (19)
COPJ	16,2 (38)
CCPV	0,4 (1)
Citation Directe (CD)	3,4 (8)
Comparution Immédiate (CI)	2,1 (5)
Opposition OPD	3,4 (8)
Total	100,0 (234)

2.1 Procédures et infractions

Table 7: Procédures et infractions (% en ligne)

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	1.79 (1)	42.9 (24)	5.36 (3)	0 (0)	23.2 (13)	0 (0)	26.8 (15)
OPD	1.01 (1)	46.5 (46)	9.09 (9)	11.1 (11)	21.2 (21)	0 (0)	11.1 (11)
CP	0 (0)	72.2 (13)	0 (0)	5.56 (1)	16.7 (3)	0 (0)	5.56 (1)
COPJ	0 (0)	36.8 (14)	13.2 (5)	0 (0)	23.7 (9)	2.63 (1)	23.7 (9)
CCPV	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
CD	0 (0)	25 (2)	0 (0)	12.5 (1)	25 (2)	12.5 (1)	25 (2)
CI	0 (0)	20 (1)	0 (0)	0 (0)	20 (1)	0 (0)	60 (3)
Opp OPD	0 (0)	62.5 (5)	12.5 (1)	12.5 (1)	12.5 (1)	0 (0)	0 (0)

Table 8: Procédures et infractions (% en colonne)

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	50 (1)	22.9 (24)	16.7 (3)	0 (0)	26 (13)	0 (0)	35.7 (15)
OPD	50 (1)	43.8 (46)	50 (9)	78.6 (11)	42 (21)	0 (0)	26.2 (11)
CP	0 (0)	12.4 (13)	0 (0)	7.14 (1)	6 (3)	0 (0)	2.38 (1)
COPJ	0 (0)	13.3 (14)	27.8 (5)	0 (0)	18 (9)	50 (1)	21.4 (9)
CCPV	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2.38 (1)
CD	0 (0)	1.90 (2)	0 (0)	7.14 (1)	4 (2)	50 (1)	4.76 (2)
CI	0 (0)	0.95 (1)	0 (0)	0 (0)	2 (1)	0 (0)	7.14 (3)
Opp OPD	0 (0)	4.76 (5)	5.56 (1)	7.14 (1)	2 (1)	0 (0)	0 (0)

Lecture : 43% des procédures de CRPC concernent des faits de CEA.
23% des CEA font l'objet d'une procédures de CRPC.

2.2 Procédures et passé pénal

Table 9: Procédures et passé pénal (% en ligne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	35.7 (20)	35.7 (20)	28.6 (16)
OPD	0 (0)	0 (0)	100 (99)
CP	0 (0)	0 (0)	100 (19)
COPJ	39.5 (15)	42.1 (16)	18.4 (7)
CCPV	0 (0)	100 (1)	0 (0)
CD	25 (2)	75 (6)	0 (0)
CI	100 (5)	0 (0)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	12.5 (1)	87.5 (7)

Table 10: Procédures et passé pénal (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	47.6 (20)	45.5 (20)	10.8 (16)
OPD	0 (0)	0 (0)	66.9 (99)
CP	0 (0)	0 (0)	12.8 (19)
COPJ	35.7 (15)	36.4 (16)	4.73 (7)
CCPV	0 (0)	2.27 (1)	0 (0)
CD	4.76 (2)	13.6 (6)	0 (0)
CI	11.9 (5)	0 (0)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	2.27 (1)	4.73 (7)

Lecture : 36% des procédures de CRPC concernent des prévenus en récidive légale.
48% des prévenus en récidive légale font l'objet d'une procédure de CRPC.

2.3 Procédures, passé pénal et infractions multiples

TABLE 11: Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en ligne)

Antécédent	Récidive légale		Réitération		Aucun antécédent		
Infr. multi	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Total
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	25 (14)	10.7 (6)	30.4 (17)	5.36 (3)	17.9 (10)	10.7 (6)	100 (56)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	88.9 (88)	11.1 (11)	100 (99)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	94.7 (18)	5.26 (1)	100 (19)
COPJ	31.6 (12)	7.89 (3)	34.2 (13)	7.89 (3)	10.5 (4)	7.89 (3)	100 (38)
CCPV	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
CD	12.5 (1)	12.5 (1)	62.5 (5)	12.5 (1)	0 (0)	0 (0)	100 (8)
CI	40 (2)	60 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (5)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	12.5 (1)	0 (0)	87.5 (7)	0 (0)	100 (8)
Total	12.4 (29)	5.56 (13)	15.4 (36)	3.42 (8)	54.3 (127)	8.97 (21)	100 (234)

TABLE 12: Procédures, passé pénal et multi-infractions (% en colonne)

Antécédent	Récidive légale		Réitération		Aucun antécédent		
Infr. multi	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Total
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	48.3 (14)	46.2 (6)	47.2 (17)	37.5 (3)	7.87 (10)	28.6 (6)	23.9 (56)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	69.3 (88)	52.4 (11)	42.3 (99)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	14.2 (18)	4.76 (1)	8.12 (19)
COPJ	41.4 (12)	23.1 (3)	36.1 (13)	37.5 (3)	3.15 (4)	14.3 (3)	16.2 (38)
CCPV	0 (0)	0 (0)	0 (0)	12.5 (1)	0 (0)	0 (0)	0.43 (1)
CD	3.45 (1)	7.69 (1)	13.9 (5)	12.5 (1)	0 (0)	0 (0)	3.42 (8)
CI	6.90 (2)	23.1 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2.14 (5)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	2.78 (1)	0 (0)	5.51 (7)	0 (0)	3.42 (8)
Total	100 (29)	100 (13)	100 (36)	100 (8)	100 (127)	100 (21)	100 (234)

Lecture : 25% des CRPC concernent des prévenus en récidive légale poursuivis pour une infraction unique.
48% des prévenus en récidive légale poursuivis pour une infraction unique font l'objet d'une CRPC.

Table 13: Procédures et passé pénal pour CEA (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	52.9 (9)	40 (6)	12.3 (9)
OPD	0 (0)	0 (0)	63.0 (46)
CP	0 (0)	0 (0)	17.8 (13)
COPJ	35.3 (6)	46.7 (7)	1.37 (1)
CD	5.88 (1)	6.67 (1)	0 (0)
CI	5.88 (1)	0 (0)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	6.67 (1)	5.48 (4)

Table 14: Procédures et passé pénal pour CES (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	0 (0)	50 (2)	7.69 (1)
OPD	0 (0)	0 (0)	69.2 (9)
COPJ	100 (1)	50 (2)	15.4 (2)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	7.69 (1)

Table 15: Procédures et passé pénal pour DA (% en colonne)

	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq
OPD	0 (0)	84.6 (11)
CP	0 (0)	7.69 (1)
CD	100 (1)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	7.69 (1)

Table 16: Procédures et passé pénal pour DPC (% en colonne)

	Récidive légale	Réitération	Pas de récidive
	% / fréq	% / fréq	% / fréq
CRPC	45.5 (5)	57.1 (8)	0 (0)
OPD	0 (0)	0 (0)	84 (21)
CP	0 (0)	0 (0)	12 (3)
COPJ	45.5 (5)	28.6 (4)	0 (0)
CD	0 (0)	14.3 (2)	0 (0)
CI	9.09 (1)	0 (0)	0 (0)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	4 (1)

3 Peines principales

TABLE 17: TGI 7 : Peine(s) principale(s)

	%	Effectif
Ferme	10.7	25
SME partiel	3.85	9
SME total	7.26	17
Sursis total	7.69	18
TIG sursisTIG	0.43	1
Amende	47.0	110
JA	5.56	13
Autre	10.7	25
Multiple	6.84	16
Observations	234	

3.1 Compositions pénales

TABLE 18: Compositions Pénales

	part/ fréq
Amende de composition	0.95 (18)
[0; 200[euros	0.11 (2)
[200; 300[euros	0.63 (12)
[300; 400[euros	0.21 (4)
[400; 500[euros	0.053 (1)
500 euros et plus	0 (0)
Suspension du permis de conduire	0.63 (12)
1 mois	0.053 (1)
2 mois	0.11 (2)
3 mois	0.16 (3)
4 mois	0.21 (4)
5 mois	0.053 (1)
6 mois	0.11 (2)

Lecture : 63% des compositions pénales incluent une suspension temporaire du permis de conduire.

3.2 Les jours-amende

TABLE 19: Jours-Amende

	Moyenne	Écart-type	Min	Médiane	Max
Nombre de jours	88.5	17.2	50	100	100
Montant par jour (euros)	5.62	2.14	3	5	10
Montant total (euros)	477.7	133.2	240	500	700
Observations	13				

Lecture : Le quantum moyen des jours-amende est de 89 jours pour un montant unitaire de 6 euros.

Table 20: Procédures et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	Ferme	SME partiel	SME total	Sursis total	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	14.3 (8)	10.7 (6)	17.9 (10)	16.1 (9)	0 (0)	7.14 (4)	16.1 (9)	0 (0)	17.9 (10)	100 (56)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	96.0 (95)	0 (0)	4.04 (4)	0 (0)	100 (99)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (19)	0 (0)	100 (19)
COPJ	31.6 (12)	0 (0)	15.8 (6)	21.1 (8)	2.63 (1)	5.26 (2)	5.26 (2)	2.63 (1)	15.8 (6)	100 (38)
CCPV	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
CD	37.5 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	37.5 (3)	25 (2)	0 (0)	0 (0)	100 (8)
CI	40 (2)	60 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (5)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	12.5 (1)	0 (0)	75 (6)	0 (0)	12.5 (1)	0 (0)	100 (8)
Total	10.7 (25)	3.85 (9)	7.26 (17)	7.69 (18)	0.43 (1)	47.0 (110)	5.56 (13)	10.7 (25)	6.84 (16)	100 (234)

Lecture : 14% des procédures de CRPC aboutissent à une peine de prison intégralement ferme.

Table 21: Procédures et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	Ferme	SME partiel	SME total	Sursis total	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	32 (8)	66.7 (6)	58.8 (10)	50 (9)	0 (0)	3.64 (4)	69.2 (9)	0 (0)	62.5 (10)	23.9 (56)
OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	86.4 (95)	0 (0)	16 (4)	0 (0)	42.3 (99)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	76 (19)	0 (0)	8.12 (19)
COPJ	48 (12)	0 (0)	35.3 (6)	44.4 (8)	100 (1)	1.82 (2)	15.4 (2)	4 (1)	37.5 (6)	16.2 (38)
CCPV	0 (0)	0 (0)	5.88 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.43 (1)
CD	12 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2.73 (3)	15.4 (2)	0 (0)	0 (0)	3.42 (8)
CI	8 (2)	33.3 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2.14 (5)
Opp OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	5.56 (1)	0 (0)	5.45 (6)	0 (0)	4 (1)	0 (0)	3.42 (8)
Total	100 (25)	100 (9)	100 (17)	100 (18)	100 (1)	100 (110)	100 (13)	100 (25)	100 (16)	100 (234)

Lecture : 32% des peines de prison intégralement fermes sont prononcées en procédure de CRPC.

Table 22: Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
Ferme	0 (0)	28 (7)	0 (0)	0 (0)	44 (11)	0 (0)	28 (7)	100 (25)
SME partiel	0 (0)	44.4 (4)	0 (0)	0 (0)	22.2 (2)	0 (0)	33.3 (3)	100 (9)
SME total	5.88 (1)	47.1 (8)	5.88 (1)	0 (0)	5.88 (1)	0 (0)	35.3 (6)	100 (17)
Sursis total	0 (0)	61.1 (11)	11.1 (2)	0 (0)	22.2 (4)	0 (0)	5.56 (1)	100 (18)
TIG sursisTIG	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
Amende	0.91 (1)	49.1 (54)	8.18 (9)	10.9 (12)	20 (22)	0.91 (1)	10 (11)	100 (110)
JA	0 (0)	15.4 (2)	15.4 (2)	0 (0)	30.8 (4)	7.69 (1)	30.8 (4)	100 (13)
Autre	0 (0)	54.2 (13)	12.5 (3)	8.33 (2)	16.7 (4)	0 (0)	8.33 (2)	100 (24)
Multiple	0 (0)	37.5 (6)	6.25 (1)	0 (0)	6.25 (1)	0 (0)	50 (8)	100 (16)
Total	0.86 (2)	45.1 (105)	7.73 (18)	6.01 (14)	21.5 (50)	0.86 (2)	18.0 (42)	100 (233)

Lecture : 28% des peines intégralement fermes concernent une CEA seule.

Table 23: Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
Ferme	0 (0)	6.67 (7)	0 (0)	0 (0)	22 (11)	0 (0)	16.7 (7)	10.7 (25)
SME partiel	0 (0)	3.81 (4)	0 (0)	0 (0)	4 (2)	0 (0)	7.14 (3)	3.86 (9)
SME total	50 (1)	7.62 (8)	5.56 (1)	0 (0)	2 (1)	0 (0)	14.3 (6)	7.30 (17)
Sursis total	0 (0)	10.5 (11)	11.1 (2)	0 (0)	8 (4)	0 (0)	2.38 (1)	7.73 (18)
TIG sursisTIG	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2 (1)	0 (0)	0 (0)	0.43 (1)
Amende	50 (1)	51.4 (54)	50 (9)	85.7 (12)	44 (22)	50 (1)	26.2 (11)	47.2 (110)
JA	0 (0)	1.90 (2)	11.1 (2)	0 (0)	8 (4)	50 (1)	9.52 (4)	5.58 (13)
Autre	0 (0)	12.4 (13)	16.7 (3)	14.3 (2)	8 (4)	0 (0)	4.76 (2)	10.3 (24)
Multiple	0 (0)	5.71 (6)	5.56 (1)	0 (0)	2 (1)	0 (0)	19.0 (8)	6.87 (16)
Total	100 (2)	100 (105)	100 (18)	100 (14)	100 (50)	100 (2)	100 (42)	100 (233)

Lecture : 7% des CEA seules aboutissent à une peine de prison intégralement ferme.

TABLE 24: Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en ligne)

	Récidive légale %/Effectif	Réitération %/Effectif	Pas de récidive %/Effectif	Total %/Effectif
Ferme	60 (15)	40 (10)	0 (0)	100 (25)
SME partiel	88.9 (8)	11.1 (1)	0 (0)	100 (9)
SME total	52.9 (9)	23.5 (4)	23.5 (4)	100 (17)
Sursis total	16.7 (3)	44.4 (8)	38.9 (7)	100 (18)
TIG sursisTIG	100 (1)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
Amende	0 (0)	4.55 (5)	95.5 (105)	100 (110)
JA	23.1 (3)	69.2 (9)	7.69 (1)	100 (13)
Autre	0 (0)	0 (0)	100 (25)	100 (25)
Multiple	18.8 (3)	43.8 (7)	37.5 (6)	100 (16)
Total	17.9 (42)	18.8 (44)	63.2 (148)	100 (234)

Lecture : 60% des peines de prison intégralement fermes concernent des condamnés en récidive légale.

TABLE 25: Peine(s) principale(s) et passé pénal (% en colonne)

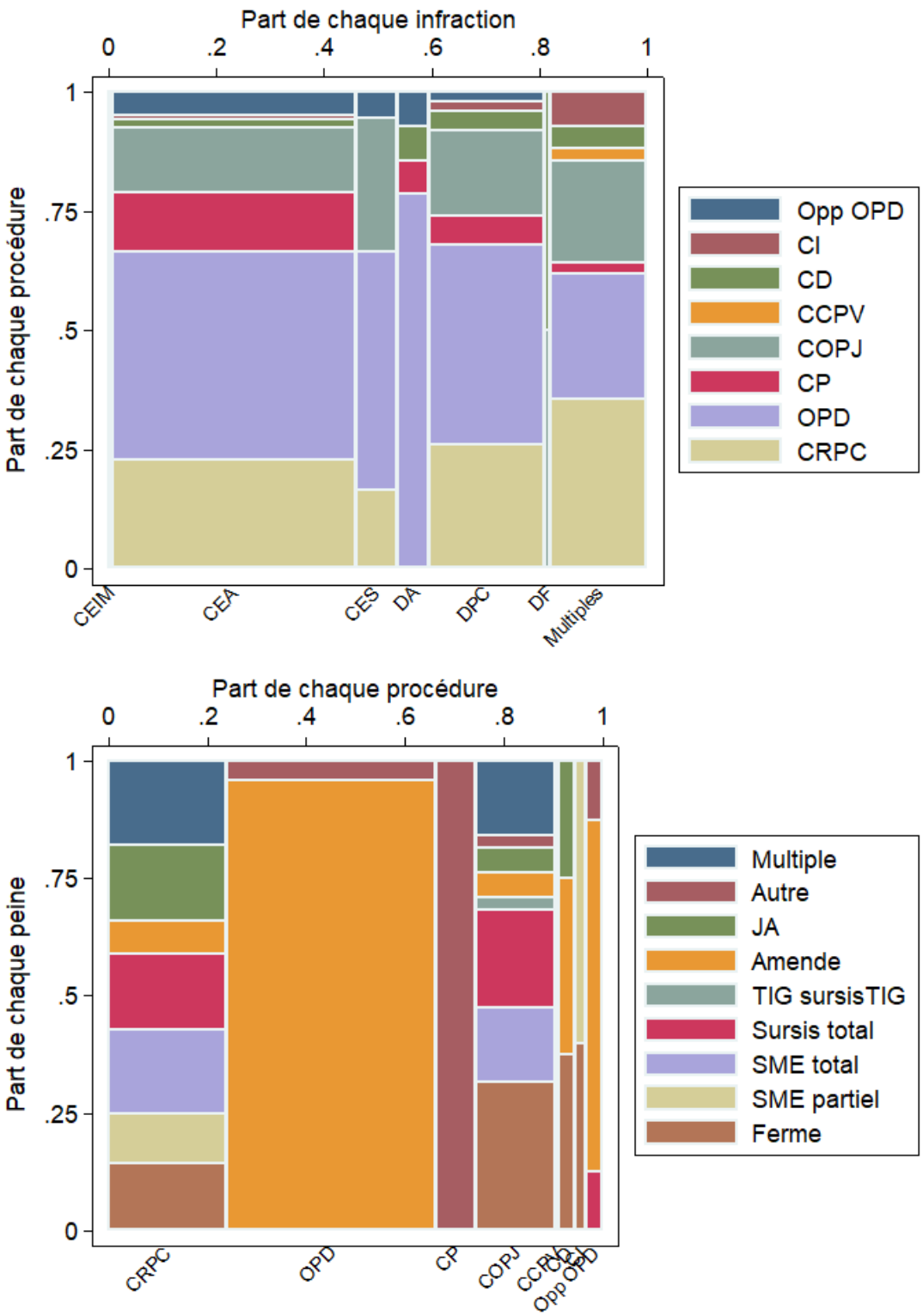
	Récidive légale %/Effectif	Réitération %/Effectif	Pas de récidive %/Effectif	Total %/Effectif
Ferme	35.7 (15)	22.7 (10)	0 (0)	10.7 (25)
SME partiel	19.0 (8)	2.27 (1)	0 (0)	3.85 (9)
SME total	21.4 (9)	9.09 (4)	2.70 (4)	7.26 (17)
Sursis total	7.14 (3)	18.2 (8)	4.73 (7)	7.69 (18)
TIG sursisTIG	2.38 (1)	0 (0)	0 (0)	0.43 (1)
Amende	0 (0)	11.4 (5)	70.9 (105)	47.0 (110)
JA	7.14 (3)	20.5 (9)	0.68 (1)	5.56 (13)
Autre	0 (0)	0 (0)	16.9 (25)	10.7 (25)
Multiple	7.14 (3)	15.9 (7)	4.05 (6)	6.84 (16)
Total	100 (42)	100 (44)	100 (148)	100 (234)

Lecture : 36% des condamnés en récidive légale font l'objet d'une peine intégralement ferme.

4 Le contentieux routier en un coup d'oeil

Ces graphiques en mosaïque permettent d'identifier rapidement les infractions, procédures et peines qui concentrent l'essentiel du contentieux routier dans le TGI.

FIGURE 1: Distribution du contentieux routier par infractions, procédures et peines



ANNEXE 8

Projet GIP *Barémisation de la justice*

Contentieux routier à la CA 1

Ce rapport présente les statistiques portant sur les **142 affaires relatives au contentieux routier** traitées par la CA 1 **du 1er janvier au 31 décembre 2017**.

Liste des tableaux

1 CA 1 : TGI initial 2
2 CA 1 : Variables Sociodémographiques 2
3 CA 1 : Infractions 3
4 CA 1 : Passé pénal 3
5 CA 1 : Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive 3
6 CA 1 : Variables Sociodémographiques selon l'infraction 4
7 CA 1 : Peine(s) principale(s) 4
8 CA 1 : Confirmation de la condamnation et TGI initial 5
9 CA 1 : Confirmation de la peine et TGI initial 6

1 CA : origine des affaires

Près de 20% des affaires jugées par la CA 1proviennent du TGI de Grasse.

Table 1: CA 1 : TGI initial

	%/fréq
1	14.8 (21)
2	4.23 (6)
3	10.6 (15)
4	20.4 (29)
5	12.7 (18)
6	16.9 (24)
7	7.04 (10)
8	13.4 (19)
Total	100 (142)

2 Personnes mises en cause et infractions

Table 2: CA 1 : Variables Sociodémographiques

	part / fréq	min	max	Total
Sexe masculin	0.95 (135)	0	1	142
Age ≤ 25	0.11 (15)	0	1	142
$25 <$ Age ≤ 30	0.18 (25)	0	1	142
$30 <$ Age ≤ 40	0.30 (43)	0	1	142
$40 <$ Age ≤ 50	0.17 (24)	0	1	142
Age ≥ 50	0.25 (35)	0	1	142
En couple	0.042 (6)	0	1	142
Non renseigné	0.93 (132)	0	1	142
En emploi	0.71 (101)	0	1	142
Sans emploi	0.25 (36)	0	1	142
Etudiant/retraité	0.014 (2)	0	1	142
Non renseigné	0.021 (3)	0	1	142
Maladie	0.014 (2)	0	1	142

Table 3: CA 1 : Infractions

	%	fréq
CEIM	0.70	(1)
CEA	30.3	(43)
CES	6.34	(9)
DA	1.41	(2)
DPC	33.1	(47)
DF	2.11	(3)
Multiples	26.1	(37)
Total	100	(142)

Table 4: CA 1 : Passé pénal

	%	fréq
Récidive légale	33.1	(47)
Réitération	52.8	(75)
Pas de récidive	14.1	(20)
Total	100	(142)

Table 5: CA 1 : Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive

	Récidive légale part / fréq	Réitération part / fréq	Pas de récidive part / fréq	Total part / fréq
Sexe masculin	0.94 (44)	0.96 (72)	0.95 (19)	0.95 (135)
Age ≤ 25	0.085 (4)	0.067 (5)	0.30 (6)	0.11 (15)
$25 <$ Age ≤ 30	0.17 (8)	0.17 (13)	0.20 (4)	0.18 (25)
$30 <$ Age ≤ 40	0.30 (14)	0.29 (22)	0.35 (7)	0.30 (43)
$40 <$ Age ≤ 50	0.21 (10)	0.16 (12)	0.10 (2)	0.17 (24)
Age ≥ 50	0.23 (11)	0.31 (23)	0.050 (1)	0.25 (35)
En couple	0.085 (4)	0.013 (1)	0.050 (1)	0.042 (6)
Non renseigné	0.85 (40)	0.97 (73)	0.95 (19)	0.93 (132)
En emploi	0.72 (34)	0.67 (50)	0.85 (17)	0.71 (101)
Sans emploi	0.21 (10)	0.31 (23)	0.15 (3)	0.25 (36)
Etudiant/retraité	0.021 (1)	0.013 (1)	0 (0)	0.014 (2)
Non renseigné	0.043 (2)	0.013 (1)	0 (0)	0.021 (3)
Maladie	0.021 (1)	0.013 (1)	0 (0)	0.014 (2)

Table 6: CA 1 : Variables Sociodémographiques selon l'infraction

	CEIM	CEA	CES	DA	DPC	DF	Multiples
	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq
Sexe masculin	1 (1)	0.93 (40)	1 (9)	0.50 (1)	1 (47)	0.67 (2)	0.95 (35)
Age ≤ 25	0 (0)	0.093 (4)	0.22 (2)	0 (0)	0.15 (7)	0 (0)	0.054 (2)
$25 <$ Age ≤ 30	0 (0)	0.093 (4)	0.56 (5)	0 (0)	0.15 (7)	0 (0)	0.24 (9)
$30 <$ Age ≤ 40	0 (0)	0.28 (12)	0.22 (2)	0 (0)	0.34 (16)	0.33 (1)	0.32 (12)
$40 <$ Age ≤ 50	0 (0)	0.19 (8)	0 (0)	0.50 (1)	0.15 (7)	0.67 (2)	0.16 (6)
Age ≥ 50	1 (1)	0.35 (15)	0 (0)	0.50 (1)	0.21 (10)	0 (0)	0.22 (8)
En couple	0 (0)	0.023 (1)	0 (0)	0 (0)	0.021 (1)	0.33 (1)	0.081 (3)
Non renseigné	1 (1)	0.93 (40)	1 (9)	1 (2)	0.98 (46)	0.33 (1)	0.89 (33)
En emploi	1 (1)	0.74 (32)	0.89 (8)	0 (0)	0.72 (34)	0.67 (2)	0.65 (24)
Sans emploi	0 (0)	0.19 (8)	0.11 (1)	1 (2)	0.26 (12)	0.33 (1)	0.32 (12)
Etudiant/retraité	0 (0)	0.023 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.027 (1)
Non renseigné	0 (0)	0.047 (2)	0 (0)	0 (0)	0.021 (1)	0 (0)	0 (0)
Maladie	0 (0)	0.047 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)

3 Peines en première instance

Table 7: CA 1 : Peine(s) principale(s)

	%	Effectif
Ferme	55.6	79
SME partiel	1.41	2
SME total	4.23	6
Sursis total	7.04	10
TIG sursisTIG	0.70	1
Amende	9.15	13
JA	5.63	8
Autre	2.82	4
Multiple	13.4	19
Total	100	142

4 Décisions en appel

Les décisions en appel confirment très largement les condamnations de première instance (96% de confirmations totales) mais reviennent plus largement sur les peines prononcées :

— 25% des peines sont infirmées

— 28% font l'objet d'une confirmation partielle

— 46% sont confirmées

TABLE 8: CA 1 : Confirmation de la condamnation et TGI initial

	1 part/fréq	2 part/fréq	3 part/fréq	4 part/fréq	5 part/fréq	6 part/fréq	7 part/fréq	8 part/fréq	Total part/fréq
Confirmation	0.95 (20)	1 (6)	0.93 (14)	0.93 (27)	1 (18)	1 (24)	1 (10)	0.95 (18)	0.96 (137)
Conf. partielle	0.048 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.0070 (1)
Infirmation	0 (0)	0 (0)	0.067 (1)	0.069 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.053 (1)	0.028 (4)

TABLE 9: CA 1 : Confirmation de la peine et TGI initial

	1	2	3	4	5	6	7	8	Total
	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq
Confirmation	0.43 (9)	0 (0)	0.73 (11)	0.41 (12)	0.61 (11)	0.42 (10)	0.50 (5)	0.37 (7)	0.46 (65)
Conf. partielle	0.24 (5)	0.50 (3)	0.067 (1)	0.28 (8)	0.28 (5)	0.46 (11)	0.10 (1)	0.32 (6)	0.28 (40)
Infirmation	0.33 (7)	0.50 (3)	0.20 (3)	0.28 (8)	0.11 (2)	0.13 (3)	0.40 (4)	0.32 (6)	0.25 (36)

ANNEXE 9

Projet GIP *Barémisation de la justice*

Contentieux routier CA 2

Ce rapport présente les statistiques portant sur :

— les **45 affaires relatives au contentieux routier** traitées par la CA 2 **du 1er janvier au 31 décembre 2017**

Liste des tableaux

1 CA 2: TGI initial 19
2 CA 2: Variables Sociodémographiques 19
3 CA 2: Infractions 20
4 CA 2: Passé pénal 20
5 CA 2: Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive 20
6 CA 2: Variables Sociodémographiques selon l'infraction 21
7 CA 2: Peine(s) principale(s) 21
8 CA 2: Confirmation de la condamnation et TGI initial 22
9 CA 2: Confirmation de la peine et TGI initial 22

1 CA : origine des affaires

Près de 30% des affaires jugées par la CA 2 proviennent du TGI 5.

Table 25: CA 2 : TGI initial

	%/fréq
1	17.8 (8)
2	17.8 (8)
3	15.6 (7)
4	20 (9)
5	28.9 (13)
Total	100 (45)

2 CA : Personnes mises en cause et infractions

Table 26: CA 2 : Variables Sociodémographiques

	part / fréq	min	max	Total
Sexe masculin	0.93 (42)	0	1	45
Age $\leq$ 25	0.24 (11)	0	1	45
25 $<$ Age $\leq$ 30	0.18 (8)	0	1	45
30 $<$ Age $\leq$ 40	0.24 (11)	0	1	45
40 $<$ Age $\leq$ 50	0.13 (6)	0	1	45
Age $\geq$ 50	0.20 (9)	0	1	45
En couple	0.16 (7)	0	1	45
Non renseigné	0.022 (1)	0	1	45
En emploi	0.67 (30)	0	1	45
Sans emploi	0.27 (12)	0	1	45
Etudiant/retraité	0.067 (3)	0	1	45
Non renseigné	0 (0)	0	0	45
Maladie	0.022 (1)	0	1	45

Table 27: CA 2 : Infractions

	%	fréq
CEA	33.3	(15)
CES	13.3	(6)
DA	4.44	(2)
DPC	26.7	(12)
Multiples	22.2	(10)
Total	100	(45)

Table 28: CA 2 : Passé pénal

	%	fréq
Récidive légale	35.6	(16)
Réitération	31.1	(14)
Pas de récidive	33.3	(15)
Total	100	(45)

Table 29: CA 2 : Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive Récidive

	légale part / fréq	Réitération part / fréq	Pas de récidive part / fréq	Total part / fréq
Sexe masculin	0.94 (15)	0.93 (13)	0.93 (14)	0.93 (42)
Age ≤ 25	0.31 (5)	0.21 (3)	0.20 (3)	0.24 (11)
25 < Age ≤ 30	0.13 (2)	0.21 (3)	0.20 (3)	0.18 (8)
30 < Age ≤ 40	0.25 (4)	0.14 (2)	0.33 (5)	0.24 (11)
40 < Age ≤ 50	0.13 (2)	0.21 (3)	0.067 (1)	0.13 (6)
Age ≥ 50	0.19 (3)	0.21 (3)	0.20 (3)	0.20 (9)
En couple	0.13 (2)	0.071 (1)	0.27 (4)	0.16 (7)
Non renseigné	0 (0)	0.071 (1)	0 (0)	0.022 (1)
En emploi	0.75 (12)	0.57 (8)	0.67 (10)	0.67 (30)
Sans emploi	0.19 (3)	0.43 (6)	0.20 (3)	0.27 (12)
Etudiant/retraité	0.063 (1)	0 (0)	0.13 (2)	0.067 (3)
Non renseigné	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
Maladie	0 (0)	0.071 (1)	0 (0)	0.022 (1)

Table 30: CA 2 : Variables Sociodémographiques selon l'infraction

	CEA part/fréq	CES part/fréq	DA part/fréq	DPC part/fréq	Multiples part/fréq
Sexe masculin	1 (15)	0.83 (5)	1 (2)	0.83 (10)	1 (10)
Age ≤ 25	0.20 (3)	0.67 (4)	0.50 (1)	0.083 (1)	0.20 (2)
25 < Age ≤ 30	0.20 (3)	0.17 (1)	0 (0)	0.25 (3)	0.10 (1)
30 < Age ≤ 40	0.20 (3)	0.17 (1)	0.50 (1)	0.25 (3)	0.30 (3)
40 < Age ≤ 50	0.067 (1)	0 (0)	0 (0)	0.083 (1)	0.40 (4)
Age ≥ 50	0.33 (5)	0 (0)	0 (0)	0.33 (4)	0 (0)
En couple	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.42 (5)	0.20 (2)
Non renseigné	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.10 (1)
En emploi	0.73 (11)	0.50 (3)	1 (2)	0.58 (7)	0.70 (7)
Sans emploi	0.20 (3)	0.50 (3)	0 (0)	0.25 (3)	0.30 (3)
Etudiant/retraité	0.067 (1)	0 (0)	0 (0)	0.17 (2)	0 (0)
Non renseigné	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
Maladie	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.10 (1)

3 Peines en première instance

Table 31: CA 2 : Peine(s) principale(s)

	%	Effectif
Ferme	22.2	10
SME partiel	2.22	1
SME total	13.3	6
Sursis total	6.67	3
Amende	8.89	4
Autre	4.44	2
Multiple	42.2	19
Total	100	45

4 Décisions en appel

Les décisions en appel confirment très largement les condamnations de première instance (98% de confirmations totales) mais reviennent plus largement sur les peines prononcées :

— 18% des peines sont infirmées

— 27% font l'objet d'une confirmation partielle

— 56% sont confirmées

Table 32: CA 2 : Confirmation de la condamnation et TGI initial

	1	2	3	4	5	Total
	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq
Confirmation	1 (8)	1 (8)	1 (7)	1 (9)	0.92 (12)	0.98 (44)
Conf. partielle	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
Infirmation	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.077 (1)	0.022 (1)

Table 33: CA 2 : Confirmation de la peine et TGI initial

	1	2	3	4	5	Total
	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq	part/fréq
Confirmation	0.63 (5)	0.63 (5)	0.57 (4)	0.67 (6)	0.38 (5)	0.56 (25)
Conf. partielle	0.25 (2)	0.13 (1)	0.29 (2)	0.11 (1)	0.46 (6)	0.27 (12)
Infirmation	0.13 (1)	0.25 (2)	0.14 (1)	0.22 (2)	0.15 (2)	0.18 (8)

ANNEXE 10

Projet GIP *Barémisation de la justice*

Contentieux routier à la CA 3

Ce rapport présente les statistiques portant sur :

— les **107 affaires relatives au contentieux routier** traitées par la CA de Grenoble **du 1er janvier au 31 décembre 2017**.

Liste des tableaux

1 CA 3 : TGI initial 20
2 CA 3: Variables Sociodémographiques 20
3 CA 3: Infractions 21
4 CA 3: Passé pénal 21
5 CA 3: Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive 21
6 CA 3: Variables Sociodémographiques selon l'infraction 22
7 CA 3: Peine(s) principale(s) 22
8 CA 3: Confirmation de la condamnation et TGI initial 23
9 CA 3: Confirmation de la peine et TGI initial 23

1 CA : origine des affaires

Près de 37% des affaires jugées par la CA 3 proviennent du TGI 3.

Table 26: CA 3: TGI initial

	%/fréq
1	10.3 (11)
2	7.48 (8)
3	37.4 (40)
4	31.8 (34)
5	13.1 (14)
Total	100.0 (107)

2 CA : Personnes mises en cause et infractions

Table 27: CA 3 : Variables Sociodémographiques

	part / fréq	min	max	Total
Sexe masculin	0.95 (102)	0	1	107
Age ≤ 25	0.10 (11)	0	1	107
25 < Age ≤ 30	0.31 (33)	0	1	107
30 < Age ≤ 40	0.32 (34)	0	1	107
40 < Age ≤ 50	0.17 (18)	0	1	107
Age ≥ 50	0.10 (11)	0	1	107
En couple	0.27 (29)	0	1	107
Non renseigné	0.0093 (1)	0	1	107
En emploi	0.66 (71)	0	1	107
Sans emploi	0.26 (28)	0	1	107
Etudiant/retraité	0.047 (5)	0	1	107
Non renseigné	0.028 (3)	0	1	107
Maladie	0.12 (13)	0	1	107

Table 28: CA 3 : Infractions

	%	fréq
CEA	26.7	(28)
CES	5.71	(6)
DA	2.86	(3)
DPC	27.6	(29)
Multiples	37.1	(39)
Total	100	(105)

Table 29: CA 3 : Passé pénal

	%	fréq
Récidive légale	57.9	(62)
Réitération	29.9	(32)
Pas de récidive	12.1	(13)
Total	100.0	(107)

Table 30: CA 3 : Variables Sociodémographiques selon l'état de récidive Récidive

	légale part / fréq	Réitération part / fréq	Pas de récidive part / fréq	Total part / fréq
Sexe masculin	0.97 (60)	0.94 (30)	0.92 (12)	0.95 (102)
Age ≤ 25	0.032 (2)	0.13 (4)	0.38 (5)	0.10 (11)
25 < Age ≤ 30	0.31 (19)	0.34 (11)	0.23 (3)	0.31 (33)
30 < Age ≤ 40	0.32 (20)	0.38 (12)	0.15 (2)	0.32 (34)
40 < Age ≤ 50	0.19 (12)	0.13 (4)	0.15 (2)	0.17 (18)
Age ≥ 50	0.15 (9)	0.031 (1)	0.077 (1)	0.10 (11)
En couple	0.31 (19)	0.28 (9)	0.077 (1)	0.27 (29)
Non renseigné	0 (0)	0 (0)	0.077 (1)	0.0093 (1)
En emploi	0.68 (42)	0.66 (21)	0.62 (8)	0.66 (71)
Sans emploi	0.24 (15)	0.28 (9)	0.31 (4)	0.26 (28)
Etudiant/retraité	0.081 (5)	0 (0)	0 (0)	0.047 (5)
Non renseigné	0 (0)	0.063 (2)	0.077 (1)	0.028 (3)
Maladie	0.11 (7)	0.16 (5)	0.077 (1)	0.12 (13)

Table 31: CA 3 : Variables Sociodémographiques selon l'infraction

	CEA part/fréq	CES part/fréq	DA part/fréq	DPC part/fréq	Multiples part/fréq
Sexe masculin	0.89 (25)	1 (6)	0.67 (2)	0.97 (28)	1 (39)
Age ≤ 25	0 (0)	0.33 (2)	0 (0)	0.10 (3)	0.13 (5)
25 < Age ≤ 30	0.25 (7)	0.33 (2)	0.33 (1)	0.38 (11)	0.31 (12)
30 < Age ≤ 40	0.29 (8)	0.33 (2)	0 (0)	0.31 (9)	0.38 (15)
40 < Age ≤ 50	0.29 (8)	0 (0)	0.67 (2)	0.17 (5)	0.051 (2)
Age ≥ 50	0.18 (5)	0 (0)	0 (0)	0.034 (1)	0.13 (5)
En couple	0.25 (7)	0 (0)	0.33 (1)	0.41 (12)	0.23 (9)
Non renseigné	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
En emploi	0.79 (22)	0.67 (4)	0.67 (2)	0.76 (22)	0.54 (21)
Sans emploi	0.11 (3)	0.33 (2)	0.33 (1)	0.24 (7)	0.36 (14)
Etudiant/retraité	0.11 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.051 (2)
Non renseigné	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.051 (2)
Maladie	0.21 (6)	0.17 (1)	0.33 (1)	0.069 (2)	0.077 (3)

3 Peines en première instance

Table 32: CA 3 : Peine(s) principale(s)

	%	Effectif
Ferme	56.1	60
SME partiel	1.87	2
SME total	5.61	6
Sursis total	5.61	6
TIG sursisTIG	0.93	1
Amende	7.48	8
JA	3.74	4
Autre	3.74	4
Multiple	15.0	16
Total	100.0	107

4 Décisions en appel

Les décisions en appel confirment très largement les condamnations de première instance (96% de confirmations totales) mais reviennent plus largement sur les peines prononcées :

— 34% des peines sont infirmées

— 27% font l'objet d'une confirmation partielle

— 38% sont confirmées

Table 33: CA 3 : Confirmation de la condamnation et TGI initial

	Bourgoin-Jallieu part/fréq	Gap part/fréq	Grenoble part/fréq	Valence part/fréq	Vienne part/fréq	Total part/fréq
Confirmation	1 (10)	0.88 (7)	0.97 (39)	0.94 (31)	1 (14)	0.96 (101)
Conf. partielle	0 (0)	0.13 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.0095 (1)
Infirmation	0 (0)	0 (0)	0.025 (1)	0.061 (2)	0 (0)	0.029 (3)

Table 34: CA 3 : Confirmation de la peine et TGI initial

	Bourgoin-Jallieu part/fréq	Gap part/fréq	Grenoble part/fréq	Valence part/fréq	Vienne part/fréq	Total part/fréq
Confirmation	0.55 (6)	0.38 (3)	0.40 (16)	0.24 (8)	0.57 (8)	0.38 (41)
Conf. partielle	0.18 (2)	0.38 (3)	0.23 (9)	0.32 (11)	0.29 (4)	0.27 (29)
Infirmation	0.27 (3)	0.25 (2)	0.38 (15)	0.41 (14)	0.14 (2)	0.34 (36)

ANNEXE 11

Projet GIP *Barémisation de la justice*

Le contentieux routier dans les différentes juridictions

L'analyse est divisée en deux parties :

— la première consacrée aux 7 TGI considérés dans l'étude ;

— la seconde aux 3 CA considérées.

L'analyse présente différentes statistiques ventilées par juridiction pour faire ressortir les similarités et les différences d'une juridiction à l'autre.

Chaque juridiction est anonymisée.

Table des figures

1 TGI : Nombre d'affaires traitées . . . 3
2 TGI : Types d'infractions . . . 4
3 TGI : Densité des taux d'alcool pour les CEA . . . 5
4 TGI : Classes d'âge . . . 6
5 TGI : Situation professionnelle . . . 7
6 TGI : Antécédants pénaux . . . 7
7 Ecarts de probabilité d'une peine de prison ferme par rapport au TGI 3 . . . 10
8 Ecarts de probabilité pour chaque type de peine par rapport au TGI 3 . . . 12
9 Ecarts de probabilité pour chaque type de peine par rapport à la moyenne des autres TGI . . . 13
10 Ecarts de montant des amendes et jours-amendes par rapport au TGI 7 . . . 14
11 TGI : Peines prononcées, comparution et présence d'un avocat . . . 16
12 TGI : Peines de prison fermes et comparution du prévenu . . . 16
13 CA : Nombre d'affaires traitées . . . 17
14 CA : Répartition par classes d'âge . . . 18
15 CA : Répartition par situation professionnelle . . . 18
16 CA : Répartition par passé pénal . . . 19
17 CA : Répartition par types d'infractions . . . 19
18 CA : Densité des taux d'alcool pour les CEA . . . 20

Liste des tableaux

1 TGI : Répartition des types d'infraction . . . 4
2 TGI : Comparution et Avocat . . . 8
3 Procédures . . . 9
4 Effets de la présence du prévenu et d'un avocat 'a l'audience sur la probabilité d'une peine ferme . . . 15
5 CA : Répartition des types d'infraction . . . 17
6 Ecarts estimés entre TGI dans la probabilité de prononcer/recevoir une peine de prison ferme . . . 21

7 Ecarts estimés entre TGI dans la probabilité de prononcer/recevoir chaque type de peine 22
8 Régressions linéaires 23

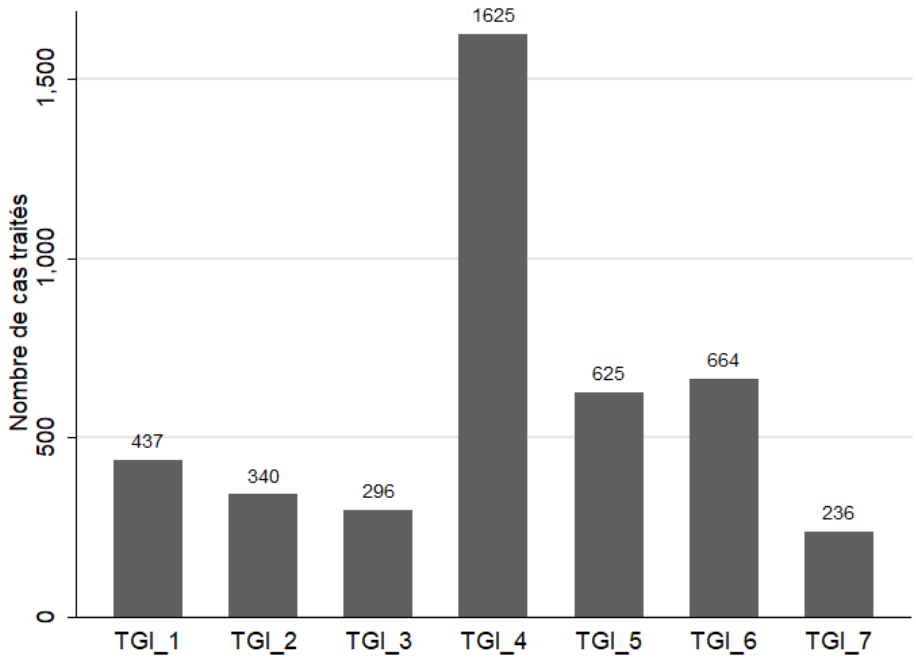
1 Le contentieux routier dans les Tribunaux de Grande Instance

1.1 Répartition géographique des affaires

Parmi les 7 TGI étudiés, le TGI 4 est le plus important en termes de volume d'activité sur le contentieux routier. Il concentre ainsi 1625 affaires, soit 38% du total sur l'ensemble des TGI.

Les autres TGI ont une activité bien moindre mais tout de même variable d'une juridiction à l'autre (de 236 affaires au TGI 7 à 664 affaires au TGI 6).

FIGURE 1: TGI : Nombre d'affaires traitées



1.2 Types d'infraction

A l'exception du TGI 4, l'ensemble des TGI étudiés présente une répartition relativement similaire des types d'infractions traitées :

— Les CEA sont de loin l'infraction la plus poursuivie (de l'ordre de 35% à 50% des affaires) ;

— Les DPC représentent la deuxième masse, entre 10% et 20% du contentieux environ ;

— Les CES et les DA ont un poids inférieur (entre 5% et 15% chacun) ;

— L'essentiel des affaires restantes (environ 20% dans tous les TGI) concerne des infractions multiples, mêlant par example CEA et DPC ;

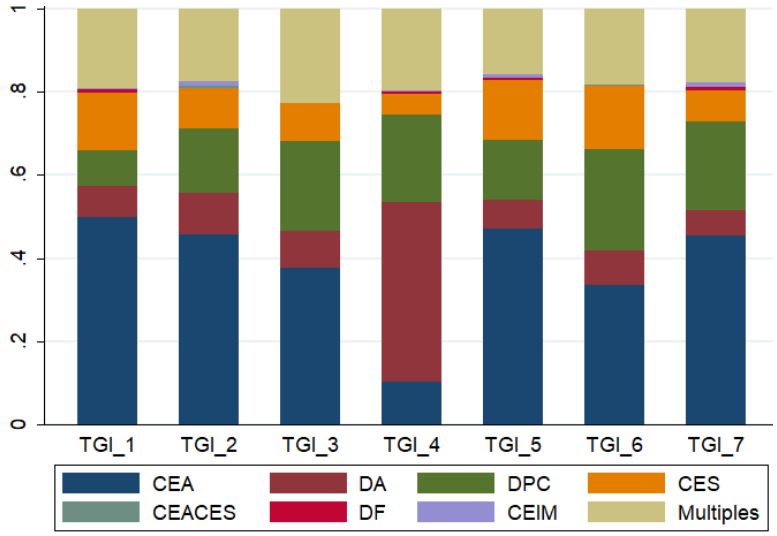
— A l'inversse, les infractions de CEACES, CEIM et DF sont très marginales voire inexistantes.

Cette répartition est très différente au TGI 4, où 43% du contentieux concerne des DA et 21% des DPC. Les infractions "papiers" y sont donc prépondérantes, tandis que les CEA et CES seuls ne représentent que 15% du contentieux. Compte tenu de ces forts écarts, il s'agit très certainement là d'un choix délibéré du parquet du TGI 4 de concentrer la réponse pénale sur les infractions "papiers" (deux tiers du contentieux) au détriment des CEA et CES les moins graves.

Table 1: TGI : Répartition des types d'infraction

	TGI_1	TGI_2	TGI_3	TGI_4	TGI_5	TGI_6	TGI_7
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CEACES	0.0023 (1)	0.0059 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.0015 (1)	0 (0)
CEIM	0.0046 (2)	0.012 (4)	0 (0)	0.0018 (3)	0.0096 (6)	0.0015 (1)	0.0085 (2)
CEA	0.50 (218)	0.46 (155)	0.38 (111)	0.10 (168)	0.47 (294)	0.34 (223)	0.46 (107)
CES	0.14 (60)	0.097 (33)	0.092 (27)	0.050 (81)	0.14 (89)	0.15 (102)	0.077 (18)
DA	0.076 (33)	0.10 (34)	0.088 (26)	0.43 (702)	0.069 (43)	0.081 (54)	0.060 (14)
DPC	0.085 (37)	0.15 (52)	0.22 (64)	0.21 (342)	0.15 (91)	0.24 (162)	0.21 (50)
DF	0.0069 (3)	0 (0)	0 (0)	0.0043 (7)	0.0064 (4)	0 (0)	0.0085 (2)
Infr. multi.	0.19 (83)	0.17 (59)	0.23 (67)	0.20 (322)	0.16 (98)	0.18 (121)	0.18 (42)

Figure 2: TGI : Types d'infractions



1.2.1 Focus sur les taux d'alcool en CEA

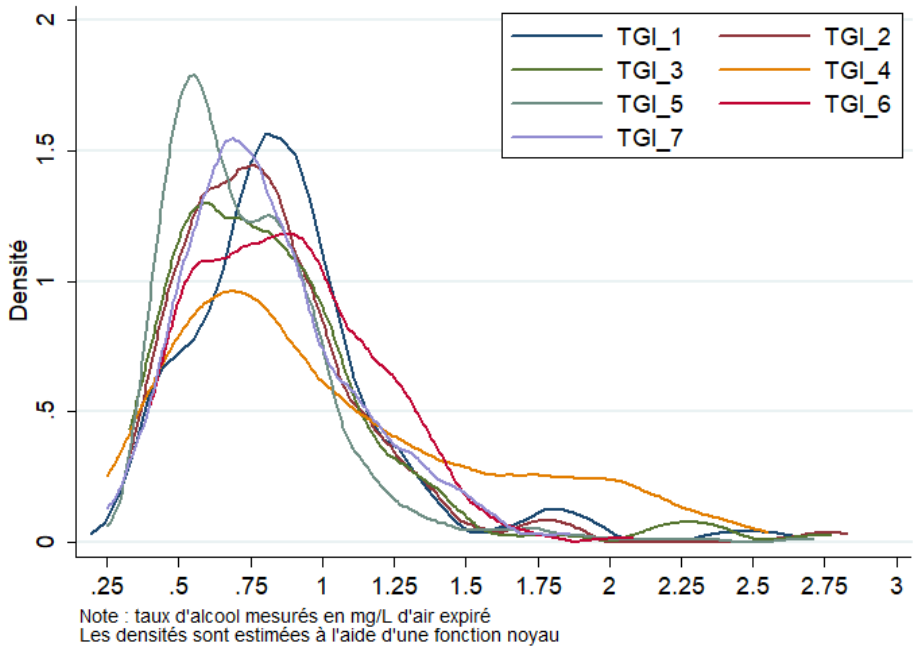
L'hypothèse d'une stratégie spécifique au TGI 4 se confirme en examinant la distribution des taux d'alcool (mg/L d'air expiré) dans les affaires de CEA (CEA seule ou en infraction multiple).

Alors que les fonctions de densité sont assez similaires dans les 6 autres TGI et montrent une très forte prédominance des CEA ayant des taux d'alcool compris entre 0,4 et 1,2 environ (et relativement peu voire très peu de CEA pour des taux supérieurs), la distribution au TGI 4 dénote. Déplacée vers la droite, la fonction de densité montre une sur-représentation de taux d'alcool très élevés (supérieurs à 1,2) et donc une sous-représentation des taux inférieurs.

Ces écarts ne s'expliquent que très partiellement par l'échantillonnage spécifique au TGI 4, qui n'inclut pas les compositions pénales (idem pour le TGI 2). Hors différences de pratiques de consommation alcoolique entre le TGI 4 et les autres juridictions, ces écarts suggèrent une politique parquetière relativement "souple" au TGI 4 concernant les CEA pour des taux faibles ou modérés, avec une probable sur-utilisation des classements sans suite. Cette stratégie conduit le TGI 4 à poursuivre des CEA de plus grande gravité qu'ailleurs en moyenne.

Ce constat peut être étendu, quoique dans une moindre mesure, au TGI 6.

FIGURE 3: TGI : Densité des taux d'alcool pour les CEA



1.3 Caractéristiques des auteurs

On étudie la répartition des auteurs d'infractions routières selon trois caractéristiques :

— leur age ;

— leur situation professionnelle ;

— leurs antécédants pénaux.

Concernant l'âge des auteurs, les 7 TGI présentent des répartitions relativement similaires :

— environ 20% ont moins de 25 ans

— environ 20% ont entre 25 et 30 ans

— environ 25% ont entre 30 et 40 ans

— environ 35% ont 40 ans et plus

Concernant la situation professionnelle déclarée par les auteurs, les 7 TGI présentent des situations plus contrastées : la part des auteurs en emploi varient ainsi de 40% au TGI 4 à environ 70% aux TGI 2 et 5. A l'inverse, la proportion de chômeurs est assez comparable, de 15% à 25%, de même que la part très marginale des étudiants et des retraités. On constate enfin de forts écarts dans la part des situations professionnelles non connues ou non renseignées, jusqu'à 20-25% environ dans les TGI 1, 3 et 4.

Concernant les antécédants pénaux, les situations sont également constrastées d'un TGI à l'autre. La part des récidivistes légaux varient ainsi de moins de 10% au TGI 4 à près de 40% au TGI 3. La part des réitérants varient aussi très fortement, de 12% au TGI 1 à près de 50% au TGI 2. Les réitérations pour infractions routières demeurent globalement marginales.

FIGURE 4: TGI : Classes d'âge

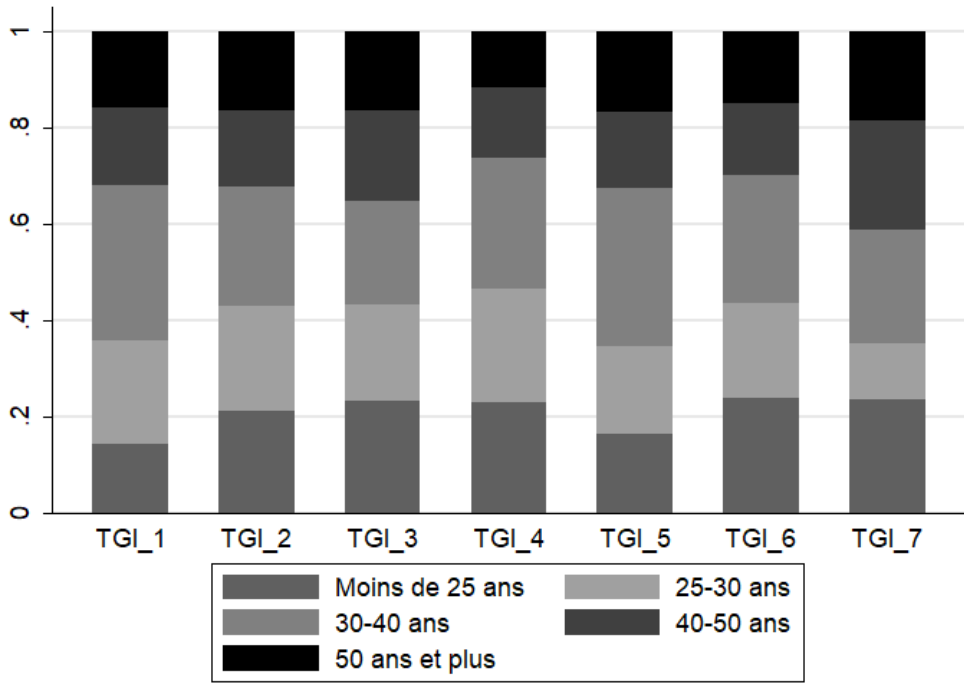


FIGURE 5: TGI : Situation professionnelle

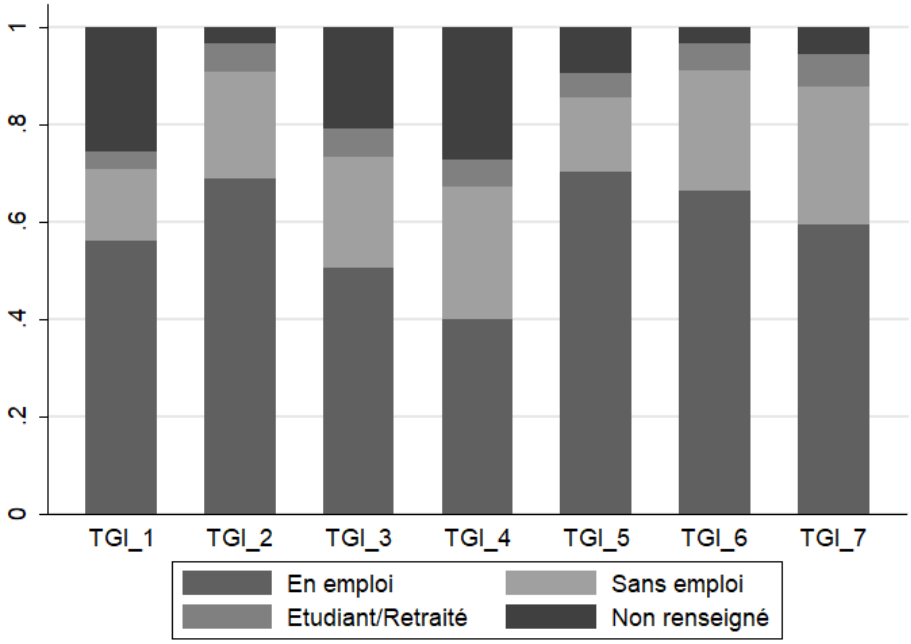
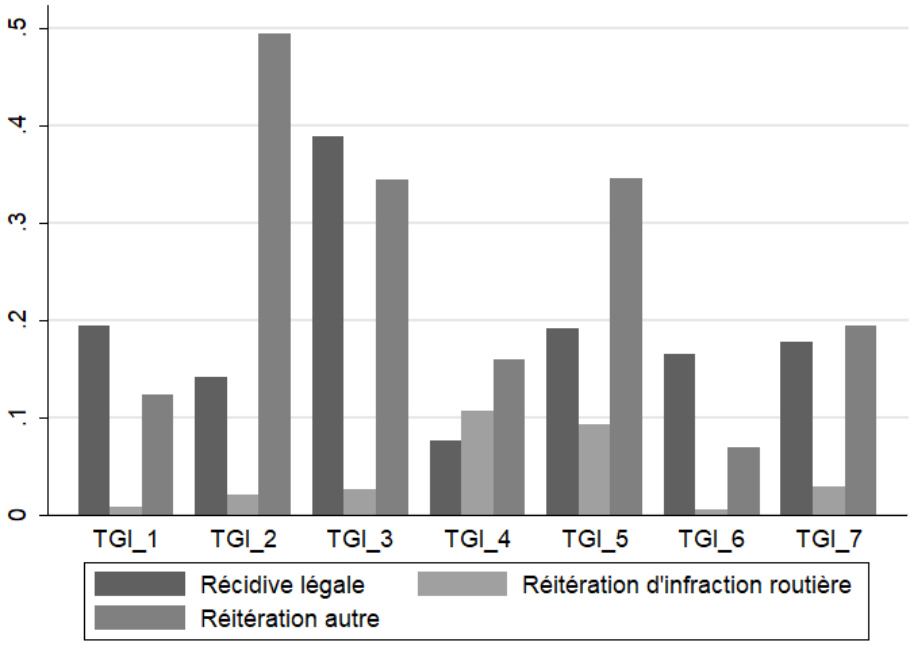


FIGURE 6: TGI : Antécédants pénaux



1.4 Comparution et assistance d'un avocat

Lorsque les procédures donnent lieu à une audience, on distingue les cas où le prévenu comparait ou non, et les cas où un avocat est présent ou non. La répartition dans l'ensemble des TGI apparait dans la Table 2.

Dans 69% des cas applicables, le prévenu comparait assisté d'un avocat. Dans 20% des cas, le prévenu ne comparait pas et n'est pas représenté par un avocat. Dans 11% des cas, le prévenu comparait mais n'est pas assisté. Enfin, dans moins de 2% des cas, le prévenu est absent mais représenté.

Table 2: TGI : Comparution et Avocat

	Pas d'avocat Fréq/%	Avocat Fréq/%	Total Fréq/%
Non comparant	349 (20.2)	24 (1.39)	373 (21.6)
Comparant	185 (10.7)	1171 (67.7)	1356 (78.4)
Total	534 (30.9)	1195 (69.1)	1729 (100.0)

1.5 Les procédures

TABLE 3: Procédures

	TGI_1	TGI_2	TGI_3	TGI_4	TGI_5	TGI_6	TGI_7
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
Homol. CRPC	0.22 (97)	0.33 (111)	0.29 (85)	0.18 (285)	0.19 (121)	0.20 (133)	0.24 (56)
Refus CRPC	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.0016 (1)	0 (0)	0 (0)
OPD	0.34 (149)	0.41 (139)	0.18 (53)	0.66 (1078)	0.58 (364)	0.52 (345)	0.42 (99)
Rejet OPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.0016 (1)	0 (0)	0 (0)
CP	0.23 (101)	0 (0)	0.13 (39)	0 (0)	0.0080 (5)	0.099 (66)	0.081 (19)
COPJ	0.19 (82)	0.22 (75)	0.33 (98)	0.086 (140)	0.16 (103)	0.13 (87)	0.17 (39)
CCPV	0.0023 (1)	0.0088 (3)	0.014 (4)	0.030 (49)	0 (0)	0.0030 (2)	0.0042 (1)
Citation Directe	0.011 (5)	0.018 (6)	0.024 (7)	0.018 (30)	0 (0)	0 (0)	0.034 (8)
CI	0.0069 (3)	0.015 (5)	0.027 (8)	0.013 (21)	0.026 (16)	0.030 (20)	0.021 (5)
Opp. JPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.0032 (2)	0 (0)	0 (0)
Opp. OPD	0 (0)	0.0029 (1)	0.010 (3)	0.013 (21)	0.013 (8)	0.011 (7)	0.038 (9)

1.6 Différences de pratiques dans le type et le quantum des peines prononcées

On étudie les *différences de pratiques* entre TGI en matière de types de peines prononcées. Il s'agit d'estimer les écarts dans la propension des différents TGI à prononcer certaines peines plutôt que d'autres *pour des affaires équivalentes*.

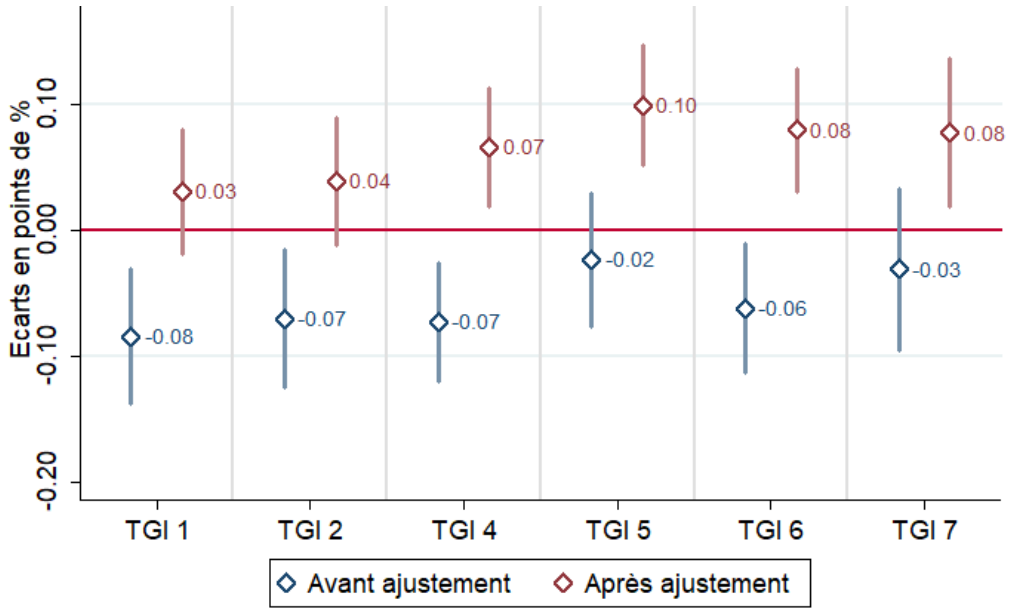
Pour cela, il convient de contrôler statistiquement pour les *différences de composition* des affaires d'un TGI à l'autre (c'est-à-dire les différences dans le type d'infractions traitées, dans le profil des prévenus, dans le choix de procédure en amont, etc.). Les sections précédentes ont déjà montré que ces différences de composition étaient bien présentes, ce qui peut générer des écarts dans la structure des peines prononcées qui ne réflète pas réellement des différences de pratiques (il s'agit d'un simple effet de composition).

Pour contrôler l'influence de la composition des affaires, on recourt à des estimations par régressions économétriques qui permettent d'isoler le rôle de différentes variables explicatives dans un phénomène à expliquer. Ici, les variables explicatives sont : l'identifiant du tribunal ; le type d'infraction concerné ; les antécédents pénaux du prévenu (récidive légale, réitération, réitération d'infraction routière) ; les caractéristiques socio-démographiques du prévenu (sexe, age, statut dans l'emploi) ; le type de procédure.

1.7 Peines de prison fermes

Le graphique 7 montre les coefficients estimés pour chacun des tribunaux, à l'exception du TGI 3 qui sert de référence. Pour le lecteur intéressé, le tableau 6 rapporte une partie des résultats économétriques. Ces coefficients mesurent l'écart estimé (en points de pourcentage) dans la probabilité de prononcer/recevoir une peine de prison ferme dans un tribunal donné, par rapport au TGI 3. Les estimations en bleu mesurent les écarts bruts de probabilité, c'est-à-dire sans ajustement des différences de composition d'un TGI à l'autre. Les estimations en rouge mesurent les écarts ajustés de probabilité, après prise en compte dans le modèle économétrique des différences de composition.

FIGURE 7: Ecarts de probabilité d'une peine de prison ferme par rapport au TGI 3



Note : Effets marginaux estimés à partir de modèles linéaires séparés pour chaque type de peine. Intervalles de confiance à 95%.

Plusieurs résultats peuvent être tirés du graphique 7 :

— avant tout ajustement, le TGI 3 apparait comme celui où la part des peines fermes est la plus élevée. Les différences sont très significatives avec plusieurs autres TGI (1, 2, 4, 6) qui prononcent beaucoup moins de peines de prison ferme (environ 7 points de moins). Cependant, ces écarts ne réflètent absolument pas des différences de pratiques qui seraient particulièrement répressives au TGI 3 ;

— après ajustement, le TGI 3 se révèle être en réalité le tribunal où, à caractéristiques d'affaires données, la propension à prononcer/recevoir une peine de prison ferme est la plus faible. Les écarts sont significatifs avec les TGI 4, 5, 6 et 7 et sont d'un ordre de grandeur très important : en moyenne et à caractéristiques données, la probabilité de prononcer/recevoir une peine de prison ferme est 10 points plus élevée au TGI 5 qu'au TGI 3.

— cette disparité entre les écarts bruts et les écarts ajustés s'explique par les différences de composition entre le TGI 3 et les autres TGI : le TGI 3 juge proportionnellement beaucoup plus de récidivistes légaux que les autres, par exemple (Figure 6).

1.8 Toutes les peines

Le graphique 8 représente les écarts estimés entre TGI pour tous les types de peine, après ajustement des différences de composition. Pour le lecteur intéressé, le tableau 7 en annexe fournit une partie des estimations économétriques.

Le graphique fait apparaitre des différences de pratiques très nombreuses, importantes et significatives entre le TGI 3 et les autres tribunaux. Au-delà de la sur-utilisation des peines de prison fermes dans les tribunaux autre que le TGI 3 (déjà commentée), on peut également noter que, à caractéristiques d'affaires équivalentes, la plupart des tribunaux prononcent significativement plus de peines avec un SME partiel que le TGI 3. A l'inverse, les TGI 4, 5 et 6 prononcent significativement moins de SME total. La propension à prononcer des sursis simples est assez proche dans tous les TGI, à l'exception des TGI 1 et 6. La propension à prononcer des peines d'amende est moins forte au TGI 3 que dans les autres TGI, avec des écarts allant de 7 à 23 points. A l'inverse, le TGI 3 prononce beaucoup plus de JA et a tendance à prononcer plus de TIG ou sursis-TIG également (même si les effectifs sont réduits et les écarts peu significatifs). Enfin, la dernière différence majeure dans les pratiques entre TGI concerne les peines multiplies, qui sont beaucoup plus prononcées dans les autres TGI qu'au TGI 3, les écarts allant de 5 à 20 points.

En résumé, ces estimations illustrent une forte disparité dans les pratiques de prononcé des peines des TGI, par rapport au TGI 3. Une autre manière de mesurer les disparités des pratiques des différents TGI consiste, pour chaque TGI, à estimer les écarts ajustés de peines prononcées par rapport à la moyenne des autres tribunaux (et non par rapport au seul TGI 3). Le graphique 9 propose une telle approche.

On s'aperçoit que tous les TGI pris individuellement dévient sensiblement de la moyenne des autres tribunaux, au moins sur un ou deux types de peine.

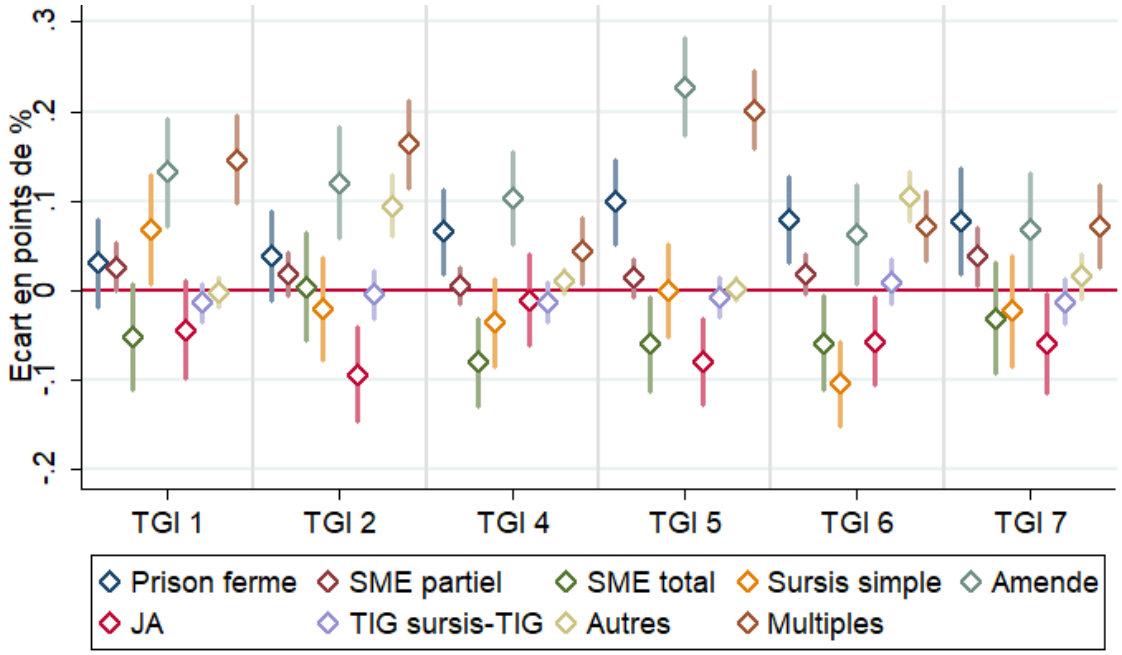
— le TGI 1 prononce, à affaire équivalente, significativement moins de peines de prison fermes que la moyenne, et beaucoup plus de sursis simples et de peines multiples ;

— le TGI 2 prononce, à affaire équivalente, significativement plus de peines de SME total, de peines multiples et autres peines, et au contraire moins de jours-amende ;

— le TGI 3 prononce bien, à affaire équivalente, significativement plus de peines de SME total et de jours-amende, et moins de peines de prison fermes, d'amendes et de peines multiples ;

— le TGI 4 prononce, à affaire équivalente, significativement plus de peines de jours-amende, et moins de SME, et peines multiples ;

FIGURE 8: Ecarts de probabilité pour chaque type de peine
par rapport au TGI 3



Note : Après ajustement des différences de composition.
Effets marginaux estimés à partir de modèles linéaires séparés pour chaque type de peine.
Intervalles de confiance à 95%.

— le TGI 5 prononce, à affaire équivalente, significativement plus de peines d'amende, de peines multiples, et de peines de prison ferme, et moins de jours-amende et d'autres peines ;

— le TGI 6 prononce, à affaire équivalente, significativement moins d'amendes et de sursis simple, et plus de TIG et d'autres pines ;

— le TGI 7 prononce, à affaire équivalente, des peines globalement assez proches de la pratique moyenne des autres tribunaux, avec tout de même significativement moins d'amendes et plus de SME partiels.

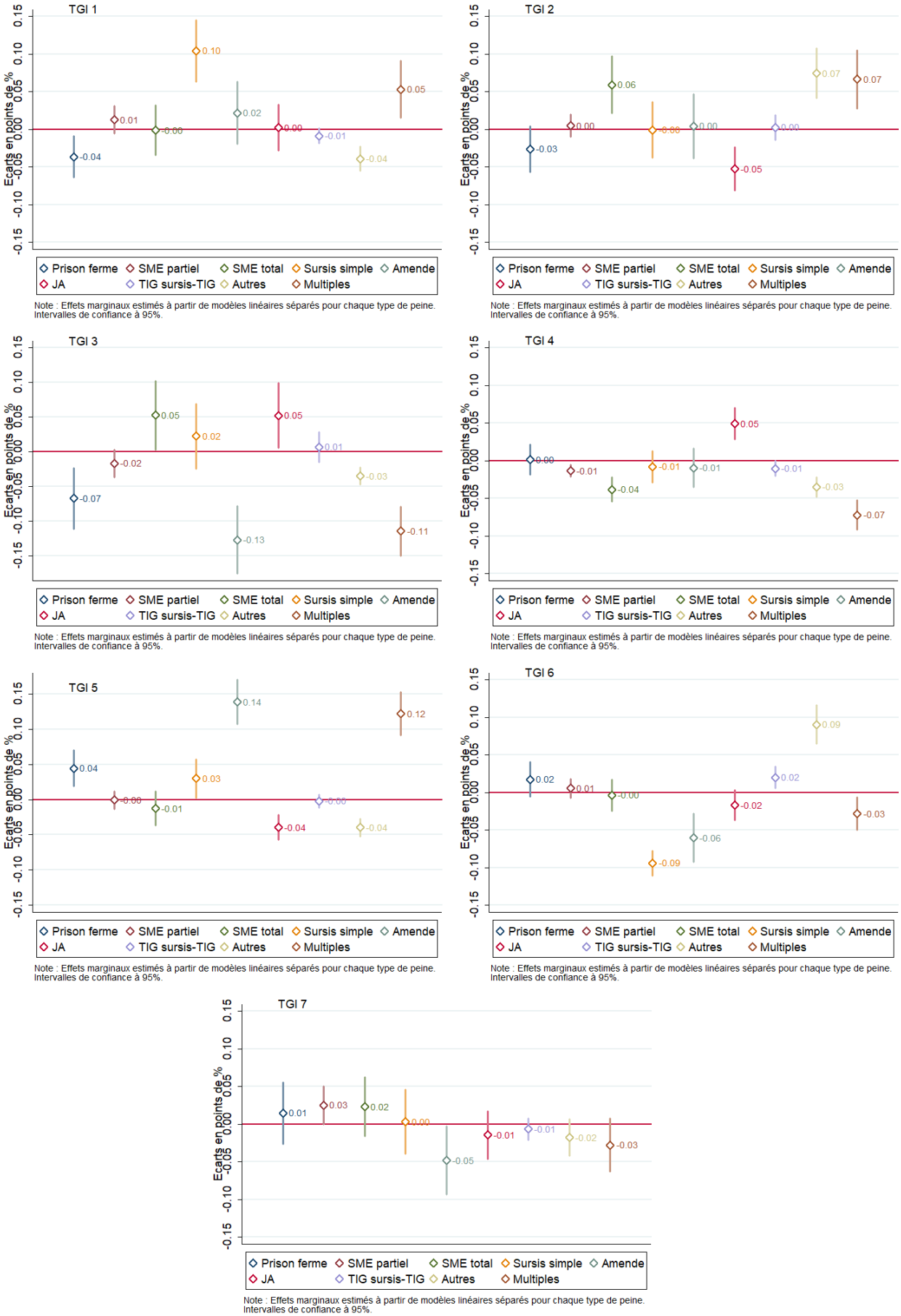
1.9 Montant des amendes et des jours-amendes

Le graphique 10 utilise la même méthode pour représenter les écarts dans le montant des peines d'amende et de jours-amende (durée x prix) prononcées par les tribunaux, à affaire équivalente. Les écarts moyens ajustés apparaissent en euros, par rapport au TGI 7, qui pratique les amendes les plus faibles.

Les écarts représentés sur le graphique 10 sont considérables. En matière d'amendes, les montants prononcés au TGI 7 sont au moins 50 euros plus bas que dans les autres tribunaux. Les TGI 4 et 5 fixent des niveaux d'amende, à affaire comparable, supérieurs de plus de 150 euros en moyenne. L'amende moyenne étant de l'ordre de 450 euros, ces écarts sont donc considérables et estimés avec précision. On observe également d'importants écarts de pratiques concernant le montant des jours-amendes (160 euros de différence entre les TGI 5, 6 et le TGI 7), même si ceux-ci sont moins précis du fait du faible échantillon de peines de JA.

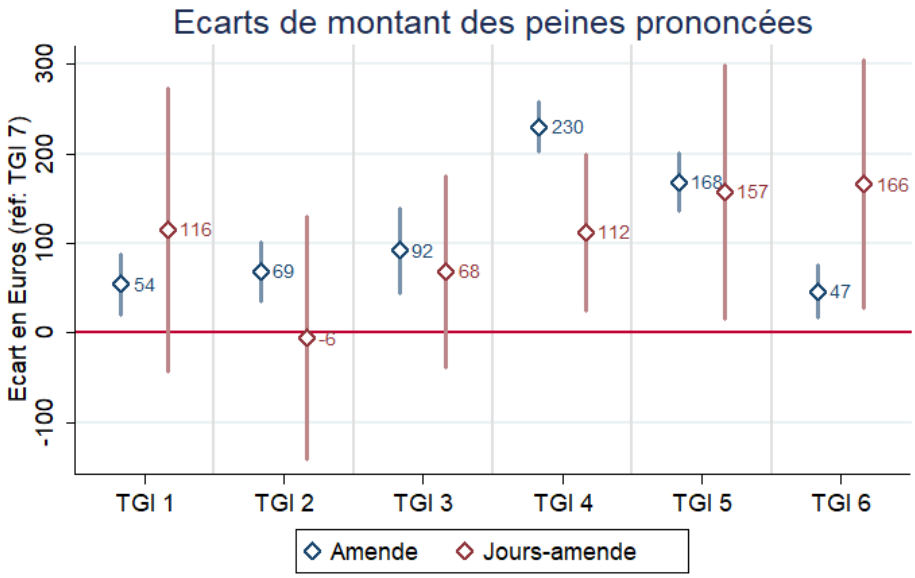
On retrouve des écarts très importants entre le TGI 7 et les TGI 4 et 5 dans le cas des infractions pour CEA. Pour ces infractions, il est possible de contrôler statistiquement les différences de taux d'alcool d'une affaire à l'autre ptour isoler encore mieux les différences de pratiques entre tribunaux pour des affaires de gravité équivalente. Le résultat présenté dans la partie

FIGURE 9: Ecarts de probabilité pour chaque type de peine
par rapport à la moyenne des autres TGI

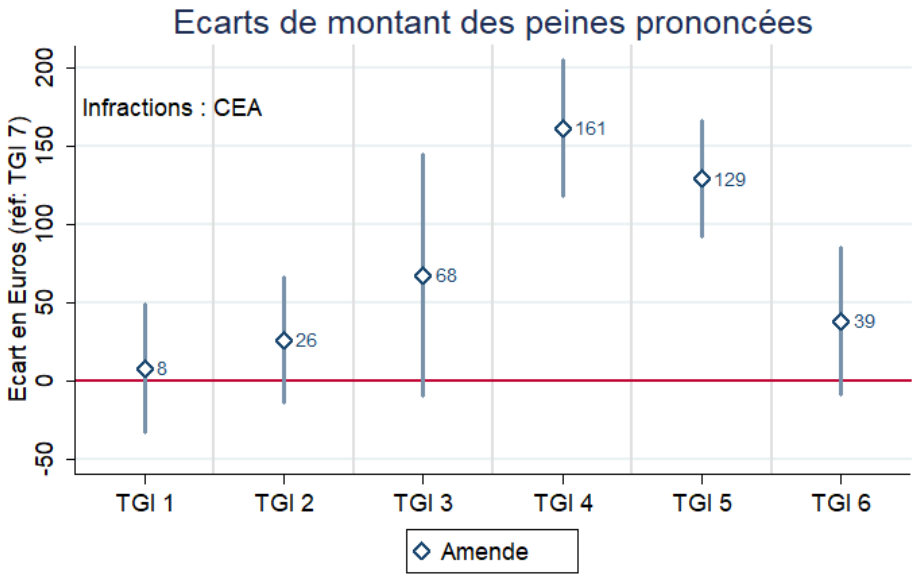


basse du graphique 10 souligne la présence d'écarts dans le montant des amendes de 0 à 160 euros d'un TGI à l'autre.

FIGURE 10: Ecarts de montant des amendes et jours-amendes par rapport au TGI 7



Note : Après ajustement des différences de composition.
Effets marginaux estimés à partir de modèles linéaires séparés pour chaque type de peine.
Intervalles de confiance à 95%.



Note : Après ajustement des différences de composition et du taux d'alcool.
Effets marginaux estimés à partir de modèles linéaires séparés pour chaque type de peine.
Intervalles de confiance à 95%.

1.10 Peines prononcées, comparution et présence d'un avocat

La Table 4 fournit des estimations par régressions linéaires de l'effet de la comparution du prévenu et de la présence d'un avocat sur la probabilité de recevoir une peine de prison intégralement ferme, à affaires équivalentes. Les résultats montrent des réductions très fortes du risque de prison ferme (de 17 à 40 points de pourcentage) lorsque le prévenu comparait et/ou en présence d'un avocat, en particulier par rapport à la situation où il n'est ni présent ni représenté (colonne 3).

A ce stade, il convient cependant d'interpréter ces estimations prudemment, comme des écarts de peine (après ajustement des différences observables) et non comme des effets causaux de la présence du prévenu et d'un avocat sur la décision du juge.

TABLE 4: Effets de la présence du prévenu et d'un avocat 'a l'audience sur la probabilité d'une peine ferme

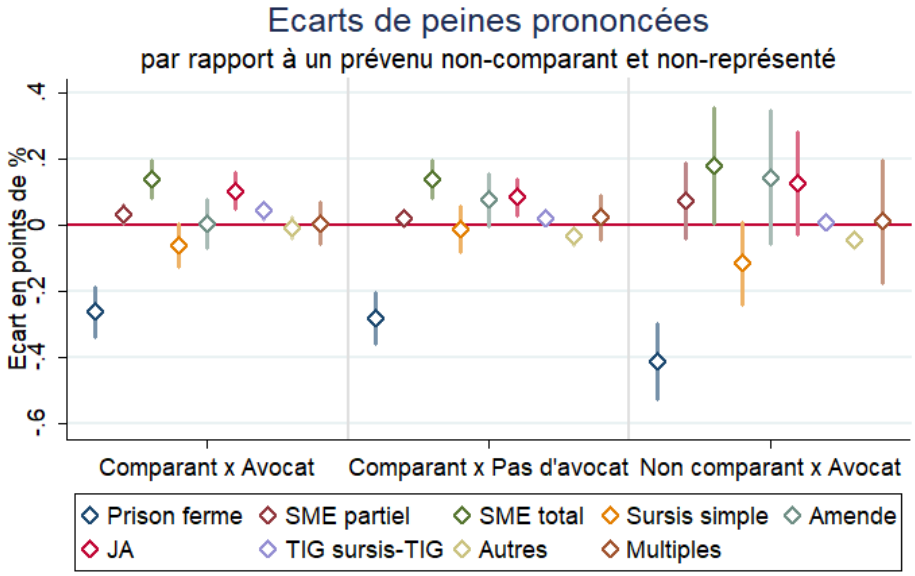
	(1)	(2)	(3)
	Ferme	Ferme	Ferme
Comparant	-0.238***		
	(0.027)		
Avocat		-0.170***	
		(0.029)	
Comparant x Avocat			-0.258***
			(0.032)
Comparant x Pas d'avocat			-0.277***
			(0.034)
Non comparant x Avocat			-0.407***
			(0.079)
Non comparant x Pas d'avocat			0.000
			(.)
Observations	1721	1721	1721

Note : Régressions linéaires séparées de la probabilité de recevoir une peine de prison intégralement ferme. Variables de contrôle : sexe, age, passé pénal, situation dans l'emploi, type d'infraction, type de procédure.

La graphique 11 représente les écarts estimés dans la probabilité de recevoir chaque type de peine, à affaire équivalente, en fonction des mêmes variables (comparution du prévenu et présence d'un avocat). Les écarts estimés les plus forts concernent les peines de prison fermes, mais d'autres types de peine sont significativement affectées par la comparution du prévenu et la présence d'un avocat. Les SME intégraux et les jours-amendes sont ainsi des peines prononcées plus fréquemment lorsque le prévenu comparait et/ou qu'un avocat est présent, par rapport à la situation de référence où le prévenu est absent et pas représenté.

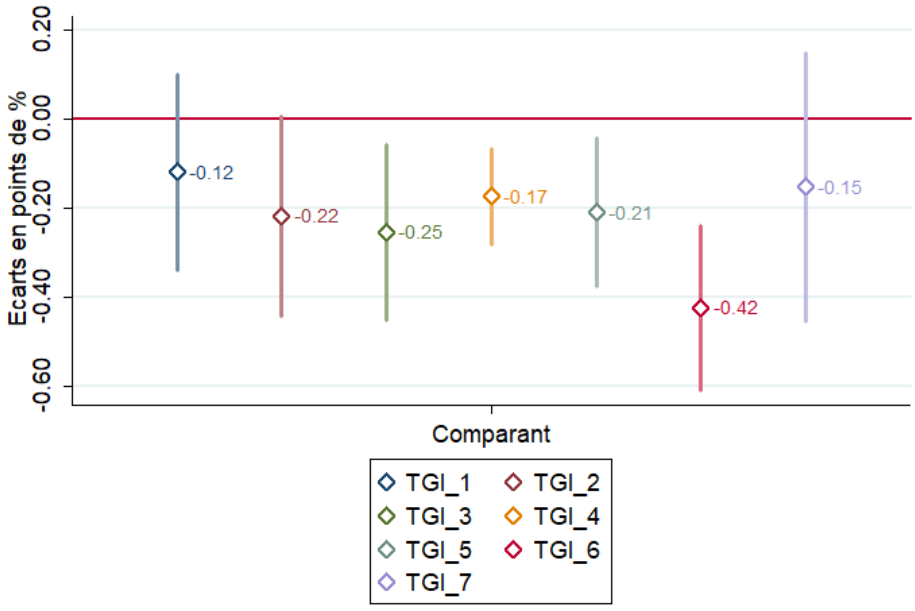
Enfin, le graphique 12 représente les écarts estimés dans la probabilité d'une peine ferme dans chaque TGI, à affaire équivalente, en fonction de la comparution (ou non) du prévenu. On remarque que, dans tous les tribunaux étudiés, les prévenus qui comparaissent à l'audience tendent à obtenir des peines plus clémentes, avec une réduction de 12 à 42 points de la probabilité de subir d'une peine intégralement ferme.

FIGURE 11: TGI : Peines prononcées, comparution et présence d'un avocat



Note : Après ajustement des différences de composition.
Effets marginaux estimés à partir de modèles linéaires séparés pour chaque type de peine.
Intervalles de confiance à 95%.

FIGURE 12: TGI : Peines de prison fermes et comparution du prévenu



Note : Effets marginaux estimés à partir de modèles linéaires séparés pour chaque type de peine.
Intervalles de confiance à 95%.

2 Le contentieux routier dans les Cours d'Appel

Cette section présente le même type de statistiques pour les 3 cours d'appel étudiées. La composition des affaires traitées en appel apparait beaucoup plus homogène d'une CA à l'autre, relativement aux affaires traitées par les TGI.

FIGURE 13: CA : Nombre d'affaires traitées

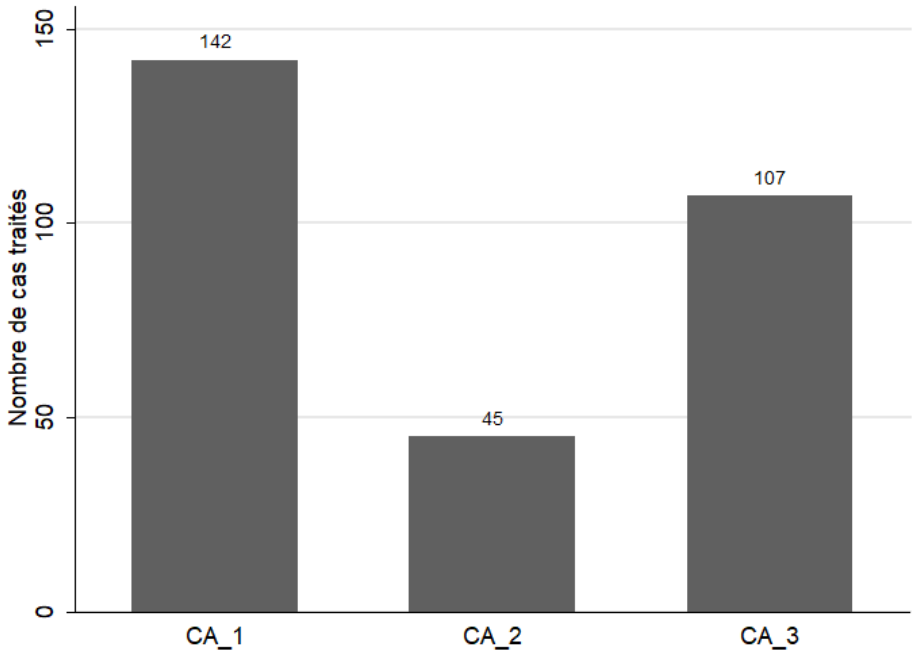


TABLE 5: CA : Répartition des types d'infraction

	CA_1 %/fréq	CA_2 %/fréq	CA_3 %/fréq
CEACES	0 (0)	0 (0)	0 (0)
CEIM	0.0070 (1)	0 (0)	0 (0)
CEA	0.30 (43)	0.33 (15)	0.27 (28)
CES	0.063 (9)	0.13 (6)	0.057 (6)
DA	0.014 (2)	0.044 (2)	0.029 (3)
DPC	0.33 (47)	0.27 (12)	0.28 (29)
DF	0.021 (3)	0 (0)	0 (0)
Infr. multi.	0.26 (37)	0.22 (10)	0.37 (39)

FIGURE 14: CA : Répartition par classes d'âge

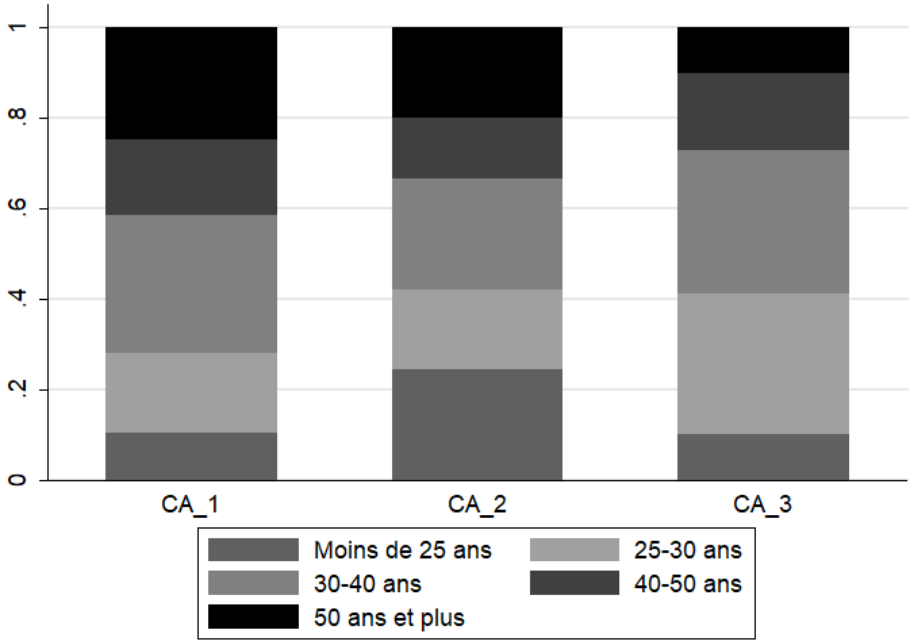


FIGURE 15: CA : Répartition par situation professionnelle

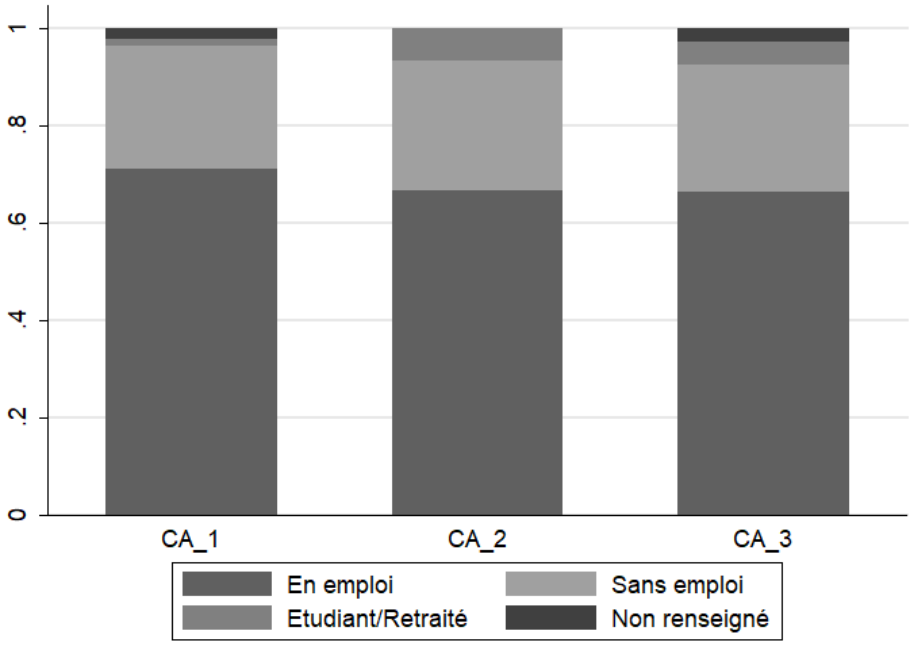


FIGURE 16: CA : Répartition par passé pénal

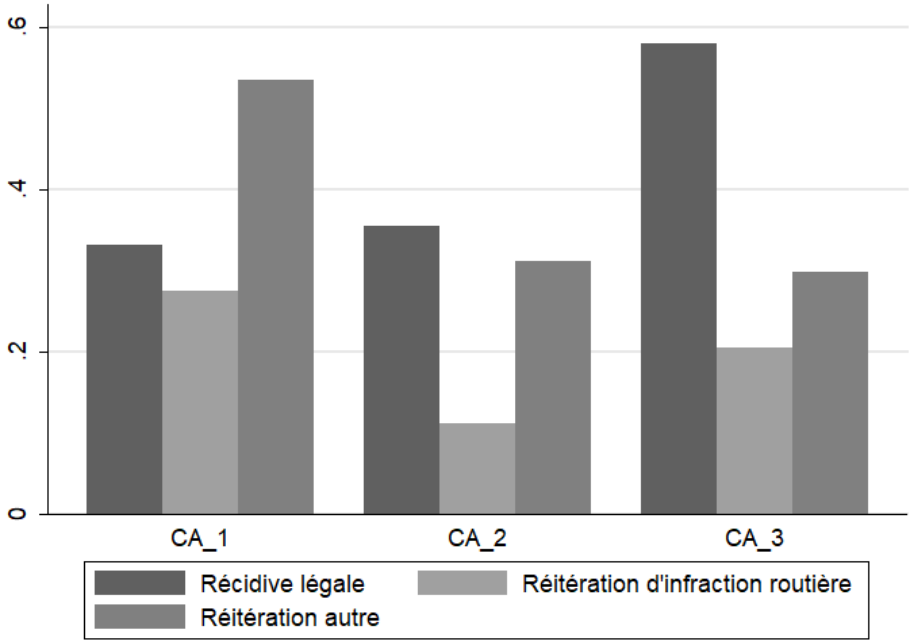


FIGURE 17: CA : Répartition par types d'infractions

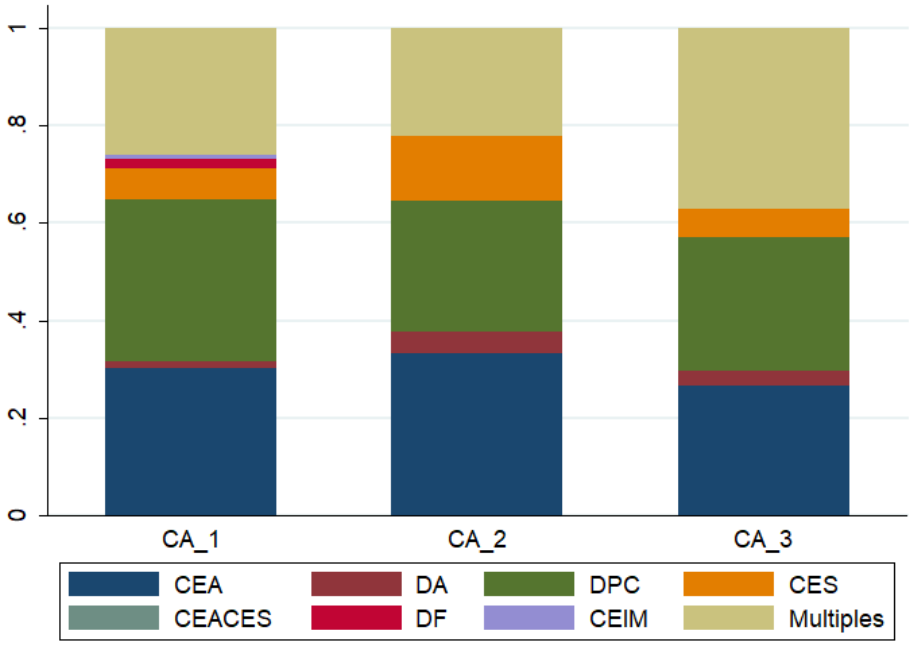
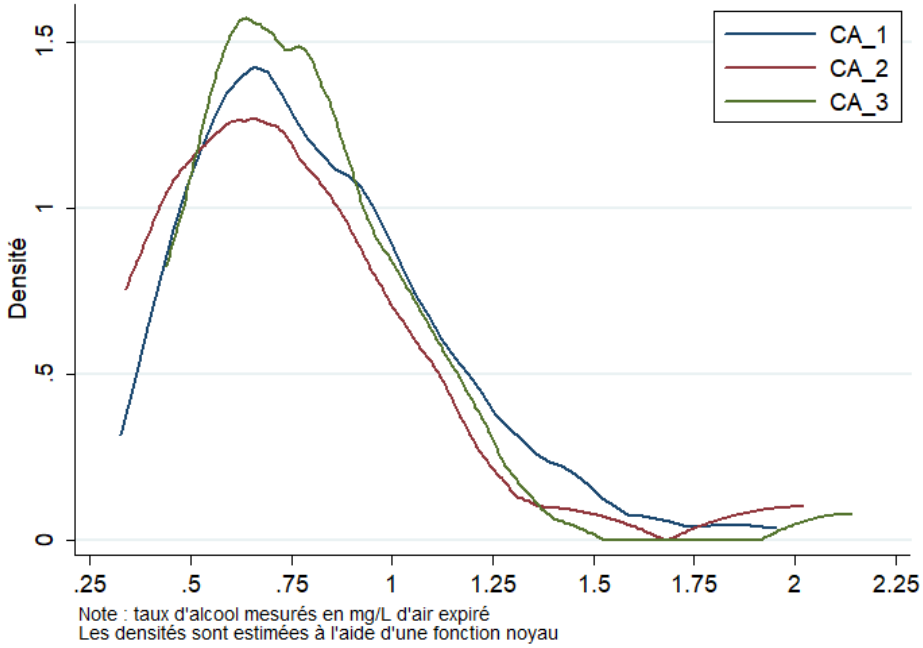


FIGURE 18: CA : Densité des taux d'alcool pour les CEA



Annexes

TABLE 6: Ecarts estimés entre TGI dans la probabilité de prononcer/recevoir une peine de prison ferme

	(1) Ferme	(2) Ferme	(3) Ferme	(4) Ferme
TGI 3	0.061*** (0.024)	-0.067*** (0.022)		
TGI 1			-0.084*** (0.027)	0.030 (0.025)
TGI 2			-0.070** (0.028)	0.039 (0.026)
TGI 4			-0.073*** (0.024)	0.066*** (0.024)
TGI 5			-0.023 (0.027)	0.099*** (0.024)
TGI 6			-0.062** (0.026)	0.079*** (0.025)
TGI 7			-0.031 (0.032)	0.077** (0.030)
Infraction	-	X	-	X
Antecedent	-	X	-	X
Sociodemo	-	X	-	X
Procedure	-	X	-	X

Note : estimations issues de régressions linéaires séparées.

Seuil de significativité : * $p < 0.10$, ** $p < 0.05$, *** $p < 0.01$

Table 7: Ecarts estimés entre TGI dans la probabilité de prononcer/recevoir chaque type de peine

	(1) Ferme	(2) SME partiel	(3) SME intégral	(4) Sursis simple	(5) Amende	(6) Jours-Amende	(7) TIG-sursisTIG	(8) Autres peines	(9) Peine_multi
TGI 1	0.030	0.026*	-0.052*	0.068**	0.132***	-0.044	-0.014	-0.002	0.147***
	(0.025)	(0.014)	(0.030)	(0.031)	(0.031)	(0.028)	(0.011)	(0.008)	(0.025)
TGI 2	0.039	0.019	0.004	-0.020	0.121***	-0.094***	-0.004	0.095***	0.164***
	(0.026)	(0.012)	(0.031)	(0.029)	(0.031)	(0.027)	(0.013)	(0.017)	(0.025)
TGI 4	0.066***	0.005	-0.080***	-0.035	0.103***	-0.010	-0.013	0.010	0.045**
	(0.024)	(0.010)	(0.025)	(0.025)	(0.027)	(0.026)	(0.012)	(0.007)	(0.019)
TGI 5	0.099***	0.014	-0.060**	0.000	0.227***	-0.079***	-0.008	0.001	0.201***
	(0.024)	(0.011)	(0.027)	(0.026)	(0.028)	(0.024)	(0.011)	(0.007)	(0.022)
TGI 6	0.079***	0.019	-0.059**	-0.104***	0.063**	-0.056**	0.010	0.105***	0.071***
	(0.025)	(0.011)	(0.027)	(0.024)	(0.028)	(0.025)	(0.013)	(0.014)	(0.020)
TGI 7	0.077**	0.038**	-0.031	-0.023	0.068**	-0.059**	-0.013	0.016	0.072***
	(0.030)	(0.016)	(0.032)	(0.032)	(0.032)	(0.028)	(0.013)	(0.012)	(0.024)
Infraction	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Antecedent	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Sociodemo	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Procedure	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Note : estimations issues de régressions linéaires séparées pour chaque type de peine.

Seuil de significativité : * $p < 0.10$, ** $p < 0.05$, *** $p < 0.01$

TABLE 8: Régressions linéaires

	(1)	(2)	(3)	(4)
	Montant Amende	Nombre de jours	Montant par jour (euros)	Montant total (euros)
TGI 1	54.166***	11.175	0.562	115.589
	(17.086)	(6.868)	(1.338)	(80.198)
TGI 2	68.851***	-14.679*	1.089	-5.596
	(16.935)	(8.201)	(1.012)	(68.761)
TGI 3	92.370***	-19.029***	2.550***	68.492
	(24.155)	(7.055)	(0.858)	(54.125)
TGI 4	229.778***	1.078	1.423*	112.163**
	(14.050)	(6.176)	(0.758)	(44.222)
TGI 5	167.868***	-10.370	3.032**	157.337**
	(16.570)	(8.414)	(1.171)	(71.497)
TGI 6	46.558***	-5.796	2.416**	165.938**
	(14.686)	(9.539)	(0.936)	(70.054)
Observations	2692	256	258	253

Note : régressions linéaires du quantum des amendes (1) et des jours-amendes (2-4).

Seuil de significativité : * $p < 0.10$, ** $p < 0.05$, *** $p < 0.01$

ANNEXE 12

Projet GIP *Barémisation de la justice*

Le contentieux des violences familiales dans les différentes juridictions

L'analyse est divisée en deux parties :

— la première consacrée aux 7 TGI considérés dans l'étude (N = 357) ;

— la seconde aux 3 CA considérées (N = 127).

L'analyse présente différentes statistiques ventilées par juridiction pour faire ressortir les similarités et les différences d'une juridiction à l'autre.

Chaque juridiction est anonymisée.

Table des figures

1 TGI : Nombre d'affaires traitées . . . 3
2 TGI : Répartition par âge dans les différents TGI . . . 4
3 TGI : Répartition par emploi dans les différents TGI . . . 5
4 TGI : Répartition par antécédants pénaux dans les différents TGI . . . 5
5 TGI : Distribution du contentieux par procédures et types de peines . . . 23
6 TGI : Nombre d'affaires traitées . . . 24
7 CA : Répartition par âge dans les différentes CA . . . 25
8 CA : Répartition par emploi dans les différentes CA . . . 26
9 CA : Répartition par antécédants pénaux dans les différentes CA . . . 26

Liste des tableaux

1 TGI : Variables Sociodémographiques des Prévenus . . . 4
2 TGI : Variables Sociodémographiques des Victimes . . . 6
3 TGI : Relations entre victimes et auteurs . . . 6
4 TGI : Infractions dénoncées par les victimes . . . 7
5 TGI : Violences physiques dénoncées par les victimes . . . 8
6 TGI : Infractions poursuivies . . . 9
7 TGI : Violences physiques poursuivies . . . 10
8 TGI : Procédures . . . 11
9 TGI : Répartition des procédures . . . 11
10 TGI : Procédure et Infraction(s) (% en ligne) . . . 12
11 TGI : Procédure et Infraction(s) (% en colonne) . . . 13
12 TGI : Procédure et Antécédents (% en ligne) . . . 14
13 TGI : Procédure et Antécédents (% en colonne) . . . 15
14 TGI : Culpabilité . . . 16
15 TGI : Peines prononcées . . . 17
16 TGI : Procédures et peines prononcées (% en ligne) . . . 18
17 TGI : Procédures et peines prononcées (% en colonne) . . . 19
18 TGI : Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne) . . . 20

19 TGI :Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne) 21
20 TGI : Peines prononcées et Antécédents (% en ligne) 22
21 TGI : Peines prononcées et Antécédents (% en colonne) 22
22 CA : Variables Sociodémographiques des Prévenus 25
23 CA : Variables Sociodémographiques des Victimes 27
24 CA : Relations entre victimes et auteurs 27
25 CA : Infractions dénoncées par les victimes 28
26 CA : Infractions dénoncées par les victimes 29
27 CA : Infractions poursuivies 30
28 CA : Violences physiques poursuivies 31
29 CA : Peines prononcées 32
30 CA : Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne) 33
31 CA :Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne) 33
32 CA : Peines prononcées et Antécédents (% en ligne) 34
33 CA : Peines prononcées et Antécédents (% en colonne) 34

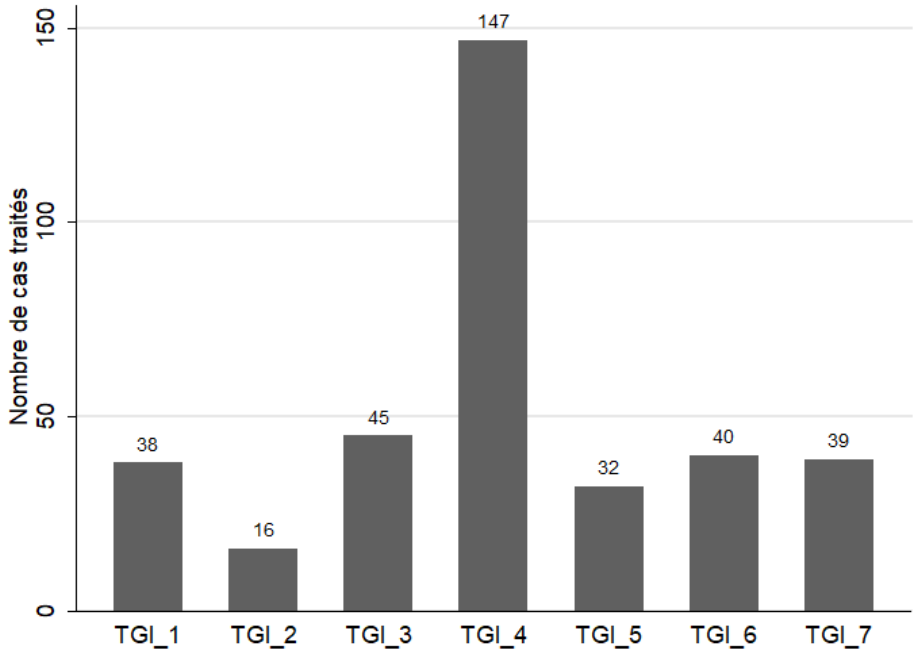
1 Le contentieux des violences familiales dans les Tribunaux de Grande Instance

1.1 Répartition géographique des affaires

Parmi les 7 TGI étudiés, le TGI 4 est le plus important en termes de volume d'activité sur le contentieux des violences familiales. Il concentre ainsi 147 affaires, soit 41% du total sur l'ensemble des TGI.

Les autres TGI ont une activité bien moindre mais tout de même variable d'une juridiction à l'autre (entre 16 et 45 affaires).

FIGURE 1: TGI : Nombre d'affaires traitées



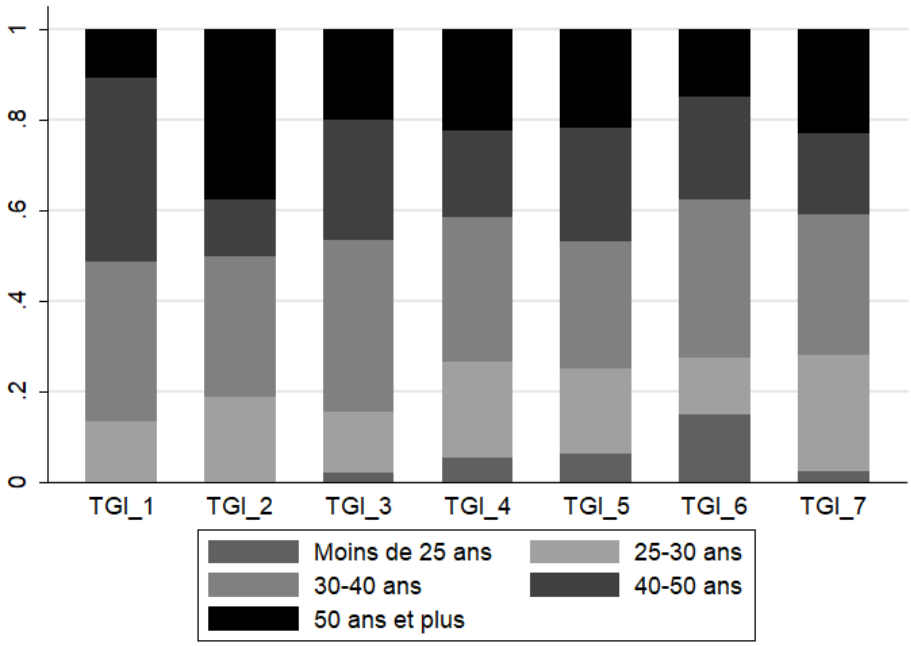
1.2 Caractéristiques des auteurs

Les auteurs sont à 95% des hommes, et sont pour les 3/4 âgés de 30 ans et plus. 63% sont en emploi et 20% sans emploi. La répartition des auteurs par tranche d'âge ne révèle pas de différences notables entre les TGI (Figure 2). Les situations dans l'emploi sont à l'inverse plus constrastées (Figure 3).

TABLE 1: TGI : Variables Sociodémographiques des Prévenus

	part/fréq
Sexe masculin	0.95 (338)
Age ≤ 25	0.050 (18)
$25 <$ Age ≤ 30	0.18 (66)
$30 <$ Age ≤ 40	0.33 (117)
$40 <$ Age ≤ 50	0.23 (81)
Age ≥ 50	0.21 (74)
En couple	0.49 (176)
Non renseigné	0.10 (36)
Sans emploi	0.20 (71)
En emploi	0.63 (225)
Etudiant/retraité	0.070 (25)
Non renseigné	0.10 (36)
Maladie	0.011 (4)

FIGURE 2: TGI : Répartition par âge dans les différents TGI



Les informations sur les antécédants pénaux des prévenus révèlent que 13% d'entre eux sont en état de récidive légale et 26% en état de réitération. Certaines différences notables émergent entre les différents TGI (Figure 4).

FIGURE 3: TGI : Répartition par emploi dans les différents TGI

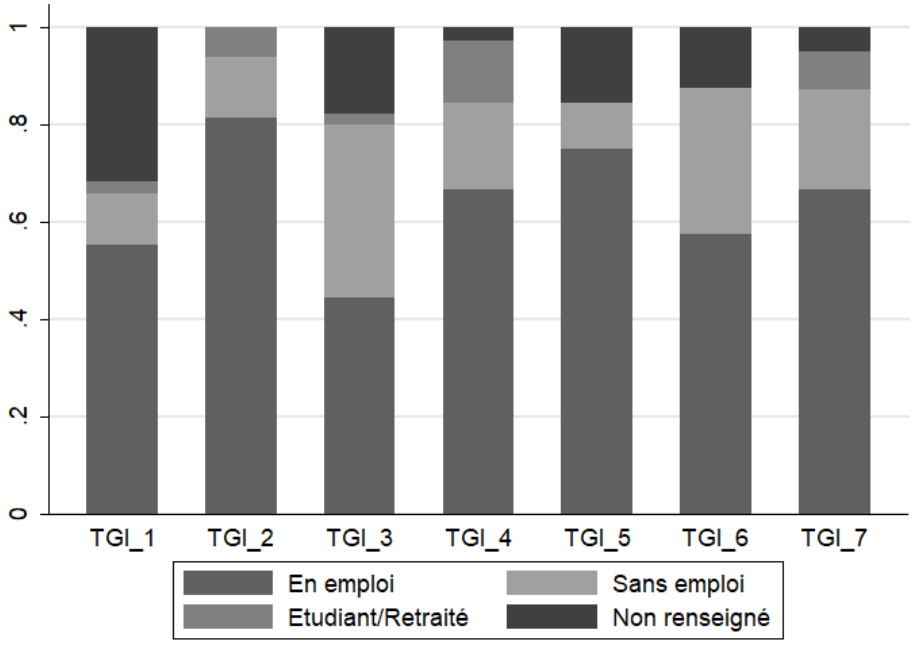
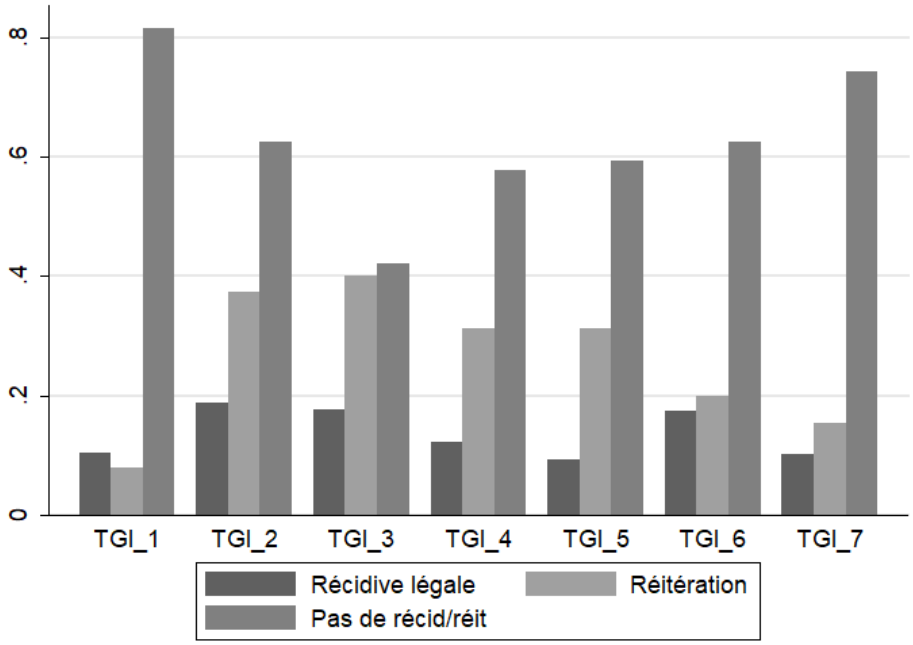


FIGURE 4: TGI : Répartition par antécédants pénaux dans les différents TGI



1.3 Caractéristiques des victimes

Les informations socio-démographiques sur les victimes, au-delà du sexe, sont rarement disponibles.

Plus de 90% des victimes de violences familiales sont des femmes. Leur age n'est renseigné que dans 12% des affaires. Lorsque l'age est renseigné, il s'agit d'une victime mineure dans 62% des cas (26/42). Leur situation matrimoniale (au jour de l'audienc)e n'est pas renseignée dans 40% des cas.

Table 2: TGI : Variables Sociodémographiques des Victimes

	part / fréq	min	max	Total
Sexe féminin	0.91 (326)	0	1	357
Age renseigné	0.12 (42)	0	1	357
En couple	0.32 (116)	0	1	357
Non renseigné	0.40 (142)	0	1	357
Sans emploi	0.0028 (1)	0	1	357
En emploi	0.056 (20)	0	1	357
Etudiant/retraité	0.0084 (3)	0	1	357
Non renseigné	0.93 (333)	0	1	357
Maladie	0 (0)	0	0	357

La relation existant au moment des faits entre la victime et l'auteur est bien mieux renseignée. Dans près des deux tiers des affaires, l'auteur et la victime sont dans une relation amoureuse : mariés ou pacsés (33%), concubins (30%) ou autre. Dans près de 13% des cas, auteurs et victimes sont des "ex" divorcés ou séparés. 10% des affaires de violences familiales concernent des situations incestueuses entre membres de la même famille (ou belle-famille). Enfin, 12% des cas correspondent à d'autres types de situation (simples amis, baby-sitter, etc.) ou ne sont pas renseignés.

Table 3: TGI : Relations entre victimes et auteurs

	part / fréq
Mariés/pacsés	32.8 (117)
Concubins	30.3 (108)
Autre relation amoureuse	1.12 (4)
Divorcés (ou en instance)	3.36 (12)
Séparés (ou en cours)	10.4 (37)
Relation incestueuse	9.80 (35)
Autre / non-renseigné	12.3 (44)
Total	100 (357)

1.4 Infractions dénoncées par les victimes

Les violences telles que dénoncées par les victimes ne sont pas renseignées dans 74% des affaires jugées par les TGI. Cependant, sur les 93 affaires pour lesquelles une information est disponible, les trois quarts des victimes dénoncent des violences physiques, verbales ou morales. Dans 22% des cas, des violences sur au moins un enfant du couple (ou de la victime seule) sont dénoncées. Une interdiction temporaire de travail est délivrée dans la moitié des affaires. Dans près de 80% des cas, la victime dénonce plusieurs types de faits (comme des violences physiques et verbales), et dans 22% des cas, les même types de faits se sont déjà produits par le passé.

Table 4: TGI : Infractions dénoncées par les victimes

	Effectif	Part	Total
Non-renseigné	264	0,74	357
Violences physiques	71	0,76	93
Violences verbales	73	0,78	93
Violences morales	69	0,74	93
Violences sur enfant	20	0,22	93
Violences sur animal	0	0,00	93
Dégradation/destruction	3	0,03	93
Délivrance d'ITT	46	0,49	93
Faits multiples	73	0,78	93
Faits répétés	20	0,22	93

Le détail des violences physiques dénoncées par les victimes (disponible pour 71 affaires) apparait dans le tableau suivant. Les statistiques font apparaitre la fréquence des gifles (15%), des coups de poing (10%) et des agressions ou atteintes sexuelles (10%). De nombreuses violences n'entrent cependant pas dans les catégories proposées dans l'enquête.

TABLE 5: TGI : Violences physiques dénoncées par les victimes

	Effectif	Part	Total
Agression ou atteinte sexuelle	7	0,10	71
Viol	2	0,03	71
Coup(s) de pied	6	0,08	71
Coup(s) de poing	7	0,10	71
Coup(s) de tete	3	0,04	71
Coupures	0	0,00	71
Crachats	5	0,07	71
Fracture(s) faciale(s)	2	0,03	71
Autre(s) fracture(s)	0	0,00	71
Gifles	11	0,15	71
Prises forcées	2	0,03	71
Victime attachée	0	0,00	71
Griffures	2	0,03	71
Morsures	2	0,03	71
Tentative d'étranglement	2	0,03	71
Violences avec arme blanche	1	0,01	71
Autres violences	53	0,75	71

1.5 Infractions qualifiées et poursuivies

Les infractions telles que poursuivies par les TGI (hors qualification pénale) sont renseignées à 76%. Les statistiques font apparaître que des violences physiques sont poursuivies dans 90% des affaires. Les violences verbales (53%) et verbales (37%) sont également très présentes. 56% des violences font l'objet d'une ITT et 55% regroupent plusieurs types de faits. Enfin, seuls 4% des affaires comprennent des infractions connexes.

Table 6: TGI : Infractions poursuivies

	Effectif	Part	Total
Non-renseigné	86	0,24	357
Violences physiques	244	0,90	271
Violences verbales	144	0,53	271
Violences morales	101	0,37	271
Violences sur enfant	8	0,03	271
Violences sur animal	0	0,00	271
Dégradation/destruction	9	0,03	271
Délivrance d'ITT	151	0,56	271
Faits multiples	149	0,55	271
Infractions connexes	11	0,04	271

Le détail des violences physiques qualifiées apparait dans le tableau suivant. Les violences les plus fréquentes sont les gifles (63%), les coups de pied et de poing (35% et 33%), les prises forcées (30%) et les crachats (24%). Les agressions sexuelles sont qualifiées dans 7% des affaires.

Table 7: TGI : Violences physiques poursuivies

	Effectif	Part	Total
Agression ou atteinte sexuelle	18	0,07	241
Viol	0	0,00	241
Brulures	1	0,00	241
Coup(s) de pied	85	0,35	241
Coup(s) de poing	79	0,33	241
Coup(s) de tete	35	0,15	241
Coupures	1	0,00	241
Crachats	58	0,24	241
Fracture(s) faciale(s)	5	0,02	241
Autre(s) fracture(s)	1	0,00	241
Gifles	151	0,63	241
Prises forcées	73	0,30	241
Victime attachée	0	0,00	241
Griffures	10	0,04	241
Morsures	9	0,04	241
Tentative d'étranglement	27	0,11	241
Violences avec arme a feu	2	0,01	241
Violences avec arme blanche	1	0,00	241
Autres violences	75	0,31	241

1.6 Procédures

Plus des deux tiers des affaires de violences familiales jugées par les TGI font l'objet d'une procédure de COPJ (44%) ou de CPPV (24%). Près de 10% font également l'objet d'une comparution immédiate, 6% une CRPC et 6% une citation directe du parquet. Les autres procédures sont au contraire marginales dans ce contentieux.

La prépondérance des procédures de COPJ se vérifie dans tous les TGI étudiés, à l'exception du TGI 4 où les CPPV sont plus fréquentes.

Table 8: TGI : Procédures

	% / fréq
Homol. CRPC	0.062 (22)
Refus CRPC	0.0028 (1)
Refus CP	0.0028 (1)
Valid. CP	0.022 (8)
CD parquet	0.056 (20)
AVISAUD	0.028 (10)
COPJ	0.44 (158)
CPPV	0.24 (85)
CD victime	0.0056 (2)
CI	0.095 (34)
ORTC	0.036 (13)
Opp. JRPD	0.0028 (1)

Table 9: TGI : Répartition des procédures

	TGI_1	TGI_2	TGI_3	TGI_4	TGI_5	TGI_6	TGI_7
	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq	% / fréq
Homol. CRPC	0.053 (2)	0.13 (2)	0.089 (4)	0.027 (4)	0.094 (3)	0.10 (4)	0.077 (3)
Refus CRPC	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.026 (1)
Refus CP	0.026 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
Valid. CP	0.026 (1)	0 (0)	0.022 (1)	0 (0)	0.13 (4)	0.025 (1)	0.026 (1)
CD parquet	0 (0)	0 (0)	0.067 (3)	0.034 (5)	0.13 (4)	0.050 (2)	0.15 (6)
AVISAUD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.068 (10)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
COPJ	0.58 (22)	0.63 (10)	0.64 (29)	0.29 (42)	0.38 (12)	0.53 (21)	0.56 (22)
CPPV	0.13 (5)	0.19 (3)	0.067 (3)	0.40 (59)	0.063 (2)	0.20 (8)	0.13 (5)
CD victime	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.0068 (1)	0.031 (1)	0 (0)	0 (0)
CI	0.11 (4)	0.063 (1)	0.067 (3)	0.12 (18)	0.094 (3)	0.075 (3)	0.051 (2)
ORTC	0.026 (1)	0 (0)	0.044 (2)	0.048 (7)	0.094 (3)	0 (0)	0 (0)
Opp. JRPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.0068 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)

1.7 Procédures et infractions

Les deux tableaux suivants font apparaitre la ventilation des procédures en fonction de la nature des violences poursuivies. Nous retenons deux critères : la présence ou non de violences de plusieurs types (multiple vs unique) et la présence ou non d'une ITT. Concernant la procédure de COPJ (la plus fréquemment utilisée dans ce contentieux), les statistiques montrent que cette procédure est particulièrement utilisée dans les affaires de violences multiples ayant entrainé une ITT (46%) et beaucoup moins utilisée dans les affaires de violence d'un seul type et sans ITT (28%). Au-delà de la COPJ, on n'observe pas de différences très nettes et cohérentes dans l'orientation des affaires en fonction de ces deux caractéristiques.

Table 10: TGI : Procédure et Infraction(s) (% en ligne)

	Multi + ITT	Unique + ITT	Multi sans ITT	Unique sans ITT	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	50 (5)	0 (0)	50 (5)	0 (0)	100 (10)
Refus CRPC	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	100 (1)
CP	0 (0)	0 (0)	50 (2)	50 (2)	100 (4)
Refus CP	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	100 (1)
CD parquet	41.2 (7)	11.8 (2)	29.4 (5)	17.6 (3)	100 (17)
CD victime	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)	100 (1)
AVISAUD	30 (3)	30 (3)	10 (1)	30 (3)	100 (10)
COPJ	37.3 (38)	23.5 (24)	24.5 (25)	14.7 (15)	100 (102)
CPPV	22.5 (18)	38.8 (31)	18.8 (15)	20 (16)	100 (80)
CI	35.5 (11)	19.4 (6)	25.8 (8)	19.4 (6)	100 (31)
ORTC	7.69 (1)	7.69 (1)	23.1 (3)	61.5 (8)	100 (13)
Opp JRPD	0 (0)	100 (1)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
Total	30.6 (83)	25.1 (68)	24.4 (66)	19.9 (54)	100 (271)

Table 11: TGI : Procédure et Infraction(s) (% en colonne)

	Multi + ITT	Unique + ITT	Multi sans ITT	Unique sans ITT	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	6.02 (5)	0 (0)	7.58 (5)	0 (0)	3.69 (10)
Refus CRPC	0 (0)	0 (0)	1.52 (1)	0 (0)	0.37 (1)
CP	0 (0)	0 (0)	3.03 (2)	3.70 (2)	1.48 (4)
Refus CP	0 (0)	0 (0)	1.52 (1)	0 (0)	0.37 (1)
CD parquet	8.43 (7)	2.94 (2)	7.58 (5)	5.56 (3)	6.27 (17)
CD victime	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.85 (1)	0.37 (1)
AVISAUD	3.61 (3)	4.41 (3)	1.52 (1)	5.56 (3)	3.69 (10)
COPJ	45.8 (38)	35.3 (24)	37.9 (25)	27.8 (15)	37.6 (102)
CPPV	21.7 (18)	45.6 (31)	22.7 (15)	29.6 (16)	29.5 (80)
CI	13.3 (11)	8.82 (6)	12.1 (8)	11.1 (6)	11.4 (31)
ORTC	1.20 (1)	1.47 (1)	4.55 (3)	14.8 (8)	4.80 (13)
Opp JRPD	0 (0)	1.47 (1)	0 (0)	0 (0)	0.37 (1)
Total	100 (83)	100 (68)	100 (66)	100 (54)	100 (271)

1.8 Procédures et antécédents pénaux

Les deux tableaux suivants font apparaitre la ventilation des procédures en fonction des antécédents pénaux des prévenus (récidive légale, réitération, ou non). Les résultats font apparaitre des différences assez nettes dans l'orientation des procédures : en particulier, les procédures de comparution immédiate sont particulièrement fréquentes à l'encontre des prévenus en état de récidive légale (36%) alors qu'elles sont très marginales chez les autres prévenus (11% pour les réitérants et 6% chez les autres prévenus).

Table 12: TGI : Procédure et Antécédents (% en ligne)

	Récidive légale %/fréq	Réitération %/fréq	Pas de récidive %/fréq	Total %/fréq
CRPC	0 (0)	30 (3)	70 (7)	100 (10)
Refus CRPC	0 (0)	100 (1)	0 (0)	100 (1)
CP	0 (0)	0 (0)	100 (4)	100 (4)
Refus CP	0 (0)	0 (0)	100 (1)	100 (1)
CD parquet	5.88 (1)	11.8 (2)	82.4 (14)	100 (17)
CD victime	100 (1)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
AVISAUD	10 (1)	50 (5)	40 (4)	100 (10)
COPJ	9.80 (10)	29.4 (30)	60.8 (62)	100 (102)
CPPV	12.5 (10)	28.8 (23)	58.8 (47)	100 (80)
CI	41.9 (13)	25.8 (8)	32.3 (10)	100 (31)
ORTC	0 (0)	23.1 (3)	76.9 (10)	100 (13)
Opp JRPD	0 (0)	0 (0)	100 (1)	100 (1)
Total	13.3 (36)	27.7 (75)	59.0 (160)	100 (271)

TABLE 13: TGI : Procédure et Antécédents (% en colonne)

	Récidive légale %/fréq	Réitération %/fréq	Pas de récidive %/fréq	Total %/fréq
CRPC	0 (0)	4 (3)	4.38 (7)	3.69 (10)
Refus CRPC	0 (0)	1.33 (1)	0 (0)	0.37 (1)
CP	0 (0)	0 (0)	2.50 (4)	1.48 (4)
Refus CP	0 (0)	0 (0)	0.63 (1)	0.37 (1)
CD parquet	2.78 (1)	2.67 (2)	8.75 (14)	6.27 (17)
CD victime	2.78 (1)	0 (0)	0 (0)	0.37 (1)
AVISAUD	2.78 (1)	6.67 (5)	2.50 (4)	3.69 (10)
COPJ	27.8 (10)	40 (30)	38.8 (62)	37.6 (102)
CPPV	27.8 (10)	30.7 (23)	29.4 (47)	29.5 (80)
CI	36.1 (13)	10.7 (8)	6.25 (10)	11.4 (31)
ORTC	0 (0)	4 (3)	6.25 (10)	4.80 (13)
Opp JRPD	0 (0)	0 (0)	0.63 (1)	0.37 (1)
Total	100 (36)	100 (75)	100 (160)	100 (271)

1.9 Culpabilité

Dans 90% des cas, le prévenu est condamné par le TGI pour la totalité des infractions poursuivies. Les 16 prévenus non-condamnés (4%) sont exclus des analyses suivantes.

Table 14: TGI : Culpabilité

	Effectif	Part
Oui	323	0,90
Partiellement	8	0,02
Non	16	0,04
Non-applicable (CP) ou manquant	10	0,03
Observations	357	

1.10 Peines et procédures

Les peines les plus fréquemment prononcées sont les peines de sursis avec mise à l'épreuve total (28%), les sursis simples en totalité (22%), puis les SME partiels (12%). Environ 8% des prévenus sont condamnés à une peine d'emprisonnement intégralement ferme.

Table 15: TGI : Peines prononcées

	% / fréq
Ferme	7.92 (27)
SME partiel	11.7 (40)
SME total	28.2 (96)
SSJ	0.29 (1)
Sursis partiel	0.88 (3)
Sursis total	22.0 (75)
TIG sursisTIG	0.59 (2)
Amende	4.11 (14)
JA	3.23 (11)
Autre	9.68 (33)
Multiple	11.4 (39)
Total	100 (341)

Les deux tableaux suivants font apparaitre la ventilation les peines prononcées en fonction des procédures utilisées.

Table 16: TGI : Procédures et peines prononcées (% en ligne)

	Ferme	SME part	SME tot	SSJ	Sursis part	Sursis tot	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	4.5 (1)	0 (0)	27.3 (6)	0 (0)	0 (0)	22.7 (5)	0 (0)	0 (0)	18.2 (4)	0 (0)	27.3 (6)	100 (22)
Refus CRPC	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	100 (1)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	12.5 (1)	0 (0)	87.5 (7)	0 (0)	100 (8)
Refus CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	100 (1)
CD parquet	20 (4)	5 (1)	25 (5)	0 (0)	0 (0)	35 (7)	0 (0)	5 (1)	0 (0)	5 (1)	5 (1)	100 (20)
CD victime	50 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	50 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (2)
AVISAUD	0 (0)	0 (0)	40 (4)	0 (0)	0 (0)	30 (3)	10 (1)	0 (0)	0 (0)	20 (2)	0 (0)	100 (10)
COPJ	8.3 (13)	5.7 (9)	22.9 (36)	0 (0)	0.6 (1)	24.8 (39)	0.6 (1)	4.5 (7)	3.2 (5)	17.8 (28)	11.5 (18)	100 (157)
CPPV	4.7 (4)	10.6 (9)	40 (34)	1.2 (1)	1.2 (1)	17.6 (15)	0 (0)	5.9 (5)	2.4 (2)	7.1 (6)	9.4 (8)	100 (85)
CI	11.8 (4)	41.2 (14)	23.5 (8)	0 (0)	0 (0)	8.8 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	5.9 (2)	8.8 (3)	100 (34)
ORTC	0 (0)	53.8 (7)	15.4 (2)	0 (0)	7.7 (1)	7.7 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	15.4 (2)	100 (13)
Opp JRPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)
Total	7.6 (27)	11.3 (40)	26.8 (95)	0.3 (1)	0.8 (3)	21.2 (75)	0.6 (2)	4.0 (14)	3.1 (11)	13.6 (48)	10.7 (38)	100 (354)

Table 17: TGI : Procédures et peines prononcées (% en colonne)

	Ferme	SME part	SME tot	SSJ	Sursis part	Sursis tot	TIG sursisTIG	Amende	JA	Autre	Multiple	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
CRPC	3.7 (1)	0 (0)	6.3 (6)	0 (0)	0 (0)	6.7 (5)	0 (0)	0 (0)	36.4 (4)	0 (0)	15.8 (6)	6.2 (22)
Refus CRPC	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2.1 (1)	0 (0)	0.3 (1)
CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	7.1 (1)	0 (0)	14.6 (7)	0 (0)	2.3 (8)
Refus CP	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2.1 (1)	0 (0)	0.3 (1)
CD parquet	14.8 (4)	2.5 (1)	5.3 (5)	0 (0)	0 (0)	9.3 (7)	0 (0)	7.1 (1)	0 (0)	2.1 (1)	2.6 (1)	5.6 (20)
CD victime	3.7 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.3 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.6 (2)
AVISAUD	0 (0)	0 (0)	4.2 (4)	0 (0)	0 (0)	4 (3)	50 (1)	0 (0)	0 (0)	4.2 (2)	0 (0)	2.8 (10)
COPJ	48.1 (13)	22.5 (9)	37.9 (36)	0 (0)	33.3 (1)	52 (39)	50 (1)	50 (7)	45.5 (5)	58.3 (28)	47.4 (18)	44.4 (157)
CPPV	14.8 (4)	22.5 (9)	35.8 (34)	100 (1)	33.3 (1)	20 (15)	0 (0)	35.7 (5)	18.2 (2)	12.5 (6)	21.1 (8)	24.0 (85)
CI	14.8 (4)	35 (14)	8.4 (8)	0 (0)	0 (0)	4 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4.2 (2)	7.9 (3)	9.6 (34)
ORTC	0 (0)	17.5 (7)	2.1 (2)	0 (0)	33.3 (1)	1.3 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	5.3 (2)	3.7 (13)
Opp JRPD	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.3 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.3 (1)
Total	100 (27)	100 (40)	100 (95)	100 (1)	100 (3)	100 (75)	100 (2)	100 (14)	100 (11)	100 (48)	100 (38)	100 (354)

1.11 Peines prononcées et infactions

La ventilation des peines prononcées en fonction des caractéristiques de l'infraction apparait dans les deux tableaux suivants. On retient deux caractéristiques discriminantes : la poursuite (ou non) de violences de plusieurs types (par exemple combinaison de violences physiques et morales) et la présence (ou non) d'une ITT.

De façon assez surprenante, on ne remarque pas de différences très notables dans le type de peines prononcées selon ces deux caractéristiques des infractions poursuivies : à titre d'exemple, 9% des violences multiples avec ITT sont sanctionnées d'une peine de prison intégralement ferme, 7% pour les violences uniques avec ITT, 10% pour les violences multiples sans ITT et 6% pour les violences uniques sans ITT. La sévérité des peines prononcées semble donc assez peu en lien avec ces caractéristiques des infractions.

Table 18: TGI : Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	Multi + ITT	Unique + ITT	Multi sans ITT	Unique sans ITT	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
Ferme	35 (7)	20 (4)	30 (6)	15 (3)	100 (20)
SME partiel	27.3 (9)	27.3 (9)	24.2 (8)	21.2 (7)	100 (33)
SME total	26.0 (19)	19.2 (14)	24.7 (18)	30.1 (22)	100 (73)
SSJ	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (1)	100 (1)
Sursis partiel	0 (0)	50 (1)	0 (0)	50 (1)	100 (2)
Sursis total	31.7 (20)	28.6 (18)	27.0 (17)	12.7 (8)	100 (63)
TIG sursisTIG	100 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	100 (2)
Amende	45.5 (5)	9.09 (1)	27.3 (3)	18.2 (2)	100 (11)
JA	20 (1)	60 (3)	20 (1)	0 (0)	100 (5)
Autre	27.3 (9)	33.3 (11)	24.2 (8)	15.2 (5)	100 (33)
Multiple	39.3 (11)	25 (7)	17.9 (5)	17.9 (5)	100 (28)
Total	30.6 (83)	25.1 (68)	24.4 (66)	19.9 (54)	100 (271)

TABLE 19: TGI :Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	Multi + ITT	Unique + ITT	Multi sans ITT	Unique sans ITT	Total
	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq	%/fréq
Ferme	8.43 (7)	5.88 (4)	9.09 (6)	5.56 (3)	7.38 (20)
SME partiel	10.8 (9)	13.2 (9)	12.1 (8)	13.0 (7)	12.2 (33)
SME total	22.9 (19)	20.6 (14)	27.3 (18)	40.7 (22)	26.9 (73)
SSJ	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1.85 (1)	0.37 (1)
Sursis partiel	0 (0)	1.47 (1)	0 (0)	1.85 (1)	0.74 (2)
Sursis total	24.1 (20)	26.5 (18)	25.8 (17)	14.8 (8)	23.2 (63)
TIG sursisTIG	2.41 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0.74 (2)
Amende	6.02 (5)	1.47 (1)	4.55 (3)	3.70 (2)	4.06 (11)
JA	1.20 (1)	4.41 (3)	1.52 (1)	0 (0)	1.85 (5)
Autre	10.8 (9)	16.2 (11)	12.1 (8)	9.26 (5)	12.2 (33)
Multiple	13.3 (11)	10.3 (7)	7.58 (5)	9.26 (5)	10.3 (28)
Total	100 (83)	100 (68)	100 (66)	100 (54)	100 (271)

1.12 Peines prononcées et antécédents pénaux

Les deux tableaux suivants croisent les types de peines prononcées aux antécédents pénaux des prévenus. Les résultats font apparaître des différences nettes dans le type de peine prononcée selon l'état de récidive légale ou de réitération du prévenu. Ainsi, 22% des prévenus en récidive légale subissent une peine de prison intégralement ferme (et 22% un SME partiel) contre moins de 4% des prévenus qui ne sont ni en récidive légale ni en réituation (et 10% de SME partiel). Les peines prononcées réflètent ainsi les différents antécédents pénaux des prévenus dans ce contentieux.

Table 20: TGI : Peines prononcées et Antécédents (% en ligne)

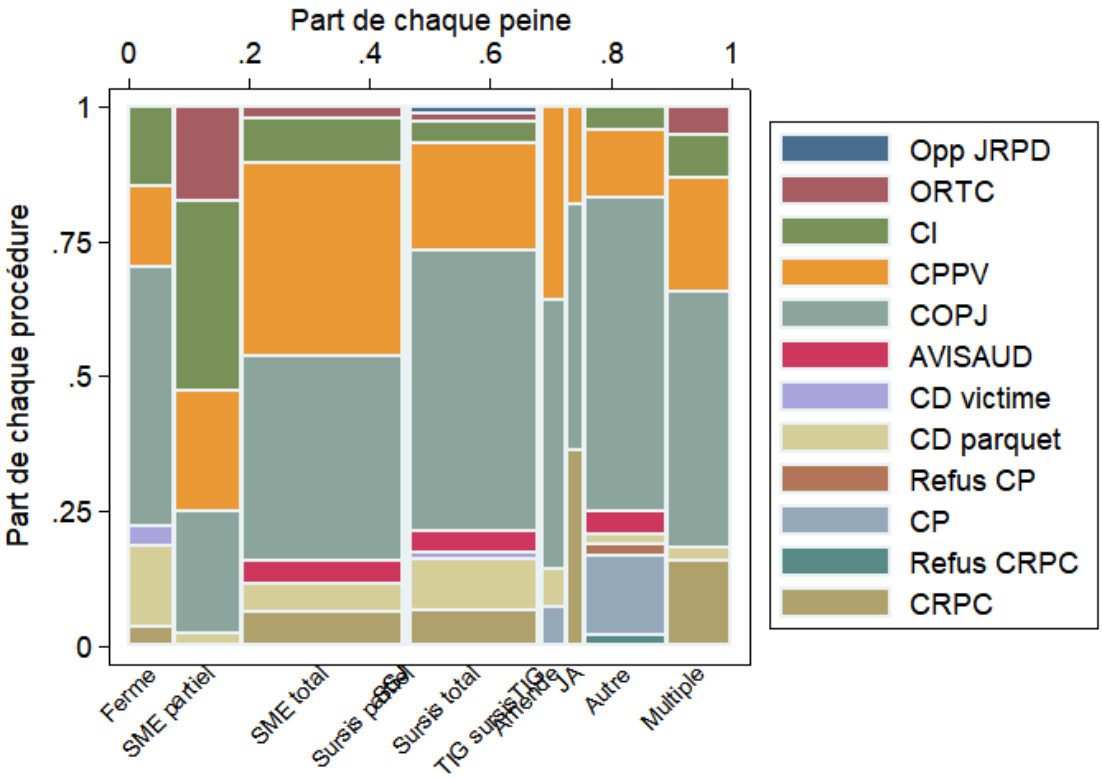
	Récidive légale %/fréq	Réitération %/fréq	Pas de récidive %/fréq	Total %/fréq
Ferme	40 (8)	30 (6)	30 (6)	100 (20)
SME partiel	24.2 (8)	30.3 (10)	45.5 (15)	100 (33)
SME total	13.7 (10)	32.9 (24)	53.4 (39)	100 (73)
SSJ	0 (0)	0 (0)	100 (1)	100 (1)
Sursis partiel	0 (0)	0 (0)	100 (2)	100 (2)
Sursis total	1.59 (1)	22.2 (14)	76.2 (48)	100 (63)
TIG sursisTIG	50 (1)	50 (1)	0 (0)	100 (2)
Amende	0 (0)	45.5 (5)	54.5 (6)	100 (11)
JA	40 (2)	20 (1)	40 (2)	100 (5)
Autre	0 (0)	27.3 (9)	72.7 (24)	100 (33)
Multiple	21.4 (6)	17.9 (5)	60.7 (17)	100 (28)
Total	13.3 (36)	27.7 (75)	59.0 (160)	100 (271)

Table 21: TGI : Peines prononcées et Antécédents (% en colonne)

	Récidive légale %/fréq	Réitération %/fréq	Pas de récidive %/fréq	Total %/fréq
Ferme	22.2 (8)	8 (6)	3.75 (6)	7.38 (20)
SME partiel	22.2 (8)	13.3 (10)	9.38 (15)	12.2 (33)
SME total	27.8 (10)	32 (24)	24.4 (39)	26.9 (73)
SSJ	0 (0)	0 (0)	0.63 (1)	0.37 (1)
Sursis partiel	0 (0)	0 (0)	1.25 (2)	0.74 (2)
Sursis total	2.78 (1)	18.7 (14)	30 (48)	23.2 (63)
TIG sursisTIG	2.78 (1)	1.33 (1)	0 (0)	0.74 (2)
Amende	0 (0)	6.67 (5)	3.75 (6)	4.06 (11)
JA	5.56 (2)	1.33 (1)	1.25 (2)	1.85 (5)
Autre	0 (0)	12 (9)	15 (24)	12.2 (33)
Multiple	16.7 (6)	6.67 (5)	10.6 (17)	10.3 (28)
Total	100 (36)	100 (75)	100 (160)	100 (271)

1.13 Le contentieux des violences familiales en coup d'oeil

FIGURE 5: TGI : Distribution du contentieux par procédures et types de peines

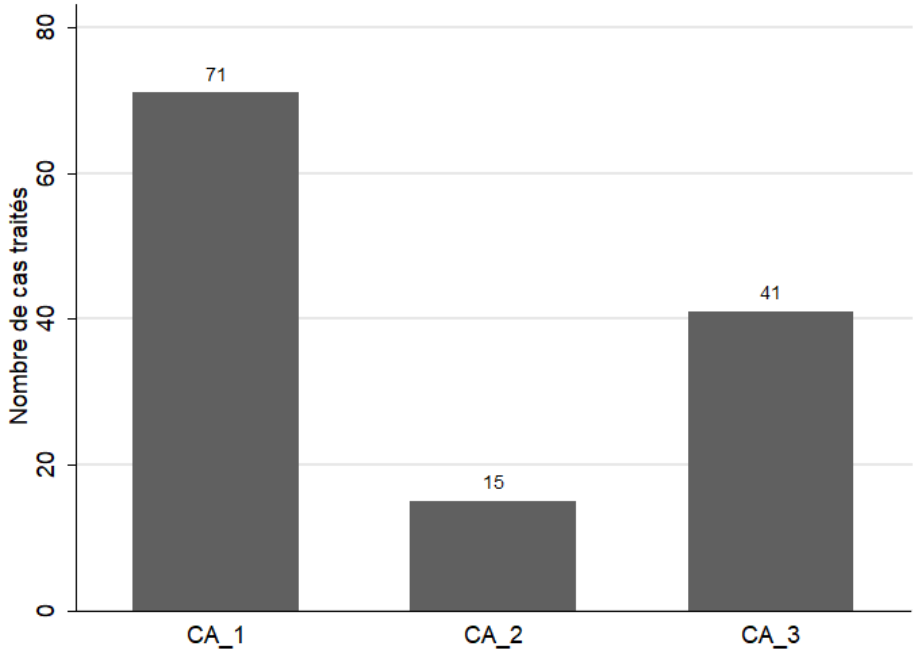


2 Le contentieux des violences familiales dans les Cours d'Appel

2.1 Répartition géographique des affaires

La cour d'appel 1 concentre l'essentiel des affaires de violences familiales (71, soit 56%) parmi les 3 CA considérées dans l'étude.

FIGURE 6: TGI : Nombre d'affaires traitées



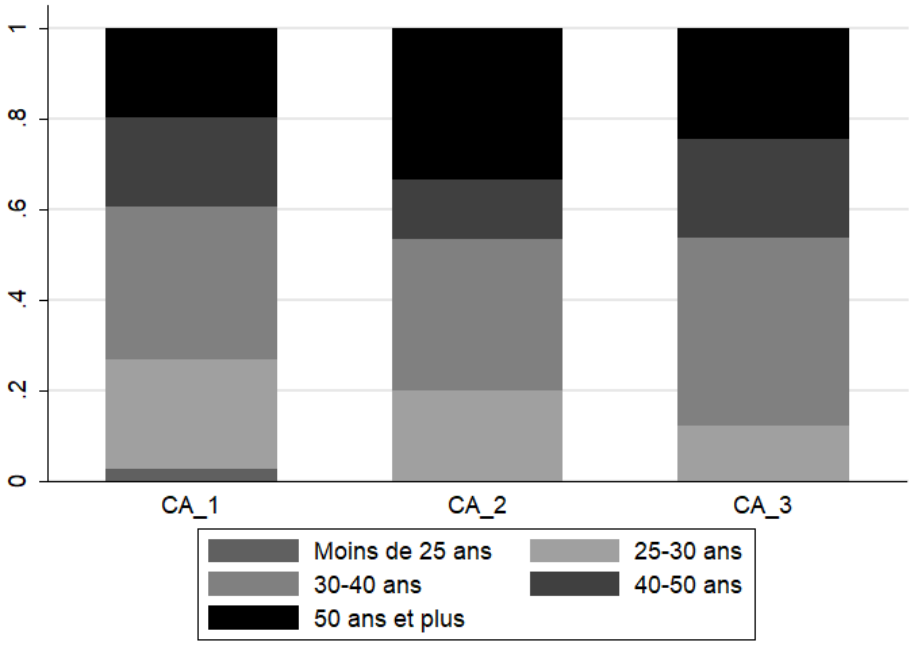
2.2 Caractéristiques des auteurs

Les auteurs sont à 95% des hommes, et sont pour plus des 3/4 âgés de 30 ans et plus. 38% sont sans emploi. La répartition des auteurs par tranche d'âge ou par situation dans l'emploi ne révèle pas de différences notables entre les trois CA (Figures 7 et 8).

TABLE 22: CA : Variables Sociodémographiques des Prévenus

	part/fréq
Sexe masculin	0.95 (121)
Age $\leq$ 25	0.016 (2)
25 $<$ Age $\leq$ 30	0.20 (25)
30 $<$ Age $\leq$ 40	0.36 (46)
40 $<$ Age $\leq$ 50	0.20 (25)
Age $\geq$ 50	0.23 (29)
En couple	0.39 (49)
Non renseigné	0.079 (10)
Sans emploi	0.38 (48)
En emploi	0.50 (64)
Etudiant/retraité	0.047 (6)
Non renseigné	0.071 (9)
Maladie	0.17 (21)

FIGURE 7: CA : Répartition par âge dans les différentes CA



Plus de la moitié des prévenus jugés par les cours d'appel se trouvent en état de récidive légale (21%) ou en état de réitération (35%). Certaines différences notables émergent entre les différentes CA (Figure 9).

FIGURE 8: CA : Répartition par emploi dans les différentes CA

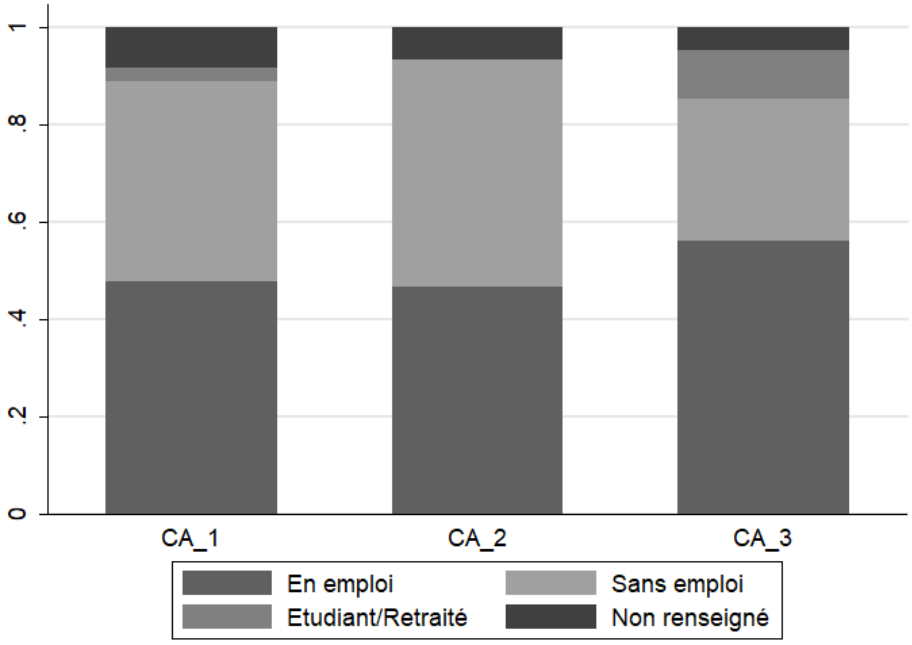
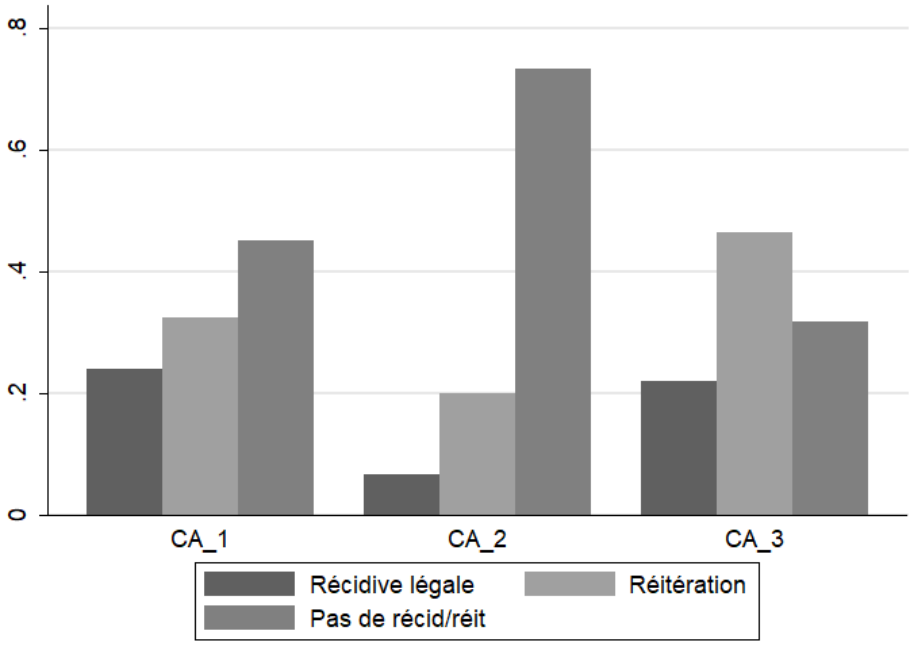


FIGURE 9: CA : Répartition par antécédants pénaux dans les différentes CA



2.3 Caractéristiques des victimes

En appel comme en première instance, l'immense majorité des victimes sont des femmes (94%). Les autres informations socio-démographiques ne sont rarement que dans une minorité des affaires.

Table 23: CA : Variables Sociodémographiques des Victimes

	part / fréq	min	max	Total
Sexe féminin	0.94 (119)	0	1	127
Age renseigné	0.14 (18)	0	1	127
En couple	0.28 (35)	0	1	127
Non renseigné	0.41 (52)	0	1	127
Sans emploi	0.016 (2)	0	1	127
En emploi	0.031 (4)	0	1	127
Etudiant/retraité	0 (0)	0	0	127
Non renseigné	0.95 (121)	0	1	127
Maladie	0.079 (10)	0	1	127

Au moment des faits, plus de 50% des cas concernent des "ex" divorcés ou séparés. Un tiers des affaires concerne des auteurs et victimes en couple, et l'essentiel des autres situations correspondent à des relations incestueuses au sein de la famille ou belle-famille (13%).

Table 24: CA : Relations entre victimes et auteurs

	part / fréq
Mariés/pacsés	13.4 (17)
Concubins	20.5 (26)
Autre relation amoureuse	1.57 (2)
Divorcés (ou en instance)	9.45 (12)
Séparés (ou en cours)	40.9 (52)
Relation incestueuse	13.4 (17)
Autre / non-renseigné	0.79 (1)
Total	100 (127)

2.4 Infractions dénoncées par les victimes

Les violences telles que dénoncées par les victimes sont bien mieux renseignées dans les cours d'appel que dans les TGI. Sur les 125 affaires pour lesquelles une information est disponible, 92% victimes dénoncent des violences physiques, 67% des violences verbales, et 42% des violences morales. Les violences sur enfant et les dégradations/destructions sont également présentes dans une minorité d'affaires. Une interdiction temporaire de travail est délivrée dans 61% des cas. Dans près de 70% des cas, la victime dénonce plusieurs types de faits (comme des violences physiques et verbales), et dans 59% des cas, les même types de faits se sont déjà produits par le passé.

Table 25: CA : Infractions dénoncées par les victimes

	Effectif	Part	Total
Non-renseigné	2	0,02	127
Violences physiques	115	0,92	125
Violences verbales	84	0,67	125
Violences morales	52	0,42	125
Violences sur enfant	13	0,10	125
Violences sur animal	1	0,01	125
Dégradation/destruction	20	0,16	125
Délivrance d'ITT	76	0,61	125
Faits multiples	90	0,72	125
Faits répétés	74	0,59	125

Comme pour les TGI, les violences physiques comprennent fréquemment des coups de poing (51%) et des gifles (41%).

Table 26: CA : Infractions dénoncées par les victimes

	Effectif	Part	Total
Agression ou atteinte sexuelle	8	0,07	115
Viol	3	0,03	115
Coup(s) de pied	33	0,29	115
Coup(s) de poing	59	0,51	115
Coup(s) de tete	9	0,08	115
Coupures	3	0,03	115
Crachats	6	0,05	115
Fracture(s) faciale(s)	4	0,03	115
Autre(s) fracture(s)	6	0,05	115
Gifles	47	0,41	115
Prises forcées	7	0,06	115
Victime attachée	1	0,01	115
Griffures	10	0,09	115
Morsures	5	0,04	115
Tentative d'étranglement	18	0,16	115
Violences aide d'une arme blanche	9	0,08	115
Autres violences	40	0,35	115

2.5 Infractions qualifiées et poursuivies

Les infractions telles que jugées par les CA sont toujours renseignées. Les statistiques confirment les violences telles que dénoncées par les victimes, à savoir une présence quasi-systématique de violences physiques (94%) et fréquente des violences verbales (52%) et morales (40%). 57% des affaires font l'objet d'une ITT.

Table 27: CA : Infractions poursuivies

	Effectif	Part	Total
Non-renseigné	0	0,00	127
Violences physiques	120	0,94	127
Violences verbales	66	0,52	127
Violences morales	51	0,40	127
Violences sur enfant	9	0,07	127
Violences sur animal	0	0,00	127
Dégradation/destruction	12	0,09	127
Délivrance d'ITT	73	0,57	127
Faits multiples	73	0,57	127
Infractions connexes	13	0,10	127

Le détail des violences physiques en CA confirme la fréquence des coups de poing (51%) et des gifles (37%) notamment.

TABLE 28: CA : Violences physiques poursuivies

	Effectif	Part	Total
Agression ou atteinte sexuelle	9	0,08	119
Viol	0	0,00	119
Brulures	0	0,00	119
Coup(s) de pied	31	0,26	119
Coup(s) de poing	61	0,51	119
Coup(s) de tete	10	0,08	119
Coupures	2	0,02	119
Crachats	4	0,03	119
Fracture(s) faciale(s)	3	0,03	119
Autre(s) fracture(s)	6	0,05	119
Gifles	44	0,37	119
Prises forcées	11	0,09	119
Victime attachée	0	0,00	119
Griffures	7	0,06	119
Morsures	5	0,04	119
Tentative d'étranglement	14	0,12	119
Violences avec arme a feu	1	0,01	119
Violences avec arme blanche	8	0,07	119
Autres violences	32	0,27	119

2.6 Peines

Table 29: CA : Peines prononcées

	% / fréq
Ferme	32.8 (40)
SME partiel	13.9 (17)
SME total	14.8 (18)
Sursis partiel	3.28 (4)
Sursis total	19.7 (24)
Amende	1.64 (2)
JA	4.92 (6)
Autre	1.64 (2)
Multiple	7.38 (9)
Total	100 (122)

2.7 Peines prononcées et infaction

La ventilation des peines prononcées en fonction des caractéristiques de l'infraction apparait dans les deux tableaux suivants. Comme pour les affaires traitées par les TGI, on retient deux caractéristiques discriminantes : la poursuite (ou non) de violences de plusieurs types (par exemple combinaison de violences physiques et morales) et la présence (ou non) d'une ITT.

De façon assez surprenante à nouveau, on ne remarque pas règle cohérente dans le choix des peines prononcées selon ces deux caractéristiques des infractions poursuivies : à titre d'exemple, 22% des violences multiples avec ITT sont sanctionnées d'une peine de prison intégralement ferme, contre 40% pour les violences uniques avec ITT, voire 53% pour les violences uniques sans ITT. La sévérité des peines prononcées semble donc assez peu en lien avec ces caractéristiques des infractions.

Table 30: CA : Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en ligne)

	Multi + ITT %/fréq	Unique + ITT %/fréq	Multi sans ITT %/fréq	Unique sans ITT %/fréq	Total %/fréq
Ferme	19.5 (8)	34.1 (14)	24.4 (10)	22.0 (9)	100 (41)
SME partiel	52.9 (9)	11.8 (2)	35.3 (6)	0 (0)	100 (17)
SME total	22.2 (4)	33.3 (6)	33.3 (6)	11.1 (2)	100 (18)
Sursis partiel	0 (0)	25 (1)	75 (3)	0 (0)	100 (4)
Sursis total	41.7 (10)	29.2 (7)	25 (6)	4.17 (1)	100 (24)
Amende	0 (0)	50 (1)	0 (0)	50 (1)	100 (2)
JA	16.7 (1)	33.3 (2)	33.3 (2)	16.7 (1)	100 (6)
Autre	16.7 (1)	33.3 (2)	16.7 (1)	33.3 (2)	100 (6)
Multiple	33.3 (3)	22.2 (2)	33.3 (3)	11.1 (1)	100 (9)
Total	28.3 (36)	29.1 (37)	29.1 (37)	13.4 (17)	100 (127)

Table 31: CA :Infraction(s) et peine(s) principale(s) (% en colonne)

	Multi + ITT %/fréq	Unique + ITT %/fréq	Multi sans ITT %/fréq	Unique sans ITT %/fréq	Total %/fréq
Ferme	22.2 (8)	37.8 (14)	27.0 (10)	52.9 (9)	32.3 (41)
SME partiel	25 (9)	5.41 (2)	16.2 (6)	0 (0)	13.4 (17)
SME total	11.1 (4)	16.2 (6)	16.2 (6)	11.8 (2)	14.2 (18)
Sursis partiel	0 (0)	2.70 (1)	8.11 (3)	0 (0)	3.15 (4)
Sursis total	27.8 (10)	18.9 (7)	16.2 (6)	5.88 (1)	18.9 (24)
Amende	0 (0)	2.70 (1)	0 (0)	5.88 (1)	1.57 (2)
JA	2.78 (1)	5.41 (2)	5.41 (2)	5.88 (1)	4.72 (6)
Autre	2.78 (1)	5.41 (2)	2.70 (1)	11.8 (2)	4.72 (6)
Multiple	8.33 (3)	5.41 (2)	8.11 (3)	5.88 (1)	7.09 (9)
Total	100 (36)	100 (37)	100 (37)	100 (17)	100 (127)

2.8 Peines prononcées et antécédents pénaux

Les deux tableaux suivants croisent les types de peines prononcées aux antécédents pénaux des prévenus. Les résultats font apparaître des différences nettes dans le type de peine prononcée selon l'état de récidive légale ou de réitération du prévenu. Ainsi, 37% des prévenus en récidive légale subissent une peine de prison intégralement ferme (et 26% un SME partiel) contre 23% des prévenus qui ne sont ni en récidive légale ni en réituation (et 11% de SME partiel). Les peines prononcées par les CA réflètent ainsi les différents antécédents pénaux des prévenus dans ce contentieux.

Table 32: CA : Peines prononcées et Antécédents (% en ligne)

	Récidive légale %/fréq	Réitération %/fréq	Pas de récidive %/fréq	Total %/fréq
Ferme	24.4 (10)	43.9 (18)	31.7 (13)	100 (41)
SME partiel	41.2 (7)	23.5 (4)	35.3 (6)	100 (17)
SME total	11.1 (2)	50 (9)	38.9 (7)	100 (18)
Sursis partiel	0 (0)	0 (0)	100 (4)	100 (4)
Sursis total	4.17 (1)	20.8 (5)	75 (18)	100 (24)
Amende	0 (0)	0 (0)	100 (2)	100 (2)
JA	0 (0)	66.7 (4)	33.3 (2)	100 (6)
Autre	66.7 (4)	33.3 (2)	0 (0)	100 (6)
Multiple	33.3 (3)	22.2 (2)	44.4 (4)	100 (9)
Total	21.3 (27)	34.6 (44)	44.1 (56)	100 (127)

Table 33: CA : Peines prononcées et Antécédents (% en colonne)

	Récidive légale %/fréq	Réitération %/fréq	Pas de récidive %/fréq	Total %/fréq
Ferme	37.0 (10)	40.9 (18)	23.2 (13)	32.3 (41)
SME partiel	25.9 (7)	9.09 (4)	10.7 (6)	13.4 (17)
SME total	7.41 (2)	20.5 (9)	12.5 (7)	14.2 (18)
Sursis partiel	0 (0)	0 (0)	7.14 (4)	3.15 (4)
Sursis total	3.70 (1)	11.4 (5)	32.1 (18)	18.9 (24)
Amende	0 (0)	0 (0)	3.57 (2)	1.57 (2)
JA	0 (0)	9.09 (4)	3.57 (2)	4.72 (6)
Autre	14.8 (4)	4.55 (2)	0 (0)	4.72 (6)
Multiple	11.1 (3)	4.55 (2)	7.14 (4)	7.09 (9)
Total	100 (27)	100 (44)	100 (56)	100 (127)

ANNEXE 13

Projet GIP *Barémisation de la justice*

Les Décisions d'Application des Peines

L'analyse porte sur les décisions relatives à l'application des peines dans 3 juridictions du 1er janvier au 30 juin 2017 (N = 343).

L'analyse présente différentes statistiques ventilées par juridiction pour faire ressortir les similarités et les différences d'une juridiction à l'autre.

Chaque juridiction est anonymisée.

Table des figures

1 Nombre de décisions rendues . . . 2
2 Retraits maximum et effectifs de CRP . . . 5
3 Jours de Quartier Disciplinaire et retraits de CRP . . . 6
4 Peine initiale et conversion en sursis TIG . . . 11
5 Peine initiale et conversion en sursis TIG dans les TGI 2 et 3 . . . 12
6 Peine initiale et conversion en JA . . . 13
7 Peine initiale et conversion en JA . . . 13
8 Peine de TIG et sursis TIG et conversion en JA (quantum) . . . 14
9 Peine de TIG et sursis TIG et conversion en JA (montant) . . . 14

Liste des tableaux

1 Type de mesure et nature de la décision . . . 3
2 Nature de la décision et avis de la CAP . . . 3
3 Nature de la décision et débat contradictoire . . . 3
4 Variables Sociodémographiques des Condamnés . . . 4
5 Retraits de CRP (en jours) . . . 5
6 Retraits de CRP et sanctions disciplinaires . . . 6
7 Retraits de CRP (en jours) par type de faits . . . 7
8 Les déterminants des retraits de CRP . . . 9
9 Demandes d'aménagement ou de conversion . . . 10
10 Peine initiale et conversion . . . 11
11 Types d'incident (N=12) . . . 15

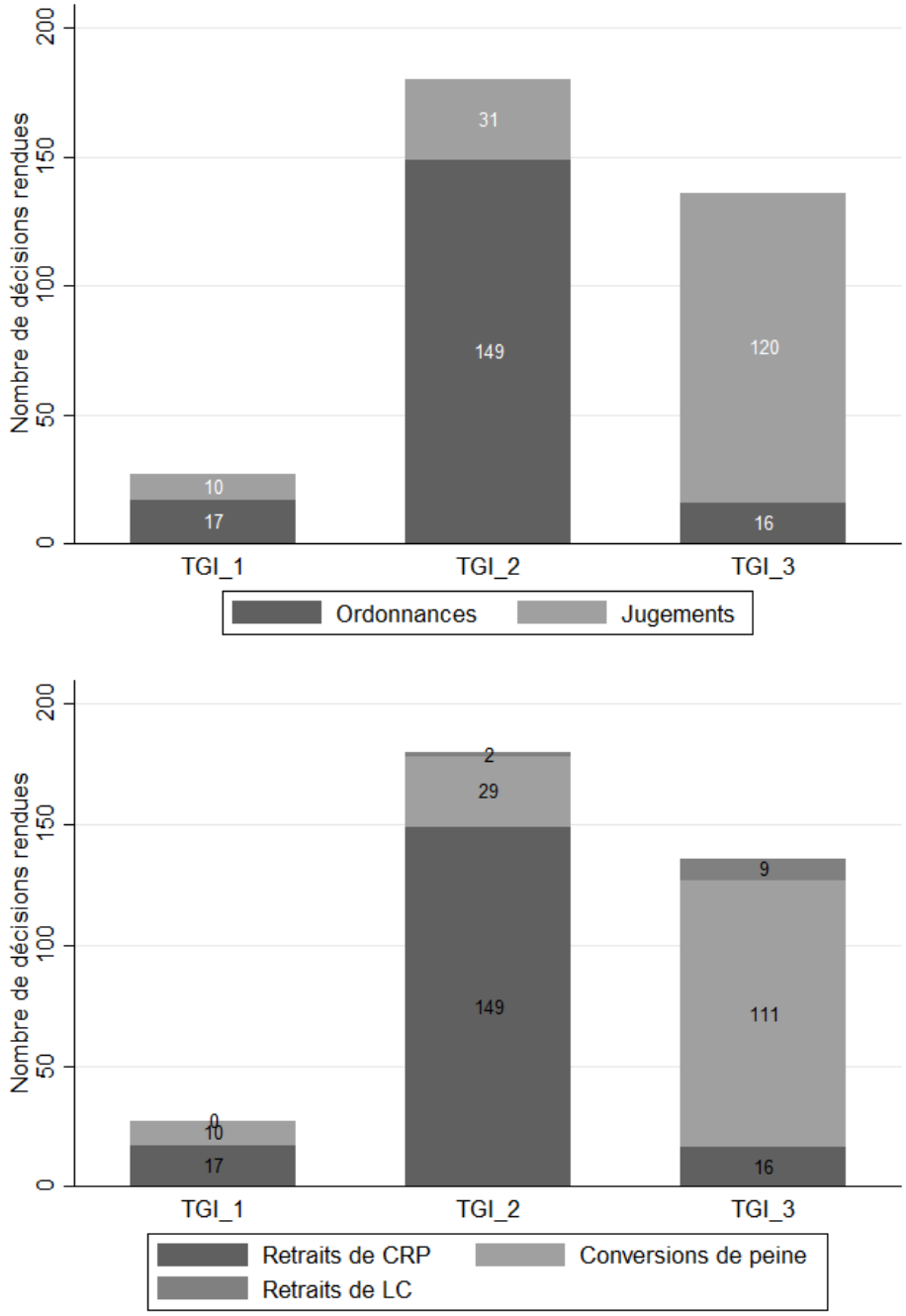
1 Répartition géographique

Le nombre et la nature des décisions d'application des peines rendues varient sensiblement d'une juridiction à l'autre :

— le TGI 1 rend beaucoup moins de décisions (N=27) sur la période étudiée que les TGI 2 (N=180) et 3 (N = 136) ;

— le TGI 2 rend essentiellement des ordonnances de retraits de CRP, alors que les décisions du TGI 3 concernent essentiellement des jugements de conversions de peines.

FIGURE 1: Nombre de décisions rendues



1.1 Nature des décisions et type de mesures

Au total, 47% des décisions échantillonnées sont des jugements, dont l'immense majorité (150/161) porte sur l'octroi d'une mesure de conversion de peine (les autres jugements portent sur des retraits de libération conditionnelle). Les ordonnances représentent 53% de l'échantillon et correspondent à des retraits de crédit de réduction de peine.

Table 1: Type de mesure et nature de la décision

	Jugement %/fréq	Ordonnance %/fréq	Total %/fréq
Conversions de peine	43.7 (150)	0 (0)	43.7 (150)
Retraits de CRP	0 (0)	53.1 (182)	53.1 (182)
Retraits de LC	2.33 (8)	0 (0)	2.33 (8)
Retraits de LC avec SL probatoire	0.87 (3)	0 (0)	0.87 (3)
Total	46.9 (161)	53.1 (182)	100 (343)

L'avis de la commission d'application des peines est recueilli dans 115 décisions sur les 182 ordonnances de retrait de CRP (64% des cas).

Table 2: Nature de la décision et avis de la CAP

	Non %/fréq	Oui %/fréq	Total %/fréq
Jugement	46.9 (161)	0 (0)	46.9 (161)
Ordonnance	19.5 (67)	33.5 (115)	53.1 (182)
Total	66.5 (228)	33.5 (115)	100 (343)

La décision du JAP peut être rendue en dehors de tout débat contradictoire compte tenu de la nature de la mesure (ordonnances de retrait de CRP) ou avec l'accord du procureur de la République (jugements). Cette dernère situation est très fréquente puisque elle se retrouve dans 118 décisions (d'octroi d'une mesure de conversion de peine) sur 161 jugements.

Table 3: Nature de la décision et débat contradictoire

	Non %/fréq	Oui %/fréq	Total %/fréq
Jugement	34.4 (118)	12.5 (43)	46.9 (161)
Ordonnance	53.1 (182)	0 (0)	53.1 (182)
Total	87.5 (300)	12.5 (43)	100 (343)

1.2 Profil des condamnés

94% des condamnés sont des hommes et environ 80% ont moins de 40 ans. Leur situation matrimoniale est mal renseignée (69% de NR), de même que leur situation professionnelle (NR). 40% sont incarcérés au moment de la décision.

TABLE 4: Variables Sociodémographiques des Condamnés

	part/fréq
Sexe masculin	0.94 (323)
Age ≤ 25	0.27 (65)
$25 <$ Age ≤ 30	0.28 (67)
$30 <$ Age ≤ 40	0.24 (59)
$40 <$ Age ≤ 50	0.15 (37)
Age ≥ 50	0.06 (14)
En couple	0.11 (39)
Non renseigné	0.69 (235)
Sans emploi	0.20 (69)
En emploi	0.29 (100)
En formation	0.04 (12)
Non renseigné	0.47 (162)
Inscrit à Pole Emploi	0.13 (45)
Logement	0.29 (98)
Hébergement	0.22 (77)
Non renseigné	0.08 (28)
Incarcéré	0.40 (135)

2 Retraits de CRP

182 mesures concernent des retraits de CRP. Ces mesures font suite à divers types de faits, dont les plus fréquents sont la détention de téléphone portable, la détention de stupéfiant, les insultes, outrages ou menaces à l'égard de surveillants ou d'autres détenus, et les violences. Dans 98% des cas (179/182), un retrait de CRP est effectivement décidé par le juge. Le montant du retrait maximal, renseigné dans 92 décisions, est en moyenne de près de 2 mois (62 jours).

Les retraits de CRP effectivement décidés par les JAP sont en moyenne d'une durée de 21 jours (20 jours pour les 91 dossiers où un retrait a été effectivement décidé par le juge et où le retrait maximal est renseigné). Les premier et troisième quartiles (10 et 24 jours) montrent une forte concentration des retraits dans un intervalle assez restreint.

TABLE 5: Retraits de CRP (en jours)

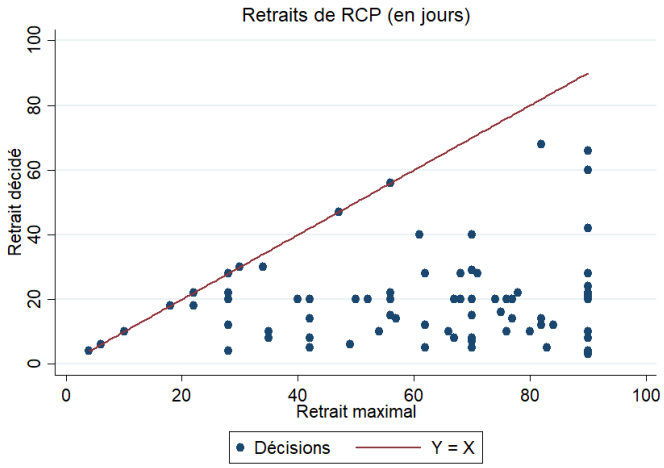
	Moyenne	Ecart-type	Q1	Médiane	Q3	N
Retrait maximal	61.6	23.8	42	67	82	92
Retrait décidé (si max disponible)	20.4	14.8	10	20	24	91
Retrait décidé	20.6	15.1	10	18	24	179

Pour rappel, plus de 80% des décisions de retraits de CRP disponibles dans l'échantillon proviennent du TGI 2 (Figure 1). Il n'est donc malheureusement pas possible de ventiler les décisions en matière de CRP par juridiction pour identifier des similarités, ou au contraire des divergences entre les pratiques locales.

2.1 Retraits maximum et retraits décidés

Dans les 91 cas où les montants maximum et effectifs des retraits de CRP sont renseignés, on peut représenter graphiquement la relation entre les deux variables. La Figure 2 montre que les juges prononcent rarement un retrait maximal de CRP (droite à 45 degrés où $Y = X$), mais privilègient des retraits de durée inférieure. La relation entre retrait maximal et retrait décidé n'est d'ailleurs pas très fortement positive (et pas statistiquement significative), ce qui suggère que les juges ne sont ni contraints, ni guidés par les retraits maximum dans leurs décisions. On peut donc penser que ce sont d'abord les circonstances de chaque cas qui déterminent le montant des retraits de CRP.

FIGURE 2: Retraits maximum et effectifs de CRP



2.2 Retraits décidés et sanctions disciplinaires

La ventilation des retraits décidés en fonction de la présence ou non d'une sanction disciplinaire à l'encontre du détenu (quartier disciplinaire, confinement, etc.) suggère que les juges tiennent compte des sanctions disciplinaires dans la fixation des retraits de CRP : ainsi, les détenus ayant fait l'objet d'une sanction disciplinaire subissent des retraits de CRP d'une durée inférieure de 5 jours en moyenne aux détenus n'ayant pas fait l'objet de sanction disciplinaire (19 jours contre 24 jours).

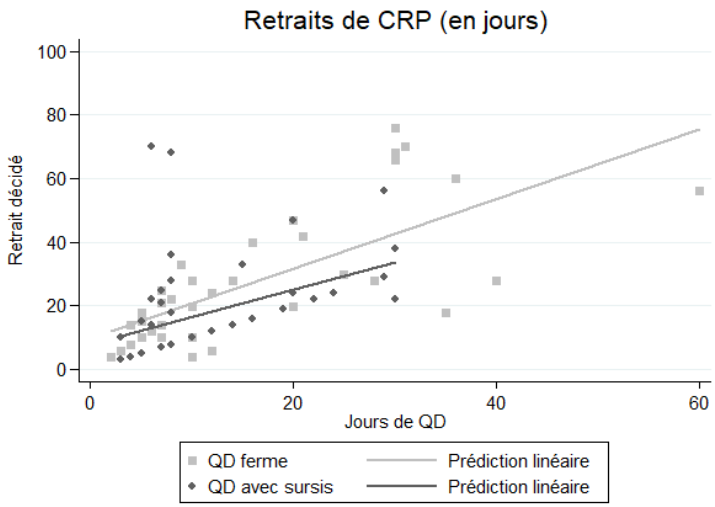
Pour autant, on peut remarquer un lien positif entre la sévérité de la sanction disciplinaire et la sévérité du juge dans le retrait de CRP : les condamnés ayant subi une sanction ferme de Quartier Disciplinaire subissent des retraits de CRP beaucoup plus importants que les condamnés n'ayant reçu qu'un QD avec sursis (26 jours contre 13 jours).

TABLE 6: Retraits de CRP et sanctions disciplinaires

	Moyenne	Ecart-type	Q1	Médiane	Q3	N
Retrait décidé	20.6	15.1	10	18	24	179
- Sans sanction disciplinaire	24.1	15.1	15	20	30	61
- Avec sanction disciplinaire	18.7	14.8	8	14	24	118
- QD ferme	25.5	17.6	14	20	28	51
- QD sursis	13.1	10.2	8	9	14	46
- Confinement	22	11.3	14	22	30	2
- Non renseigné	13.6	7.60	7	14	21	19

La relation positive entre la sanction disciplinaire et le retrait de CRP se confirme sur le Graphique 3, qui représente les montants de CRP retirés par les juges en fonction du nombre de jours de QD (avec ou sans sursis) prononcés par l'établissement pénitentiaire. Qu'il s'agisse des sanctions de QD ferme ou de QD avec sursis, il existe une relation nette et positive entre la sévérité de la sanction de QD et la sévérité du JAP en matière de retrait de CRP.

FIGURE 3: Jours de Quartier Disciplinaire et retraits de CRP



2.3 Retraits de CRP et types de faits commis

La Table 7 fournit les statistiques descriptives du nombre de CRP retirés par le juge en fonction du type de faits reprochés au condamné. D'après ces statistiques, on remarque que les faits qui incluent des violences ou un non-respect des obligations sous PSE entrainent en moyenne les retraits de CRP les plus élevés (près de 30 jours). Les faits qui incluent des retards, insultes ou menaces, blocage ou détention de stupéfiants entrainent des retraits de CRP moyens de 20 à 24 jours. Enfin, les faits incluant des détentions de téléphone et autres types de faits reçoivent des retraits de CRP plus faibles (16-17 jours). Dans 39% des cas, les condamnés sont sanctionnés pour des faits multiples (de plusieurs types, comme violences + menaces) : ceux-ci reçoivent des retraits plus élevés que la moyenne (26 jours contre 21 jours en moyenne).

Table 7: Retraits de CRP (en jours) par type de faits

	Moyenne	Ecart-type	Q1	Médiane	Q3	N
Tous	20.6	15.1	10	18	24	179
Faits multiples	26.0	17.9	14	20	30	69
Les faits incluent :						
- Violences	29.6	19.8	19	24	33	25
- Non respect oblig. PSE	29.3	20.3	14	20	40	27
- Retard	23.7	16.5	15	15	30	26
- Insultes ou menaces	22.9	16.0	12	20	28	47
- Mouvement de blocage	22.5	8.96	20	20	20	16
- Détention de stupéfiants	20.6	13.1	10	20	28	31
- Détention de téléphone, SIM, chargeur	16.9	14.4	8	11.5	20.5	32
- Autre type de faits	16.2	11.1	8	14.5	21	22

2.4 Les déterminants des retraits de CRP

Afin de distinguer l'influence propre des faits commis et des sanctions disciplinaires dans les retraits de CRP décidés par les juges, on recourt à des régressions économétriques sur l'échantillon des 179 décisions de retraits. Les résultats apparaissent dans la Table 8. Dans la première colonne, les variables explicatives des retraits de CRP concernent uniquement les sanctions disciplinaires : sanction de Quartier Disciplinaire ferme, QD totalement assorti de sursis, ou autre sanction telle que le confinement. L'absence de sanction disciplinaire (catégorie de référence) est captée par la constante du modèle. Dans la deuxième colonne, les variables explicatives concernent uniquement les types de faits reprochés au condamné, comme dans la Table 7. Enfin, la troisième colonne regroupe les sanctions disciplinaires et les types de faits comme explicatives. On concentre les interprétations sur ces dernières estimations (colonne 3).

Les résultats font apparaitre la relation très forte entre sanction disciplinaire (type et quantum) et les retraits de CRP : les JAP retirent significativement moins de CRP lorsque les condamnés ont déjà subi une sanction disciplinaire (entre -7 jours et -18 jours selon le type de sanction considéré). Cependant, plus la durée de la sanction disciplinaire est longue, plus le retrait de CRP est élevé : toutes choses égales par ailleurs, 1 jour supplémentaire de QD ferme se traduit par exemple par 0,98 jour de CRP retiré en plus. Ces résultats suggèrent que les juges intègrent la présence ou non d'une sanction disciplinaire dans leurs décisions de retraits de CRP avec la volonté de limiter l'effet "double-peine" des sanctions disciplinaires et judiciaires, mais que, dans le même temps, la sévérité des retraits de CRP demeure en adéquation avec celle des

sanctions disciplinaires (probablement car celle-ci est un bon indicateur de la gravité objective des faits reprochés au condamné).

Concernant les types de faits reprochés, on remarque qu'à sanction disciplinaire équivalente, les faits incluant des violences et le non-respect d'obligations PSE sont significativement plus réprimés par les JAP, avec des retraits supplémentaires de 7 à 12 jours par rapport aux autres types de faits. Les différences entre les autres types de faits ne sont à l'inverse pas significatives.

Le coefficient de détermination de cette régression est de 47%, ce qui indique qu'environ la moitié des écarts dans le niveau de CRP retirés dans l'échantillon peut s'expliquer par la nature et le quantum des sanctions disciplinaires, ou par le type de faits reprochés aux condamnés.

TABLE 8: Les déterminants des retraits de CRP

	(1) Retrait	(2) Retrait	(3) Retrait
Sanction disciplinaire :			
QD ferme : oui/non	-14.291***		-12.072***
	(3.025)		(4.232)
QD ferme : durée	1.096***		0.984***
	(0.143)		(0.153)
QD sursis : oui/non	-24.359***		-17.817***
	(3.645)		(4.650)
QD sursis : durée	1.142***		0.694**
	(0.242)		(0.297)
Autre sanction : oui/non	-9.750***		-6.941*
	(2.977)		(3.880)
Pas de sanction	-		-
Les faits incluent :			
Violences		14.180***	7.436**
		(3.493)	(3.575)
Non respect des obligations PSE		16.057***	12.531***
		(4.020)	(3.913)
Insultes ou menaces		8.229**	5.569
		(3.878)	(3.666)
Détention de stupéfiants		5.033	3.994
		(3.343)	(3.073)
Mouvement de blocage		10.471**	5.051
		(4.244)	(4.293)
Détention de téléphone, SIM, chargeur		-0.534	2.493
		(3.567)	(3.177)
Retard		2.061	-0.222
		(4.168)	(3.895)
Autre type de faits		6.574	5.452
		(4.223)	(3.732)
Faits multiples		4.461	1.031
		(2.936)	(2.601)
Constante	24.131***	9.451***	16.277***
	(1.506)	(3.036)	(3.670)
Coef. de détermination (R^2)	0.409	0.235	0.466
Observations (N)	179	179	179

Notes : Estimations issues de trois régressions linéaires séparées. Les écart-types apparaissent entre parenthèses.

3 Octrois d'aménagement ou de conversion de peine

Parmi les 343 décisions échantillonnées, 150 concernent des mesures d'aménagement ou de conversion de peine.

3.1 Demandes des condamnés

Concernant les condamnés à une peine d'emprisonnement, la plupart sont éligibles à des conversions de peine en jour-amende et sursis TIG. Ces deux types de conversion sont demandées par plus de 90% des condamnés éligibles. Les demandes d'aménagement en placement sous surveillance électronique sont beaucoup plus rares (6%), et on ne compte qu'une demande de placement en semi-liberté, et aucune demande de placement à l'extérieur. De plus, 25 personnes condamnées à une peine de TIG ont demandé une conversion en jour-amende. Enfin, 12 condamnés en détention ont demandé l'octroi d'une libération conditionnelle (avec une mesure probatoire pour 4 d'entre eux).

Table 9: Demandes d'aménagement ou de conversion

	%/fréq
PSE	4.67 (7)
SL	0.67 (1)
JA	27.3 (41)
Sursis TIG	39.3 (59)
JA ou Sursis TIG	3.33 (5)
JA $\Leftarrow$ TIG	16.7 (25)
LC	8 (12)
Total	100 (150)

3.2 Avis et décisions des JAP

La position du parquet est renseignée dans 120 dossiers : elle est favorable à la demande dans 93% des cas, favorable à une autre mesure dans 3% des cas, et défavorable à l'aménagement ou à la conversion dans 4% des cas.

La position du SPIP est renseignée dans 84 dossiers. A nouveau, l'immense majorité (96%) des demandes reçoit un avis favorable du SPIP.

Enfin, le JAP octroie la mesure demandée dans 94% des cas.

3.3 Conversions en Sursis TIG et en Jours-Amende

Sur les 138 conversions de peine, 115 (83%) concernent des peines initiales comportant au moins une partie ferme. Parmi elles, 71 sont converties en sursis-TIG, et 44 en jours-amende. Les 23 peines ne comportant pas d'emprisonnement ferme (dont 12 peines de TIG et 9 peines de sursis TIG) sont converties en JA.

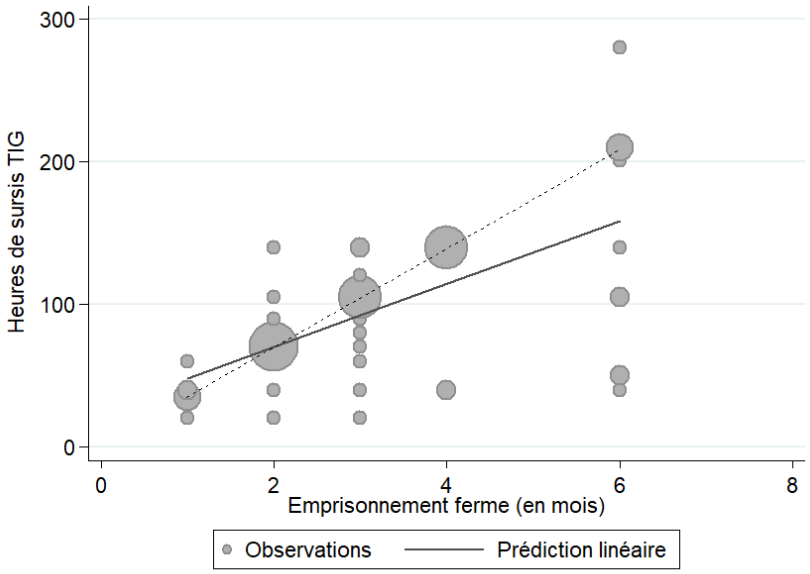
TABLE 10: Peine initiale et conversion

	Sursis TIG	JA	Total
Peine avec emprisonnement ferme	71	44	115
Peine sans emprisonnement ferme	0	23	23
- Peine de TIG	-	12	12
- Peine de sursis TIG	-	9	9
- Autre	-	2	2
Total	71	67	138

3.3.1 Sursis-TIG

Parmi les peines avec emprisonnement ferme converties en sursis TIG, la partie ferme du quantum varie de 1 à 6 mois. Le graphique 4 montre la relation entre le quantum ferme de la peine de prison initiale et le nombre d'heures de TIG à effectuer après conversion. La taille des points est proportionnelle au nombre d'observations concernées, parmi l'échantillon de 69 décisions exploitables.

FIGURE 4: Peine initiale et conversion en sursis TIG



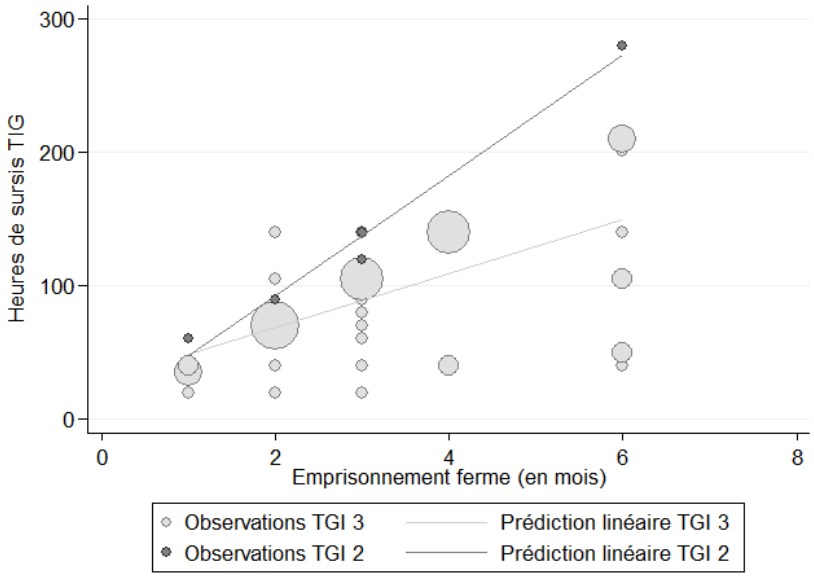
La relation entre les deux variables est nettement positive et significative : en moyenne, chaque mois d'emprisonnement ferme supplémentaire est converti en 22h de travail d'intérêt général. On remarque d'ailleurs que pour un certain nombre d'observations, la relation entre les deux variables est déterministe (observations dont les points sont alignés le long de la droite

en pointillé) : dans ces dossiers, les juges appliquent une même règle dans la conversion du quantum ferme initiale en un certain nombre d'heures de TIG à effectuer.

Sur l'ensemble des dossiers, une régression linéaire entre les deux variables montre que le quantum ferme initial explique 41% des différences dans la durée des sursis TIG convertis (en heures de TIG). Ainsi, même si les juges tiennent clairement compte des quantums initiaux dans leurs décisions de conversion en sursis TIG, cette conversion n'est pas automatique et varie en partie d'un condamné à l'autre.

TGI 2 et TGI3 Le Graphique 5 reproduit le graphique précédant en séparant les décisions de conversion du TGI 2 et du TGI 3. Dans notre échantillon, le TGI 3 concentre l'immense majorité des décisions de conversion, tandis que seules 5 décisions exploitables de conversion en sursis TIG proviennent du TGI 2. Pour autant, on remarque que la relation entre quantum ferme et nombre d'heures de TIG est nettement positive dans chacune des deux juridictions.

FIGURE 5: Peine initiale et conversion en sursis TIG dans les TGI 2 et 3



3.3.2 Jours-Amende

Conversion de peines d'emprisonnement ferme Parmi les 44 peines avec emprisonnement ferme converties en JA, la partie ferme du quantum varie également de 1 à 6 mois dans l'échantillon. Le graphique 6 montre la relation entre le quantum ferme de la peine de prison initiale et le nombre de jours-amende après conversion. La taille des points est proportionnelle au nombre d'observations concernées, parmi l'échantillon de 44 décisions utilisé. A une exception près, la relation entre quantum ferme initiale et quantum des JA est déterministe : chaque mois ferme est converti en 30 jours de JA supplémentaire. Une régression linéaire du nombre de jours-amende convertis en fonction du quantum ferme initial renvoit un coefficient de 30, et un coefficient de détermination (R^2) supérieur à 99%. Les JAP utilisent donc de manière quasi-systématique une règle de conversion telle qu'un mois ferme est converti en 30 jours de JA.

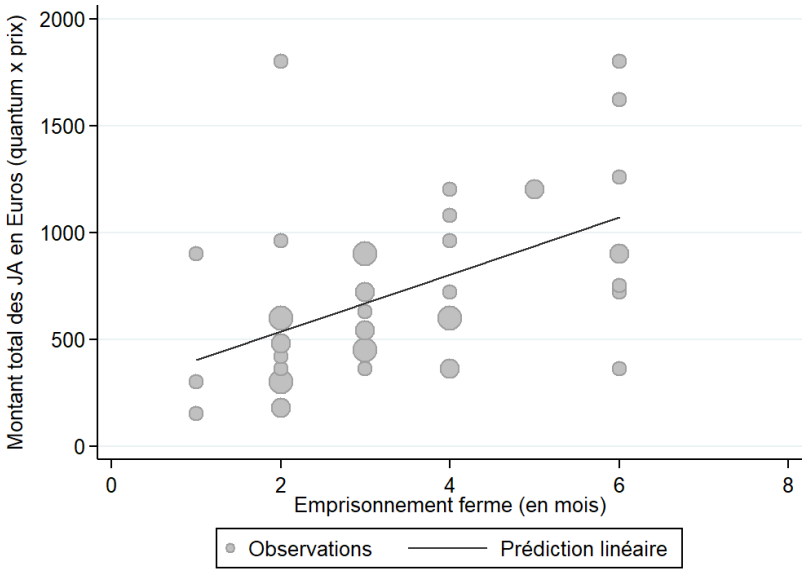
Cependant, les juges utilisent une règle beaucoup plus souple concernant le prix appliqué à chaque jour de JA, si bien que la relation entre le quantum ferme initial et le montant total à payer en JA (prix unitaire * nombre de jours) est bien moins nette. Le graphique 7 montre

FIGURE 6: Peine initiale et conversion en JA



en effet que, même si une relation positive émerge largement entre quantum ferme initial et montant total des JA (coefficient directeur très significatif de 133, soit 133 euros par mois ferme), de fortes disparités demeurent d'un dossier à l'autre dans les conversions décidées. Ainsi, le coefficient de détermination (R^2) de la régression linéaire entre ces deux variables n'est que de 25%, suggérant que les trois quarts des variations dans le montant total des JA ne peuvent s'expliquer simplement par la partie ferme de la peine d'emprisonnement prononcée initialement.

FIGURE 7: Peine initiale et conversion en JA



Conversion de TIG et sursis TIG Concernant les 21 peines de TIG et sursis TIG converties en JA, les Graphiques 8 et 9 représentent le nombre de JA et le montant total des JA (prix x quantum) après conversion en fonction du nombre d'heures de travail d'intérêt général de la peine initiale.

Les résultats montrent une relation globalement positive mais imprécise entre le nombre d'heures des peines de sursis TIG et les décisions de conversion en JA (en nombre de JA et en montant total). A l'inverse, on n'observe aucun lien concernant les peines initiales de TIG, ni dans le montant total de JA après conversion, ni même dans le nombre de jours-amende. Ces résultats suggèrent donc que les juges tiennent peu -voire pas- compte du nombre d'heures de TIG prononcé initialement dans leurs conversions en JA, ce qui contraste fortement avec leurs pratiques concernant la conversion de peine d'emprisonnement ferme (où le quantum ferme a une forte influence sur la conversion en JA).

FIGURE 8: Peine de TIG et sursis TIG et conversion en JA (quantum)

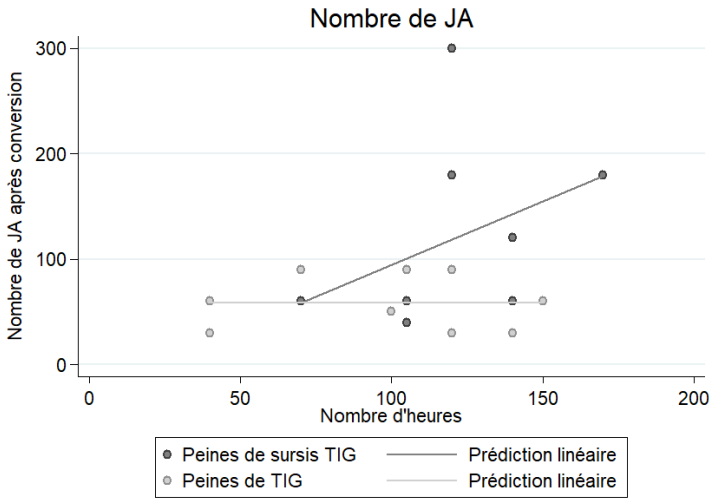
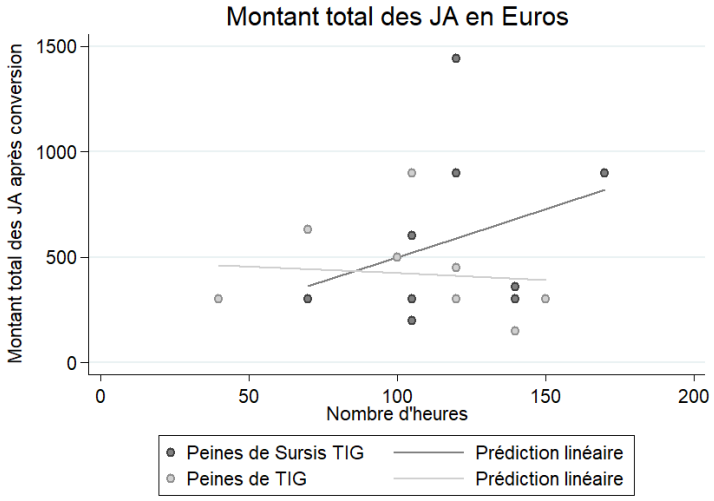


FIGURE 9: Peine de TIG et sursis TIG et conversion en JA (montant)



4 Retraits de libération conditionnelle

4.1 Incidents

Les juges rendent 12 décisions en matière de retrait de libération conditionnelle. La nature des incidents apparait dans la Table 11 : les incidents les plus fréquents sont la commission de nouvelles infractions et le non respect de certaines obligations particulières (comme l'obligation de soins ou de réparation du dommage).

TABLE 11: Types d'incident (N=12)

	Fréq
Nouvelles infractions pénales	7
Non respect des oblig. particulières	6
Non respect des oblig. SL	3
Abandon d'emploi/formation	2
Evasion	2

4.2 Avis et décisions des JAP

Dans ces 12 dossiers, le parquet est systématiquement favorable à la révocation de la mesure de LC. La position de l'administration pénitentiaire est renseignée dans 10 cas sur 12 : l'AP est favorable à la révocation dans 8 cas, et défavorable dans 2 cas.

La décision du JAP consiste, dans 11 cas sur 12, en une révocation de la libération conditionnelle. Le juge refuse la révocation requise par le parquet dans un dossier.

ANNEXE 14

Montant moyen et écart-type des amendes (en euros) par infraction et par TGI
(ordre : TGI 1, TGI 2, TGI 3, TGI 4, TGI 5, TGI 6, TGI 7)

infraction_ | Summary of Peine_amende_montant
cat | Mean Std. Dev. Freq.
---+---
CEIM | 350 0 1
CEA | 319.56044 131.17344 91
CES | 264.28571 74.494634 14
DA | 367.24138 136.45765 29
DPC | 340 188.20482 20
DF | 350 70.710678 2
Multiples | 378.15217 230.13368 46
---+---
Total | 338.30049 163.65017 203

infraction_ | Summary of Peine_amende_montant
cat | Mean Std. Dev. Freq.
---+---
CEIM | 300 0 1
CEA | 299.38272 107.96233 81
CES | 286.11111 80.083698 18
DA | 442.65625 176.97268 32
DPC | 387.5 127.38466 28
Multiples | 371.25 232.16721 32
---+---
Total | 346.84896 157.394 192

infraction_ | Summary of Peine_amende_montant
cat | Mean Std. Dev. Freq.
---+---
CEA | 352.77778 130.01383 18
CES | 408.33333 115.83034 6
DA | 330.95238 113.44182 21
DPC | 453.57143 188.58204 14
Multiples | 448.82353 268.02244 17
---+---
Total | 391.18421 180.33278 76

infraction_ | Summary of Peine_amende_montant
cat | Mean Std. Dev. Freq.

```
------------+-----------------------------------
       CEIM |        300           0          2
        CEA |    399.875   160.29645         96
        CES |   539.58333    134.8594         48
         DA |   415.95136   150.87919        699
        DPC |   612.63441   165.26488        186
         DF |        520    44.72136          5
  Multiples |   700.48544    187.3428        206
------------+-----------------------------------
      Total |   496.36715    196.9183       1242

infraction_ |   Summary of Peine_amende_montant
        cat |       Mean   Std. Dev.       Freq.
------------+-----------------------------------
       CEIM |        410   224.72205          5
        CEA |   396.22083   154.78247        240
        CES |   429.72973   262.22427         74
         DA |      586.85   317.76419         40
        DPC |        426   141.50791         50
         DF |        300         100          3
  Multiples |   604.05405    389.5692         74
------------+-----------------------------------
      Total |   451.26955   249.94358        486

infraction_ |   Summary of Peine_amende_montant
        cat |       Mean   Std. Dev.       Freq.
------------+-----------------------------------
     CEACES |        200           0          1
        CEA |   342.14433   196.75852         97
        CES |    291.5493   91.801772         71
         DA |   311.22449   120.44419         49
        DPC |        362   93.825917        110
  Multiples |   383.18182   130.88503         55
------------+-----------------------------------
      Total |   340.03394    137.9592        383

infraction_ |   Summary of Peine_amende_montant
        cat |       Mean   Std. Dev.       Freq.
------------+-----------------------------------
       CEIM |        150           0          1
        CEA |   278.13559   111.88779         59
```

CES	243	70.245601	10
DA	300	156.66989	12
DPC	279.56522	102.53506	2
DF	400	0	1
Multiples	292.10526	128.30428	19
Total	279.76	114.33161	125

Montant moyen et écart-type des peines de JA (en euros : prix x durée) par infraction et par TGI (ordre : TGI 1, TGI 2, TGI 3, TGI 4, TGI 5, TGI 6, TGI 7)

infraction_ | Summary of Montant total (euros)

cat	Mean	Std. Dev.	Freq.
CEA	675	559.4234	12
CES	440	178.13852	4
DPC	670	380.13156	5
Multiples	618	220.49943	5
Total	626.92308	423.6675	26

infraction_ | Summary of Montant total (euros)

cat	Mean	Std. Dev.	Freq.
CEA	441.11111	121.28937	9
DA	750	353.55339	2
DPC	524	149.26487	5
Multiples	575	601.04076	2
Total	513.33333	224.94444	18

infraction_ | Summary of Montant total (euros)

cat	Mean	Std. Dev.	Freq.
CEA	706	329.6665	5
CES	566.66667	57.735027	3
DA	475	150	4
DPC	564.11765	158.15573	17

Multiples	634.44444	150.59143	9
Total	590.26316	183.17746	38

infraction_ | Summary of Montant total (euros)

cat	Mean	Std. Dev.	Freq.
CEIM	700	0	1
CEA	607.89474	182.77427	19
CES	559.09091	201.02013	11
DA	400	0	1
DPC	602.22222	217.61717	54
Multiples	608.33333	203.45436	30
Total	599.74138	204.03947	116

infraction_ | Summary of Montant total (euros)

cat	Mean	Std. Dev.	Freq.
CEA	598	232.09912	5
CES	700	282.84271	2
DPC	707.14286	274.51256	7
Multiples	750	353.55339	2
Total	677.5	247.91127	16

infraction_ | Summary of Montant total (euros)

cat	Mean	Std. Dev.	Freq.
CEA	650	252.98221	11
CES	666.66667	351.18846	3
DPC	715.55556	374.40323	9
Multiples	497	344.81154	5
Total	645.53571	312.67466	28

infraction_ | Summary of Montant total (euros)

cat	Mean	Std. Dev.	Freq.
CEA	430	98.994949	2
CES	430	98.994949	2

DPC	487.5	165.2019	4
DF	240	0	1
Multiples	575	50	4

ANNEXE 15

I. Initiale de l'auteur de la fiche

Notez ici vos initiales

II. - Informations concernant la décision d'appel

Nom de la juridiction d'appel ayant rendue la décision étudiée

- CA Aix-en-Provence
- CA Chambéry
- CA Grenoble

Numéro de la décision étudiée (n°RG)

Date de la décision étudiée

Identification de la chambre ayant rendue la décision

Initiale des Magistrats

Président :

Conseiller 1 :

Conseiller 2 :

Avocat général :

Nature de l'arrêt

- ○ Contradictoire
- ○ Contradictoire à signifier
- ○ Réputé contradictoire
- ○ Par défaut
- ○ Itératif par défaut
- ○ Renvoi après cassation

En cas d'arrêt rendu sur renvoi après cassation, préciser l'identité de la première cour d'appel

Identité du tribunal correctionnel ayant rendu la décision contestée

- ○ Aix-en-Provence
- ○ Albertville
- ○ Annecy
- ○ Bonneville
- ○ Bourgoin-Jallieu
- ○ Chambéry
- ○ Digne-les-Bains
- ○ Draguignan
- ○ Gap
- ○ Grasse
- ○ Grenoble
- ○ Marseille
- ○ Nice
- ○ Tarascon
- ○ Thonon-les-Bains
- ○ Toulon
- ○ Valence
- ○ Vienne

Nature du jugement contesté en appel

- ○ Jugement contradictoire
- ○ Jugement contradictoire à signifier
- ○ Jugement réputé contradictoire
- ○ Jugement par défaut
- ○ Jugement rendu sur itératif défaut
- ○ Jugement statuant sur opposition à ordonnance pénale
- ○ Ordonnance de refus d'homologation de CRPC
- ○ Ordonnance d'homologation de CRPC

Appelants

- [ ] Appel principal du parquet
- [ ] Appel principal du ou des prévenu(s)
- [ ] Appel incident du parquet
- [ ] Appel incident du ou des prévenu(s)

Modalité de comparution du prévenu

- ( ) Comparant libre
- ( ) Comparant non libre
- ( ) Non comparant

Assistance ou représentation du prévenu

- [ ] Prévenu assisé
- [ ] Prévenu représenté
- [ ] Prévenu non assisé
- [ ] Prévenu non représenté

Le prévenu bénéficie-t-il de l'aide juridictionnelle ?

- ( ) Oui
- ( ) Non

III. - Information concernant la décision de première instance

Identité du tribunal correctionnel ayant rendu la décision

- ○ Aix-en-Provence
- ○ Albertville
- ○ Annecy
- ○ Bonneville
- ○ Bourgoin-Jallieu
- ○ Chambéry
- ○ Digne-les-Bains
- ○ Draguignan
- ○ Gap
- ○ Grasse
- ○ Grenoble
- ○ Marseille
- ○ Nice
- ○ Tarascon
- ○ Thonon-les-Bains
- ○ Toulon
- ○ Valence
- ○ Vienne

Numéro de la décision étudiée (n° RG / n° parquet)

Date de la décision étudiée

Identification de la chambre ayant rendue la décision

Initiale des magistrats siégeant à l'audience

Président :

Assesseur 1 :

Assesseur 2 :

Parquet :

Type de décision - procédures simplifiées et alternatives

- Validation de composition pénale
- Refus de validation de composition pénale jugement contradictoire
- Ordonnance pénale délictuelle
- Rejet d'ordonnance pénale délictuelle
- Ordonnance de refus d'homologation de CRPC
- Ordonnance d'homologation de CRPC

Type de décision - Procédures classiques

- Jugement - opposition à ordonnance pénale
- Jugement - double convocation après échec CRPC
- Jugement - Comparution immédiate
- Jugement - COPJ
- Jugement - CPPV
- Jugement - Citation directe parquet ou huissier
- Jugement - opposition à jugement rendu par défaut

Nature du jugement

- Contradictoire
- Contradictoire à signifier
- Réputé contradictoire
- Par défaut
- Itératif défaut

Modalité de comparution du prévenu

- Comparant libre
- Comparant non libre
- Non comparant

Assistance ou représentation du prévenu

- [ ] Prévenu assisé
- [ ] Prévenu représenté
- [ ] Prévenu non assisé
- [ ] Prévenu non représenté

Le prévenu bénéficie-t-il de l'aide juridictionnelle ?

- ○ Oui
- ○ Non

IV. - Information relative aux délais de jugement et d'appel

Si la décision relève d'une procédure alternative aux poursuites ou de jugement accéléré (composition pénale, ordonnance pénale, CRPC), quel délai s'est écoulé entre la constatation des faits et le prononcé de la réponse pénal ?

Indiquez le délai

Si la décision relève du recours à la voie classique de jugement, quel délai s'est écoulé entre la constatation des faits et l'audience?

Indiquez le délai

En appel, quel délai s'est écoulé entre la déclaration d'appel du prévenu et l'audience devant la chambre des appels correctionnels?

Indiquez le délai

En cas d'arrêt rendu sur renvoi après cassation, quel délai s'est écoulé entre l'arrêt rendu par la Cour de cassation et l'audience de renvoi devant la chambre des appels correctionnels ?

V. - Infractions poursuivies

Nature des délits retenus

- [ ] Conduite sous l'empire d'un état alcoolique (CEA)
- [ ] Conduite sous l'influence de stupéfiants (CES)
- [ ] CEA cumulée CIS
- [ ] Conduite en état d'ivresse manifeste
- [ ] Défaut de permis de conduire (DPC)
- [ ] Défaut d'assurance
- [ ] Délit de fuite

Si l'infraction principale ou l'une des infractions est une CEA ou une CIM. Préciser ici le taux d'alcoolémie

Si l'infraction principale ou l'une des infractions est une CES, préciser ici le type de stupéfiants et le taux si indiqué

Si l'infraction principale ou l'une des infractions connexes est un défaut de PC, indiquez la cause de ce défaut

- Le prévenu n'a jamais été titulaire du permis de conduire
- Le prévenu conduit un véhicule d'une catégorie autre que celle visée par son permis de conduire lui a été délivré
- Annulation pour solde de point nul
- Annulation judiciaire du permis de conduire
- Rétention du permis de conduire
- Suspension administrative du permis de conduire
- Suspension judiciaire du permis de conduire

VI. - Profil socio-économique du prévenu

Sexe du prévenu

- ○ Homme
- ○ Femme

Âge du prévenu

- ○ moins de 18 ans
- ○ de 18 ans à moins de 25 ans
- ○ De 25 ans à moins de 30 ans
- ○ De 30 ans à moins de 40 ans
- ○ De 40 ans à moins de 50 ans
- ○ De 50 ans à moins de 60 ans
- ○ De 60 ans à moins de 70 ans
- ○ De 70 ans à moins de 80 ans
- ○ Plus de 80 ans

Situation affective du prévenu

- ○ Marié
- ○ Divorcé
- ○ Pacsé
- ○ Concubin
- ○ Célibataire
- ○ Veuf

Nombre d'enfants du prévenu

Situation professionnelle du prévenu

Indiquez la profession ou l'absence de profession du prévenu

Montant des revenus du prévenu si indiqué

Etat de santé du prévenu

Précisez si le prévenu est atteint d'une maladie quelconque

VII. Profil judiciaire du prévenu

Contenu du casier judiciaire

Renseignez ici les éléments contenus dans la décision relatifs au contenu du casier judiciaire ou/et le nombre de mentions au casier judiciaire

Le prévenu est-il condamné en état de récidive légale ?

- Oui
- Non

Le prévenu est-il condamné en état de réitération ?

- Oui
- Non

Le prévenu est-il condamné en qualité de réitérant en raison de condamnations antérieures fondées sur des infractions à la circulation routière ?

- Oui
- Non

VIII. - Voie procédurale

Le choix de la voie procédurale utilisée est-elle en adéquation avec le barème établi par le parquet pour ce type d'infraction ?

- ○ Oui
- ○ Non

Selon le barème établi par le parquet, quelle procédure est-elle normalement privilégiée pour la répression de ce type d'infraction ?

- ☐ Alternative aux poursuites (art. 41-1 CPP)
- ☐ Composition pénale
- ☐ Ordonnance pénale
- ☐ CRPC
- ☐ CI
- ☐ COPJ
- ☐ CPPV

Quels sont les éléments susceptibles d'expliquer que le parquet ait opté pour une procédure différente de celle prévue par le barème ?

IX. - Mesures prises dans le cadre des alternatives aux poursuites

Si l'auteur a fait l'objet d'une alternative aux poursuites sur le fondement de l'article 41-1 du Code de procédure pénale

- ☐ Rappel à la loi
- ☐ Stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants
- ☐ Stage de sensibilisation à la sécurité routière
- ☐ Régularisation de la situation de l'auteur au regard de la loi ou des règlements
- ☐ Réparation du dommage causé à la victime
- ☐ Mesure de justice restaurative (art. 10 CPP)

Précisez le quantum et les modalités d'exécution des mesures indiquées supra

Si l'auteur des faits a fait l'objet d'une composition pénale sur le fondement de l'article 41-2 du Code de procédure pénale

- ☐ Amende de composition
- ☐ Remise du véhicule aux fins d'immobilisation
- ☐ Remise du permis de conduire au greffe du tribunal de grande instance
- ☐ Interdiction de conduire un véhicule sur le territoire français
- ☐ Suivi d'un programme de réhabilitation et de sensibilisation comportant l'installation d'un éthylotest anti-démarrage sur son véhicule
- ☐ Travail non rémunéré
- ☐ Mesure d'injonction thérapeutique
- ☐ Mesure de réparation du dommage causé à la victime
- ☐ Mesure de justice restaurative (art. 10 CPP)

Précisez le quantum et/ou les modalités d'exécution des mesures indiquées supra

X. - Peines et sanctions pénales prononcées en première instance

Le prévenu est-il reconnu coupable ?

- ○ Non
- ○ Oui
- ○ Partiellement (préciser les infractions non retenues)

Nature de la ou des peines principales prononcées

- ☐ Emprisonnement
- ☐ Amende
- ☐ Jour-amende
- ☐ TIG
- ☐ Sursis simple
- ☐ SME
- ☐ Sursis TIG
- ☐ SSJ assorti d'une obligation de soin
- ☐ SSJ assorti d'une injonction de soin
- ☐ Mesure de justice restaurative (art. 10 CPP)
- ☐ Autre

Dans le cas où vous avez coché "autre" à la question précédente, préciser ici la nature de la peine prononcée

Quantum de la ou des peines principales prononcées ?

Nature et quantum de la révocation si prononcé par la juridiction de jugement

Liste des obligations assortant le SME

Nature et quantum des peines complémentaires

Sanction(s) judiciaire(s) intéressant le permis de conduire

- [ ] Suspension du permis de conduire
- [ ] Annulation du permis de conduire
- [ ] Interdiction de conduire sur le territoire français

Quantum de la sanction judiciaire intéressant le permis de conduire

Le prévenu a-t-il bénéficié de l'une des mesures d'aménagement de peine ab initio prévues par les articles 132-25 au 132-28 du Code pénal ?

- ○ Oui
- ○ Non

Si le prévenu n'a pas bénéficié de l'une des mesures d'aménagement de peine ab initio prévues par les articles 132-25 au 132-28 du Code pénal, indiquer ici la raison

- ○ La peine prononcée est partiellement ou totalement assortie du suris
- ○ La personnalité et la situation du prévenu ne permettent pas un aménagement de peine ab initio
- ○ La juridiction ne disposait des renseignements suffisants
- ○ Non renseigné
- ○ Non applicable à l'époque

Si le prévenu a bénéficié de l'une des mesures d'aménagement de peine ab initio prévues par les articles 132-25 au 132-28 du Code pénal, indiquer ici laquelle

- Semi-liberté
- Placement à l'extérieur
- Placement sous bracelet électronique
- Non renseigné

Si le prévenu a bénéficié de l'une des mesures d'aménagement de peine ab initio prévues par les articles 132-25 au 132-28 du Code pénal, indiquer ici les modalités d'exécution ou obligations prononcées par la juridiction

X. - Peines et sanctions pénales prononcées en appel

La culpabilité du prévenu est-elle confirmée par la cour d'appel ?

- ○ Oui
- ○ Non
- ○ Oui partiellement (préciser les infractions non retenues)

Les peines prononcées en première instance sont-elles confirmées par la Cour d'appel

- ○ Oui
- ○ Oui, mais partiellement
- ○ Non

Nature de la ou des peines principales confirmées par la cour d'appel - ne pas remplir si vous coché "oui" à la question précédente.

- ☐ Emprisonnement
- ☐ Amende
- ☐ Jour-amende
- ☐ TIG
- ☐ Sursis simple
- ☐ SME
- ☐ Sursis TIG
- ☐ SSJ assorti d'une obligation de soin
- ☐ SSJ assorti d'une injonction de soin
- ☐ Mesure de justice restaurative (art. 10 CPP)
- ☐ Autre

Nature de la ou des nouvelles peines principales prononcées par la cour d'appel

- [ ] Emprisonnement
- [ ] Amende
- [ ] Jour-amende
- [ ] TIG
- [ ] Sursis simple
- [ ] SME
- [ ] Sursis TIG
- [ ] SSJ assorti d'une obligation de soin
- [ ] SSJ assorti d'une injonction de soin
- [ ] Mesure de justice restaurative (art. 10 CPP)
- [ ] Autre

Préciser la ou les peines principales infirmées par la cour d'appel

Préciser les nouveaux quantums prononcés par la cour d'appel. - Si la cour d'appel confirme les quantums prononcés par le TC, ne rien remplir.

La révocation du sursis prononcé en 1ère instance est-elle confirmée par la cour d'appel ?

- ( ) Oui
- ( ) Non

Nature et quantum de la révocation si prononcé par la juridiction de jugement

Préciser les obligations assortant le SME prononcé par la cour d'appel - Si la cour d'appel confirme les obligations du SME prononcé par le TC, ne rien remplir.

Préciser la ou les peines complémentaires infirmées par la cour d'appel

Préciser la ou les nouvelles peines complémentaires prononcées par la cour d'appel

Sanction(s) judiciaire(s) intéressant le permis de conduire prononcée(s) par la cour d'appel

- [ ] Suspension du permis de conduire
- [ ] Annulation du permis de conduire
- [ ] Interdiction de conduire sur le territoire français

Quantum de la sanction judiciaire intéressant le permis de conduire prononcée par la cour d'appel

Le prévenu a-t-il bénéficié de l'une des mesures d'aménagement de peine ab initio prévues par les articles 132-25 à 132-28 du Code pénal ?

- ○ Oui
- ○ Non

Si le prévenu n'a pas bénéficié de l'une des mesures d'aménagement de peine ab initio prévues par les articles 132-25 à 132-28 du Code pénal, indiquer ici la raison.

- ○ La peine prononcée est partiellement ou totalement assortie du suris
- ○ La personnalité et la situation du prévenu ne permettent pas un aménagement de peine ab initio
- ○ La juridiction ne disposait des renseignements suffisants
- ○ Non renseigné
- ○ Non applicable à l'époque

Si le prévenu a bénéficié de l'une des mesures d'aménagement de peine ab initio prévues par les articles 132-25 à 132-28 du Code pénal, indiquer ici laquelle.

- ○ Semi-liberté
- ○ Placement à l'extérieur
- ○ Placement sous bracelet électronique
- ○ Non renseigné

Si le prévenu a bénéficié de l'une des mesures d'aménagement de peine ab initio prévues par les articles 132-25 à 132-28 du Code pénal, indiquer ici les modalités d'exécution ou obligations prononcées par la juridiction

ANNEXE 16

I. - Initiales de l'auteur de la fiche

Initiales de l'auteur de la fiche

II. - Informations relative à la décision d'appel

Nom de la juridiction d'appel ayant rendue la décision étudiée

- CA Aix-en-Provence
- CA Chambéry
- CA Grenoble

Numéro de la décision étudiée (n°RG/Parquet)

Date de la décision étudiée

Identification de la chambre ayant rendue la décision

Initiale des magistrats du siège et du parquet

Président	
Conseiller 1	
Conseiller 2	
Avocat général	

Nature de l'arrêt

- ○ Contradictoire
- ○ Contradictoire à signifier
- ○ Réputé contradictoire
- ○ Par défaut
- ○ Itératif par défaut
- ○ Désistement
- ○ Renvoi après cassation

En cas d'arrêt rendu sur renvoi après cassation, indiquer ici l'identité de la première cour d'appel

Identité du tribunal correctionnel ayant rendu la décision contestée

- ○ Aix-en-Provence
- ○ Annecy
- ○ Bourgoin-Jallieu
- ○ Digne-les-Bains
- ○ Gap
- ○ Grenoble
- ○ Nice
- ○ Thonon-les-Bains
- ○ Valence
- ○ Albertville
- ○ Bonneville
- ○ Chambéry
- ○ Draguignan
- ○ Grasse
- ○ Marseille
- ○ Tarascon
- ○ Toulon
- ○ Vienne

Nature du jugement contesté en appel

- ○ Jugement contradictoire
- ○ Jugement contradictoire à signifier
- ○ Jugement réputé contradictoire
- ○ Jugement par défaut
- ○ Jugement rendu sur itératif défaut
- ○ Jugement statuant sur opposition à ordonnance pénale
- ○ Ordonnance de refus d'homologation de CRPC
- ○ Ordonnance d'homologation de CRPC

Appelants

- [ ] Appel principal du parquet
- [ ] Appel principal du ou des prévenu(s)
- [ ] Appel incident du parquet
- [ ] Appel incident du ou des prévenu(s)

Modalité de comparution du prévenu

- ( ) Comparant libre
- ( ) Comparant non libre
- ( ) Non comparant

Assistance ou représentation du prévenu

- [ ] Prévenu assisé
- [ ] Prévenu représenté
- [ ] Prévenu non assisé
- [ ] Prévenu non représenté

Le prévenu a-t-il bénéficié de l'aide juridictionnelle ?

- ( ) Oui
- ( ) Non

III. - Informations relatives à la décision de première instance

Identité du tribunal correctionnel ayant rendu la décision

- Aix-en-Provence
- Albertville
- Annecy
- Bonneville
- Bourgoin-Jallieu
- Chambéry
- Digne-les-Bains
- Draguignan
- Gap
- Grasse
- Grenoble
- Marseille
- Nice
- Tarascon
- Thonon-les-Bains
- Toulon
- Valence
- Vienne

Numéro de la décision étudiée (n°RG/Parquet)

Date de la décision étudiée

Identification de la chambre ayant rendue la décision

Initiale des magistrats du siège et du parquet

Président :

Assesseur 1 :

Assesseur 2 :

Parquet :

Type de décision - procédures simplifiées et alternatives

- Validation de composition pénale
- Refus de validation de composition pénale jugement contradictoire
- Ordonnance pénale délictuelle
- Rejet d'ordonnance pénale délictuelle
- Ordonnance de refus d'homologation de CRPC
- Ordonnance d'homologation de CRPC

Type de décision - Procédures classiques

- Jugement - opposition à ordonnance pénale
- Jugement - opposition à jugement rendu par défaut
- Jugement - double convocation après échec CRPC
- Jugement - Comparution immédiate
- Jugement - COPJ
- Jugement - CPPV
- Jugement Citation directe parquet ou huissier
- Jugement - Citation directe victime
- Jugement - AVISAUD
- Jugement - ORTC

Nature du jugement

- Contradictoire
- Contradictoire à signifier
- Réputé contradictoire
- Par défaut
- Itératif par défaut

Modalité de comparution du prévenu

- Comparant libre
- Comparant non libre
- Non comparant

Assistance ou représentation du prévenu

- Prévenu assisé
- Prévenu représenté
- Prévenu non assisé
- Prévenu non représenté

Le prévenu a-t-il bénéficié de l'aide juridictionnelle ?

- Oui
- Non

IV. - Informations relatives aux délais de jugement et d'appel

Si la décision relève d'une procédure alternative aux poursuites ou de jugement accéléré (composition pénale, ordonnance pénale, CRPC), quel délai s'est écoulé entre la constatation des faits et le prononcé de la réponse pénal?

Indiquez le délai

Si la décision relève du recours à la voie classique de jugement, quel délai s'est écoulé entre la constatation des faits et l'audience?

Indiquez le délai

En appel, quel délai s'est écoulé entre la déclaration d'appel du prévenu et l'audience devant la chambre des appels correctionnels?

Indiquez le délai

En cas de renvoi après cassation, quel délai s'est écoulé entre l'arrêt rendu par la Cour de cassation et l'audience de renvoi devant la chambre des appels correctionnels?

V. - Faits dénoncés par la ou les victimes

Violences physiques

- [ ] Agressions ou atteintes sexuelles
- [ ] Coup(s) de pied
- [ ] Coup(s) de tête
- [ ] Crachats
- [ ] Fractures faciales (nez, poignets, jambes, hanches, etc)
- [ ] Griffures
- [ ] Morsures
- [ ] Tentative d'étranglement
- [ ] Violence exercés à l'aide d'une arme à feu
- [ ] Brûlures
- [ ] Coup(s) de poing
- [ ] Coupures
- [ ] Fractures (autres)
- [ ] Gifles
- [ ] La victime dit avoir été attachée
- [ ] Prises forcées (poignets, cou, épaule, bras)
- [ ] Viol
- [ ] Violences exercés à l'aide d'une arme blanche (type couteau)
- [ ] Autre

ITT résultant des violences physiques subies

Indiquez la durée de l'ITT

Violences verbales

- ☐ Non renseigné
- ☐ Insultes
- ☐ Insultes mysogines
- ☐ Insultes à caractère xénophobe
- ☐ Menaces de mort
- ☐ Menaces de tortures
- ☐ Menaces de viol
- ☐ Menaces de violence exercées sur les enfants du couple ou de la seule victime
- ☐ Menaces de violences exercées sur des ascendants ou proches de la seule victime
- ☐ Menace de dégradation ou de destruction des bien du couple ou de la seule victime
- ☐ Menaces de violences ou de mort sur les animaux du couple ou de la seule victime

Violences morales ou harcèlement

- ☐ Non renseigné
- ☐ Appels téléphoniques malveillants
- ☐ Envoie de SMS intempestifs ou malveillants
- ☐ Envoie de mails intempestifs ou malveillants
- ☐ Menaces émises par vois téléphoniques
- ☐ Menaces émises par vois de SMS
- ☐ Menaces émises par voie électroniques

Actes de violences commis sur les enfants du couple ou de la seule victime

Indiquez les faits énoncés dans la décision

Violences exercés sur les animaux du couple ou de la seule victime dans le but de la terroriser

Indiquez les faits énoncés dans la décision

Dégradation ou destruction des biens du couple ou de la seule victime

Indiquez les faits énoncés dans la décision

Mobiles des violences

Indiquez les mobiles énoncés dans la décision

Les faits ont ils été commis par un auteur alcoolisé?

- Oui
- Non

Les faits ont ils été commis en vue de parvenir à extorquer des biens ou des sommes d'argent à la victime?

- Oui
- Non

Ce type de faits s'est-il déjà produit dans le passé

- Non
- Oui (précisez)

VI. - Faits ayant été pénalement qualifiés et poursuivis

Violences physiques

- ☐ Agressions ou atteintes sexuelles
- ☐ Brûlures
- ☐ Coup(s) de pied
- ☐ Coup(s) de poing
- ☐ Coup(s) de tête
- ☐ Coupures
- ☐ Crachats
- ☐ Ecchymoses témoignant d'actes de pénétration sexuelle anale
- ☐ Ecchymoses témoignant d'actes de pénétration sexuelle buccale
- ☐ Ecchymoses témoignant d'actes de pénétration sexuelle vaginales
- ☐ Ecchymoses témoignant de prises forcées (poignets, cou, épaule, bras)
- ☐ Ecchymoses témoignant de traces de liens ayant permis d'attacher la victime
- ☐ Fractures (autres)
- ☐ Fractures faciales (nez, poignets, jambes, hanches, etc)
- ☐ Gifles
- ☐ Griffures
- ☐ Morsures
- ☐ Traces ou acchymoses manifestant une tentative d'étranglement
- ☐ Violence exercés à l'aide d'une arme à feu
- ☐ Violences exercés à l'aide d'une arme blanche (type couteau)
- ☐ Autre

ITT résultant des violences physiques subies

Indiquez la durée de l'ITT

Violences verbales

- ☐ Non renseigné
- ☐ Insultes
- ☐ Insultes mysogines
- ☐ Insultes à caractère xénophobe
- ☐ Menaces de mort
- ☐ Menaces de tortures
- ☐ Menaces de viol
- ☐ Menaces de violence exercées sur les enfants du couple ou de la seule victime
- ☐ Menaces de violences exercées sur des ascendants ou proches de la seule victime
- ☐ Menace de dégradation ou de destruction des bien du couple ou de la seule victime
- ☐ Menaces de violences ou de mort sur les animaux du couple ou de la seule victime
- ☐ Autres (précisez)

Violences morales ou harcèlement

- ☐ Non renseigné
- ☐ Appels téléphoniques malveillants
- ☐ Envoie de SMS intempestifs ou malveillants
- ☐ Envoie de mails intempestifs ou malveillants
- ☐ Menaces émises par vois téléphoniques
- ☐ Menaces émises par vois de SMS
- ☐ Menaces émises par voie électroniques
- ☐ Autres (précisez)

ITT résultant des violences morales et/ou verbales subies

Indiquez la durée de l'ITT

Actes de violences commis sur les enfants du couple ou de la seule victime

Indiquez les faits énoncés dans la décision

Violences exercés sur les animaux du couple ou de la seule victime dans le but de la terroriser

Indiquez les faits énoncés dans la décision

Dégradation ou destruction des biens du couple ou de la seule victime

Indiquez les faits énoncés dans la décision

Mobiles particuliers expliquant les violences

Précisez les mobiles indiqués dans la décision

ITT résultant de l'ensemble des faits dénoncés

Indiquez la durée de l'ITT

Infractions connexes qualifiés et poursuivies

Indiquez la ou les infraction(s) connexe(s)

VII. - Qualification pénale des faits objets de la poursuite ou de l'alternative aux poursuites

Quelle qualification pénale a été retenue dans la décision alternative aux poursuites

Indiquer la qualification pénale retenue

Quelle qualification pénale a été retenue par le parquet dans l'acte de poursuite ?

Quelle qualification pénale a été retenue dans la décision de première instance?

Indiquer la qualification pénale retenue

Quelle qualification pénale a été retenue dans la décision d'appel?

Indiquer la qualification pénale retenue

VII. - Profil socio-économique du prévenu

Sexe du prévenu

- ○ Homme
- ○ Femme

Âge :

- ○ - de 18 ans
- ○ De 18 ans à moins de 25 ans
- ○ De 25 ans à moins de 30 ans
- ○ De 30 ans à moins de 40 ans
- ○ De 40 ans à moins de 50 ans
- ○ De 50 ans à moins de 60 ans
- ○ De 60 ans à moins de 70 ans
- ○ De 70 ans à moins de 80 ans
- ○ Plus de 80 ans

Situation affective du prévenu au jour de l'audience :

- ☐ Marié
- ☐ Pacsé
- ☐ Concubinage
- ☐ Célibataire
- ☐ Séparé
- ☐ Divorcé
- ☐ Veuf

Situation professionnelle prévenu :

Précisez

Revenus du prévenu :

- Non renseigné
- Renseigné

Montant des revenus du prévenu

Précisez

Nombre d'enfants du prévenu

Précisez

Nombre d'enfants communs à l'auteur et à la victime

Précisez

État de santé du prévenu :

Précisez

Traitement médical ou suivi psy engagé à l'initiative du prévenu :

- Non renseigné
- Traitement médical pour une des addictions en lien avec l'infraction
- Suivi psy pour une ou des addictions en lien avec l'infraction
- Traitment médical ou suivi psy ppur une ou des addictions sans lien avec l'infraction

IX. - Profil socio-économique de la victime

Sexe de la victime

- ○ Homme
- ○ Femme

Âge :

- ○ - de 18 ans
- ○ De 18 à moins de 25 ans
- ○ De 25 ans à moins de 30 ans
- ○ De 30 ans à moins de 40 ans
- ○ De 40 ans à moins de 50 ans
- ○ De 50 ans à moins de 60ans
- ○ De 60 ans à moins de 70 ans
- ○ De 70 ans à moins de 80 ans
- ○ De 80 ans et plus

Situation affective de la victime au jour de l'audience :

- ☐ Mariée
- ☐ Pacsée
- ☐ Concubinage
- ☐ Célibataire
- ☐ Divorcée
- ☐ Séparée
- ☐ Veuve

Nombre d'enfants de la victime

Précisez

Nombre d'enfants communs à l'auteur et à la victime

Précisez

Situation professionnelle victime :

Précisez

Revenus de la victime :

- Non renseigné
- Renseigné

Montant des revenus de la victime

Précisez

Etat de santé de la victime

La victime souffre-t-elle d'une affection quelconque ?

Traitement médical ou suivi psy engagé à l'initiative de la victime :

- Non renseigné
- Traitement médical pour une des addictions en lien avec l'infraction
- Suivi psy pour une ou des addictions en lien avec l'infraction
- Traitment médical ou suivi psy ppur une ou des addictions sans lien avec l'infraction

X. - Nature de la relation auteur/victime

Au moment des faits, l'auteur et la victime sont/étaient "en couple" :

- Mariés
- Pacsés
- Concubins
- Relation passagère
- Début de relation amoureuse
- Relation "adultérine" en raison de la situation affective de l'auteur
- Relation "adultérine' en raison de la situation affective de la victime

Au moment des faits, l'auteur et la victime sont/étaient des "ex" ou en voie de séparation

- Divorcés
- En instance de divorce
- Séparés dans le cadre d'une union libre
- En cours de séparation

Au moment des faits, l'auteur majeur est/était à l'égard de la victime mineure ou majeure :

- [ ] Son père
- [ ] Sa mère
- [ ] Son fils
- [ ] Sa fille
- [ ] Son beau-fils
- [ ] Sa belle-fille
- [ ] Son beau-père
- [ ] Sa belle-mère
- [ ] Son grand-père
- [ ] Sa grand-mère
- [ ] Son oncle
- [ ] Sa tante
- [ ] Son frère
- [ ] Sa soeur
- [ ] Un autre membre de sa famille
- [ ] Son ou sa petit(e) ami(e)
- [ ] Son "baby-sitter"
- [ ] Sa "baby-sitter"
- [ ] Le représentant d'une autorité publique ou d'une institution
- [ ] Un ami
- [ ] Une amie
- [ ] Autre (précisez)

Auteur représentant d'une autorité publique ou d'une institution :

Précisez

Si la victime est une personne ayant la garde de l'auteur mineur :

Précisez

XI. - Profil judiciaire du prévenu

Contenu du casier judiciaire

Renseignez ici les éléments contenus dans la décision relatifs au contenu du casier judiciaire ou/et le nombre de mentions au casier judiciaire

Le prévenu a-t-il été condamné en état de récidive légale ?

- Oui
- Non

Le prévenu est-il condamné en état de réitération ?

- Oui
- Non

Le prévenu est-il condamné en qualité de réitérant en raison de condamnations antérieures fondées sur des infractions similaires ?

- Oui
- Non

Le prévenu a-t-il déjà fait l'objet d'une ordonnance de protection?

- ○ Oui
- ○ Non
- ○ Non renseigné

Le prévenu a-t-il déjà bénéficié d'une composition pénale pour des faits de violences familiales ?

- ○ Oui
- ○ Non
- ○ Non renseigné

Le prévenu a-t-il déjà bénéficié d'une CRPC pour des faits de violences familiales ?

- ○ Oui
- ○ Non
- ○ Non renseigné

Le prévenu a-t-il déjà été jugé par voie d'ordonnance pénale pour des faits de violences familiales ?

- ○ Oui
- ○ Non
- ○ Non renseigné

Le prévenu a-t-il fait, antérieurement à la condamnation étudiée, l'objet d'une des mesures suivantes ?

- ☐ Mesure d'éloignement du domicile conjugal ou familial
- ☐ Injonction thérapeutique prononcée par une juridiction de jugement ou proposée par la procureur dans le cadre d'une procédure alternative aux poursuites
- ☐ Sursis avec mise à l'épreuve ou suivi socio judiciaire assorti d'une obligation de soin
- ☐ Injonctoin de soin dans le cadre d'un suivi socio-judiciaire
- ☐ Soins en milieu fermé dans le cadre de l'éxecution d'une peine privative de liberté
- ☐ Non, aucune de ces mesures
- ☐ Non renseigné

XII. - Choix de la voie procédurale

Le choix de la voie procédurale utilisée est-elle en adéquation avec le barème établi par le parquet pour ce type d'infraction ?

- ○ Oui
- ○ Non

Selon le barème établi par le parquet, quelle procédure est-elle normalement privilégiée pour la répression de ce type d'infraction ?

- ☐ Composition pénale
- ☐ Ordonnance pénale
- ☐ CRPC
- ☐ CI
- ☐ COPJ
- ☐ CPPV

Quels sont les éléments susceptibles d'expliquer que le parquet ait opté pour une procédure différente de celle prévue par le barème ?

XIII. - Mesures pénales retenues dans le cadre des alternatives aux poursuites

Si l'auteur a fait l'objet d'une alternative aux poursuites sur le fondement de l'article 41-1 du Code de procédure pénale

- ☐ Rappel à la loi
- ☐ Stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple et sexistes
- ☐ Stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants
- ☐ Mesure de réparation du dommage causé à la victime
- ☐ Médiation pénale
- ☐ Mesure de justice restaurative (art. 10 CPP)
- ☐ Mesure d'éloignement du domicile conjugal ou familial
- ☐ Interdiction de paraître au domicile ou aux abords immédiats de celui-ci
- ☐ Prise en charge sanitaire, sociale ou psychologique

Précisez le quantum et les modalités d'exécution des mesures indiquées supra

Si l'auteur des faits a fait l'objet d'une composition pénale sur le fondement de l'article 41-2 du Code de procédure pénale

- [ ] Amende de composition
- [ ] Mesure de réparation du dommage
- [ ] Mesure de justice restaurative (Art. 10 CPP)
- [ ] Travail non rémunéré
- [ ] Interdiction de rencontrer la victime de l'infraction
- [ ] Mesure d'éloignement du domicile conjugal ou familial
- [ ] Interdiction de paraître au domicile ou aux abords immédiats de celui-ci
- [ ] Stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants
- [ ] Stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple et sexistes
- [ ] Stage ou formation dans un service ou un organisme sanitaire, social ou professionnel
- [ ] Prise en charge sanitaire, sociale ou psychologique
- [ ] Mesure d'injonction thérapeutique
- [ ] Mesure de réparation du dommage causé

Précisez le quantum et/ou les modalités d'exécution des mesures indiquées supra

XIV. - Peines et sanctions pénales prononcées en première instance

Le prévenu est-il reconnu coupable ?

- ○ Non
- ○ Oui
- ○ Oui, mais partiellement (Indiquer les infractions non retenues)

Nature de la ou des peines principales prononcées

- ☐ Peine d'emprisonnement
- ☐ Amende
- ☐ Jour-amende
- ☐ Mesure de justice restaurative
- ☐ TIG
- ☐ Sursis simple
- ☐ SME
- ☐ Sursis TIG
- ☐ SSJ assorti d'une obligation de soin
- ☐ SSJ assorti d'une injonction de soin
- ☐ Interdiction d'entrer en relation avec la victime de l'infraction
- ☐ Autre

Dans le cas où vous avez coché "Autre", veuillez indiquer la nature de la peine prononcée

Quantum de la ou des peines principales prononcées

Quantum de la révocation d'un précédent sursis prononcée par le juridiction de jugement

Liste des obligations assortant le SME

Nature et quantum des peines complémentaires

Le prévenu a-t-il bénéficié de l'une des mesures d'aménagement de peine ab initio prévues par les articles 132-25 au 132-28 du Code pénal ?

- Oui
- Non

Si le prévenu n'a pu bénéficier de l'une des mesures d'aménagement de peine ab initio prévues par les articles 132-25 au 132-28 du Code pénal, indiquer ici la raison

- La peine prononcée est partiellement ou totalement assortie du suris
- La personnalité et la situation du prévenu ne permettent pas un aménagement de peine ab initio
- La juridiction ne dispose pas des renseignements suffisants
- Non renseigné
- Non applicable à l'époque

Si le prévenu a bénéficié de l'une des mesures d'aménagement de peine ab initio prévues par les articles 132-25 au 132-28 du Code pénal, préciser la nature de l'aménagement retenu :

- Semi-liberté
- Placement à l'extérieur
- Placement sous bracelet électronique
- Fractionnement de la peine

Précisez le contenu ou les obligations conditionnant le maintien de l'aménagement de peine prononcé ab initio si indiqué

XV. - Peines et sanctions pénales prononcées en appel

La culpabilité du prévenu est-elle confirmée ou affirmée par la cour d'appel ?

- Non
- Oui
- Oui, mais partiellement (indiquer les infractions non caractérisées)

Les peines prononcées en première instance sont-elles confirmées par la Cour d'appel ?

- Oui
- Oui, mais partiellement
- Non

Nature de la ou des peines principales confirmées par la cour d'appel - Ne remplir que si vous avez coché "Oui, partiellement" à la question précédente.

- [ ] Peine d'emprisonnement
- [ ] Amende
- [ ] Jour-amende
- [ ] Mesure de justice restaurative
- [ ] TIG
- [ ] Sursis simple
- [ ] SME
- [ ] Sursis TIG
- [ ] Confiscation
- [ ] SSJ assorti d'une obligation de soin
- [ ] SSJ assorti d'une injonction de soin
- [ ] Interdiction d'entrer en relation avec la victime de l'infraction
- [ ] Autre

Nature de la ou des nouvelles peines principales prononcées par la cour d'appel

- [ ] Peine d'emprisonnement
- [ ] Amende
- [ ] Jour-amende
- [ ] Mesure de justice restaurative
- [ ] TIG
- [ ] Sursis simple
- [ ] SME
- [ ] Sursis TIG
- [ ] Confiscation
- [ ] SSJ assorti d'une obligation de soin
- [ ] SSJ assorti d'une injonction de soin
- [ ] Interdiction d'entrer en relation avec la victime de l'infraction
- [ ] Autre

Préciser les nouveaux quantums prononcés par la cour d'appel. - Si la cour d'appel confirme les quantums prononcés par le TC, ne rien remplir.

La révocation de sursis antérieurs est-elle confirmée par la Cour d'appel ?

- ○ Oui
- ○ Non

Quantum de la révocation du ou des sursis antérieurement prononcés par la Cour d'appel

Préciser les obligations assortant le SME prononcé par la cour d'appel - Si la cour d'appel confirme les obligations du SME prononcé par le TC, ne rien remplir.

Préciser la ou les peines complémentaires infirmées par la cour d'appel

Préciser la ou les nouvelles peines complémentaires prononcées par la cour d'appel

Le prévenu a-t-il bénéficié de l'une des mesures d'aménagement de peine ab initio prévues par les articles 132-25 à 132-28 du Code pénal ?

- ○ Oui
- ○ Non

Si le prévenu n'a pu bénéficier Le prévenu a-t-il bénéficié de l'une des mesures d'aménagement de peine ab initio prévues par les articles 132-25 à 132-28 du Code pénal, indiquer ici la raison

- La peine prononcée est partiellement ou totalement assortie du suris
- La juridiction ne dispose pas des renseignements suffisants
- La personnalité et la situation du prévenu ne permettent pas un aménagement de peine ab initio
- Non renseigné
- Non applicable à l'époque

Si le prévenu a bénéficié de l'une des mesures d'aménagement de peine ab initio prévues par les articles 132-25 à 132-28 du Code pénal, préciser la nature de l'aménagement retenu :

- Semi-liberté
- Placement à l'extérieur
- Placement sous bracelet électronique
- Fractionnement de la peine

Précisez le contenu ou les obligations conditionnant l'aménagement de peine prononcé ab initio si indiqué

ANNEXE 17

I. Initiale de l'auteur de la fiche

Indiquez ici vos initiales

II. Informations concernant la décision rendue par le/la juge d'application des peines

Décision rendue par le/la juge d'application des peines de :

- ○ Bonneville
- ○ Chambéry
- ○ Gap
- ○ Grenoble
- ○ Marseille
- ○ Valence

Numéro de la décision (n° minute ou numéro de dossier)

Date de la décision

Initiales des magistrats

JAP

Parquet

Nature de la décision

- ○ Ordonnance
- ○ Jugement

La décision intervient-elle après avis de la commission d'application des peines

- ○ Oui
- ○ Non

La décision est-elle prise après la tenue d'un débat contradictoire :

- ○ Oui
- ○ Non

L'absence de débat contradictoire tient-elle à :

- ○ La nature de la décision rendue
- ○ L'urgence
- ○ A l'accord du procureur de la République, du condamné ou de son avocat, d'octroyer la mesure sans débat contradictoire (712-6, al. 2, CPP)

Le/la condamné(e) est incarcéré(e) au jour de la décision ?

- ○ Oui
- ○ Non

Situation du condamné :

- ○ Procédure 723-15, 723-7 ou 723-1 du Code de procédure pénale
- ○ Condamné à un TIG
- ○ Condamné à une peine d'emprisonnement assortie d'un sursis TIG
- ○ Bénéficiaire d'un PSE
- ○ Bénéficiaire d'une mesure de semi-liberté
- ○ Bénéficiaire d'une mesure semi-liberté sous la forme de PSE
- ○ Bénéficiaire d'une mesure de placement à l'extérieur
- ○ Bénéficiaire d'une mesure de libération conditionnelle
- ○ Bénéficiaire d'une mesure de libération conditionnelle assortie d'une mesure probatoire de semi-liberté
- ○ Demande de conversion de peine après décision de première conversion ou de premier aménagement de peine

Le/la condamné(e) est réincarcéré(e) au jour de la décision

- ○ Oui
- ○ Non

Précisez ici les dates et motifs de réincarcération

Le condamné comparaît-il devant le/la juge d'application des peines

- Oui
- Non

Le condamné est-il assisté d'un avocat ?

- Oui
- Non

Le condamné est-il représenté par un avocat ?

- Oui
- Non

Mesure prononcée

- Retrait de CRP
- Retrait de libération conditionnelle
- Retrait de libération conditionnelle assortie d'une mesure probatoire de semi-liberté
- Retrait de libération sous contrainte
- Octroi d'une mesure de conversion de peine

III. Données relatives au condamné

numéro d'écrou

Le condamné a-t-il été condamné par la juridiction de jugement en état de récidive ?

- Oui
- Non

Sexe du condamné

- Homme
- Femme

Âge du condamné

- 18 ans à 24 ans
- 25 ans à 29 ans
- 30 ans à 39 ans
- 40 ans à 49 ans
- 50 ans à 59 ans
- 60 ans à 69 ans
- 70 ans et +

Situation professionnelle du/de la condamné(e) au jour de sa comparution devant le/la juge d'application des peines

- ○ En activité
- ○ En formation
- ○ Sans emploi / sans profession
- ○ Sans domicile fixe

Préciser la nature de l'emploi occupé par le condamné

Préciser la nature de la formation suivie par le condamné et son cadre

Quelle est la situation exacte du condamné

- ○ Inscrit comme demandeur d'emploi et percevant des indemnités
- ○ Inscrit comme demandeur d'emploi mais ne percevant aucune indemnité
- ○ Inscrit comme demandeur d'emploi et percevant des allocations sociales (RSA, etc.)
- ○ Non inscrit comme demandeur d'emploi et ne percevant aucune allocation sociale (RSA, etc.)

Le condamné dispose-t-il d'un logement personnel ?

- ○ Oui
- ○ Non

Le condamné dispose-t-il d'un hébergement

- ○ Oui
- ○ Non

Le condamné est-il hébergé par :

- Parents
- Conjoint, concubin, partenaire lié à au condamné par un PACS
- Enfant(s)
- un ou des amis
- Famille proche (frère, soeur, cousin, neveu, etc.)
- Association d'accueil
- Le condamné est pris en charge au sein d'un CHS

Une décision relative à l'hébergement du condamné est-elle prise par le/la juge d'application des peines

- Oui
- Non

Préciser la réponse

Situation affective du condamné

- Marié
- Concubin
- Pacsé
- Relation épisodique mais suivie
- Célibataire
- Séparé dans le cadre d'une union libre
- Divorcé
- Veuf

Le condamné a-t-il des enfants ?

- Oui
- Non

Préciser le nombre d'enfants

Le condamné a-t-il la charge de proches ?

- Oui
- Non

Préciser

- Ses grands-parents
- Ses parents
- L'un de ses parents
- Un frère ou une soeur
- L'un de ses grands-parents
- Un oncle, tante ou neveu
- Les enfants de son conjoint, concubin, partenaire
- Un beau-parent
- Un beau-frère ou une belle-soeur

V. Retrait de CRP

Date de début d'incarcération

Date de fin d'incarcération prévisible

Le condamné est-il écroué dans un centre de semi-liberté ?

- Oui
- Non

Faits pour lesquels le JAP est saisi

- [ ] Dégradation du bracelet électronique entrainant une inaffectivité de la surveillance
- [ ] Détention arme artisanale
- [ ] Détention de stupéfiants
- [ ] Détention de téléphone portable
- [ ] Détention téléphone portable + carte SIM
- [ ] Détention de téléphone portable + chargeur
- [ ] Détention de téléphone portable + chargeur + carte SIM
- [ ] Détention de carte SIM
- [ ] Détention de chargeur de téléphone portable
- [ ] Détention clé USB
- [ ] Détention d'objets interdits
- [ ] Détention d'objets ou substances dangereuses
- [ ] Entrave (fonctionnement des douches, promenade, etc.)
- [ ] Faits susceptibles de constituer une infraction pénale
- [ ] Incendie volontaire (matelas, couverture, etc.)
- [ ] Incident(s) non spécifié(s)
- [ ] Insultes et/ou outrage à surveillant/agent
- [ ] Insulte à détenu
- [ ] Insulte à personnel (soignant, administratif, etc.)
- [ ] Menaces à détenu
- [ ] Menaces à surveillant/agent
- [ ] Menaces de mort à surveillant/agent
- [ ] Menaces à personnel (soignant, administratif, etc.)
- [ ] Non respect des obligations attachées au bénéfice du PSE
- [ ] Participation à un mouvement de blocage (cour de promenade, douche, etc.)
- [ ] Rébellion
- [ ] Refus de réintégrer la cellule
- [ ] Retard
- [ ] Relation sexuelle au parloir
- [ ] Tapage
- [ ] Violences sur surveillant/agent
- [ ] Violences sur co-détenu
- [ ] Violences commises sur surveillant/agent
- [ ] Violences sur détenu
- [ ] Vol (nourriture, objets, etc.)
- [ ] Non respect des obligations attachées au bénéfice de la semi liberté

Nature des faits commis

Si la saisine du juge d'application des peines est fondée sur le prononcé d'une sanction disciplinaire, indiquer ici la nature et le quantum de cette sanction :

Nombre de CRP susceptibles d'être retiré ?

Le condamné fait-il l'objet d'un retrait de CRP ?

- Oui
- Non

Nombre de jours/mois de CRP retiré

Le condamné ne fait pas l'objet d'un retrait de CRP, indiquer les motifs fondant cette décision

VI. Décision de conversion de peine

Date de la condamnation prononcée par la juridiction de jugement

Condamnation prononcée par le Tribunal de grande instance de :

- Aix-en-Provence
- Albertville
- Annecy
- Bonneville
- Bourgoin-Jallieu
- Chambéry
- Gap
- Grenoble
- Marseille
- Thonon-les-Bains
- Valence
- Vienne
- Autre

Nature de la décision de condamnation

- Arrêt de la chambre des appels correctionnels
- Ordonnance d'homologation
- Jugement sur comparution immédiate
- Autres jugements (COPJ, CPPV, CIT., etc.)

Type d'infractions réprimées

- Infractions aux personnes
- Infractions aux biens
- Infractions routières
- Infraction à l'autorité de l'Etat ou de ses représentants

Qualification(s) pénale(s) retenue(s)

Nature et quantum de la peine prononcée par la juridiction de jugement

Révocation d'un sursis antérieurement prononcé

- Oui
- Non

Précision concernant la révocation

La révocation résulte-t-elle d'une décision de la juridiction de jugement ou du juge d'application des peines ?

- Juge d'application des peines
- Juridiction de jugement

Total des peines d'emprisonnement à exécuter

Le condamné demande à bénéficier de la mesure d'aménagement de peine suivante :

- [ ] PSE
- [ ] Semi-liberté
- [ ] Placement à l'extérieur

Le condamné demande à ce que sa peine d'emprisonnement soit convertie en :

- [ ] Peine de jours-amende
- [ ] Sursis TIG

Le condamné demande à ce que sa peine de TIG / Sursis TIG ou la partie non-exécutée de sa peine de TIG / Sursis TIG soit convertie en :

- ○ peine de jour-amende

Eléments issus du casier judiciaire du condamné

Position du Parquet quant à la demande du condamné

- ○ Favorable
- ○ Défavorable
- ○ Favorable à une autre mesure d'aménagement de peine
- ○ Réservé

Nature de la mesure d'aménagement de peine ayant la faveur du parquet

Avis du SPIP quant à la demande conversion de peine formulée par le condamné

- ○ Favorable
- ○ Défavorable
- ○ Favorable à une autre mesure d'aménagement de peine
- ○ Réservé

Le juge d'application des peines fait-il droit à la demande d'aménagement ou de conversion de peine présentée par le condamné ?

- ○ Oui
- ○ Non

Contenu de la décision de conversion de peine

Raisons invoqués par le/la juge d'application des peines pour justifier la conversion de peine

- ☐ Le condamné dispose d'un emploi
- ☐ L'emploi du condamné ne permet pas d'exécuter le TIG / Sursis TIG
- ☐ Le condamné ne dispose d'aucun emploi mais la mesure envisagée peut permettre au condamné de se réinsérer professionnellement
- ☐ Le condamné justifie du paiement des droits fixes de procédure ou des amendes
- ☐ Le condamné est en mesure de payer les amendes dont il devra s'acquitter si la peine est convertie en jours-amende
- ☐ Le condamné justifie avoir commencé à indemniser la victime de l'infraction
- ☐ Le condamné n'a pas fait l'objet d'une nouvelle condamnation depuis la condamnation pour laquelle la conversion de peine est sollicitée
- ☐ Les faits à l'origine de la condamnation pour laquelle la conversion de peine est sollicitée sont anciens
- ☐ Autre

Motivation du Jap

Obligation assortissant le sursis TIG

VII. Retrait d'une mesure de libération conditionnelle

Date de la décision d'octroi de la mesure

Décision prise par le juge d'application des peines de :

- Aix-en-Provence
- Albertville
- Annecy
- Gap
- Grenoble
- Marseille
- Nice
- Toulon
- Valence
- Vienne
- Autre

Nature de la mesure :

- Libération conditionnelle
- Libération conditionnelle avec mesure probatoire de PSE
- Libération conditionnelle avec mesure probatoire de semi-liberté

La mesure comportaient-elles des obligations particulières ?

- ○ Oui
- ○ Non

Liste des obligations particulières

- ☐ Obligation d'exercer une activité professionnelles ou suivre une formation
- ☐ Obligation de soins
- ☐ Obligations de réparer le dommage causé à la victime
- ☐ Ne pas entrer en contact avec les co-auteurs de l'infraction
- ☐ Ne pas entrer en contact avec les victimes
- ☐ Ne pas porter ou détenir une arme

Manquement(s) du condamné :

- ☐ Non respect des obligations attachées à la semi-liberté
- ☐ Non respect des obligations particulières
- ☐ Evasion
- ☐ Commission de nouvelles infractions pénales
- ☐ Abandon de l'emploi ou de la formation suivie

Avis de l'administration pénitentiaire

- ○ Favorable au retrait de la mesure
- ○ Défavorable au retrait de la mesure
- ○ Non communiqué
- ○ Non renseigné

Avis du Parquet

- ○ Favorable à la révocation de la mesure
- ○ Défavorable à la révocation de la mesure
- ○ Non communiqué
- ○ Non renseigné

Décision du juge d'application des peines

- Révocation de la mesure de libération conditionnelle
- Révocation de la mesure de libération conditionnelle assortie d'une mesure probatoire de PSE
- Révocation de la mesure de libération conditionnelle assortie d'une mesure probatoire de semi-liberté
- Refuse de révoquer la mesure de libération conditionnelle
- Refuse de révoquer la mesure de libération conditionnelle assortie d'une mesure probatoire de PSE
- Refuse de révoquer la mesure de libération conditionnelle assortie d'une mesure probatoire de semi-liberté

Motivation de la décision

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTON ..... p. 1

CHAPITRE 1. LE CADRE DE LA RECHERCHE ..... p. 21

Section 1. Le champ de la recherche ..... p. 22

1.1 Présentation des axes de la recherche ..... p. 22
1.2 Présentation des contentieux retenus ..... p. 27

Section 2. La méthodologie de la recherche..... p. 34

2.1 Collecte des barèmes et décisions de justice ..... p. 34
2.2 Exploitation des barèmes et décisions de justice ..... p. 42
2.3 Recueil des témoignages des professionnels et des justiciables ..... p. 51

CHAPITRE 2. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS ..... p. 55

Section 1. Le contentieux des délits routiers ..... p. 55

1.1 Le traitement judiciaire des infractions "papiers" ..... p. 56

1.1.1 Le traitement judiciaire du défaut d'assurance ..... p. 57

1.1.1. Par les parquets ..... p. 57
1.1.2 Par les juges de première instance p.80

1.1.2 Le traitement judiciaire du défaut de permis p.114

1.1.2.1. Par les parquets ..... p. 115
1.1.2.2 Par les juges de première instance p.142

2.1 Le traitement judiciaire des infractions de comportement ..... p. 187

2.1.1 Le traitement judiciaire des conduites sous l'empire d'un état alcooliques p. 188

2.1.1.1. Par les parquets ..... p. 189
2.1.1.2 Par les juges de première instance ..... p .225

2.1.2 Le traitement judiciaire des conduites sous l'emprise de stupéfiants ..... p. 285

2.1.2.1. Par les parquets ..... p. 286
2.1.2.2 Par les juges de première instance ..... p .302

3.1 Le traitement judiciaire des délits à la circulation routière par les cours d'appel ..... p. 328

Section 2. Le contentieux des violences intrafamiliales ..... p. 337

2.1 Le traitement judiciaire des violences intrafamiliales dans les TGI ..... p. 338

2.1.1 Morphologie du contentieux dans les TGI étudiés ..... p. 338
2.1.2 Traitement judiciaire des violences intrafamiliales par les parquets ..... p. 344
2.1.2 Traitement judiciaire des violences intrafamiliales par les juges de première instance ..... p. 344

2.2 Traitement judiciaire des violences intrafamiliales par les juges d'appel ... p. 358

Section 3. Les contentieux de l'application des peines ..... p. 360

3.1 Le contentieux du retrait des crédits de réduction de peine (CRP)..... p. 361

3.1.1 Le retrait des CRP consécutif au prononcé d'une sanction disciplinaire ..... p. 363
3.1.1 Le retrait des CRP indépendamment de toute poursuite disciplinaire ..... p. 372

3.2 Le contentieux du retrait des conversions de peine ..... p. 380

3.2.1 Conversion d'une peine d'emprisonnement ferme de 6 mois au plus en peine de jours-amende ..... p. 376
3.2.2 Conversion d'une peine d'emprisonnement assortie de l'obligation d'accomplir un sursis-TIG en peine de jours-amende ..... p. 379
3.2.3 Conversion d'une peine de travail d'intérêt général jours-amende ..... p. 381
3.2.4 Conversion d'une peine d'emprisonnement ferme de 6 mois au plus en une peine d'emprisonnement assortie d'un sursis-TIG ..... p. 384

CHAPITRE 3. LES ENSEIGNEMENTS DE LA RECHERCHE ..... p. 391

Section 1. Typologie des barèmes rencontrés en matière pénale ..... p. 391

1.1 Les barèmes construits ..... p. 392

1.1.1. Un outil exclusivement rencontré au sein des parquets ..... p. 392
1.1.2. Typologie des barèmes construits ..... p. 397

1.2 Les barèmes constatés ..... p. 408

1.2.1. L'application indirecte des barèmes du parquet les juges ..... p. 409
1.2.2. L'existence de barèmes constatés dans les procédures de jugement classiques ... p. 416

Section 2. Enjeux des barèmes rencontrés en matière pénale ..... p. 423

2.1 Enjeux des barèmes construits ..... p. 424

2.1.1. La réduction des disparités dans les réponses pénales apportées par la rationnalisation l'activité des parquets ..... p. 424
2.1.2. La recherche un équilibre entre standardisation et individualisation des décisions p. 428
2.1.3. Le barème construit : une « petite source » du droit pénal ? ..... p. 434

2.2 Enjeux des barèmes constatés ..... p. 436

2.2.1. Une normalisation des décisions juridictionnelles ..... p. 436
2.2.2. L'effectivité du principe d'individualisation des peines à l'aune de la normalisation des décisions juridictionnelles ..... p. 440

CONCLUSION GÉNÉRALE ..... p. 447

Annexes ..... P. 452